

JOURNAL OFFICIEL
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.
DEUXIÈME SÉMESTRE
de 1815.

Nos. 46 à 68 inclusivement.

Offizielles Journal
des
Groß-Herzogthums Lützemburg.
Zweite Hälfte des Jahrs
1815.

Nos. 46 – 68 einschließlich.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.


Bayerische
Staatsbibliothek
München

TABLE ALPHABÉTIQUE

Des matières contenues dans le JOURNAL OFFICIEL *du Grand-Duché de Luxembourg, depuis le N°. 46 jusqu'au N°. 68, lesquels ont paru pendant le second sémestre de l'année* 1815.

(*Le nombre ajouté à la fin de chaque article, désigne le N°. du journal, dans lequel l'article se trouve.*)

D.

E.

N.

O.

P.

R.

S.

T.

Alphabetische Tabelle

Der Materien, welche in dem offiziellen Journal des Groß-Herzogthums Lützemburg von N°. 46 bis 68, und die während der zweiten Hälfte des Jahres 1815 herausgekommen, enthalten sind.

(Die am Ende jeden Artikels befindliche Zahl bezeichnet das N°. des Journals, in welchem derselbe enthalten ist.)

(N°. 46.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, *le* 1 *juillet* 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 1sten July 1815.

(N°. 178.)

ARRÊTÉ
relatif au droit d'enregistrement, *etc.*

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre Conseiller d'état, Commissaire-Général des finances,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

1. A compter de la publication du présent arrêté, le droit d'enregistrement sur les mutations de biens-immeubles en propriété, opérées par décès en ligne directe, est supprimé dans les provinces nouvellement passées sous notre domination, pour autant que cette suppression n'y a point encore été publiée.

2. Les mutations de biens-immeubles en propriété, opérées par décès en ligne directe, continueront comme le passé à être déclarées par les nouveaux possesseurs aux bureaux de la situation dans la même forme et dans le même délai.

3. Les déclarations sont exemptes de tout droit; il ne sera payé qu'une rétribution de 50 centimes à titre de salaire au receveur de l'enregistrement, pour chaque déclaration de l'espèce.

(N. 178.)

Beschluß,
in Betreff der Einregistrirungsgebühr, etc.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, etc. etc. etc.

Haben, auf den Bericht Unseres Staats-Raths, General-Commissairs der Finanzen,

Beschlossen und beschließen, was folgt:

I. Art. Von der Publikation gegenwärtigen Beschlußes an gerechnet, ist in den neuerdings unter Unsere Herrschaft gefallenen Provinzen, die Einregistrirungs-Gebühr, in Betreff der Eigenthums-Veränderungen der liegenden Güter, welche durch Absterben in direkter Linie Statt haben, in so weit aufgehoben, als diese Abschaffung in denselben noch nicht publizirt worden ist.

II. Die Eigenthums-Veränderungen der liegenden Güter, die durch Absterben in direkter Linie Statt haben, sollen fernerhin, wie bisher, durch die neuen Besitzer in derselben Form, und in derselben Zeitfrist in den Bureaux deklarirt werden, in deren Bezirk diese Güter liegen.

III. Die Deklarationen sind von jeder Abgabe befreit; es soll dem Einregistrirungs-Empfänger für jede Deklaration dieser Art für seine Mühwaltung nur 50 Centim's bezahlt werden.

IV. Die Erben in direkter Linie, welche in den, durch den 24sten Artikel des Gesezes vom 22sten

4. Les héritiers en ligne directe qui n'auront pas fait dans les délais prescrits par l'art. 24 de la loi du 22 frimaire an 7, les déclarations des immeubles qui leur sont échus à titre de succession, paieront à titre d'amende les droits et peines établies par ladite loi, sans toutefois que ces droits et peines puissent s'élever au-delà de 100 francs.

5. L'article 39 de la loi du 22 frimaire an 7, est applicable aux héritiers en ligne directe, qui n'auraient point déclaré la totalité des biens qui leur sont échus, ou n'auraient point évalué ces biens à leur valeur, d'après les bases établies par la loi précitée; mais les droits et les peines que l'article 39 prononce, ne pourront également s'élever au-delà de 100 francs.

6. Il est accordé aux héritiers en ligne directe, le délai d'un mois, à compter du jour de la publication du présent arrêté, pour faire sans amende les déclarations de l'espèce qui n'auront point été faites en temps utile, quelque soit la date du décès; passé ce délai, les dispositions des articles 4 et 5 leur seront applicables.

7. Nos arrêtés des 18 et 31 août 1814, relatifs à la délivrance des passeports, celui du 19 janvier dernier, qui exempte des formalités du timbre et de l'enregistrement, les procès-verbaux et tous actes relatifs aux procédures criminelles et correctionnelles, à la requête du ministère public, celui du 21 mars dernier portant remise du droit de timbre, d'enregistrement, de greffe, amendes judiciaires, honoraires d'avoués et huissiers, en faveur des indigens, ayant des actions à faire valoir en justice, enfin celui du 7 mai dernier, portant exception du droit d'enregistrement et du timbre, pour les pièces nécessaires aux actes de mariage en faveur des indigens, seront publiés et rendus applicables dans nos nouvelles provinces.

8. Hors les dispositions mentionnées dans les articles précédens, les lois et réglemens existans en matière d'enregistrement, d'hypothè-

Frimair, VII Jahr, vorgeschriebenen Zeitfristen, die Deklarationen von den, ihnen als Erbschaft zugefallenen liegenden Gütern, nicht machen werden, sollen als Geldbuße die, durch das besagte Gesez verordneten Gebühren und Strafen bezahlen, doch so, daß diese Gebühren und Strafen 100 Franken nicht übersteigen dürfen.

V. Der 39ste Artikel des Gesezes vom 22sten Frimair, VII Jahr, ist auf die Erben in direkter Linie anwendbar, welche nicht alle ihnen zugefallene Güter deklarirt, oder die diese Güter nicht nach ihrem Werth, in Gemäßheit der durch dieses Gesez festgesezten Grundlagen, angeschlagen hätten; aber die, durch den 39sten Art. ausgesprochenen Gebühren und Strafen können ebenfalls die Summe von 100 Franken nicht übersteigen.

VI. Es wird den Erben in gerader Linie eine Zeitfrist von einem Monat, von dem Tag der Publikation gegenwärtigen Beschlußes an gerechnet, bewilligt, um, ohne einer Strafe ausgesezt zu seyn, die Deklarationen dieser Art, die nicht in gehöriger Zeit gemacht worden wären, welches auch der Tag des Absterbens seyn möge, zu machen; nach Verfluß dieser Zeitfrist, sind die Verfügungen der 4ten und 5ten Artikel auf sie anwendbar.

VII. Unsere Beschluße vom 18ten und 31sten August 1814, in Betreff der Ausfertigung der Päße, — der vom 19 Januar lezthin, welcher die Protokolle und alle, die Criminal- oder Zuchtpolizei-Prozeduren, die auf Ansuchen des öffentlichen Ministeriums betrieben werden, betreffende Akten, von den Formalitäten des Stempels und der Einregistrirung befreit, — der vom 21sten März lezthin, welcher zu Gunsten der Dürftigen, welche Klagen vor Gericht anzustellen haben, den Erlaß der Gebühr des Stempels, der Einregistrirung, der Gerichtsschreibereikosten, der gerichtlichen Strafbußen, und der den Sachwaltern und Gerichtsboten zukommenden Honorarien verordnet, endlich der Beschluß vom 7ten May lezthin, welcher die für die Heiraths-Akten nöthigen Schriften, die die Dürftigen betreffen, von der Einregistrirungs- und Stempel-Gebühr ausnimmt, sollen publizirt und auf Unsere neuen Provinzen anwendbar gemacht werden.

VIII. Außer den, in den vorhergehenden Artikeln gemeldten Verfügungen, sind alle Geseze und Reglements, die in Betreff der Einregistrirung, der Hypotheken, der Gerichtsschreiberei-Gebühren und des Stempels, zu der Zeit, da die Hohen alliirten Mächte im Anfang des verfloßenen Jahrs

que, des droits de greffe et du timbre, au moment de la prise de possession de mes provinces méridionales, par les hautes puissances alliées au commencement de l'année passée, sont provisoirement maintenus, et seront remis en vigueur pour autant qu'il y a été dérogé par des dispositions particulières du gouvernement provisoire, auquel nos nouvelles provinces étaient soumises avant leur réunion à nos états.

9. Notre conseiller d'état, commissaire-général des finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré dans le journal officiel.

Donné à Bois-le-Duc, le 11 juin de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi :

Pour le Sécrétaire d'état absent,

Le premier Secrétaire du cabinet,

Signé J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

(N°. 179.)

INSTRUCTION

de S. E. le Commissaire-général de S. M. le Roi, Grand-Duc, résidant à Liége, concernant la présentation de candidats aux places vacantes,

A MM. les maires des communes faisant partie du commissariat génér.

Liége, le 16 juin 1815.

Messieurs, pour que les présentations de candidats que vous êtes dans le cas de faire à vos sous-intendans pour les places vacantes dans l'administration de vos communes, soient conformes aux modèles prescrits par Son Excellence le commissaire-général de l'intérieur, je vous adresse avec la présente un modèle de tableau auquel vous aurez soin de vous conformer. Je vous préviendrai en même tems qu'il doit être présenté lorsqu'il y aura des places vacantes, trois candidats pour chaque place de maire ou adjoint, deux pour celles des conseillers municipaux des communes de 5000 ames et au-dessus, et enfin un candidat pour les places de conseillers des autres communes.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé, J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

von meinen mittäglichen Provinzen Besiz genommen haben, existirten, provisorisch beibehalten, und sollen, in so weit, sie durch besondere Verfügungen des provisorischen Gouvernements, welchen Unsere neue Provinzen, vor ihrer Vereinigung mit Unseren Staaten, unterworfen waren, ihre völlige Kraft und Wirkung haben.

IX. Unser Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen, ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlußes, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll, beauftragt.

Gegeben zu Herzogenbusch, den 11ten Juny des Jahrs 1815 und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König:

Für den abwesenden Staats-Sekretair, der erste Cabinets-Sekretair, Unterschrieben:

J. G. von Mey Van Streefkerk.

(N. 179.)

Instruktion,

S. E. des Herrn General-Commissär's S. M. des Königs, Groß-Herzogs, der zu Lüttich residirt, in Betreff der Vorstellung der Candidaten für die erledigten Pläze,

An die Herren Mär's der Gemeinden die einen Theil des General-Commissariats zu Lüttich ausmachen.

Lüttich, den 16ten Juny 1815.

Meine Herren, damit die Vorschläge von Candidaten, die Sie im Fall sind, Ihren Unter-Intendanten, für die in der Verwaltung ihrer Gemeinde erledigten Pläze, zu machen, den von S. E. dem General-Commissair des Inneren vorgeschriebenen Modellen gemäß seyen, so schike ich Ihnen mit gegenwärtigem ein Muster von einem Verzeichniß zu, nach welchem Sie sich richten wollen. Ich bemerke Ihnen zu gleicher Zeit, daß für jede Mär's oder Adjunkten-Stelle, die erledigt werden sollte, drei Candidaten, — zwei, für die Munizipalräthe, in den Gemeinden von 5000 Seelen und darüber, und endlich ein Candidat für die Stelle der Munizipalräthe in den andern Gemeinden, vorgeschlagen werden sollen.

Genehmigen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung,

Unterzeichnet: J. G. Verstolk von Soelen.

COMMISSARIAT-GÉNÉRAL
DE L'INTÉRIEUR.

Grand-Duché d

Arrondissement d

Commune d

LISTE de présentation de candidats pour dans le grand-duché

Arrondissem.	COMMUNES.	Désignation des fonctions pour lesquelles les candidats sont proposés.	DÉTAILS SUR					
			Noms des candidats proposés.	Prénoms.	LIEU DE NAISSANCE.		AGE.	
					Communes	Départem. provinces ou pays.	Époque de la naissance.	Nombre d'ann. au 1 janv. 1815.

General=Commissariat
des Innern.

Groß=Herzogthum

Bezirk von

Gemeinde von

Präsentations=Liste von Candidaten

Bezirk.	Gemeinden.	Bezeichnung der Funktionen, für welche die Candidaten vorgeschlagen werden.	Umständliche Nachrich-					
			Namen der vorgeschlagenen Personen.	Vornamen	Geburts-Ort.		Alter.	
					Gemeinden	Departem. Provinz, oder Land.	Tag der Geburt.	Zahl der Jahre am 1 Jänn 1815.

les places vacantes de
de

LES PERSONNES.								NOM du prédécesseur, et motifs du remplacement.	*OBSERVATIONS et Renseignemens sur les candidats proposés.*
Domicile.	FAMILLE.				Qualification profession ou fonctions depuis l'entrée dans la société	Fortune personnell évaluée en revenus.			
	Célibataire	Marié.	Veuf.	Enfans.					

für die in dem Groß-Herzogthum Lützemburg, erledigten Pläze.

ten über die Personen.							Namen des Vergängers und Ursachen der Ersezung.	Bemerkungen und Erkundigungen über die vorgeschlagenen Candidaten.
Wohnort.	Familie.				Qualifikation Profession oder Funkt. seit dem Eintritt in die Gesellschaft	Persönlich. Vermögen nach den Einkünften geschäzt.		
	Ledig.	Verheurathet.	Wittwer.	Kinder.				

(N°. 180.)

ARRÊTÉ

Relatif au droit de timbre.

Nous Commissaire-général de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc., etc, à la résidence de Liége,

Vu l'arrêté de S. M., dont la teneur suit :

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, GRAND-DUC de Luxembourg, etc. etc. etc.

Ayant pourvu par notre arrêté du 15 de ce mois, au service de la régie du timbre proportionnel et de dimension dans les nouvelles provinces de notre royaume, dont la prise de possession a eu lieu le 12 de ce mois.

Voulant aussi maintenir l'uniformité dans la quotité du droit de timbre sur les passeports, qui avait été modifié par un arrêté du gouvernement-général du 2 août 1814, et ne pas faire supporter par ces provinces un impôt sur les cartes à jouer, qui n'a plus été exigé dans les provinces méridionales depuis l'entrée des hautes puissances alliées. Sur le rapport de notre conseiller d'état, commissaire-général des finances,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. Ier. Le droit de timbre de deux francs sur les passeports à l'intérieur, et celui de dix francs sur les passeports à l'étranger, sera perçu dans les provinces de la rive droite de la Meuse, passées sous notre souveraineté.

Tous les arrêtés du gouvernement, relatifs au droit du timbre, y recevront leur pleine et entière exécution.

(N°. 180.)

Beschluß,

in Betreff der Stempel-Abgabe.

Wir General-Commissär S. M. des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Großherzogs zu Lützemburg, &c. &c. &c., zu Lüttich residirend;

Nach Einsicht des Beschlusses Seiner Majestät, dessen Inhalt folgender ist:

Wir Wilhelm durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, &c. &c. &c,

Da Wir durch Unsern Beschluß vom 15ten dieses Monats für den Dienst der Verwaltung des verhältnißmäßigen und des Dimensions-Stempels in den neuen Provinzen Unseres Königreichs, deren Besitznahme den 12ten dieses Monats Statt gehabt hat, gesorgt haben;

Indem Wir auch die Einförmigkeit in der, auf die Päße gelegten Stempel-Abgabe, die durch einen Beschluß des General-Gouvernements vom 2ten August 1814 modifizirt worden, beibehalten, und diese Provinzen keiner Auflage auf die Spielkarten unterwerfen wollen, welche seit dem Eintritt der hohen alliirten Mächte in den andern mittäglichen Provinzen nicht mehr gefordert worden ist;

Haben auf den Bericht Unseres Staats-Raths, General-Commissärs der Finanzen,

Beschlossen und beschließen:

1.) Die Stempel-Abgabe von zwei Franken, welche auf die Päße in's Innere gelegt ist, und die von zehn Franken, welcher die Päße in's Ausland unterworfen sind, sollen in den, auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen und unter Unsere Oberherrschaft gefallenen Provinzen, bezogen werden.

Alle Regierungs-Beschlüsse, welche die Stempel-Abgabe betreffen, sollen in denselben ihre gänzliche Vollziehung erhalten.

II. Les dispositions de la loi qui établit le droit de timbre sur le cartes à jouer, demeurent suspendues jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. Cet article est applicable à toutes nos provinces méridionales.

III. Notre conseiller d'état, commissaire-général des finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 1 juin de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi : *le secrétaire d'état*, *signé* Baron de CAPELLEN.

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

L'arrêté ci-dessus sera inséré dans les journaux officiels des deux départemens, et MM. les maires sont chargés de le publier dans leurs communes respectives.

Donné à Liége, le 15 juin 1815.

Signé J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Pour expédition conforme : *Le secrétaire-général du commissariat général*,

J. J. D'OMALIUS.

2.) Die Verfügungen des Gesetzes, welches eine Stempel-Abgabe auf die Spielkarten legt, sollen bis auf weitern Befehl suspendirt bleiben. Dieser Artikel ist auf alle Unsere mittäglichen Provinzen anwendbar.

3.) Unser Staats-Rath, General-Commissär der Finanzen, ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Geschehen zu Brüssel, den 1sten Juny des Jahrs 1815, und des zweiten unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König, der Staats-Sekretär, Unterzeichnet, Freiherr von Capellen.

Haben beschlossen und beschließen :

Obiger Beschluß soll in die offiziellen Journale der beiden Departemente eingerückt werden; die Herren Mair's sind beauftragt, denselben in ihren betreffenden Gemeinden zu publiziren.

Gegeben zu Lüttich, den 15 Juny 1815.

Unterzeichnet : J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift, der General-Sekretair des General-Commissairs,

Unterzeichnet : J. J. D'Omalius.

(N°. 181.)

LETTRE de S. E. M. le commissaire-général de S. M. le Roi-Grand-Duc, résidant à Liége, du 20 juin 1815, au conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg.

Monsieur le Conseiller,

J'ai reçu avec votre lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 10 de ce mois, votre arrêté du 9, portant répartition sur les forêts communales du grand-duché de Luxembourg, de 3628 cordes de bois destinées à l'ap-

(N°. 181.)

Schreiben S. E. des zu Lüttich residirenden Herrn General-Commissärs S. M. des Königs-Großherzogs, vom 20sten Juny 1815,

An den mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragten Direktorial-Rath.

Herr Rath!

Ich habe mit dem Brief, womit Sie mich den 10ten dieses Monats beehrt haben, Ihren Beschluß vom 9ten erhalten, welcher eine Anzahl von 3628 Korden Holz, die zur Belagerungs-Verproviantirung der Festung Lützemburg bestimmt sind, unter

provisionnement de la forteresse de Luxembourg.

Je ne puis qu'approuver cette mesure, et je vous autorise à faire faire la désignation des coupes équivalentes pour indemniser les communes, sauf à ne les exploiter qu'au mois d'octobre prochain, afin d'éviter les détériorations.

Recevez l'assurance de ma très-haute considération.

Signé, J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, arrête que la dépêche ci-dessus sera portée à la connaissance des communes par la voie du journal officiel du grand-duché.

Luxembourg, le 24 juin 1815.

WILLMAR.

die Gemeinde-Waldungen des Groß-Herzogthums Lützemburg vertheilt.

Ich kann nicht umhin, diese Maaßregel zu genehmigen, und ich authorisire Sie, eben so viel betragende Holzschläge bezeichnen zu lassen, um die Gemeinden zu entschädigen; dieselbe sollen aber erst im nächstkünftigen Monat Oktober gefällt werden, um Beschädigungen zu vermeiden.

Empfangen Sie die Versicherung meiner größten Hochachtung.

Unterschrieben, Verstolk von Soelen.

Der provisorisch mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg beauftragte Direktorial-Rath, verordnet, daß obiges Schreiben durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums zur Kenntniß der Gemeinden gebracht werden soll.

Lützemburg, den 24sten Juny 1815.

Willmar.

(N°. 182.)

INSTRUCTION

Relative au recouvrement des taxations et amendes de la milice bourgeoise.

S. E. le commissaire-général de S. M. le Roi, Grand-Duc, résidant à Liége, a déclaré que la milice bourgeoise devait être provisoirement dirigée d'après les dispositions qui l'ont régie jusqu'à ce jour.

En conséquence je crois devoir faire connaître les dispositions suivantes qui n'ont point encore été rendues publiques.

1°. Les taxations dues par les individus exempts du service personnel de la milice, ainsi que les amendes encourues par ceux qui étant contraints au service personnel, refusent de le faire, doivent être recouvrées suivant le mode usité pour la rentrée des contributions.

(N°. 182.)

Instruktion

in Betreff der Eintreibung der Taxationen und Geldbussen der Bürger-Miliz.

S. E. der Herr General-Commissär S. M. des Königs, Groß-Herzogs, der zu Lüttich residirt, haben erklärt, daß die Bürger-Miliz provisorisch nach den Verfügungen, die sie bisher regiert haben, geleitet werden soll.

Ich glaube deswegen die folgenden Verfügungen bekannt machen zu müssen, welche noch nicht publizirt worden sind.

1.) Die Taxationen, welche Individuen schuldig sind, die von dem persönlichen Dienst der Miliz befreit sind, so wie die Geldbußen, welche diejenigen zu entrichten haben, die, ob sie schon zum persönlichen Dienst verpflichtet sind, denselben verweigert haben, sollen auf die für die Steuern übliche Weise eingetrieben werden.

Supplément

Suite du supplément du N°. 46 du Journal officiel.

2°. A cet effet les capitaines chargés de la perception de ces fonds, ont la faculté d'user de tous les moyens de contrainte accordés aux receveurs des contributions.

3°. Mais, avant de commencer les poursuites, le chef de chaque bataillon rédige un état des retardataires, conforme au modèle qui se trouve à la suite de la présente. Il l'envoie en double au sous-intendant de l'arrondissement, qui le vise et nous le fait parvenir pour être rendu exécutoire.

4°. Il résulte delà, que les bataillons qui n'ont pas encore fixé les taxations à payer par les individus qui sont exempts du service personnel, doivent s'empresser de le faire, et de nous en soumettre la liste en double, par l'intermédiaire de M. le sous-intendant. Cela est d'autant plus nécessaire, que cette liste doit servir de base pour vérifier l'état des retardataires, mentionné au N° précédent.

Telles sont les dispositions contenues au rescrit de Son Ex le gouverneur-général du Bas-Rhin et Rhin-Moyen, en date du 9 mai dernier, et en la circulaire de M. le ci-devant commissaire départemental du 17 du même mois, adressée à MM. les directeurs de cercle d'alors.

J'en recommande l'exécution à MM. les sous-intendans, ainsi qu'à MM. les chefs de bataillon et capitaines de la milice, en ce qui concerne chacun d'eux.

Luxembourg, le 23 juin 1815.

Le conseiller directorial chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

2.) Die mit der Einnahme dieser Summen beauftragten Hauptleute haben also das Recht, alle Zwangsmittel anzuwenden, welche den Steuer-Empfängern bewilligt sind.

3.) Ehe aber die Verfolgungen betrieben werden, so soll jeder Bataillons-Chef, nach beigefügtem Muster, ein Verzeichniß der Zögerer anfertigen, und dasselbe in doppelter Abschrift dem Unter-Intendant des Bezirks zuschicken, welcher es visirt und es Uns zuschickt, um exekutorisch erklärt zu werden.

4. Es erhellt aus diesem, daß die Bataillone, welche die von den Individuen, die von dem persönlichen Dienst befreit sind, zu bezahlende Taxationen noch nicht bestimmt haben, dieses zu thun sich beeilen und uns die Liste doppelt durch den Herrn Unter-Intendanten zuschicken sollen. Dieses ist desto nothwendiger, da diese Liste zur Grundlage dienen soll, nach welcher das, im vorhergehenden Artikel gemeldte Verzeichniß der Zögerer verifizirt werden soll.

Dieses sind die Verfügungen, welche im Rescript S. E. des Herrn General-Gouverneurs des Nieder- und Mittel-Rheins vom 9ten May letzthin, und in dem Rundschreiben des ehemaligen Departemental-Commissärs vom 17ten desselben Monats, das an die damaligen Herrn Kreis-Direktoren erlassen worden, enthalten sind.

Ich empfehle den Herren Unter-Intendanten, so wie auch den Herren Bataillons-Chefs und Hauptleuten der Miliz, die Vollziehung derselben, in so weit sie einen jeden unter ihnen betrift.

Lützemburg, den 23 Juny 1815.

Der provisorisch mit der Verwaltung des Großherzogthums Lützemburg beauftragte Landes-Direktorial-Rath,

Willmar.

Arrondissement de

ÉTAT des Individus en retard d'acquitter les taxations dues pour exemption du service personnel de la milice bourgeoise, ou les amendes encourues pour avoir manqué à ce service.

Numéros d'ordre.	NOMS et PRÉNOMS.	ÉTAT ou PROFESSION.	DEMEURE.	NOMBRE de Services dus ou d'amendes encourues.	MONTANT de chaque Taxation ou de chaque Amende.	TOTAL.	OBSERVATIONS.

Certifié par nous chef de bataillon de la milice bourgeoise d
le présent état montant à la somme d *A* *le*

Vu et vérifié par nous Sous-intendant de l'arrond. d *A* *le*

Bezirk von

Verzeichniß der Individuen, welche im Rückstand sind, die wegen Befreiung vom persönlichen Dienst in der Bürger-Miliz, schuldigen Taxationen, oder die Strafgelder zu bezahlen, die ihnen auferlegt worden, weil sie diesen Dienst, zu dem sie aufgefordert worden, nicht geleistet haben.

Ordnungs-Nummer.	Namen und Vornamen.	Stand oder Profession.	Wohnung.	Anzahl der schuldigen Dienste oder der aufgel. Geldbußen.	Betrag jeder Taxation oder jeder Geldbuße.	Totalsumme.	Bemerkungen.

Das gegenwärtige Verzeichniß, welches eine Summa von beträgt, von Uns Bataillons-Chef der Bürger-Miliz von bescheinigt. Zu den

Eingesehen und verifizirt von Uns Unter-Intendanten des Bezirks von
Zu den

(N°. 183.)

PROCLAMATION.

Le Prince BLUCHER AUX BRAVES BELGES.

Mon armée étant sur le point d'entrer sur le territoire français, nous ne saurions quitter le vôtre, braves Belges, sans vous faire nos adieux, et sans vous témoigner notre vive reconnaissance pour l'hospitalité que vous avez donnée à nos soldats. Nous avons eu l'occasion d'apprécier vos vertus. Vous êtes un peuple brave, loyal et noble. Vous avez beaucoup souffert par l'irrégularité qui régnait dans le service des vivres, mais vous avez supporté avec patience les réquisitions dont il a été impossible de vous exempter.

Votre situation m'a touché vivement, mais il était hors de mon pouvoir de l'alléger. Dans le moment du danger qui semblait vous menacer, on nous a appelés à votre secours. Nous sommes accourus, et c'est bien malgré nous que nous nous sommes vus forcés par les circonstances, d'attendre si long-tems le commencement d'une lutte que nous aurions desiré voir s'engager plutôt. La présence de nos troupes a été onéreuse à vos contrées : mais nous avons payé de notre sang le tribut de reconnaissance que nous vous devions, et un gouvernement bienveillant trouvera les moyens de dédommager ceux de vos compatriotes qui ont le plus souffert par les logemens militaires.

Adieu, braves Belges ! Le souvenir de l'accueil hospitalier que vous nous avez fait, ainsi que celui de vos vertus, sera gravé éternellement dans nos cœurs. Que le Dieu de la paix protège votre beau pays ; qu'il en éloigne pour long-tems les troubles de la guerre ; soyez aussi heureux que vous méritez de l'être ! Adieu.

Merbes-le-Château, le 21 juin 1815.

Le Maréchal Prince DE BLUCHER.

(N°. 183.)

Proklamation.

Der Prinz Blücher an die brafen Belgier.

Da meine Armee auf dem Punkt ist das französische Gebiet zu betreten, so können wir, brafe Belgier, das Eurige nicht verlassen, ohne von Euch Abschied zu nehmen, und ohne Euch unsere lebhafte Dankbarkeit für die Gastfreundschaft, die Ihr gegen unsere Soldaten ausgeübt habt, zu bezeugen. Wir haben Gelegenheit gehabt, Euere Tugenden zu würdigen. Ihr seyd ein brafes, biederes und edelmüthiges Volk. Ihr habt durch die Unregelmäßigkeit, welche in dem Proviant-Dienst herrschte, viel gelitten; aber Ihr habt mit Geduld die Requisitionen, von welchen Euch zu befreien es unmöglich war, ertragen.

Euere Lage hat mich lebhaft gerührt, aber es war ausser meiner Gewalt, dieselbe zu erleichtern. In dem Augenblik der Gefahr, die Euch zu bedrohen schien, hat man uns aufgefordert, Euch zu Hülfe zu kommen. Wir sind herbeigeeilt, und gegen unseren Willen haben Wir uns durch die Umstände gezwungen gesehen, den Anfang eines Kampfes, dessen früheres Beginnen wir gewünscht hätten, so lange abzuwarten.

Die Gegenwart unserer Truppen ist für Euere Gegenden lästig gewesen; wir haben aber mit unserem Blut den Tribut der Erkenntlichkeit bezahlt, den wir Euch schuldig waren, und eine wohlwollende Regierung wird Mittel finden, diejenige Euerer Landsleute zu entschädigen, die am meisten durch die Militär-Einquartirungen gelitten haben.

Lebet wohl! brafe Belgier! Das Andenken an Euere Tugenden und an die gastfreundschaftliche Aufnahme, die wir bei Euch genoßen haben, wird ewig in unsern Herzen eingegraben seyn. Möge der Gott des Friedens Euer schönes Land beschützen, möge er lange Zeit die Kriegs-Unruhen von Euch entfernen; seyd so glüklich, wie ihr es zu seyn verdient! Lebet wohl!

Merbes-le-Chateau, den 21ten Juny 1815.

Der Marschall, Prinz von Blücher.

AVIS,

L'abonnement de ce journal étant expiré le 30 du mois de juin dernier, MM. les abonnés sont invités à le renouveler pour le troisième trimestre de la présente année, avec une somme de 2 francs, pour laquelle ils recevront treize feuilles.

Comme pendant le deuxième trimestre ils ont reçu en tout quarante feuilles, que par conséquent ils ont encore à payer l'excédant de 27 feuilles qui, à raison de 15 centimes la feuille, forme un total de 4 francs, MM. les abonnés sont priés de faire passer cette somme avec le prix d'abonnement susdit, franc de port, à l'imprimerie du journal.

Quant à la table alphabétique des matières contenues dans les divers N^os. qui ont paru pendant le premier semestre de l'année courante, elle leur sera envoyée gratis dans le courant du présent mois de juillet.

Nachricht.

Da das Abonnement dieses Journals mit dem 30sten Juny zu Ende gegangen ist, so sind die Herrn Abonnenten eingeladen, dasselbe für das dritte Quartal dieses Jahrs mit 2 Franken, für welche sie dreizehn Bögen erhalten werden, zu erneuern.

Da sie, während dem zweiten Quartal vierzig Bögen erhalten, und also 27 Bögen nachzuzahlen haben, welche, der Bogen zu 15 Cent. gerechnet, 4 Franken betragen, so sind die Herrn Abonnenten gebeten, diese Summe, nebst dem besagten Abonnementspreis frei in die Buchdrukerei des Journals einzusenden.

Was die alphabetische Tabelle der Materien betrift, die in den, während der ersten Hälfte des laufenden Jahrs herausgekommenen Nummern dieses Journals enthalten sind, so wird sie den Herrn Abonnenten unentgeldlich in dem Laufe gegenwärtigen Monats July zugeschikt werden.

Annonces judiciaires.

Vente et adjudication sur saisie immobilière des biens immeubles ci-après désignés, par-devant le tribunal civil de première instance du premier arrondissement du département des Forêts, séant à Neuf-Château, consistant en maison, grange, écuries, bergerie, prés, clos, potager, terres labourables, situés tant sur le territoire de Chantemelle, mairie de Vance, que sur celui d'Etalle, canton de ce nom, arrondissement de Neuf-Château, département des Forêts.

1 Une pièce de terre labourable, deuxième classe, section D, N°. 103 de la matrice du rôle de la mairie dudit Vance, contenant environ trente quatre ares onze mètres, située au terroir dudit Chantemelle, en cet arrondissement, lieu dit coûture de Launoy, ensemencée en seigle lors de la saisie en faite.

2 Une autre pièce de terre labourable, deuxième classe, terroir dudit Chantemelle, en cet arrondissement, lieu dit coûture Launoy, section D, n°. 101 de la matrice du rôle, contenant environ dix-sept ares seize mètres, emblavée en seigle lors de la saisie en faite.

3. Une autre pièce de terre labourable, deuxième classe, ensemencée en seigle lors de la saisie, au terroir dudit Chantemelle, en cet arrondissement, lieu dit coûture Launoy, section D, n°. 36, contenant environ vingt-deux ares soixante-quatorze mètres.

4. Une autre pièce de terre labourable, deuxième classe, emblavée en seigle au moment de la saisie, détentée par Pierre Decole, de Chantemelle, contenant environ douze ares quatre-vingt-douze mètres, située au terroir dudit Chantemelle, même arrondissement, lieu dit coûture Launoy, portée à ladite matrice du rôle, sous le n° 85, section D.

5. Une prairie, deuxième classe, contenant environ seize ares vingt-sept mètres, au terroir dudit Chantemelle, en cet arrondissement, lieu dit la Gravelle, section D, n°. 158 de ladite matrice du rôle, détentée par les héritiers Henri Thiry et Jean-Baptiste Coulon, de Chantemelle, à titre d'engagère.

6°. Une autre Prairie, deuxième classe, contenant environ sept ares quatre-vingt mètres, terroir dudit Chantemelle, en cet arrondissement, lieu dit la Gravelle, section D, n°. 155 de ladite matrice du rôle.

7. Une pièce de terre labourable, deuxième classe, contenant environ soixante-treize ares soixante-trois mètres, emblavée moitié en seigle et le surplus en pommes de terre, détentée par la veuve Jean Couset, de Chantemelle, et Jean-Nicolas Badoux, du même lieu, située terroir que dessus, même arrondissement, lieu dit coûture de la Fosse-Moniaux, dite du Haut des Loges, section A, n°. 81 de la matrice du rôle.

8. Une autre pièce de terre, ensemencée en seigle au moment de la saisie en faite, terroir dudit Chantemelle, en cet arrondissement, même lieu que la précédente, section A, deuxième classe, n°. 86 de ladite matrice du rôle, contenant soixante-dix-huit ares 52 mètres.

9. Une autre pièce de terre labourable, comme la précédente, emblavée en seigle lors de la saisie, mêmes situation, section et classe que la précédente, contenant environ trente-sept ares quarante trois mètres, n°. 171 de ladite matrice du rôle.

10. Une autre pièce de terre labourable emblavée en pommes de terre, détentée par Henri-Hubert Watrin, de Chantemelle, même situation, section et classe que la précédente, n°. 170 de ladite matrice du role, contenant environ vingt-un ares soixante-deux mètres.

11. Une autre pièce de terre labourable, emblavée moitié en sarasin et le surplus en pommes de terre, située mêmes lieu et coûture, mêmes section et classe que la précédente, n°. 195 de ladite matrice du rôle, contenant environ un hectare dix-neuf ares cinquante-deux mètres.

12°. Une autre pièce de terre labourable emblavée en pommes de terre, détentée par Jean-Baptiste Coulon et Jean-Joseph Caré, de Chantemelle, à titre d'engagère, mêmes lieu, coûture, section et classe que dessus, n°. 196 de ladite matrice du rôle, contenant environ trente-cinq ares vingt-deux mètres.

13. Une autre pièce de terre labourable, emblavée en sarasin, mêmes situation, coûture, section et classe que dessus, n°. 164 de ladite matrice du rôle, contenant environ seize ares quatre-vingt-quatorze mètres.

14. Une autre pièce de terre labourable, dont un tiers emblavé en seigle lors de la saisie, un tiers en avoine au même moment, et le surplus en jachère, mêmes situation, section et classe que dessus, n°. 52 de ladite matrice du rôle, contenant environ quarante-deux ares quatre-vingt-dix-neuf mètres.

15. Une autre pièce de terre labourable, emblavée en avoine lors de la saisie en faite, mêmes situation, section et classe que dessus, n°. 131 de ladite matrice du rôle, contenant environ dix-neuf ares trente-neuf mètres.

16. Une autre pièce de terre labourable en jachère, mêmes situation, section et classe que dessus, n°. 49 de ladite matrice, contenant environ quarante-quatre ares cinquante-six mètres,

17. Une autre pièce de terre labourables, en jachère, mêmes situation, section et classe que la précédente, n°. 28 de ladite matrice du rôle, contenant environ vingt-huit ares 76 mètres.

18. Un jardin, lieu dit le Clôs, terroir dudit Chantemelle, en cet arrondissement, section A, deuxième classe, n°. 25 de ladite matrice du rôle, contenant environ vingt-quatre ares soixante-quatorze mètres, détenté par Jean-Baptiste Schoner et par Henri Chapelier, de Chantemelle, emblavé en chanvre et légumes.

19. Une pièce de terre labourable, emblavée en seigle, terroir de Chantemelle, section de la Hayette, cottée B, dite coûture du Lavoir, deuxième classe, n°. 37 de ladite matrice du rôle, contenant environ trente-sept ares soixante-cinq mètres.

20. Une autre pièce de terre labourable, emblavée en seigle, terroir de Chantemelle, section B, en l'arrondissement de Neuf-Château, deuxième classe, située lieu dit coûture du Lavoir, contenant environ vingt-six ares soixante-quinze mètres, sous le n°. 176 de ladite matrice du rôle, et détentée par la veuve Jean-Charles Martin et Badoux, de Chantemelle.

21. Une autre pièce de terre labourable, emblavée partie en pommes de terre et partie en sarasin, mêmes situation, coûture, section et classe que la précédente, n°. 168 de ladite matrice du rôle, contenant environ cinquante-huit ares seize ares, détentée par Pierre Décole et autres dudit Chantemelle.

22. Une autre pièce de terre labourable, emblavée en seigle au moment de la saisie en faite, située même section, même terroir, couture et classe que dessus, portée à ladite matrice du rôle, n°. 87, contenant environ cinquante-trois ares quarante-sept mètres.

23. Une autre pièce de terre labourable, emblavée en seigle, mêmes situation, section et classe que dessus, n°. 86 de ladite matrice du rôle, contenant environ vingt-trois ares, dix-

huit mètres, détentée par la veuve Jean-François-Guillaume Levieux, de Chantemelle.

24. Une autre pièce de terre labourable, emblavée en seigle, mêmes situation, section et classe que ci-dessus, n°. 129, contenant environ quatorze ares soixante-onze mètres.

25. Une autre pièce de terre labourable, emblavée en seigle, mêmes situation, section et classe qu'à l'article précédent, contenant environ vingt-sept ares soixante-quatre mètres, détentée par ledit Pierre Decole de Chantemelle, portée au n°. 132 de ladite matrice du rôle.

26. Une autre pièce de terre labourable, emblavée en pommes de terre et en sarasin, située au terroir de Chantemelle, en cet arrondissement, lieu dit la Hayette, section B, n°. 158 de ladite matrice du rôle, contenant environ quarante-quatre ares soixante-dix-huit mètres, seconde classe.

27. Une autre pièce de terre en jachère et labourable, mêmes section, situation et classe que dessus, n°. 162 de ladite matrice du rôle, contenant environ vingt-sept ares vingt mètres.

28. Une autre pièce de terre labourable en jachère, mêmes section, situation, classe que dessus, n°. 127, contenant environ vingt-quatre ares trente mètres.

29. Une autre pièce de terre labourable, emblavée en seigle, mêmes situation, section et classe qu'à l'article précédent, n°. 122, contenant environ trente-trois ares soixante-six mètres.

30 Une autre pièce de terre labourable en jachère, mêmes section et classe que dessus, n°. 205 de ladite matrice du rôle, contenant environ quarante ares trente-deux mètres.

31. Une autre pièce de terre labourable, emblavée en seigle, mêmes terroir, situation, section et classe que dessus, n°. 194, contenant environ soixante-dix-huit ares 75 mètres.

32. Une autre pièce de terre labourable, dont un quart environ emblavé en seigle et le surplus en jachère, détentée par Jean-Baptiste Schoner, de Chantemelle, située au terroire dudit Chantemelle, même section et classe que dessus, n°. 182 de ladite matrice du rôle, contenant environ cinquante-sept ares 94 mètres.

33. Une autre pièce de terre labourable en jachère, mêmes terroir, situation, section et classe que dessus, n°. 230 de ladite matrice du rôle, contenant environ trente-neuf ares trente-un mètres.

34 Une autre pièce de terre labourable, moitié emblavée en pommes de terre et moitié en jachère, terroir de Chantemelle, section et classe que dessus, n°. 240 de ladite matrice du rôle, contenant environ trente ares cinquante-quatre mètres, détentée par Jean-Nicolas Badoux, de Chantemelle, la partie emblavée seulement.

35. Une autre pièce de terre labourable en jachère, mêmes terroir, situation, section et classe que dessus, n°. 244 de ladite matrice du rôle, contenant environ quarante-cinq ares quarante-cinq mètres

36 Une autre pièce de terre labourable en jachère, située audit terroir, même situation, section et classe que dessus, n°. 265 de ladite matrice du rôle, contenant environ trente-huit ares trente-un mètres.

37. Une autre pièce de terre en jachère, mêmes section, terroir, situation et classe que ci-dessus, n°. 282 de ladite matrice du rôle, contenant environ vingt ares six mètres.

38. Une autre pièce de terre en jachère, mêmes terroir, section, situation et classe que ci-dessus, n°. 297, contenant environ quarante-neuf ares quarante-six mètres.

39. Une autre pièce de terre en jachère, mêmes terroir, situation, section et classe que ci-dessus, n°. 301, contenant environ vingt-sept ares soixante-quatre mètres.

40. Une autre pièce de terre labourable en jachère, mêmes terroir, section, situation et classe que dessus, n°. 216 de ladite matrice du rôle, contenant environ cinquante ares trente-quatre mètres.

41. Une autre pièce de terre labourable en jachère, située au terroir de Chantemelle, section de devant le bois d'Etalle, cottée C, deuxième classe, portée à ladite matrice du rôle, n° 47, contenant environ trente-sept ares vingt-un mètres.

42. Une autre pièce de terre labourable, en jachère, n°. 72 de ladite matrice du rôle, contenant environ vingt-sept ares 42 mètres.

43. Une autre pièce de terre labourable en jachère, n°. 79 de ladite matrice du rôle, contenant environ vingt-deux ares 51 mètres.

44. Une autre pièce de terre labourable en jachère, n°. 109 de ladite matrice du rôle, contenenant environ vingt-neuf ares 43 mètres.

45. Une autre pièce de terre labourable en jachère, n°. 111, contenant environ douze ares et trois mètres.

46. Une autre pièce *idem*, n°. 88 de ladite matrice du rôle, contenant douze ares 48 mètres.

47. Une autre pièce *idem*, lieu dit au-dessus de la Fange, n°. 115, contenant environ cinquante-quatre ares trente-neuf mètres.

48. Un enclos emblavé en seigle, lieu dit derrière les jardins, n°. 125, contenant environ vingt-un ares dix-huit mètres.

49. Un jardin emblavé en chanvre, lin, pommes de terre et autres légumes, lieu dit derrière la maison, n°. 18, contenant vingt ares soixante-treize mètres environ.

50. Un autre jardin emblavé en chanvre et légumes, lieu dit au dessus du Paquis, n°. 29 de la matrice du rôle, contenant environ onze ares cinquante-neuf mètres, détenté par Jean-Pierre Martin et Jean Thil dudit Chantemelle.

Ces neuf derniers articles, situés au terroir dudit Chantemelle, en cet arrondissement, section de devant le bois d'Etalle, cottée C, deuxième classe.

51. Une maison surmontée d'un étage, avec une grange, deux écuries et une bergerie, située audit Chantemelle, en cet arrondissement, section C, deuxième classe, n°. 26 *bis*, de ladite matrice du rôle, contenant environ trois ares cinquante-six mètres; ladite maison de première classe et les écuries de seconde classe.

52 Un pré situé au terroir de la commune d'Etalle, lieu dit Pré-du-Chêne, section C, troisième classe, porté à la matrice du rôle de la dite commune d'Etalle, sous le n°. 980, contenant environ trente-cinq perches métriques.

53. Un autre pré, lieu dit Froide-Fontaine, n°. 982 de ladite matrice du rôle, contenant environ soixante-dix perches métriques.

54. Un autre Pré, n°. 992, contenant environ trente-huit perches métriques, lieu dit Froide-Fontaine.

55 Une terre sartable, lieu dit au Trou-du-Bois devant Chantemelle, n°, 1002; contenant environ vingt-trois perches métriques.

Ces trois derniers articles situés au terroir dudit Etalle, en cet arrondissement, section C, troisième classe.

Tous lesquels biens se trouvent situés sur les territoires de Chantemelle, mairies de Vance et d'Etalle, canton du même nom, arrondissement de Neuf-Chateau, département des Forêts.

Les immeubles ci-après désignés, et détentés, en partie par la dame Marie-Jeanne Thiery, veuve du sieur Jacques Gratia, cultivatrice, audit Chantemelle, et en partie mis en location, ont été saisis à la requête de maître Jean-Hubert Laurent, notaire, demeurant à Saint Hubert, canton et arrondissement du même nom, département de Sambre-et-Meuse, lequel a fait élection de domicile en l'étude de M^tre. Joseph-Augustin-Julien Tinant, avocat, son avoué au tribunal civil séant à Neuf-Château, département des Forêts, qui occupera sur la saisie immobilière ci-dessus, sur ladite Marie-Jeanne Thierry, veuve de Jacques Gratia, cultivatrice demeurant audit Chantemelle, et Jean-Baptiste Poncé, adjoint maire, demeurant à Vance, cultivateur judiciairement établi à la succession vacante de feu ledit Jacques Gratia, dudit Chantemelle, canton d'Etalle, arrondissement de Neuf-Château, département des Forêts, par procès-verbaux des deux, trois, quatre et cinq juillet dix-huit-cent quatorze, enregistrés à Neuf-Château le six du même mois; fait par le ministère de l'huissier Jacques Duménil, demeurant à Neuf-Château, dont copies ont été laissées au sieur Dulieu, maire à Vance, y demeurant, à M. Iker, greffier de la justice de paix du canton d'Etalle, lesquels ont visé l'original desdits procès-verbaux, qui ont été enregistrés à Neuf-Château ledit jour six juillet dix-huit-cent-quatorze, par Stévigny, qui a reçu les droits; transcrits au bureau de la conservation des hypothèques de cet arrondissement, le onze juillet dix-huit-cent-quatorze, par Collette, conservateur; au greffe du tribunal de première instance du même arrondissement de Neuf-Château (Forêts), le vingt juillet même année, par Thyri, commis-greffier; dononcé à ladite Marie-Jeanne Thierry, veuve Gratia, et audit Jean-Baptiste Ponce, adjoint maire, en qualité de curateur ci-dessus désigné; par exploit de

Dumenil, du vingt-trois dudit mois de juillet, enregistré audit Neuf-Château, le vingt-trois du même mois, selon le prescrit du code.

Ledit procès-verbal inséré par extrait dans le tableau placé dans l'auditoire du tribunal de l'arrondissement de Neuf-Château, le vingt-deux juillet même année.

Le cahier des charges contenant les renseignemens ci-dessus, et en outre les conditions de l'adjudication et la mise à prix, a été déposé au greffe du tribunal le   par Me. Tinant, avoué de Me. Laurent.

La première publication du cahier des charges aura lieu le mardi huit novembre dix-huit-cent-quatorze, à neuf heures du matin.

La seconde publication le vingt-deux du même mois de novembre.

Et comme par suite de la désorganisation momentanée du tribunal, la dernière et troisième publication du cahier des charges n'a pu avoir lieu le 6 décembre 1814, il a été ordonné par le tribunal, ensuite d'ordonnance sur requête, que ladite dernière et troisième publication aurait lieu le 25 juillet 1815, en la forme accoutumée.

En conséquence la troisième publication, en continuation des précédentes, aura lieu le mardi 25 juillet 1815 à neuf heures du matin.

L'adjudication préparatoire le   ; le tout sur une mise à prix de mille francs, portée au cahier des charges.

L'adjudication définitive aura lieu le   sur le prix de   prix de l'adjudication préparatoire, à l'audience des ventes judiciaires, audience tenante au palais de justice à Neuf-Château, département des Forêts, au lieu ordinaire de ses séances à

Me. Joseph-Augustin-Julien Tinant, avocat et avoué près le tribunal susdit, occupera Me. Laurent, saisisant.

Neuf-Château le 16 septembre 1814.

TINANT.

Enregistré à Neuf-Château, le 19 septembre 1814, reçu un franc et un centime.

BOUNIOL.

Enregistré à Neuf-Château le six mai 1815, fol. 129 r. c. 4, Reçu un franc un décime.

COLLIGNON.

Vente d'immeubles en détail.

En vertu du jugement rendu sur requête par le tribunal de première instance, séant à Neuf-Château, département des Forêts, le 1er. mai 1815, enregistré le 6, et à la requête du sieur Jean Wilmet, percepteur à vie, demeurant à Rulle, canton d'Étalle, cercle dudit Neuf-Château, nommé curateur à la succession vacante de Jean Billo, vivant cultivateur demeurant audit Rulle, où il est décédé.

Le 15 juillet 1815, une heure après-midi, chez ledit sieur Wilmet à Rulle, il sera pardevant Me. Jean-Baptiste Alexandre, notaire, résidant à Tintigny, canton dudit Étalle, procédé à l'adjudication préparatoire d'une maison, grange, écurie et jardin y attenant, sise au même Rulle; 2°. un enclos, deux prairies; 3°. 24 pièces de terre, le tout situé au terroir dudit Rulle et voisins, appartenant à la dite succession.

L'adjudication définitive aura lieu le vingt-neuf juillet mille huit cent quinze, dix heures du matin, chez le même sieur Wilmet.

Fait à Tintigny, *le six je dis*, le cinq juin mille huit cent quinze. ALEXANDRE.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 47.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 8 juillet 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 8ten July 1815.

(N°. 184.)

ARRÊTÉ

relatif à l'établissement des douanes.

Nous Commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc. résidant à Liége,

Vu l'arrêté de S. M. N°. 613, en date du 11 de ce mois, relatif à l'établissement des douanes dans les diverses parties de notre commissariat-général;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

L'arrêté ci-dessus mentionné sera réimprimé à la suite du présent, pour être publié et affiché dans toutes les communes du commissariat-général; M. le Commissaire des finances, MM. les Sous-intendans et MM. les maires sont chargés de l'exécution du présent, qui sera inséré dans les journaux officiels des deux départemens.

Donné à Liége, le 20 juin 1815.

Signé, J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Pour expédition conforme,

Le Secrétaire-général du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,

J. J. D'OMALIUS.

(N°. 184.)

Beschluß,

in Betreff der Zoll-Einrichtung.

Wir General-Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von Lützemburg, &c., &c., &c., zu Lüttich residirend;

Nach Einsicht des Beschlußes S. M. N°. 613, von 11ten dieses Monats, in Betreff der Errichtung von Zollstätten in den verschiedenen Theilen Unseres General-Commissariats;

Haben beschloßen und beschließen, was folgt:

Der oben gemeldte Beschluß soll nach gegenwärtigem abgedrukt, und in allen Gemeinden des General-Commissariats publizirt und angeschlagen werden. Der Herr Finanz-Commissair, die Herren Unter-Intendanten und die Herrn Märs sind mit der Vollziehung dieses Beschlußes, welcher in die offiziellen Journale der beiden Departemente eingerükt werden soll, beauftragt.

Gegeben zu Lüttich, den 20 Juny 1815.

Unterzeichnet: J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift, der General-Sekretair des General-Commissariats S. M. des Königs der Niederlande zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Roi des Pays Bas, Prince d'Orange-Nassau Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Vu les réclamations qui nous ont été adressées par le commerce de notre ville de Liége, tendantes à faire participer les fabriques et manufactures établies dans les provinces nouvellement passées sous notre domination à la rive droite de la Meuse, aux avantages et prérogatives dont jouissent les fabriques et manufactures dans les autres départemens méridionaux de notre royaume, à la rive gauche de la Meusé, et à faire cesser la gêne que le cordon des douanes fait éprouver au commerce de l'intérieur de notre royaume;

Considérant que s'il est juste et conforme à nos intentions d'étendre notre protection et notre sollicitude sur tous nos sujets, il n'est pas moins nécessaire de prendre des mesures pour préserver les habitans de nos provinces à la rive gauche de la Meuse, du préjudice qui pourrait résulter du déplacement subit de la ligne des douanes de l'ancienne frontière, sur la nouvelle, pour les fabriques et manufactures, ayant été établies et augmentées par la confiance dans les heureux résultats, que le système des douanes introduit, promettait à leur prospérité;

Considérant que la vérification des registres de l'administration des douanes a prouvé que des quantités énormes de marchandises étrangères ont été expédiées en transit par les départemens méridionaux de notre royaume et déchargées à Liége, lesquelles livrées à la consommation intérieure, sans paiement ultérieur des droits, paraliseraient pour long-tems les efforts des établissemens de fabriques indigènes, et qu'il est par conséquent indispensable de les assujétir aux mêmes charges auxquelles elles sont soumises à la rive gauche de la Meuse: voulant accorder à nos sujets à la rive droite, et dans la ville de Liége, tous les avantages

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, ꝛc. ꝛc. ꝛc.

Nach Einsicht der an Uns von dem Handelstand Unserer Stadt Lüttich, gemachten Reklamationen, welche dahin abzwecken, den Fabriken und Manufakturen, die in den, an dem rechten Ufer der Maas gelegenen und neuerdings unter Unsere Herrschaft gefallenen Provinzen errichtet sind, dieselben Vortheile und Vorzüge Theil werden zu laßen, welche die Fabriken und Manufakturen der mittäglichen Departemente Unseres Königreichs, die an dem linken Ufer der Maas liegen, genießen, und das Stocken zu heben, welches der Zoll-Cordon in Betreff des Handels im Innern Unseres Königreichs verursacht;

In Betracht gezogen, daß wenn es gerecht und Unseren Absichten gemäß ist, Unseren Schutz und Unsere Sorgfalt auf alle Unsere Unterthanen auszudehnen, es nichts desto weniger nothwendig ist, Maaßregeln zu treffen, die Bewohner Unserer auf dem linken Maas-Ufer gelegenen Provinzen vor dem Schaden zu verwahren, welcher für die Fabriken und Manufakturen, durch die plözliche Versezung der Zoll-Linie von der alten Grenze auf die neue entstehen könnte, indem sie durch das Zutrauen in die glükliche Resultate, welche das eingeführte Zoll-System für ihren Wohlstand versprach, errichtet und erweitert worden sind;

In Betracht gezogen, daß die Verifikation der Register der Zoll-Verwaltung bewiesen hat, daß ungeheure Quantitäten von fremden Waaren durch den Transit-Handel expedirt und zu Lüttich abgeladen worden sind, welche, wenn sie der inneren Consummation überlassen werden, für lange Zeit die Anstrengungen der inländischen Fabrikanstalten lähmen würden, und daß es also unumgänglich nothwendig ist, jene denselben Lasten zu unterwerfen, welche sie auf dem linken Ufer der Maas tragen müßen: Indem Wir Unseren Unterthanen auf dem rechten Ufer, und den in der Stadt Lüttich alle Vortheile bewilligen wollen, welche sie in den jezigen Umständen genießen können, doch so, daß

dont ils pourront jouir dans les circonstances actuelles, toutefois sans que la ligne des douanes qui entoure la ville sur cette rive soit levée, et de manière que le rayon de la douane tant sur la rive gauche que sur la rive droite s'étendra jusqu'à la distance d'un demi-myriamètre au-delà de l'extrémité des frontières des faubourgs de la ville pour y être exercée la police de la douane;

Sur le rapport de notre conseiller d'état, commissaire-général des finances,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Art. 1er. Notre conseiller d'état, commissaire-général des finances, nous présentera incessamment un plan d'organisation d'une ligne de douanes sur la nouvelle frontière de nos états, en remplacement de la ligne actuellement établie sur les bords de la Meuse. Il joindra à cette proposition, celle relative à l'extension des impositions indirectes établies dans les autres départemens du royaume.

2. En attendant que cette ligne soit définitivement établie, et à compter de la publication du présent arrêté, les dispositions de la convention conclue avec le gouvernement-général du Bas-Rhin et Rhin-Moyen, en date du 10. octobre 1814, et approuvée par nous, le premier novembre de la même année, seront étendues sur toutes les productions quelconques, des fabriques et manufactures établies dans nos provinces à la rive droite de la Meuse, sauf les exceptions suivantes.

3. Sont provisoirement exceptés de la faveur accordée par l'article précédent, *les cuirs tannés et apprêtés*, *les cotons filés*, *les toiles et étoffes de coton blanches ou imprimées de toute espèce*; sont exceptés également, *les vins, vinaigres de vins*, *eau-de vie*, *et genièvre*, et ce, aussi long-tems que le système des impositions indirectes n'aura pas été étendu sur les nouvelles provinces.

4. En conséquence, les productions des fabriques et manufactures non comprises dans la

die Zoll-Linie, welche die Stadt an diesem Ufer umgiebt, nicht aufgehoben werde, und daß die Wirksamkeit der Zollstätte, sowohl auf dem linken als auf dem rechten Ufer, sich bis zu der Entfernung von einem halben Myriameter, von der Extremität der Vorstädte der Stadt an gerechnet, erstrecken soll, um die Zoll-Polizei darin auszuüben;

Haben, auf den Bericht Unseres Staats-Raths, General-Commissairs der Finanzen,

Beschlossen und beschließen:

I. Art. Unser Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen, soll Uns unverzüglich einen Organisations-Plan einer Zoll-Linie auf der neuen Grenze Unserer Staaten, an die Stelle der gegenwärtig an den Ufern der Maas errichteten Linie, vorlegen. Er soll diesem Vorschlag einen andern, in Betreff der Ausdehnung der indirekten Abgaben auf die andern Departemente des Königreichs beifügen.

II. Bis diese Linie definitif festgesezt seyn wird, und von der Publikation gegenwärtigen Beschlußes an gerechnet, sollen die Verfügungen der mit dem General-Gouvernement des Nieder- und Mittel-Rheins, den 10ten Oktober 1814, abgeschloßenen, und von Uns den ersten November desselben Jahrs genehmigten Uebereinkunft, auf alle Produkte, (von welcher Art sie auch seyn mögen), der in Unseren Provinzen auf dem rechten Ufer der Maas errichteten Fabriken und Manufakturen, ohnbeschadet, der folgenden Ausnahmen, ausgedehnt werden.

III. Sind provisorisch von der, durch den vorhergehenden Artikel bewilligten Begünstigung ausgenommen: die gegerbten, und zubereiteten Felle, die gesponnene Baumwolle, die weißen oder gedrukten baumwollenen Tücher und Stoffe aller Art; sind ebenfalls ausgenommen, die Weine, Wein-Essige, Branntenwein und Genievre, und dieses, so lange bis das System der indirekten Abgaben nicht auf die neuen Provinzen ausgedehnt seyn wird.

V. In Gemäßheit dessen können die Produkten der Fabriken und der Manufakturen, die nicht in in der obigen Übereinkunft, noch in den Ausnah-

convention susdite, ni dans les exceptions de l'article précédent, pourront être admises dans les départemens méridionaux de notre royaume, en acquittant le droit de balance, pourvu qu'elles soient accompagnées d'un certificat d'origine dans la forme prescrite par la convention du 10 octobre 1814.

5. Nous accordons la libre entrée exempte de tout droit, même de celui de balance, dans nos provinces à la rive droite de la Meuse, par les bureaux de *Huy*, *Liège* et *Maestricht*, de tout sel brut, ainsi que du sel raffiné, s'il provient des raffineries indigènes, et dont il sera justifié par des certificats d'origine en due forme, en maintenant au reste les droits sur cette denrée, établis par S. E. le gouverneur-général du Bas-Rhin et Rhin-Moyen, par arrêté du 21 novembre dernier.

6. Dès que le rayon de surveillance sera organisé sur la rive droite autour de la ville de Liége, les chiffons, cuirs-verts, les écorces de chêne et autres marchandises dont la sortie est prohibée à la rive gauche de la Meuse, pourront entrer dans la ville, ainsi que dans tout le territoire à son alentour, compris dans le demi-myriamètre de la police des douanes que nous établissons par le présent arrêté.

7. Voulant procurer à la ville de Liége un moyen d'encouragement de son commerce, nous lui accordons la jouissance d'un entrepôt des douanes, sous les clauses et conditions portées dans nos arrêtés du 14 août et du 26 octobre 1814 Le bureau principal des douanes établit à *Ans*, sera à cet effet transféré de suite dans la ville de Liége, et le personnel y attaché, augmenté d'un garde-magasin, qui entrera en fonction aussitôt que la ville âura procuré à la douane un magasin convenable et se sera arrangée avec l'administration relativement au loyer, dans le cas qu'on n'aura pas pu les placer dans un bâtiment domanial; un bureau su-

men der vorhergehenden Artikel begriffen sind, in die mittäglichen Departemente Unseres Königreichs eingeführt werden, indem sie das Wagerecht bezahlen; doch müßen sie mit einem Ursprungs-Attest begleitet seyn, das in der, durch die Uebereinkunft vom 10ten Oktober 1814, vorgeschriebenen Form ausgefertigt seyn muß.

V. Wir bewilligen den ungehinderten, von jeder Abgabe, und so gar von der der Wage, befreiten Eingang in Unsere Provinzen auf dem rechten Ufer der Maas, durch die Bureaux von Huy, Lüttich und Mastricht, von allen rohen Salzen, wie auch von dem gereinigten Salz, wenn es von inländischen Siedereien herrührt, welches durch, in gehöriger Form, ausgefertigte Ursprungs-Atteste dargethan werden muß, indem Wir übrigens die von diesem Gegenstand zu bezahlenden Rechte beibehalten, die durch den Beschluß S. E. des General-Gouverneurs des Nieder- und Mittel-Rheins, vom 21sten November lezthin, festgesezt sind.

VI. Sobald der Auffichts-Bezirk auf dem rechten Ufer um die Stadt Lüttich organisirt seyn wird, so können die alten Lumpen, die rohen Häute, die Eich-Rinden und andere Waaren, deren Ausfuhr auf dem linken Maas-Ufer verboten ist, in die Stadt, wie auch in das ganze darum liegende Gebiet, welches in dem halben Myriameter der Zoll-Polizei, die Wir durch den gegenwärtigen Beschluß festsezen, liegt, eingeführt werden.

VII. Da Wir der Stadt Lüttich ein Mittel verschaffen wollen, ihren Handel zu beleben, so bewilligen Wir ihr den Genuß einer Zoll-Niederlage unter den in Unseren Beschlüßen vom 14ten August und 26sten Oktober 1814 enthaltenen Clauseln und Bedingungen. Das zu Ans errichtete Haupt-Büreau der Zölle soll deßwegen sogleich in die Stadt Lüttich verlegt und das dabei angestellte Personale mit einem Magazins-Verwahrer vermehret werden, welcher seine Verrichtungen antreten wird, sobald die Stadt der Douane ein schikliches Magazin verschaft, und sich mit der Verwaltung in Betreff des Miethzinses einverstanden haben wird, im Fall man dieselbe nicht in ein Domanial-Gebäude verle-

balterne de recette, restera provisoirement établi à Ans.

8. Les négocians, marchands et expéditionnaires ou commissionnaires, ayant en magasin des marchandises manufacturées ou fabriquées hors du territoire soumis à notre domination, seront tenus d'en faire, dans les quinze jours qui suivront l'insertion dans les feuilles publiques, de l'avis de l'établissement de l'entrepôt des douanes dans la ville de Liége, une déclaration exacte de la quantité, poids et valeur, dans les formes voulues par notre arrêté du 26 octobre 1814, et d'y souscrire l'obligation d'en acquitter, dans les *huit* jours après la vérification, les droits auxquels les marchandises sont soumises suivant le tarif, ou d'en faire, dans le même délai, le dépôt dans le magasin de l'entrepôt, si, comme prohibées, elles ne peuvent pas être admises dans la consommation, afin que la réexportation puisse en être effectuée. Ce dépôt aura également lieu à l'égard des marchandises non prohibées à l'entrée, dans le cas où on ne voudra pas, dans les huit jours après vérification, en acquitter les droits d'entrée.

9. Le dépôt dans le magasin de l'entrepôt, entrainera l'obligation d'acquitter le droit d'emmagasinage, fixé par notre arrêté du 14 août 1814.

10. Les préposés de la douane sont autorisés à se transporter après la déclaration, au domicile du déclarant, ou dans les magasins qu'il aura déclarés, pour s'assurer si la déclaration faite, est véritable. Il sera dressé procès-verbal de cette opération, ainsi que de la liquidation du montant des droits dus sur celles qui en sont susceptibles. La partie intéressée sera invitée à le signer, et en cas de refus, il en sera fait mention. Une copie de ce procès-verbal sera remise au déclarant ou à son ayant cause.

gen könnte; ein untergeordnetes Einnahme-Bureau soll provisorisch zu Ans bleiben.

VIII. Die Handels- und Kaufleute, und Commissionair's oder Faktoren, welche Waaren in ihrem Magazin haben, die außerhalb dem Unserer Herrschaft unterworfenen Gebiet gewirkt oder fabrizirt worden, sind gehalten, innerhalb der vierzehn Tage welche auf die Einrükung der Nachricht, in Betreff der Errichtung einer Zoll-Niederlage in der Stadt Lüttich, in die öffentlichen Blätter folgen werden, eine genaue Erklärung von der Quantität, dem Gewicht und dem Werth derselben, in den, durch Unseren Beschluß vom 26sten Oktober 1814 vorgeschriebenen Formen zu machen, und sich in derselben schriftlich zu verbinden, innerhalb acht Tagen nach Verifikation, die Rechte zu bezahlen, welchen die Waaren nach dem Tarif unterworfen sind, oder diese, in derselben Zeitfrist in dem Niederlage-Magazin zu hinterlegen, wenn sie, als verbotene Waaren, nicht abgesezt werden können, damit ihre Ausfuhr bewerkstelligt werden könne. Diese Niederlage soll auch in Ansehung der bei dem Eingang nicht verbotenen Waaren Statt haben, im Fall man, innerhalb der acht Tage nach der Verifikation, die Eingangs-Rechte davon nicht bezahlen wollte.

IX. Die Hinterlegung in das Niederlage-Magazin zieht die Verpflichtung nach sich, das Recht zu entrichten, die für diese Hinterlegung durch Unseren Beschluß von 14ten August 1814 festgesezt ist.

X. Die Zoll-Beamten sind authorisirt, sich nach der Erklärung in das Wohnhaus der Deklaranten oder in die deklarirten Magazine zu begeben, um sich zu versichern, ob die gemachte Erklärung wahrhaft ist. Es soll von dieser Operation, wie auch von der Liquidation des Betrags der Rechte, die man in Betreff der denselben unterworfenen Waaren schuldig ist, ein Protokoll errichtet werden. Die interessirte Parthei soll eingeladen werden, es zu unterschreiben, und im Verweigerungsfalle, soll davon Meldung gemacht werden. Eine Abschrift dieses Protokolls muß dem Deklaranten, oder dem, welchem er sein Recht übergeben hat, eingehändigt werden.

Si lors de cette vérification il se trouve un excédant de la quantité déclarée, ou une différence dans l'epèce, faisant appercevoir qu'on a voulu se soustraire à de plus forts droits, ou à la réexportation, l'excédant dans le premier cas, sera confisqué avec amende de *cent francs*, et dans le second cas, la totalité sera confisquée avec amende de *cinq cents francs*; le procès-verbal susmentionné, constatera la contravention de l'un ou de l'autre genre, et sera alors soumis aux formalités prescrites par l'arrêté du 26 octobre 1814, pour les procès-verbaux de contravention.

Wenn es sich aus der Verifikation ergiebt, daß die Waaren die deklarirte Quantität übersteigen, oder daß sonst ein Unterschied in der Gattung derselben Statt hat, woraus man wahrnimmt, daß man sich stärkeren Rechten, oder der Wiederausfuhr hat entziehen wollen, so soll, im ersten Fall, der Ueberschuß, ohnbeschadet einer Geldbuße von hundert Franken, confiszirt werden, in dem zweiten Fall, sollen alle Waaren der Confiskation, und einer Geldbuße von fünf hundert Franken unterworfen seyn. Das obengemeldte Protokoll soll die Contravention in dem einen, oder dem anderen Falle konstatiren, und alsdann den, in Betreff der Contraventions-Protokolle, durch den Beschuß vom 26sten Oktober 1814, vorgeschriebenen Formalitäten unterworfen werden.

11. La vérification faite, les marchandises déclarées et vérifiées resteront sous la surveillance de la douane, jusqu'au paiement des droits d'entrée, ou jusqu'après le dépôt à l'entrepôt, prescrit par l'art. 8, et les déclarans seront responsables de toute diminution ou déficit, aussi longtems que le paiement des droits ne sera effectué. Rien ne pourra être livré à la consommation, soit dans le territoire de notre royaume entouré de la ligne des douanes, soit dans le territoire hors du rayon de la ville, nouvellement avec elle réuni à nos états, ni être entreposé ou réexporté à l'étranger, sans une déclaration nouvelle au bureau des douanes, de la quantité sortante du magasin particulier du négociant, et sans avoir acquitté au préalable les droits d'entrée s'il y a lieu. Toute contravention au présent article, sera punie d'une amende égale à la valeur de la marchandise manquante.

XI. Nach geschehener Verifikation, sollen die deklarirten und verifizirten Waaren unter der Aufsicht der Douane so lange bleiben, bis die Eingangsrechte bezahlt, oder die Waaren, zu Folge des 8ten Artikels, in der Niederlage hinterlegt sind. Die Deklaranten sind für jede Verminderung, oder jedes Defizit, bis zur Bezahlung der Rechte verantwortlich. Nichts kann weder in dem, von der Zoll-Linie umgebenen Gebiet Unseres Königreichs, noch in dem, außerhalb des die Stadt umgebenden Zoll-Bezirks, gelegenen, und neuerdings mit ihr und mit Unsern Staaten vereinigten Gebiete, der Consummation übergeben, in die Niederlage gebracht, oder in's Ausland wieder ausgeführt werden, wenn man nicht im Zoll-Bureau von der, aus dem besonderen Magazin des Handelsmanns gezogenen Quantität eine neue Deklaration macht, und vorher die Eingangs-Rechte, im Fall sie schuldig sind, bezahlt hat. Jede Uebertretung gegenwärtigen Artikels soll mit einer Geldbuße, die dem Werth der fehlenden Waare gleich ist, bezahlt werden.

12. Si les marchandises déclarées pour la consommation dans le territoire nouvellement réuni et situé hors du rayon autour de la ville de Liége, restent dans le territoire, elles devront être de nouveau déclarées à l'époque où

XII. Wenn die, für die Consummation in dem neuerdings vereinigten, und außer dem, um die Stadt Lüttich und außerhalb des Zoll-Bezirks, gelegenen Gebiet, deklarirten Waaren in dem Gebiet bleiben, so sollen sie auf's neue alsdann

la ligne des douanes sera définitivement établie aux extrêmes frontières et l'acquit de paiement aux autres expéditions qui constatent les paiemens, sera la seule preuve admise pour les reconnaître et les soustraire au paiement des droits à l'avenir.

13. Si les employés des douanes ont des soupçons qu'il existe des magasins de marchandises non déclarées, soit chez les personnes ayant fait une déclaration, soit chez d'autres, il sera permis de s'y transporter et faire les recherches nécessaires. Ceux chez lesquels ils trouveront des marchandises étrangères non représentées, lors de la première visite ordonnée par l'art. 10, ou qui n'auraient fait aucune déclaration, encourront la peine de *cinq cents francs*, outre la confiscation des marchandises.

14. Les vérifications à domicile autorisées par le présent arrêté, ne pourront dans aucun cas avoir lieu sans l'assistance d'un officiér municipal ou de police, ni entre le coucher et le lever du soleil, et ce, à peine de nullité. Celles qui devraient avoir lieu en vertu de la faculté accordée par l'article 13, ne pourront se faire sans l'autorisation spéciale de notre commissaire des finances, sous pareille peine.

15. La réexportation prévue par les articles 8 et 11 précédens, sera à l'égard des marchandises primitivement déclarées, exempte de tous droits; et attendu qu'il est indispensable de s'assurer d'une manière certaine de leur sortie, nous autorisons notre conseiller-d'état, commissaire-général des finances, à établir des bureaux provisoires aux points de la nouvelle frontière ci-après indiqués; savoir: *Anseremme* près de *Dinant*, *Palizeul*, *Aubange*, *Frisange*, *Wasserbillig*, *Remich*, *Francorchamp*, *Henry-Chapelle* et *Buchholtz*, et à attacher à chacun de ces bureaux, un receveur de troisième classe, sous notre approbation, et un brigadier faisant fonctions de vérificateur.

deklarirt werden, wann die Zoll-Linie definitif an den äußersten Grenzen errichtet seyn wird, und der Schein, welcher darthut, daß man bei den anderen Expeditionen den Zoll baar bezahlt hat, soll der einzige Beweis seyn, welcher angenommen wird, um sie zu erkennen, und sie in's künftige der Bezahlung der Rechte zu entziehen.

XIII. Wenn die Zoll-Beamten vermuthen, daß es entweder bei den Personen, die eine Deklaration gemacht haben, oder bei anderen, Magazine von nicht deklarirten Waaren giebt, so soll es ihnen erlaubt seyn, sich dahin zu begeben und die nöthigen Untersuchungen anzustellen. Diejenige, bei welchen man fremde, bei dem ersten durch den 10ten Artikel verordneten Besuch nicht repräsentirte Waaren findet, oder die keine Deklaration gemacht hätten, verfallen, außer der Confiskation der Waaren, in eine Strafe von fünf hundert Franken.

XIV. Die durch den gegenwärtigen Beschluß authorisirten Haus-Untersuchungen können in keinem Fall ohne den Beistand eines Munizipal- oder Polizei-Beamten, noch zwischen Untergang und Aufgang der Sonne, und dieses, unter der Strafe der Nullität, Statt haben. Diejenige, welche kraft der durch den 13ten Artikel bewilligten Befugniß geschehen sollten, können unter derselben Strafe, ohne besondere Authorisation Unseres Finanz-Commissairs, nicht Statt haben.

XV. Die durch die 8 und 11ten vorhergehenden Artikel vorhergesehene Wiederausfuhr, soll, in Betreff der ursprünglich deklarirten Waaren, von aller Abgabe befreit seyn, und da es unumgänglich nothwendig ist, sich auf eine gewisse Art von ihrem Ausgang zu versichern, so authorisiren Wir Unseren Staatsrath, General-Commissair der Finanzen, auf den hiernächst angezeigten Punkten der neuen Grenze provisorische Bureaux anzulegen, nemlich zu Anseremme bei Dinant, zu Paliseul, Ibingen, Frisingen, Wasserbillig, Remich, Francorchamp, Heinrichs-Capelle und zu Buchholtz, um, unter Unserer Genehmigung bei jedem dieser Bureaux einen Empfänger der dritten Classe, und einen, die Funktionen eines Verifikators versehenden Brigadier anzustellen.

Les bureaux susdits seront aussi les seuls par où le transit de l'Allemagne ou de la France vers les départemens de la rive gauche de la Meuse, ou l'importation des marchandises, soit prohibées, soit sujettes à un droit plus fort que huit pour cent de la valeur, seront permis.

Les employés des douanes appelés par suite des arrêtés du 26 mai à former le cordon de surveillance contre la sortie des armes, munitions, vivres, denrées et chevaux, sont chargés de maintenir cette disposition, dont la non observation entrainera la confiscation de la marchandise.

16. Toute marchandise sortant du rayon de la douane autour de Liége pour entrer en consommation, sera saisissable et confisquée si le conducteur ne présente pas une expédition délivrée en forme et dument visée; cette punition entrainera remise de l'amende dictée par l'article 11, s'il est prouvé que la marchandise manquante au magasin primitivement déclarée, est la même que celle sortie.

17. Le paiement du droit d'entrée, ni l'emmagasinage à l'entrepôt de la douane, ordonné par l'article 8, ne sont requis pour les marchandises fabriquées dans la ville de Liége, ou ses faubourgs, si cette origine est justifiée par certificat d'origine à produire à la douane; mais ces marchandises ne sont pas moins sujettes à la déclaration, et si le déclarant est en même tems le fabricant, cette déclaration doit être complétée à la fin de chaque semaine, pour celles qui ont été de nouveau confectionnées et emmagasinées. La circulation de ces productions de fabriques indigènes est seulement soumise à la formalité du passavant, lequel leur procurera la libre entrée exempte de tous droits dans les départemens de la rive gauche de la Meuse et dans les nouvelles provinces.

18. Notre arrêté du 26 octobre 1814, portant organisation de l'administration des douanes, sera pour autant qu'il n'y a point été

Die obgenannten Bureaux sollen die einzigen seyn, durch welche der Transithandel von Deutschland oder Frankreich gegen die auf dem linken Maasufer gelegenen Departemente, oder die Einfuhr der entweder verbotenen, oder einem, acht vom hundert des Werths, übersteigenden Recht unterworfenen Waaren, erlaubt seyn sollen.

Die Zoll-Employirten, die in Gemäßheit der Beschlüsse vom 26sten des verflossenen Monats berufen sind, einen Aufsichts-Cordon gegen die Ausfuhr von Waffen, Munitionen, Lebensmitteln, Eßwaaren und Pferden, zu bilden, sind beauftragt, diese Verfügung zu handhaben, deren Nicht-Erfüllung die Confiskation der Waaren nach sich ziehen wird.

XVI. Jede Waare, welche die Lüttich umgebende Zoll-Linie verläßt, um in Umlauf zu kommen, kann in Beschlag genommen, und confiszirt werden, wenn der Fuhrmann nicht eine, in der vorgeschriebenen Form ausgefertigte und gehörig visirte Expedition vorweißt; diese Strafe zieht den Erlaß der durch den 11ten Artikel festgesezten Geldbuße nach sich, wenn erwiesen ist, daß die im Magazin fehlende und ursprünglich deklarirte Waare, dieselbe ist, welche jene Linie verlassen hat.

XVII. Man hat für die in der Stadt Lüttich, oder in ihren Vorstädten fabrizirten Waaren weder das Eingangsrecht, noch die durch den 8ten Art. in Betreff der Zoll-Niederlage, verordnete Abgabe zu bezahlen, wenn dieser Ursprung durch einen dem Zollhauß vorzuweisenden Ursprungsschein bewiesen ist; und wenn der Deklarant zu gleicher Zeit der Fabrikant ist, so soll diese Deklaration am Ende jeder Woche in Ansehung derjenigen, die auf's neue verfertigt und in das Magazin gebracht worden sind, ergänzt werden. Der Umlauf dieser inländischen Fabrikate ist nur der Formalität eines Geleits-Zettels unterworfen, welcher ihnen, in den auf dem linken Maasufer gelegenen Departementen und in den neuen Provinzen, den von jeder Abgabe befreiten Eingang verschaffen soll.

XVIII. Unser Beschluß vom 26sten Oktober 1815, welcher die Organisation der Verwaltung der Zölle

Supplément

dérogé, applicable dans toute son étendue pour l'exécution du présent, qui au moment de l'établissement définitif de la ligne sur l'extrême frontière et l'introduction générale du système des douanes dans les nouvelles provinces, cessera son effet, à l'exception de ce qui est stipulé, article 7, relativement à la faveur de l'entrepôt pour la ville de Liége.

19. Notre conseiller d'état, commissaire-général des finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel et publié où besoin sera.

Donné à Bois-le-Duc, le 11 juin 1815, la 2e. année de notre règne.

Signé, GUILLAUME.

Par le Roi :

Pour le Secrétaire d'état absent, le premier Secrétaire du cabinet,

Signé, J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Pour ampliation :

Le Secrétaire de la secrétairerie d'état à Bruxelles,

Signé, L. VAN GOBBELSCHROY.

Pour copie conforme :

Le Conseiller-d'état, Commissaire-général des finances, Signé, APPELIUS.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire-général du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas établi à Liége,

J. J. D'OMALIUS.

Le Commissaire directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, ordonne que les arrêtés ci-dessus seront imprimés en placards, publiés et affichés dans toutes les communes du grand-duché.

Luxembourg, le 28 juin 1815.

WILLMAR.

enthält, ist, in so weit er nicht modifizirt worden, in seiner ganzen Ausdehnung in Betreff der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses anwendbar, welcher, so bald die Linie auf der äußersten Grenze definitif errichtet, und das Zoll-System allgemein in den neuen Provinzen eingeführt werden wird, keine Wirkung mehr haben soll, mit Ausnahme dessen, was im 7ten Artikel, in Betreff der zu Gunsten der Stadt Lüttich bewilligten Niederlage, festgesetzt worden ist.

XIX. Unser Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen, ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlußes beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt, und wo es nöthig seyn wird, publizirt werden soll.

Gegeben zu Herzogenbusch, den 11ten Juny des Jahrs 1815 und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König:

Für den abwesenden Staats-Sekretair, der erste Cabinets-Sekretair, Unterschrieben:

J. G. von Mey Van Streefkerk.

Als Abschrift:

Der Sekretair des Staats-Sekretariats zu Brüssel,
Unterz.: L. Van Gobbelschroy.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen, Unterzeichnet, Appelius.

Als gleichförmige Abschrift: Der General-Sekretair des General-Commissariats S. M. des Königs der Niederlande, der zu Lüttich seinen Siz hat,

Unterzeichnet: J. J. D'Omalius.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath, verordnet, daß obige Beschlüße in beiden Sprachen gedruckt, und in allen Gemeinden des Groß-Herzogthums publizirt und angeschlagen werden sollen.

Lützemburg, den 28sten Juny 1815.

Willmar.

(N°. 185.)

ARRÊTÉ

Relatif à la levée de la Milice nationale.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

Vu l'article 5 de l'arrêté de S. M. le Roi, Grand-Duc, du 5 juin dernier, et l'article 31 de l'instruction de S E. le commissaire-général de l'intérieur du 16 avril précédent, concernant la levée de la milice nationale, lesquels sont ainsi conçus :

Art. 5. » Si la levée ne se complète pas par » des volontaires, on procédera aux opérations » du tirage au sort pour remplir les contingens.

» Ces opérations commenceront le 1 juillet » et devront être terminées le 10 du même » mois.

Les conseils de milice s'assembleront immé- » diatement après, et devront avoir terminé » leur travail le 25 du même mois. »

Et l'article 31. » Le lieu, le jour et l'heure » de chacune des sessions du conseil de milice » seront annoncées à l'avance par l'Intendant, » par voie de publication et d'affiches, et au- » tant que possible de vive voix par le Sous- » intendant au moment du tirage. »

Vu également les arrêtés de MM. les Sous-intendans du grand-duché des 19, 23 et 24 dudit mois de juin, par lesquels ils ont fixé les jours auxquels il sera procédé dans leurs arrondissemens respectifs au tirage de la milice nationale;

ARRÊTE:

Art. 1er. Les conseils de milice ouvriront leur première session le 14 du présent mois, savoir, ceux des arrondissemens de Diekirch et de Neuf-Château, dans les communes des mêmes noms,

(N°. 185.)

Beschluß,

in Betreff der Aushebung der National-Miliz,

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Nach Einsicht des 5ten Artikels des Beschlusses Seiner Majestät des Königs, Groß-Herzogs, vom 5ten Juny lezthin, und des 31 Artikels der Instruktion Seiner Exzellenz des General-Commissairs des Innern vom 16 des vorhergehenden Monats April, in Betreff der Aushebung der National-Miliz, welche also abgefaßt sind:

« 5ter Art. Wenn die Aushebung nicht durch » Freiwillige ergänzt wird, so soll das Loos dieje- » nige bezeichnen, welche die Kontingente ausfüllen » sollen. — Diese Operationen sollen den ersten » July aufangen und den 10 desselben Monats » beendigt seyn. — Die Miliz-Räthe werden sich » unmittelbar hernach vereinigen; sie müssen ihre » Arbeit den 25sten desselben Monats beendigt » haben. »

Und der 31 besagte Artikel: « Der Ort, der » Tag nnd die Stunde jeder der Sitzungen des » Miliz-Raths sollen zum voraus durch Publikation » und Anschlagzettel angekündet, und von dem » Unter-Intendanten bei der Ziehung mit lauter » Stimme, so weit es möglich ist, angezeigt » werden. »

Wie auch nach Einsicht der Beschlüsse der Herren Unter-Intendanten des Groß-Herzogthums vom 19, 23 und 24 des besagten Monats Juny, durch welche sie die Tage bestimmt haben, an welchen in ihren respektiven Bezirken zur Ziehung der National-Miliz geschritten werden soll;

Beschließt:

I. Die Miliz-Räthe sollen ihre erste Sizung den 14 des gegenwärtigen Monats eröfnen, nemlich, die der Bezirke von Diekirch und Neufchateau, in den Gemeinden der Hauptorte der besagten Bezirke,

chef-lieux desdits arrondissemens; celui de l'arrondissement de Luxembourg, dans la commune d'Eich, mairie du même nom, canton de Luxembourg. Elle se tiendra dans les hôtels desdites mairies.

La deuxième session s'ouvrira pour l'arrondissement de Diekirch le 19, et pour les arrondissemens de Luxembourg et de Neuf-Château le 21 dudit mois de juillet, aux mêmes lieux.

II. Les opérations se feront par cantons et communes dans l'ordre qui suit :

Arrondissement de Luxembourg.

Première Session. Le 14 juillet et jours suivans, à huit heures du matin, à l'hôtel de la mairie à Eich, les cantons Nord et Sud de *Luxembourg* et de *Remich*.

Canton de *Bettembourg*, le 15 juillet.
Canton de *Mersch*, le 16 juillet.
Canton de *Messancy*, 17 juillet.
Canton d'*Arlon*, le 18 juillet.
Cantons de *Grevenmacher* et de *Betzdorf*, le 19 juillet.

Deuxième Session. 21 juillet, mêmes lieu et heure, canton de *Luxembourg*, Nord et Sud, et canton de *Remich*.

Cantons de *Bettembourg* et de *Betzdorf*, 22 juillet.
Cantons de *Mersch* et de *Grevenmacher*, 23 juillet.
Canton d'*Arlon*, 24 juillet.
Canton de *Messancy*, 25 juillet.

Arrondissement de Diekirch.

Première Session. Le 14 juillet, à l'hôtel de la mairie, à *Diekirch*, à huit heures du matin, les cantons de *Diekirch* et de *Vianden*.

Cantons de *Clervaux* et de *Wiltz*, le 15 juil.
Canton d'*Osperen*, le 16 juillet.
Canton d'*Echternach* le 17 juillet.

Deuxième Session. Le 19 juillet, mêmes lieu

die denselben Namen haben; der des Bezirks von Lützemburg, in der Gemeinde Eich, Märie, die den nemlichen Namen führt, im Canton Lützemburg; sie soll in den Gemeinde-Häusern der besagten Märien Statt haben.

Die zweite Sizung soll im Bezirk von Diekirch, den 19, und in den Bezirken von Lützemburg und von Neufchateau den 21 des gegenwärtigen Monats, an denselben Orten eröfnet werden.

II. Die Operationen sollen, nach Kantonen und Gemeinden in folgender Ordnung Statt haben:

Bezirk von Lützemburg.

Die erste Sizung. Den 14 July und die folgenden Tage, um acht Uhr des Morgens, im Gemeinde-Haus zu Eich, für die Cantone von Lützemburg, Sud und Nord, und den Canton Remich.

Für den Canton Bettemburg, den 15 July.
Für den Canton Mersch, den 16 July.
Für den Canton Messancy, den 17 July.
Für den Canton Arlon, den 18 July.
Für die Cantone Grevenmacher und Betzdorf, den 19 July.

Die zweite Sizung. Den 21 July, am demselben Ort, und Stunde, für die Cantone Lützemburg, Sud und Nord, und für den Canton Remich.

Für die Cantone Bettemburg und Betzdorf, 22 July.
Für die Cantone Mersch und Grevenmacher, den 23 July.
Für den Canton Arlon, den 24 July.
Für den Canton Messancy, den 25 July.

Bezirk von Diekirch.

Die erste Sizung. Den 14 July, in dem Gemeinde-Haus zu Diekirch, um acht Uhr des Morgens, für die Cantone Diekirch und Vianden.

Für die Cantone Clervaux und Wilz, den 15 July.
Für den Canton Ospern, den 16 July.
Für den Canton Echternach, den 17 July.

Die zweite Sizung. Den 19 July, am

et heure, cantons de *Diekirch* et de *Vianden*.

Cantons de *Clervaux* et de *Wiltz*, le 20 juil.
Cantons d'*Osperen* et d'*Echternach*, le 21 juil.

Arrondissement de Neuf-Château.

Première Session. Le 14 juillet à huit heures du matin, à l'hôtel de la mairie à *Neuf-Château*, cantons de *Neuf Château* et de *Paliseul.*

Canton d'*Etalle*, le 15 juillet.
Canton de *Florenville*, le 16 juillet.
Cantons de *Fauvillers*, et de *Sibret*, le 17 juillet.
Cantons de *Bastogne* et de *Houffalize*, le 18 juillet.
Canton de *Virton*, le 19 juillet.

Deuxième Session. Le 21 juillet, mêmes heure et lieu, cantons de *Neuf-Château* et de *Palizeul.*

Cantons d'*Etalle* et de *Sibret*, le 22 juillet.
Cantons de *Florenville* et de *Fauvillers*, le 23 juillet.
Cantons de *Bastogne* et d'*Houffalize*, le 24 juillet.
Canton de *Virton*, le 25 juillet.

III. MM. les sous-intendans sont invités, lors du tirage au sort, à donner de vive voix connaissance des lieux, jours et heures des deux sessions du conseil de milice qui intéressent les communes respectives de leur arrondissement.

IV. MM. les sous-intendans sont en outre invités à requérir les officiers de santé de la commune et du canton chef-lieu de ne pas s'éloigner de chez eux pendant la durée de la première session du conseil de la milice.

V. Le présent sera imprimé dans les deux langues, adressé à MM. les sous-intendans et maires du grand-duché, chargés de le faire

denselben Ort und Stunde, für die Cantone Diekirch und Vianden.

Für die Cantone Clervaux und Wiltz, den 20 July.
Für die Cantone Osperen und Echternach, den 21 July.

Bezirk von Neuf-Chateau.

Die erste Sizung. Den 14 July, um acht Uhr des Morgens, im Gemeinde-Haus zu Neuf-Chateau, für die Cantone Neuf-Chateau und Palizeul.

Für den Canton Etalle, den 15 July
Für den Canton Florenville, den 16 July.
Für die Cantone Fauvillers und Sibret, den 17 July.
Für die Cantone Bastnach und Houffalize, den 18 July.
Für den Canton Virton, den 19 July.

Die zweite Sizung. Den 21 July, zu derselben Stunde und an demselben Ort, für die Cantone Neuf-Chateau und Paliseul.

Für die Cantone Etalle und Sibret, den 22 July.
Für die Cantone Florenville und Fauvillers, den 23 July.
Für die Cantone Bastnach und Houffalize, den 24 July.
Für den Canton Virton, den 25 July.

III. Die Herren Unter-Intendanten sind eingeladen, bei der Ziehung mit lauter Stimme von den Orten, Tagen und Stunden Kenntniß zu geben, an welchen die zwei Sitzungen des Miliz-Rathes, welche die respektiven Gemeinden ihres Bezirks betreffen, Statt haben werden.

IV. Die Herren Unter-Intendanten sind überdieß eingeladen, die Gesundheitsbeamten der Gemeinde und des Kantons des Hauptortes aufzufordern, sich während der ersten Sitzung des Milizraths nicht von ihrer Gemeinde zu entfernen.

V. Gegenwärtiger Beschluß soll in beiden Sprachen gedruckt, und an die Herren Unter-Intendanten und Mär's des Groß-Herzogthums geschickt werden, welche beauftragt sind, denselben in allen

publier et afficher dans toutes les communes et d'en suivre l'exécution en ce qui les concerne.

Il en sera adressé des exemplaires à S E. M. le commissaire-général de S. M le Roi Grand-Duc, résidant à Liége.

Fait à l'hôtel de l'intendance le 3 juillet 1815.

WILLMAR.

Gemeinden publiziren und anschlagen zu lassen, und dessen Vollziehung, in so weit es sie betrift, zu befolgen. Es sollen Exemplare davon Seiner Exzellenz dem Herrn General-Commissair Seiner Majestät des Königs, Groß-Herzogs, der zu Lüttich residirt, zugesandt werden.

Geschehen in der Intendantur zu Lützemburg, den 3ten July 1815.

Willmar.

(N°. 186.)

AVIS relatif aux chevaux fournis par les communes.

S. E. le commissaire-général ayant été consultée par moi, si le prix des chevaux fournis par les communes du grand-duché, en vertu de l'ordonnance du gouvernement-général du Bas- et Moyen-Rhin, en date du 19 avril dernier, devra, à l'instar des autres fournitures, être remboursé sur le produit de l'emprunt de guerre, a daigné me donner une décision favorable, en observant qu'il n'y avait pas de difficultés à ce que les communes qui ont fourni ces chevaux, ne jouissent des mêmes avantages que celles qui ont fourni d'autres objets dont le paiement était affecté sur l'emprunt.

Les dispositions bienfaisantes du décret royal du 11 juin dernier, sont en conséquence rendues applicables à la fourniture de chevaux, requise par l'ordonnance du 19 avril dernier.

MM. les sous-intendans et maires du grand-duché auront à comprendre cette fourniture dans le travail général que ledit decret royal leur prescrit.

Luxembourg, le 8 juillet 1815.

Le conseiller directorial chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

(N°. 186.)

Nachricht in Betreff der von den Gemeinden gelieferten Pferde.

Da ich mich an S. E. den Herrn General-Commissair gewendet habe, um zu wissen, ob der Preis der von den Gemeinden des Groß-Herzogthums, kraft der Verordnung des General-Gouvernements des Nieder- und Mittel-Rheins vom 19ten April letzthin, gelieferten Pferde von dem Ertrag des Kriegs-Anlehns wiedererstattet werden soll, so haben Sie gütigst zu entscheiden geruht, daß die Gemeinden, die diese Pferde geliefert haben, dieselben Vortheile, wie die genießen sollten, welche andere Gegenstände geliefert haben, deren Bezahlung auf das Anlehn angewiesen ist.

Die wohlthätigen Verfügungen des Königlichen Dekrets vom 11ten Juny sind also auf die, in Gemäßheit der Verordnung vom 19ten April, requirirte Pferde-Lieferung anwendbar erklärt.

Die Herren Unter-Intendanten und Mair's sollen also diese Lieferung in der allgemeinen Arbeit, welche das besagte Königl. Dekret ihnen vorschreibt, begreifen.

Lützemburg, den 8 July 1815.

Der provisorisch mit der Verwaltung des Großherzogthums Lützemburg beauftragte Landes-Directorial-Rath,

Willmar.

(N°. 187.)

AVIS

aux fonctionnaires publics du Grand-Duché de Luxembourg, concernant la gazette générale des Pays-Bas.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, par arrêté du 2 juin dernier, a ordonné l'établissement d'un journal destiné spécialement à faire connaître au public les actes du gouvernement dont la publication sera jugée convenable; on y insérera en outre les arrêtés, dispositions, avis ou notifications émanés des divers départemens d'administration ou des fonctionnaires qui leur sont subordonnés, ainsi que les nouvelles officielles et actes diplomatiques, les annonces et analyses d'ouvrages nouveaux tant nationaux qu'étrangers et autres articles scientifiques et littéraires, susceptibles de quelqu'intérêt.

Cette feuille, à dater du 20 juin dernier, paraîtra tous les jours dans les langues hollandaise et française, sur papier format in-folio, à Bruxelles chez le sieur Weissenbruch, imprimeur, rue du Musée, N°. 1085, sous le titre de *Gazette générale des Pays-Bas.* Le prix de l'abonnement est de 64 francs pour l'année, 32 francs pour 6 mois, et 16 francs pour 3 mois, franc de port.

Les actes des fonctionnaires de l'ordre administratif que ces fonctionnaires croiraient utiles de faire connaître au public, ne pourront être insérés dans cette gazette, qu'autant qu'ils auront été adressés par l'intermédiaire de S. E. le commissaire-général de l'intérieur, et que leur publication aura obtenu l'assentiment de Son Excellence.

L'intention de Sa Majesté étant de donner autant de publicité que possible à la gazette générale des Pays-Bas, et la connaissance des actes que cette feuille renfermera, étant d'une nécessité presqu'indispensable à la plupart

(N°. 187.)

Nachricht an die öffentlichen Beamten des Groß-Herzogthums, in Betreff der allgemeinen Zeitung der Niederlande.

Seine Majestät, der König der Niederlande, haben durch Ihren Beschluß vom 2ten Juny letzthin die Errichtung eines Journals verordnet, welches besonders bestimmt ist, dem Publikum die Regierungs-Akten, deren Kundmachung für nöthig erachtet werden wird, bekannt zu machen; man wird überdieß in dasselbe die Beschlüsse, Verfügungen, Nachrichten oder Notifikationen, die von den verschiedenen Verwaltungs-Behörden, oder den, ihnen untergeordneten Beamten herrühren, wie auch die offiziellen Neuigkeiten und diplomatischen Aktenstücke, die politischen Neuigkeiten, die Ankündigungen und Zergliederungen der neuen, so wohl der National- als fremden Werke, und andere wissenschaftliche und litterarische Artikel, die einiges Interesse darbieten, einrücken.

Dieses Blatt wird, von dem 20sten letztverflossenen Monat Juny an gerechnet, täglich in Holländischer und Französischer Sprache in Folio, zu Brüssel bei dem Herrn Weissenbruch, Buchdrucker, in der Musäumsstraße, N°. 1085, unter dem Titel: allgemeine Zeitung der Niederlande erscheinen. Der Abonnementspreis beträgt für das Jahr vier und sechszig Franken, für das halbe Jahr zwei und dreißig und für das Quartal sechszehn Franken, die Postfrei einzuschicken sind.

Die Akten der Verwaltungs-Beamten, welche diese für nützlich erachten würden dem Publikum bekannt zu machen, können nur alsdann in diese Zeitung eingerückt werden, wenn sie durch S. Exz. den General-Commissair des Innern eingeschickt worden, und ihre Bekanntmachung den Beifall S. Exz. erhalten hat.

Da die Absicht Seiner Majestät ist, der allgemeinen Zeitung der Niederlande, so weit es möglich seyn wird, die größte Publizität zu geben, und da die Kenntniß der Akten, die dieses Blatt

des fonctionnaires de l'ordre administratif, l'abonnement à ce journal sera considéré comme dépense régulière dans le compte que ces fonctionnaires ont à rendre de l'emploi du crédit qui leur est alloué pour frais d'administration.

Luxembourg, le 3 juillet 1815.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du Grand-Duché de Luxembourg,

WILLMAR.

enthalten wird, den meisten Verwaltungs-Beamten, fast unumgänglich nothwendig ist, so wird das Abonnement auf dieses Journal in der Rechnung, welche diese Beamten, über die Verwendung des ihnen für Verwaltungskosten bewilligten Credits, abzulegen haben, als eine regelmäßige Ausgabe angesehen werden.

Lützemburg, den 3ten July, 1815.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Willmar.

(N°. 188.)

AVIS au Public concernant le timbre.

L'arrêté de Sa Majesté, en date du 15 mai dernier, inséré dans le n°. 40, (n°. 145,) de ce journal, rend exécutoires, dans les provinces situées sur la rive droite de la Meuse, réunies à ce royaume, les dispositions des lois du 9 vendémiaire et 2 floréal an 6, 13 brumaire, et 6 prairial an 7, sur le timbre.

En conséquence, le directeur de l'enregistrement et des domaines par intérim, soussigné, prévient ceux qui se permettront de répandre et faire circuler des journaux ou papiers-nouvelles, et autres objets compris dans l'article 56 de la loi du 9 vendémiaire an 6, même ceux venant de l'étranger et frappés du timbre du lieu de leur impression, avant qu'ils n'aient été préalablement marqués du timbre belge, qu'il sera obligé de poursuivre contr'eux la condamnation aux peine et amende prononcées par l'article 60 de la même loi.

Par l'article 61 les auteurs, afficheurs, distributeurs et imprimeurs sont rendus solidai-

(N. 188.)

Nachricht an das Publikum, in Betreff des Stempels.

Der Beschluß Seiner Majestät, vom 15ten May lezthin, welcher in dem 40 N°. dieses Journals (N°. 145) eingerückt ist, erklärt, daß die Verfügungen der Gesetze vom 9ten Vendemiair, und 2ten Floreal VI, vom 13ten Brumair und 6ten Prairial VII, den Stempel betreffend, in den auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen und mit seinem Königreich vereinigten Provinzen in Vollzug gesetzt werden sollen.

In Gemäßheit dessen benachrichtigt der unterschriebene interimistische Direktor der Domänen und der Einregistrirung diejenigen, welche sich erlauben würden, Journäle, oder Zeitungen und andere Gegenstände zu verbreiten, oder in Umlauf zu bringen, die in dem 56ten Artikel des Gesetzes vom 9ten Vendemiair 10tes Jahr begriffen sind, so gar die, welche aus einem fremden Land kommen, und mit dem Stempel des Druckorts geprägt, aber nicht vorläufig mit dem Belgischen Stempel bezeichnet worden sind, daß er sich gezwungen sehen würde, die Verurtheilung derselben zu der im 60ten Artikel des nemlichen Gesetzes verordneten Strafe und Geldbuße zu betreiben.

Durch den 61ten Artikel sind die Verfasser, Anschlager, Austheiler und Buchdrucker solidarisch

rement responsables de l'amende, sauf leur recours les uns contre les autres.

Luxembourg, le 3 juillet 1815.

MERSCH.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, arrête que cet avis sera inséré dans le journal officiel du grand-duché.

Luxembourg, le 6 juillet 1815.

WILLMAR.

für die Geldbuße verantwortlich, unbeschadet des Rekurses der einen gegen die andern.

Lützemburg, den 3ten July 1815.

Mersch.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums provisorisch beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß diese Nachricht in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerückt werden soll.

Geschehen zu Lützemburg, den 6ten July 1815.

Willmar.

Gerichtlich verordneter Verkauf.

Im Jahre 1815, Dienstags den 18ten July, Morgens um eilf Uhr, wird in dem Hause des Ackersmanns und Gastwirths Nikolas Wilzius zu Merl, durch den Unterzeichneten zum endlichen Verkauf folgender auf Merler Bann gelegenen Güter geschritten werden: 1stens. Eines Stücks Ackerland von zehn Rücker, gelegen bei Oberstbrichen; 2) Eines Stücks von vier Rücker, gelegen auf dem Kieß; 3) Eines Stücks von zwei Rücker, bei Brichen; 4) Eines Stücks von vier Rücker, bei Trittert; 5) Eines andern Stücks von zwei Rücker, im nemlichen Ort; 6) Eines Stücks von acht Rücker, gelegen beim Bartringer Büsch; 7) Eines Stücks von zwei Rücker, bei Baum-Hölzgen; 8) Eines Stücks auf der Plack; 9) Eines Stücks von zwei Rücker in der Kreuzgewann; 10) Eines Stücks von drei Rücker auf dem Krummenacker; 11) Eines Stücks auf dem Steinigenweg; 12) Eines Stücks von zwei Rücker in der Kreuzgewann; 13) Eines Stücks von zwei Rücker bei Wersals; 14) Eines andern Stücks im nemlichen Ort; 15) Eines Stucks von vier Rücker, auf dem Galgenberg; 16) Eines Stücks von zwei Rücker bei Mathes; 17) Eines Stücks von zwei Rücker bei dem Mühlenweg; 18) Eines Stücks von zwei Rücker im Gründchen; 19) Eines Stücks von vier Rücker auf dem Mühlenweg; 20) Eines Stücks von sieben Rücker auf der Schanz; 21) Einer Wiese in den Vorderstenwiesen; 22) Einer Wiese in der Laag; 23) Einer Wiese beim Jungensteg; 24) Einer Wiese in Leischer; 25) Einer Wiese in Tittert; 26) Einer Wiese im selbigen Ort; 27) Und endlich einer kleinen Wiese daselbst.

Diese Güter gehören unvertheiltermassen der Margaretha, Anna, Susanna und Maria Flies, alle ohne Gewerb, kleinjährige Kinder des weiland Johann Flies, bei Lebzeiten Leinenweber zu Merl, und von seiner nachgelassenen daselbst wohnhaften Wittwe, Maria Hubert, über welche Kinder diese letztere gesetzliche Haupt-Vormünderinn, und der Johann Wohlhausen, Taglöhner, wohnhaft zu gesagtem Merl, Gegen-Vormund sind; dann gehören dieselben obbesagtermassen der Katharina Flies, volljährigen aber ledigen Standes, ohne Gewerb, wohnhaft zu mehrgemeldtem Merl, rechtmäßige Tochter des gemeldten verstorbenen Johann Flies, erzeugt in seiner ersten Ehe mit Anna Ewert; und endlich der gedachten Maria Hubert, Wittwe Flies.

Die Liebhaber können die Bedingnisse und Lasten der Versteigerung bei dem unterschriebenen Johann Joseph François, Notar-Certifikator zu Lützemburg, bei dem Neuthor wohnhaft, als mit der befraglichen Versteigerung durch das erste Instanz-Gericht daselbst, laut seinem Homologations-Urtheil vom 20sten März abhin beauftragt, einsehen.

Lützemburg, den 6ten July 1815. J. Jos. François.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 48.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 14 juillet 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 14ten July 1815.

(N°. 189.)

PUBLICATION
relative aux foires qui se tiennent dans le grand-duché de Luxembourg.

Le tableau des foires du département des Forêts qui a été publié dans le courant de l'année 1808, ayant éprouvé depuis cette époque plusieurs modifications, en ce que dans plusieurs communes, la tenue des foires a été fixée à d'autres jours, et que, dans quelques unes, de nouvelles foires ont été établies, le tout avec autorisation du gouvernement, et un très grand nombre de mairies ayant en outre été distraites de ce département qui forme aujourd'hui le grand-duché de Luxembourg, j'ai jugé nécessaire de publier de nouveau le tableau des foires, telles qu'elles doivent avoir lieu dans ce grand-duché.

MM. les sous-intendans et les maires tiendront la main à ce qu'elles se tiennent, chaque année, aux époques et dans les communes désignées ci-après. Les contrevenans devront être poursuivis comme ayant embarrassé la voie-publique, pour être condamnés

(N°. 189.)

Bekanntmachung,
in Betreff der Jahrmärkte, die in dem Groß Herzogthum Lützemburg gehalten werden.

Da das Verzeichniß der Jahrmärkte des Wälder-Departements, welches in dem Laufe des Jahrs 1808 publizirt worden, seit dieser Zeit mehrere Modifikationen erlitten hat, indem in mehreren Gemeinden die Jahrmärkte an andern Tagen gehalten werden, und in einigen anderen neue Jahrmärkte errichtet worden sind, nachdem die Regierung sie dazu befugt hatte, und da überdieß eine sehr große Anzahl von Märien von diesem Departement, welches jetzt das Groß-Herzogthum Lützemburg bildet, getrennt worden, so habe ich für nöthig erachtet, von neuem das Verzeichniß der Jahrmärkte, so wie sie gegenwärtig in diesem Groß-Herzogthum statt haben sollen, zu publiziren.

Die Herren Unter-Intendanten und Mär's werden wachen, daß die Jahrmärkte jedes Jahr, an den hierunten bestimmten Tagen und in den bezeichneten Gemeinden gehalten werden. Die Uebertreter sollen, in Gemäßheit des 471ten Artikels

aux peines prononcées par l'article 471 du code pénal.

Luxembourg, le 4 juin 1815.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILMAR.

des peinlichen Gesetzbuches, wegen Versperrung des öffentlichen Weges, bestraft werden.

Lützemburg, den 4ten Juny 1815.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Wilmar.

TABLEAU géneral des foires du grand-duché de Luxembourg.

NOMS DES COMMUNES.	JOURS DES FOIRES.	Leur durée. Jours.
	I. ARRONDISSEMENT DE DIEKIRCH.	
CLERVAUX.	22 février.	1.
	22 septembre.	1.
	28 octobre.	1.
	22 novembre.	1.
	27 décembre.	1.
DIEKIRCH.	29 janvier.	1.
	17 mars, jour de Ste. Gertrude.	1.
	10 août, jour de St. Laurent.	1.
	13 décembre, jour de Ste Lucie.	1.
ECHTERNACH.	20 janvier, jour de St. Sébastien.	1.
	15 mars.	1.
	La veille du dimanche des Rameaux.	1.
	Le lundi après la Pentecôte.	4.
	Le mardi après le dimanche, suivant la nativité de N. D.	1.
	7 novembre, jour de St. Willibrod.	1.
ETTELBRUCK.	15 janvier.	1.
	6 février.	1.
	10 mars.	1.
	6 avril.	1.
	10 mai.	1.
	2 juin.	1.
	6 juillet.	1.
	23 août.	1.
	23 septembre.	1.
	Lundi après la St. Denis.	1.
	10 novembre.	1.
	1 décembre.	1.

NOMS DES COMMUNES.	JOURS DES FOIRES.	Leur durée.
		Jours.
Esch-sur-la-Sure.	16 mars.	1.
	2 juin.	1.
	27 août.	1.
	27 novembre.	1.
Goesdorf.	Le 1er. lundi après la fête de l'invention de la Ste. Croix.	1.
	7 septembre.	1.
Haut-Bellain, (*Mairie de Bas-Bellain.*)	29 septembre.	1.
Helpert, (*Mairie de Buschdorf.*)	5 mai.	1.
Heiderscheid.	1 août.	1.
Hosingen.	5 mars.	1.
	11 juin.	1.
	9 octobre, jour de St. Denis.	1.
	6 décembre, jour de St. Nicolas.	1.
Mont-St.-Marc, (*Mairie de Fuhren.*)	Le 1er. lundi après St. Marc, et à la St. Marc, lorsque ce jour tombe le lundi.	1.
Munshausen.	3 novembre.	1.
Rindschleiden.	3 novembre.	1.
Trois-Vierges, (*Mairie de Bas-Bellain.*)	19 mars.	1.
	25 avril.	1.
	2 août.	1.
	30 novembre.	1.
Vianden.	Le 1er. lundi après le jour des Rois.	1.
	1 avril.	1.
	3 septembre.	1.
	Le lendemain de la St. Hubert.	1.
Wiltz.	Le 1er. mardi du mois de janvier dit Neuf-Marché.	1.
		1.
	25 mai, jour de St. Urbain.	1.
	29 juin, jour de St. Pierre.	1.
	18 octobre, jour de St. Luç.	1.
	26 décembre, jour de St. Étienne.	1.

II. *Arrondissement de Luxembourg.*

Arlon.	Le 1er. jeudi après le 1er. de l'an.	1.
	Idem après la Quasimodo.	1.
	Idem après la fête de St. Joseph.	1.
	Idem après la fête de Pentecôte.	1.

NOMS DES COMMUNES.	JOURS DES FOIRES.	Leur durée.
		Jours.
ARLON.	Le 1er. jeudi après la fête de St. Jacques.	1
	Idem après la fête de St. François.	1.
	Idem après la fête de St. Martin.	1.
BISSEN.	Le lendemain de la fête de la S. Trinité.	1.
DUDELANGE.	9 septembre, jour de St. Adrien.	1.
GREVENMACHER.	Le 1er. lundi de carême.	1.
	Le 1er. lundi après la St. Martin.	1.
LUXEMBOURG.	Le 1er. mercredi de janvier.	1.
	Le mercredi des cendres.	1.
	Le mardi de la 4e. semaine d'avril.	1.
	Le mercredi de la 4e. semaine de juin.	1.
	Le 24 août, jour de St Barthelémi.	15.
	Le mercredi de la 4e. semaine d'octob.	1.
MARIENTHAL, (*Mairie de Tintingen.*)	25 mars.	1.
MERSCH.	24 mars.	1.
	16 septembre.	1.
MONDORF.	Le lundi de la Pentecôte.	1.
	Le lundi après le dernier dimanche de septembre.	1.
NEUNKIRCHEN, (*Mairie de Bous.*)	Le jour de la St. Jean d'été.	1.
REMICH.	Le lundi après le 1er. dimanche du mois de mai.	1.
	18 août.	1.
ROODT, (*Mairie de Betzdorf.*)	13 septembre.	1.
SOLOEUVRE. (*Mairie de Sanem.*)	Le 1er. mardi de mi-carême.	1.
	17 octobre.	1.
WELLENSTEIN.	Le lundi qui suit immédiatement la fête de Ste. Anne.	1.

III. *ARRONDISSEMENT DE NEUF-CHATEAU.*

BASTOGNE.	Le 1er. samedi de nouvel an.	1.
	22 février.	1.
	Le lundi après Lætare.	1.
	8 mai.	1.
	24 juin.	1.
	25 juillet.	1.
	21 août.	1.
	1 octobre.	1.
	3 novembre.	1.
	4 décembre.	1.

NOMS DES COMMUNES.	JOURS DES FOIRES.	Leur durée.
		Jours.
BERTRIX.	6 mai.	1.
	20 août.	1.
	15 octobre.	1.
COWAN.	Le lundi après la nativité de N. D. de septembre.	1.
ÉTALLE.	3 février.	1.
	1 mai.	1.
	3 août.	1.
	2 novembre.	1.
ETHE.	28 avril.	1.
	28 août.	1.
FLORENVILLE.	25 janvier.	1.
	25 avril.	1.
	16 juillet.	1.
	19 octobre.	1.
	11 novembre.	1.
HABAY-LA-NEUVE.	31 mai.	1.
	31 août.	1.
HAMIPRÉ.	30 juin.	1.
	9 septembre.	1.
HOUFFALIZE.	24 avril.	1.
	10 juillet.	1.
	20 juillet.	1.
	25 août.	1.
	15 octobre.	1.
	26 novembre.	1.
NEUF-CHATEAU.	25 février.	1.
	20 mars.	1.
	13 mai.	1.
	12 juin.	1.
	23 juillet.	1.
	21 octobre.	1.
	13 novembre.	1.
	22 décembre.	1.
PALISEUL.	Le 1er. vendredi de Carême.	1.
	Le 1er. vendredi après Pâques.	1.
	10 mai.	1.
	14 juillet.	1.
	9 août.	1.
	16 septembre.	1.
	25 octobre.	1.
	28 novembre.	1.
VIRTON.	26 avril.	2.
	1 octobre.	2.

Allgemeines Verzeichniß der Jahrmärkte des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Namen der Gemeinden.	Tage, an welchen die Jahrmärkte gehalten werden.	Ihre Dauer. Tage.
	I. Bezirk von Diekirch.	
Clerf.	22 Hornung.	1.
	22 September.	1.
	28 Oktober.	1.
	22 November.	1.
	27 Dezember.	1.
Diekirch.	29 Januar.	1.
	17 März, Tag der H. Gertrude.	1.
	10 August, Tag des H. Laurenz.	1.
	13 Dezember, Tag der H. Lucia.	1.
Echternach.	20 Januar, Tag des H. Sebastian.	1.
	15 März.	1.
	Den Tag vor dem Palm-Sonntag.	1.
	Den Montag nach Pfingsten.	4.
	Den Dienstag nach dem Sonntag, welcher auf Mariä Geburt folgt.	1.
	7 November, Tag des H. Willibrod.	1.
Ettelbrück.	15 Jänner.	1.
	6 Hornung.	1.
	10 März.	1.
	6 April.	1.
	10 May.	1.
	2. Juny.	1.
	6 July.	1.
	23 August.	1.
	23 September.	1.
	Den Montag nach dem H. Dionysius.	1.
	10 November.	1.
	1 Dezember.	1.
Esch an der Sauer.	16 März.	1.
	2 Juny.	1.
	27 August.	1.
	27 November.	1.
Goesdorf.	Den 1sten Montag nach dem Fest der Erfindung des heiligen Kreuzes.	1.
	7 September.	1.

Namen der Gemeinden.	Tage, an welchen die Jahrmärkte gehalten werden.	Ihre Dauer.
		Tage.
Ober-Bellig. (Márie Nieder-Bellig.)	29 September.	1.
Helpert. (Márie Büschdorf.)	5 May.	1.
Heiderscheid.	1 August.	1.
Hosingen.	5 März.	1.
	11 Juny.	1.
	9 Oktober, Tag des H. Dionysius.	1.
	6 Dezember, Tag des H. Nikolaus.	1.
Marxberg. (Márie Fuhren.)	Den ersten Montag nach St. Markus; wenn dieses Fest auf einen Montag fällt, so wird er an diesem Tag gehalten.	1.
Münzhausen.	3 November.	1.
Rinschleiden.	3 November.	1.
Elwingen. (Márie Nieder-Bellig.)	19 März.	1.
	25 April.	1.
	2 August.	1.
	30 November.	1.
Vianden.	Den ersten Montag nach dem H. 3. Königstage.	1.
	1 April.	1.
	Den 3 September.	1.
	Den Tag nach dem H. Hubertus.	1.
Wiltz.	Den ersten Dienstag des Monats Januar.	1.
	25 May, Tag des H. Urbanus.	1.
	29 Juny, Tag des H. Petrus.	1.
	18 Oktober, Tag des H. Lukas.	1.
	26 Dezember, Tag des H. Stephanus.	1.
II. Bezirk von Lützemburg.		
Arlon.	Den ersten Donnerstag nach dem Neujahrstag.	1.
	Idem nach Quasimodo.	1.
	Idem nach dem Fest des H. Josephus.	1.
	Idem nach dem Pfingsttag.	1.
	Idem nach dem Fest des H. Jakobus.	1.
	Idem nach dem Fest des H. Franziskus.	1.
	Idem nach dem Fest des H. Martinus.	1.
Bissen.	Den Tag nach dem H. Dreifaltigkeitsfest.	1.
Dudlingen.	9 September, Tag des H. Adrianus.	1.

Namen der Gemeinden.	Tage, an welchen die Jahrmärkte gehalten werden.	Ihre Dauer.
		Tagen.
Grevenmacher.	Den ersten Montag in den Fasten.	1.
	Den 1sten Montag nach dem H. Martinus.	1.
Lützemburg.	Den ersten Mitwoch im Januar.	1.
	Den Aschmitwoch.	1.
	Den Dienstag der vierten Woche des Monats April.	1.
	Den Mitwoch der vierten Woche des Monats Juny.	1.
	Den 24sten August, Tag des H. Bartholomäus.	15.
	Den Mitwoch der vierten Woche des Monats Oktober.	1.
Marienthal. (Märie Tintingen.)	25 März.	1.
Mersch.	24 März.	1.
	16 September.	1.
Mondorf.	Den Pfingstmontag.	1.
	Den Montag nach dem letzten Sonntag des Monats September.	1.
Neunkirchen. (Märie Bous.)	Am Tag des Johannes des Täufers.	1.
Remich.	Den Montag nach dem ersten Sonntag des Monats May.	1.
	18 August.	1.
Roodt. (Märie Betzdorf.)	13 September.	1.
Zolwer. (Märie Sanem)	Den ersten Dienstag in den Halb-Fasten.	1.
	17 Oktober.	1.
Wellenstein.	Den Montag, welcher unmittelbar auf das Fest der H. Anna folgt.	1.

III. Bezirk von Neuf-Chateau.

Bastnach.	Den ersten Samstag im neuen Jahr.	1.
	22 Hornung.	1.
	Den Montag nach Lätare.	1.
	8 May.	1.
	24 Juny.	1.
	25 July.	1.
	21 August.	1.
	1 Oktober.	1.
	3 November.	1.
	4 Dezember.	1.
Bertrix.	6 May.	1.
	20 August.	1.
	15 Oktober.	1.

Supplément

Namen der Gemeinden.	Tage, an welchen die Jahrmärkte gehalten werden.	Ihre Dauer.
		Tagen.
Cowan.	Den Montag nach Mariä Geburt.	1.
Etalle.	3 Hornung.	1.
	1 May.	1.
	3 August.	1.
	2 November.	1.
Ethe.	28 April.	1.
	28 August.	1.
Florenville.	25 Januar.	1.
	25 April.	1.
	16 July.	1.
	19 Oktober.	1.
	11 November.	1.
Neuhabich.	31 May.	1.
	31 August.	1.
Hamipre.	30 Juny.	1.
	9 September.	1.
Houffalize.	24 April.	1.
	10 July.	1.
	20 July.	1.
	25 August.	1.
	15 Oktober.	1.
	26 November.	1.
Neufchateau.	25 Hornung.	1.
	20 März.	1.
	13 May.	1.
	12 Juny.	1.
	23 July.	1.
	21 Oktober.	1.
	13 November.	1.
	22 Dezember.	1.
Paliseul.	Den ersten Freitag in den Fasten.	1.
	Den ersten Freitag nach Ostern.	1.
	10 May.	1.
	14 July.	1.
	9 August.	1.
	16 September.	1.
	25 Oktober.	1.
	28 November.	1.
Virton.	26 April.	2.
	1 Oktober.	2.

(N°. 190.)

A Messieurs les sous-intendans et maires du grand-duché de Luxembourg, concernant l'envoi des états des naissances, mariages, et décès.

Luxembourg, le 13 juillet 1815.

Par les instructions de mon prédécesseur du 6 décembre 1814, insérées dans le N°. 42 du journal officiel, vous avez été chargés, messieurs, de lui faire parvenir le 15 janvier suivant, les états des naissances, mariages, et décès survenus pendant les années 1813 et 1814 dans les communes de votre arrondissement, états qui doivent être dressés conformément aux modèles qui accompagnent ces instructions.

Quoique celles-ci vous aient été rappelées à différentes reprises, et notamment le 12 mai dernier, elles n'ont pas encore reçu leur exécution.

Je vous invite en conséquence à transmettre les états demandés, au plus tard le 1er. août prochain.

Cet objet est trop important pour qu'il ne doive fixer toute votre sollicitude.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du Grand-Duché de Luxembourg,

WILLMAR.

(N°. 190.)

An die Herren Unter-Intendanten und Mär's des Groß-Herzogthums Lützemburg, in Betreff der einzuschickenden Geburts- Heuraths- und Sterbe-Listen.

Lützemburg den 13ten July 1815.

Durch die Instruktionen meines Vorgängers vom 6ten Dezember 1814, die in dem 42 N°. des offiziellen Journals eingerückt sind, wurden Sie, meine Herren, beauftragt, demselben den darauf folgenden 15 Jänner die Verzeichnisse der Geburten, Heurathen, und Todesfälle, die in den Gemeinden Ihres Bezirks während den Jahren 1813 und 1814 Statt gehabt haben, nach den, diese Instruktionen begleitenden Mustern einzuschicken.

Ob Ihnen gleich dieser Gegenstand mehreremal, und namentlich den 12ten May letzthin in Erinnerung gebracht worden, so haben doch die besagten Instruktionen noch nicht ihre Vollziehung erhalten.

Ich lade Sie deßwegen ein, die verlangten Verzeichnisse, spätestens den ersten nächstkünftigen Monat August einzusenden.

Dieser Gegenstand ist zu wichtig, um nicht Ihre ganze Sorgfalt zu verdienen.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Der provisorisch mit der Verwaltung des Großherzogthums Lützemburg beauftragte Landes-Direktorial-Rath,

Willmar.

(N°. 191.)

INSTRUCTION

de S. E. Mr. le Commissaire-général de S. M. le Roi, Grand-Duc, résidant à Liége, à messieurs les maires

(N°. 191.)

Instruktion,

S. E. des Herrn General-Commissärs S. M. des Königs, Großherzogs, zu Lüttich residirend, an die Herren Mär's

du grand-duché de Luxembourg, concernant la contribution des mines.

Luxembourg, le 4 juillet 1815.

La contribution des mines étant provisoirement maintenue dans les contrées soumises à mon commissariat-général, il est nécessaire qu'on s'occupe le plutôt possible de la rédaction des rôles pour l'année 1815.

Ces rôles doivent être basés sur les déclarations détaillées du produit net imposable des exploitations que, d'après les dispositions de l'art. 27 du décret du 6 mai 1811, les propriétaires exploitans de mines doivent produire chaque année avant le 1er. mai. Or cette formalité n'ayant pas encore été remplie pour cette année, il y aurait lieu à faire, dès-à-présent, une évaluation d'office, si en considération des circonstances où le pays s'est trouvé, on n'avait consenti à prolonger le terme de rigueur jusqu'au 1er. août.

Vous voudrez bien en conséquence, Messieurs les maires, prévenir ceux de vos administrés qui sont propriétaires ou exploitans de mines, qu'ils doivent faire parvenir avant le 1er. août prochain, à M *Delpaire, commissaire des mines à Liége*, une déclaration conforme au modèle ci joint. Vous leur ferez observer en même tems, que ceux qui seraient en retard de se conformer à cette disposition, ne pourraient pas se plaindre s'ils se trouvaient surchargés dans l'assiette de la contribution.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

des Groß-Herzogthums Lützemburg, in Betreff der von den Minen zu entrichtenden Abgabe.

Lüttich, den 4ten July 1815.

Da die, die Minen betreffende Abgabe in den, meinem General-Commissariat unterworfenen Gegenden provisorisch beibehalten ist, so ist es nothwendig, daß man sich unverzüglich mit der Abfassung der Rollen für das Jahr 1815 beschäftige.

Diesen Rollen sollen die genau angegebenen Deklarationen, welche die Eigenthümer und Bebauer der Minen, in Gemäßheit des 27 Artikels des Dekrets vom 6ten May 1811, von dem reinen und belegbaren Ertrag dieser Benutzungen jedes Jahr vor dem 1sten May zu machen haben, zur Grundlage dienen. Da aber diese Formalität in dem gegenwärtigen Jahr noch nicht erfüllt worden ist, so wäre der Fall sogleich von Amtswegen zu einer Abschätzung zu schreiten, wenn man nicht in Betracht der Umstände, worin das Land sich befunden hat, eingewilligt hätte, den festgesetzten Termin bis auf den 1sten August zu verlängern.

Belieben Sie also, meine Herren, diejenigen Ihrer Administrirten, welche Eigenthümer oder Nutznießer von Minen sind, zu benachrichtigen, daß sie vor dem 1sten nächstkünftigen Monat August, dem Herrn Delpaire, Commissarius der Minen zu Lüttich, eine dem beigefügten Muster gemäße Deklaration zuschicken sollen. Sie werden denselben zu gleicher Zeit bemerken, daß die, welche vernachläßigen würden, sich nach dieser Verfügung zu richten, sich nicht werden beklagen können, wenn sie bei der Anlegung dieser Abgabe zu stark belastet werden.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

J. G. Verstolk von Soelen.

GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG.

2me. *Division*

CONTRIBUTION
EXERCICE

Déclaration du sieur

NOMS DES					Domicile des exploitans.
arrondissemens.	cantons.	communes.	exploitations.	exploitans.	

(a) Cette somme sera laissée en blanc par le déclarant.

Großherzogthum
Lützemburg.

Zweite Abthei-

Minen-
Jahr

Deklaration des Herrn

Namen der					Wohnort der Anbauer.
Bezirke.	Kantone.	Gemeinden.	Minen.	Anbauer.	

(a) Diese Summe soll von dem Deklaranten nicht angegeben werden.

N°. 140.

SUR LES MINES.

1815.

NATURE de l'exploitation.	Quantité brute extraite annuellement.	Évaluation pour chaque quintal métrique.	Produit net à imposer.	Montant de l'imposition. (2)	*OBSERVATIONS.*

Le soussigné certifie que la présente déclaration est véritable.

Fait à le 1815.

lung. N°, 140.

Steuer.

1815.

Natur der Benutzung.	Rohe Quantität, die jährlich ausgezogen wird.	Abschätzung für jeden metrischen Centner.	Reiner Ertrag, der zu belegen ist.	Betrag der Auflage. (2)	Bemerkungen.

Der unterzeichnete bescheinigt, daß gegenwärtige Erklärung wahrhaft ist.

Geschehen zu den 1815.

INSTRUCTION à MM. les sous-intendans et présidens des administrations charitables, concernant le renouvellement de ces administrations.

Luxembourg, le 13 juillet 1815.

Le tems approche, Messieurs, où les administrations charitables doivent se réunir pour procéder au renouvellement de leurs membres, dont un cinquième doit, chaque année, sortir, aux termes du décret français du 7 germinal an XIII, et en conformité des instructions du 7 décembre 1813, rappelées dans celles de mon prédécesseur du 30 juin 1814, et insérées dans le N°. 12 du journal officiel de cette année.

La liste des membres qui composent ces administrations, a été publiée le 10 février de l'année courante; elle se trouve dans le N°. 9 de ce journal.

Le plus ancien en fonctions des membres de chaque administration sortira de droit; si deux ou trois d'entr'eux avaient été nommés à la même époque, le sort décidera lequel d'entre eux sortira; mais si, dans l'intervalle, un des membres était décédé, ou eût donné sa démission, ou qu'il ne fût plus domicilié dans le ressort de l'administration, ces membres seulement seront remplacés, et les plus anciens devront encore rester en fonctions cette année. Pour chaque place vacante, cinq candidats seront présentés.

Comme il convient que dans les bureaux de bienfaisance de canton, deux membres au moins soient choisis hors du chef-lieu du canton, les administrations auront égard à cette disposition, lorsqu'elles présenteront des candidats.

Instruktion an die Herren Unter-Intendanten und Präsidenten der Mildthäthigkeits-Verwaltungen, in Betreff der Erneuerung dieser leztern.

Lützemburg, den 13ten July 1815.

Die Zeit rückt heran, meine Herren, wo die Mildthätigkeits-Verwaltungen sich vereinigen sollen, um zu der Erneuerung ihrer Mitglieder zu schreiten, von welchen jährlich ein Fünftel abgehen soll, und das zu Folge dieses französischen Dekrets vom 7ten Germinal XIII, und in Gemäßheit der Instruktionen vom 7ten Dezember 1813, welche mein Vorgänger den 20sten Juny 1814 in Erinnerung gebracht hat, und die in dem 12ten N°. des offiziellen Journals dieses Departements eingerückt sind.

Die Liste der Mitglieder, welche diese Verwaltungen bilden, ist den 10ten Hornung des laufenden Jahrs publizirt worden; sie befindet sich in dem 9ten N°. dieses Journals.

Dasjenige Mitglied jeder Verwaltung, welches am längsten in Funktionen ist, geht von Rechtswegen ab; wenn zwei oder mehrere derselben zu der nemlichen Zeit ernannt worden wären, so soll das Loos entscheiden, welches unter ihnen austreten soll. Sollte während der Zwischenzeit eines der Mitglieder gestorben seyn, oder seine Entlassung gegeben haben, oder nicht mehr in dem Bezirk der Verwaltung wohnhaft seyn, so sollen diese Mitglieder allein ersetzt werden, und die ältesten werden dieses Jahr noch in Funktionen bleiben. Für jede erledigte Stelle müssen fünf Candidaten vorgeschlagen werden.

Da es schicklich ist, daß wenigstens zwei Mitglieder der Wohlthätigkeits-Bureaux der Kantone außer dem Hauptorte derselben wohnhaft seyen, so werden diese Verwaltungen auf diese Verfügung, bei ihrer Präsentation von Candidaten, Rücksicht nehmen.

L'état de renouvellement devra être dressé en conformité des instructions précitées du 30 juin 1814; toutes les colonnes devront être exactement remplies.

Messieurs les sous-intendans me feront parvenir l'état général de ces renouvellemens le premier octobre prochain.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Das Erneuerungs-Verzeichniß soll in Gemäßheit obiger Instruktionen vom 30sten Juny 1814 verfertigt und alle Columnen desselben genau ausgefüllt werden.

Die Herren Unter-Intendanten werden mir das allgemeine Verzeichniß dieser Erneuerungen den ersten nächstkünftigen Monat Oktober zuschicken.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Willmar.

(N°. 193.)

ORDONNANCE

relative à l'ouverture de la cour des assises dans le grand-duché de Luxembourg.

En vertu de l'ordonnauce de S. E. monsieur le commissaire-général de la justice, en date du 29 juin dernier, et des articles 16 et 20 de la loi du 20 avril 1810, 79 et 80 du décret du 6 juillet même année.

Nous, Jean-Joseph *Schmitz*, président de la cour supérieure de justice de Liége,

Ordonnons que les assises pour le troisième trimestre de la courante année, pour le département *des Forêts*, s'ouvriront à Luxembourg, lundi le 31 du courant mois de juillet.

Nommons pour les présider, Mr. *Schmitz*, conseiller en la cour.

Ordonnons qu'à la diligence de Mr. le procureur-général, la présente ordonnance sera notifiée et publiée ainsi qu'il est prescrit par les articles 88 et 89 du décret du 6 juillet 1810.

Fait à Liége, ce 3 juillet 1815.

Signé J. J. SCHMITZ.

Par le président,

Le greffier en chef de la cour supérieure de justice de Liége,

L. P. POSWICK.

(N°. 193.)

Verordnung,

in Betreff der Eröffnung des Assisenhofs im Groß-Herzogthum Lützemburg.

In Gemäßheit der Verordnung S. E. des General-Commissairs der Gerechtigkeit vom 29sten Juny letzthin, und der 16 und 20 Artikel des Gesetzes vom 20sten April 1810, und der 79 und 80 Artikel des Dekrets vom 6 July desselben Jahrs;

Verordnen, Wir, Johann Joseph Schmitz, Präsident des obern Gerichtshofes zu Lüttich,

Daß die Assisen für das dritte Quartal des laufenden Jahrs, Montag den 31 des gegenwärtigen Monats July im Wälder-Departement werden eröfnet werden.

Wir ernennen den Herrn Schmitz, Rath am besagten Hofe, um sie zu präsidiren.

Verordnen, daß auf Betreiben des Herrn General-Profurators gegenwärtige Verordnung, zu Folge der 88 und 89 Artikel des Dekrets vom 6 July 1810, notifizirt und publizirt werden soll.

Geschehen zu Lüttich, den 3 July 1815.

Unterzeichnet, J. J. Schmitz.

Durch den Präsident,

Der obere Gerichtsschreiber bei dem obern Gerichtshofe zu Lüttich,

L. P. Poswick.

Evénement de police.

Le 22 juin dernier un cheval dont le signalement suit, et appartenant au sieur Jean-Joseph François, de Vaux, mairie de Nive, arrondissement de Neuf-Château, a été enlevé de vive force par trois militaires hessois, et attelé à un chariot à timon, chargé d'effets militaires, déjà traîné par cinq autres chevaux. Ce chariot était conduit par trois cultivateurs parlant la langue allemande, et qui, d'après les renseignemens recueillis, sont d'un des cantons de l'arrondissement de Luxembourg; un des voituriers, encore jeune homme, est louche. La voiture a été déchargée à Longlier avec plusieurs autres et relâchée ensuite. Lesdits voituriers ont pris une autre route que celle de Vaux pour retourner chez eux. Les autorités sont invitées à prendre des informations à l'effet de découvrir le cheval enlevé, et de le faire restituer au propriétaire.

Signalement du cheval.

Agé de 3 à 4 ans, taille de 4 pieds 4 pouces environ, poil rouge, crins noirs, marqué d'une étoile blanche entre les deux yeux, le pied gauche blanc; à la jambe droite le poil a été emporté à la suite d'un pansement. Le cheval a été coupé le 10 mai dernier, et on peut encore appercevoir le suintement à la plaie.

Cobreville, le 29 juin 1815.

De Machuray, Maire de Nive.

Polizei-Begebenheit.

Den 22sten Juny letzhin ist ein Pferd, deßen Signalement hier beigefügt ist, und das dem Herrn Johann Joseph François, von Vaux, Märie Nive, Bezirk Neuf-Chateau, gehört, mit Gewalt von drei Hessischen Militair-Personen weggenommen und an einen Deichselwagen angespannt worden, welcher mit Militair-Effekten beladen war, und an dem schon fünf andere Pferde sich befanden. Dieser Wagen war von drei Ackersleuten, die deutsch redeten, und die nach den eingezogenen Erkundigungen, in einem der Cantone des Bezirks Lützemburg wohnhaft sind, geführt worden; einer der Fuhrleute, der noch jung ist, hat schielende Augen.

Der Wagen ist zu Longlier mit mehrern andern abgeladen, und hernach losgelassen worden. Die besagten Fuhrleute haben einen andern Weg, als den von Vaux eingeschlagen, um nach Hauße zurückzukehren.

Die Behörden sind eingeladen, die nöthigen Erkundigungen einzuziehen, um das weggenommene Pferd zu entdecken und dasselbe seinem Eigenthümmer wieder zurückgeben zu lassen.

Signalement des Pferdes.

Dasselbe ist 3 bis 4 Jahre alt, 4 Schuh, 4 Zoll ungefehr hoch, rothe Haare, die Mähnen schwarz, zwischen den Augen mit einem weißen Stern gezeichnet, der linke Fuß ist weiß, an dem rechten ist das Haar bei Gelegenheit des Verbindens einer Wunde weggenommen. Das Pferd ist den 10 May verschnitten worden, und man kann noch ein Ausfließen aus der Wunde bemerken.

Cobreville, den 29sten Juny 1815.

De Machuray, Mair von Nive.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 19 juillet 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 19ten July 1815.

(N°. 194.)

ARRÊTÉ
relatif à l'exportation des grains, sels, etc.

Nous commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, résidant à Liége, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire désigné près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

Vû l'arrêté de S. M. du 5 de ce mois, relatif à l'exportation de grains, sels, légumes secs, bestiaux et autres denrées indigènes;

Avons arrêté et arrêtons:

Ledit arrêté sera publié et affiché dans toutes les communes du commissariat-général.

Il sera inséré en outre à la suite du présent dans les journaux officiels du grand-duché de Luxembourg et du département de Meuse et Ourte.

Fait à Liége, le 13 juillet 1815.

Signé J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Pour expédition conforme,

Le Secrétaire du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,

D'OMALIUS.

(N°. 194.)

Beschluß,
in Betreff der Ausfuhr des Getreides, Salzes, rc. rc.

Wir General-Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von Lützemburg, rc., rc., rc., zu Lüttich residirend, Ihr außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister bei S. M. dem Kaiser aller Reußen;

Nach Einsicht des Beschlusses S. M. vom 5ten dieses Monats, in Betreff der Ausfuhr des Getreides, Salzes, der trockenen Hülsenfrüchte, des Viehes und anderer inländischen Lebensmittel;

Haben beschlossen und beschliessen:

Besagter Beschluß soll in allen Gemeinden des General-Commissariats publizirt und angeschlagen; auch außerdem, nach gegenwärtigem, in die offiziellen Journale des Groß-Herzogthums Lützemburg und des Departements der Maas und Ourthe eingerückt werden.

Geschehen zu Lüttich, den 13ten July 1815.

Unterschrieben, J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair des General-Commissariats S. M. des Königs der Niederlande, zu Lüttich,

D'Omalius.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Considérant le changement heureux des circonstances, comme la suite des victoires remportées par les armées des souverains alliés qui se trouvent maintenant en France;

Vû le rapport de notre conseiller d'état, commissaire-général des finances;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1. Notre arrêté du 5 avril dernier, n°. 103, deuxième série, portant défense de l'exportation des départemens méridionaux de notre royaume, des grains, sels, légumes secs, bestiaux et autres denrées indigènes pour servir à l'alimentation des troupes et à l'approvisionnement des places fortes, ainsi que notre arrêté du 20 avril dernier, n°. 263, deuxième série, qui défend l'exportation vers la France, des chevaux de trait et de selle, sont rapportés pour les départemens de ce royaume, occupés par nos troupes et celles des hauts alliés.

Art. 2. Notre conseiller d'état commissaire-général des finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à La Haye, le 5 juillet de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi, pour le secrétaire d'état absent, le secrétaire du cabinet,

Signé de CROMBRUGGHE.

Pour ampliation, le secrétaire de la secrétairerie d'état à Bruxelles,

Signé, L. VAN GOBBELSCHROY.

Pour copie conforme, le conseiller d'état, commissaire-général des finances, *Signé* APPELIUS.

Pour copie conforme, le Secrétaire du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, résidant à Liége, D'OMALIUS.

(N°. 195.)

Instruction à MM. les sous-intendans et maires du grand-duché de Luxembourg, concernant les pertes que leurs administrés ont éprouvées par suite de la guerre.

Luxembourg, le 19 juillet 1815.

L'intention de S. M. est de connaître les per-

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, 2c. 2c. 2c.

In Betracht der glücklichen Veränderung der Umstände, als Folge der durch die Armeen der alliirten Souveraine, die sich gegenwärtig in Frankreich befinden, erhaltenen Siege;

Nach Einsicht des Berichts Unseres Staats-Raths, General-Commissairs der Finanzen;

Haben beschlossen und beschliessen:

Art. 1. Unser Beschluß vom 5ten April letzthin, N°. 103, zweite Folge, welcher die Ausfuhr des Getreides, Salzes, der trockenen Hülsenfrüchte, des Viehes und anderer einheimischen Lebensmittel, die zum Unterhalt der Truppen, und zur Verproviantirung der festen Plätze dienen, aus den mittäglichen Departementen Unseres Königreichs verbietet, wie auch Unser Beschluß vom 20sten April letzthin, N°. 263, zweite Folge, welcher die Ausfuhr gegen Frankreich von Zug- und Reit-Pferden verbietet, sind in Ansehung der Departemente dieses Königreichs, die von Unsern Truppen, oder den der hohen Alliirten besetzt sind, zuruckgenommen.

Art. 2. Unser Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen, ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Gegeben zu Haag, den 5ten July 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König,

Für den abwesenden Staats-Sekretär,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterzeichnet, von Crombrugghe.

Als Abschrift,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats zu Brüssel,

Unterschrieben L. Van Gobbelschroy.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen,

Unterzeichnet, Appelius.

Als gleichförmige Abschrift, Der Sekretair des General-Commissariats S. M. des Königs der Niederlande, der zu Lüttich residirt, D'Omalius.

(N°. 195.)

Instruktion, An die Herren Unter-Intendanten und Mär's, in Betreff des Schadens, den ihre Administrirten durch den Krieg erlitten haben.

Lützemburg, den 19ten July 1815.

Die Absicht Seiner Majestät ist, den Schaden

tes occasionnées par les derniers événemens de la guerre dans les parties du royaume qui en ont été le théâtre. S. E. le commissaire-général de S. M. m'a en conséquence transmis le modèle d'un état que MM. les maires doivent remplir avec toute l'exactitude et la célérité possibles, pour que les secours qu'il plaira à S. M. d'accorder, puissent être distribués avec cette promptitude qui en augmente le prix. Ce modèle se trouve à la suite de la présente.

On ne devra pas porter dans cet état l'évaluation des pertes qui proviennent des réquisitions de vivres, de main-d'œuvre, ou des moyens de transports, ni rien de ce qui concerne le logement ou la nourriture fournis aux militaires, mais seulement la valeur des biens meubles et immeubles, détruits ou enlevés par incendie, pillage, dévastation.

Les calculs approximatifs de ces pertes doivent être faits sur un pied modéré; l'exagération ne serait propre qu'à écarter ces secours.

MM. les maires sont chargés de transmettre le 1 août prochain au plus tard, l'état de ces pertes, (soit positif, soit négatif) à M. le sous-intendant de leur arrondissement qui en dressera l'état général. Cet état comprendra toutes les communes de leur ressort qui ont éprouvé des pertes de ce genre; il me sera adressé avant le 10 août.

Dès que j'aurai reçu le tableau sommaire des dommages, je ferai procéder, dans chaque commune, sur des bases analogues, à une évaluation exacte des pertes éprouvées par chaque habitant, afin que les sommes que Sa Majesté aura daigné accorder, d'après ledit tableau qui lui sera soumis, puissent être réparties sans aucun retard.

J'aime à compter sur le zèle que MM. les maires montreront dans cette circonstance, afin que leurs administrés puissent, s'il y a lieu, participer aux secours généreux que S. M. est intentionnées de leur accorde.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILMAR.

zu kennen, welcher durch die letzten Kriegs-Begebenheiten in den Ländern des Königreichs, die der Schauplatz derselben gewesen, verursacht worden sind. Seine Erzellenz der Herr General-Commissair S. M. haben mir deßwegen das Muster von einem Verzeichnisse zugeschickt, welches die Herren Mair's mit der größten Genauigkeit und Schnelligkeit verfertigen sollen, damit die Hilfsgelder, welche S. M. gnädigst bewilligen werden, mit derjenigen Geschwindigkeit, die den Werth derselben erhöht, vertheilt werden können. Dieses Muster ist gegenwärtiger Instruktion beigefügt.

Man soll in diesem Verzeichnisse denjenigen Schaden nicht in Anschlag bringen, welcher von den Requisitionen von Lebensmitteln, Handarbeiten oder Fuhren herrührt, auch nicht denjenigen, welcher die Militair-Einquartierung, oder den, den Militair's gelieferten Unterhalt betrift; sondern nur von dem Werth der beweglichen oder unbeweglichen Güter Meldung thun, die durch Feuer, Plünderung, Verheerung zernichtet oder weggenommen worden sind.

Dieser Verlust muß auf einen mäßigen Fuß berechnet werden; die Uebertreibung desselben würde nur dazu dienen, die zugedachte Hilfe zu entfernen.

Die Herren Mair's sind beauftragt, spätestens den 1sten nächstkünftigen Monat August, dem Herrn Unter-Intendanten ihres Bezirks das (wirkliche, oder verneinende) Verzeichniß des erlittenen Schadens zuzuschicken. Dieser wird das allgemeine Verzeichniß desselben verfertigen, welches alle Gemeinden seines Bezirks, die einen Verlust dieser Art erlitten haben, enthalten und vor dem 10ten August mir übermacht werden soll.

So bald ich das summarische Verzeichniß des Schadens werde erhalten haben, werde ich in jeder Gemeinde den Verlust, den jeder Bewohner erlitten, nach gleichen Grundlagen abschätzen lassen, damit die Summen, welche Seine Majestät nach dem besagten Verzeichniß, welches Ihnen vorgelegt werden wird, gnädigst bewilligen werden, sogleich unter sie vertheilt werden können.

Ich zähle mit Zutrauen auf den Eifer, welchen die Herren Mair's bei dieser Gelegenheit beweisen werden, damit ihre Administrirten, wenn der Fall ist, an der großmüthigen Hilfe Theil nehmen können, welche S. M. ihnen zu bewilligen die Absicht haben.

Der provisorisch mit der Verwaltung des Großherzogthums Lützemburg beauftragte Landes-Direktorial-Rath,

Willmar.

GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG.

ÉTAT

des pertes qui ont eu lieu à l'occasion

NOM des COMMUNES.	VALEUR des objets détruits par incendie.					VALEUR DES OBJETS enlevés ou détruits par pillages.			
	Maisons particulières.	Granges, Écuries, etc.	Meubles et Effets.	Moissons en Grange ou en Magasin.	TOTAL.	Meubles et Effets.	Betail.	Comestibles et boissons.	TOTAL.

Großherzogthum
Lützemburg.

Summarisches Verzeichniß des Verlusts,

Statt-

Namen der Gemeinden.	Werth der durch Brand zernichteten Gegenstände.					Werth der durch Plünderung weggenomm. od. zernicht. Gegenst.			
	Privat-Häuser.	Scheuern, Ställe, rc.	Mobilien und Effekten.	In Scheuern oder Magazinen aufbewarte Aerndten.	Total.	Mobilien und Effekten.	Vieh.	Eßspeisen und Getränke.	Total.

SOMMAIRE

de la dernière invasion des Français.

Montant des pertes occasionnées par dévastation, principalement sur le champ de bataille.			TOTAL GÉNÉRAL.	*OBSERVATIONS.*
Moissons sur pied.	Bois et Taillis.	TOTAL.		
				N. B. *On indiquera dans la colonne d'observations l'époque et les auteurs des dommages de tous genres.*

velcher bei Gelegenheit des lezten Einfalls der Franzosen
jehabt hat.

Betrag des durch Verheerung, besonders auf dem Schlachtfeld, verursachten Schadens.			Allgemeine Total-Summe.	Bemerkungen.
Stehende Aerndte.	Waldungen und Gehaue.	Total.		
				N. B. Man soll in dieser Columne den Zeitpunkt und die Urheber des Schadens aller Arten anzeigen.

(N°. 196.)

INSTRUCTION

de S. E. Mr. le commissaire-général, de Sa Majesté, résidant à Liége, à MM. les maires, relative au paiement des pensions militaires.

Liége, le 9 juillet 1815.

Son Excellence le commissaire-général des finances voulant prendre des mesures pour faire payer promptement les pensions militaires dans les pays nouvellement passés sous la domination de S. M. m'a demandé par sa dépêche du 7 de ce mois, un état général des pensionnaires de cette classe qui se trouvent dans mon commissariat-général, et je viens en conséquence de charger MM. les sous-intendans de m'adresser ces états, pour ce qui concerne leurs arrondissemens respectifs.

Les besoins qu'éprouvent un grand nombre de ces braves militaires, mutilés au champ d'honneur, exigent qu'on s'occupe de ce travail avec toute l'activité possible. Je vous recommande, MM. les maires, de donner avis immédiatement après la réception de la présente, à toutes les personnes de vos communes qui ont droit à réclamer une pension militaire, qu'elles doivent vous remettre dans les trois jours leurs titres, accompagnés de leur acte de naissance et d'un bordereau en double énonçant:

1°. Leurs noms et prénoms;

2°. Leur domicile;

3°. La date et le lieu de leur naissance;

4°. Leurs qualités;

5°. Une indication du titre qu'ils vous remettent;

6°. Le montant des à-comptes qu'ils peuvent avoir reçus du gouvernement prussien

(N°. 196.)

Instruktion

S. E. des Herrn General-Commissärs S. M. der zu Lüttich residirt, An die Herren Mär's, in Betreff der Bezahlung der Militair-Pensionen.

Lüttich, den 9ten July 1815.

Da Seine Exzellenz der General-Commissair der Finanzen Maaßregeln nehmen wollen, damit die Militair-Pensionen in den, neuerdings unter die Herrschaft S. M. gefallenen Ländern baldigst bezahlt werden, so haben Sie von mir durch Ihr Schreiben vom 7ten dieses Monats ein General-Verzeichniß der Pensionisten dieser Classe, welche sich in meinem General-Commissariat befinden, begehrt, und ich habe deßwegen so eben die Herren Unter-Intendanten beauftragt, mir diese Verzeichnisse für ihre respektiven Bezirke zuzuschicken.

Da der Mangel, welchem eine große Anzahl dieser braven Krieger, welche auf dem Felde der Ehre verstümmelt worden, ausgesetzt sind, erheischt, daß man sich mit aller möglichen Thätigkeit mit dieser Arbeit beschäftige, so empfehle ich Ihnen, meine Herren, sogleich bei Empfang gegenwärtigen Schreibens allen Personen Ihrer Gemeinden, welche Anspruch auf eine Militair-Pension zu machen haben, anzuzeigen, daß sie Ihnen innerhalb drei Tagen ihre Urkunden einzuhändigen haben, die mit ihrem Geburtsschein, wie auch mit einer doppelt verfertigten Nachweise begleitet seyn sollen, welche:

1) Ihre Namen und Vornamen;

2) Ihren Wohnort;

3) Das Datum und den Ort ihrer Geburt;

4) Ihre Qualitäten;

5) Eine Anzeige der Urkunde, welche sie Ihnen einhändigen;

6) Den Betrag der Summen, die sie von der Preußischen Regierung auf Abschlag erhalten

ou la déclaration qu'ils n'ont rien touché depuis le 1er. janvier 1814.

Vous transmettrez de suite ces diverses pièces à vos sous-intendans qui donneront reçu des titres au bas d'un des doubles du bordereau.

Je vous observerai que les pensions militaires se divisent en 3 classes, 1°. celles accordées et payées par le gouvernement français antérieurement au traité de Paris. Les militaires appartenant à cette classe doivent présenter le brevet qui leur a été délivré par le gouvernement français, ou à défaut, une pièce qui en tienne lieu et prouve suffisamment que la pension a été accordée, et à quel taux.

2°. La seconde classe comprend les militaires des Pays-Bas rentrés dans leurs foyers et reconnus par S. M. le Roi de France susceptibles d'être admis à la pension postérieurement au traité de Paris. Ils sont porteurs d'une lettre imprimée constatant qu'ils auraient été admis en France à une pension dont le taux est déterminé.

3°. La troisième classe comprend les militaires qui n'ont pas encore été admis à la pension, mais qui sont porteurs de mémoires de proposition des conseils d'administration de leurs corps respectifs, constatant qu'ils ont été reconnus susceptibles d'être admis à la pension, &c.

Comme la plupart des pensionnaires militaires avaient déjà fait la remise de leurs brevets sous le gouvernement précédent, je viens d'ordonner la recherche de ces brevets, et je les adresse à Messieurs les sous-intendans, pour qu'ils les comprennent dans leurs états généraux, et qu'ils nous transmettent ceux qui ne seraient pas accompagnés de rensei-

haben könnten, oder die Erklärung, daß sie seit dem 1sten Jänner 1814 nichts empfangen haben;

enthalten soll.

Sie werden sogleich diese verschiedenen Schriften Ihren Unter-Intendanten zuschicken, welche unten auf dem Duplum dieser Nachweisen den Empfang dieser Titel's bescheinigen sollen.

Ich bemerke Ihnen, daß die Militair-Pensionen sich in drei Classen theilen, nemlich:

1) Diejenigen, welche die französische Regierung vor dem Traktat von Paris ertheilt und bezahlt hat. Die Militairs, die zu dieser Classe gehören, müssen das Brevet vorlegen, welches ihnen von der französischen-Regierung ausgefertigt worden ist, oder im Ermangslungsfalle, eine Schrift, welche dasselbe ersetzen kann, und hinlänglich beweißt, daß die Pension bewilligt worden ist.

2) Die zweite Classe begreift die Militair's der Niederlande, welche in ihr Vaterland zurückgekehrt, und von S. M. dem König von Frankreich, nach dem Traktat von Paris, anerkannt worden sind, daß sie eine Pension zu erhalten verdienen. Diese sind Träger eines gedrukten Briefs, welcher darthut, daß sie in Frankreich zu einer Pension, deren Betrag bestimmt ist, würden zugelassen worden seyn.

3) Die dritte Classe begreift die Militair's, welche noch nicht zu der Pension zugelassen worden sind, die aber Träger von Schriften sind, welche den Vorschlag der Verwaltungs-Räthe ihrer respektiven Corps enthalten und die beweisen, daß sie als fähig anerkannt worden sind, zu der Pension zugelassen zu werden.

Da die meisten Militair-Pensionisten schon unter der vorhergehenden Regierung ihre Brevets hinterlegt haben, so habe ich so eben verordnet, daß man dieselben aufsuchen soll, und ich schicke sie den Herren Unter-Intendanten zu, damit sie dieselben in ihren allgemeinen Verzeichnissen begreifen, und daß sie diejenigen Brevets Uns einsenden, die nicht mit hinlänglichen Erkundigun-

gnemens suffisans, afin que les pensionnaires se conforment à ce qui est dit ci-dessus.

Je compte assez, Messieurs les Maires, sur votre zèle à coopérer aux vues bienfaisantes de S. M., pour être persuadé que vous vous empresserez de terminer ce travail de manière que MM. les sous-intendans auront réuni le 25 de ce mois tous les élémens nécessaires à la formation de leurs tableaux.

Recevez l'assurance de ma parfaite considération.

Signé, J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Pour copie conforme :

Le secrétaire du commissariat-général de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,

D'OMALIUS.

Le conseiller directorial, chargé de l'administration du grand-duché de Luxembourg, invite MM. les maires à exécuter avec la plus grande exactitude et dans les délais fixés, les dispositions de la lettre circulaire de Son Exc. le commissaire-général, en date du 9 juillet 1815.

Luxembourg, le 17 juillet 1815.

WILLMAR.

(N°. 197.)

INSTRUCTION

A messieurs les commissaires de canton, relative au visa des bons délivrés pour fournitures de fourrages et de vivres.

En vérifiant les comptes du fournisseur principal des subsistances des troupes, je me suis convaincu, que le but qu'on s'est proposé, en chargeant MM. les commissaires de canton, au défaut des commissaires des guerres, de viser les bons délivrés pour fourrages et vivres, n'a pas été généralement rempli, en ce que plusieurs d'entr'eux n'ont pas eû égard aux ordonnances rendues sur le service de ces subsistances.

gen begleitet sind, damit die Pensionisten sich nach dem, was oben vorgeschrieben ist, richten.

Ich zähle hinlänglich, meine Herren Mair's, auf Ihren Eifer zu den wohlthätigen Absichten S. M. mitzuwirken, um überzeugt zu seyn, daß Sie sich beeilen werden, diese Arbeit so zu beschleunigen, daß die Herren Unter-Intendanten den 25sten dieses Monats alle zur Bildung ihrer Verzeichnisse nöthigen Elemente vereinigt haben können.

Empfangen Sie die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Unterzeichnet: J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift:

Der General-Sekretair des General-Commissariats S. M. des Königs der Niederlande, der zu Lüttich seinen Sitz hat,

D'Omalius.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath ladet die Herren Mair's ein, mit der größten Genauigkeit, und in der festgesetzten Zeitfrist die Verfügungen des Rundschreibens S. E. des Herrn General-Commissairs vom 9ten des gegenwärtigen Monats zu vollziehen.

Lützemburg, den 17ten July, 1815.

Wilmar.

(N°. 197.)

Instruktion

an die Herren Kantons-Commissair's, in Betreff der Visa der Bons, die wegen Truppen-Verpflegung ausgestellt werden

Bei der Verifikation der Verpflegungs-Rechnung des Hauptlieferanten, habe ich die Ueberzeugung erhalten, daß der Zweck, welcher beabsichtigt wurde, als die Herren Cantons-Commissarien, in Ermanglung der Kriegs-Commissarien, zu dem Visa der Bons über Fourage und Lebensmittel für Militair's den Auftrag erhielten, nicht allgemein erreicht wird; indem mehrere die über Truppenverpflegung ergangenen Verordnungen nicht berücksichtigen.

Supplément

Supplément du N°. 49 du Journal officiel.

Des divisions de troupes qui ignorent souvent elles-mêmes la quotité des rations qui leur reviennent, délivrent des quittances pour de grosses rations, tandis qu'elles n'ont droit qu'aux petites. Messieurs les commissaires de canton se bornent à y mettre leur *vu*, en compromettant par-là à la fois l'intérêt du gouvernement, et leur propre responsabilité.

Cette irrégularité se fait remarquer relativement à la fourniture des fourrages seulement, et avant de prescrire les mesures propres à y remédier, je crois devoir vous rappeler, messieurs, l'ordonnance de S. E. le Gouverneur-général du 15 octobre 1814, insérée dans le n°. 54 du journal officiel du Bas et du Moyen-Rhin (et dans le n°. 33 de celui du département des Forêts, 1814).

D'après cette ordonnance, il y a quatre différentes espèces de rations, savoir : les grandes et les petites rations de fourrages en station, et les grandes et petites rations de campagne.

La grande ration de campagne est composée de 3 mesures 3/4 d'avoine, de 3 livres de foin et de 4 livres de paille.

La petite ration de campagne consiste en 3 mesures et 1/3 d'avoine, en 3 livres de foin et en 4 livres de paille.

La grande ration de fourrages en station est composée de 3 mesures et 1/4 d'avoine, de 3 livres de foin et de 4 livres de paille.

La petite ration de fourrages en station, consiste en 2 mesures et 5/6 d'avoine, en 3 livres de foin et en 4 livres de paille.

On ne délivre cependant dans les conjonctures actuelles que les grandes et petites rations de campagne. Ce sont les généraux, les officiers de l'état-major, les aides-de-camps, le corps du génie, la cavalerie sans distinction quelconque, l'artillerie à cheval, les chevaux de train de l'artillerie à pied, et la poste militaire pour les chevaux de trait et les chevaux d'estafettes et

Truppenabtheilungen, oft selbst mit den ihnen zukommenden Fourage-Sätzen unbekannt, stellen ihre Quittungen auf schwere Rationen aus, da sie doch nur zum Empfange der leichten berechtigt sind. Die Herren Kantons-Commissarien setzen bloß Gesehen drauf, und indem hieraus für die Regierung ein Nachtheil entspringt, geben sie auch zugleich ihre Verantwortlichkeit bloß. Diese Unregelmäßigkeit herrscht nur bloß bei der Fourage-Verabreichung, und bevor ich zur Vorschrift zu deren Abhilfe schreite, glaube ich Ihnen, meine Herren, die Verordnung Seiner Exzellenz des Herrn General-Gouverneurs vom 15ten Oktober v. J., (N°. 54 des Journals vom Nieder- und Mittel-Rheins und N°. 33, Jahr 1814, des Journals des Wälder-Departements), in's Gedächtniß zurückrufen zu müssen.

Nach dieser Verordnung bestehen vier Rationssätze; nemlich schwere und leichte Stillstands- und schwere und leichte Marschrationen.

Die schwere Marschration besteht aus 3 3/4 Metzen Hafer, 3 Pfund Heu, 4 Pfund Stroh;

Die leichte Marschration aus 3 1/3 Metzen Hafer, 3 Pf. Heu, 4 Pf. Stroh;

Die schwere Stillstandsration besteht aus 3 1/4 Metzen Hafer, 3 Pf. Heu, 4 Pf. Stroh;

Die leichte Stillstandsration, aus 2 5/6 Metzen Hafer, 3 Pf. Heu, 4 Pf. Stroh.

Bei den jetzigen Verhältnissen wird jedoch nur die schwere und leichte Marschration verabreicht.

Auf den Empfang der schweren Marschration haben Anspruch die Generalität, der General-Staab, die Adjudantur, das Genie-Corps, die sämmtliche Cavallerie, die reitende Artillerie, die Zugpferde der Fußartillerie, und die Zug-Estaffetten oder Couriers-pferde der Feldpost.

de courriers qui ont droit de toucher la grande ration de campagne. L'infanterie, les chevaux des fonctionnaires de tout ordre, les chevaux de la boulangerie militaire, des chariots de munition, hôpitaux militaires, employés à la poste militaire et officiers de santé, doivent recevoir la petite ration de campagne.

Ces espèces de rations concernent non seulement les troupes prussiennes, mais aussi les autres troupes, placées sous le commandement de généraux prussiens, et on doit s'y conformer avec exactitude, et jusqu'à l'époque où les quotités de ces rations éprouveraient des modifications.

Pourqu'à l'avenir chaque arme reçoive la ration à laquelle elle a droit, et que les bons soient marqués au coin de la clarté qui leur manque très-souvent, il est nécessaire d'établir l'uniformité dans la manière de les viser.

Je joins pour cet effet un modèle que vous aurez à suivre à l'avenir, ayant au surplus égard aux déterminations précitées.

« Vû et bon pour grandes (petites)
« rations complettes de campagne pour les
« jours à compter du jusqu'au
« inclusivement, lesquelles rations sont à déli-
« vrer du magasin ».

Si celui qui a délivré la quittance, a oublié d'y désigner le régiment auquel est attaché celui qui doit recevoir la ration, le visa fera connaître ce régiment.

Le même modèle sera suivi, quant aux portions de bouche, sauf les changemens nécessaires.

Il est superflu d'observer, que dans le visa il ne peut pas être question de portions ou de rations complettes, lorsque les quittances n'ont été délivrées que pour des objets individuels de subsistances.

Il y a encore quelques autres militaires qui ont droit aux rations de fourrages en station, ce

Die Infanterie und sämmtliche ökonomische Verwaltungen, so wie die Pferde der Feldpostoffizianten und des chirurgischen Personals der Armee ist nur zum Empfange der leichten Marschration berechtigt.

Diese Rationssätze bestehen sowohl für die K. P., als auch für andere unter dem Commando K. P. Generäle stehenden Truppen und müssen bis eine Abänderung eintritt, genau beobachtet werden.

Daß künftighin jede Waffengattung die ihr zustehende Ration empfange, die Bons aber auch zugleich die oft fehlende Deutlichkeit erhalten, kann nur durch Einführung einer Einförmigkeit in das Visa der Bons erlangt werden.

Ich gebe Ihnen daher folgendes Muster an, welches Sie künftig hin mit Berücksichtigung der obigen Bestimmung annehmen wollen.

Gesehen und gut für komplette schwere, (leichte) Marschrationen, auf die Tage vom bis den inklusive, welche aus dem Magazin zu verabreichen sind.

Hat der Aussteller der Quittung anzugeben vergessen, von welchem Regimente die Empfangenden sind, so muß dieses in dem Visa nachgetragen werden. Dasselbe Muster gilt mit den erforderlichen Abänderungen für die Mundportionen.

Es bedarf wohl keiner Erinnerung, daß das Visa nicht auf komplette Portionen oder Rationen gegeben werden kann, wenn die Quittungen nur über einzelne Verpflegungsgegenstände lauten.

Auch sind noch einige Militair's zu dem Empfange der Stillstandsrationen berechtigt, welches bei der Vorzeigung der Bons in Erfahrung gebracht und mithin alsdann auch nur auf diese nach dem obigen Muster visirt werden kann.

dont on devra s'assurer lors de la production de ces bons, qui ne seront alors visés que pour ces rations et conformément au modèle précité.

Des magasins n'étant établis que dans les environs où des troupes sont cantonnées, il en arrive que les communes, au défaut d'un magasin dans le chef-lieu de leur canton, sont obligées de fournir les subsistances aux troupes qui passent.

Le peu de clarté et de précision des bons est la cause de ce que plusieurs communes n'ont pas pu obtenir jusqu'ici l'indemnité qui leur revient. Pour mettre à couvert l'intérêt des communes, vous voudrez bien vous conformer, messieurs, au modèle suivant, par rapport au visa des bons qui leur sont délivrés.

Vû et cértifié que la commune de a fourni à officier, et à sous-officiers et soldats, et à chevaux du régiment de le jusqu'au les fourrages et les vivres déterminés ci-après, savoir: rations etc.

Vous vous pénétrerez sans doute de l'importance de cet objet, et en vous conformant avec exactitude à la présente instruction, vous me mettrez en état de présenter au gouvernement les comptes de fournitures de ces subsistances, lesquels doivent avoir la clarté nécessaire à chaque comptabilité; c'est par-là que vous couvrirez en même tems votre responsabilité.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Luxembourg, le 19 juillet 1815.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Nur da, wo Truppen stehen, sind Magazine angelegt, weshalb die Gemeinden oft in Ermanglung eines Magazins in dem Hauptorte des Kantons die Verpflegung an durchgehende Truppen verabreichen müssen.

Wegen der Undeutlichkeit der Bons konnte bisher mehreren Gemeinden die ihnen dafür zustehende Entschädigung nicht verschafft werden. Um nun auch das Interesse der Gemeinden zu sichern, wollen Sie, meine Herren, zum Visa der denselben ausgestellten Bons folgendes Muster annehmen.

Gesehen und bekräftigt, daß die Gemeinde von Offizieren und Unter-Offizieren und gemeinen Sodaten und Pferden, von dem Regimente vom auf den nebst Quartier die gehörige Verpflegung an Fourage und Lebensmitteln, wiefolgt, gegeben hat, nemlich: Rationen rc.

Sie werden die Wichtigkeit dieses Gegenstandes einsehen, und mich durch eine genaue Befolgung dieser Instruktion in den Stand setzen, der Regierung die Verpflegungsrechnungen mit der für jede Comptabilität erforderlichen Deutlichkeit vorzulegen, und sich zugleich vor jeder Verantwortlichkeit decken.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Lützemburg, den 19ten July 1815.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Willmar.

Vente d'immeubles en détail.

En vertu du jugement rendu sur requête par le tribunal de première instance, séant à Neuf-Château, département des Forêts, le 1er. mai 1815, enregistré le 6, et à la requête du sieur Jean Wilmet, percepteur à vie, demeurant à Rulle, canton d'Etalle, cercle

dudit Neuf-Château, nommé curateur à la succession vacante de Jean Billo, vivant cultivateur demeurant audit Rulle, où il est décédé.

Le 15 juillet 1815, une heure après-midi, chez ledit sieur Wilmet à Rulle, il sera pardevant Me. Jean-Baptiste Alexandre, notaire, résidant à Tintigny, canton dudit Étalle, procédé à l'adjudication préparatoire d'une maison, grange, écurie et jardin y attenant, sise au même Rulle; 2°. un enclos, deux prairies; 3°. 24 pièces de terre, le tout situé au terroir dudit Rulle et voisins, appartenant à la dite succession.

L'adjudication définitive aura lieu le vingt-neuf juillet mille huit cent quinze, dix heures du matin, chez le même sieur Wilmet.

Fait à Tintigny, *le six je dis*, le cinq juin mille huit cent quinze. ALEXANDRE.

Endlicher Verkauf von Grundgütern.

Kund sey hiermit, daß kraft eines durch das Kreis-Gericht von Lützemburg am ersten Februar letzthin erlassenen Urtheils, gebührend einregistrirt, auf Anhalten der Maria Rosa Foucart, Wittwe des Peter Barnich, gewesener Ackersmann zu Stockem, Kantons Arl wohnhaft, in ihrer Eigenschaft als natürliche Vormünderinn ihrer vier mit ihrem Ehemanne erzeugten minderjährigen Kinder, namentlich Georgius, Nikolaus, Johannes und Anna Maria Barnich, zu ermeldtem Stockem wohnhaft, in Gegenwart des Johann Barnich, Taglöhner, zu Freylingen seßhaft, in seiner Eigenschaft als Nebenvormund der gemeldten minderjährigen Kinder, vor dem in der Stadt Arl, in der untersten Gasse, N°. 59, seßhaften Notar Gregoire Michael Schmit, als dazu bestellt, in Gefolge gesagten Urtheils, am Dienstage, ersten August 1815, um eilf Uhr des Morgens, zu Stockem in gesagter Wittwe Behausung, zum endlicher Verkauf von einem Wohnhaus sammt darhinter gelegenem großem Garten, zehn Stücker Land und zwei Wiesen-Plätzen, auf dem Banne von Stockem, Freilingen und umliegenden Bännen gelegen, so der gesagten Wittwe und ihren gemeldten Kindern unvertheilt zugehörig sind, stückweise und in Gefolge der hinterlegten Bedingnisse wird geschritten werden.

Arl, den 17ten July 1815. G. M. Schmit.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 50.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 26 juillet 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 26sten July 1815.

(N°. 198.)

***LETTRE** de S. E. M. le commissaire-général de S. M. le Roi, Grand-Duc, résidant à Liége, à MM. les sous-intendans et maires du commissariat-général, concernant le droit d'aubaine.*

Liége, le 10 juillet 1815.

Messieurs, vous trouverez, à la suite de la présente, le contenu d'une note remise à S. E. le ministre plénipotentiaire de Sa Majesté, notre auguste souverain, à Vienne, par S. A. le prince de Metternich, ministre de S. M. l'Empereur d'Autriche, et de laquelle il résulte que le droit d'aubaine ne sera pas exercé sur les successions qui sont échues, ou écherront aux sujets de l'une ou de l'autre des deux puissances, dans leurs états respectifs.

Cette note pouvant intéresser vos administrés, je vous invite à la lire avec attention, et à la communiquer aux personnes qu'elle concerne.

(N°. 198.)

Schreiben

S. E. des Herrn General-Commissärs S. M. des Königs, Groß-Herzogs, zu Lüttich, an die Herren Unter-Intendanten und Mär's des General-Commissariats, in Betreff des Heimfalls-Rechts.

Lüttich, den 10ten July 1815.

Meine Herren, nach gegenwärtigem werden Sie den Inhalt einer Note finden, welche S. H. der Prinz von Metternich, Minister S. M. des Kaisers von Oestreich S. E. dem bevollmächtigten Minister S. M., unseres erhabenen Souverains, zu Wien, übergeben hat, und aus welcher erhellt, daß das Heimfallsrecht in Betreff der Erbschaften, die den Unterthanen der einen oder der andern der beiden Mächte in ihren respektiven Staaten zugefallen sind, oder zufallen werden, nicht gefordert werden wird.

Da diese Note Ihre Administrirten interessiren kann, so lade ich Sie ein, dieselbe aufmerksam zu lesen, und sie den betreffenden Personen mitzutheilen.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Signé J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Le soussigné ministre d'état et des affaires étrangères, a reçu la note que M. le baron de Spaen, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas, lui a fait l'honneur de lui adresser, le 30 avril dernier, au sujet des successions qui peuvent échoir aux sujets de l'une ou l'autre des deux cours dans les états de l'autre.

Le soussigné partage entièrement l'opinion de M. le baron de Spaen, que les rapports d'amitié qui existent entre l'Autriche et le royaume des Pays-Bas, réclament de part et d'autre l'adoption des principes les plus libéraux dans la matière dont il s'agit. En conséquence, les tribunaux de justice autrichiens ont reçu l'ordre de laisser suivre, aux sujets de S. M. le Roi des Pays-Bas, les successions qui leur sont échues, ou leur écherront à l'avenir, dans toute l'étendue des états de l'Empereur, moyennant la production de réversales *de observando reciproquo*, et à charge de payer les droits et redevances fixés par les ordonnances en cette matière.

Le prince de Metternich.

Vienne, le 10 juin 1815.

Signé METTERNICH.

Pour copie conforme :

Le secrétaire du département des affaires étrangères, Signé VAN ZUYLEN VAN NYEVELT.

Pour copie conforme,

Signé DRAULT.

Pour copie conforme,

Le secrétaire du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,

Signé J. J. D'OMALIUS.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Unterz., J. G. Verstolk von Soelen.

Der unterzeichnete Staats-Minister und Minister der auswärtigen Angelegenheiten hat die Note erhalten, welche der Herr Baron von Spaen, außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister S. M. des Königs der Niederlande, ihm den 30 April letzthin, in Betreff der Erbschaften, die den Unterthanen des einen oder des andern der beiden Höfe in ihren respektiven Staaten zufallen können, übermacht haben.

Der Unterzeichnete hegt ganz dieselbe Meinung mit dem Herrn Baron von Spaen, daß die Verhältnisse der Freundschaft, welche zwischen Oestreich und dem Königreich der Niederlande Statt haben, gegenseitig die Annahme der liberalsten Grundsätze in besagter Materie erfordern. Die östreichischen Justiz-Tribunalien haben deshalb den Befehl erhalten, den Unterthanen S. M. des Königs der Niederlande die Erbschaften, die ihnen zugefallen sind, oder die ihnen in Zukunft zufallen werden, in der ganzen Ausdehnung der Kaiserlichen Staaten verabfolgen zu lassen, doch unter der Bedingung, daß Reversalien de observando reciproquo ausgestellt, und daß die Rechte und Gebühren bezahlt werden, welche die diesen Gegenstand betreffende Verordnungen festsetzen.

Der Prinz von Metternich.

Wien, den 10ten Juny 1815.

Unterz. Metternich.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair des Departements der auswärtigen Angelegenheiten,

Unterzeichnet, Van Zuylen von Nyevelt.

Als gleichförmige Abschrift,

Unterzeichnet, Drault.

Als gleichförmige Abschrift:

Der General-Sekretair des General-Commissariats S. M. des Königs der Niederlande, das zu Lüttich seinen Sitz hat,

Unterz., J. J. D'Omalius.

(N°. 199.)

ARRÊTÉ

Relatif à l'enregistrement.

Nous Commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc. résidant à Liége,

Vu l'arrêté de S. M, en date du 11 juin dernier, n°. 618, relatif aux droits à percevoir par l'administration de l'enregistrement;

Considérant qu'il est nécessaire que les dispositions bienfaisantes que S. M. rend applicables à ses nouvelles provinces, parviennent à la connaissance des contribuables,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

L'arrêté du 11 juin, ci-dessus rappelé, ainsi que les arrêtés des 18 et 31 août 1814, 19 janvier, 21 mars et 7 mai, présente année, seront réimprimés à la suite du présent, dans les journaux officiels des deux départemens, et publiés dans toutes les communes du commissariat-général, par MM. les maires qui sont chargés de l'exécution du présent.

Donné à Liége, le 2 juillet 1815.

Signé, J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Pour expédition conforme,

Le secrétaire-général,

Signé J. J. D'OMALIUS.

Note. L'arrêté précité du 11 juin, a déjà été inséré dans le n°. 46 de ce journal.

(N°. 200.)

ARRÊTÉ

relatif aux passe-ports et port-d'armes.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Considérant que, par suite des événemens

(N°. 199.)

Beschluß,

in Betreff der Einregistrirung.

Wir General-Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von Lützemburg, rc. rc., rc.,

Nach Einsicht des Beschlusses Seiner Majestät vom 11ten Juny letzthin, N°. 618, in Betreff der Gebühren, welche die Verwaltung der Einregistrirung zu beziehen hat;

In Betracht gezogen, daß es nothwendig ist, die wohlthätigen Verfügungen, welche S. M. auf Ihre neuen Provinzen ausdehnen, zur Kenntniß der Steuerpflichtigen gelangen zu lassen;

Haben beschlossen und beschliessen, was folgt:

Der obengemeldte Beschluß vom 11ten Juny, wie auch die Beschlüsse vom 18ten und 31sten August 1814, vom 19ten Jänner, 21 März und 7ten May gegenwärtigen Jahrs, sollen nach gegenwärtigem abgedruckt, in die beiden Journale der beiden Departemente eingerückt, und in allen Gemeinden des General-Commissariats durch die Herren Mair's, die mit der Vollziehung dieses Beschlusses beauftragt sind, publizirt werden.

Geschehen zu Lüttich, den 2ten July 1815.

Unterschrieben, J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair,

Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

Nota. Der besagte Beschluß vom 11ten Juny ist schon in das 46 N°. dieses Journals eingerückt worden.

(N°. 200.)

Beschluß,

in Betreff der Pässe und der Waffen-Scheine.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

In Betracht gezogen, daß in Folge der Kriegs-

de la guerre, dont les provinces de la Belgique ont été le théâtre, l'usage des passe-ports et permis de port-d'armes, y a été momentanément suspendu ;

Considérant que la sûreté des voyageurs et le maintien d'une bonne police exigent que les lois et réglemens, sur cette matière, soient promptement remis en vigueur,

Avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1er.

De la délivrance des passe ports et permis de port-d'armes.

Art. 1er. Les lois et réglemens sur les passe-ports et permis de port-d'armes sont provisoirement maintenus, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par les dispositions du présent.

2. Les passe-ports pour l'étranger, c'est-à-dire, pour les pays non compris dans la limite actuelle du gouvernement de la Belgique, seront conformément à l'art. 26 de notre arrêté organique du 12 courant, délivrés et signés en notre nom par notre secrétaire d'état, baron de Capellen, sur la demande et l'avis des intendans départementaux.

3. Les passe-ports dont les habitans de la Belgique voudront se munir, pour les voyages dans l'intérieur, seront délivrés par les maires.

4 La délivrance des permis de port-d'armes de chasse est provisoirement, et jusqu'à ce qu'il soit statué autrement, attribuée aux intendans départementaux comme par le passé.

5. Les passe-ports à l'intérieur et permis de port-d'armes ne seront valables que pour un an, à dater du jour de leur délivrance.

CHAPITRE II.

De la forme, du prix et de la comptabilité.

6. Le prix des passe-ports et des permis de

begebenheiten, von welchen die Provinzen Belgiens der Schauplatz gewesen sind, der Gebrauch der Pässe und der Erlaubnißscheine, Waffen tragen zu dürfen, augenblicklich eingestellt worden ist;

In Betracht gezogen, daß die Sicherheit der Reisenden, und die Handhabung einer guten Polizei erfordern, daß die diesen Gegenstand betreffenden Gesetze und Reglements auf's baldigste wieder in Vollzug gesetzt werden;

Haben beschlossen und beschliessen:

I. Kapitel.

Von der Ausfertigung der Pässe und der Waffen-Scheine.

Art. 1. Die Gesetze und Reglement's über die Pässe und Waffen-Scheine sind provisorisch beibehalten, in so weit sie nicht durch die Verfügungen des gegenwärtigen Beschlusses aufgehoben sind.

2. Die Pässe in's Ausland, das ist, in die Länder, welche in der gegenwärtigen Grenze der Regierung von Belgien nicht einbegriffen sind, sollen in Gemäßheit des 26 Artikels Unseres organischen Beschlusses vom 12ten des laufenden Monats, und in Unserm Namen, von Unserm Staats-Sekretair, dem Baron von Capellen, auf das Begehren und das Gutachten der Departemental-Intendanten ausgefertigt und unterzeichnet werden.

3. Die Pässe, mit welchen die Einwohner Belgiens sich versehen wollen, um im Innern reisen zu können, sollen von den Mair's ausgefertigt werden.

4. Die Ausfertigung der Waffen-Scheine, um jagen zu dürfen, ist, wie bisher, bis auf weitere Verfügung, den Departemental-Intendanten zugeeignet.

5. Die Pässe in's Innere, und die Waffen-Scheine sind nur für ein Jahr gültig, und dieses von dem Datum des Tages angerechnet, an welchem sie ausgefertigt worden.

II. Kapitel.

Von der Form, dem Preis und der Comptabilität.

6. Der Preis der Pässe und der Waffenscheine

port-d'armes est maintenu, tel qu'il a existé jusqu'à ce jour, savoir : pour le passe-port à l'intérieur, à deux francs; pour le passe-port à l'étranger, à dix francs; pour un permis de port-d'armes, à trente francs : dans ces prix sont compris les frais de papier et de timbre, et tous frais d'impression et d'expédition.

Le décime pour franc n'est pas exigible en sus.

7. L'administration de l'enregistrement et des domaines sera chargée de fournir, à compter du 1er. septembre prochain, les formules de passe-ports et permis de port d'armes, conformément aux modèles annexés au présent arrêté.

8. Elles seront uniformes et timbrées à Bruxelles, pour toute la Belgique; l'empreinte noire portera l'indication du prix et la légende: *timbre de passe-ports pour l'étranger ou l'intérieur, ou timbre de permis de port d'armes*, selon l'usage auquel le timbre est applicable.

9. Les formules seront à talon.

Les talons de passe-ports à l'intérieur, duement remplis et signés, seront recueillis par les maires et adressés le dernier jour de chaque mois, sans faute, au sous-intendant de l'arrondissement, pour être envoyés par ce dernier, dans les dix premiers jours du mois suivant au plus tard, à l'intendant du département, lequel, après y avoir joint les talons des permis de ports-d'armes délivrés par lui, les adressera dans la huitaine à notre commissaire-général de la justice.

10. L'administration centrale de l'enregistrement adressera aux directeurs des départemens les formules timbrées pour les passe-ports à l'intérieur, et pour les permis de port-d'armes, et en fera compter comme du papier timbré.

11. Les directeurs de l'enregistrement, de

ist beibehalten, so wie er bis auf diesen Tag Statt gehabt hat, nemlich: für den Paß in's Innere, zwei Franken; für den Paß in's Ausland, zehn Franken; für einen Waffen-Schein, dreißig Franken. In diesen Preisen sind die Kosten des Papiers und des Stempels, und alle Druck- und Expeditions-Kosten mit einbegriffen.

Der Dezim vom Franken über besagte Preise kann nicht gefordert werden.

7. Die Verwaltung der Einregistrirung und der Domainen ist beauftragt, vom 1sten nächstkünftigen Monat September angerechnet, die Formeln der Pässe und der Waffen-Scheine, in Gemäßheit der, gegenwärtigem Beschlusse beigefügten Modelle zu liefern.

8. Sie sollen einförmig und zu Brüssel für ganz Belgien gestempelt werden; das schwarze Gepräge soll den Preis anzeigen, und folgende Umschrift enthalten: Paß-Stempel für das Ausland oder das Innere, oder Waffen-Scheins-Stempel, nach dem Gebrauch, auf welchen der Stempel anwendbar ist.

9. Die Formeln sollen Talon's haben.

Die Talon's der Pässe für das Innere sollen, nachdem sie gehörig ausgefüllt und unterzeichnet sind, von den Mair's gesammelt und den letzten Tag jeden Monats, ohne Fehl, dem Unter-Intendanten des Bezirks zugeschickt werden, welcher letztere sie spätestens in den zehn ersten Tagen des folgenden Monats dem Intendanten des Departements einsenden wird. Dieser soll sie, nachdem er denselben die Talon's der von ihm ausgefertigten Waffen-Scheine beigefügt hat, innerhalb acht Tagen Unserem General-Commissarius der Gerechtigkeit übermachen.

10. Die Central-Verwaltung der Einregistrirung soll den Direktoren der Departemente die gestempelten Formeln für die Pässe in's Innere und für die Waffen-Scheine zuschicken, und sich für dieselben, wie für das Stempelpapier, Rechnung abstatten lassen.

11. Die Direktoren der Einregistrirung sollen

leur côté, en feront les envois au fur et mesure du besoin, aux receveurs sous leurs ordres, lesquels après s'en être chargés en recette, remettront à chaque maire de leur district, une main ou 25 feuilles de formules de passe-ports pour l'intérieur, pour lesquelles il leur sera délivré une reconnaissance et soumission d'en compter à chaque réquisition. Les receveurs du timbre des chefs-lieux des départemens délivreront, également à crédit, aux intendans, la quantité de formules de permis de port-d'armes présumée nécessaire pour l'expédition, pendant un mois.

Les délivrances à crédit une fois faites, ne pourront être complétées ou renouvelées qu'autant que le prix des formules débitées aura été remis comptant au receveur du timbre.

12. Les intendans et maires sont tenus de conserver soigneusement les formules qui leur auront été confiées en vertu de l'article précédent : ils sont responsables de tout dommage et de toutes les suites qui pourraient résulter, soit de la perte, soit des avaries et autres accidens relatifs auxdites formules.

13. Le dernier jour de chaque trimestre, avant la fermeture du bureau du timbre, l'intendant ou le maire, qui sont dépositaires des formules de passe-ports et de permis de port-d'armes, sont tenus de représenter au bureau du timbre de leur résidence, le restant intégral du dépôt de formules, de solder le prix de celles qu'ils ne pourront plus représenter en nature, et de faire compléter leur dépôt au nombre de 25 feuilles, suivant ce qui a été déterminé dans l'article 11 ci-dessus. A défaut de se conformer à cette obligation, l'administration de l'enregistrement est autorisée à exiger, par voie de contrainte, des fonctionnaires susdits, le prix intégral du dépôt qui leur aura été confié; l'effet de cette contrainte ne pourra être interrompu, quand même, après sa signi-

ihrer Seits dieselben, nach Maasstab der Bedürfnisse, den ihnen untergeordneten Empfängern zuschicken, welche, nachdem sie dieselben als Einnahme angenommen haben, jedem Mair ihres Distrikts ein Buch oder 25 Blätter von Paß-Formeln für das Innere übersenden sollen, wegen welcher die Mair's ihnen einen einfachen Empfangschein ausstellen und sich zugleich anheischig machen müssen, bei jeder Aufforderung Rechnung dafür zu stellen. Die Empfänger des Stempels in den Hauptorten der Departemente sollen den Intendanten die Anzahl der Formeln der Waffenscheine, die für die Expedition während einem Monat für nöthig erachtet werden, ebenfalls auf Credit zuschicken.

Die einmal auf Credit gemachten Ueberlieferungen können nur in so weit ergänzt oder erneuert werden, als der Preis der verkauften Formeln baar dem Stempels-Empfänger eingehändigt seyn wird.

12. Die Intendanten und Mair's sind gehalten, die ihnen kraft des vorhergehenden Artikels anvertrauten Formeln sorgfältig aufzubewahren; sie sind für jeden Schaden und für alle Folgen, welche durch den Verlust oder durch die Beschädigungen und andere, besagte Formeln betreffende Zufälle entstehen könnten, verantwortlich.

13. Der Intendant oder der Mair, welche die Formeln der Pässe und der Waffenscheine in Verwahrung haben, sind gehalten, den ganzen Rest der bei ihnen hinterlegten Formeln am letzten Tage jeden Quartals in dem Stempel-Bureau ihrer Residenz und vor der Schließung desselben vorzuzeigen, den Preis derjenigen zu bezahlen, welche sie nicht mehr in Natura vorzeigen könnten, und ihre Niederlage bis auf 25 Blätter, so wie es in dem obigen 11 Artikel bestimmt ist, ergänzen zu lassen. Im Fall sie sich nicht nach dieser Verfügung richten, ist die Verwaltung der Einregistrirung authorisirt, durch Zwangsmittel von den besagten Beamten den ganzen Werth der ihnen anvertrauten Niederlage zu fordern; die Wirkung dieser Zwangsmittel kann auch alsdann nicht unterbrochen werden, wenn man, nach ihrer

fication, on représenterait des formules non débitées.

14. Les formules de passe-ports pour l'étranger seront délivrées par l'administration de l'enregistrement et des domaines, seulement frappées du timbre sec, à notre secrétaire d'état, qui en fera la distribution aux intendans, au fur et mesure de leurs demandes.

Les intendans ne pourront délivrer les passeports, duement signés, aux parties requérantes, qu'après les avoir présentées aux receveurs du timbre extraordinaire de leur résidence, lequel, à la réception du prix des dix francs, donnera permis de timbrer, et y fera frapper le timbre noir, ordonné par l'art. 8 précédent.

15. Le défaut de cette formalité du timbre devant entraîner la nullité des passe-ports, il y sera fait mention de l'obligation de les y soumettre dans l'imprimé même des formules.

CHAPITRE III.

Des peines.

16. Les peines prononcées par la loi du 4 mai 1812 contre les individus qui seront trouvés chassant sans permis de port-d'armes, sont maintenues.

La maréchaussée, les gardes-forêts et champêtres sont appelés à en maintenir les dispositions.

17. Nous nous réservons de déterminer, par un arrêté particulier, les obligations des voyageurs relativement aux passe-ports.

18. Notre secrétaire d'état et nos commissaires-généraux de la justice et des finances, sont chargés de l'exécution du présent, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 18 août 1814.

Signé GUILLAUME.

Signifikation, die nicht verkauften Formeln darlegen würde.

14. Die Pässe-Formeln für das Ausland sollen von der Verwaltung der Einregistrirung und der Domainen, nachdem sie nur mit dem trockenen Stempel geprägt worden, Unserm Staats-Sekretair eingehändigt werden, welcher sie unter die Intendanten, so wie sie dieselben begehren werden, vertheilen soll.

Die Intendanten können den requirirenden Partheien nur alsdann die gehörig unterzeichneten Pässe ausfertigen lassen, nachdem sie dieselben dem Empfänger des außerordentlichen Stempels ihrer Residenz präsentirt haben, welcher bei dem Empfang des Preises von zehn Franken, die Erlaubniß zu stempeln ertheilen, und in Gemäßheit des vorhergehenden 8 Artikels den schwarzen Stempel darauf prägen lassen wird.

15. Da die Nichterfüllung dieser Formalität des Stempels die Nichtigkeit der Pässe nach sich ziehen wird, so soll in den gedruckten Formeln von der Verbindlichkeit, sie derselben zu unterwerfen, Meldung gethan werden.

III. Kapitel.

Von den Strafen.

16. Die durch das Gesetz vom 4ten May 1812, gegen die Individuen, welche, ohne mit einem Waffen-Schein versehen zu seyn, jagend angetroffen werden, ausgesprochenen Strafen, sind beibehalten.

Die Marechaussee, die Wald- und Feldhüter sind beauftragt, die Verfügungen desselben zu handhaben.

17. Wir behalten uns vor, durch einen besondern Beschluß die Verpflichtungen der Reisenden, in Betreff der Pässe, zu bestimmen.

18. Unser Staats-Sekretair und Unsere General-Commissarien der Gerechtigkeit und der Finanzen, sind mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Gegeben zu Brüssel, den 18ten August 1814.

Unterschrieben, Wilhelm.

Par Son Altesse Royale,
Le secrétaire d'état, Signé Baron de Capellen.
Pour copie conforme :
Le secrétaire-général du commissariat-général de Liége,
Signé J. J. D'Omalius.

(N°. 201.)

ARRÊTÉ

relatif aux passe-ports à délivrer aux indigens.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Vu notre arrêté du 18 de ce mois, concernant la distribution des passe-ports et permis de port-d'armes;

Voulant régler la marche à suivre pour la délivrance des passe-ports, aux personnes hors d'état d'en payer le prix, réglé par l'article 6 dudit arrêté;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1er. Les passe-ports seront délivrés *gratis* aux indigens qui les demanderont.

2. Sont réputés indigens, les journaliers, ouvriers, manœuvres, et tous ceux qui ne sont pas inscrits sur le rôle des contributions foncières et des patentes, et qui ne retirent aucun revenu ou salaire quelconque, excepté celui de leur main-d'œuvre, ou enfin ceux qui sont inscrits sur la liste des indigens de leur paroisse.

3. Les passe-ports délivrés aux indigens, seront les mêmes que ceux généralement introduits par notre arrêté du 18 de ce mois, et ils porteront la même taxe.

4. Les maires couvriront, à l'égard des passe-ports délivrés *gratis*, leur soumission prescrite par l'art. 11 de l'arrêté du 18 de ce mois, moyennant des certificats d'indigence, qu'ils

Durch Ihre Königl Hoheit,
Der Staats-Sekretair,
Unterzeichnet, Baron von Capellen.
Als gleichförmige Abschrift,
Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,
Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

(N°. 201.)

Beschluß,

in Betreff der den Armen zu ertheilenden Päſſe.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

Nach Einsicht Unseres Beschlusses vom 18ten dieses Monats, in Betreff der Vertheilung der Päſſe und der Waffen-Scheine;

Da Wir den zu befolgenden Gang in Ansehung der Ausfertigung der Päſſe für Personen reguliren wollen, die außer Stand sind, den durch den 6ten Artikel des besagten Beschlusses festgesetzten Preis dafür zu bezahlen;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Päſſe sollen den Dürftigen, die sie begehren, unentgeldlich ertheilt werden.

2. Sollen als dürftig angesehen werden, die Taglöhner, Arbeitsleute, Handlanger und alle die, welche nicht auf die Rollen der Grundsteuer und der Patenten eingeschrieben sind, und die keine andere Einkünfte oder Gehalt, als den ihrer Handarbeit beziehen, oder endlich diejenigen, welche auf die Liste der Pfarrei-Armen eingeschrieben sind.

3. Die den Armen ertheilten Päſſe sollen dieselben seyn, die durch Unsern Beschluß vom 18 dieses Monats eingeführt sind, und sie sollen die nemliche Taxe enthalten.

4. Die Mair's sollen, in Betreff der unentgeldlich ertheilten Päſſe, ihre durch den 11ten Artikel des Beschlusses vom 18ten dieses Monats, vorgeschriebene Summission vermittelst Armuths-At-

Supplément

Supplément du N°. 50 du Journal officiel.

délivreront, sous leur responsabilité, et qui constateront les conditions voulues par l'art. 2 du présent; lesquels certificats, approuvés par le sous-intendant de l'arrondissement, et visés par l'intendant du département, seront reçus, à la fin de chaque trimestre, par les receveurs du timbre, pour tenir lieu du prix des passe-ports délivrés aux indigens.

5. A l'égard des passe-ports pour l'étranger, qui pourront être demandés par des indigens, ils seront également frappés du timbre extraordinaire, conformément à l'art. 14 de l'arrêté du 18 de ce mois; mais l'intendant pourra remettre, au receveur du timbre extraordinaire, au-lieu du paiement du prix, les certificats d'indigence délivrés par le maire, que les parties leur auront produits, et qu'ils auront munis de leur *visa*, après approbation du sous-intendant.

6. Les receveurs du timbre garderont les certificats d'indigence qu'ils auront successivement reçus, afin de les représenter à leur inspecteur lors de sa tournée de comptabilité, lequel en formera, dans chaque bureau, un état pour être employé, avec les certificats, comme pièce justificative de la dépense des nonvaleurs des passe-ports.

7. Notre commissaire-général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 31 août 1814.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale :

Le secrétaire d'état, Signé DE CAPELLEN.

Pour copie conforme:

Le secrétaire-général du commissariat-général de Liége,

J. J. D'OMALIUS.

testen decken, welche sie unter ihrer Verantwortlichkeit ertheilen werden, und welche die durch den 2ten Artikel gegenwärtigen Beschlusses vorgeschriebene Bedingungen darthun sollen; diese Atteste, die von dem Unter-Intendanten des Bezirks genehmigt, und von dem Intendanten des Departements visirt seyn müssen, sollen am Ende jedes Quartals von den Stempel-Empfängern angenommen werden, um als Preis der den Armen ertheilten Pässe zu dienen.

5. Was die Pässe für das Ausland betrift, welche Dürftige begehren könnten, so sollen sie ebenfalls mit dem außerordentlichen Stempel, in Gemäßheit des 14 Artikels des Beschlusses vom 18 dieses Monats, geprägt werden; der Intendant kann aber dem Empfänger des außerordentlichen Stempels, anstatt der Bezahlung des Preises, die von den Mair's ausgeferrigten Armuths-Atteste, welche die Partheien ihm dargebracht haben, einhändigen; diese Atteste müssen ebenfalls von dem Unter-Jutendanten genehmigt und von dem Intendanten visirt seyn.

6. Die Stempel-Empfänger sollen die Armuths-Atteste, die sie nach und nach erhalten haben, aufbewahren, um sie ihrem Inspektor bei seiner Amts-Umreise vorzulegen; dieser wird, in jedem Bureau, ein Verzeichniß derselben anfertigen, um mit den Attesten als Beweisschrift der Kosten der Pässe, die nichts eingetragen haben, zu dienen.

7. Unser General-Commissair der Finanzen ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Geschehen zu Brüssel, den 31 August 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Der Staats-Sekretair,

Unterzeichnet, Freiherr von Capellen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

(N°. 202.)

ARRÊTÉ

relatif à l'enregistrement et au timbre des actes judiciaires.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Considérant les difficultés et les entraves que porte à la prompte exécution des procédures criminelles et correctionelles, la formalité de l'enregistrement, en débet des actes et procès-verbaux y relatifs, sans qu'il en résulte quelqu'avantage pour le trésor de l'état;

Sur le rapport de notre commissaire-général de la justice;

Notre conseil-privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons:

Aat. 1. Les procès-verbaux de tous officiers de justice, juges de paix, ou leurs suppléans, et en général, de tous les agens de la justice, dans les affaires criminelles, correctionnelles, ou de simple police, rédigés soit d'office, soit sur une plainte ou dénonciation, seront à l'avenir dispensés d'être enregistrés ou visés pour timbre.

2. Il sera au lieu de ce, mis en tête desdites pièces, par les personnes qui les rédigeront, les mots: *pro justitia.*

Il en sera de même de tous les arrêts de renvoi, actes d'accusation, mandats d'assignation de témoins, de comparution en personne, d'amener, d'arrêt ou toutes autres mesures de justice, prises en cas criminel, correctionel ou de simple police, par les autorités compétentes, ainsi que de tous les exploits faits par les huissiers, soit aux témoins soit aux prévenus ou accusés dans les causes précitées.

(N°. 202.)

Beschluß,

in Betreff der Einregistrirung und des Stempels der gerichtlichen Akten.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, 2c. 2c. 2c.

In Betracht der Schwierigkeiten und Hindernisse, welche die Formalität der Einregistrirung der schnellen Vollziehung der peinlichen und zuchtpolizeilichen Verhandlungen, deren Akten und Protokolle als schuldig eingeschrieben werden müssen, entgegen setzt, ohne daß irgend ein Vortheil für den öffentlichen Schatz entspringt;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit, und nachdem Wir Unsern geheimen Rath angehört haben,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Protokolle von allen gerichtlichen Offizianten, Instruktions-Richtern, Friedens-Richtern oder ihren Stellvertretern, und überhaupt von allen Agenten des Justizwesens in peinlichen oder zuchtpolizeilichen, oder die einfache Polizei betreffenden Sachen, die entweder von Amtswegen, oder auf eine Klage oder eine Angebung verfertigt werden, sollen in's künftige von der Einregistrirung, oder dem Visa für Stempel befreit seyn.

2. Es sollen anstatt dessen von den Personen, die sie errichten werden, oben an besagte Schriften die Worte gesetzt werden: Pro justitia.

Dieses soll ebenfalls in Ansehung aller Urtheile, durch welche die Partheien an den rechtmäßigen Richter verwiesen werden,—der Anklagsakte,—der Befehle, wodurch Zeugen vor Gericht geladen werden,—der Erscheinungs-, Vorführungs-, Arrest-Befehle, oder jeder andern gerichtlichen Maaßregeln, die in peinlichen, zuchtpolizeilichen oder die einfache Polizei betreffenden Sachen von den kompetirten Behörden genommen werden, so wie auch in Ansehung aller, von den Gerichtsboten in gemeldten Rechtssachen den Zeugen, Beschuldigten oder Angeklagten notifizirten Exploits, Statt haben.

3. Ces dispositions ne seront pas applicables néanmoins, lorsque les accusés feront citer des témoins de leur côté; les actes relatifs continueront d'être soumis aux droits d'enregistrement.

4. Nos commissaires-généraux de la justice et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à la Haye, le 19 janvier 1815.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale:

Pour le secrétaire d'état absent, le secrétaire du cabinet.

Signé P. DE CROMBRUGGHE.

Pour copie conforme :

Le secrétaire-général du commissariat général, de Liége,

J. J. D'OMALIUS.

(N°. 203.)

ARRÊTÉ

qui dispense les indigens qui ont des droits à faire valoir en justice, du paiement des frais d'enregistrement, etc.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Vu nos arrêtés des 2 février et 27 juin 1814, portés pour nos provinces hollandaises;

Considérant que, d'après les lois encore en vigueur dans la Belgique, les juges ne sont point autorisés à accorder aux indigens, ayant des actions à faire valoir en justice, la remise des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, amendes judiciaires, honoraires d'avoués et huissiers;

3. Doch sind diese Verfügungen nicht anwendbar, wenn die Angeklagten ihrer Seits Zeugen vorladen lassen würden; die sie betreffenden Akten sollen auch noch künftighin der Einregistrirungs-Gebühr unterworfen seyn.

4. Unsere General-Commissarien der Gerechtigkeit und der Finanzen sind, so weit es jeden betrift, mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 19 Jänner 1815.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterzeichnet, P. von Crombrugghe.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

(N°. 203.)

Beschluß,

welcher die Dürftigen, welche gerichtliche Klagen anzustellen haben, von der Einregistrirungs- und anderen Gebühren befreit.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, 2c. 2c. 2c.

Nach Einsicht Unserer Beschlüsse vom 2ten Februar und 27sten Juny 1814, welche Unsere Holländischen Provinzen betreffen;

In Betracht gezogen, daß nach den noch in Belgien bestehenden Gesezen, die Richter nicht befugt sind, den Armen, welche gerichtliche Klagen anzustellen haben, den Erlaß der Stempels-Einregistrirungs- und Gerichtsschreiberei-Gebühren, der gerichtlichen Geldbußen und der den Avoués und Gerichtsboten zukommenden Honorarien zu bewilligen;

Considérant qu'il importe d'y pourvoir prestement, en fixant la marche à suivre, tant pour demander que pour accorder pareille remise;

Sur le rapport de notre commissaire général de la justice,

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1. Les indigens pourront être admis à faire valoir leurs droits en justice, sans être astreints au paiement des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'amendes judiciaires, salaires d'avoués ou huissiers, sauf le recouvrement sur la partie succombante.

2. A l'effet d'obtenir cette admission, ils s'adresseront, par requête, sur timbre, au tribunal, devant lequel l'action doit avoir lieu, en accompagnant la requête d'un certificat d'indigence en due forme.

3. Le tribunal enverra, si rien n'empêche, la requête, à l'avis du bureau de consultation gratuite qui, après avoir examiné les pièces à servir, donnera son avis sur le fondement de la cause.

4. L'avis rentré, les parties seront appelées en chambre du conseil; la partie adverse admise à critiquer la demande en admission, soit du chef de non indigence, soit du chef de non fondement de l'action.

5. Si le tribunal accorde la demande, les actes et pièces à l'appui ne seront pas moins visés pour timbre en débet et enregistrés de même, afin de recouvrement en cas de gain de cause contre la partie adverse.

6. En cas que l'indigent ne trouve point d'avoués ou huissiers se prêtant à son choix à le servir gratuitement, le juge les désignera; et,

In Betracht gezogen, daß es dringend ist, über dieses zu verfügen, und den zu befolgenden Gang festzusezen, um einen solchen Erlaß begehren und bewilligen zu können;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit,

Beschloßen und beschließen:

Art. 1. Die Dürftigen können zugelassen werden, ihre Rechte vor Gericht gelten zu machen, ohne verbunden zu seyn, die Stempel-Einregistrirungs- und Expeditions-Gebühren, die gerichtlichen Geldbußen, die den Avoués oder Gerichtsboten zukommende Belohnung zu bezahlen, ohnbeschadet des Rechts, diese Gelder, welche die unterliegende Parthei zu bezahlen hat, einzutreiben.

2. Um diese Zulassung erhalten zu können, so müßen sie sich mit einer auf Stempelpapier geschriebenen Bittschrift an das Tribunal wenden, vor welchem die Klage anhängig gemacht werden soll, und ihre Bittschrift mit einem, in der gehörigen Form, ausgefertigten Dürftigkeits-Attest begleiten.

3. Wenn kein Verhinderungsfall da ist, so überschikt das Tribunal die Bittschrift an das Consultations-Bureau, welches diese Verrichtungen unentgeldlich versieht, um über den Grund der Klage sein Gutachten zu geben, nachdem es die Beweisschriften untersucht hat.

4. Sobald das Gutachten eingegangen seyn wird, sollen die Parteien zu der Berathungs-Kammer berufen werden; die entgegengesezte Partei kann ihre Einwendungen gegen das Zulassungs-Begehren sowohl in Betreff der Armuth, als auch der Begründung der Klage machen.

5. Sollte das Tribunal das Begehren bewilligen, so sollen die Akten und Beweisschriften nichts desto weniger für schuldiges Stempel visirt und eben so einregistrirt werden, damit diese Summen, welche, wenn der Prozeß gewonnen wird, die Gegen-Parthei zu bezahlen hat, eingetrieben werden können.

6. Im Fall der Dürftige keinen Avoué oder Gerichtsboten findet, der unentgeltlich seine Verrichtungen für ihn versehen wollte, so soll das

en cas de besoin, le conseil de discipline leur nommera, en outre, un avocat pour instruire et plaider gratuitement.

7. Dans les causes de la compétence des justices de paix en dernier ressort, le juge de paix pourra, sur certificat d'indigence et sur une demande verbale, accorder la même admission, sans qu'il ait besoin d'avoir entendu, ou appelé au préalable la partie adverse.

8. Dans les causes où les juges de paix ne jugent qu'en premier ressort (autres cependant que celles énoncées art. 10) la demande, accompagnée d'un certificat d'indigence, devra être présentée sur timbre, au juge de paix, qui par simple avertissement, appellera devant lui la partie adverse, pour être entendue sur la demande, conformément à l'article 4 ci-dessus; le juge, soit que la partie adverse comparaisse ou non, pourra accorder ou refuser la demande, sans pourvoi ultérieur à cet égard.

9. Si le juge de paix accorde l'admission aux procédures gratuites, il en fera tenir note sur les exploits, expéditions et actes de la procédure; tous ces actes devant être visés pour timbre en débet, et enrégistrés de même pour, en cas de gain de cause de la part de l'indigent, ces droits et frais, ainsi que le salaire de l'huissier, être recouvrés à charge de la partie succombante.

10. En toute action, possession, et en général, en toutes actions civiles où la compétence du juge de paix ne se trouve pas déterminée par une somme fixe, l'admission aux procédures gratuites ne pourra être accordée que par le tribunal de première instance dans la forme et manière ci-dessus énoncées.

11. Notre commissaire-général de la justice

Tribunal dieselben bezeichnen; der Diszipliu-Rath soll ausserdem, wenn es nothwendig ist, für sie einen Advokat ernennen, um unentgeldlich die Rechtssache einzuleiten und zu vertheidigen.

7. Bei Gegenständen, in welchen die Friedensgerichte in lezter Instanz sprechen, kann der Friedensrichter, auf ein Armuths-Attest, und auf ein mündliches Begehren, die nemliche Zulassung bewilligen, ohne daß er nöthig hat, zuerst die Gegen-Parthei rufen zu laßen oder sie anzuhören.

8. In Rechtssachen, wo die Friedensrichter nur in erster Instanz urtheilen, (diejenigen ausgenommen, von welchen im 10 Artikel die Rede ist), soll das mit einem Armuths-Attest begleitete Begehren, das auf Stempelpapier geschrieben seyn muß, dem Friedensrichter vorgelegt werden, welcher vermittelst eines bloßen Zettels die Gegen-Parthei vor sich ruft, um in Gemäßheit des 4 obigen Artikels über das Begehren angehört zu werden, der Richter kann das Begehren bewilligen, oder abschlagen, die Gegenparthei mag erscheinen, oder nicht, ohne daß man weiters dagegen einkommen kann.

9. Wenn der Friedensrichter die Zulassung zu den unentgeldlichen Prozeduren bewilligt, so soll er dieses auf den Exploits, den Ausfertigungen und Akten der Prozedur bemerken lassen; alle diese Akten sollen für schuldiges Stempel-visirt, und eben so einregistrirt werden, damit, im Fall der Arme seinen Prozeß gewinnt, diese Gebühren und Kosten, wie auch die dem Gerichtsboten zukommende Entschädigung, welche die unterliegende Partei zu bezahlen hat, eingetrieben werden können.

10. Bei allen gerichtlichen Klagen, wo von dem Besizstand die Rede ist, und überhaupt bei allen Civil-Klagen, wo die Competenz des Friedensrichters nicht durch eine festgesezte Summe bestimmt ist, kann die Zulassung zu den unentgeldlichen Verhandlungen nur durch das Tribunal der ersten Instanz, und, in der oben vorgeschriebenen Form und Art bewilligt werden.

11. Unser General-Commissair der Gerechtigkeit

restera chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à La Haye, le 21 mars de l'an 1815, de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par Sa Majesté,

Pour le secrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,

signé P. DE CROMBRUGGHE.

Pour copie conforme,

Le secrétaire-général du commissariat-général de Liége,

J. J. D'OMALIUS.

bleibt mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Gegeben zu Haag, den 21sten März 1815, und des zweiten unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Seine Majestät,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterzeichnet, P. von Crombrugghe.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

(N°. 204.)

ARRÊTÉ

relatif aux actes de mariages à délivrer aux indigens.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre commissaire-général de la justice:

Vu la loi émanée à La Haye, le 9 mars 1815, en faveur des indigens;

Considérant combien il importe à la société de ne pas entraver les mariages par des frais pécuniaires;

Considérant que les indigens de nos provinces méridionales doivent jouir des mêmes avantages, que nous avons accordés, en cette matière, à ceux de nos provinces septentrionales;

Le conseil privé entendu;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1. Les indigens, dont l'indigence sera constatée aux termes de notre arrêté du 6 septembre 1814, et ceux qui sont inscrits sur la liste des indigens de la paroisse, pourront produire, sur papier libre et sans timbre, les pièces nécessaires à leur acte de mariage.

(N°. 204.)

Beschluß,

in Betreff der den Dürftigen auszustellenden Heuraths-Akten.

Wir, Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, ꝛc. ꝛc. ꝛc.

Nach Einsicht des zu Haag, zu Gunsten der Dürftigen erlassenen Gesezes vom 9ten März 1815;

In Betracht gezogen, daß es der Gesellschaft daran gelegen ist, den Heurathen durch Geldkosten keine Hinderniße in den Weg zu legen;

In Betracht gezogen, daß die Dürftigen Unserer mittäglichen Provinzen dieselben Vortheile genießen sollen, welche Wir denen Unserer nördlichen Provinzen in diesem Punkt bewilligt haben;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit und nach Anhörung Unseres geheimen Raths, beschloßen und beschließen:

Art. 1. Die Dürftigen, deren Armuth, zu Folge Unseres Beschlußes vom 6ten September 1814 konstatirt ist, und die, welche auf die Liste der Pfarrei-Armen eingeschrieben sind, können sich für die, zu ihrem Heuraths-Akt nothwendigen Schriften, freies und ungestempeltes Papiers bedienen.

2. Ces mêmes pièces, pour autant qu'elles devraient être enrégistrées, le seront gratuitement et sont exemptées de tout droit de greffe, d'expédition ou autre de cette nature.

3. Les officiers de l'état civil, les juges de paix et leurs greffiers, les greffiers des tribunaux de première instance, et en général tous fonctionnaires ou employés quelconques, chargés de la rédaction et de l'expédition de ces pièces, ne pourront de ce chef exiger ou porter en compte aucun émolument en honoraire, sous quelque dénomination que ce puisse être.

4. Il n'est point dérogé à l'article premier de notre arrêté du 30 octobre 1814, qui permet aux indigens de suppléer l'acte de notoriété requis par l'article 70 du code civil au moyen de la production d'extraits des régistres des paroisses, énonçant tout ce que l'acte de notoriété devrait établir.

Notre commissaire-général de la justice est chargé de l'exécution du présent, qui sera inséré au journal officiel.

Donné à Bruxelles, le 7 mai de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Le secrétaire-d'état,

Signé Baron de CAPELLEN.

Pour copie conforme,

Le secrétaire-général du commissariat-général de Liége,

J. J. D'OMALIUS.

(N°. 205.)

Maréchaussée royale des Pays-Bas.

Le colonel en chef de la maréchaussée royale des Pays-Bas, prévient les habitans du grand-duché de Luxembourg, qui croiront

2. Sollten die nemlichen Schriften der Einregistrirung unterworfen seyn, so werden sie unentgeldlich einregistrirt werden und sollen über dieß von jeder Gerichtsschreiberei- und Expeditions-Gebühr und von allen andern dieser Natur befreit seyn.

3. Die Beamten des Civilstandes, die Friedensrichter und ihre Schreiber, die Gerichtsschreiber der Tribunalien erster Instanz, und überhaupt alle öffentlichen Beamten und Angestellten, die mit der Abfassung und Ausfertigung dieser Schriften beauftragt sind, können für diese Arbeit kein Honorarium, welche Benennung es auch haben möge, fordern, noch in Rechnung bringen.

4. Der erste Artikel unseres Beschlusses vom 30ten Oktober 1814, soll seine Kraft behalten, welcher den Armen erlaubt, den durch den 70 Artikel des Civilgesetzbuches erforderten Notorietäts-Akt durch die Vorweisung von Auszügen aus den Pfarrei-Registern, die alles das enthalten müssen, was der Notorietäts-Akt darthun soll, zu ersezen.

Unser General-Commissair der Gerechtigkeit ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Gegeben zu Brüssel, den 7ten May des Jahrs 1815, und des zweiten unserer Regierung.

Unterzeichnet Wilhelm.

Durch den König, Der Staats-Sekretair, Unterzeichnet, Baron von Capellen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

(N°. 205.)

Königlich-Niederländische Gendarmerie.

Der Obrist-Commandeur der Königlich-Niederländischen Marechaussee macht den Einwohnern des Groß-Herzogthums Lützemburg, welche die er-

réunir les qualités exigées pour être admis dans ce corps, et qu'ils trouveront plus bas détaillées, qu'ils peuvent s'adresser directement à lui, rue de Louvigny, n°. 450; mais il leur fait savoir en même tems, qu'il ne peut agréer les miliciens aussi long-tems que le contingent de ceux qui seront appelés à marcher, ne sera pas rempli.

Pour être reçu dans le corps de la maréchaussée royale des Pays-Bas, il faut :

1°. Être âgé de 22 à 40 ans.

2°. Avoir la taille de 5 pieds 5 pouces (mesure du Rhin) pour les cavaliers, et 5 pieds 4 pouces pour les fantassins.

3°. Savoir lire et écrire.

4°. Être porteur de certificats du maire de sa commune, ou de ses chefs, s'il sort d'un autre service, qui constatent sa bonne conduite et ses services militaires : il faudra aussi prouver que l'on ne fait pas partie des numéros de la milice, destinés à marcher.

5°. Être né Belge ou Hollandais.

6°. Pouvoir se monter ou s'équiper à ses frais, ou verser dans la masse une somme de 300 francs, ou procurer un cautionnement de 600 francs. Cependant le commissaire-général de la guerre peut faire des exceptions à l'égard des anciens militaires, qui prouveront avoir servi avec honneur.

Ceux qui ont servi pendant quelques années, et sur-tout dans la cavalerie, seront reçus de préférence.

Habillement et équipement.

Grand Uniforme.

Habit bleu foncé, avec aiguillettes et treffles, paremens, collet, revers et doublure bleu de

forderlichen, hierunten beschriebenen Eigenschaften, um in dieses Corps aufgenommen zu werden, zu besitzen glauben, bekannt, daß sie sich bei ihm selbst in der Louwigniy's-Gasse, Nr. 450, zu stellen haben; die Aspiranten werden zugleich in Kenntniß gesetzt, daß die National-Miliz-Männer nur dann, wann das Contingent jener, welche zum marschiren aufgefordert worden, wird vollzählig seyn, angenommen werden dürfen.

Um in obgemeldtes Königlich-Niederländisches Marechaussee-Corps aufgenommen zu werden, muß man :

1) 22 bis 40 Jahre alt seyn;

2) 5 Fuß 5 Zoll für die Cavalleristen, und 5 Fuß 4 Zoll (Rhein-Maaß) für die Infanteristen groß seyn;

3) Lesen und schreiben können;

4) Ein Certifikat vom Mär der Gemeinde oder von seinen Obern, (wenn man in Dienst gestanden), die gute Aufführung und militärischen Dienste bestätigend, vorzuzeigen im Stande seyn, und gleichzeitig beweisen können, daß man nicht unter der Zahl der Nº. der Miliz, welche zum marschiren bestimmt sind, sich befinde;

5) Man muß ein geborner Belgier oder Holländer seyn;

6) Auf eigene Unkosten sich montiren oder equipiren, oder eine Summe von 300 Franken in die Massa versiren, oder auch Caution für 600 Fr. stellen. Jedoch können S. Exz. der General-Commissair des Krieges, in Hinsicht der alten Soldaten, welche mit Ehre gedient zu haben bescheinigen werden, eine Ausnahme machen.

Diejenigen, welche einige Jahre, vorzüglich bei der Cavallerie, gedient haben, werden vor den andern angenommen werden.

Bekleidung und Equipirung.

Große Uniform.

Dunkelblau mit Achselschnüren und Kleeblatt, hellblaue Aufschläge, Kragen und Klappen, weiße

Suite du supplément



Suite du supplément du N°. 50 du Journal officiel.

ciel, pantalon blanc, chapeau galonné en argent, panache blanc, bottes fortes.

Petit Uniforme.

Frac bleu foncé avec aiguillettes et treffles, collet et paremens bleu de ciel, pantalons gris, chapeau uni avec panache blanc.

L'infanterie a le même uniforme, mais avec épaulettes; les guêtres remplaçent les bottes.

Solde.

La solde annuelle des sous-officiers et maréchaussées, tant à cheval qu'à pied, est fixée comme suit, savoir:

Cavalerie.

Maréchal-des-logis chef	1500 fr.
Maréchaux-des-logis	1400
Brigadiers	1300
Maréchaussées et trompettes. . . .	1080

Infanterie.

Maréchaux-des-logis	700 fr.
Brigadiers	600
Maréchaussées.	500

Au moyen de cette solde les sous-officiers et maréchaussées pourvoiront à leur habillement et équipement, remonte, harnachement, ainsi qu'à leur subsistance, chauffage, et nourriture de leurs chevaux.

N. B. S. M. a daigné accorder jusqu'à nouvel ordre les vivres au corps de la maréchaussée, qui jouit à présent de ce bienfait. Les fourrages lui sont aussi délivrés des magasins, moyennant l'abandon d'un franc de leur traitement par jour.

Les maréchaussées qui seront pourvus d'un cheval en état de faire le service et de tous les objets d'armement et d'équipement, et qui auront 300 francs dans leur masse de réserve, recevront une solde journalière proportionnée à la somme de 500 francs pour l'année entière.

Hosen, Hut mit silbernem Bord, weißer Federbusch, schwere Cavallerie-Stiefel.

Kleine Uniform.

Dunkelblauer Rock mit Achselschnüren und Kleeblatt, hellblaue Aufschläge und Kragen, graue Reithosen, Hut ohne Auszierung, aber mit weißem Federbusch.

Die Infanterie hat die nämliche Uniform, allein mit Achselklappen und Kamaschen statt der Stiefel.

Besoldung.

Der jährliche Sold der Unteroffiziere und Marechaussees sowohl zu Pferd als zu Fuß, ist festgesetzt, wie folgt:

Cavallerie.

Ober-Wachtmeister.	1,500 Fr.
Wachtmeister.	1,400
Brigadiers	1,300
Marechaussees und Trompeter.	1,080

Infanterie.

Wachtmeister.	700
Brigadiers.	600
Marechaussées.	500

Mit diesem Sold müssen die Unteroffiziere und Gemeinen die Bekleidung, Equipirung, den Hufbeschlag der Pferde und sämmtliche Rüstung bestreiten; sie müssen sich ebenfalls verpflegen und Fourrage für ihre Pferde besorgen.

NB. Seine Majestät haben geruhet, bis auf weitern Befehl die Verpflegung dem Corps, welches gegenwärtig diese Wohlthat genießt, verabfolgen zu lassen. Die Fourrage wird auch, vermöge eines Abzugs von 1 Fr. per Tag, aus den Magazinen geliefert.

Die Marechaussées, welche ein diensttaugliches Pferd und alle Equipirungs- und Armatur-Stücke besitzen, und welche 300 Franken in ihrer Reserve-Massa haben, werden einen täglichen, der Total-Summe von 500 Fr. für das ganze Jahr angemessenen Sold erhalten.

Quant à ceux à qui il manquera un cheval, tout, ou une partie de leur équipement, et dont la masse ne sera pas complétée, ou qui auront des dettes, ils subiront une retenue plus forte. Toutefois on ne recevra jamais moins d'un franc par jour, et un fantassin 90 centimes ou 18 sous par jour; les sous-officiers en proportion.

Outre cette solde annuelle, il existe des primes pour les déserteurs repris, pour les prisonniers de tout genre dans le même cas, des parts dans les prises de contrebande dans une proportion très-avantageuse à l'arme, des exécutions qui augmentent beaucoup le traitement de l'individu actif à remplir ses devoirs.

Tous les trois mois il se fait un décompte de la masse de réserve; les sous-officiers et maréchaussées qui seront convenablement montés et pourvus de tous les objets d'habillement et d'équipement, reçoivent ce qui excède la somme de 300 francs; la même chose a lieu pour celle des fourrages.

Lorsque les sous-officiers et maréchaussées sont envoyés hors de leur résidence, et qu'ils sont dans le cas de découcher, ils reçoivent un supplément de solde pour la nuit dans la proportion suivante:

Les maréchaux-des-logis	70 c.
Les brigadiers.	60
Les maréchaussées.	50

Dans ce cas, les sous-officiers et maréchaussées ont droit en outre aux fourrages, et les reçoivent des magasins de l'état sur le même pied que les carabiniers.

Les objets de casernement sont fournis par les autorités locales qui reçoivent une indemnité du gouvernement. Les hommes mariés ont une chambre pour eux, et les autres en ont une pour deux.

Denjenigen, welche kein Pferd haben, denen das Ganze, oder ein Theil ihrer Rüstung fehlet, und welche ihre Massa nicht komplet oder auch Schulden haben, wird ein größerer Abzug gemacht; doch wird der Reuter nie weniger als einen Franken, und der Fußgänger nicht minder als 90 Cent. oder 18 Sous täglich erhalten. Den Unteroffizieren wird ein verhältnißmäßiger Abzug gemacht.

Außer dieser jährlichen Besoldung bestehen noch Prämien für wieder ergriffene Durchläufer und Gefangene aller Art, Antheile an den Kapturen von Contrebande in einem dem Besten des Corps sehr angemessenen Verhältnisse; darneben erhöhen die Exekutions-Gebühren das Traktament des zur Vollziehung seines obliegenden Dienstes thätigen Mannes auf eine nicht unbeträchtliche Art.

Alle drei Monate wird eine Abrechnung über die Reserve-Massa gehalten; die Unteroffiziere und Gemeine, welche vorschriftsmäßig gekleidet und beritten sind, erhalten den Ueberschuß der Summa von 300 Franken. Das nämliche findet bei der Fourrage-Massa statt.

Wenn die Unteroffiziere und Marechaussees außer ihren Standort geschickt werden, und außerhalb zu schlafen genöthigt sind, so erhalten sie eine Zulage für die Nacht in folgendem Verhältnisse:

Die Wachtmeister.	70 Cent.
Die Brigadiers.	60
Die Marechaussées	50

In diesem Falle haben die Unteroffiziere und Marechaussées auch Recht zur Fourrage, welche sie aus den Magazinen des Staates, so wie die Carabiniers, erhalten.

Die Casernirungs-Gegenstände werden durch die Orts-Behörden, welche von der Regierung eine Entschädigung erhalten, gestellt.

Die Verheuratheten haben ein Zimmer für sich allein, und den andern wird ein Zimmer für zwei gegeben.

Il n'existe point d'engagement dans le corps royal de la maréchaussée. S. E. le commissaire-général de la guerre accorde les démissions, mais il faut alors que le gouvernement ne soit pas lésé, et que le démissionnaire prenne des arrangemens à cet égard.

Luxembourg, le 16 juillet 1815.

Baron De Roisin.

MERCURIALES

du Grand-Duché de Luxembourg, pour le mois de juin 1815.

Première moitié de ce mois.

Nature des denrées.	Poids et mesures.	Prix. fr.	c.
Froment	hectolitre.	16	96
Méteil.	idem.	14	71
Seigle.	idem.	13	14
Orge.	idem.	11	00
Avoine	idem.	7	56
Haricots.	idem.	26	25
Pois.	idem.	14	12
Lentilles	idem.	17	00
Farine de froment	idem.	36	00
Pain de froment tamisé.	Kilograme	00	40
Pain de froment non-tamisé	idem.	00	35
Pommes de terres	Hectolitre.	4	32
Viande de bœuf	Kilograme	00	85
Viande de vache.	idem.	00	78
Viande de veau	idem.	00	63
Viande de mouton.	idem.	00	91
Viande de cochon.	idem.	1	57
Foin.	Quintal métr.	7	22
Paille.	idem.	3	93
Bois de chêne.	Le stère.	3	00
Bois de hêtre.	idem.	4	87
Bois blanc.	idem.	2	62
Charbons de bois.	Hectolitre	1	23
Charbons de fossile.	Les 500 kilogr.	30	00

Es besteht keine Kapitulation in dem Königl. Corps der Marechaussée. S. E. der General-Commissair des Krieges gestatten die Abschiede; allein in diesem Falle muß die Regierung nichts dabei leiden, und ist der zu Verabschiedende angehalten, alles zu berichtigen.

Lützemburg, den 16ten July 1815.

Freiherr von Roisin.

Merkurialen

des Groß-Herzogthums Lützemburg, für den Monat Juny 1815.

Erste Hälfte dieses Monats.

Natur der Lebensmittel.	Maas und Gewicht.	Preis. Fr.	Cent.
Weizen	Hektoliter.	16	96
Mangkorn.	Idem	14	71
Korn	Idem	13	14
Gerste.	Idem	11	00
Haber.	Idem	7	56
Bohnen.	Idem.	26	25
Erbsen.	Idem	14	12
Linsen.	Idem.	17	00
Weizenmehl.	Idem.	36	00
Brod von gebeuteltem Weizenmehl.	Kilogramm.	00	40
Brod von ungebeuteltem Weizenmehl.	Idem	00	35
Erdäpfel.	Hektoliter.	4	32
Rindfleisch.	Kilogramm.	0	85
Kuhfleisch.	Idem	0	78
Kalbfleisch.	Idem	0	63
Hammelfleisch.	Idem	0	91
Schweinenfleisch.	Idem	1	57
Heu.	Metr. Centn.	7	22
Stroh.	Idem	3	93
Eichenholz.	Stere.	3	00
Buchenholz.	Idem	4	87
Leicht Holz.	Idem	2	62
Holzkohlen.	Hektoliter	1	23
Steinkohlen.	500 Kilogr.	30	00

Seconde moitié dudit mois.

Nature des denrées.	Poids et mesures.	Prix. fr.	c.
Froment	Hectolitre	16	72
Méteil	idem.	14	41
Seigle.	idem.	13	17
Orge	idem.	12	06
Avoine	idem.	7	72
Pois.	idem.	15	68
Farine de froment.	idem.	40	00
Pain de froment tamisé.	Kilograme	00	40
Pain de froment non tamisé.	idem.	00	36
Pain de seigle pur.	idem.	00	22
Pommes de terre.	Hectolitre	4	98
Viande de bœuf.	Kilograme	00	85
Viande de vache.	idem.	00	77
Viande de veau.	idem.	00	62
Viande de mouton.	idem.	00	87
Viande de cochon.	idem.	1	66
Foin.	Quintal métr.	8	04
Paille.	idem.	3	05
Bois de chêne.	Le stère.	3	83
Bois de hêtre.	idem.	5	66
Bois blanc.	idem.	2	98
Charbons de bois.	Hectolitre.	3	75
Charbons de fossile.	500 kilogram.	30	00

Luxembourg, le 22 juillet 1815.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Zweite Hälfte besagten Monats.

Natur der Lebensmittel.	Maas und Gewicht.	Preis. Fr.	Cent.
Weizen.	Hektoliter.	16	72
Mangkorn.	Idem	14	41
Korn	Idem	13	17
Gerste.	Idem	12	06
Haber.	Idem	7	72
Erbsen.	Idem	15	68
Weizenmehl.	Idem	40	00
Brod von gebeuteltem Weizenmehl.	Kilogramm.	00	40
Brod von ungebeuteltem Weizenmehl.	Idem	00	36
Kornbrod	Idem	00	22
Erdäpfel.	Hektoliter.	4	98
Rindfleisch.	Kilogramm.	0	85
Kuhfleisch.	Idem	0	77
Kalbfleisch.	Idem	0	62
Hammelfleisch	Idem	0	87
Schweinenfleisch.	Idem	1	66
Heu.	Metr. Centn.	8	04
Stroh.	Idem	3	05
Eichenholz.	Stere.	3	83
Buchenholz	Idem	5	66
Leicht Holz	Idem	2	98
Holzkohlen.	Hektoliter.	3	75
Steinkohlen.	500 Kilogr.	30	00

Lützemburg, den 22ten July 1815.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Willmar.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 27 juillet 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 27sten July 1815.

(N°. 206.)

LETTRE

De S. E. Mr. le Commissaire-général de S. M. le Roi, Grand-Duc, résidant à Liége, à MM. les Sous-intendans et Maires concernant l'acceptation de la constitution du royaume des Pays-Bas.

Liége, le 23 juillet 1815.

Messieurs, vous trouverez, à la suite de la présente, 1°. copie de la proclamation de S. M., en date du 18 juillet, relative à l'acceptation de la constitution du royaume des Pays-Bas, laquelle vous a déjà été envoyée pour être publiée et affichée; 2°. l'instruction de S. E. le secrétaire d'état, baron van der Capellen, en date du 19 juillet, sur la manière de recevoir les votes émis sur la liste des notables, nommés pour les arrondissemens respectifs.

Vous remarquerez, messieurs, combien sont libérales les intentions de S. M., lorsqu'elle desire que les notables, choisis par elle, ne soient appelés à prononcer sur l'adoption de la constitution qu'après avoir été, eux-mêmes, confirmés dans cette honorable mission, par le

(N°. 206.)

Schreiben

S. Exz. des Herrn General-Commissairs S. M. des Königs, Groß-Herzogs, zu Lüttich, an die Herren Unter-Intendanten und Mär's, in Betreff der Annahme der Constitution des Königreichs der Niederlande.

Lützemburg, den 23ten July 1815.

Meine Herren, Sie werden nach gegenwärtigem, 1°. die Abschrift der Proklamation S. M. vom 18 July, in Betreff der Annahme der Constitution des Königreichs der Niederlande, welche Ihnen schon zugeschikt worden, um publizirt und angeschlagen zu werden; 2°. die Instruktion S. E. des Staats-Sekretärs, Barons von der Capellen, vom 19 July, über die Art, wie die, über die Liste der Notabel's, die für die respektiven Bezirke ernannt sind, gegebenen Stimmen aufgenommen werden sollen, finden.

Sie werden, meine Herren, bemerken, wie liberal die Absichten S. M. sind, wenn Sie verlangen, daß die von Ihr erwählten Notabel's erst alsdann berufen werden sollen, um über die Annahme der Constitution sich zu erklären, nachdem sie selbst in dieser ehrenvollen Sendung durch das

suffrage de leurs concitoyens, dont ils deviennent les mandataires.

C'est vous, MM., qui devez procurer à vos administrés le moyen d'émettre à cet égard leur opinion. L'instruction du 19 juillet ne laisse rien à désirer pour atteindre le but que s'est proposé le gouvernement, et si d'une part, je dois vous engager à suivre exactement ce qu'elle prescrit, veiller à ce que personne ne porte sa déclaration sur le registre des votes, qu'autant qu'il soit habile à le faire; je vous recommande non moins expressément, d'une autre part, de ne rien négliger en ce qui vous concerne, pour que cette opération se termine avec la plus grande régularité, pour que rien ne comprime l'expression de vœux tendant à écarter quelqu'un des notables, et enfin pour que chaque citoyen reste convaincu que S. M. en consultant son peuple, dans cette circonstance importante, n'a voulu connaître que la vérité seule, et toute entière.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Signé J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

(N°. 207.)

PROCLAMATION

de S. M. le Roi, Grand-Duc, relative au projet de constitution.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Lorsque le gouvernement de la Belgique nous fut remis par les hautes puissances alliées, nous avons préalablement donné notre adhésion formelle aux conditions de la réunion de la Belgique et des Provinces-Unies des Pays-Bas, qui avaient été arrêtées à Londres par les plénipotentiaires desdites provinces, au mois de juin 1814, et dont la teneur suit:

ART. I. Cette réunion devra être intime et complette, de façon que les deux pays ne forment qu'un seul et même état, régi par la constitution déjà établie en Hollande, et qui sera

Zutrauen ihrer Mitbürger, deren Mandatarien sie werden, bestätigt worden sind.

Sie sind es, meine Herren, die Ihren Mitbürgern das Mittel verschaffen sollen, ihre Meinung in dieser Rücksicht zu äußern. Die Instruktion vom 19ten July läßt nichts zu wünschen übrig, um den Zweck zu erreichen, welchen die Regierung sich vorgesetzt hat; und wenn ich Sie, einer Seits, einladen soll, sich genau nach ihrer Vorschrift zu richten und zu wachen, damit niemand seine Erklärung in das Stimmen-Register einschreibe, wenn er nicht die gehörigen Qualitäten dazu vereinigt; so empfehle ich Ihnen auf der andern Seite, eben so nachdrücklich, nichts, was Sie betrift, zu vernachläßigen, damit diese Operation mit der größten Regelmäßigkeit geendigt werde, daß nichts den Ausdruck der Wünsche zurückhalten möge, die dahin zwecken würden, irgend einen der Notabel's zu entfernen, und endlich, daß jeder Bürger überzeugt seyn möge, daß S. M., indem Sie Ihr Volk bei dieser wichtigen Gelegenheit um Rath fragen, nur die Wahrheit, und die ganze Wahrheit haben kennen wollen.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Unterzeichnet: J. G. Verstolk von Soelen.

(N°. 207.)

Proklamation

S. M. des Königs, Groß-Herzogs, in Betreff des Konstitutions-Vorschlages.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, *rc. rc. rc.*

Als die hohen alliirten Mächte Uns die Regierung von Belgien übertrugen, so hatten Wir vorher Unsern förmlichen Beitritt zu den Bedingungen der Vereinigung Belgiens und der vereinigten Provinzen der Niederlande gegeben, welche zu London von den Bevollmächtigten der besagten Mächte im Monat Juny 1814 festgesetzt worden waren, und deren Inhalt folgender ist:

Art. I. Diese Vereinigung soll innig und vollständig seyn, so daß beide Länder nur einen einzigen und denselben Staat bilden, der durch die, in Holland schon eingeführte Constitution regiert

modifiée d'un commun accord, d'après les nouvelles circonstances.

II. Il ne sera rien innové aux articles de cette constitution, qui assurent à tous les cultes une protection et une faveur égales, et garantissent l'admission de tous les citoyens, quelle que soit leur croyance religieuse, aux emplois et offices publics.

III. Les provinces belgiques seront convenablement représentées dans l'assemblée des états-généraux, dont les sessions ordinaires se tiendront, en tems de paix, alternativement dans une ville Hollandaise et dans une ville de la Belgique.

IV. Tous les habitans des Pays-Bas se trouvant ainsi constitutionnellement assimilés entr'eux, les différentes provinces jouiront également de tous les avantages commerciaux et autres, que comporte leur situation respective, sans qu'aucune entrave ou restriction puisse être imposée à l'une au profit de l'autre.

V. Immédiatement après la réunion, les provinces et villes de la Belgique seront admises au commerce et à la navigation des colonies, sur le même pied que les provinces et villes hollandaises.

VI. Les charges devant être communes, ainsi que les bénéfices, les dettes contractées jusqu'à l'époque de la réunion par les provinces hollandaises d'un côté, et de l'autre par les provinces belgiques, seront à la charge du trésor public des Pays-Bas.

VII. Conformément aux mêmes principes, les dépenses requises pour l'établissement et la conservation des fortifications sur la frontière du nouvel état, seront supportées par le trésor général, comme résultant d'un objet qui intéresse la sûreté et l'indépendance de toutes les provinces de la nation entière.

VIII. Les frais d'établissement et d'entretien des digues, resteront pour le compte des districts, qui sont plus directement intéressés à

wird, welche nach den neueintretenden Umständen vermittelst einer gemeinschaftlichen Uebereinstimmung modifizirt werden wird.

II. Es soll nichts in den Artikeln dieser Constitution verändert werden, welche allen Religionen gleichen Schutz und gleiche Begünstigung zusichern, und die Zulassung aller Bürger, zu was für einem religiösen Glauben sie sich auch bekennen mögen, zu den öffentlichen Aemtern und Diensten gewähren.

III. Die Belgischen Provinzen sollen in der Versammlung der General-Staaten gehörig repräsentirt werden, deren gewöhnliche Sitzungen, in Friedenszeiten, abwechselnd in einer Holländischen und in einer Belgischen Stadt gehalten werden sollen.

IV. Da also alle Einwohner der Niederlande einander konstitutionsmäßig gleichgestellt sind, so sollen die verschiedenen Provinzen auf eine gleiche Weise alle Handels- und andere Vortheile genießen, die ihre respektive Lage zuläßt, ohne daß die geringste Hinderniß oder Einschränkung der einen zum Nutzen der andern auferlegt werden kann.

V. Unmittelbar nach der Vereinigung sollen die Provinzen und Städte Belgiens zu dem Handel und der Schiffarth in die Colonien auf denselben Fuß, wie die Provinzen und Holländischen Städte, zugelassen werden.

VI. Da die Lasten, wie die Vortheile gemeinschaftlich seyn sollen, so werden, einer Seits, die bis zur Zeit der Vereinigung von den Holländischen Provinzen kontrahirten Schulden und von der anderen Seite, die von den Belgischen Provinzen kontrahirten, dem öffentlichen Schaz der Niederlande zur Last fallen.

VII. In Gemäßheit derselben Grundsäze sollen die für die Errichtung und den Unterhalt der Festungen an der Grenze des neuen Staats erforderlichen Ausgaben von dem allgemeinen Schatz bestritten werden, indem sie von einem Gegenstand herrühren, welcher die Sicherheit und die Unabhängigkeit aller Provinzen der ganzen Nation interessirt.

VIII. Die Errichtungs- nnd Unterhalts-Kosten der Dämme, sollen den Distrikten anheim fallen, welche ein besonderes Intereße an diesem Theil des

cette partie du service public, sauf l'obligation de l'état en général de fournir des secours, en cas de désastre extraordinaire, le tout ainsi que cela s'est pratiqué jusqu'à présent en Hollande.

öffentlichen Diensts haben, der Verpflichtung des Staats ohnbeschadet, im Fall eines ausserordentlichen Unglüks, Hilfe zu leisten, so wie dieses bisher in Holland Statt gehabt hat.

Le traité de Vienne ayant consacré d'après ces mêmes principes, la cession formelle des provinces belgiques pour former conjointement avec les Provinces-Unies des Pays-Bas un seul royaume, Nous nous sommes empressés de faire examiner par une commission spéciale, quelles modifications il serait utile ou nécessaire d'apporter à la constitution établie en Hollande.

Da der Traktat von Wien nach denselben Grundsäzen die förmliche Abtretung der Belgischen Provinzen anerkannt hat, um in Verbindung mit den vereinigten Provinzen der Niederlande ein einziges Königreich zu bilden, so haben Wir Uns beeilt, durch eine besondere Commission untersuchen zu laßen, welche Modifikationen nüzlich oder nothwendig wären in der, in Holland eingeführten Constitution zu machen.

Des citoyens distingués par leurs lumières, leur patriotisme et leur probité, se sont occupés de ce travail important avec un zèle digne des plus grands éloges.

Bürger, welche sich durch ihre Einsichten, ihren Patriotismus, und ihre Rechtschaffenheit auszeichnen, haben sich mit dieser wichtigen Arbeit mit einem, der größten Lobsprüche würdigen Eifer beschäftigt.

Le projet qu"ils viennent de nous présenter, contient des distinctions honorables pour la noblesse, assure à tous les cultes une protection et faveur égales, et garantit l'admission de tous les citoyens aux emplois et offices publics; il établit le partage des pouvoirs sur la base d'institutions protectrices et de tous tems chères aux peuples de la Belgique. Il reconnait sur-tout l'indépendance du pouvoir judiciaire; il concilie l'intégrité et la force du corps social avec les droits individuels de chacun de ses membres, et enfin il renferme les élémens de toute amélioration graduelle, dont l'expérience et l'étude ultérieure des diverses relations pourraient faire reconnaitre le besoin.

Der Vorschlag, welchen sie Uns so eben vorgelegt haben, enthält ehrenvolle Auszeichnungen für den Adel, sichert allen Religionen gleichen Schuz und gleiche Begünstigung zu, und gewährt die Zulassung aller Bürger zu den öffentlichen Aemtern und Diensten; er errichtet die Theilung der Gewalten auf die Grundlage von beschüzenden Institutionen, welche zu jeder Zeit den Völkern Belgiens theuer waren. Er erkennt vorzüglich die Unabhängigkeit der richterlichen Gewalt; er vereinbart die Integrität und die Stärke des gesellschaftlichen Körpers mit den einzelnen Rechten eines jeden seiner Glieder, und endlich enthält er die Elemente jeder stufenweisen Verbeßerung, wovon die Erfahrung und das fernere Studium der verschiedenen Verhältniße die Nothwendigkeit zu erkennen geben würden.

Cependant avant de procéder à l'introduction de la nouvelle loi fondamentale, nous désirons nous convaincre de l'assentiment de nos sujets à ses principales dispositions.

Doch ehe Wir zu der Einführung des neuen Fundamental-Gesetzes schreiten, so wünschen Wir Uns von dem Beifall zu überzeugen, welchen Unsere Unterthanen den vornehmsten Verfügungen deßelben geben werden.

A cet effet, des notables seront réunis pour chaque arrondissement de sous-intendance dans la proportion de un sur deux mille habitans. Nous avons ordonné que les choix soient faits avec impartialité parmi les personnes les plus recommandables, et les plus dignes de la confiance de leurs concitoyens. Mais afin d'être sûrs que nos intentions à cet égard ont été remplies, et que ceux qui vont être désignés comme notables, méritent en effet l'honneur d'être les organes de l'opinion générale, nous ordonnons de plus que les listes soient publiées et déposées pendant huit jours, dans les chef-lieux des sous-intendances respectives. En même temps il y sera ouvert des registres où chaque habitant, chef de famille, pourra venir insérer un simple vote de rejet sur un ou plusieurs des notables désignés. C'est d'après le résultat qu'offriront ces registres, que les listes seront définitivement arrêtées, et les notables convoqués dans chaque arrondissement, pour voter sur le projet de loi fondamentale qui leur aura été adressé. Chacune de ces assemblées enverra son procès-verbal à Bruxelles, et députera trois de ses membres pour y assister en réunion générale à l'ouverture de ces procès-verbaux et au recensement des votes des notables.

Telles sont, Belges, les mesures que nous avons jugées les plus convenables pour l'établissement d'un pacte qui doit fixer vos destinées et accélérer l'instant où votre Souverain sera entouré d'une représentation légalement composée.

Heureux de régner sur un peuple libre, brave et industrieux, Nous sommes sûrs de retrouver en lui, ce caractère de loyauté et de franchise qui l'a toujours si éminemment distingué. Tous Nos efforts tendront à cimenter les fondemens de sa prospérité et de sa gloire, et les citoyens de toutes les classes et de toutes les provinces auront en Nous, un protecteur bienveillant et impartial

In dieser Absicht sollen für jeden Bezirk von einer Unter-Intendanz, in dem Verhältniß von einem zu zweitausend Einwohnern, Notabel's zusammen berufen werden. Wir haben verordnet, daß die Wahl mit Unpartheilichkeit unter den schätzbarsten und des Zutrauens ihrer Mitbürger würdigsten Personen getroffen werde. Um aber versichert zu seyn, daß Unsere Absichten in diesem Punkt erfüllt werden, und daß diejenigen, welche als Notabel's werden bezeichnet werden, in der That die Ehre verdienen, die Organe der allgemeinen Meinung zu seyn, so verordnen Wir weiter, daß die Listen publizirt und während acht Tagen in den Hauptorten der respektiven Unter-Intendanzen hinterlegt werden sollen. Zu gleicher Zeit sollen daselbst Register eröffnet werden, in welche jeder Einwohner, der ein Familien-Haupt ist, eine bloße Verwerfungs-Stimme eines oder mehrerer der bezeichneten Notabel's einschreiben kann. Nach dem Resultat, welches diese Register darbieten werden, sollen die Listen definitif geschlossen und die Notabel's in jedem Bezirk zusammen berufen werden, um über den Vorschlag des Grund-Gesetzes, das ihnen zugeschickt werden wird, zu stimmen. Jede dieser Versammlungen soll ihr Protokoll nach Brüssel senden, und drei ihrer Mitglieder abordnen, um in einer allgemeinen Vereinigung der Oeffnung dieser Protokolle und der Aufzählung der Stimmen der Notabel's beizuwohnen.

Dieses sind, Belgier, die Maaßregeln, welche Wir für die Errichtung eines Vertrags, der Euer Schicksal bestimmen und den Augenblick beschleunigen soll, wo Euer Souverain mit einer gesetzlich gebildeten Repräsentation umgeben seyn wird, für dienlich erachtet haben.

Glücklich, ein freies, tapferes und gewerbsames Volk zu regieren, sind Wir versichert, in ihm den Charakter der Biederkeit und Freimüthigkeit wieder zu finden, welcher es von jeher in einem so hohen Grade ausgezeichnet hat. Alle Unsere Anstrengungen werden dahin zwecken, den Grund zu seinem Glücke und zu seinem Ruhme zu legen, und die Bürger aller Classen und aller Provinzen

de leurs droits et de leur bien-être. Nous assurons en particulier à l'Église Catholique son état et ses libertés, et Nous ne perdrons pas de vue les exemples de sagesse et de modération que nous ont laissés, à cet égard, Nos prédécesseurs, vos anciens Souverains, dont la mémoire est si justement vénérée parmi vous.

Fait à La Haye, le 18 juillet de l'an 1815, de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Pour le Secrétaire d'état absent,

Le Secrétaire du cabinet,

Signé P. De Crombrugghe.

Pour copie conforme,

Le Secrétaire de la secrétairerie d'état,

L. Van Gobbelschroy.

werden in Uns einen wohlwollenden und unpartheilichen Beschützer ihrer Rechte und ihres Wohlstandes finden. Wir versichern in's besondere der katholischen Kirche ihren Bestand und ihre Freiheiten, und Wir werden die Beispiele der Weisheit und der Mäßigung nicht aus dem Gesichtspunkte verlieren, welche in dieser Rücksicht Unsere Vorgänger, Eure alten Souveraine, deren Andenken mit Recht von Euch verehrt wird, Uns hinterlassen haben.

Geschehen zu Haag, den 18ten July des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterz., Wilhelm.

Durch den König,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterzeichnet, P. Von Crombrugghe.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats,

Unterschrieben, L. Van Gobbelschroy.

Liste des notables appellés à émettre leur vœu sur le projet de constitution, dans l'arrondissement de Luxembourg.

Liste der Notabel's die berufen sind über den Constitutions-Vorschlag, in dem Bezirk von Lützemburg, ihr Gutachten zu äußern.

Beving, Pierre, domicilié à Grevenmacher.
Blockhausen, Joseph, (Baron de) à Berg.
Bochkoltz, François, à Luxembourg.
Baclesse, Joseph, à idem.
Bourgeois, Charles, à idem.
Bock, Pierre-Joseph, aux Sept-Fontaines.
Collart, Hubert-Joseph, à Fischbach.
Claisse, Nicolas, à Luxembourg.
Collart, Charles-Joseph, à Dommeldange.
Collart, Auguste, à Bettembourg.
Demarches, Charles, Baron, à Guirsch.
Desert, Pierre, à Luxembourg.
De Soleuvre, George, Baron, à Bourglinster.
Dutreux-Bock, Jean-Pierre-Bonaventure, à Luxembourg.
De Gerlache, Anne-Joseph, à Differdange.
De Biber, Baron, à Luxembourg.
De Loen, Baron, à idem.
Delafontaine, Théodore, à idem.
De Soleuvre, Gabriël, Baron, à Differdange.
De Van Eil, propriétaire, à Holenfeltz.
D'Huart, Baron, à Bertrange.
De Martigny, Jean-Adolphe, à Aspelt.
Forron, François-Laurent, à Arlon.
Fabert, Joseph-Léopold, à Grevenmacher.
Huberty, Jean-Pierre, à Luxembourg.
Heuardt, Henri, à Rollingen.
Landmann, Chrétien, à Luxembourg.
Lebrun de Miraumont, Fréderic-Joseph, à Houdelange.
Maréchal, François, à Luxembourg.
Nothombe, à Differdange.

Pescatore, Antoine, à Luxembourg.
Resibois, Antoine, à Arlon.
Rœser, François, à Luxembourg.
Reuter Nicolas, à idem.
Seill (De) Valère, à Wasserbillig.
Scheffer, François, à Luxembourg.
Servais, Emmanuël-Jean-Antoine, à Mersch.
Schintgen, propriétaire, à Crautheim.
Tinant, François-Sébastien, à Autelbas.
Tornaco, Charles, Baron, à Sanem.
Thorn, notaire à Remich.
Urbain, Herman, à Luxembourg.
Wellenstein, Jean-Baptiste, à Ehnen.
Wurth, Jean-Baptiste-Charles, à Luxembourg,

Les habitans de l'arrondissement de Luxembourg, habiles à voter le rejet de quelqu'un des notables portés sur la liste ci-dessus, sont prévenus qu'à dater du 26 juillet jusqu'au 3 août inclusivement, il sera ouvert dans les bureaux de la sous-intendance un registre destiné à recevoir leur vote, conformément à la publication de Sa Majesté, en date du 18 de ce mois. Le secrétaire d'état, Baron De Capellen.

Pour copie conforme, Le secrétaire de la secrétairerie d'état, L. Van Gobbelschroy.

Die Einwohner des Bezirks von Lützemburg, welche die Eigenschaften vereinigen, um zu der Verwerfung des einen oder des anderen der auf der obigen Liste begriffenen Notabel's zu stimmen, sind benachrichtigt, daß von dem 26sten July an, bis auf den 3ten August einschließlich, in den Bureaux der Unter-Intendanz ein Register eröffnet werden soll, um in dasselbe, in Gemäßheit der Bekanntmachung Seiner Majestät vom 18ten dieses Monats, ihre Stimme einzuschreiben.

Der Staats-Sekretair, Unterzeichnet, Baron von Capellen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats, Unterzeichnet, L. Van Gobbelschroy.

Liste des notables appellés à émettre leur vœu sur le projet de constitution, dans l'arrondissement de Neuf-Château.

Liste der Notabel's, die berufen sind über den Constitutions-Vorschlag, in dem Bezirk von Neufchateau, ihr Gutachten zu äußern.

André, Claude, l'aîné, domicilié à Virton.
Arnould, Jacques, à Neuf-Château.
Bouvy, Joseph, à St-Léger.
Burnet, Nicolas, à Houffalize.
Burnet, Nicolas, à Paliseul.
Collard, Pierre-Joseph, à Neuf-Château.
Casaquy, Clément-Pierre-Louis, à Roumont.
D'Huart, H.-A.-J à Jamoigne.
Delaitres, Robert-Joseph, à Rossignol.
D'Anethan, Félix, fils, à Latraperie.
Dumont, Dieudonné-François, à Izel.
De Burthé, Michel-Joseph, à Steinbach.
D'Orsainfaing, Gilles, à L'Eglise,
De Neunheuser, Joseph, à Dampicourt.
De Gerlache, Jean-Baptiste, à Biourge.
De Hoffschmit, Ernest, à Recogne.
De Machuray, Pierre-Antoine, à Cabraiville.
Duhattois, Remacle, à Gerouville.
Delviche, Pierre François, à Bastogne.
François, Henri-J., à Idem.
Fizaine, Paul-Augustin, à Ethe.
Guyot, Jean-Pierre, à Virton.
Goosse, à Neuf-Château.
Gerard, François-Louis, à Assenois.
Goffinet, Henri, à Izel.
Gofflot Jean-Filles, à Neuf-Château.

Julien, Gilles-Joseph, à Hamipré.
Lafalize, fils, à Sibret.
Magnette, Jean Louis, à Virton.
Merck, Michel, à Harlange.
Mathelin, à Bastogne.
Rossignon, Jean-Didier, à St.-Mard.
Tinant, Louis, à Habay-la-Neuve.
Tinant, à Neuf-Château.

Les habitans de l'arrondissement de Neuf-Château, habiles à voter le rejet de quelqu'un des notables portés sur la liste ci-dessus, sont prévenus qu'à dater du 26 juillet jusqu'au 3 août inclusivement, il sera ouvert dans les bureaux de la sous-intendance un registre destiné à recevoir leur vote, conformément à la publication de Sa Majesté, en date du 18 de ce mois.

Le secrétaire d'état, Baron DE CAPELLEN.

Pour copie conforme,

Le secrétaire de la secrétairerie d'état, L. VAN GOBBELSCHROY.

Die Einwohner des Bezirks von Neuf-Chateau, welche die Eigenschaften vereinigen, um zu der Verwerfung des einen oder des anderen der auf der obigen Liste begriffenen Notabel's zu stimmen, sind benachrichtigt, daß von dem 26sten July an, bis auf den 3ten August einschließlich, in den Bureaux der Unter-Intendanz ein Register eröffnet werden soll, um in dasselbe, in Gemäßheit der Bekanntmachung Seiner Majestät vom 18ten dieses Monats, ihre Stimme einzuschreiben.

Der Staats-Sekretair, Unterzeichnet, Baron von Capellen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair der Staats-Sekretariats, Unterzeichnet, L. Van Gobbelschroy.

Liste des Notables appellés à émettre leur vœu sur le projet de constitution dans l'arrondissement de Dickirich.

Liste der Notabel's, die berufen sind über den Constitutions-Vorschlag, in dem Bezirk von Diekirch, ihr Gutachten zu äußern.

André, Joseph-Louis, domicilié à Vianden.
Bouvier, Jean-Pierre, à Clervaux.
Bockolz, fils, à Wilverwilz.
Coster, Wenceslas, à Vianden.
De Lannoy, le comte, Félix, à Clervaux.
Dondelinger, Jean-Henri, à Echternach.
D'Olimart, Jean-Adolphe, à Diekirch.
De Villers, baron, Mathieu-Camille, à Born.
Faber, Jean-Joseph, à Wiltz.
Lamberty, Jean-Guillaume-Joseph, à Diekirch.
Muller, Gaspard, à Echternach.
Recht, Nicolas, à Moestroff.
Richard, Giles-Jean, à Clervaux.
Seyler, Jean-Pierre-Thomas, à Diekirch.
Salentiny, Jean-Pierre, à Redange.
Simon, François, à Wiltz.
Siner, Pierre, à Longsdorff.
Schmetz, Jean-Gaspard, à Weiswampach.
Thilges, père, Henri, à Clervaux.
Tock, Jean, à Holz.
Thilges, Jean-George, à Wiltz.
Toussaint, Jean-Blaise, à Donkoltz.
Thilges, le jeune, Henri, à Clervaux.

Les habitans de l'arrondissement de Diekirch, habiles à voter le rejet de quelqu'un

Supplément du N°. 51 du Journal officiel.

des notables portés sur la liste ci-dessus, sont prévenus qu'à dater du 26 juillet jusqu'au 3 août inclusivement, il sera ouvert dans les bureaux de la sous-intendance un registre destiné à recevoir leur vote, conformément à la publication de Sa Majesté, en date du 18 de ce mois.

Le secrétaire d'état, Baron DE CAPELLEN.

Pour copie conforme,

Le secretaire de la secrétairerie d'état, L. VAN GOBBELSCHROY.

Die Einwohner der Bezirks von Diekirch, welche die Eigenschaften vereinigen, um zu der Verwerfung des einen oder des anderen der auf der obigen Liste begriffenen Notabel's zu stimmen, sind benachrichtigt, daß von dem 26sten July an, bis auf den 3ten August einschließlich, in den Bureaux der Unter-Intendanz ein Register eröffnet werden soll, um in dasselbe, in Gemäßheit der Bekanntmachung Seiner Majestät vom 18ten dieses Monats, ihre Stimme einzuschreiben.

Der Staats-Sekretair, Unterzeichnet, Baron von Capellen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats, Unterzeichnet, L. Van Gobbelschroy.

(N°. 207.)

INSTRUCTION

pour MM. les Sous-intendans sur la manière de recevoir les vôtes des citoyens sur la liste des Notables dans chaque arrondissement.

Art. 1er. Les sous-intendans feront publier et afficher sans délai dans toutes les communes de leur arrondissement, la proclamation de S. M. du 18 juillet 1815.

II. Ils feront publier et afficher, en même tems et aux mêmes lieux, la liste des notables pour leur arrondissement, et la feront insérer dans les feuilles publiques qui y existent.

III. Un exemplaire de cette liste, et un exemplaire de la présente instruction, seront, en outre, affichés dans les bureaux de la sous-intendance.

(N°. 207.)

Instruktion

an die Herren Unter-Intendanten über die Art, wie die Stimmen der Bürger über die Liste der Notabel's in jedem Bezirk aufgenommen werden sollen.

Art. 1. Die Unter-Intendanten sind beauftragt, die Proklamation S. M. vom 18ten July 1815, in allen Gemeinden ihres Bezirks publiziren und anschlagen zu lassen.

2. Sie sollen zu derselben Zeit und an denselben Orten die Liste der Notabel's für ihren Bezirk publiziren und anschlagen, und sie in die öffentlichen Blätter, die daselbst existiren, einrücken lassen.

3. Ein Exemplar dieser Liste und ein Exemplar der gegenwärtigen Instruktion sollen überdieß in den Bureaux der Unter-Intendanz angeschlagen werden.

IV. Chaque sous-intendant ouvrira, de la manière suivante, un registre déstiné à recevoir les votes des citoyens qui desireraient l'exclusion d'un ou de plusieurs individus désignés dans la liste des notables.

Registre des votes émis sur la liste des notables nommés pour l'arrondissement de ouvert le 26 juillet 1815, par nous, sous-intendant dudit arrondissement.

N. N.

Ce registre coté et paraphé d'avance, par le sous-intendant restera déposé dans ses bureaux depuis le 26 juillet, jusqu'au 3 du mois d'août inclusivement; durant ces huit jours, et depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre après-midi, le local où ce registre se trouvera déposé, sera ouvert au public; chaque citoyen habile à y inscrire son vote, qui voudra user de cette faculté, portera sur ce registre une déclaration ainsi conçue:

Le soussigné habitant de arrondissement de habile, suivant la proclamation de S. M. du 18 juillet 1815, à voter l'exclusion d'un ou de plusieurs des notables portés sur la liste dudit arrondissement, déclare ne pouvoir consentir à ce que le sieur (ou les sieurs) porté sur cette liste comme notable y soi maintenu.

Signature.

V. Le sous-intendant veillera à ce qu'aucune autre déclaration que celle ci-dessus ne soit

4. Jeder Unter-Intendant soll auf folgende Art ein Register eröffnen, welches bestimmt ist, die Stimmen der Bürger aufzunehmen, welche die Ausschließung eines oder mehrerer, in der Liste der Notabel's bezeichneter Individuen verlangen würden.

Register der, über die Liste der für den Bezirk von ernannten Notabel's, gegebenen Stimmen, welches den 26 July 1815 von uns Unter-Intendanten des besagten Bezirks eröffnet worden.

N. N.

Dieses Register, welches von dem Unter-Intendanten zum voraus gezeichnet und paraphirt worden, soll in seinen Bureaux von dem 26 July an bis auf den 3ten des Monats August einschließlich hinterlegt bleiben; während diesen acht Tagen, und von neun Uhr des Morgens bis vier Uhr Nachmittags, soll das Lokal, wo dieses Register hinterlegt ist, dem Publikum offen seyn; jeder Bürger, der fähig ist, seine Stimme in dasselbe einzuschreiben, und der von diesem Recht Gebrauch machen will, soll in dieses Register eine also abgefaßte Erklärung eintragen:

Der Unterzeichnete, Einwohner von Bezirk von , der, nach der Proklamation S. M. vom 18 July 1815, die Qualitäten vereinigt, über die Ausschließung des einen oder mehrerer der in der Liste des besagten Bezirks begriffenen Notabel's zu stimmen, erklärt, daß er nicht einwilligen kann, daß der Herr, (oder die Herren), die sich auf dieser Liste als Notabel's befinden, auf derselben beibehalten werden.

(Unterschrift.)

5. Der Unter-Intendant soll wachen, daß keine andere Erklärung, als die obige, in das Register

portée sur le registre, et à ce que personne ne signe qu'en son propre nom.

VI. Le 3 août, à 4 heures de relevée, ce registre sera clos par le sous-intendant de la manière suivante :

Le sous-intendant de l'arrondissment de ,
déclare que le présent registre, après avoir été ouvert pendant huit jours dans un local accessible au public, et après que chaque habitant de l'arrondissement, habile à voter, a eu toute liberté d'y inscrire sa déclaration, à été clos et arrêté par lui, le 3 août 1815, à quatre heures de relevée.

N. N.

VII. Le sous-intendant enverra sur-le-champ à la secrétairerie d'état à Bruxelles, le registre ainsi clos, et de plus, soigneusement enveloppé et scellé; il en chargera un courrier extraordinaire, si le départ ordinaire de la poste ne permettait pas que cet envoi parvint à Bruxelles dans la journée du 4 août.

Bruxelles, le 19 juillet 1815.

Le secrétaire-d'état,
Signé, Baron de CAPELLEN.

Pour copie conforme,

Le secrétaire-général du commissariat-général de Liége,
Signé J. J. D'OMALIUS.

Le Conseiller directorial chargé provisoirement de l'administration du Grand-Duché de Luxembourg, arrête que la circulaire, la proclamation, les listes de Notables et l'instruction ci-dessus, seront publiées par la voie du journal officiel du Grand-Duché.

Fait à Luxembourg, le 26 juillet 1815.

WILLMAR.

eingetragen werde, und daß jedermann nur in seinem eigenen Namen unterschreibe.

6. Den dritten August, um vier Uhr des Nachmittags, soll dieses Register von dem Unter-Intendanten auf folgende Art geschlossen werden:

Der Unter-Intendant des Bezirks von erklärt, daß gegenwärtiges Register, nachdem es acht Tage lang in einem, dem Publikum offenen Lokal, eröffnet worden ist, und jeder stimmfähige Bewohner des Bezirks völlige Freiheit gehabt hat, seine Deklaration in dasselbe einzuschreiben, den dritten August 1815, um vier Uhr nach Mittag von ihm geschlossen worden ist.

N. N.

7. Der Unter-Intendant soll auf der Stelle, das also geschlossene, und sorgfältig umgeschlagene und versiegelte Register in das Staats-Sekretariat zu Brüssel senden; er soll einen außerordentlichen Courier damit beauftragen, wenn der gewöhnliche Abgang der Post nicht erlauben sollte, daß diese Absendung am 4ten August in Brüssel ankäme.

Brüssel, den 19ten July 1815.

Der Staats-Sekretair,
Freiherr von Capellen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Staats-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,
Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß das Schreiben, die Proklamation, die obigen Listen der Notabel's, und die, diesen Gegenstand betreffende Instruktion, durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums publizirt werden sollen.

Geschehen zu Lützemburg, den 26ten July 1815.

Willmar.

Postes aux Lettres.

En vertu d'une ordonnance du gouvernement les journaux et feuilles périodiques venant de l'étranger, sont sujets au timbre belgique ; ce timbre doit y être apposé aux chef-lieux des departemens.

En conséquence on invite MM. les directeurs et expéditeurs des postes aux lettres du grand-duché de Luxembourg, ou ci-devant département des Forêts, à s'adresser pour les abonnemens aux feuilles étrangères, au bureau des postes à Luxembourg, et annoncer dans le plus court délai le nombre des exemplaires à distribuer.

On prévient en même tems MM. les employés des postes, ainsi que le public, que les abonnemens des particuliers sous bandes ne pourront plus avoir lieu, et que toute personne qui desire de s'abonner à quelque journal étranger, sera tenue de s'adresser au bureau des postes respectif.

Vu par nous conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, pour être inséré dans le journal officiel.

Luxembourg, le 25 juillet 1815.

WILLMAR.

Brief-Post.

Gemäß einer Regierungs-Verordnung sind die ausländischen Zeitungen und periodischen Blätter dem belgischen Stempel unterworfen, und müssen in den Haupt-Orten der Departemente gestempelt werden.

Die Herren Post-Direktoren und Expeditoren des Groß-Herzogthums Lützemburg oder vormaligen Wälder-Departements werden daher eingeladen, sich in Betreff aller Bestellungen auf ausländische Blätter an das Postamt zu Lützemburg zu wenden, und demselben in der kürzesten Zeitfrist die Anzahl der auszugebenden Exemplarien anzuzeigen.

Zugleich werden die Herren Postbeamten sowohl als das Publikum benachrichtigt, daß die Privat-Bestellungen sous bandes nicht mehr Statt finden können, und daß jede Person, die eine Bestellung auf fremde Zeitungen zu machen wünscht, sich deshalb an das resp. Postamt zu wenden hat.

Eingesehen von uns, mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragten Direktorial-Rath, um in das offizielle Journal eingerückt zu werden.

Lützemburg, den 25sten July 1815.

Willmar.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 52.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 1er. août 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 1sten August 1815.

(N°. 208.)

ARRÊTÉ

Relatif à l'emprunt de 6 millions.

Nous commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, résidant à Liége, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire désigné près S. M. l'Empereur de toutes les Russies,

Vu la lettre, en date de ce jour, de M. le général Dibbetz, inspecteur-général de l'infanterie, commandant les troupes de S. M. dans les départemens de Meuse-et-Ourte et des Forêts;

Considérant que les instructions de S. M. sont, de ne pas donner de suite aux réquisitions de chevaux, frappées sous le gouvernement précédent, et demeurées en réserve jusqu'au moment actuel;

Considérant qu'il est instant de faire cesser l'incertitude qui a régné à cet égard, et de déterminer en même tems les magasins où les objets d'armement et d'équipement seront déposés, et de faire connaître les noms des personnes qui, d'après l'article 10 de l'arrêté du

(N°. 208.)

Beschluß,

in Betreff des Anleihens von 6 Millionen.

Wir General-Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von Lützemburg, zu Lüttich residirend, Ihr außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister bei Seiner Majestät dem Kaiser aller Reußen;

Nach Einsicht des heutigen Schreibens des Herren Generals Dibbetz, General-Inspektors der Infanterie, welcher die Truppen S. M. in den Maas- und Ourte, und Wälder-Departementen kommandirt;

In Betracht gezogen, daß die Instruktionen S. M. dahingehen, daß den unter der vorhergehenden Regierung gemachten Requisitionen von Pferden, welche bis auf gegenwärtigen Augenblik zurückbehalten worden sind, keine Folge gegeben werden soll;

In Betracht gezogen, daß es dringend ist, die Ungewißheit, die in dieser Rükſicht geherrscht hat, zu heben und zugleich die Magazine zu bestimmen, in welche die Bewaffnungs- und Equipirungs-Gegenstände hinterlegt werden sollen, und die Namen der Personen bekannt zu machen, welche, in Gemäßheit des 10ten Artikels des Beschlußes vom 11ten

11 juin, doivent diriger les opérations ultérieures relatives à la vérification de l'emprunt,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. I. Les chevaux requis en vertu de l'arrêté du 19 avril, et qui n'ont pas été livrés pour le service du gouvernement prussien, ne seront pas levés, et leurs propriétaires peuvent en disposer à leur volonté.

Si, dans quelques communes ou cantons, les chevaux ont été achetés pour le compte des communes ou cantons, MM. les maires ou commissaires de canton prendront, sous la surveillance de leurs sous-intendans, les mesures nécessaires pour que les chevaux soient vendus, et que les arrangemens qui peuvent avoir été pris pour leur entretien, reçoivent leur exécution.

II. Tous les objets d'habillement et d'équipement requis avec imputation sur les 6 millions, et qui sont confectionnés, seront dirigés sur le magasin qui va être établi à Liége en vertu de l'article 6 ci-après. MM. les maires se concerteront avec MM. les sous-intendans, pour faire effectuer ce transport par des voitures de réquisitions, et sous l'escorte de la maréchaussée.

III. Tous les entrepreneurs et ouvriers qui auront été chargés de fournir des objets de ce genre, et qui les auront déjà commencés, ou auront fait les achats ou préparatifs nécessaires pour cette confection, en feront la déclaration au maire de la commune, dans les 24 heures de la publication du présent; ils énonceront en outre, le tems qui est nécessaire pour terminer ces objets.

Les maires constateront, dans les deux jours suivans, l'exactitude de ces déclarations; ils feront dresser procès-verbal de cette vérification, et transmettront de suite le tout au sous-intendant de leur arrondissement, en y joignant

Juny, die weiteren Operationen in Betreff der Verifikation des Anleihens leiten sollen;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. I. Die, kraft des Beschlußes vom 19 April requirirten Pferde, welche für den Dienst der Preussischen Regierung nicht geliefert worden sind, sollen nicht ausgehoben werden, und ihre Eigenthümmer können nach Willkühr davon disponiren.

Wenn in einigen Gemeinden, oder Cantonen, die Pferde für die Rechnung der Gemeinden oder der Cantone gekauft worden sind, so sollen die Herren Mair's oder Cantons-Commissarien, unter der Aufsicht ihrer Unter-Intendanten, die nöthigen Maaßregeln treffen, damit die Pferde verkauft werden, und die Anordnungen, welche für ihren Unterhalt könnten genommen worden seyn, ihre Vollziehung erhalten.

II. Alle requirirten Bekleidungs- und Equipirungs-Gegenstände, die auf das Anleihen von sechs Millionen angewiesen, und verfertigt sind, sollen in das Magazin, welches zu Lüttich, kraft des 6 hiernächst folgenden Artikels, ehestens errichtet werden wird, geschikt werden. Die Herrn Mair's sollen mit den Herrn Unter-Intendanten Rükſprache nehmen, damit dieser Transport durch Requisitions-Fuhren, und unter der Begleitung der Marechaussee bewerkstelligt werde.

III. Alle Unternehmer und Arbeitsleute, welche Gegenstände dieser Art zu liefern beauftragt worden sind, und die sie schon angefangen, oder die zu dieser Verfertigung nothwendigen Einkäufe oder Zubereitungen gemacht haben, sollen innerhalb 24 Stunden nach der Bekanntmachung des gegenwärtigen Beschlußes, dem Mair der Gemeinde die Deklaration davon machen; sie sollen überdieß die Zeit angeben, welche nöthig ist, diese Gegenstände endigen zu können.

Die Mair's müßen in den zwei folgenden Tagen die Genauigkeit dieser Deklarationen konstatiren; sie werden ein Protokoll über diese Verifikation errichten und das Ganze sogleich dem Unter-Intendant ihres Bezirks zuschiken, indem sie demselben das Verzeichniß der verfertigten Gegenstände,

l'état des objets confectionnés, et celui des objets commandés et non commencés.

und das der bestellten und noch nicht angefangenen Gegenstände beifügen.

IV. MM. les sous-intendans feront dresser un état général des objets requis sur leurs arrondissemens; cet état sera divisés en trois parties, selon que les objets seront confectionnés, commencés ou non commencés. Ils énonceront dans la colonne d'observations de la 2e. partie, leur avis sur la véracité des déclarations faites par les ouvriers ou entrepreneurs, et au cas où ils aient lieu d'en suspecter l'exactitude, ils donneront les ordres nécessaires pour en faire la vérification. Ces états devront être transmis dans les huit jours de la publication du présent, savoir, ceux du département de Meuse-et-Ourte, à notre commissariat-général, et ceux du grand-duché de Luxembourg, à M. le conseiller directorial, chargé de l'administration du grand-duché.

IV. Die Herren Unter-Intendanten sollen ein allgemeines Verzeichniß der in ihren Bezirk requirirten Gegenstände anfertigen; dieses Verzeichniß soll in drei Theile zerfallen, je nachdem die Gegenstände verfertigt, angefangen, oder noch nicht angefangen sind. Sie werden in der zu den Anmerkungen bestimmten Columnen des zweiten Theils ihr Gutachten über die Wahrhaftigkeit der von den Arbeitsleuten oder Unternehmern gemachten Erklärungen äußern, und im Fall sie Ursache hätten, die Genauigkeit derselben in Zweifel zu ziehen, so werden sie die nöthigen Befehle zu ihrer Verifikation ertheilen. Diese Verzeichniße sollen innerhalb acht Tagen, von der Publikation des gegenwärtigen Beschlußes an gerechnet, — nemlich, die des Departements der Maas und Ourte, Unserm General-Commissariat, und die des Groß-Herzogthums Lützemburg, dem mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums beauftragten Herrn Direktorial-Rath zugeschikt werden.

V. Les ouvriers et entrepreneurs travailleront avec toute l'activité possible à terminer les objets commencés; mais MM. les maires leur signifieront de ne pas procéder, jusqu'à nouvel ordre, à la fabrication de tous les objets qui auront été indiqués comme n'étant pas encore préparés ou commencés, ainsi qu'il est stipulé à l'article 3.

V. Die Arbeitsleute und Unternehmer sollen sich mit der größten Thätigkeit beeifern, die angefangenen Arbeiten, so bald als möglich, zu endigen; die Herrn Mair's sollen ihnen andeuten lassen, bis auf weitern Befehl nicht zur Verfertigung der Gegenstände zu schreiten, von welchen sie angezeigt haben, daß sie noch nicht zubereitet oder angefangen sind; so wie dieses im 3ten Artikel vorgeschrieben ist.

VI. Le magasin destiné à recevoir tous les objets d'armemens et d'équipemens, énoncés aux articles 2 et 3, sera établi à Liége, sous la surveillance de Mr. Clarens, sous-inspecteur aux revues, et de Mr. de Closset, garde-magasin spécial, qui devront signer toutes les quittances des objets versés dans le magasin.

VI. Das Magazin, welches bestimmt ist, alle Bewaffnungs- und Equipirungs-Gegenstände, von welchen in dem 2ten und 3ten Art. die Rede ist, aufzunehmen, soll zu Lüttich unter der Aufsicht des Herrn Clarens, Unter-Inspektor der Musterungen, und des Herrn von Clossel, Spezial-Magazinverwahrer errichtet werden, welche alle Quittungen über die in das Magazin versirten Gegenstände ausstellen sollen.

VII. Mr. le baron de Larocq, membre de la commission municipale de Liége, et Mr. le baron de Blochausen, maire de Berg, sont

VII. Der Herr Baron von Larocq, Mitglied der Munizipal-Commission zu Lüttich, und der Herr Baron von Blochausen, Mair zu Berg sind

nommés pour représenter à Liége les deux députés provinciaux désignés par l'article 12 de l'arrêté du 25 mars, ainsi qu'il est prescrit par l'article 10 de l'arrêté du 11 juin, à l'effet d'aider à diriger les opérations ultérieures relatives à la vérification de l'emprunt.

VIII. Le présent arrêté sera publié dans toutes les communes de notre commissariat-général. MM. les sous-intendans et maires sont chargés en outre de son exécution, et il sera inséré dans les journaux officiels des deux départemens.

Donné à Liége, le 24 juillet 1815.

Signé J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Pour expédition conforme :

Le secrétaire-général, J. J. D'OMALIUS.

(N°. 209.)

ARRÊTÉ

Relatif à l'organisation judiciaire.

Nous commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc., à la résidence de Liége.

Vu les arrêtés de S. M., en date du 19 juillet, dont l'un investit la cour supérieure de Liége du pouvoir de connaitre des pourvois en cassation, qui, sous le gouvernement intermédiaire, était attribué à la cour de révision de Coblentz; et le second, charge le tribunal de première instance de Liége du pouvoir de connaitre et juger les causes des cantons d'Aubel, Limbourg, Spa, Stavelot et Verviers, qui, ci-devant, étaient du ressort du tribunal de première instance, séant à Malmédi;

Considérant qu'il importe de faire connaitre aux habitans du département les dispositions des deux arrêtés précités,

ernannt, um zu Lüttich die zwei Provinzial-Deputirten, die durch den 12ten Art. des Beschlußes vom 25sten März bezeichnet sind, in Gemäßheit des 10ten Art. des Beschlußes vom 11ten Juny zu repräsentiren, damit sie die weiteren Operationen in Betreff der Verifikation des Anleihens leiten helfen.

VIII. Der gegenwärtige Beschluß soll in allen Gemeinden Unseres General-Commissariats publizirt werden. Die Herrn Unter-Intendanten und Mair's sind außerdem mit seiner Vollziehung beaufstragt; derselbe soll auch in die offiziellen Journale der beiden Departemente eingerükt werden.

Gegeben zu Lüttich, den 24sten July 1815.

Unterschrieben, J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair,

J. J. D'Omalius.

(N°. 209.)

Beschluß,

in Betreff der Organisation von Gerichten.

Wir General-Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von Lützemburg, rc. rc., rc., zu Lüttich residirend;

Nach Einsicht der Beschlüsse S. M. vom 19ten July, von welchen der eine dem obern Gerichtshofe zu Lüttich das Recht ertheilt, in Cassations-Gesuchen zu sprechen, welches unter der provisorischen Regierung dem Revisionshofe zu Coblenz zugeeignet war; und der zweite, dem Tribunal der ersten Instanz zu Lüttich die Gewalt giebt, in Streitsachen zu erkennen und zu urtheilen, welche die Kantone Aubel, Limburg, Spa, Stavelot und Verviers, die ehemals von dem Tribunal erster Instanz, das zu Malmedy seinen Sitz hat, abhiengen;

In Betracht gezogen, daß es daran gelegen ist, den Bewohnern des Departements von den Verfügungen der beiden vorgenannten Beschlüsse Kenntniß zu geben;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Les deux arrêtés de S. M., en date du 19 juillet courant, seront imprimés, à la suite du présent, dans les journaux officiels des deux départemens, et MM. les maires sont chargés de les publier dans leurs communes respectives.

Donné à Liége, le 25 juillet 1815.

Signé J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Pour copie conforme :

Le secrétaire-général,

Signé J. J. D'OMALIUS.

(N°. 210.)

ARRÊTÉ

Qui investit la cour supérieure de Liége, du pouvoirde connaître des pourvois en cassation.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Considérant qu'il est nécessaire qu'à l'instar de nos cours supérieures de La Haye et de Bruxelles, notre cour supérieure de Liége soit investie du pouvoir de connaître des pourvois en cassation, tant en matière civile qu'en matière criminelle, correctionnelle et de police, et voulant tracer des règles claires et précises, qu'on y suivra provisoisement en cassation,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. Les affaires civiles et de commerce pourront dorénavant être jugées à la cour supérieure de Liége, par une chambre composée de cinq membres; il en sera de même des questions d'état.

2. Les affaires civiles ou de commerce, pendantes en cassation, devant la cour de révi-

Haben verordnet und verordnen, was folgt:

Die beiden Beschlüsse S. M. vom 19ten des laufenden Monats July sollen, nach gegenwärtigem, in die offiziellen Journale der beiden Departemente eingerückt, und die Mair's beauftragt werden, sie in ihren respektiven Gemeinden zu publiziren.

Gegeben zu Lüttich, den 25sten July 1815.

Unterzeichnet: J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Staats-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,

Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

(N°. 210.)

Beschluß,

welcher dem obern Justiz-Hofe zu Lüttich das Recht giebt, in Cassations-Sachen zu sprechen.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, &c. &c. &c.

In Betracht gezogen, daß es nothwendig ist, daß Unserm obern Gerichtshofe zu Lüttich, so wie Unsern obern Gerichtshöfen zu Haag und zu Brüssel, die Gewalt ertheilt werde, in Cassations-Gesuchen, sie mögen Civil- oder peinliche, zuchtpolizeiliche und andere polizeiliche Sachen betreffen, zu erkennen, und da Wir deutliche und bestimmte Regeln festsetzen wollen, welche man provisorisch in Cassations-Sachen befolgen soll;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Civil- und Handels-Sachen können in's künftige von dem obern Gerichtshofe zu Lüttich durch eine aus fünf Mitgliedern bestehende Kammer geurtheilt werden; eben dieses soll bei Gegenständen, die den Civil-Stand betreffen, Statt haben.

2. Die Civil- oder Handels-Sachen, welche vor dem Revisionshofe zu Coblenz anhängig sind,

sion de Coblentz, qui concernent nos sujets, ou des biens situés dans le royaume des Pays-Bas, seront portées en cassation devant la cour supérieure de justice de Liége.

3. Le pourvoi en cassation contre les arrêts rendus par la cour supérieure de justice de Liége, et contre les jugemens portés par les tribunaux de son ressort, aura également lieu devant la même cour, conformément aux dispositions suivantes.

4. Il sera formé, à cet effet, dans le sein de la cour, une chambre composée de onze membres au moins; ils seront pris parmi les conseillers qui n'auront pas connu de l'affaire pour laquelle on se pourvoit en cassation.

5. On ne pourra se pourvoir en cassation que pour violation, ou fausse application de la loi.

6. En matière civile, le pourvoi sera introduit dans les trois mois, qui commenceront à courir, à dater de la signification de l'arrêt, ou du jugement attaqué, à peine de déchéance.

7. Le demandeur un cassation introduira son pourvoi par la signification, à son adversaire, d'un mémoire, qui contiendra tous les moyens de cassation qu'il voudra faire valoir, et toutes les lois qu'il prétendra avoir été violées.

8. Les faits allégués dans ce mémoire, ne pourront être prouvés autrement que par des pièces écrites, et employées devant la cour ou le tribunal qui a porté l'arrêt ou le jugement attaqué, ou par cet arrêt ou ce jugement même.

9. La cour n'aura aucun égard aux faits allégués, qui ne sont pas prouvés de cette manière.

10. Les pièces à l'appui des faits seront déposées au greffe de la cour; il en est de même du mémoire signifié qui les contient; on déposera également la quittance de la consignation

und die Unsere Unterthanen, oder Güter betreffen, welche in dem Königreich der Niederlande gelegen sind, sollen vor Unsern obern Gerichtshof zu Lüttich zur Cassations-Betreibung gebracht werden.

3. Die Cassations-Gesuche gegen die von dem obern Gerichtshofe zu Lüttich ausgesprochenen Urtheile, wie auch gegen die von den Tribunalien seines Bezirks gefällten Urtheile, sollen ebenfalls vor denselben Hof, in Gemäßheit der nachfolgenden Verfügungen, gebracht werden.

4. Es soll in dieser Absicht in diesem Hofe eine, aus wenigstens eilf Mitgliedern desselben zusammengesetzte Kammer gebildet werden; sie müssen aus den Räthen genommen werden, welche über die Sache nicht gesprochen haben, wegen welcher man an das Cassations-Gericht gelanget.

5. Man kann nur wegen Verletzung oder falscher Anwendung des Gesetzes sich in Cassation vorsehen.

6. In Civil-Sachen muß das Benehmen in den drei Monaten, von dem Tag der Signifikation des angegriffenen Urtheils an gerechnet, und dieses bei Verlust seines Rechtes, Statt haben.

7. Der Kläger, der einen Cassations-Gesuch anstellt, soll sein Benehmen dadurch beginnen, daß er seiner Gegenpartei ein Memorial signifiziren läßt, welches alle Cassationsmittel, die er gelten machen will, und alle Gesetze, die seiner Meinung nach verletzt worden sind, enthalten soll.

8. Die in diesem Memorial angeführten Thatsachen können nur durch geschriebene Aktenstücke, deren man sich vor dem Hofe oder dem Tribunal, welches den angegriffenen Schluß oder Urtheil gefällt, bedient hat, oder durch dieses Urtheil selbst bewiesen werden.

9. Der Hof soll keine Rücksicht auf angeführte Thatsachen nehmen, welche nicht auf diese Art bewiesen sind.

10. Die Beweisschriften sollen in der Schreiberei des Hofes hinterlegt werden; eben dieses soll in Ansehung des signifizirten Memorials, welches sie enthält, Statt haben; man soll gleich-

de l'amende, ou un certificat d'indigence dans les formes prescrites par la loi, et l'arrêt ou le jugement attaqué.

11. Dans les deux mois qui suivront la signification du mémoire dont il est fait mention à l'art. 7, le défendeur fera déposer ses défenses au greffe de la cour. Quant aux faits qu'il alléguera, on suivra les dispositions prescrites aux articles 8 et 9.

12. Il pourra lui être accordé par la cour un mois de délai pour répondre, s'il justifie qu'il n'a pu le faire dans celui qui est fixé par l'article précédent.

13. On n'admettra point, pour les nouveaux pourvois, d'autres écritures que celles dont il est fait mention aux articles 7, 8, 10, 11, ou 12. Quant à ceux qui sont portés devant la cour de Coblentz, le demandeur pourra joindre un mémoire ampliatif avec des pièces à l'appui, à la requête qu'il a présentée à cette cour; le défendeur, dans le même cas, peut également joindre un nouveau mémoire avec d'autres pièces que celles qu'il avait déjà présentées.

14 Après l'expiration des délais fixés aux articles 11 ou 12, le greffier sera tenu d'avertir le premier président que l'affaire est en état; il lui remettra en même temps les noms des conseillers qui ont porté l'arrêt attaqué.

15. Dans la huitaine, le premier président composera la chambre de cassation, comme il est prescrit à l'art. 4, en suivant, autant que possible, l'ordre du tableau.

16. La composition de la chambre sera affichée au greffe, dans la huitaine; les parties

falls die Quittung von der hinterlegten Geldbuße, oder ein Armuths-Attest, welches in den durch das Gesetz vorgeschriebenen Formen ausgefertigt seyn muß, wie auch den angegriffenen Schluß oder Urtheil deponiren.

11. In den zwei Monaten, welche auf die Signifikation des Memorials, wovon im 7ten Artikel die Rede ist, folgen, soll der Beklagte seine Vertheidigung in der Schreiberei des Hofes hinterlegen lassen. Was die von ihm angeführten Thatsachen betrift, so müssen die in den 8 und 9 Artikeln vorgeschriebenen Verfügungen befolgt werden.

12. Der Hof kann ihm noch eine Zeitfrist von einem Monat bewilligen, um seine Antwort einzugeben, wenn er beweißt, daß er sie nicht in der durch den vorhergehenden Artikel festgesetzten Zeit hat hinterlegen können.

13. Man soll für die neuen Gesuche keine andere Schriften, als die zulassen, von welchen die 7, 8, 10, 11 und 12 Artikel Meldung thun. Was diejenigen betrift, welche vor den Hof von Coblenz gebracht worden, so kann der Kläger seiner, diesem Hofe eingerichten Bittschrift ein ergänzendes Memorial nebst Beweisschriften beifügen; der Beklagte kann eben so, in diesem Fall, ein neues Memorial und andere Schriften eingeben, als die sind, welche er schon vorgelegt hatte.

14. Wenn die durch die 11 und 12 Artikel festgesetzten Zeitfriste verstrichen sind, so ist der Gerichtsschreiber gehalten, den ersten Präsidenten zu erinnern, daß die Sache eingeleitet ist; er soll ihm zu gleicher Zeit die Namen der Räthe einhändigen, welche das angegriffene Urtheil gesprochen haben.

15. Innerhalb acht Tagen soll der erste Präsident die Cassations-Kammer, so wie es im 4 Artikel vorgeschrieben ist, bilden, indem er, so viel möglich, die Ordnung des Namens-Verzeichnisses befolgt.

16. Die Zusammensetzung der Kammer soll in den acht Tagen in der Gerichtsschreiberei ange-

pourront exercer leurs récusations, s'il y en a; elles seront jugées comme en matière ordinaire, par la chambre de cassation.

17. Après l'expiration de cette huitaine, le premier président convoquera la chambre dans la salle du conseil; les deux mémoires, ainsi que les pièces, y seront lus, et la cour, dans le cas qu'elle admette le pourvoi, décidera le fond de l'affaire sans autre renvoi. L'arrêt motivé sera lu en audience publique.

18. Dans les affaires criminelles et correctionnelles, la cour de cassation sera composée de sept membres, pris dans le sein de la cour supérieure de justice de Liége, parmi ceux de ses membres qui n'ont point connu de l'affaire.

19. On observera la forme de procédure qui est en usage aujourd'hui.

20. Pour le cas où l'arrêt en matière criminelle serait cassé, la cause sera renvoyée devant une autre cour d'assises du ressort de la cour.

21. Dans le cas de cassation d'un jugement ou d'un arrêt, en matière de police correctionnelle, la chambre de cassation décidera le fond de l'affaire.

22. Les lois et les décrets contraires au présent, sont rapportés.

23. Notre commissaire-général, à Liége, est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont expédition lui sera adressée, ainsi qu'à Notre premier président de la cour supérieure de La Haye, et à Notre commissaire-général à Bruxelles.

Donné à La Haye, le 19 juillet de l'an 1815, de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Pour le secrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,

signé P. DE CROMBRUGGHE.

schlagen werden; die Partheien können, wenn der Fall ist, ihr Verwerfungsrecht ausüben; die Cassations-Kammer spricht über diese Verwerfungen wie bei gewöhnlichen Gegenständen.

17. Nach dem Verfluß von acht Tagen soll der erste Präsident die Kammer in dem Raths-Saale zusammen berufen; die beiden Memoriale und die Beweisschriften werden darin vorgelesen, und wenn der Hof das Gesuch annimmt, so entscheidet er über den Grund der Sache, ohne daß sie anderswohin verwiesen wird. Das mit Gründen belegte Urtheil wird in der öffentlichen Audienz vorgelesen.

18. In peinlichen und zuchtpolizeilichen Sachen soll der Cassationshof aus sieben Mitgliedern bestehen, die unter denjenigen Mitgliedern des obern Gerichtshofes zu Lüttich genommen werden, welche in der Sache nicht gesprochen haben.

19. Man soll die gegenwärtig gebräuchliche Prozedur-Form beobachten.

20. Im Fall ein Urtheil in einer peinlichen Sache kassirt würde, so soll die Sache an einen andern Assisenhof, der im Bezirk des Hofes seinen Sitz hat, verwiesen werden.

21. Wenn in zuchtpolizeilichen Sachen ein Urtheil kassirt wird, so spricht die Cassations-Kammer über den Grund der Sache.

22. Die Gesetze und Dekrete, die gegenwärtigem zuwiderlaufen, sind zurückgenommen.

23. Unser General-Commissair zu Lüttich ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, von welchem ihm, wie auch Unserm ersten Präsidenten des obern Gerichtshofes zu Haag, und Unserm General-Commissair der Gerechtigkeit zu Brüssel, eine Abschrift zugesandt werden soll.

Gegeben zu Haag, den 19ten July 1815, und des zweiten unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Seine Majestät,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterzeichnet, P. von Crombrugghe.

Supplément

Supplément du N°. 52 du Journal officiel.

Pour ampliation,
Le secrétaire de la secrétairerie-d'état,
Signé L. Van Gobbelschroy.
Pour copie conforme,
Le secrétaire-général du commissariat-général de Liége,
J. J. d'Omalius.

(N°. 211.)

ARRÊTÉ

Qui donne le droit au tribunal de Liége, de prononcer sur des causes civiles et correctionnelles, pendantes au tribunal de Malmedy, et relatives aux habitans du royaume des Pays-Bas.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Considérant que les intérêts de la justice réclament que les cantons de Stavelot, Spa, Verviers, Limbourg et Aubel, ayant fait partie de l'arrondissement de Malmedy, et du ressort du tribunal civil y établi, soient affectés judiciairement au ressort du tribunal le plus voisin de Notre royaume, et que des mesures soient prises, d'après lesquelles les causes civiles et correctionnelles, pendantes au tribunal de première instance, à Malmedy, entre les sujets de Notre royaume, devront être portées pardevant le tribunal compétent,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. Toutes les causes civiles et correctionnelles, pendantes au tribunal de première instance à Malmedy, entre les sujets de Notre royaume, et celles qui sont relatives aux biens

Als Abschrift,
Der Sekretair des Staats-Sekretariats,
Unterschrieben, L. Van Gobbelschroy.
Als gleichförmige Abschrift,
Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,
J. J. D'Omalius.

(N°. 211.)

Beschluß,

welcher dem Civil- und Zuchtpolizei-Gericht von Lüttich das Recht giebt, über Civil- und Zuchtpolizei-Sachen zu sprechen, die bei dem Tribunal erster Instanz zu Malmedy anhängig sind, und die Unterthanen des Königreichs der Niederlande betreffen.

Wir, Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, &c. &c. &c.

In Betracht gezogen, daß das Interesse der Gerechtigkeit erheischt, die Kantone von Stavelot, Spa, Verviers, Limburg und Aubel, die einen Theil des Bezirks von Malmedy ausgemacht, und zum Gerichtssprengel des daselbst errichteten Civil-Tribunals gehört haben, zu dem Bezirk des am nächsten gelegenen Tribunals Unseres Königreichs in gerichtlicher Rücksicht zu schlagen, und Maaßregeln zu treffen, damit die bei dem Tribunal erster Instanz zu Malmedy anhängigen Civil- und zuchtpolizeilichen Sachen, welche die Unterthanen Unseres Königreichs betreffen, vor das kompetente Tribunal gebracht werden;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Alle Civil- und zuchtpolizeiliche, bei dem Tribunal erster Instanz zu Malmedy anhängige Sachen, welche die Unterthanen Unseres Königreichs, oder Güter betreffen, die darin gelegen

qui y sont situés, seront portées devant le tribunal civil et correctionnel, séant à Liége.

Ces causes y seront introduites par une signification faite à partie, ou à son domicile, par celle qui sera la plus diligente.

2. Cette signification sera renouvelée, par un à venir, d'avoué à avoué.

3. Toute la jurisdiction que le tribunal de Malmedy exerçait sur Nos sujets des cantons de Stavelot, Spa, Verviers, Limbourg et Aubel, et sur les biens qui y sont situés, est transportée au tribunal de première instance de Liége.

4. Les avoués et les huissiers près le tribunal de Malmedy, pourront exercer leurs fonctions près celui de Liége, en transportant leur domicile dans cette ville, ou en son arrondissement actuel.

5. A l'avenir, les inscriptions hypothécaires, relatives aux biens situés dans la partie de l'arrondissement de Malmedy qui appartient à Notre royaume, seront prises au bureau de la conservation des hypothèques de Liége; cette disposition s'étend au renouvellement des inscriptions.

6. Il sera pris des mesures pour que les registres aux inscriptions hypothécaires prises à Malmedy, et qui frappent les biens de Notre royaume, soient transférés au bureau de la conservation des hypothèques de Liége.

7. Notre commissaire-général, à Liége, est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont expédition lui sera adressée, ainsi qu'à Notre premier président de la cour supérieure de La Haye, et à Notre commissaire-général de la justice à Bruxelles.

Donné à La Haye, le 19 juillet de l'an 1815, le second de notre règne.

Signé GUILLAUME.

sind, sollen vor das Civil- und Zuchtpolizei-Tribunal, das zu Lüttich seinen Sitz hat, gebracht werden.

Diese Sachen sollen darin, vermittelst einer Signifikation, eingeleitet werden, welche die eine Parthei der andern in Person, oder ihrem Wohnorte am ersten andeuten lassen wird.

2. Diese Signifikation soll durch eine Vorladung vor Gericht von Seiten eines avoué gegen den andern erneuert werden.

3. Alle Gerichtsbarkeit, welche das Tribunal von Malmedy über Unsere Unterthanen der Kantone Stavelot, Spa, Verviers, Limburg und Aubel, und über die darin gelegenen Güter ausübte, ist dem Tribunal erster Instanz zu Lüttich übertragen.

4. Die avoués und Gerichtsboten bei dem Tribunal von Malmedy können ihre Funktionen bei dem von Lüttich versehen, wenn sie ihren Wohnort in diese Stadt oder in ihren gegenwärtigen Bezirk verlegen.

5. In's künftige sollen die Hypotheken in Betreff der Güter, die in dem zu Unserm Königreich gehörigen Theil des Bezirks von Malmedy liegen, in dem Bureau der Hypotheken-Verwahrung von Lüttich eingeschrieben werden; diese Verfügung ist auf die Erneuerung der Einschreibungen ausgedehnt.

6. Es werden Maaßregeln getroffen werden, damit die zu hypothekarischen Einschreibungen, welche zu Malmedy Statt gehabt haben, und Güter Unseres Königreichs betreffen, bestimmte Register in das Bureau der Hypotheken-Verwahrung zu Lüttich gebracht werden.

7. Unser General-Commissair zu Lüttich ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, von welchem ihm, wie auch Unserm ersten Präsidenten des obern Gerichtshofes zu Haag, und Unserm General-Commissair der Gerechtigkeit zu Brüssel eine Abschrift zugesandt werden soll.

Gegeben zu Haag, den 19ten July des Jahrs 1815, und des zweiten unserer Regierung.

Unterzeichnet Wilhelm.

Par le Roi :

Pour le secrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,

Signé P. DE CROMBRUGGHE.

Pour amplation :

Le secrétaire de la secrétairerie-d'état à Bruxelles,

Signé VAN GOBBELSCHROY.

Pour copie conforme :

Le secrétaire-général du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,

J. J. D'OMALIUS.

(N°. 212.)

ARRÊTÉ

Relatif à l'établissement de douanes dans la ville de Liége.

Nous Commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc. résidant à Liége, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire désigné près S. M. l'Empereur de toutes les Russies,

Vu l'arrêté de S. E. le conseiller-d'état, commissaire-général des finances, en date de ce jour, de la teneur suivante :

Nous conseiller-d'état, commissaire-général des finances,

Vu l'état des déclarations faites par le commerce de la ville de Liége, en exécution de l'arrêté de S. M. du 11 juin dernier ;

Vu le rapport qui nous a été fait des visites et vérifications faites déjà en vertu des articles 10 et 13 du susdit arrêté ;

Voulant lever les doutes qui pourraient exister sur son exécution ultérieure dont nous avons été spécialement chargé ;

Après avoir pris l'avis de M. le commissaire des finances,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. I. Aucune visite domiciliaire n'aura lieu

Durch den König,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterzeichnet, P. Von Crombrugghe.

Als Abschrift,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats zu Brüssel,

Unterzeichnet, Van Gobbelschroy.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats S. M. des Königs der Niederlande, das zu Lüttich seinen Sitz hat,

J. J. D'Omalius.

(N°. 212.)

Beschluß,

in Betreff der Errichtung der Zölle in der Stadt Lüttich.

Wir General-Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von Lützemburg, 2c. 2c. 2c., zu Lüttich residirend, Ihr außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister bei S. M. dem Kaiser aller Reußen;

Nach Einsicht des Beschlusses S. E. des Staats-Raths, General-Commissairs der Finanzen, vom heutigen Tag, welcher folgenden Inhalts ist:

Wir Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen,

Nach Einsicht der durch die Handelschaft der Stadt Lüttich, in Gemäßheit des Beschlusses S. M. vom 11 Juny letzthin, gemachten Deklarationen;

Nach Einsicht des Uns über die, kraft der 10 und 13 Artikel des besagten Beschlusses, gemachten Untersuchungen und Verifikationen, vorgelegten Berichts;

Da Wir die Zweifel heben wollen, die über seine weitere Vollziehung, womit Wir besonders beauftragt worden, Statt habeu könnten;

Haben, nachdem Wir das Gutachten des Herrn Commissairs der Finanzen genommen,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Keine Haus-Untersuchung soll bei Personen

auprès des personnes qui ne seront pas patentées et reconnues comme faisant le commerce d'objets qui pourraient être passibles de droits ou sujets à réexportation d'après l'arrêté de S. M. du 11 juin dernier.

II. Il sera loisible aux employés des douanes, sur l'autorisation spéciale de M. le commissaire des finances, de faire des visites vérificatoires à domicile chez des personnes patentées et reconnues comme faisant commerce en articles qui pourraient donner ouverture aux droits, ou être sujets à réexportation, mais seulement aux fins énoncées dans les articles suivans.

III. Aucune vérification ne sera faite auprès de ceux qui ont fait des déclarations, si non aux fins de constater l'existence des marchandises déclarées passibles du droit ou sujettes à la réexportation, et à constater également la nature et la quantité de celles qu'on prétend ne pas avoir été atteintes par l'arrêté du 11 juin.

IV. Les vérifications, qui pourront être faites encore, ne donneront en aucun cas ouverture à un procès-verbal de confiscation ou d'amende; mais pour autant que le propriétaire ou détenteur ne justifierait pas de ses titres à l'exemption, il y aura lieu à exiger la réexportation, le payement des droits ou l'entrepôt, suivant la nature des objets pour lesquels on ne pourra pas prouver suffisamment le droit d'exemption, quoique le propriétaire ou détenteur ne soit pas argué d'avoir voulu frauder sciemment la loi.

V. Les vérifications mentionnées aux deux articles précédens devront être terminées, au plus tard, dans la journée de mardi le 25 courant; les déclarations qui n'auraient pas été vérifiées à cette époque, seront censées valables, et les déclarans seront libérés envers l'adminis-

Statt haben, welche nicht mit Patenten versehen und anerkannt sind, daß sie Handel mit Gegenständen treiben, welche, nach dem Beschluß S. M. vom 11 Juny letzthin, den Gebühren oder der Wiederausfuhr unterworfen seyn könnten.

2. Es soll den Zoll-Beamten, nach erhaltener besonderer Authorisation von Seiten des Herrn Commissairs der Finanzen, erlaubt seyn, unter den in den folgenden Artikeln enthaltenen Absichten, bei den Personen, die mit Patenten versehen und anerkannt sind, daß sie mit Artikeln Handel treiben, welche der Entrichtung von Gebühren, oder der Wiederausfuhr unterworfen seyn könnten, Haus-Untersuchungen anzustellen.

3. Die Verifikation kann bei denjenigen, welche Deklarationen gemacht haben, nur in der Absicht Statt haben, um die Existenz der Waaren zu konstatiren, von welchen man erklärt hat, daß sie der Gebühr oder der Wiederausfuhr unterworfen sind, wie auch die Natur und die Quantität derjenigen darzuthun, von welchen man behauptet, daß sie nicht in dem Beschluß vom 11 Juny begriffen sind.

4. Die Verifikationen, die noch gemacht werden können, sollen in keinem Fall zu einem Protokoll Anlaß geben, welches auf eine Confiskation oder eine Geldbuße anträgt; wenn aber der Eigenthümmer oder Inhaber seine Ansprüche zur Befreiung nicht gehörig beweisen könnte, so wäre der Fall, die Wiederausfuhr, die Entrichtung der Gebühren oder die Waaren-Niederlage zu fordern, und dieses, nach der Natur der Gegenstände, wegen welcher man nicht hinlänglich das Befreiungs-Recht darthun kann, obschon der Eigenthümmer oder der Inhaber nicht beschuldigt wird, daß er das Gesetz wissentlich hat hintergehen wollen.

5. Die in den beiden vorhergehenden Artikeln gemeldten Verifikationen, sollen spätestens am Dienstag den 25 des laufenden Monats geendigt seyn; die Deklarationen, die in dieser Zeit nicht verifizirt worden wären, sollen als gültig angesehen, und die Deklaranten der Verwaltung nicht mehr

tration, en se conformant à ce qui est prescrit par l'arrêté du 11 juin, pour les marchandises déclarées par eux passibles de droit ou sujettes à la réexportation ou à l'entrepôt.

VI. Le procès-verbal de liquidation, voulu par l'article 10 de l'arrêté du 11 juin, sera formé avant jeudi 27 du présent mois, au soir, pour ceux des déclarans chez lesquels la vérification, en détail, n'aura pas été faite.

VII. Ledit procès-verbal de liquidation sera également parfait avant le jeudi susdit au soir, chez ceux dont on aura vérifié la déclaration et les marchandises, pour autant qu'il ne s'élève aucune difficulté sur le droit d'exemption que les propriétaires ou détenteurs prétendent faire valoir.

VIII. Pour autant que des discussions s'élèvent par rapport au droit à l'exemption, et afin de ne pas retarder la jouissance de la liberté promise au commerce, par le temps qu'exigera la discussion des intérêts susdits, il sera loisible aux propriétaires ou détenteurs des marchandises qu'ils prétendent exemptes de droits, de les mettre sous la surveillance de la douane, soit en les transportant à l'entrepôt, soit en faisant plomber les pièces, caisses, colis, balles ou ballots au sujet desquels la discussion s'est engagée, et dont les propriétaires ou détenteurs devront répondre dans ce dernier cas, ou bien de conserver la libre disposition desdits objets, sous la condition dont il sera parlé à l'article suivant.

Sont seulement exempts de la disposition mentionnée en dernier lieu, les objets prohibés à l'entrée, lesquels devront être entreposés ou plombés jusqu'à ce que la discussion sur leur exemption soit terminée.

IX. Les propriétaires ou détenteurs qui voudront conserver la jouissance et la disposition libres de leurs marchandises, devront s'engager à payer les droits dont ils seront reconnus

verantwortlich seyn, in so fern sie sich, in Betreff der Waaren, von welchen sie deklarirt haben, daß sie der Gebühr, der Wiederausfuhr oder der Niederlage unterworfen sind, nach den Vorschriften des Beschlusses vom 11ten Juny richten.

6. Das durch den 10 Artikel des Beschlusses vom 11. Juny vorgeschriebene Liquidations-Protokoll soll vor dem Donnerstag, den 27 gegenwärtigen Monats, Abends, in Ansehung derjenigen Deklaranten errichtet werden, bei welchen die Verifikation nicht theilweise Statt gehabt hat.

7. Das besagte Liquidations-Protokoll soll ebenfalls vor dem besagten Donnerstag Abends bei denjenigen gänzlich errichtet seyn, bei welchen man die Deklaration und die Waaren verifizirt hat, in so weit sich über das Befreiungsrecht, welches die Besitzer oder Inhaber wollten gelten machen, keine Schwierigkeit erhebt.

8. Im Fall in Betreff des Befreiungsrechts Streitigkeiten entstehen, so soll es, um während der Zeit, welche die Untersuchung der besagten Interessen erfordern würde, den Genuß der dem Handel versprochenen Freiheit nicht aufzuhalten, den Eigenthümmern oder Inhabern der vorgeblich von der Gebühr befreiten Waaren erlaubt seyn, dieselben unter die Aufsicht der Douane zu stellen, indem sie sie entweder in die Niederlage transportiren, oder die Stücke, Kisten, Colis, Päcke oder Ballen, worüber sich eine Streitigkeit erhoben hat, und wofür die Eigenthümmer oder Inhaber in diesem letzten Fall verantwortlich seyn sollen, mit Blei stempeln zu lassen, oder die besagten Gegenstände unter der im folgenden Artikel festgesetzten Bedingung zu ihrer fernern Disposition zu behalten.

Sind nur allein von der hierletzt gemeldten Verfügung diejenigen Gegenstände ausgenommen, deren Einfuhr verboten ist; dieselben sollen in die Waaren-Niederlage hinterlegt, oder mit Blei gestempelt werden, bis die Untersuchung in Ansehung ihrer Befreiung geendigt ist.

9. Die Eigenthümmer oder Inhaber, welche den Genuß oder die freie Verfügung von ihren Waa-

passibles, après vérification de leurs titres, et ce, dans les huit jours après la décision finale dont il sera parlé ci-après.

X. A défaut de certificat d'origine, on pourra produire, pour justifier les droits à l'exemption, les extraits dûment légalisés de la correspondance commerciale, des factures originales ou légalisées, et telles autres pièces que les propriétaires ou détenteurs croiront propres à justifier leurs droits.

XI. Les pièces et titres susdits devront être remis à M. le commissaire des finances, avant le 15 août prochain, faute de quoi les propriétaires ou détenteurs seront censés avoir renoncé aux titres d'exemption par eux allégués, et les marchandises, pour lesquelles il n'aura rien été produit, considérées comme sujettes à réexportation, entrepôt ou paiement de droits, suivant la nature des cas.

XII. Monsieur le commissaire des finances apportera toute la célérité possible dans l'examen des pièces qui lui auront été produites, et en observant d'un côté, ce qui est dû aux intérêts du trésor et des manufactures des départemens méridionaux, et de l'autre les principes de modération et d'équité, qu'il n'a pas cessé de déployer; il tâchera, dans des cas douteux et dans lesquels on n'aurait pas pleinement justifié des titres et droits à l'exemption, de s'entendre à l'amiable avec les propriétaires ou détenteurs, et ceci ne réussissant pas, il prononcera sa décision, si mieux il n'aime, dans des cas qui lui paraîtraient très-douteux, nous en référer.

XIII. Dans le cas où les propriétaires ou détenteurs pourraient se croire lésés par la décision de M. le commissaire des finances, ils pourront lui adresser une pétition pour nous, que le commissaire susdit nous fera passer, avec les pièces relatives à l'affaire et ses observations, s'il y a lieu.

Les pétitions qui nous seront adressées, auront effet suspensif de toute contrainte judiciaire.

ren behalten wollen, müssen sich anheischig machen, die Gebühren, die sie, nach Untersuchung ihrer Titel's, schuldig zu seyn anerkannt sind, in den acht Tagen nach der endlichen Entscheidung, von welcher hiernächst geredet werden wird, zu entrichten.

10. In Ermanglung eines Ursprungs-Attests, kann man, um die Befreiungs-Rechte darzuthun, gehörig legalisirte Auszüge von der Handlungs-Correspondenz, Fakturen in Original oder legalisirt, und jede andern Schriften vorlegen, durch welche die Eigenthümmer oder Inhaber ihre Rechte glauben beweisen zu können.

11. Die besagten Schriften und Titel's sollen, vor dem 15 nächstkünftigen Monat August, dem Herrn Finanz-Commissair eingehändigt werden; wo nicht, so werden die Eigenthümmer und Inhaber angesehen, als hätten sie auf die von ihnen angeführten Befreiungsrechte verzichtet, und die Waaren, wegen welcher nichts vorgelegt worden ist, werden betrachtet, als wären sie der Wieder-Ausfuhr, der Niederlage oder der Bezahlung der Gebühren, nach der verschiedenen Natur der Fälle, unterworfen.

12. Der Herr Finanz-Commissair soll die vorgelegten Schriften mit aller möglichen Schnelligkeit untersuchen, und indem er, einer Seits, das Interesse des öffentlichen Schatzes und der Manufakturen der mittäglichen Departemente, und auf der andern Seite, die Grundsätze der Mäßigung und der Billigkeit, welche er beständig ausgeübt hat, berücksichtiget, soll er sich in zweifelhaften Fällen, und in welchen man nicht gänzlich seine Rechte und Ansprüche auf Befreiung dargethan hat, gütlich mit den Eigenthümmern oder Inhabern versiehen, und im Fall dieses nicht gelingen sollte, darüber eine Entscheidung nehmen, wenn er nicht lieber in Fällen, die ihm sehr zweifelhaft scheinen würden, deßwegen an Uns Bericht erstatten wollte.

13. Im Fall sich die Eigenthümmer oder Inhaber durch die Entscheidung des Herrn Finanz-Commissairs beeinträchtigt glauben sollten, so können sie ihm eine Bittschrift für Uns zuschicken, welche der besagte Commissair mit den die Sache betreffenden Schriften und seinen Bemerkungen an Uns, wenn der Fall ist, gelangen lassen wird.

Die an Uns erlassenen Bittschriften sollen die Wirkung haben, jedes gerichtliche Zwangsmittel aufzuschieben.

XIV. Au moyen des mesures prescrites par les articles précédens, la ligne des douanes établie à l'entour de la ville de Liége, sur la rive gauche de la Meuse, sera levée par rapport aux douanes, vendredi le 28 juillet, mais elle continuera à subsister pour les boissons soumises dans les départemens méridionaux aux impositions indirectes, et ce jusqu'à ce que celles-ci auront été introduites dans la ville de Liége et sur la rive droite de la Meuse.

XV. Monsieur le commissaire des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, et M. le commissaire-général Verstolk de Soelen, est prié de vouloir bien y concourir, en le faisant afficher dans la ville de Liége, où besoin sera, et en le faisant insérer dans les journaux, le tout sous le plus bref délai possible.

Fait à Liége, le 20 juillet 1815.

Signé APPELIUS.

Avons arrêté et arrêtons :

Ledit arrêté sera inséré dans les journaux officiels du département de Meuse-et-Ourte, et du Grand-Duché de Luxembourg, et un nombre d'exemplaires suffisant du même arrêté, imprimé en placard, sera envoyé à la commission municipale de Liége, afin de les faire afficher dans ladite ville de Liége, sous le plus bref délai possible.

Fait à Liége, le 20 juillet 1815.

Signé, J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Pour expédition conforme,

Le secrétaire-général,

Signé J. J. D'OMALIUS.

(N°. 213.)

AVIS

Relatif aux paiement des chevaux fournis par les communes.

Le prix des chevaux fournis par les communes du Grand-Duché, en execution de l'ordonnance du Gouvernement-général du Bas et Moyen-Rhin, en date du 19 avril dernier, devant à l'instar des autres fournitures, être remboursé sur les fonds de l'emprunt de guerre de 6 mil-

14. Vermittelst der durch die vorhergehenden Artikel vorgeschriebenen Maaßregeln, soll die, um die Stadt Lüttich an dem linken Ufer der Maas errichtete Zoll-Linie, Freitag den 28 July, in Betreff der Zölle, aufgehoben werden; sie soll aber in Ansehung der Getränke, welche in den mittäglichen Departementen den indirekten Abgaben unterworfen sind, so lange fortbestehen, bis diese auch in der Stadt Lüttich und an dem rechten Maas-Ufer eingeführt worden sind.

15. Der Herr Finanz-Commissarius ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, und der Herr General-Commissarius Verstolk von Soelen ist gebeten, zu derselben beitragen zu wollen, indem er den Beschluß in der kurzmöglichsten Zeitfrist, in der Stadt Lüttich, an den Orten, wo es nöthig seyn wird, anschlagen, und in die Journale einrucken lassen wird.

Geschehen zu Lüttich, den 20 July 1815.

Unterzeichnet, Appelius.

Haben beschlossen und beschließen:

Der besagte Beschluß soll in die offiziellen Journale des Departements der Maas und Ourte, und des Groß-Herzogthums Lützemburg eingerückt und eine hinlängliche Anzahl von Exemplarien desselben als Anschlagzettel gedruckt, und an die Munizipal-Commission von Lüttich geschickt werden, damit sie dieselben in der besagten Stadt Lüttich in der kurzmöglichsten Zeitfrist anschlagen lassen.

Geschehen zu Lüttich, den 20 July 1815.

Unterz., J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair,

Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

(N°. 213.)

Nachricht

in Betreff der Bezahlung des Preises der von den Gemeinden gelieferten Pferde.

Da der Preis der von den Gemeinden des Groß-Herzogthums, zu Folge der Verordnung des General-Gouvernements des Nieder- und Mittel-Rheins, vom 19 April letzthin, gelieferten Pferde, so wie die andern Lieferungen, durch den Betrag des Kriegs-Anleihens von 6 Millionen, in Gemäßheit der in dem 47 N°. dieses Journals ein-

lions, conformément à l'avis qui a été inséré à cet égard dans le n°. 47 de ce journal, les bons ou récépissés devront, ainsi que ceux des autres fournitures, être remis dans le plus court délai, à MM. les commissaires de canton, pour être adressés par ceux-ci à MM. les Sous-intendans.

Luxembourg, le 29 juillet 1815.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

gerückten Nachricht, wiedererstattet werden wird, so sollen die sie betreffenden Bon's oder Empfangscheine, wie die für andere Lieferungen ertheilte, in der kürzesten Zeitfrist, den Herrn Kantons-Commissarien eingehändigt werden, um durch diese den Herrn Unter-Intendanten zugeschickt zu werden.

Lützemburg, den 29sten July, 1815.

Der provisorisch mit der Verwaltung des Großherzogthums Lützemburg beauftragte Landes-Direktorial-Rath,

Willmar.

Evénement de police.

Le nommé Le Maitre, au service du soussigné, s'est évadé le 22 juillet entre 3 et 4 heures après-midi, avec un cheval noir. Comme, sous le prétexte de conduire le cheval à la rivière, il est allé hors de la porte, et qu'il n'est pas revenu jusqu'ici; on soupçonne avec raison que ledit Le Maitre a l'intention de déserter.

Signalement dudit Le Maitre, attaché à la 1e. compagnie du 7e. régiment d'infanterie de la Landwehr rhénane.

Taille petite, teint brun foncé, barbe noire, grands yeux noirs, front haut, bouche ronde, portant, lors de son évasion, un vieil uniforme français de couleur verte avec des boutons blancs, une veste grise, de vieilles culottes blanches et des bottes. Il a encore au bras une marque particulière provenant d'une blessure.

Signalement du cheval.

Un hongre noir, vigoureux, 5 pieds de haut, sans marque, âgé de 8 ans, a le cou court, et est très-charnu. — Les personnes qui découvriraient ledit Le Maitre avec le cheval, sont priées de l'arrêter et le livrer entre les mains du commandant de cette place. Il ne peut aucunement justifier sa conduite.

Luxembourg, le 22 juillet 1815.

De Scheve, capitaine du 2e. batail. du 7e. régt. de la Landwehr rhénane.

Polizei-Begebenheit.

Am 22sten July ist der bei Unterzeichnetem als Bursche in Dienst stehende, Namens Le Maitre, mit einem schwarzen Pferd Nachmittags zwischen 3 und 4 Uhr entwichen. Da nun derselbe unter dem Vorwande, das Pferd nach dem Wasser reiten zu wollen, aus dem Thor geritten, bisher aber noch nicht zurükgekehrt, so läßt sich mit Recht muthmaßsen, daß der genannte Le Maitre wohl eine Desertion intendirt.

Signalement des Le Maitre, Landwehrmann von der 1ten Compagnie des 7ten Rheinischen Landwehr-Infanterie-Regiments.

Derselbe ist von kleiner Statur, schwarzbrauner Gesichtsfarbe, hat einen schwarzen Bart, schwarze große Augen, hohe Stirne, runden Mund, hatte bei seiner Entweichung eine grüne alte französische Uniform mit weißen Knöpfen, graue Weste, alte weiße Buchsen und Stiefeln angehabt; hat am Arm noch ein besonderes Abzeichen, welches ihm gestochen ist.

Signalement des Pferdes.

Ein schwarzer Wallach, stark von Natur, 5 Fuß, ohne Abzeichen, 8 Jahr alt, kurzer Hals, und sehr stark am Fleisch.

Sollte sich der Le Maitre mit dem Pferde irgendwo bliken laßen, so wird dienstergebenst ersucht, denselben ohne weiteres anzuhalten und denselben der Commandantur zu übergeben; er kann sich durchaus mit gar nichts legitimiren.

Lützemburg, den 22sten July 1815.

Von Scheve, Capitain im 2 Bataillon des 7 Rheinischen Landwehr-Infanterie-Regiments.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 53.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 8 août 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 8ten August 1815.

(N°. 214.)

RAPPORT

présenté à S. M. le Roi, Grand-Duc, concernant le projet de constitution du royaume des Pays-Bas.

Sire!

La commission que vous avez chargée de revoir la loi fondamentale des provinces-unies, et de proposer les modifications qu'exigent l'accroissement de territoire, l'érection des Pays-Bas en royaume, et les stipulations des traités de Londres et de Vienne, s'est livrée à ce travail avec tout le zèle que lui inspirait son importance, et le désir de justifier la confiance de V. M.

Vous avez déclaré, Sire, aux notables assemblés l'année dernière dans la ville d'Amterdam, que vous aviez accepté la souveraineté, sous la condition expresse qu'une loi fondamentale *garantît suffisamment la liberté des personnes, la sûreté des propriétés*, en un mot tous les droits

(N°. 214.)

Bericht,

an Seine Majestät den König, Groß-Herzog, in Betreff des Constitutions-Vorschlags für das Königreich der Niederlande.

Sire!

Die Commission, welche Sie beauftragt haben, das Grund-Gesetz der vereinigten Niederlande durchzusehen und die Modifikationen vorzuschlagen, welche die Vergrößerung des Gebiets, die Erhebung der Niederlande zu einem Königreich, und die Stipulationen der Traktate von London und von Wien erheischen, hat sich dieser Arbeit mit allem dem Eifer überlassen, welchen ihre Wichtigkeit und das Verlangen, dem Zutrauen Euer Majestät zu entsprechen, ihr einflößte.

Sie haben, Sire, den im vergangenen Jahr in der Stadt Amsterdam versammelten Notabeln erklärt, daß Sie die Souverainetät unter der ausdrücklichen Bedingung angenommen haben, daß ein Grund-Gesetz die Freiheit der Personen, die Sicherheit des Eigenthums, mit einem Wort, die bürgerlichen Rechte, welche ein wahrhaft freies Volk charak-

civils qui caractérisent un peuple réellement libre.

C'est dans ces paroles, gravées dans tous les cœurs par la reconnaissance, c'est dans les mœurs, les habitudes de la nation, dans son économie publique, dans des institutions éprouvées par plusieurs siècles, qu'ont été puisés, avec une défiance des théories trop bien justifiée par tant de constitutions éphémères, les principes de cette première loi, qui n'est pas une abstraction plus ou moins ingénieuse, mais une loi adaptée à l'état de la Hollande, au commencement du 19e. siècle.

Elle n'a pas reconstruit ce qui était entièrement usé par le temps, mais elle a relevé tout ce qui pouvait être utilement conservé. C'est dans cet esprit qu'elle a rétabli les états provinciaux, en modifiant leur organisation. Dans ses rapports avec le gouvernement général, cette organisation n'avait pas toujours été à l'abri de justes censures; ces rapports ont cessé. Mais les états provinciaux, considérés comme administrateurs, avaient beaucoup fait pour la prospérité du pays: cette administration leur a été rendue; la loi fondamentale a rendu de même aux villes et aux arrondissemens ruraux toute l'indépendance compatible avec le bien général.

Elle a investi l'autorité souveraine de toutes les prérogatives propres à la faire respecter dans l'intérieur et à l'étranger.

Elle attribue le pouvoir législatif concurremment au prince et aux états-généraux, élus par les états des provinces, qui sont eux-mêmes élus par tous les habitans du royaume qui ont quelqu'intérêt à sa prospérité.

Dans un pareil système de lois et d'institutions bien coordonnées entr'elles, les membres de la commission qui appartiennent aux provinces

terisiren, hinlänglich verbürgen würde.

Aus diesen Worten, welche die Erkenntlichkeit in alle Herzen eingegraben hat, aus den Sitten und den Gewohnheiten der Nation, aus ihrer öffentlichen Oekonomie, aus den durch mehrere Jahrhunderte erprobten Institutionen, sind, mit einem Mißtrauen gegen Theorien, welches so viele vorübergehende Constitutionen nur zu sehr gerechtfertigt haben, die Grundsätze dieses ersten Gesetzes geschöpft worden, welches nicht eine mehr oder wenig erfinderische Abstraktion, sondern ein Gesetz ist, welches im Anfang des 19ten Jahrhunderts dem Zustand von Holland gemäß angeordnet worden.

Sie hat nicht wieder aufgebaut, was durch die Zeit ganz hinfällig geworden ist; sie hat aber alles wieder aufgerichtet, was mit Nutzen beibehalten werden konnte. In diesem Geiste hat sie die Provinzial-Stände wieder eingeführt, indem sie ihre Organisation modifizirte. Diese Organisation war nicht immer in ihren Verhältnissen mit dem General-Gouvernement gegen gerechten Tadel gesichert; diese Verhältnisse haben aufgehört. Aber die Provinzial-Stände hatten, als Verwalter betrachtet, viel für den Wohlstand des Landes gethan; diese Verwaltung ist ihnen wiedergegeben worden; das Grund-Gesetz hat ebenfalls den Städten und den Land-Bezirken alle Unabhängigkeit wiederverschaft, die mit dem allgemeinen Wohl verträglich ist.

Sie hat der höchsten Gewalt alle Prärogativen zugesichert, welche geeignet sind, dieselbe im Innern und im Auslande respektiren zu machen.

Sie eignet die gesetzgebende Gewalt gemeinschaftlich dem Fürsten und den von den Provinzial-Ständen erwählten General-Staaten zu, welche Stände selbst von allen Bewohnern des Königreichs, die irgend ein Interesse an seinem Glücke haben, ernannt werden.

In einem solchen System von Gesetzen und gut geordneten und zusammenhängenden Institutionen haben die Mitglieder der Commission, welche zu

méridionales, ont reconnu les bases de leurs anciennes constitutions, les principes de leur ancienne liberté, les règles de leur ancienne indépendance, et il n'a pas été difficile, Sire, de modifier cette loi de manière à la rendre commune aux deux nations, unies par des liens qui n'avaient été rompus que pour leur malheur et celui de l'Europe; liens qu'il est dans leur vœu et dans l'intérêt de l'Europe de rendre indissolubles.

Bornés à cette tâche, et prenant pour base de notre travail, cette première loi, conçue dans des vues libérales et conciliatrices, nous avons successivement examiné ses principes généraux et ses dispositions particulières.

Nous avons tâché, Sire, de nous pénétrer de vore esprit, et de donner à la constitution qui doit régir votre beau royaume, ce caractère de justice et de bienveillance générale que l'on trouve dans toutes vos actions, dans tous vos sentimens.

Nous n'avons pas eu l'orgueil de tout prévoir, la prétention de tout régler; nous avons fait la part de l'expérience future, et au lieu de dispositions décisives et tranchantes, nous avons posé des pierres d'attente, où votre sagesse, éclairée par le temps, et par d'autres conseils, placera des institutions qui sont plutôt indiquées que fixées et qui compléteront sans lenteur, comme sans précipitation, l'édifice dont nous avons seulement tracé les dimensions et fixé les bases.

En divisant le royaume en provinces nous avons conservé pour les provinces septentrionales la division qu'avait adoptée la première loi, en rendant à chacune d'elles ses anciennes limites, légèrement modifiées pour leur intérêt commun.

Le même intérêt a fait préférer pour les provinces méridionales un principe différent. Nous

den mittäglichen Provinzen gehören, die Grundlage ihrer alten Constitutionen, die Grundsätze ihrer alten Freiheit, die Regeln ihrer alten Unabhängigkeit erkannt, und es war nicht schwer, Sire, dieses Gesetz zu modifiziren, um es beiden Nationen gemein zu machen, welche durch Bande, die nur für ihr Unglück und für das von Europa gebrochen worden waren, vereinigt sind; Bande, welche ihr Wunsch und das Interesse von Europa unauflöslich zu machen, erfordern.

Indem wir uns auf diesen Gegenstand einschränkten, und dieses erste Gesetz, welches in liberalen und vereinigenden Absichten verfaßt ist, zur Grundlage nahmen, haben wir nach und nach seine allgemeinen Grundsätze und seine besondern Verfügungen untersucht.

Wir haben gesucht, Sire, uns von Ihrem Geiste zu durchdringen, und der Constitution, die Ihr schönes Königreich regieren soll, den Charakter von Gerechtigkeit und von allgemeinem Wohlwollen einzudrücken, welchen man in allen Ihren Handlungen, in allen Ihren Empfindungen entdeckt.

Wir haben nicht den Stolz gehabt, alles vorhersehen, noch die Anmaßung, alles reguliren zu wollen; wir haben der künftigen Erfahrung ihren gebührenden Antheil gelassen, und anstatt entscheidender und unwiderruflicher Verfügungen, haben wir die Grundsteine gelegt, auf welche Ihre, durch die Zeit und durch andere Rathschläge aufgeklärte Weisheit, Institutionen errichten wird, welche mehr angezeigt als bestimmt sind, und die das Gebäude, von welchem wir nur die Dimensionen gezeichnet und die Grundlagen festgesetzt haben, ohne Langsamkeit, so wie ohne Uebereilung, vollenden werden.

Indem wir das Königreich in Provinzen theilen, haben wir für die nördlichen Provinzen die Eintheilung, welche das erste Gesetz angenommen hatte, beibehalten, und jeder derselben ihre alten Grenzen, mit einigen Modifikationen, die ihr gemeinschaftliches Interesse erfordert, wiedergegeben.

Dasselbe Interesse hat uns bewogen, für die mittäglichen Provinzen einen verschiedenen Grund-

n'avons fait que changer les noms des départemens. (art. 2.)

Un laps de plus de vingt années a créé entre les habitans de chacun de ces départemens des liens et des rapports qu'on ne détruirait pas sans froisser de nombreux intérêts, sans faire naître des embarras multipliés pour le gouvernement, inutiles aux gouvernés.

Nous avons placé les provinces du royaume dans l'ordre qu'avaient adopté, avant leur séparation, Charles-Quint et ses prédécesseurs.

La province de Luxembourg, qui prend le titre de grand-duché, et qui remplace, dans la maison de V. M., ses états allemands, devient pour le royaume un accroissement de la plus haute importance.

Nous avons été informés, Sire, des droits que des pactes de famille avaient donnés sur les états de Nassau au puîné de vos fils Nous n'avons pas méconnu le juste titre qu'a ce prince à une indemnité; mais nous avons cru que c'est aux états-généraux qu'il appartient de proposer, soit par la cession de domaines, soit de toute autre manière, la mesure qui satisfera le mieux à ce que l'équité commande, à ce que la reconnaissance de la nation lui prescrit.

Nous osons, Sire, exprimer respectueusement le vœu qu'il soit fait des dispositions, de concert avec vos alliés, ponr que, dans aucun cas, le grand-duché de Luxembourg ne puisse cesser de faire partie du royaume. Ce vœu, qui est dans l'intérêt de l'état, nous parait être aussi dans l'intérêt de l'Europe.

Toutes les garanties que la 1re. loi fondamentale avait données à la liberté individuelle, et à la propriété, ont été conservées. Nous avons trouvé peu de choses à y ajouter.

Toute arrestation arbitraire est prévenue. (Art. 168.)

satz zu befolgen. Wir haben nur die Namen der Departemente verändert. (Art. 2.)

Ein Verlauf von mehr als 20 Jahren hat zwischen den Bewohnern jedes dieser Departemente Verbindungen und Verhältnisse errichtet, welche man nicht auflösen würde, ohne zahlreiche Interessen zu verletzen, ohne die Regierung in vielfältige, den Regierten unnüze Verwirrungen zu ziehen.

Wir haben in Betreff der Provinzen des Königreichs dieselbe Ordnung befolgt, welche vor ihrer Trennung Karl der Fünfte und seine Vorgänger eingeführt hatten.

Die Provinz Lützemburg, welche den Titel eines Groß-Herzogthums annimmt, und die in dem Hause Euer Majestät Ihre deutschen Staaten ersetzt, wird für das Königreich eine Vergrößerung von der größten Wichtigkeit.

Wir haben, Sire, von den Rechten Kenntniß erhalten, welche Familien-Verträge den Nachgebornen Ihrer Söhne auf die Nassauischen Staaten gegeben haben. Wir haben die gerechten Ansprüche nicht mißkannt, welche dieser Prinz auf eine Entschädigung hat. Wir haben aber geglaubt, daß es den General-Staaten obliegt, die Abtretung von Domainen, oder jede andere Maaßregel vorzuschlagen, durch welche das am besten berichtigt wird, was die Billigkeit gebietet, und was die Dankbarkeit der Nation ihr vorschreibt.

Wir wagen, Sire, respektvoll den Wunsch auszudrücken, daß in Verbindung mit Ihren Alliirten Verfügungen getroffen werden, damit in keinem Fall das Groß-Herzogthum Lützemburg aufhöre, einen Theil des Königreichs auszumachen. Dieser Wunsch, welcher in dem Interesse des Staates liegt, scheint auch in dem Interesse von Europa gegründet zu seyn.

Alle Gewährleistungen, welche das erste Grundgesetz für die individuelle Freiheit und für das Eigenthum gegeben hatte, sind beibehalten worden. Wir haben nur wenig denselben beizusetzen gefunden.

Jeder willkührlichen Verhaftnehmung ist begegnet. (Art. 168.)

Si dans des circonstances graves, le gouvernement fait arrêter un individu, il doit être dans les trois jours traduit devant le juge que la loi lui assigne. (Art. 169)

Nul ne peut être distrait de ce juge sous aucun prétexte. (Art. 167.)

La peine inique de la confiscation est abolie. (Art 171.)

Tout jugement en matière civile doit être motivé. (Art. 173.)

En matière criminelle, il doit exprimer les circonstances du délit, et la loi appliquée par le juge. (Art. 172.)

Les uns et les autres doivent être prononcés en séance publique. (Art. 174.)

Nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour l'utilité publique et moyennant une juste indemnité. (Art. 164)

Le domicile de tout sujet du Roi est inviolable. (Art. 170.)

Le droit de pétition convenablement réglé, est consacré par la loi. (Art. 161.)

Elle n'admet aucun privilège en matière d'impôt. (Article 198.)

Chacun des sujets du Roi est admissible à tous les emplois, sans distinction de naissance, ou de croyance religieuse. (Art. 11 et 198.)

En réservant les premières fonctions de l'état aux indigènes, nés de parens domiciliés dans le royaume, (Art. 8,) la loi admet aux autres, et les naturels du pays, et ceux qui y seront naturalisés; cette terre hospitalière offrira toujours protection et bienveillance à ceux que des loix libérales, et un gouvernement paternel y appelleront : mais le droit de voter sur ses plus grands intérêts, ou de prendre part à leur direction, ne doit appartenir qu'à ceux qui ont sucé avec le lait, l'amour de la patrie.

La liberté de la presse n'aura pas d'autres entraves, que la responsabilité de celui qui écrit, imprime ou distribue. (Art. 227.)

Wenn in wichtigen Umständen die Regierung ein Individuum festhalten läßt, so muß es in den drei Tagen vor den Richter, welchen das Gesetz ihm zueignet, gebracht werden. (Art. 169.)

Niemand kann unter keinem Vorwand diesem Richter entzogen werden. (Art. 167.)

Die ungerechte Strafe der Confiskation ist abgeschaft. (Art. 171.)

Jedes Urtheil in Civil-Sachen muß mit Gründen belegt seyn. (Art. 173.)

In peinlicher Materie, soll es die Umstände des Verbrechens und das Gesez ausdrüken, welches der Richter anwendet. (Art. 172.)

Die einen und die anderen Urtheile sollen in einer öffentlichen Sizung ausgesprochen werden.

Man kann seines Eigenthums nur wegen dem öffentlichen Nuzen, und vermittelst einer gerechten Entschädigung beraubt werden. (Art. 164.)

Das Wohnhaus eines jeden Unterthans des Königs ist unverlezlich. (Art. 170.)

Das gehörig regulirte Petitions-Recht ist durch das Gesez geheiligt. (Art. 161.)

Es erkennt kein Privilegium in Betreff der Auflagen. (Art. 198.)

Jeder Unterthan des Königs ist zu allen Aemtern, ohne Unterschied der Geburt, oder der Religion fähig. (Art. 11 und 198.)

Indem das Gesez die ersten Stellen des Staats den Inländern vorbehält, die von Eltern geboren sind, welche in dem Königreich wohnhaft sind, so läßt dasselbe zu den anderen Stellen so wohl die natürlichen Bewohner des Landes, als auch diejenigen, welche darin werden naturalisirt werden, zu; dieses gastfreundschaftliche Land wird immer Schuz und Wohlwollen denjenigen anbieten, welche liberale Geseze und eine väterliche Regierung in dasselbe rufen werden; aber das Recht über die größten Interessen des Lands zu stimmen, oder an ihrer Leitung Theil zu nehmen, soll nur denjenigen gebühren, welche mit der Milch, die Vaterlandsliebe eingesogen haben.

Die Preß-Freiheit soll keine andere Feßeln haben, als die Verantwortlichkeit desjenigen, der schreibt, drukt oder austheilt. (Art. 227.)

Nous avons placé parmi les premiers devoirs du gouvernement, celui de protéger l'instruction publique, qui doit répandre dans toutes les classes les connaissances utiles à tous, et dans les classes élevées, cet amour des sciences et des lettres qui embellissent la vie, font partie de la gloire nationale, et ne sont étrangères, ni à la prospérité, ni à la sûreté de l'état. (Art. 226.)

Peu de pays en Europe ont fait autant que nos provinces, pour les classes indigentes. — Peu ont autant d'établissemens, où la vieillesse et l'infirmité trouvent un asyle, des secours, et la jeunesse pauvre une instruction gratuite.

Le vif intérêt qu'inspirent à V. M. ces monumens de la piété, de la charité chrétienne, de la bienfaisance de nos pères, est également indiqué comme un devoir de nos rois. (Art. 228)

Le plus précieux de tous les droits, l'entière liberté de conscience, est garanti aussi formellement qu'il peut l'être. (Art. 190.)

Nous osons croire, Sire, que ces diverses dispositions remplissent la condition que vous avez si noblement imposée.

Les villes, les communes rurales, et les arrondissemens qui forment ces communes, jouiront pour leur régime intérieur de toute l'indépendance que n'interdit point le bien général. (Art. 155.)

Les autorités locales administreront leur ressort comme de bons pères de famille; mais ce ressort fait partie de la grande famille, et ils ne doivent pas pouvoir blesser ses intérêts. (Art. 155.)

Les états de la province approuvent leur budjet. (Art. 156.)

Le gouvernement en prend connaissance, et fait à cet égard les dispositions qu'il trouve convenables. (Art. 159.)

Wir haben zu den ersten Pflichten der Regierung diejenigen gerechnet, den öffentlichen Unterricht zu schüzen, welcher in allen Classen die, allen nöthigen Kenntniße, und in den höheren Classen, die Liebe zu den Wissenschaften und der Litteratur verbreiten soll, die das Leben verschönern, einen Theil des National-Ruhms ausmachen, und weder dem Wohlstand, noch der Sicherheit des Staats fremd sind. (Art. 226.)

Wenige Länder in Europa haben eben so viel wie unsere Provinzen für die ärmeren Classen gethan. — Wenige haben so viele Anstalten, wo das Alter und die Schwachheit einen Zufluchtsort und Unterstüzung, und die dürftige Jugend einen unentgeldlichen Unterricht finden.

Der lebhafte Antheil, welchen Euer Majestät die Denkmähler der Frömmigkeit, der Christlichen Liebe, und der Wohlthätigkeit unserer Voreltern einflößen, wird auch als Pflicht für unsere Könige angezeigt. (Art. 228.)

Das kostbarste aller Rechte, die völlige Gewissensfreiheit, ist so förmlich als es möglich ist, verbürgt. (Art. 190.)

Wir wagen zu glauben, Sire, daß diese verschiedenen Verfügungen die Bedingung erfüllen, welche Sie uns auf eine so edelmüthige Art auferlegt haben.

Die Städte, die Land-Gemeinden, und die Bezirke, welche diese Gemeinden bilden, sollen, was ihre innere Regierung betrift, die gänzliche Unabhängigkeit genießen, welche das allgemeinen Wohl nicht untersagt. (Art. 155.)

Die Lokal-Behörden sollen als gute Familien-Väter ihren Bezirk verwalten; aber dieser Bezirk macht einen Theil der großen Familie aus, und sie sollen nicht die Gewalt haben, das Intereße dieser Familie verlezen zu können. (Art. 155.)

Die Provinzial-Stände genehmigen ihr Budjet. (Art. 156.)

Die Regierung nimmt Kenntniß davon, und trift über diesen Gegenstand die Verfügungen, die sie für dienlich erachtet. (Art. 159.)

Il peut suspendre et annuller tous les actes des administrations locales, qui seraient contraires aux lois, ou nuiraient à l'intérêt général.

Les arrondissemens ruraux auront leurs limites anciennes, des limites récemment adoptées, ou tout-à-fait nouvelles; ils auront leur ancienne dénomination, le nom qu'ils portent à présent, ou un nom nouveau, selon que les circonstances et l'intérêt local le conseilleront.

Les limites et le mode d'administration des arrondissemens, et des communes tant urbaines que rurales, seront réglés par des statuts que fera le roi en son conseil, de l'avis des états provinciaux, de la régence municipale ou d'une commission composée de personnes notables, connaissant bien les intérêts de leur district, et intéressées elles-mêmes à son bien-être. (Art. 132 et 154.)

Nous avons rappelé à V. M. tout le bien qu'a fait à ce pays l'administration des états provinciaux. Dégagée désormais de toute participation au gouvernement, elle sera plus utile encore. Regrettée à la fois dans les provinces septentrionales et méridionales, où des institutions nombreuses, des travaux publics d'un grand intérêt, et une prospérité toujours croissante, attestent leur utile influence, préférée à toute autre mode d'administration, par des administrateurs très-éclairés, dans un pays dont toutes les provinces n'avaient pas un régime semblable, elle sera pour notre gouvernement un agent éclairé, d'autant plus propre à faire chérir et respecter les lois, qu'il inspirera plus d'estime et de confiance. Elles sont loin de votre cœur, sire! ces maximes fatales, qui séparent les intérêts du prince de l'intérêt de ses sujets, et méconnaissent la force et le bonheur qui résultent de leur union constante et intime.

Les états des provinces porteront au pied du

Sie kann alle Akten der Lokal-Verwaltungen, welche den Gesezen zuwider wären, oder dem allgemeinen Interesse schaden würden, suspendiren und vernichten.

Die Landbezirke sollen ihre alten Grenzen, die neuerdings erst angenommenen, oder ganz neue Grenzen erhalten; sie sollen ihren alten Namen, den Namen den sie gegenwärtig tragen, oder einen neuen Namen, so wie es die Umstände und das Lokal-Interesse erfordern werden, bekommen.

Die Grenzen und die Verwaltungs-Weise der Bezirke und der Stadt- und Landgemeinden, sollen durch Verordnungen regulirt werden, welche auf das Gutachten der Provinzial-Stände, der Munizipal-Verwaltung, oder einer aus angesehenen Personen zusammengesezten Commission, welche das Interesse ihres Distrikts gut kennen, und selbst an dem Wohlstand derselben interessirt sind, von dem König in seinem Rath werden erlaßen werden. (Art. 132 und 154.)

Wir haben Euer Majestät alles das Gute in Erinnerung gebracht, welches die Verwaltung der Provinzial-Stände bewerkstelligt hat. Indem sie in's künftige von aller Theilnahme an der Regierung befreit ist, so wird sie noch nüzlicher seyn. Da sie sowohl in den nördlichen, als in den mittäglichen Provinzen, sehnlich gewünscht wird, wo zahlreiche Institutionen, öffentliche Arbeiten von einem großen Interesse, und ein immer wachsender Wohlstand ihren nüzlichen Einfluß bezeugen, da sie in einem Land, in welchem alle Provinzen nicht dieselbe Verfassung hatten, durch sehr aufgeklärte Verwalter jeder anderen Verwaltungsart vorgezogen wird, so wird sie für unsere Regierung ein aufgeklärter Agent seyn, der desto geeigneter ist, die Geseze lieben und respecktiren zu machen als er mehr Achtung und Zutrauen einflößen wird. Sie sind weit von Ihrem Herzen, Sire, diese unglüklichen Maximen, welche das Interesse des Prinzen von dem Interesse seiner Unterthanen trennen, und die Stärke und das Glük verkennen, welches aus ihrer beständigen und innigen Vereinigung entspringt.

Die Provinzial-Stände sollen den Ausdruk ihrer

trône, l'expression de leurs besoins, et les vœux de vos sujets. (Art. 151)

Chargés de tout ce qui concerne l'économie intérieure de la province, ils font, sous l'approbation du roi, telles ordonnances et réglemens qu'ils jugent nécessaires. (Art. 146.)

Ils partagent d'après des règles fixes, l'administration des eaux, ponts, et chaussées, avec une direction spéciale, qui à cause de son importance a reçu de la première loi fondamentale, un caractère constitutionnel, que nous lui avons conservé. (Art. 215—225.)

Aucune des branches de l'administration de la province ne doit être étrangère aux états.

Mais comme il importe que leurs membres soient assez nombreux, ils ne peuvent être constamment réunis. Pour exercer cette partie de leur autorité, qui impose des devoirs de chaque jour, et exige des soins de tous les instans, ils nomment dans leur sein une députation permanente, qui leur rend compte de ses travaux. (Art. 153.)

Les états et cette députation sont présidés par un commissaire nommé par le roi, qui veille aux intérêts de la province, à ceux du gouvernement, à l'exécution des lois. (Art. 137.)

Par lui le chef suprême de l'administration sera régulièrement informé de tout ce qui peut mériter sa sollicitude; il apprendra par lui les motifs des dispositions dont l'intention pourrait être méconnue, il sera entre les ministres du roi et les états provinciaux un intermédiaire très-utile.

La première loi fondamentale n'avait pas fixé la composition des états; elle l'a été depuis par des réglemens faits dans chaque province, qui ont reçu la sanction de V. M. Ils rappellent les anciennes institutions de la Hollande, ils n'ont rien de contraire à celles de la Belgique.

Bedürfniße, und die Wünsche Ihrer Unterthanen zu den Füßen des Throns legen. (Art. 151.)

Mit allem beauftragt, was die innere Oekonomie der Provinz betrift, so machen sie, unter der Genehmigung des Königs alle Verordnungen und Reglements, die sie für nöthig erachten. (Art. 146.)

Sie theilen nach bestimmten Regeln die Verwaltung der Wasser, Brüken und Straßen mit einer Spezial-Direktion, welche wegen ihrer Wichtigkeit durch das erste Grundgesez einen konstitutionnellen Charakter, den wir ihr gelassen haben, empfangen hat. (Art. 215—225.)

Kein Verwaltungs-Zweig der Provinz soll den Ständen fremd seyn.

Da aber ihre Mitglieder ziemlich zahlreich seyn müßen, so können sie sich nicht beständig vereinigen. Um diesen Theil ihrer Gewalt auszuüben, welcher täglich zu erfüllende Pflichten auferlegt, und die Sorgfalt jedes Augenbliks erheischt, so ernennen sie unter sich eine bleibende Deputation, welche ihnen von ihren Arbeiten Rechnung abstattet. (Art. 153.)

Die Stände und diese Deputation sind von einem von den den König ernannten Commissarius präsidirt, welcher auf das Interesse der Provinz, auf das der Regierung, und auf die Vollziehung der Geseze ein wachsames Aug hat. (Art. 137.)

Durch ihn wird das Ober-Haupt der Verwaltung regelmäßig von allem benachrichtigt werden, was seiner Sorgfalt würdig ist; durch ihn wird er von den Beweggründen der Verfügungen in Kenntniß gesezt werden, deren Absicht mißkennt werden könnte; derselbe wird zwischen den Ministern des Königs und den Provinzial-Ständen ein sehr nüzlicher Mittel-Agent seyn.

Das erste Grundgesez hatte die Zusammensezung der Stände nicht bestimmt; sie ist seitdem durch Reglement's, welche in jeder Provinz gemacht worden, und die Genehmigung Euer Majestät erhalten haben, festgesezt worden. Diese bringen die alten Einrichtungen von Holland in Erinnerung; sie enthalten nichts, was denjenigen von Belgien entgegen ist.

Supplément

Supplément du N°. 53 du Journal officiel.

Nous avans cru qu'il convenait d'insérer dans la loi fondamentale du royaume les élémens de cette composition. (Art. 129.)

La noblesse, qui peut être ou n'être pas réunie en corps équestre, les villes et les campagnes y participent dans les proportions, qui peuvent varier et varient beaucoup d'une province à l'autre. (Art. 131).

Le principe seul sera fixe et uniforme. Tout le reste pourra différer selon les localités et modifié par votre majesté, d'après les leçons de l'expérience. Heureuse la nation qui, en se constituant, ne doit rien donner au hasard, parce qu'elle peut remettre avec confiance à son roi le soin d'achever et de perfectionner ses lois constitutives.

Mais nous avons pensé, qu'après un certain temps, il fallait mettre un terme au désir d'améliorer, et que la fixité de ce qui était reconnu bon, devait être préféré à la vague espérance de la perfection. Nous proposons de regarder après dix ans comme définitives, et comme faisant partie de la loi fondamentale, les dispositions des statuts émanés de votre majesté, ou approuvés par elle, relatives au droit d'élire les membres des divers collèges et au droit d'y siéger, c'est à dire, à l'exercice des droits politiques. (Art. 7.)

C'est aux états provinciaux que le projet que nous soumettons à votre majesté attribue comme la première loi, l'élection des membres des états-généraux.

Un corps électoral se trouvant tout formé de membres élus soit directement, soit médiatement par la nation, il devenait superflu d'en organiser un autre. Ce mode rentre d'ailleurs dans le système général de la constitution, qui

Wir haben geglaubt, daß es dienlich wäre, die Elemente dieser Zusammensezung in das Grundgesez des Königreichs einzurüken. (Art. 129.)

Der Adel, welcher in ein Ritter-Corps vereinigt, oder nicht vereinigt werden kann, die Städte und das flache Land nehmen in den Verhältnissen Theil daran, welche von einer Provinz zur andern sich verändern können und sich wirklich sehr ändern. (Art. 131.)

Das Prinzip allein soll beständig und einförmig seyn. Alles übrige kann nach den Lokalitäten verschieden seyn und durch Euer Majestät nach den Lehren der Erfahrung modifizirt werden.

Glüklich ist die Nation, welche indem sie sich konstituirt, sich in nichts übereilt, nichts dem Zufall überläßt, weil sie mit Zutrauen ihrem König die Sorgfalt übertragen kann, ihre konstituirenden Geseze zu vollenden und zu vervollkommenen.

Wir haben aber geglaubt, daß man, nach dem Verfluß einer gewißen Zeit, dem Verlangen nach Verbesserungen Schranken sezen, und daß die Feststellung deßen, was für gut anerkannt wäre, der unbestimmten Hoffnung zur Vollkommenheit vorgezogen werden müßte. Wir schlagen vor, nach zehn Jahren die von Euer Majestät erlassenen, oder von Ihr genehmigten Verordnungen, welche das Recht die Mitglieder der verschiedenen Collegien zu wählen, und das Recht, Siz darin zu haben, das ist, die Ausübung der politischen Rechte betreffen, als definitif und als Theile des Grundgesezes zu betrachten. (Art. 7.)

Der Vorschlag, welchen wir Euer Majestät unterwerfen, ertheilt den Provinzial-Ständen, wie das erste Gesez, das Recht die Mitglieder der General-Staaten zu erwählen.

Da ein schon ganz gebildetes, aus Mitgliedern zusammengeseztes Wahl-Corps besteht, welche mittelbar oder unmittelbar von der Nation ernannt sind, so war es überflüßig, ein anderes zu organisiren. Dieses kommt übrigens mit dem allgemei-

fait émaner tous les pouvoirs les uns des autres, en descendant, sans s'exposer aux inconvéniens des élections populaires, jusqu'aux classes qui ne portent qu'une faible part dans les charges de l'état, mais ayant quelques intérêts à défendre, ont le droit d'être représentées. (Art. 133 et 134)

nen System der Constitution überein, welches alle Gewalten die einen von den anderen entspringen macht, und das, ohne sich den Inkonvenienzen der Volks-Wahlen auszusezen, bis zu denjenigen Classen heruntersteigt, welche nur einen schwachen Antheil an den Lasten des Staats tragen, aber die, weil sie einiges Interesse zu vertheidigen haben, das Recht haben repräsentirt zu werden. (Art. 133 et 134.)

Le nombre des députés que chaque province envoie aux états-généraux, n'a pu être réglé d'une voix unanime.

Die Anzahl der Deputirten, welche jede Provinz zu den General-Staaten sendet, hat nicht einmüthig regulirt werden können.

Plusieurs membres croyaient que la base à la fois la plus juste, la plus simple et la plus sûre était la population de chacune d'elles; des raisons plausibles et des exemples nombreux ne manquaient pas à l'appui de cette opinion; l'on a combattu ces raisons, a contesté la justesse des applications que l'on faisait de ces exemples à la réunion de nos provinces, et l'on a dit que les colonies qui reconnaissent les provinces septentrionales pour leur mère patrie, l'importance de leur commerce, et plusieurs millions d'habitans soumis aux lois de la métropole, ne permettaient pas d'adopter cette base; que le seul moyen d'établir parfaitement et pour toujours une union intime et sincère entre les deux pays, étoit de donner à l'une et à l'autre une représentation égale. La majorité s'est rangée à cet avis. Il n'a rien été changé au nombre actuel des députés des provinces septentrionales. Celui des provinces méridionales a été réglé d'une manière équitable, en ayant sur-tout égard à leur population, et au nombre proportionnel des députés par lequel elles ont déjà été représentées. (Art. 79).

Mehrere Mitglieder haben geglaubt, daß die Bevölkerung einer jeden derselben die gerechteste, die einfachste und die sicherste Grundlage wäre; scheinbare Gründe und zahlreiche Beispiele unterstüzten diese Meinung; man hat diese Gründe bestritten; man hat die Richtigkeit der Anwendungen, die man von diesen Beispielen auf die Vereinigung unserer Provinzen machte, bezweifelt, und man hat gesagt, daß die Colonien, welche die nördlichen Provinzen für ihr Mutterland anerkennen, die Wichtigkeit ihres Handels und mehrere Millionen Einwohner, welche den Gesezen der Hauptstadt unterworfen sind, nicht erlaubten diese Basis anzunehmen; daß das einzige Mittel vollkommen und für immer eine innige und vollkommene Vereinigung zwischen den beiden Ländern zu Stande zu bringen, wäre, dem einen und dem andern eine gleiche Repräsentation zu geben. Die Majorität hat diese Meinung angenommen. Nichts ist in Ansehung der gegenwärtigen Anzahl der Deputirten der nördlichen Provinzen verändert worden. Die der mittäglichen Provinzen ist auf eine billige Art, besonders mit Berüksichtigung auf ihre Bevölkerung und auf die verhältnißmäßige Anzahl der Deputirten, durch welche sie schon repräsentirt worden sind, regulirt worden. (Art. 79.)

Mais il est une partie des états généraux que nous n'avons pas cru devoir soumettre à une élection périodique. Le grand accroissement que l'état a reçu, le rang qu'il prend parmi les nations de l'Europe, la diversité des élémens dont il est formé; des intérêts plus compliqués

Doch giebts es einen Theil der General-Staaten, welchen wir nicht geglaubt haben einer periodischen Wahl unterwerfen zu können. Die beträchtliche Vergrößerung, welche der Staat erhalten hat, der Rang, den er unter den Nationen Europens einnimmt, die Verschiedenheit der Elemente, aus welchen er besteht, und noch verwikeltere Interessen

nous ont imposé le devoir de ne pas dédaigner les leçons de l'expérience.

Nous avons pensé que pour empêcher la précipitation des délibérations, pour opposer dans des temps difficiles une digue aux passions, pour entourer le trône d'une barrière contre laquelle se briseraient les factions, pour donner à la nation une parfaite garantie contre toute usurpation des agens de l'autorité, il fallait, à l'exemple des puissantes monarchies et des républiques florissantes, diviser en deux chambres, les représentans de la nation.

Pour opérer cette division, nous n'avons pas adopté des institutions étrangères, qui pourraient ne pas bien s'amalgamer avec nos institutions nationales.

Nous avons puisé les principes de la division dans l'esprit qui l'a fait adopter.

Créée sur-tout pour empêcher ce que l'erreur ou la passion aurait conseillé, cette partie des états-généraux n'a pas le droit de faire des propositions au roi; passive, elle adopte ou rejette les propositions qui lui sont transmises.

C'est sur-tout de la prudence et de la sagesse qu'on désire dans ces membres; le projet exige qu'il aient au moins 40 ans. Ils ne donneraient pas toute la garantie qu'on espère de cette sagesse, s'ils n'avaient pas un grand intérêt au bien-général. Ils ne pourront être choisis que parmi les personnes les plus distinguées par leurs services, leur naissance ou leur fortune. (Art. 80.)

Il y a peu de choses que les hommes défendent mieux que leur considération personnelle, le souvenir et la récompense de leurs services.

haben uns die Pflicht auferlegt, die Lehren der Erfahrung nicht zu verschmähen.

Wir haben geglaubt, daß um die Eilfertigkeit der Berathschlagungen zu hindern, um in schwierigen Zeiten den Leidenschaften einen Damm entgegen zu sezen, um den Thren mit einer Schutzwehr zu umgeben, an welcher die Faktionen scheitern würden, um endlich der Nation eine vollkommene Bürgschaft gegen jede unrechtmäßige Anmaßung der Agenten der Gewalt zu verschaffen, es nöthig wäre, die Repräsentanten der Nation, nach dem Beispiel der mächtigen Monarchien und der blühenden Republiken, in zwei Kammern zu theilen.

Um diese Theilung zu Stand zu bringen, haben wir keine fremde Institutionen aufgenommen, welche mit unseren National-Institutionen sich nicht vereinbaren könnten.

Wir haben die Grundsäze der Theilung aus dem Geiste hergenommen, welcher ihre Annahme verursacht hat.

Da dieser Theil der General-Staaten vorzüglich deßwegen gebildet worden, um das, was der Irrthum oder die Leidenschaft gerathen hat, zu verhindern, so hat derselbe das Recht nicht, dem König Vorschläge zu machen; leidend nimmt er nur die Vorschläge an, oder verwirft die, welche ihm vorgelegt worden sind.

Von diesen Mitgliedern verlangt man vorzüglich Klugheit und Weißheit; der Vorschlag fordert, daß sie wenigstens 40 Jahr alt seyen. Sie würden nicht alle die Gewährleistung, die man von ihrer Weißheit hofft, geben, wenn sie nicht ein großes Interesse an dem allgemeinen Wohl hätten. Sie können nur unter denjenigen Personen gewählt werden, welche am meisten durch ihre Dienste, ihre Geburt, oder ihr Vermögen sich auszeichnen. (Art. 80.)

Es giebt wenige Sachen, welche die Menschen beßer vertheidigen als ihre persönliche Achtung, das Andenken an ihre Verdienste und die Beloh-

Ils doivent être très-attachés à leur patrie, ceux qui tirent le respect qu'on leur accorde d'un nom que leurs ancêtres ont illustré en la servant.

Les possesseurs d'une grande fortune consolidée en biens fonds, prêtée à l'état ou utilement employée à alimenter le commerce de la nation, veilleront avec soin à ce qu'aucune des sources de la richesse publique ne soit obstruée ou tarie.

Ils ne seraient pas assez indépendans, s'ils étaient amovibles. Nous proposons de les nommer à vie. Cette nomination doit appartenir au roi. L'esprit de la monarchie le prescrit, l'intérêt de la nation l'exige. Cette prérogative donnera au monarque sur les premières classes de la société, une influence utile à toutes.

Ramener nos institutions à l'essence d'une monarchie tempérée, a été la règle constante de notre conduite, le guide invariable de notre travail.

Le roi propose à la chambre élue par les états provinciaux, les projets de loi délibérés en son conseil d'état. (Art. 106.)

Celle-ci les examine, et après les avoir adoptés, les renvoie à l'autre chambre à laquelle un semblable examen appartient. (Art. 109)

La chambre dont les membres sont nommés à vie, reçoit et discute les propositions, que l'autre croit devoir faire au roi. Jamais elle n'en fait elle-même. (Art 114 et 115.)

Si elle adopte la proposition, elle la transmet au roi, qui accorde ou refuse sa sanction. (Art. 116.)

En ne l'adoptant pas, elle ne fera le plus souvent qu'épargner au roi l'exercice d'un droit nécessaire, indispensable, mais qui, trop souvent

nung derselben. Diejenigen sollen ihrem Vaterland sehr ergeben seyn, welche die Ehrerbietung, die man ihnen bewilligt, von einem Namen herleiten, welchen ihre Vorfahren im Dienst für dasselbe berühmt gemacht haben.

Die Besizer von einem großen Vermögen, das in liegenden Gütern besteht, dem Staat geliehen, oder nüzlich für den Flor des Handels der Nation verwendet werden, werden sorgfältig wachen, damit keine Quelle des öffentlichen Reichthums verstopft werde, oder versiege.

Sie würden nicht unabhängig genug seyn, wenn sie von ihren Stellen entfernt werden könnten. Wir schlagen vor, sie lebenstäglich zu ernennen. Diese Ernennung soll dem König zugeeignet werden. Der Geist der Monarchie schreibt es vor, das Interesse der Nation erfordert es. Dieser Vorzug wird dem Monarchen auf die ersten Classen der Gesellschaft, einen, allen nüzlichen Einfluß geben.

Unsere Institutionen auf das Wesen einer gemäßigten Monarchie zurükzuführen, ist die beständige Regel unseres Verfahrens, der unwandelbar Leiter unserer Arbeit gewesen.

Der König schlägt der durch die Provinzial-Stände gewählten Kammer die, in seinem Staatsrath berathschlagten Gesezvorschläge vor. (Art. 106.)

Diese untersucht sie, und sendet sie, nachdem sie dieselben angenommen hat, der andern Kammer zu, welche ebenfalls das Recht hat, sie zu untersuchen. (Art. 109.)

Die Kammer, deren Mitglieder auf Lebenszeit ernannt sind, empfängt und untersucht die Vorschläge, welche die andere glaubt dem König machen zu müssen. Niemals macht sie selbst Vorschläge. (Art. 114 und 115.)

Wenn sie den Vorschlag annimmt, so schickt sie denselben dem König zu, welcher seine Genehmigung giebt oder verweigert. (Art. 116.)

Nimmt sie denselben nicht an, so wird sie sehr oft dem König die Ausübung eines nöthigen, unumgänglichen Rechtes ersparen, welches aber,

répété, pourrait atténuer cette confiance réciproque, si utile au monarque, si heureuse pour les peuples.

Dans tous les cas, la loi est le résultat de l'assentiment du roi et des deux chambres. (Art. 119.) Dans la plupart de nos provinces et surtout dans les provinces septentrionales, une très-grande partie des habitans prenait part à la direction des affaires par l'effet même de l'organisation des pouvoirs, et cette participation y conservait l'esprit public, ce puissant ressort des gouvernemens représentatifs.

Le gouvernement se trouve bien plus fort, il est bien mieux obéi quand il fait connaître à la nation les motifs de ses déterminations, le but des sacrifices qu'il impose et des efforts qu'il commande. Des exemples récens prouvent quelles vastes ressources fait naître l'adhésion raisonnée et sentie de tout un peuple aux grandes mesures que son gouvernement adopte.

Nous avons cru que pour conserver ce précieux avantage, il fallait rendre publiques les séances de la seconde chambre des états-généraux, en restreignant toutefois cette publicité dans des bornes qui en préviennent l'abus et èn écartent toute espèce de danger. (Art. 108.)

Pour développer les motifs des projets de loi, pour faire connaitre et apprécier les vues du gouvernement, pour faciliter les modifications utiles, les chefs des départemens d'administration générale entreront dans l'une et l'autre chambre des états-généraux. Mais cette faculté qui leur est accordée pour éclairer l'assemblée, ne leur donne pas le droit de concourir par leur vote aux résolutions qu'elle doit prendre. (Art. 91.)

Nous avons inséré dans la loi fondamentale,

wenn dieselbe zu oft Statt hätte, das gegenseitige Zutrauen vermindern könnte, welches dem Monarchen so nützlich, und für die Völker so glücklich ist.

In allen Fällen ist das Gesetz das Resultat der Zustimmung des Königs und der beiden Kammern. (Art. 119.) In dem größern Theile unserer Provinzen, und besonders in den nördlichen, nahm eine sehr große Anzahl der Bewohner an der Leitung der Geschäfte durch die Art selbst der Organisation der Gewalten Antheil, und diese Theilnahme erhielt darinn den Gemeingeist, diese mächtige Triebfeder der repräsentativen Regierungen.

Die Regierung ist weit kräftiger, man gehorcht ihr weit lieber, wenn sie der Nation die Beweggründe ihrer Bestimmungen, den Zweck der Opfer, welche sie ihr auflegt, und der Anstrengungen, die sie gebietet, zu erkennen giebt. Neue Beispiele beweisen, welche unerschöpfliche Hilfsquellen ein vernünftig überlegter und gefühlter Beifall eröfnet, den ein ganzes Volk den großen Maaßregeln, die seine Regierung trift, ertheilt.

Wir haben geglaubt, daß man, um diesen kostbaren Vortheil zu erhalten, die Sitzungen der zweiten Kammer der General-Staaten, öffentlich halten müsse, doch so, daß diese Publizität in den Schranken gehalten werde, welche dem Mißbrauch derselben zuvorkommen, und jede Art der Gefahr von ihr entfernen. (Art. 108.)

Um die Beweggründe der Gesetzvorschläge zu entwickeln, und die Absichten der Regierung kennen und würdigen zu machen, um nützliche Modifikationen zu erleichtern, so sollen die Chefs der Departemente der allgemeinen Verwaltung Zutritt in die beiden Kammern der General-Staaten haben. Aber diese Erlaubniß, welche ihnen bewilligt wird, um die Versammlung aufzuklären, giebt ihnen kein Recht, durch ihre Stimme zu den Entschlüssen, die sie nehmen soll, beizutragen. (Art. 91.)

Wir haben in das Grund-Gesetz, in Betreff der

pour la manière de délibérer, des dispositions qui peuvent paraitre réglementaires. Elles tirent l'importance que nous y attachons de l'avantage qu'elles offrent de multiplier et de faciliter les rapports entre les membres élus par les diverses provinces, de faire bien connaitre à tous, les motifs des propositions et les considérations même les plus délicates, qui peuvent porter à les adopter ou à les écarter. (Art. 107 et 111.)

C'est encore dans le désir d'entretenir une parfaite harmonie, que nous avons soumis à des formules les rapports des deux chambres entr'elles, et leurs communications avec le gouvernement. (Art. 109, 110, 111, 112, 115, 116, 117 et 118.)

Nous n'avons pas besoin, sire, de motiver l'insertion, dans le projet de loi fondamentale, de la formule de divers sermens. Votre majesté régne sur un peuple qui a pour la foi du serment un respect religieux, qui n'en fait aucun légèrement, et qui observe bien ce qu'il a juré d'observer.

Par l'organisation du pouvoir judiciaire la première loi fondamentale a établi seulement quelques bases, et ces bases, en se rapprochant beaucoup des anciennes lois de la Hollande, ne s'ecartent pas essentiellement de l'ancienne législation de la Belgique. Nous les avons conservées.

En matière civile, des juges de première instance rapprochés des justiciables. (Art 184.)

Un tribunal d'appel pour une ou plusieurs provinces. (Art. 182.)

Une haute cour supérieure à ces tribunaux, régulatrice de leurs actes, et à laquelle la loi qui organisera tout le systême de l'ordre judiciaire, pourra donner des attributions plus étendues. (Art. 180)

Art zu berathschlagen, Verfügungen eingerückt, welche mehr der Gegenstand von einem Reglement zu seyn scheinen könnten. Sie erhalten die Wichtigkeit, die wir damit verbinden, von dem Vortheil, welchen sie darbieten, die Verhältnisse zwischen den, von den verschiedenen Provinzen erwählten Mitgliedern zu vervielfältigen und zu erleichtern, und jedermann die Beweggründe der Vorschläge, und sogar die delikatesten Rücksichten zu erkennen zu geben, welche die Annahme oder die Verwerfung derselben bestimmen können. (Art. 107 und 111.)

Wir haben ebenfalls, um eine vollkommene Harmonie zu unterhalten, die gegenseitigen Verhältnisse der beiden Kammern, und ihre Mittheilungen mit der Regierung, Formeln unterworfen. (Art. 109, 110, 111, 112, 115, 116, 117, und 118.)

Wir haben nicht nothwendig, Sire, die Gründe, weswegen wir die Formel verschiedener Eide in den Vorschlag des Grundgesetzes eingerückt haben, anzugeben. Euer Majestät regiert über ein Volk, welches für den Eid eine religiöse Ehrerbietung hat, welches keinen leichtsinnig leistet, und welches das, was es zu beobachten geschworen hat, genau beobachtet.

Durch die Organisation der richterlichen Gewalt hat das erste Fundamental-Gesetz nur einige Grundlagen festgesetzt, und diese Grundlagen, indem sie sich sehr den alten Gesetzen in Holland nähern, entfernen sich nicht wesentlich von der alten Gesetzgebung in Belgien. Wir haben sie beibehalten.

In Civil-Sachen giebt es Richter der ersten Instanz, die den Personen nahe sind, die ihrem Gerichtssprengel unterworfen sind. (Art. 184.)

Ein Appel-Tribunal für eine oder mehrere Provinzen. (Art. 182.)

Ein oberer Gerichtshof, welcher über diese Tribunalien gesetzt ist, der ihre Akten regulirt, und dessen Attributionen das Gesetz, welches das ganze System des Justizwesens organisiren wird, noch mehr wird ausdehnen können. (Art. 180.)

En matière criminelle, la poursuite et la punition des délits, confiées dans un ressort déterminé aux magistrats déjà investis de la connaissance des causes civiles, et tempérant par cette double attribution, les habitudes de sévérité que peut faire contracter l'exercice chaque jour répété du droit de punir. (Art. 183.)

Une haute-cour martiale, composée de militaires et de jurisconsultes, chargée de réviser les jugemens des conseils de guerre, auxquels de nombreux motifs portent à déférer la connaissance de tous les délits commis par les militaires. (Art. 188.)

Des codes, communs à tout le royaume, de lois civiles, pénales, de commerce et d'organisation judiciaire. (Art. 163.)

Des juges indépendans, recevant du trésor public un traitement fixé par la loi, nommés par le roi, la plupart à vie, sur la présentation triple des états de la province ou de la seconde chambre des états-généraux. (Art. 176, 182 et 186.)

Telles sont les bases d'un système de lois, qui mûries dans votre conseil, et soumises à la sanction des états-généraux, seront pour votre peuple un nouveau bienfait.

Nous avons également adopté tous les principes posés par la première loi pour la défense de l'état.

Une armée permanente sera comme l'avant-garde de la nation. (Art. 204.)

Une milice sagement organisée sera toujours prête à voler à la défense de la patrie. (Art. 206 et 212.)

La nation, comprise toute entière dans les gardes communales, défendra toute entière,

In peinlichen Sachen wird die Verfolgung und die Bestrafung der Verbrechen in einem bestimmten Bezirk Magistrats-Personen anvertraut, welche in Civil-Sachen zu sprechen das Recht haben, und die durch diese doppelte Attributionen die Gewohnheit der Strenge, welche die tägliche Ausübung des Rechts zu strafen so leicht annimmt, mildert. (Art. 183.)

Ein oberer Kriegshof, der aus Militair-Personen und aus Rechtsgelehrten besteht und beauftragt ist, die Urtheile der Kriegs-Räthe zu revidiren, welchen zahlreiche Beweggründe die Kenntniß aller von Militair-Personen begangenen Vergehen zueignen. (Art. 188.)

Ein Civil-, ein Peinliches-, ein Handels- und ein die gerichtliche Organisation betreffendes Gesetzbuch, welche dem ganzen Königreich gemeinschaftlich sind. (Art. 163.)

Unabhängige Richter, welche von dem öffentlichen Schatz einen durch das Gesetz bestimmten Gehalt beziehen und die von dem König, auf einen dreifachen von den Ständen der Provinz oder der zweiten Kammer der General-Staaten gemachten Vorschlag, meistens für Lebenszeit ernannt werden. (Art. 176, 182 und 186.)

Dieses sind die Grundlagen eines Systems von Gesetzen, welche, nachdem sie in Ihrem Rath reiflich überlegt, und der Genehmigung der General-Staaten unterworfen worden, eine neue Wohlthat für Ihr Volk seyn werden.

Wir haben gleichfalls alle zur Vertheidigung des Staats durch das erste Gesetz festgestellten Grundsätze angenommen.

Eine stehende Armee soll gleichsam der Vortrapp der Nation seyn. (Art. 204.)

Eine weis organisirte Miliz soll beständig bereit seyn, das Vaterland zu vertheidigen. (Art. 206 und 212.)

Die Nation, die ganz in den Communal-Garden begriffen ist, soll, wenn es nothwendig ist,

si cela était nécessaire, son indépendance et sa liberté. (Art. 213.)

Quelques dispositions des lois adoptées récemment pour la milice, nous ont paru devoir entrer dans la loi fondamentale, parce qu'elles garantissent à l'état les services qu'il a le droit de réclamer, et aux familles des règles fixes, inviolables, soustraites ainsi à toute extension arbitraire ou inconsidérée.

En parlant du devoir sacré de défendre la patrie, nous avons rappellé deux époques célèbres de notre histoire, la pacification de Gand qui a précédé la malheureuse scission des dix-sept provinces, et le traité d'union d'Utrecht, la base de l'indépendance nationale, la source de tant de gloire et de prospérité. (Art. 203.

Un jour nos arrières-neveux rappelleront avec un juste orgueil ces jours mémorables où les Hollandais et les Belges, avant d'être constitués en corps de nation, mais déjà unis par des liens d'estime et de fraternité, ont, sous les étendards de vos valeureux fils, rivalisé avec les plus braves sur les rives de la Sambre et dans les champs de Waterloo; ces journées où, dignes de combattre sous des Nassau, ils ont acquis l'estime de vos alliés, quelque gloire et des lauriers, gages de l'intrépidité avec laquelle ils sauront toujours défendre leur patrie, leur roi, et un pacte social conclu sous des auspices si heureux!

L'indépendance d'une nation digne d'être libre, gouvernée par une famille où la prudence et la bravoure s'allient de père en fils, sera respectée par ses voisins.

Les princes de votre maison exerceront avec

ganz ihre Unabhängigkeit und ihre Freiheit vertheidigen. (Art. 213.)

Einige gesetzliche Verfügungen, die neuerdings für die Miliz getroffen worden sind, schienen uns in das Grundgesetz aufgenommen werden zu müssen, weil sie dem Staat die Dienste, die er zu fordern berechtigt ist, und den Familien bestimmte und unveränderliche Regeln, welche dadurch jeder willkührlichen oder unüberlegten Ausdehnung entzogen werden, verbürgt.

Indem wir von der heiligen Pflicht, das Vaterland zu vertheidigen sprachen, haben wir zwei wichtige Epochen unserer Geschichte in Erinnerung gebracht, nemlich die Friedestiftung von Gent, welche vor der unglücklichen Trennung der siebenzehn Provinzen Statt gehabt hat, und der Unions-Traktat von Utrecht, welcher die Grundlage der National-Unabhängigkeit, und die Quelle so vielen Ruhmes und Wohlstandes ist. (Art. 203.)

Einst werden unsere Ur-Enkel mit gerechtem Stolz die merkwürdigen Tage in Erinnerung bringen, an welchen die Holländer und die Belgier, ehe sie noch eine Nation bildeten, aber schon durch die Bande der Achtung und der Bruderliebe miteinander vereinigt waren, unter den Fahnen Euerer tapfern Söhne mit den Tapfersten an den Ufern der Sambre und in den Ebenen von Waterloo gewetteifert haben; diese Tage, wo sie, würdig unter Nassau zu kämpfen, die Achtung Eurer Alliirten, einigen Ruhm und Lorbeern erworben haben, welche Bürgen der Unerschrockenheit sind, mit welcher sie immer ihr Vaterland, ihren König und einen gesellschaftlichen Vertrag vertheidigen werden, welcher unter so glücklichen Vorbedeutungen geschlossen worden ist!

Die Unabhängigkeit einer Nation, die würdig ist, frei zu seyn, die durch eine Familie regiert wird, wo die Klugheit und die Tapferkeit sich miteinander von Vater zu Sohn verschwistern, wird von ihren Nachbarn respektirt werden.

Die Fürsten Ihres Hauses werden mit Weis-

Suite du supplément du N°. 53 du Journal officiel.

sagesse le droit de faire la guerre et la paix, inhérent à une monarchie bien constituée. Nous ne l'avons pas limité; mais nous osons dire à votre majesté, qu'en nous occupant des prérogatives de la couronne, nous n'avons jamais oublié combien vous avez à cœur la liberté et les droits de la nation.

Nous pensons que le projet de la loi fondamentale donne à la couronne tout le pouvoir que l'essence du gouvernement monarchique, l'étendue du territoire et une protection active et sûre de tous les droits, de tous les intérêts peuvent faire désirer, et qu'il trace convenablement les limites que votre majesté voudrait poser elle-même à l'autorité d'un monarque qui, dans la suite des temps, pourrait ne pas lui ressembler.

Les obligations et les promesses réciproques du roi et de son peuple seront cimentées par des sermens solemnels.

L'inauguration du roi sera accompagnée de tout ce qui peut donner à ce grand acte le caractère qui lui appartient; faite, conformément à d'antiques usages, dans une place publique, ce sera en présence d'un très-grand nombre de ses sujets que le roi acceptera le serment de fidélité, qui lui sera prêté par la nation, qu'il jurera lui-même d'observer la loi fondamentale, d'avoir à cœur le bonheur de son peuple, d'imiter le fondateur de l'indépendance nationale et le premier roi de la monarchie.

La transmission de la couronne dans cette illustre famille a éte réglée par les conventions qui ont pacifié l'Europe. En l'insérant dans la loi fondamentale, nous y avons ajouté les développemens qui étaient nécessaires pour prévenir dans tous les cas des doutes et des interprétations qui ont quelquefois coûté si cher aux peuples.

Plusieurs communautés religieuses ont été attirées dans la Hollande par la douceur de ses

hei: das Recht, Krieg und Frieden zu machen, welches eine gut konstituirte Monarchie karakterisirt, ausüben. Wir haben es nicht eingeschränkt; aber wir wagen Euer Majestät zu sagen, daß wir, indem wir uns mit den Gerechtsamen der Krone beschäftigten, niemals vergessen haben, wie sehr Ihrem Herzen die Freiheit und die Rechte der Nation angelegen sind.

Wir denken, daß der Vorschlag des Grundgesetzes der Krone alle Gewalt ertheilt, welche das Wesen der monarchischen Verfassung, die Ausdehnung des Gebiets, und eine thätige und sichere Beschützung aller Rechte, aller Interessen verlangen können, und daß er gehörig die Grenzen bezeichnet, welche Euer Majestät selbst der Gewalt eines Monarchen setzen würden, welcher Ihr, in der Folge der Zeiten, nicht gleichen könnte.

Die gegenseitigen Verpflichtungen und Versprüche des Königs und seines Volkes sollen durch feierliche Eide bekräftigt werden.

Die feierliche Einsetzung des Königs soll mit allem dem begleitet werden, was diesem großen Akt den ihm gebührenden Charakter geben kann; da sie, in Gemäßheit alter Gebräuche, auf einem öffentlichen Platz Statt haben soll, wird der König in Gegenwart einer sehr großen Anzahl seiner Unterthanen den Eid der Treue aufnehmen, welchen ihm die Nation leisten wird; er wird selbst schwören, das Grundgesetz zu beobachten, das Glück seines Volks sich angelegen seyn zu lassen, dem Gründer der National-Unabhängigkeit und dem ersten König der Monarchie nachzuahmen.

Die Uebertragung der Krone in dieser erlauchten Familie ist durch die Verträge, welche Europa den Frieden verschaft haben, regulirt worden. Indem wir sie in das Grundgesetz einrükten, haben wir die nöthigen Entwicklungen beigefügt, um in allen Fällen Zweifeln und Auslegungen zuvorzukommen, welche bisweilen die Völker so theuer gekostet haben.

Mehrere religiöse Gemeinden sind nach Holland durch die Gelindigkeit seiner Gesetze und durch den

lois, et la protection que leur accordait le gouvernement Cette protection restera la même. (Art. 191.)

La loi eût pu se borner là, et laisser à Votre Majesté le soin de prouver elle-même la sollicitude que lui inspirent les ministres des cultes; mais il nous a paru que la loi fondamentale pouvait faire un devoir à vos successeurs, de prendre vos nobles sentimens pour la règle de leur conduite (art. 193), et contenir en outre l'assurance que jamais aucun culte ne pourra troubler les libertés des autres cultes, toutes également garanties par les lois de l'état. (Art. 196.)

Nous pensons, sire, qu'une loi constitutionnelle, qui consacre tous les droits légitimes, dont les principes ont été pris dans les mœurs et dans le caractère de la nation, peut espérer une plus longue durée que celle qui n'aurait que de vaines théories pour base; mais le tems change et modifie tout, et un moyen de révision, non pas prévu d'avance et à terme fixe, mais possible, si le besoin de quelques changemens se faisait impérieusement sentir, nous a paru utile, pourvu qu'il fût provoqué avec des formes qui préviennent ou arrêtent tout esprit d'innovation. (Art. 229, 233.)

La loi fondamentale des Provinces-Unies avait réservé à la commission, qui l'a rédigée, le droit d'en interpréter les dispositions pendant les trois premières années. Nous avons pensé qu'une loi exprimant nécessairement le sentiment unanime du roi et des deux chambres des états-généraux, c'est à la loi que doit être laissée cette interprétation, qui n'est pas autre chose que la saine application des articles de l'acte constitutionnel du royaume.

Pour opérer avec une sage circonspection, sans secousse et sans froissement, les changemens que la loi fondamentale nécessite, elle attribue à votre majesté, par des dispositions organiques le soin d'introduire successivement

Schutz gezogen worden, welchen die Regierung ihnen bewilligte. Dieser Schutz soll derselbe bleiben. (Art. 191.)

Das Gesetz hätte sich dahin einschränken und Euer Majestät überlassen können, selbst die Sorgfalt zu beweisen, welche die Diener aller Religionen Ihr einflößen; aber es schien uns, das Grundgesetz könnte Ihren Nachfolgern als Pflicht auferlegen, Ihre edeln Gesinnungen zur Regel ihres Betragens zu nehmen, (Art. 193), und die Zusicherung enthalten, daß niemals eine Religion die Freiheiten der andern, welche alle auf gleiche Art durch die Gesetze des Staats verbürgt sind, stören kann. (Art. 196.)

Wir denken, Sire, daß ein konstitutionelles Gesetz, welches alle rechtmäßigen Rechte heiligt, dessen Grundsätze in den Sitten und in dem Charakter der Nation liegen, sich eine längere Dauer, als dasjenige versprechen kann, welches nur eitle Theorien zur Grundlage haben würde; doch wird alles durch die Zeit geändert und modifizirt, und ein Revisionsmittel, das nicht auf eine bestimmte Zeit vorhergesehen, aber möglich ist, wenn das Bedürfniß einiger Veränderungen auf eine dringende Art fühlbar werden würde, schien uns nützlich zu seyn, wenn es mit den Formen, die jedem Erneuerungsgeist zuvorkommen und ihn zurückhalten, begehrt wüde. (Art. 229, 233.)

Das Grundgesetz der vereinigten Provinzen hatte der Commission, welche es verfertigt hat, das Recht vorbehalten, die Verfügungen desselben während den drei ersten Jahren auszulegen. Wir haben geglaubt, daß, da ein Gesetz nothwendig die einmüthige Gesinnung des Königs und der beiden Kammern der General-Staaten ausdrückt, dem Gesetz diese Auslegung, welche nichts anders, als die vernünftige Anwendung der Artikel des Konstitutions-Akts des Königreichs ist, überlassen werden soll.

Um mit einer weisen Vorsicht, ohne Erschütterung und ohne Reibung, die Veränderungen zu bewirken, welche das Grundgesetz erheischt, so eignet es Euer Majestät die Sorge zu, durch organische Verfügungen nach und nach die verschie-

les diverses institutions qu'elle a créées ou rétablies, de nommer pour la première fois, les membres des deux chambres des états-généraux, et tous les magistrats, quelque soit d'ailleurs le mode de nomination qu'elle ait adopté. (Art. add. 1.)

Elle maintient en vigueur toutes les lois qui régissent les diverses parties du royaume, jusqu'au moment où elles auront été remplacées avec la célérité désirable, mais sans précipitation, par d'autres lois bien méditées, et elle se donne ainsi le meilleur appui, l'auxiliaire le plus puissant qu'elle puisse avoir, votre sagesse et votre amour pour vos sujets. (Art. add. 2.)

Puisse, sire! cette loi fondamentale, après avoir été corrigée par vos lumières et améliorée par le temps, contribuer à la prospérité du royaume, ajouter au bien être de la nation, et nourrir cet attachement mutuel du prince et de ses sujets, si fécond en résultats, prérogative qui n'appartient qu'aux bons rois, et qui sous votre glorieuse dynastie nous promet les plus belles destinées.

A la Haie, le 13 juillet 1815.

de ten Institutionen, welche es erschaffen oder wieder hergestellt hat, einzuführen, und zum erstenmal die Mitglieder der beiden Kammern der General-Staaten, und alle Magistrats-Personen zu ernennen, welches auch die durch das Grundgesetz vorgeschriebene Art ihrer Ernennung seyn möge. (1 zusätzlicher Art.)

Es erhält alle Gesetze, welche die verschiedenen Theile des Königreichs regieren, bis auf den Augenblick in Kraft, wo sie mit wünschenswerther Geschwindigkeit, doch ohne Uebereilung, durch andere wohlüberlegte Gesetze werden ersetzt worden seyn, und sie giebt sich also die beste Stütze, den mächtigsten Gehilfen, den sie haben kann, Ihre Weisheit und Ihre Liebe zu Ihren Unterthanen. (2 zusätzlicher Art.)

Könnte, Sire! dieses Fundamentalgesetz, nachdem es durch Ihre Einsichten und durch die Zeit verbessert worden, zum Glücke des Königreichs beitragen, den Wohlstand der Nation befördern, und die gegenseitige Anhänglichkeit des Prinzen und seiner Unterthanen, welche an Resultaten so fruchtbar ist, nähren, Vorzug, welcher nur guten Königen gebührt, und welcher unter Ihrer glorreichen Dynastie uns die schönsten Schicksale verspricht.

Zu Haag, den 13 July 1815.

Gysbert Karel van Hogendorp, W. van Tuyll van Serooskerke, van Zuylen, le baron d'Anethan, par procuration de Mr Raepsaet — B. J. Holvoet, J. H Mollerus, H W. van Aylva, Gendebien, A J C. Lampsins, With. Queysen, le comte de Thienne de Lombize, le comte de Méan, O. leClercq, Théod. Dotrenge, le comte de Mérode Westerloo, B. J. Holvoet, J. van der Dussen, Cornelis Théodorus Elout, F. du Bois, J. E N. van Lynden, C. F. van Maanen, E J. Alberda, F. van der Duyn van Maasdam. de Coninck, le comte d'Arschot, J. D. Meyer, secretaris.

(N°. 215.)

ARRÊTÉ

relatif à la prise de possession du Duché de Bouillon.

Nous commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc., à la résidence de Liége;

(N°. 215.)

Beschluß,

in Betreff der Besitznahme des Herzogthums Bouillon.

Wir General-Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von Lützemburg, rc. rc., rc., zu Lüttich residirend;

Vu l'extrait de l'acte signé à Vienne le 9 juin 1815 par les puissances qui ont conclu le traité de Paris le 30 mai 1814, lequel extrait est de la teneur suivante :

Art. 69. S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg possédera à perpétuité, pour lui et ses successeurs, la souveraineté pleine et entière de la partie du Duché de Bouillon non cédée à la France par le traité de Paris, et sous ce rapport, elle sera réunie au grand-duché de Luxembourg.

Des contestations s'étant élevées sur le duché de Bouillon, celui des compétiteurs, dont les droits seront légalement constatés, dans les formes énoncées ci-dessous, possédera en toute propriété ladite partie du duché, telle qu'elle l'a été par le dernier duc, sous la souveraineté de S. M. le roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg.

Cette décision sera portée sans appel par un jugement arbitral.

Des arbitres seront à cet effet nommés, un par chacun des deux compétiteurs, et les autres au nombre de trois, par les cours d'Autriche, de Prusse et de Sardaigne. Ils se réuniront à Aix-la-Chapelle, aussitôt que l'état de guerre et les circonstances le permettront, et leur jugement interviendra dans les six mois, à compter de leur réunion.

Dans l'intervalle S. M. le roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, prendra en dépôt la propriété de ladite partie du duché de Bouillon pour la restituer, ensemble le produit de cette administration intermédiaire, à celui des compétiteurs, en faveur duquel le jugement arbitral sera prononcé. Sadite Majesté l'indemnisera de la perte des revenus provenant des droits de souveraineté, moyennant un arrangement équitable. Et si c'est au prince Charles de Rohan que cette resti-

Nach Einsicht des zu Wien den 9ten Juny 1815 von den Mächten, die den 30ten May 1814 den Traktat von Paris geschlossen haben, unterzeichneten Akts, welcher Auszug folgenden Inhalts ist:

Art. 69. Seine Majestät der König der Nieder-Niederlande, Groß-Herzog von Lützemburg, soll auf immer für sich und seine Nachfolger die völlige und gänzliche Ober-Herrschaft des Theils des Herzogthums Bouillon besitzen, welcher durch den Traktat von Paris Frankreich nicht abgetreten worden ist, und in dieser Rücksicht soll derselbe mit dem Groß-Herzogthum Lützemburg vereinigt werden.

Da Streitigkeiten in Betreff des besagten Herzogthums Bouillon sich erhoben haben, so soll derjenige der Mitbewerber, dessen Rechte gesetzmäßig in den hierunten bestimmten Formen werden dargethan werden, den besagten Theil des Herzogthums, unter der Ober-Herrschaft Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Groß-Herzogs von Lützemburg als völliges Eigenthum so besitzen, wie ihn der lezte Herzog besessen hat.

Diese Entscheidung wird vermittelst eines schiedsrichterlichen Urtheils, gegen welches kein Appel Statt haben wird, genommen werden. Es werden deßhalb Schiedsrichter ernannt werden; einer von jedem der Mitbewerber, und die andern, drei in der Zahl, von den Höfen von Oesterreich, Preussen und Sardinien. Sie werden sich zu Aachen vereinigen, so bald der Kriegszustand und die Umstände es erlauben werden, und ihr Urtheil soll innerhalb sechs Monaten, von dem Tag ihrer Vereinigung an gerechnet, gefällt werden.

In der Zwischenzeit soll Seine Majestät der König der Niederlande, Groß-Herzog von Lützemburg, das Eigenthum des besagten Theils des Herzogthums Bouillon in Verwahrung nehmen, um denselben, nebst dem Ertrag dieser provisorischen Verwaltung, demjenigen der Mitbewerber wieder zurückzugeben, zu Gunsten dessen das schiedsrichterliche Urtheil wird ausgesprochen werden; Seine besagte Majestät soll ihn wegen des Verlusts der Einkünfte, die von den Souveränetätsrechten herrühren, vermittelst einer billigen Uebereinkunft

tution doit être faite, ces biens seront entre ses mains soumis aux lois de substitution qui forme son titre.

Vu une lettre de Son Excellence le secrétaire d'état de S. M. le baron Van der Capellen, par laquelle il nous autorise à prendre au nom et de la part de S. M., possession pour elle de la partie du duché de Bouillon qui n'a pas été cédée à la France par le traité de Paris du 30 mars 1814,

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1. Monsieur Tinant, remplissant par interim les fonctions de Sous-intendant de Neuf-Château, prendra possession de ladite partie du duché de Bouillon, au nom de S. M. le roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, pour autant qu'elle ne se trouve pas déjà sous la domination du Roi, après s'être concerté à cet effet avec le gouvernement de Bouillon, lui avoir remis notre lettre jointe au présent arrêté, et lui avoir présenté les pleins pouvoirs également annexés au présent, en se conformant dans l'acte de possession à ce qui est statué par l'extrait ci-dessus inséré sur la position future de ce duché sous la souveraineté de Sa Majesté.

2. A la prise de possession, M. Tinant en donnera connaissance aux habitans de la partie précitée du Duché de Bouillon par une proclamation qui sera publiée et affichée.

3. Dans le cas où les opérations de la levée de la milice rendrait la présence de M. Tinant indispensable à Neuf-Château, il est autorisé à nommer un délégué pour aller effectuer la prise de possession susmentionnée, sauf à nous en donner connaissance sans aucun délai.

entschädigen. Und wenn der besagte Theil dem Prinzen Carl von Rohan wiederzurückgegeben werden würde, so sollen diese Güter unter seinen Händen den Gesetzen der Substitution, welche seinen Titel bildet, unterworfen werden.

Nach Einsicht eines Schreibens Seiner Erzellenz des Staats-Sekretairs Seiner Majestät, des Barons van der Capellen, durch welches er uns authorisirt, im Namen und von Seiten Seiner Majestät für Sie von dem Theil des Herzogthums Bouillon, welcher durch den Traktat von Paris vom 30ten März 1814 Frankreich nicht abgetreten worden ist, Besitz zu nehmen;

Haben beschlossen und beschließen:

I. Herr Tinant, welcher provisorisch die Funktionen eines Unter-Intendanten zu Neufchateau versieht, soll von dem besagten Theil des Herzogthums Bouillon, im Namen Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von Lützemburg, in so weit derselbe sich nicht schon unter der Herrschaft des Königs befindet, Besitz nehmen, nachdem er deßwegen mit der Regierung von Bouillon Rücksprache genommen, derselben unser, dem gegenwärtigen Beschluß beigefügtes Schreiben eingehändiget, und ihr die, gegenwärtiges gleichfalls begleitende Vollmachten überreicht hat, indem er sich in dem über die Besitznahme zu errichtenden Akt nach dem richtet, was in dem oben eingerückten Auszug, in Betreff der künftigen Lage dieses Herzogthums unter der Ober-Herrschaft Seiner Majestät, verordnet ist.

II. Bei der Besitznahme wird der Herr Tinant den Bewohnern des obgemeldten Theils des Herzogthums Bouillon, durch eine Proklamation, welche publizirt und angeschlagen werden soll, davon Kenntniß geben.

III. Im Fall die Operationen der Aushebung der Miliz die Gegenwart des Herrn Tinant zu Neufchateau unumgänglich nothwendig machten, so ist er authorisirt, einen Delegirten zu ernennen, um die obengemeldte Besitznahme zu bewerkstelligen, unter der Bedingung, uns ohne den geringsten Verschub davon Kenntniß zu geben.

4. La partie du Duché de Bouillon précitée sera provisoirement ajoutée, comme un canton séparé de l'arrondissement de Neuf-Château, dont le sous-intendant exercera à l'égard de cette partie les mêmes fonctions que pour le reste de l'arrondissement de Neuf-Château. Cependant M. Tinant chargera provisoirement quelqu'un d'exercer, en qualité de commissaire de S. M. le Roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, l'administration de la partie susmentionnée du Duché de Bouillon, sous l'autorité du sous-intendant de Neuf-Château, avec lequel ce commissaire correspondra pour tous les objets concernant le service, sauf à communiquer directement avec nous dans le cas où les circonstances le rendroient nécessaire.

5. Monsieur Tinant nous rendra dans le plus bref délai compte de ce qu'il aura fait en vertu du présent arrêté : il en préviendra également monsieur le Conseiller-directorial Willmar, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché.

6. Ampliation du présent arrêté sera envoyée à monsieur Tinant, afin d'en assurer l'exécution; pareille ampliation sera adressée à monsieur le Conseiller Willmar pour son information.

Fait à Liége, le 14 juillet 1815.

Signé J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Le secrétaire-général du commissariat-général de Liége,

J. J. D'OMALIUS.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du Grand-Duché de Luxembourg, ordonne que l'arrêté ci-dessus sera inséré au journal officiel du Grand-Duché. Il déclare en même tems, que la prise de possession ordonnée par ledit arrêté, a eu lieu le 22 juillet dernier, et que le sieur Nannan,

IV. Der besagte Theil des Herzogthums Lützemburg soll provisorisch als ein besonderer Kanton dem Bezirk von Neufchateau beigefügt werden, dessen Unter-Intendant in Ansehung dieses Theils dieselben Funktionen, wie für den übrigen Theil des Bezirks von Neufchateau versehen soll. Doch soll der Herr Tinant provisorisch jemand den Auftrag geben, die Verwaltung des obgemeldten Theils des Herzogthums Bouillon, als Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von Lützemburg, unter den Befehlen des Unter-Intendanten von Neufchateau, mit welchem dieser Commissair für alle den Dienst betreffende Gegenstände korrespondiren wird, zu besorgen; er kann aber, im Fall die Umstände es erheischen, unmittelbar sich mit uns in Verbindung setzen.

V. Herr Tinant soll uns in der kürzesten Zeitfrist von dem Resultat seines, kraft gegenwärtigen Beschlusses gemachten Betreibens Rechnung ablegen. Derselbe wird ebenfalls dem Herrn Direktorial-Rath Willmar, welcher provisorisch mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums beauftragt ist, davon Kenntniß geben.

VI. Eine Abschrift des gegenwärtigen Beschlusses soll dem Herrn Tinant, um seine Vollziehung zu sichern, zugeschickt werden; eine ähnliche Abschrift soll dem Herrn Rath Willmar zur Nachricht mitgetheilt werden.

Geschehen zu Lüttich, den 14ten July 1815.

Unterzeichnet: J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats Seiner Majestät des Königs der Niederlande, welches zu Lüttich seinen Sitz hat,

Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß obiger Beschluß in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerückt werden soll. Er erklärt zu gleicher Zeit, daß die durch den besagten Beschluß befohlene Besitznahme den 22sten leztverflossenen July Statt gehabt hat,

maire de la commune de Vivy, a été chargé d'administrer intermédiairement le territoire qui en est l'objet, en qualité de commissaire exerçant sous l'autorité du sous-intendant de Neuf-Château.

Luxembourg, le 4 août 1815. WILLMAR.

(N°. 216.)

EXTRAIT

d'un arrêté du Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, en date du 8 août 1815, relatif à une désertion considérable qui a eu lieu, du 6 au 6, dans le 3e bataillon du 8e régiment de la Landwehr du département de la Sarre.

Art. 1. MM. les maires du grand-duché, particuliérement ceux des communes frontières vers le département de la Sarre, sont invités à redoubler de zéle pour l'exécution des lois et réglemens sur les passeports. En conséquence ils feront arrêter et conduire pardevant qui il appartiendra, tout individu étranger trouvé dans leur ressort, qui n'est pas muni d'un passeport en due forme.

Art. 4. Les individus arrêtés en vertu des articles qui précèdent, qui seront soupçonnés d'être du nombre des déserteurs signalés par la lettre de M. le commissaire-général du département de la Sarre, seront amenés directement devant nous pour être statué à leur égard ce qu'il appartiendra.

Pour extrait conforme :

WILLMAR.

(N°. 217.)

LETTRE de rappel à MM. les maires, relative aux pensions militaires.

Luxembourg, le 7 août 1815.

Messieurs,

Par l'instruction de S. E. monsieur le Commissaire-général, sous la date du 9 juillet, (insérée dans le N°. 49 du journal officiel) vous avez été chargés de recueillir et de faire parvenir à MM. les sous-intendans, les réclamations des individus qui prétendraient avoir des droits à une pension militaire, accompagnées des ti-

und daß der Herr Nannan, Mair der Gemeinde von Vivy beauftragt worden ist, einstweilen das Gebiet, welches der Gegenstand derselben ist, als Commissair unter den Befehlen des Unter-Intendanten zu Neufchateau zu verwalten.

Geschehen zu Lützemburg, den 4ten August 1815

Willmar.

(N°. 216.)

Auszug eines Beschlusses

des mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragten Direktorial-Raths vom 8 August 1815, in Betreff einer beträchtlichen Desertion, welche vom 5 auf den 6 dieses Monats in dem 3 Bataillon des 8ten Regiments der Landwehr des Saar-Departements Statt gehabt hat.

Art. 1. Die Herren Mair's des Groß-Herzogthums, besonders die der Gemeinden, welche an das Saar-Departement grenzen, sind eingeladen, ihren Eifer für die Vollziehung der Gesetze und Reglement's in Betreff der Pässe zu verdoppeln; sie werden deßwegen jedes fremde Individuum festhalten und vor die betreffende Behörde führen lassen, welches in ihrem Bezirk vorgefunden wird, und nicht mit einem regelmäßigen Paß versehen ist.

Art. 4. Die Kraft der vorhergehenden Artikel arretirten Individuen, die im Verdacht sind, daß sie zu der Zahl der durch das Schreiben des Herrn General-Commissairs des Saar-Departements bezeichneten Durchläufer gehören, sollen direkt vor uns geführt werden, um in Betreff derselben das nöthige verordnet zu werden.

Als gleichförmiger Auszug,

Willmar.

(N°. 217.)

Erinnerungsschreiben an die Herren Mair's, in Betreff der Militair-Pensionen.

Lützemburg, den 7 August 1815.

Durch die Instruktion S. E. des Herrn General-Commissair's vom 9 July letzthin, welche in das N°. 49 des offiziellen Journals eingerückt ist, sind Sie beauftragt worden, an die Herren Unter-Intendanten die Reklamationen der Individuen gelangen zu lassen, welche ein Recht zu einer Militair-Pension zu haben glauben, Reklamatio-

très sur lesquels ils appuieraient leurs prétentions. Quoique cet acte ne fasse nulle mention des veuves de militaires, vous devez cependant également accueillir leurs demandes, ainsi que les pièces en vertu desquelles elles touchaient leurs pensions sous les gouvernemens précédens, ou qui pourraient leur donner des droits pour en obtenir une de notre auguste Souverain. Ceci est simplement une attention pour ces veuves, telle qu'un administrateur doit en avoir pour ses administrés; vous ferez de cet objet un travail séparé, que vous adresserez à vos sous-intendans respectifs, avec celui qui vous est prescrit par l'instruction précitée.

J'ai l'honneur, Messieurs, de vous saluer avec une parfaite considération,

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

nen, welche mit den Titeln begleitet seyn müssen, die ihre Ansprüche begründen. Obschon dieser Akt keine Meldung von den Wittwen der Militair-Personen macht, so sollen Sie doch ebenfals ihre Begehren, so wie auch die Schriften aufnehmen, kraft deren sie ihre Pensionen unter den vorhergehenden Regierungen bezogen, oder welche ihnen ein Recht geben könnten, eine von unserm erhabenen Souverain zu erhalten.

Dieses ist eine bloße Sorgfalt, die man für diese Wittwen hat, und die ein Verwalter für seine Administrirten haben soll. Sie werden diesen Gegenstand besonders behandeln, und Ihren respektiven Unter-Intendanten diese Arbeit mit derjenigen, die Ihnen durch obengemeldte Instruktion vorgeschrieben ist, besonders zuschicken.

Ich habe die Ehre, meine Herren, Sie mit einer vollkommenen Hochachtung zu grüßen.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Directorial-Rath,

Willmar.

(N°. 218)

AVIS, relatif aux patentes.

Conformément à la décision ministérielle française, en date du 21 nivôse an 11, portant: » que les imprimés de patente qui n'auront pu être employés, ou qui seront devenus inutiles par le décès des patentables, ou par suite de décharge obtenue par eux, pourront servir l'année suivante, sans être assujettis à un nouveau timbre, » les percepteurs des contributions sont invités à ne plus remplir d'avance les feuilles de patentes qu'ils étaient dans l'habitude d'envoyer ensuite aux patentables par forme d'avertissement, mais qu'ils devront faire remettre à ces contribuables des avertissemens pareils à ceux qu'ils délivrent pour les autres contributions, et que lorsqu'ils recevront une ordonnance de décharge, portant la remise entière de la cote d'un patentable, ils devront y joindre le timbre qui sera reçu pour numéraire par le receveur particulier.

Luxembourg, le 2 août 1815.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

(N°. 218.)

Nachricht in Betreff der Patenten.

In Gemäßheit der französisch-ministeriellen Entscheidung vom 21 Nivose, XI Jahr, welche enthält: » daß die gedruckten Patenten, welche übrig » geblieben, oder die durch das Absterben der Pa- » tentpflichtigen, oder in Folge der Entladung, die » sie erhalten haben, unnütz geworden sind, das » folgende Jahr dienen können, ohne einem neuen » Stempel unterworfen zu seyn, « werden die Steuer-Einnehmer eingeladen, nicht mehr zum voraus die Patenten auszufüllen, welche sie die Gewohnheit hatten, hernach den Patentpflichtigen als Erinnerung zuzuschicken, sondern diesen letztern Avertissement's zuzusenden, die denjenigen gleich sind, welche sie wegen den andern Steuern ausfertigen, und wenn sie eine Entladungs-Verordnung erhalten, welche einem Patentpflichtigen die ganze Quote erläßt, so sollen sie derselben den Stempel beifügen, welcher von dem besondern Empfänger als baar Geld angenommen werden wird.

Lützemburg, den 2ten August 1815.

Der provisorisch mit der Verwaltung des Groß-herzogthums Lützemburg beauftragte Landes-Directorial-Rath, Willmar.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 54.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 21 août 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 21sten August 1815.

(N°. 219.)

LETTRE

de S. E. Mr. le commissaire-général de S. M. le Roi, Grand-Duc, résidant à Liége, à MM. les sous-intendans et maires du commissariat-général, concernant la comptabilité des communes.

Liége, le 24 juillet 1815.

Messieurs, un arrêté de Sa Majesté, en date du 8 juillet courant, rend applicables aux départemens, situés sur la rive droite de la Meuse et au grand-duché de Luxembourg, ses arrêtés des 30 septembre et 1er. novembre 1814, relatifs à la comptabilité des communes. Vous trouverez ces trois arrêtés à la suite de cette circulaire, ainsi que l'instruction du 25 novembre 1814, et les circulaires des 7 mars et 13 juillet 1815 de Son Excellence le commissaire-général de l'intérieur, sur la formation des budgets.

Je vous invite, messieurs, à vous bien péné-

(N°. 219.)

Schreiben

S. E. des Herrn General-Commissär's S. M. des Königs, Groß-Herzogs, zu Lüttich, an die Herren Unter-Intendanten und Mär's des General-Commissariats in Betreff der Comptabilität der Gemeinden.

Lüttich, den 24ten July 1815.

Meine Herren!

Ein Beschluß Seiner Majestät vom 8ten des gegenwärtigen Monats July, erklärt Ihre, die Comptabilität der Gemeinden betreffende Beschlüsse vom 30sten September und 1 November 1814 auf die auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen Departemente und auf das Groß-Herzogthum Lützemburg anwendbar. Sie werden diese drei Beschlüsse, so wie auch die Instruktion vom 25 November 1814 und die Rundschreiben S. E. des General-Commissairs des Innern über die Bildung des Budjets, vom 7 März und vom 13 July 1815 nach gegenwärtigem Rundschreiben finden.

Ich lade Sie ein, meine Herren, sich von diesen

trer de ces dispositions, et à ne rien négliger pour qu'elles soient observées avec toute l'exactitude qu'exige le bon ordre de la comptabilité des communes.

De nouveaux cadres de budgets, conformes à ces instructions, vont être imprimés. Messieurs les maires en recevront un nombre suffisant pour la formation et l'envoi des budgets de 1816.

Signé, J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

(N°. 220.)

ARRÊTÉ

qui rend applicables aux départemens situés sur la rive droite de la Meuse, et au grand-duché de Luxembourg, deux arrêtés relatifs à la comptabilité des communes.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur,

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1er. Les dispositions de nos arrêtés du 30 septembre et du 1er. novembre 1814, relatifs à la comptabilité des communes des départemens méridionaux de notre royaume, sont rendus applicables aux départemens situés sur la rive droite de la Meuse et au grand-duché de Luxembourg.

2. Nos commissaires-généraux de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont il sera donné connaissance à notre chambre des comptes, et qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Amsterdam le 8 juillet de l'an 1815, de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Verfügungen recht zu durchdringen, und nichts zu vernachläßigen, damit sie mit aller Genauigkeit, welche die in Betreff der Comptabilität der Gemeinden nöthige Ordnung erheischt, befolgt werden.

Neue Modelle werden in Gemäßheit dieser Instruktionen unverzüglich gedruckt werden. Die Herren Mair's werden eine hinlängliche Anzahl derselben zur Verfertigung und Uebersendung der Budjets von 1816 erhalten.

Unterzeichnet: J. G. Verstolk von Soelen.

(N°. 220.)

Beschluß,

welcher zwei, die Comptabilität der Gemeinden betreffende Beschlüsse auf die, auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen Departemente und auf das Groß-Herzogthum Lützemburg anwendbar erklärt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, 2c. 2c. 2c.

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Verfügungen Unserer Beschlüsse vom 30 September und 1 November 1814, in Betreff der Comptabilität der Gemeinden der mittäglichen Departemente Unseres Königreichs, werden auf die am rechten Ufer der Maas gelegenen Departemente, und auf das Groß-Herzogthum Lützemburg anwendbar erklärt.

2. Unsere General Commissarien des Innern und der Finanzen sind mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, von welchem Unserer Rechnungs-Kammer Kenntniß gegeben und der in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Amsterdam, den 8 July des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterz., Wilhelm.

Par le Roi :
Pour le sécrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,
Signé P. DE CROMBRUGGHE.
Pour ampliation :
Le secrétaire de la secrétairerie-d'état,
Signé VAN GOBBELSCHROY.
Pour ampliation :
Le commissaire-général de l'intérieur,
Signé le duc D'URSEL.
Pour copie conforme :
Le secrétaire-général du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,
J. J. D'OMALIUS.

(N°. 221.)

ARRÊTÉ

relatif à la comptabilité communale.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Voulant régler pour l'année 1815, la situation des finances des communes, d'après des règles équitables ;

Voulant que leurs revenus soient employés à leur profit, et qu'elles parviennent, autant que possible, à l'acquittement de leurs dettes, après avoir satisfait aux dépenses qui sont d'un intérêt général ;

Sur le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. Les prélèvemens perçus par le trésor sur les revenus communaux demeurent supprimés :

2. Sont exceptés les dix pour cent du droit du pesage, qui doivent être destinés au salaire des employés de la vérification des poids et mesures.

Durch den König,
Für den abwesenden Staats-Sekretair,
Der Cabinets-Sekretair,
Unterzeichnet, P. von Crombrugghe.
Als Abschrift,
Der Sekretair des Staats-Sekretariats,
Unterschrieben, L. Van Gobbelschroy.
Als Abschrift,
Der General-Commissair des Innern,
Unterzeichnet, Herzog von Ursel.
Als gleichförmige Abschrift,
Der General-Sekretair des General-Commissariats Seiner Majestät des Königs der Niederlande, welches zu Lüttich seinen Sitz hat,
Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

(N°. 221.)

Beschluß,

in Betreff der Comptabilität der Gemeinden.

Wir, Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Da Wir die Lage der Finanzen der Gemeinden für das Jahr 1815, nach billigen Regeln ordnen wollen ;

Da Wir wollen, daß ihre Einkünfte zu ihrem Nutzen verwendet, und die Gemeinden, so bald möglich, in den Stand gesetzt werden, ihre Schulden zu bezahlen, nachdem sie ihren Ausgaben, die von einem allgemeinen Interesse sind, Genüge geleistet haben ;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern,

Beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die von dem öffentlichen Schatz zum voraus gemachten Abzüge von den Gemeinde-Einkünften bleiben abgestellt.

2. Sind ausgenommen die zehn vom hundert, die von der Wage-Gebühr herrühren, und die zur Bezahlung des Gehalts der bei der Verifikation der Maaße und Gewichte angestellten Personen bestimmt sind.

3. Les fonds accordés aux communes, à titre de supplément sur les centimes additionnels et droits de patentes, cesseront de faire un fonds commun; chaque commune aura, pendant l'année 1815, la disposition de ces centimes imposés dans la circonscription de son territoire.

4. Les recettes et les dépenses des communes seront, autant que possible, balancées pour l'exercice 1815.

5. Tout nouveau tarif de perception quelconque, sera soumis à notre commissaire-général des finances; les anciens seront révisés par lui.

6. La liquidation des rentes des communes arrêtées par le dernier gouvernement, aura son effet, jusques et compris l'année 1814. Les livres de la dette qui n'ont pas été arrêtés et vérifiés, le seront dans le plus court délai.

7. Les arrérages de ces rentes, calculés selon l'article précédent, et les dettes exigibles des communes seront réunis; les administrations locales proposeront le mode d'acquittement, ainsi que le paiement des rentes pour l'avenir.

8. La régularisation définitive de la situation financière des communes, ne pouvant avoir lieu qu'en 1815, les budgets actuellement suivis sont maintenus en ce qui ne déroge pas au présent arrêté.

Nos commissaires-généraux de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Bruxelles, , le 30 septembre 1814.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale :

Le secrétaire-d'état,

Signé Baron DE CAPELLEN.

Pour copie conforme,

Le secrétaire-d'état,

Signé Baron DE CAPELLEN.

3. Die den Gemeinden als Supplement zu den zusätzlichen Centim's und Patent-Gebühren bewilligten Fonds sollen aufhören eine gemeinschaftliche Masse zu bilden; jede Gemeinde soll, während dem Jahr 1815, diese in ihrem Bezirk aufgelegten Centim's zu ihrer Verfügung erhalten.

4. Die Einnahmen und Ausgaben der Gemeinden sollen, so viel möglich, für das Jahr 1815, in's Gleichgewicht gestellt werden.

5. Jeder neue Tarif von Erhebungen aller Art soll Unserm General-Commissair der Finanzen vorgelegt, die alten aber von ihm revidirt werden.

6. Die Liquidation der von dem letzten Gouvernement festgesetzten Renten der Gemeinden soll bis auf das Jahr 1814, dieses miteinbegriffen, ihre Wirkung haben. Die Schuld-Bücher, welche nicht geschlossen und verifizirt worden sind, sollen es in der kürzesten Zeitfrist werden.

7. Die nach dem vorhergehenden Artikel berechneten rückständigen Renten, und die zahlbaren Schulden der Gemeinden sollen miteinander vereinigt werden; die Lokal-Behörden sollen die Bezahlungs-Weise, wie auch die Entrichtung der Renten für die Zukunft vorschlagen.

8. Da die definitive Berichtigung der Finanz-Lage der Gemeinden erst im Jahre 1815 Statt haben kann, so werden die gegenwärtig befolgten Budjets, in so weit sie dem gegenwärtigen Beschluß nicht zuwider sind, beibehalten.

Unsere General-Commissarien des Innern und der Finanzen sind mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll, beauftragt.

Geschehen zu Brüssel, den 30 September 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Der Staats-Sekretair,

Unterzeichnet, Freiherr von Capellen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Staats-Sekretair,

Unterzeichnet, Baron von Capellen.

Pour ampliation :

Le commissaire général de l'intérieur, Signé le duc d'Ursel.

Pour copie conforme :

Le secrétaire du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,

J. J. d'Omalius.

(N°. 222.)

ARRÊTÉ

relatif au mode de rédaction des budjets.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Vu notre arrêté du 30 septembre dernier;

Considérant qu'il importe de régler l'exécution de quelques-unes des dispositions dudit arrêté;

Voulant concilier les intérêts des villes et de leurs créanciers avec la liberté qu'il convient d'accorder aux administrations municipales, sous l'influence des lois générales;

Sur le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. Les budgets des communes de la Belgique, pour l'année 1815, seront dressés, sans aucun délai, par les conseils municipaux, qui suivront, à l'égard de leur forme et rédaction, les modèles et instructions qui seront donnés par notre commissaire-général de l'intérieur.

2. Les budgets des communes, dont les revenus annuels s'élèvent de 10,000 à 50,000 fr., seront arrêtés par notre commissaire-général de l'intérieur; ceux des communes dont les revenus annuels se montent à 50,000 francs et au-dessus, seront arrêtés par nous. Ils seront adressés par l'intermédiaire des intendans et sous-intendans, à notre commissaire-général de l'in-

Als Ausfertigung,

Der General-Commissair des Innern, Unterzeichnet, der Herzog von Ursel.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats S. M. des Königs der Niederlande, das zu Lüttich seinen Sitz hat,

J. J. D'Omalius.

(N°. 222.)

Beschluß,

in Betreff der Abfassung der Budjets.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souveräner Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, 2c. 2c. 2c.

Nach Einsicht Unseres Beschlusses vom 30ten September lezthin;

In Betreff gezogen, daß es wichtig ist, die Vollziehung einiger Verfügungen des besagten Beschlusses zu reguliren;

Da Wir das Interesse der Städte und ihrer Schuldglaubiger mit der Freiheit vereinbaren wollen, welche den Munizipal-Verwaltungen unter dem Einfluß der allgemeinen Gesetze zu bewilligen ist,

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern,

Beschlossen und beschließen:

I. Die Budjets der Gemeinden Belgiens sollen ohne Verschub für das Jahr 1815 von den Munizipalräthen verfertigt werden, welche in Betreff ihrer Form und ihrer Abfassung, die Modelle und die Instruktionen befolgen sollen, welche von Unserem General-Commissair des Innern werden ertheilt werden.

II. Die Budjets der Gemeinden, deren jährliche Einkünfte sich von 10,000 bis auf 50,000 Franken belaufen, sollen von unserem General-Commissair des Inneren festgesetzt werden; die der Gemeinden, welche 50,000 Franken und darüber betragen, sollen von Uns geschlossen werden. Sie müssen vermittelst der Intendanten und der Unter-Intendanten Unserem General-Commissair

térieur, qui nous les présentera avec ses observations et avec celles qui auraient pu lui être transmises par les intendans et sous-intendans.

Les budgets des communes dont les revenus ne se montent pas à 10,000 fr., seront adressés, par l'intermédiaire des sous-intendans, qui y joindront leurs observations, aux intendans, pour être arrêtés par ceux-ci. Copie de ces budgets sera adressée par les intendans à notre commissaire-général de l'intérieur, afin d'y apporter, s'il y a lieu, les changemens qu'il jugera nécessaires.

3. Lorsque les besoins des communes nécessiteront la création de quelques ressources nouvelles, les demandes y relatives seront adressées au même commissaire-général (soit avec le budget, soit préalablement) qui, après avoir examiné s'il est effectivement nécessaire de faire usage du moyen proposé, donnera communication du tarif à notre commissaire-général des finances, toutes les fois qu'il s'agira d'une taxe, de quelque nature qu'elle soit.

Les conseils municipaux et les autorités supérieures veilleront à ce que les taxes, dont l'établissement sera demandé, soient assises de manière à ne point entraver l'importation et le transit des produits du sol ou de l'industrie des autres départemens ou communes, et à ne point les gréver plus que ceux de l'endroit même où l'imposition est mise.

Enfin il ne devra être proposé aucune taxe tellement onéreuse, qu'elle puisse porter un préjudice notable aux habitans, et en engager une partie à abandonner la commune.

4. Les dépenses des villes, bourgs et villages de la Belgique seront partagées en 5 classes, suivant leur degré d'importance : 1°. celles qui ont rapport au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la salubrité, et les frais d'administration locale, à qui la surveillance de ces objets est

des Inneren zugeschickt werden, welcher sie Uns mit seinen Bemerkungen und denjenigen, die ihm von den Intendanten und Unter-Intendanten hätten mitgetheilt werden können, vorlegen wird.

Die Büdjets der Gemeinden, deren Einkünfte sich nicht auf 10,000 Franken belaufen, sollen von den Unter-Intendanten, mit ihren Bemerkungen begleitet, den Intendanten zugeschickt werden, um von diesen festgesetzt zu werden. Abschrift von diesen Budjets soll von den Intendanten Unserem General-Commissair des Inneren gesandt werden, um, wenn der Fall ist, in denselben die Veränderungen zu machen, die er für nöthig erachten wird.

III. Wenn die Bedürfniße der Gemeinden die Erschaffung von einigen neuen Hilfsquellen erheischen, so sollen die, dieselben betreffenden Begehren demselben General-Commissair (entweder mit dem Budjet, oder vorher) übermacht werden, welcher, nachdem er untersucht hat, ob es wirklich nothwendig ist, von dem vorgeschlagenen Mittel Gebrauch zu machen, Unserm General-Commissair der Finanzen, so oft von einer Taxe die Rede ist, von was für einer Natur sie auch seyn möge, den Tarif mittheilen soll.

Die Munizipal-Räthe und die oberen Behörden sollen wachen, daß die Taxen, deren Einführung begehrt wird, so angelegt werden, daß sie der Einfuhr und dem Transit der Produkte des Bodens oder der Industrie der anderen Departemente oder Gemeinden nicht schaden, und daß sie diese Produkte nicht mehr belasten als die des Orts selbst, wo die Auflage Satt hat.

Es soll endlich keine Taxe vorgeschlagen werden, die so lästig ist, daß sie den Bewohnern einen merklichen Schaden zufügen, oder einen Theil derselben bewegen kann, die Gemeinde zu verlassen.

IV. Die Ausgaben der Städte, Fleken und Dörfer Belgiens sollen, nach dem Grad ihrer Wichtigkeit in fünf Classen getheilt werden : 1°. diejenigen, welche sich auf die Handhabung der Ordnung, der Sicherheit und des Gesundheits-Zustands beziehen, und die Kosten der Lokal-

confiée ; 2°., la part contributive allouée aux hospices, fabriques et établissemens d'éducation, à défaut de ressources suffisantes ; 3°., la dette constituée ; 4°., la dette exigible ; 5°., les dépenses de simple agrément, les travaux extraordinaires d'embellissement, ou d'une utilité secondaire.

5. Les revenus ne pourront être destinés aux dépenses de la deuxième classe, qu'après qu'il aura été pourvu à l'acquittement de celles de la première, et ainsi des autres.

Dans les communes où il existera une dette, les dépenses des deux premières classes seront réglées avec toute l'économie possible : ce qui restera de revenus disponibles existans, ou susceptibles d'être créés, sera employé, en tant que de besoin, à l'acquittement de la dette constituée.

Enfin, la dette arriérée sera payée, soit sur l'excédant des revenus, s'ils ne sont point absorbés, soit au moyen de ressources extraordinaires que les communes pourraient proposer et qui ne paraitront pas contraires à l'intérêt des habitans, ni aux principes généraux de législation. Selon l'étendue des moyens disponibles, les communes proposeront d'acquitter cette dette en masse, ou en prenant des termes, ou en payant l'intérêt des sommes dues.

6. La dette constituée se composera de rentes héréditaires ou perpétuelles, et des rentes viagères et pensions, dont les titres auront été vérifiés par le conseil municipal et reconnus par le gouvernement.

7. La dette exigible arriérée se composera des dettes contractées par l'autorité municipale, à ce dûment autorisée, pour l'un des objets de dépenses compris dans les première,

Verwaltung, welcher die Aufsicht über diese Gegenstände anvertraut ist ; 2°. der beizutragende Antheil, der den Hospizien, Fabriken und Erziehungs-Anstalten, bei Unzulänglichkeit ihrer Hilfsquellen, bewilligt ist ; 3°. die konstituirte Schuld, 4°. die zahlbare Schuld ; 5°. die Ausgaben, die blos zur Anmuth dienen, die außerordentlichen Arbeiten, welche eine Verschönerung, oder eine zufällige Nuzbarkeit zum Zwek haben.

V. Die Einkünften können nur alsdann zu den Ausgaben der zweiten Classe bestimmt werden, wenn für die Bezahlung der ersten Classe gesorgt ist, und eben so in Ansehung der andern.

In den Gemeinden, welche mit einer Schuld belastet sind, sollen die Ausgaben der beiden ersten Classen mit aller möglichen Oekonomie regulirt werden ; was von den disponibeln Einkünften übrig bleibt, die wirklich vorhanden sind, oder die noch geschaffen werden können, so soll, in so weit es nöthig ist, zur Bezahlung der konstituirten Schuld verwendet werden.

Endlich soll die rükständige Schuld, entweder aus dem Ueberschuß der Einkünfte, wenn sie nicht erschöpft sind, oder durch außerordentliche Hilfsquellen, welche die Gemeinden vorschlagen können, und die dem Interesse der Einwohner, nach den allgemeinen Grundsäzen der Gesezgebung, nicht zuwieder zu seyn scheinen, bezahlt werden. Die Gemeinden sollen, nach Maaßgabe der Mittel, die zu ihrer Verfügung sind, vorschlagen, diese Schuld entweder ganz, oder in Terminen zu bezahlen, oder nur die Interessen von den schuldigen Summen zu entrichten.

VI. Die konstituirte Schuld besteht aus Erb- oder immerwährenden Renten, und aus lebtägigen Renten und Pensionen, deren Titel von dem Munizipalrath verifizirt und von der Regierung anerkannt worden sind.

VII. Die zahlbare rükständige Schuld besteht aus den Schulden, welche die dazu gehörig authorisirte Munizipal-Behörde für den einen oder den andern der Ausgaben-Gegenstände, welche in den ersten, zweiten, dritten, und fünften, im dritten

deuxième, troisième et cinquième classes indiquées à l'article 3.

Ne seront admises que les dettes qui auront été préalablement vérifiées par le conseil municipal et qui seront jugées régulières.

La liquidation de la dette arriérée, aura lieu dans toutes les communes, quand même elles n'auraient pas, pour le moment, de ressources sufisantes pour y faire face. Elle sera faite par une commission permanente du conseil municipal, et arrêtée par nous, sur la proposition de notre commissaire-général de l'intérieur, pour les communes dont le revenu annuel excède 50,000 francs.

La liquidation de la dette arriérée de toutes les communes indistinctement, dont le revenu est moindre que 50,000 francs, sera arrêtée par notre commissaire de l'intérieur.

8. Aucune dépense relative à des prestations effectuées à l'occasion des guerres soutenues par les gouvernemens, dont la Belgique a successivement dépendu, ne sera comprise dans la dette.

Il pourra être ultérieurement statué sur le mode de paiement desdites prestations.

9. L'examen des comptes des dépenses communales pour les communes, dont les revenus annuels s'élèvent de 10 à 50,000 francs, est réservé à notre commissaire-général de l'intérieur; l'examen des comptes des dépenses communales pour les communes dont les revenus s'élèvent au-dessus de 50,000 francs, demeure confié à notre comité de comptabilité.

Les comptes des communes, dont les revenus se montent à moins de 10,000 francs, seront provisoirement et jusqu'à nouvelle disposition, arrêtés par les intendans départementaux.

On devra veiller, dans les unes et les autres, à ce qu'aucune dépense ne soit acquittée que conformément aux allocations des budgets et sur mandats en due forme. Toutes les dépenses

Artikel, bezeichneten Classen begriffen sind, gemacht hat.

Nur diejenigen Schulden werden angenommen, welche vorher von dem Munizipalrath verifizirt worden, und die als regelmäßig werden anerkannt werden.

Die Liquidation der rükständigen Schuld soll in allen Gemeinden Statt haben, wenn sie auch, in dem gegenwärtigen Augenblik, keine hinlängliche Mittel zu ihrer Entrichtung haben. Sie soll von einer permanenten Commission des Munizipalraths gemacht und von Uns, auf den Vorschlag des General-Commissairs des Innern in Ansehung der Gemeinden, deren jährliche Einkünften 50,000 Franken übersteigen, geschloßen werden.

Die Liquidation der rükständigen Schuld aller Gemeinden ohne Unterschied, deren Einkünfte weniger als 50,000 Franken betragen, soll von unserem General-Commissair des Innern geschloßen werden.

VIII. Keine Ausgabe, wegen Leistungen, die bei Gelegenheit der, von den Regierungen, von welchen Belgien nach und nach abgehangen hat, geführten Kriegen, Statt gehabt haben, kann in der Schuld begriffen werden.

Es kann weiter über die Art der Bezahlung besagter Leistungen verfügt werden.

IX. Die Untersuchung der Rechnungen der Communal-Ausgaben, deren jährliche Einkünfte sich auf 10 bis 50,000 Franken belaufen, ist Unserm General-Commissair des Innern vorbehalten; die Untersuchung der Communal-Ausgaben in den Gemeinden, deren Einkünfte über 50,000 Franken Franken belaufen, bleibt Unserm Comptabilitäts-Ausschusse anvertraut.

Die Rechnungen der Gemeinden, deren Einkünfte weniger als 10,000 Franken betragen, sollen provisorisch und bis auf neue Verfügung, von den Departemental-Intendanten geschlossen werden.

Bei beiden soll man wachen, daß jede Ausgabe nur in Gemäßheit der durch die Budjets festgesezten Bewilligungen, und auf, in gehöriger Form ausgefertigte Mandate bezahlt werde. Alle unregelmäßige Ausgaben sollen aus den Rechnungen ausgestrichen,

Supplément

Ier. Supplément du N°. 54 du Journal officiel.

irrégulières seront rejetées des comptes, et les receveurs forcés en recette de leur montant.

Néanmoins, les sommes avancées pour les dépenses auxquelles la dernière guerre a donné lieu, ne devront être rétablies dans les caisses qu'après qu'il aura été statué sur le mode d'acquittement desdites dépenses.

10. Notre commissaire-général de l'intérieur se concertera avec celui des finances, pour tout ce qui regarde la tenue des écritures des receveurs municipaux, et la vérification des caisses confiées à ces comptables.

11. Nos commissaires-généraux de l'intérieur et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Haye, le 1er. novembre 1814.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale,

Pour le secrétaire d'état absent, le secrétaire du cabinet,

Signé CROMBRUGGHE.

Pour ampliation :

Le secrétaire de la secrétairerie d'état en Belgique,

Signé L. VAN GOBBELSCHROY.

Pour ampliation :

Le commissaire-général de l'intérieur,

Signé le duc D'URSEL.

Pour copie conforme :

Le secrétaire-général du commissariat-général,

J. J. D'OMALIUS.

(N°. 223.)

INSTRUCTION

de S. E. le commissaire-général de l'intérieur en Belgique, à messieurs

und die Empfänger gezwungen werden, den Betrag dieser Ausgaben als Einnahme-Artikel zu verrechnen.

Doch sollen die für die Ausgaben, welche der lezte Krieg veranlaßt hat, vorgeschossenen Summen nur alsdann wieder in die Caßen versirt werden, nachdem über die Bezahlungsart besagter Abgaben wird verfügt worden seyn.

X. Unser General-Commissair des Innern soll mit dem der Finanzen, wegen allem, was die Buch-Haltung der Munizipal-Empfänger, und die Verifikation der ihnen anvertrauten Cassen betrift, Rükſprache nehmen.

XI. Unsere General-Commissarien des Innern und der Finanzen sind, in so weit es jeden betrift, mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlußes beauftragt.

Gegeben zu Haag, den 1sten November 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königliche Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair, der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombugghe.

Als Ausfertigung,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats in Belgien,

Unterz., L. Van Gobbelschroy.

Als Ausfertigung,

Der General-Commissair des Innern,

Unterz., der Herzog von Ursel.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats, zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

(N°. 223.)

Instruktion

S. E. des General-Commissärs des Innern in Belgien, an die Herren Unter-

les sous-intendans et commissaires délégués, concernant les arrêtés précités des 30 septembre et 1er. novembre 1814.

Bruxelles, le 25 novembre 1814.

Messieurs, par les arrêtés du 30 septembre et 1er. novembre de cette année, S. A. R. a établi les principes qui doivent régler la comptabilité des communes de la Belgique ; il ne me reste plus qu'à assurer l'exécution des dispositions de ces arrêtés, par l'instruction dont ma circulaire du 7 novembre vous avait annoncé l'envoi.

Classification des communes.

Le premier objet sur lequel j'ai à fixer votre attention, est la classification des communes, sous le rapport de leurs revenus et sans égard à leur population. L'arrêté du premier novembre les divise en trois classes ; celles dont les revenus s'élèvent à 50,000 fr. ; celles dont les revenus s'élèvent de 10,000 à 50,000 fr. ; celles dont les revenus n'excèdent pas 10,000 fr. Les budgets des communes de la première classe sont arrêtés par S. A. R. ; ceux de la seconde, par moi; ceux de la troisième le sont provisoirement par les intendans, sauf les modifications que je puis juger convenable d'y apporter. La présente instruction est applicable aux trois classes, mais plus particulièrement aux deux premières.

Envoi des budgets.

Conformément à ma circulaire du 14 de ce mois, vous devez avoir fait rassembler tous les élémens des budgets de 1815. Le long espace de tems qui s'est écoulé depuis l'époque à laquelle les conseils municipaux s'occupent ordinairement de la rédaction des budgets, et le zèle qu'ils mettront sans doute à s'acquitter du plus important des devoirs que la confiance du

Intendanten und delegirte Commissarien, in Betreff der obigen Beschlüsse vom 30 September u. 1 November 1814.

Brüssel, den 25 November 1814.

Meine Herren!

Ihre Königliche Hoheit haben durch Ihre Beschlüsse vom 30 September und 1 November dieses Jahres die Grundsätze festgesetzt, welche in Betreff der Comptabilität der Gemeinden Belgiens beobachtet werden sollen; es bleibt mir nun nichts mehr übrig, als durch die Instruktion, deren Uebersendung Ihnen durch mein Rundschreiben vom 7 November angekündigt worden, die Vollziehung der Verfügungen dieser Beschlüsse zu sichern.

Classifikation der Gemeinden.

Der erste Gegenstand, auf welchen ich Ihre Aufmerksamkeit zu heften habe, ist die Classifikation der Gemeinden, in Ansehung ihrer Einkünfte, und ohne Rücksicht auf ihre Bevölkerung. Der Beschluß vom 1 November theilt sie in drei Classen; diejenigen, deren Einkünfte sich auf 50,000 Franken belaufen; die, deren Einkünfte 10,000 bis 50,000 Franken betragen; und die Gemeinden, deren Einkünfte 10,000 Franken nicht übersteigen. Die Budjets der Gemeinden der ersten Classe werden von Ihrer Königlichen Hoheit festgesetzt; die der zweiten, von mir; und die der dritten werden provisorisch von den Intendanten geschlossen, der Modifikationen unbeschadet, die ich in denselben zu verordnen für dienlich erachten würde. Die gegenwärtige Instruktion ist auf alle drei Classen, aber besonders auf die beiden ersten anwendbar.

Uebersendung der Budjets.

In Gemäßheit meines Rundschreibens vom 14 dieses Monats haben Sie alle Elemente der Budjets für das Jahr 1815 sammeln sollen. Der lange Zeitraum, der seit der Epoche verstrichen ist, in welcher die Munizipal-Räthe sich gewöhnlich mit der Abfassung der Budjets beschäftigen, und der Eifer, mit welchem sie ohne Zweifel die wichtigste der Pflichten, welche das Zutrauen der Regie-

gouvernement et celle de leurs concitoyens leur imposent, me font espérer que je recevrai incessamment le résultat de leurs travaux. L'envoi tardif des budgets entraine des inconvéniens dont vous avez trop souvent apprécié la gravité pour ne pas vous efforcer de les prévenir. En m'adressant successivement les budgets des villes et communes des deux premières classes, vous aurez soin de me faire parvenir d'abord ceux qui vous auront été envoyés les premiers, à moins que leur défectuosité ne vous ait forcé d'en suspendre l'examen. Le même ordre sera suivi dans mes bureaux, en sorte que les communes dont les conseils municipaux auront mis le plus d'activité et d'exactitude dans leur travail, jouiront aussi les premiers des avantages d'une comptabilité régulière.

Principes généraux.

Avant toutefois de procéder à la confection des budgets, il importe de bien se pénétrer des principes généraux qui doivent servir de guide aux magistrats chargés de ce travail. Pourvoir à la bonne administration des revenus des villes et à l'emploi exact des sommes votées en dépense, empêcher des intérêts particuliers, passagers et souvent mal entendus, de prévaloir sur ceux du commerce et de l'industrie en général, maintenir l'ordre et l'économie, veiller, en un mot, à la prospérité des villes, sans autre but que leur propre avantage et celui de tous les citoyens, tel est le système que le gouvernement veut faire succéder aux abus qui s'étaient introduits dans cette partie du service, telle est la seule influence qu'il veut exercer sur les délibérations des autorités locales. S'il exige une stricte économie dans la fixation des dépenses, même nécessaires, c'est qu'il désire que les villes puissent satisfaire, au moins en partie, à des engagemens qu'il regarde comme sacrés:

rung und das ihrer Mitbürger Ihnen auferlegen, erfüllen, geben mir die Hoffnung, daß ich unverzüglich das Resultat ihrer Arbeiten erhalten werde. Die späte Uebersendung der Budjets zieht Inkonvenienzen nach sich, deren Wichtigkeit Sie zu oft gewürdigt haben, als daß Sie sich nicht bemühen sollten, denselben zuvorzukommen. Indem Sie mir nach und nach die Budjets der Städte und Gemeinden der beiden ersten Classen vorlegen, so werden Sie Sorge tragen, mir sogleich diejenigen zuzuschicken, welche Ihnen zuerst übermacht worden sind, im Fall ihre Fehlerhaftigkeit Sie nicht gezwungen hätte, ihre Untersuchung aufzuschieben. Die nemliche Ordnung soll in meinen Bureaux befolgt werden, so daß die Gemeinden, deren Munizipal-Räthe am meisten Thätigkeit und Genauigkeit in ihrer Arbeit beweisen werden, auch zuerst die Vortheile einer regelmäßigen Comptabilität genießen sollen.

Allgemeine Grundsätze.

Ehe man zur Verfertigung der Budjets schreitet, so ist es wichtig, sich recht von den allgemeinen Grundsätzen zu durchdringen, welche den mit dieser Arbeit beauftragten Magistrats-Personen zum Leitfaden dienen sollen. Für die gute Verwaltung der Einkünfte der Städte, und die richtige Verwendung der für die Ausgaben bewilligten Summen Sorge tragen, — verhindern, daß besondere, augenblickliche oder übelverstandene Interessen über das Interesse des Handels und der Industrie überhaupt nicht siegen, — die Ordnung und die Oekonomie handhaben, mit einem Wort, für den Wohlstand der Städte besorgt seyn, ohne einen andern Zweck, als den ihres eigenen Vortheils und aller Bürger vor Augen haben, das ist, das System, welches die Regierung an die Stelle der Mißbräuche setzen will, welche sich in diesen Theil des Dienstes eingeschlichen hatten; dieses ist der einzige Einfluß, welchen sie auf die Berathschlagungen der Lokal-Behörden ausüben will. Wenn sie eine strenge Oekonomie in der Festsetzung der, sogar nöthigen, Ausgaben fordert, so geschieht es deßwegen, weil

s'il soumet toutes les propositions de taxes nouvelles ou d'élévation des anciennes à un examen sévère, c'est qu'il ne veut point que, même pour des motifs louables, les charges locales soient portées à une hauteur qui pût rendre le séjour des villes trop onéreux à une partie des habitans, et qui en les forçant à changer de domicile, finirait par diminuer les ressources que l'on aurait cherché à augmenter outre mesure.

Forme des budgets.

Les budgets des communes de première et deuxième classe que vous m'adresserez, devront être conformes aux modèles que vous recevrez en même tems que cette instruction. Ils doivent être suivis exactement, même pour le format et la pagination; car en cette matière, l'uniformité est le pus sûr garant de la régularité. Les budgets des villes de première classe doivent me parvenir en quadruple expédition, et ceux des villes de deuxième classe en double expédition. Quant aux budgets des communes qui ont moins de 10,000 francs de revenus, ils devront être rédigés d'après des modèles analogues, que vous adresserez aux maires desdites communes.

Les copies que vous êtes chargés de m'en envoyer, seront réunies par arrondissement, et accompagnées de relevés conformément aux modèles ci-joints (A. et B.)

Cahier d'observations.

L'usage des cahiers d'observations doit être conservé: le conseil municipal, le sous-intendant et l'intendant, consigneront, chacun dans un cahier particulier, leurs remarques et leur avis motivé sur chaque article du budget qui en paraitra susceptible, et notamment sur toutes les propositions de recettes ou dépenses qui ne seraient point conformes aux allocations de

sie wünscht, daß die Städte, wenigstens zum Theil, den eingegangenen Verbindlichkeiten Genüge leisten können, welche sie als heilig betrachtet; wenn sie alle Vorschläge von neuen Taxen oder von Erhöhung der alten einer strengen Untersuchung unterwirft, so ist es, weil sie nicht will, daß die Lokal-Lasten, sollten sie auch auf lobwürdige Ursachen sich gründen, auf eine Höhe gebracht werden, welche den Aufenthalt der Städte einem Theil der Einwohner zu lästig machen könnte und, indem sie dieselben zwingt, ihren Wohnsiz zu verändern, endlich die Hilfsquellen vermindern würde, welche man ohne Maas zu vermehren gesucht hätte.

Form der Budjets.

Die Budjets der Gemeinden der ersten und zweiten Classe, die Sie mir zuschicken werden, sollen den Modellen gemäß seyn, welche Sie zu gleicher Zeit mit dieser Instruktion erhalten werden. Sie sollen genau, sogar in Ansehung der Form und der Seitenzahl, befolgt werden; denn die Einförmigkeit ist in dieser Materie die sicherste Bürgschaft der Regelmäßigkeit. Die Budjets der Städte der ersten Classe sollen mir in vierfacher, und die der Städte der zweiten Classe in doppelter Ausfertigung zugeschickt werden. Was die Budjets der Gemeinden betrift, welche weniger als 10,000 Franken Einkünfte haben, so sollen sie nach ähnlichen Modellen, die Sie den Mair's der besagten Gemeinden zusenden werden, verfaßt werden.

Die Abschriften, die Sie mir davon zu übermachen beauftragt sind, sollen bezirksweise vereinigt und mit einer Nachweise, in Gemäßheit der beigefügten Modelle (A. und B.) begleitet werden.

Bemerkungs-Heft.

Der Gebrauch der Bemerkungs-Hefte soll beibehalten werden. Der Munizipal-Rath, der Unter-Intendant und der Intendant sollen, jeder in einem besondern Heft, ihre Bemerkungen und ihr mit Gründen belegtes Gutachten über jeden Artikel des Budjets, der derselben empfänglich scheinen wird, und vorzüglich über alle Vorschläge von Einnahmen oder Ausgaben, welche den Bewilligungen von 1813

1813. Ces cahiers, qui ne peuvent être remplacés par une lettre, un *visa*, ou un approuvé en masse, seront rédigés dans l'ordre des budgets. Si les observations ont rapport à la première partie, on citera en marge du cahier le titre et le chapitre auxquels elles se rapportent: si elles concernent la deuxième partie, on se contentera d'en citer l'article. Les documens fournis au gouvernement précédent n'étant point à ma disposition, il sera nécessaire de donner, outre les éclaircissemens réclamés annuellement, des renseignemens beaucoup plus détaillés sur tous les objets compris au budget.

Division des budgets.

La division en deux parties que j'ai adoptée, m'a paru propre à introduire plus de clarté dans la rédaction des budgets. La première partie n'est qu'une réunion de renseignemens nécessaires pour compléter le tableau de la situation financière des communes; mais l'état des recettes et dépenses ne commence qu'à la seconde partie. Cette distinction existait de fait; l'expérience m'a fait voir qu'en l'établissant d'une manière plus positive, on éviterait, à quelques conseils municipaux, des erreurs, ou au moins des incertitudes.

PREMIÈRE PARTIE.

TITRE PREMIER.

Des hospices, de la bienfaisance et des fabriques.

Dépenses des hospices.

Trop souvent, par un zèle mal entendu pour les intérêts des établissemens qu'elles dirigent, les administrations d'hospices ont exagéré les dépenses et dissimulé les revenus. Il est à espérer que sous l'influence d'un gouvernement paternel, il s'établira plus de bonne foi et de con-

nicht gemäß wären, einschreiben. Diese Hefte, welche durch einen Brief, ein Visa oder eine allgemeine Genehmigung nicht ersetzt werden können, sollen nach der Ordnung der Budjets verfaßt werden. Wenn die Bemerkungen sich auf den ersten Theil beziehen, so soll man an dem Rande des Heftes den Titel und das Kapitel bezeichnen, auf welche sie Bezug haben; sollten sie den zweiten Theil betreffen, so kann man sich darauf einschränken, den Artikel desselben anzuzeigen. Da ich die der vorhergehenden Regierung gelieferten Dokumente nicht zu meiner Verfügung habe, so ist es nothwendig, außer den jährlich begehrten Erläuterungen, über alle im Budjet begriffenen Gegenstände noch weit genauere Auskünfte zu geben.

Abtheilung der Budjets.

Die von mir angenommene Abtheilung derselben in zwei Theile schien mir geeignet, eine größere Deutlichkeit in die Verfassung der Budjets zu bringen. Der erste Theil ist nichts anderes, als die Vereinigung der nöthigen Erkundigungen, um die Nachweise des Finanz-Zustandes der Gemeinden zu ergänzen; das Verzeichniß der Einnahmen und Ausgaben fängt aber erst bei dem zweiten Theile an. Dieser Unterschied existirte schon wirklich; die Erfahrung hat mich belehrt, daß man, wenn derselbe auf eine bestimmtere Art festgesetzt würde, einigen Munizipal-Räthen Irrthümer, oder wenigstens Ungewißheiten ersparen würde.

Erster Theil.

Erster Titel.

Von den Hospizien, den Wohlthätigkeits-Anstalten und den Fabriken.

Ausgaben der Hospizien.

Zu oft haben die Verwalter der Hospizien aus einem übelverstandenen Eifer für das Interesse der Anstalten, die sie leiten, die Ausgaben übertrieben und die Einkünfte verschwiegen. Man muß hoffen, daß unter dem Einfluß einer väterlichen Regierung, mehr Aufrichtigkeit und Zutrauen Statt

fiance. Un point auquel il faut s'attacher, c'est de bien distinguer les dépenses éventuelles d'avec celles qui sont à-peu-près fixes et certaines. Les demandes des hospices doivent être calculées d'après les dépenses qui paraissent indispensables pour assurer le service; si une épidémie, ou quelqu'autre circonstance, les élevait dans le courant de l'exercice au-dessus du taux ordinaire, ce serait l'objet d'une demande spéciale, sur le fonds des dépenses imprévues.

Si, dans le calcul du secours que les villes allouent aux hospices, en cas d'insuffisance des revenus de ces établissemens, on comprenait la dette exigible, ou les intérêts de la dette constituée à la charge des hospices, il en résulterait que les créanciers de ces établissemens seraient payés intégralement sur les fonds des villes, tandis que les créanciers de celles-ci pourraient n'obtenir qu'une partie de ce qui leur est dû. Pour éviter cette injustice et accorder aux créanciers des hospices toute la faveur qu'ils peuvent réclamer, il parait convenable de les assimiler aux créanciers des villes. Le secours accordé aux hospices, sera donc calculé d'après les besoins du service courant : les créanciers de rentes à la charge des hospices, seront payés par les villes, sur le pied des rentes de même nature qui sont à leur charge : la dette exigible des hospices sera acquittée d'après les mêmes bases que celles des villes.

Revenus des hospices.

On portera sous le titre de revenus totaux des hospices toutes les recettes présumées, tant extraordinaires qu'ordinaires. Si cette somme totale, comparée à celle des dépenses, présente un excédant, il sera employé, de préférence, au payement des intérêts de la dette constituée, et s'il n'est point absorbé

haben wird. Man muß besonders die zufälligen Ausgaben von denjenigen, welche beinahe beständig und gewiß sind, genau unterscheiden. Die Begehren der Hospizien sollen nach den Ausgaben berechnet werden, welche unumgänglich nothwendig scheinen, um den Dienst zu sichern; sollte eine Epidemie oder irgend ein anderer Zufall dieselben in dem Laufe des Jahres über ihren gewöhnlichen Anschlag erhöhen, so wäre der Fall, dieses zu dem Gegenstand eines besondern Begehrens zu machen, um aus dem Fond der unvorhergesehenen Ausgaben bestritten zu werden.

Wenn man bei der Berechnung der Hilfsgelder, welche die Städte den Hospizien im Fall der Unzulänglichkeit ihrer Einkünfte bewilligen, die zahlbare Schuld oder die Interessen der konstituirten Schuld, womit die Hospizien belastet sind, begriffe, so würde daraus folgen, daß die Schuldgläubiger dieser Anstalten ganz aus den Fonds der Städte bezahlt werden würden, während die Schuldgläubiger dieser letztern nur einen Theil von dem, was man ihnen schuldig ist, erhalten könnten. Um diese Ungerechtigkeit zu vermeiden, und den Schuldgläubigern der Hospizien alle die Begünstigung zu bewilligen, welche sie begehren können, so scheint es schicklich, sie den Schuldgläubigern der Städte gleichzustellen. Die den Hospizien bewilligte Hilfe soll also nach den Bedürfnissen des laufenden Dienstes berechnet werden. Die Schuldgläubiger von Renten, womit die Hospizien belastet sind, sollen von den Städten, wie die Renten derselben Natur, womit sie selbst beladen sind, bezahlt werden; die zahlbare Schuld der Hospizien soll nach denselben Grundsätzen, wie die der Städte, entrichtet werden.

Einkünfte der Hospizien.

Man soll unter dem Titel der Total-Einkünfte der Hospizien alle muthmaßlichen Einkünfte, sowohl die außerordentlichen als gewöhnlichen, begreifen. Wenn diese Totalsumme, in Vergleich der Ausgaben, einen Ueberschuß darbietet, so soll dieser vorzugsweise zur Bezahlung der Interessen der konstituirten Schuld verwendet werden, und wenn

par cet emploi, le reste en sera appliqué au payement des dettes exigibles, le tout conformément aux articles 4 et 5 de l'arrêté du 1er. novembre. Si, au contraire, la dépense nécessaire pour assurer le service, excède les revenus totaux, le déficit pourra être couvert par une allocation du chap. 2 du titre 3 de la deuxième partie du budget.

Dans le cas où les hospices auraient des ressources suffisantes pour payer une partie de leurs dettes, ce payement ne pourrait avoir lieu que suivant les principes adoptés pour celles des villes où ils se trouvent, à moins qu'ils ne pussent se passer entièrement du secours de ces villes.

Dette constituée et dette exigible des hospices.

Tous les principes qui seront développés au titre suivant, pour la liquidation des dettes des villes, seront applicables à celles des hospices, avec cette seule différence que, pour ces dernières, la vérification du conseil municipal sera précédée d'une opération semblable de la part de l'administration des hospices.

Il est bien entendu que si les ressources des hospices sont suffisantes, les villes n'entreront pour rien dans l'acquittement des dettes de ces établissemens.

Créances des hospices.

Celles des créances des hospices qui sont liquides et de nature à produire des rentrées certaines, ne doivent point être portées à cet article. On les réunira aux revenus totaux, dont elles font partie comme recette extraordinaire. Conformément à l'article 6 de l'arrêté du 30 septembre dernier, et à l'article 8 du décret du 21 août 1810, les arrérages de rentes qui pourraient être dus aux hospices par les villes où ils sont situés, ne seront point compris dans les dettes actives des hospices,

er durch diese Verwendung nicht erschöpft wird, soll der Ueberrest zur Entrichtung der zahlbaren Schulden, das ganze, in Gemäßheit der 4 und 5 Artikel des Beschlusses vom 1 November, bestimmt werden. Sollte aber, im Gegentheil, die zur Sicherung des Dienstes nöthige Ausgabe die Total-Einkünfte übersteigen, so kann das Defizit durch eine Bewilligung im 2 Kapitel des 3 Titels des zweiten Theils des Budjets gedeckt werden.

Im Fall die Hospizien hinlängliche Hilfsquellen haben würden, um einen Theil ihrer Schulden zu bezahlen, so kann diese Bezahlung nur nach den Grundsätzen Statt haben, welche für die Schulden der Städte, wo sie sich befinden, befolgt werden, oder die Hospizien müßten ganz der Hilfe dieser Städte entbehren können.

Constituirte und zahlbare Schulden der Hospizien.

Alle, die Liquidation der Schulden der Städte betreffende Grundsätze, welche in dem folgenden Titel werden entwickelt werden, sollen auf die der Hospizien anwendbar seyn, doch mit dem einzigen Unterschiede, daß, in Ansehung der letztern, der von dem Munizipal-Rath gemachten Verifikation eine ähnliche Operation von Seiten der Verwaltung der Hospizien vorangehen muß.

Es versteht sich, daß wenn die Hilfsquellen der Hospizien hinreichend sind, die Städte nichts zur Bezahlung der Schulden dieser Anstalten beizutragen haben.

Aktiv-Schulden der Hospizien.

Diejenigen Aktiv-Schulden der Hospizien, welche nicht streitig gemacht werden können und deren Einnahme gewiß ist, sollen nicht in diesem Artikel figuriren. Man soll sie mit den Total-Einkünften vereinigen, von welchen sie, als außerordentliche Einnahme, einen Theil ausmachen. In Gemäßheit des 6 Artikels des Beschlusses vom 30 September letzthin, und des 8 Artikels des Dekrets vom 21 August 1810, sollen die rückständigen Renten, welche die Städte, worin die Hospizien sich befinden, diesen Anstalten schuldig seyn könn-

Ces établissemens ayant reçu constamment des secours qui devraient entrer en compensation des arrérages de rentes, et qui pourraient même, si l'on admettait ce principe, donner lieu à des répétitions au profit des villes, il est préférable de regarder ces prétentions mutuelles comme anéanties. C'est d'ailleurs une suite des principes d'administration, sous l'empire desquels ces arrérages sont venus à échoir. Si le gouvernement juge à propos d'y déroger, lorsqu'il arrêtera la liquidation des dettes des communes, cette dérogation ne pourra avoir d'effet que pour l'avenir.

Dépenses de la bienfaisance.

Les bureaux de la charité doivent produire leur budjet, de même que les hospices, et le sommaire de ce budget trouve naturellement sa place à la première partie de celui des communes. Tout ce que nous avons dit au sujet de la dette des hospices, de leurs créances, de leurs dépenses et de leurs revenus, s'applique également à la bienfaisance et aux fabriques.

TITRE II.

De la dette municipale.

Il ne faut point perdre de vue qu'il ne s'agit point ici d'allocations effectives, mais de simples renseignemens, destinés, comme je l'ai dit plus haut, à compléter le tableau de la situation financière que présente la deuxième partie.

Pensions.

On ne portera aucune pension qui n'ait été préalablement accordée par le gouvernement.

Dette constituée.

On portera ici le capital et les intérêts de la dette constituée dans leur entier et sans égard aux réductions ordonnées par le gouvernement.

ten, nicht in den Aktiv-Schulden der Hospizien begriffen seyn. Da diese beständig Hilfsgelder erhalten haben, welche ein Equivalent der rückständigen Renten darbieten, und die, wenn man diesen Grundsatz annehmen würde, die Städte berechtigen könnten, sogar Ansprüche auf rückzubezahlende Summen zu machen, so ist es besser, diese gegenseitigen Anforderungen als vernichtet zu betrachten. Dieses ist übrigens eine Folge der Verwaltungs-Grundsätze, unter welchen diese Rückstände zahlbar geworden sind. Sollte die Regierung für nöthig erachten, diese Verfügung abzuändern, wenn sie die Liquidation der Gemeinde-Schulden festsetzen wird, so kann diese Abänderung nur für die Zukunft eine Wirkung haben.

Ausgaben der Wohlthätigkeit.

Die Wohlthätigkeits-Bureaux sollen, wie die Hospizien, ihr Budjet eingeben, und der kurze Inhalt dieses Budjets findet natürlicher Weise seine Stelle in dem ersten Theile des Budjets der Gemeinden. Alles, was wir in Betreff der Schulden der Hospizien, ihrer Aktiv-Schulden, ihrer Ausgaben und ihrer Einkünfte gesagt haben, ist ebenfalls auf die Wohlthätigkeits-Bureaux und die Fabriken anwendbar.

Zweiter Titel.

Von der Munizipal-Schuld.

Man muß nicht aus dem Gesichtspunkte verlieren, daß hier nicht von wirklichen Bewilligungen, sondern von bloßen Auskünften die Rede ist, welche bestimmt sind, die Nachweise des Finanz-Zustandes, welchen der zweite Theil darstellt, zu ergänzen.

Pensionen.

Nur diejenigen Pensionen können hier eingetragen werden, welche von der Regierung vorher bewilligt worden sind.

Constituirte Schuld.

Hier muß man das Kapital und die Interessen der konstituirten Schuld ganz, und ohne auf die von der Regierung verordneten Verminderungen Rücksicht zu nehmen, bezeichnen.

IIe. *Supplément*

IIe. Supplément du No. 54 du Journal officiel.

Dette exigible passive.

J'ai supprimé la distinction indiquée par les modèles précédemment en usage, entre la dette antérieure et la dette postérieure à l'an 8. L'intention du gouvernement étant de laisser aux villes plus de liberté dans la fixation de leurs dépenses, l'époque à laquelle les dettes se rapportent, lui devient indifférente. C'est au conseil municipal à examiner lesquelles d'entr'elles se présentent sous l'aspect le plus favorable et jusqu'à quel point les ressources des villes peuvent y faire face.

Soit que la liquidation puisse avoir lieu avant l'envoi du budget, soit qu'elle exige de plus longs délais, on fera toujours connaitre ici à combien s'élève la totalité des dettes de toute nature qui sont susceptibles d'être comprises dans la liquidation, conformément aux articles 7 et 8 de l'arrêté du 1er. novembre 1814.

Pour plus de clarté, l'on divisera la dette exigible en quatre parties, ainsi que l'indiquent les modèles.

Arrérages de rentes postérieurs à l'exécution de l'art. 1er. du décret du 21 août.

Conformément aux articles 6 et 7 de l'arrêté du 30 septembre, les arrérages de rentes dus, à dater de la liquidation, seront réunis à la dette exigible, sur le pied de la liquidation arrêtée par le dernier gouvernement. Cette disposition est applicable à toutes les communes qui ont été autorisées à disposer d'une partie de leurs revenus pour le paiement de leurs anciennes dettes constituées, ainsi qu'il avait été réglé par l'article 1er. du décret du 21 août 1810. Cette marche devra être suivie, quand même le livre des rentes n'aurat point encore été approuvé.

Zahlbare Passiv-Schuld.

Ich habe den, durch die vorher üblichen Modelle angezeigten Unterschied, der zwischen den Schulden, die vor dem Jahr 8, und denjenigen, welche nach diesem Jahr gemacht wordeu, aufgehoben. Da die Absicht der Regierung ist, den Städten in Betreff der Festsetzung ihrer Ausgaben mehr Freiheit zu lassen, so wird ihr hierdurch der Zeitpunkt, auf welchen die Schulden sich beziehen, gleichgültig. Dem Munizipal-Rath liegt es ob zu untersuchen, welche Schulden sich unter dem günstigsten Anblick darstellen, und wie weit die Hilfsquellen der Städte zu ihrer Bestreitung hinlänglich sind.

Die Liquidation möge vor der Uebersendung des Budjets Statt haben, oder längere Zeitfriste erfordern, so muß man immer zu erkennen geben, auf wie viel die ganze Masse der Schulden aller Art, welche empfänglich sind, in der Liquidation begriffen zu werden, sich belauft, und dieses in Gemäßheit der 7 und 8 Artikel des Beschlusses vom 1 November 1814.

Mehrerer Deutlichkeit halber soll man die zahlbare Schuld, so wie dieses die Modelle anzeigen, in vier Theile theilen.

Rückständige Renten, die nach der Vollziehung des 1 Artikels des Dekrets vom 21 August datiren.

In Gemäßheit der 6 und 7 Artikel des Beschlusses vom 30 September sollen die rückständigen Renten, die von dem Tage ihrer Liquidation an schuldig sind, mit der zahlbaren Schuld auf den Fuß der von der letzten Regierung geschlossenen Liquidation vereinigt werden. Diese Verfügung ist auf alle Gemeinden anwendbar, die authorisirt worden sind, über einen Theil ihrer Einkünfte zur Bezahlung ihrer alten konstituirten Schulden zu verfügen, so wie dieses durch den 1 Artikel des Dekrets vom 21 August 1810 regulirt worden war. Dieser Gang soll befolgt werden, wenn auch das Renten-Buch nicht genehmigt worden wäre.

Arrérages antérieurs.

Quant aux arrérages dus antérieurement aux concessions dont il vient d'être parlé, on les portera dans leur int gralité : néanmoins, il n'en pourra résulter, en faveur des créanciers des arrérages portés intégralement, aucun avantage sur les créanciers des arrérages réduits: au contraire, ceux-ci doivent avoir la préférence sur les autres, puisqu'ils réclament en vertu d'une disposition qui a consacré de nouveau leurs droits.

Dettes de toute autre nature liquidées.

L'on ne comprendra parmi les dettes de toute autre nature liquidées, que celles dont le gouvernement a approuvé la liquidation.

Dettes non liquidées.

On portera ici, d'après le travail préparatoire du conseil municipal, ou à défaut par évaluation, le montant intégral des dettes contractées par l'autorité municipale, à ce dûment autorisée, suivant les lois et réglemens alors en usage. On ne comprendra point dans ce calcul les dépenses étrangères aux objets indiqués à l'article 4 de l'arrêté du premier novembre dernier, et notamment aucune dépense relative à des contributions de guerre, soit en numéraire, soit en fournitures. Cette disposition est fondée sur ce que ces dettes ne sont point relatives au service de l'administration municipale, et que d'ailleurs, en les admettant, on compromettrait les finances de presque toutes les communes. Néanmoins, je m'occupe d'un travail général au sujet des dettes de cette nature, et je chercherai à concilier, autant que possible, les intérêts des créanciers avec ceux des villes et du trésor. Dès que S. A. R. aura statué sur les propositions que je lui soumettrai, je vous ferai connaitre sa désision. Mais la ré-

Renten, die vor der besagten Vollziehung im Rückstande waren.

Was die rückständigen Renten betrift, die man vor den ebengemeldten Bewilligungen schuldig war, so soll man sie ganz eintragen: doch können dadurch die Schuldgläubiger von ganz eingetragenen Rückständen keinen Vortheil über die Schuldgläubiger der reduzirten Rückstände erhalten; im Gegentheil sollen diese letztern den Vorzug vor den andern haben, weil sie kraft einer Verfügung reklamiren, welche ihre Rechte auf das neue anerkannt hat.

Schulden von jeder andern Art, die liquidirt worden.

Man soll unter diesen Schulden nur diejenigen begreifen, deren Liquidation die Regierung gutgeheissen hat.

Nicht liquidirte Schulden.

Man soll hier, zu Folge der präparatorischen Arbeit des Munizipal-Raths, oder in Ermanglung derselben, vermittelst einer Abschätzung, den ganzen Betrag der Schulden eintragen, welche die, nach den damals eingeführten Gesetzen und Reglement's, hierzu gehörig authorisirte Munizipal-Behörde gemacht hat. Man soll in dieser Berechnung die Ausgaben nicht begreifen, die den, im 4 Artikel des Beschlusses vom 1 November angezeigten Ausgaben fremd sind, und vorzüglich diejenigen nicht, welche Kriegssteuern, sie mögen in baar Geld oder in Lieferungen bestanden seyn, betreffen. Diese Verfügung gründet sich darauf, daß diese Schulden den Dienst der Munizipal-Verwaltung nichts angehen, und daß man, wenn man sie aufnehmen würde, die Finanzen fast aller Gemeinden kompromittiren würde. Nichtsdestoweniger beschäftige ich mich mit einer Arbeit über die Schulden von dieser Natur, und ich werde, so viel möglich, das Interesse der Schuldgläubiger mit dem der Städte und des Schatzes zu vereinbaren suchen. Sobald Ihre Königliche Hoheit über die Vorschläge, welche ich Ihr vorlegen werde, verfügt haben wird, so werde ich Ihnen von Ihrer Entscheidung Kenntniß geben.

daction et l'envoi des budjets ne doit point souffrir de retard pour ce motif.

Les sommes versées par d'anciens membres ou employés des administrations municipales, pourront être comprises dans l'évaluation de la dette exigible, si le conseil le juge convenable; mais il me parait nécessaire d'avoir égard, dans ce calcul, aux observations contenues dans ma circulaire du 5 de ce mois, n°. 979.

Etats des dettes.

Il sera fourni, à l'appui des évaluations des dettes, des relevés indiquant leur nature, leur origine, et en outre pour les dettes constituées, le taux de l'intérêt qu'elles portent.

Liquidation.

La liquidation des dettes des villes est, sans contredit, l'opération la plus importante et la plus délicate dont les conseils municipaux soient chargés. Elle consiste dans l'examen et la vérification des titres des créances à la charge des villes. L'exactitude la plus minutieuse, la plus scrupuleuse impartialité doivent présider à ce travail, qui est confié, par l'article 7 de l'arrêté du 1er. novembre dernier, à une commission permanente, choisie par le conseil municipal parmi ses membres. A mesure que les dettes seront reconnues, elles seront portées, suivant leur nature, dans l'un des deux registres ouverts, l'un pour la dette exigible, l'autre pour la dette constituée. Le montant des dettes reconnues sera inscrit intégralement. Une colonne de chacun des registres dont il vient d'être fait mention, restera ouverte pour les rectifications de l'autorité supérieure. Le travail terminé, les registres de la dette me seront adressés par l'intermédiaire des sous intendans et intendans, et avec les observations de ces magistrats.

Die Verfassung und Uebersendung der Budjets soll aber wegen diesem Grund keine Verzögerung erleiden.

Die von alten Mitgliedern der Munizipal-Verwaltungen, oder von darin angestellten Personen versirten Summen können in der Abschätzung der zahlbaren Schuld begriffen werden, wenn der Rath es für dienlich erachtet; es scheint mir aber nothwendig, bei dieser Berechnung auf die Bemerkungen Rücksicht zu nehmen, welche in meinem Rundschreiben vom 5 dieses Monats, N°. 979, enthalten sind.

Verzeichnisse der Schulden.

Es sollen zur Bekräftigung der Abschätzungen der Schulden Nachweisen geliefert werden, welche ihre Natur, ihren Ursprung und außerdem, in Ansehung der konstituirten Schulden, den Betrag der Interessen, die davon zu bezahlen sind, anzeigen.

Liquidation.

Die Liquidation der Schulden der Städte ist, ohne Widerspruch, die wichtigste und die delikateste Operation, welche den Munizipal-Räthen aufgetragen ist. Sie besteht in der Untersuchung und der Verifikation der Titel der Schulden, womit die Städte belastet sind. Die kleinlichste Genauigkeit, und die gewissenhafteste Unpartheilichkeit sollen diese Arbeit leiten, welche nach dem 7ten Artikel des Beschlusses vom 1sten November einer permanenten Commission anvertraut ist, die von dem Munizipalrath unter seinen Mitgliedern erwählt wird. So wie die Schulden anerkannt werden, sollen sie, nach ihrer Natur, in eines der beiden offenen Register, wovon das eine die zahlbare, und das andere die konstituirte Schuld betrift, eingetragen werden. Der Betrag der anerkannten Schulden soll gänzlich eingeschrieben werden. Eine Columne jedes der eben gemeldten Register soll für die Rektifikationen der obern Behörde offen bleiben. Sobald die Arbeit geendigt ist, sollen mir diese Schuld-Register, vermittelst der Unter-Intendanten, und Intendanten, mit den Anmerkungen dieser Magistratspersonen begleitet, zugeschickt werden.

Il ne peut être question de comprendre dans la liquidation les créances dont les communes ont été déchargées par l'article 8 du décret du 21 août 1810, à l'exception de celles des hospices, de la bienfaisance et des fabriques, à l'égard desquelles il ne sera pris néanmoins de dispositions définitives que lorsque le travail préparatoire des conseils municipaux sera terminé.

Quant aux personnes dont il est fait mention à l'article 9, elles doivent jouir de tous leurs droits, à dater de la nouvelle liquidation, mais sans effet rétroactif.

Il serait à désirer que cet envoi eût lieu au même tems que le budget ou préalablement; mais dans la plupart des localités, il ne sera pas possible de s'acquitter de cette tâche difficile avec assez de célérité pour parvenir à ce but.

Arriéré de l'exercice courant.

Il faut remarquer que ni la liquidation, ni l'évaluation de l'arriéré, ne peuvent comprendre aucune dépense de l'exercice courant.

Créances des communes à la charge des acquéreurs des biens communaux.

On comprendra parmi les créances des communes, en faisant toutefois de cet objet un article à part, les sommes qui leur reviennent sur le prix des biens vendus en vertu de la loi du 20 mars 1813 Cet article indiquera le montant total des sommes perçues ou à percevoir par les communes, soit en vertu des ventes de biens communaux, maintenues par l'arrêté du 22 septembre, soit par suite de transactions légalement passées entre les communes et les acquéreurs. Un tableau conforme au modèle annexé à la présente instruction(C) indiquera l'époque et le taux des ventes, les sommes perçues par le gouvernement français sur les prix de vente, les sommes qui peuvent se trouver encore sous

Hier kann nicht die Frage seyn, in dieser Liquidation die Schulden zu begreifen, von welchen die Gemeinden durch den 8 Artikel des Dekrets vom 21 August 1810 entladen worden sind, mit Ausnahme jedoch der Schulden der Hospizien, der Wohlthätigkeits-Anstalten und der Fabriken, in Ansehung welcher alsdann erst definitive Maasregeln werden getroffen werden, wenn die präparatorische Arbeit der Munizipal-Räthe geendigt seyn wird.

Was die Personen betrift, von welchen der 9 Artikel Meldung thut, so sollen sie, von dem Tag der neuen Liquidation an gerechnet, alle ihre Rechte genießen, doch ohne daß sie eine rückwirkende Kraft haben.

Es wäre zu wünschen, daß diese Arbeit zugleich mit dem Budjet, oder noch vorher, eingesandt werden könnte; es wird aber an den meisten Orten nicht möglich seyn, diese schwere Verrichtung mit derjenigen Geschwindigkeit, die zur Erreichung dieses Zwecks nöthig ist, zu endigen.

Rückstand des laufenden Jahrs.

Man muß bemerken, daß weder die Liquidation, noch die Abschätzung des Rückstandes, irgend eine Ausgabe vom laufenden Jahr begreifen können.

Aktiv-Schulden der Gemeinden, womit die Erwerber von Gemeinde-Gütern belastet sind.

Man soll unter den Aktivschulden der Gemeinden die Summen begreifen, welche ihnen von dem Preis der, kraft des Gesetzes vom 20 März 1813 verkauften Güter zukommen; doch soll dieser Gegenstand einen besondern Artikel bilden. Dieser soll den ganzen Betrag der von den Gemeinden, kraft der durch den Beschluß vom 22 September gehandhabten Verkäufe der Gemeindegüter, oder zu Folge der zwischen den Gemeinden und den Erwerbern gesetzlich gemachten Vergleichen, bezogenen oder zu beziehenden Summen anzeigen. Ein dem, gegenwärtiger Instruktion (C.) beigefügten Modell gemäßes Verzeichniß soll den Zeitpunkt und den Betrag der Verkäufe, — die Summen, welche die französische Regierung von dem

la main du domaine, celles qui sont déposées à la caisse du Mont-de-piété, celles versées dans la caisse municipale, celles enfin qui restent à percevoir; on y joindra des renseignemens sur les poursuites qui ont eu lieu pour le recouvrement des sommes dues.

S'il a été passé des transactions avec les acquéreurs, on en joindra copie.

Créances de toute autre nature.

L'on ne doit point comprendre parmi les créances des communes les répétitions qu'elles ont à former contre le gouvernement français, puisque les sommes dont il est débiteur, font encore partie de l'encaisse fictif : on indiquera plus bas le mode à adopter pour réduire cet encaisse à son montant effectif et disponible.

DEUXIÈME PARTIE.

État des recettes et dépenses.

TITRE PREMIER.

Recettes ordinaires.

Excédant du budget de l'année courante

Suivant les principes de la comptabilité, le premier article des recettes extraordinaires doit toujours être l'excédant du budget de l'année courante; mais comme les budgets n'ont pas été arrêtés cette année par le gouvernement, il est nécessaire d'indiquer de quelle manière cet excédant sera déterminé.

Pour le régler, on dressera un état en forme de budget, de la situation financière de la commune : cet état indiquera, 1°. les recettes présumées de toute nature, sans déduction des sommes déposées à la caisse de service ou d'amortissement; 2°. les dépenses ordinaires d'après les allocations de 1813; 3°. les dépenses extraordinaires et supplémens de cré-

Kaufpreisen bezogen hat, — die Summen, welche sich noch in den Händen der Domainen befinden können, — die, welche in der Casse des Leihhauses hinterlegt sind, — die, welche in die Munizipal-Casse versirt worden, und endlich die, welche noch zu bezahlen sind, anzeigen; man soll demselben Erkundigungen über die Verfolgungen beifügen, welche für die Eintreibung der schuldigen Summen Statt gehabt haben.

Wenn Verträge mit den Erwerbern gemacht worden, so soll eine Abschrift derselben beigefügt werden.

Aktivschulden von jeder andern Natur.

Man soll unter den Aktivschulden der Gemeinden die Summen nicht begreifen, welche sie von der französischen Regierung zu fordern haben, weil die Summen, welche diese schuldig ist, noch einen Theil der in der Casse befindlichen fingirten Fonds ausmachen; man wird weiter unten die Art anzeigen, wie diese Fonds auf ihren wirklichen und disponibeln Betrag reduzirt werden sollen.

Zweiter Theil.

Verzeichniß der Einnahmen und Ausgaben.

Erster Titel.

Gewöhnliche Einnahmen.

Ueberschuß des Budjets des laufenden Jahrs.

Nach den Grundsätzen der Comptabilität soll der Ueberschuß des Budjets des laufenden Jahrs allzeit der erste Artikel der außerordentlichen Einnahmen seyn; da aber die Budjets dieses Jahr von der Regierung nicht geschlossen worden sind, so ist es nothwendig, die Art anzuzeigen, wie dieser Ueberschuß bestimmt werden soll.

Um ihn zu reguliren soll man ein Verzeichniß von der Finanzlage der Gemeinde, in der Form eines Budjets, anfertigen. — Dieses Verzeichniß soll enthalten, 1°. die muthmaßlichen Einkünften aller Natur, ohne Abzug der in der Diensts- oder Tilgungs-Casse niedergelegten Summen; 2°. die gewöhnlichen Ausgaben nach den Bewilligungen von 1813; 3°. die außerordentlichen Ausgaben und die Credits-Supplemente, welche die Ju-

dit spécialement alloués par les intendans, conformément à la circulaire du 26 avril 1814.

Il ne faut point négliger de comprendre dans les recettes le produit des biens communaux en 1814. Ce produit se compose, 1°. du prix de ferme des biens non vendus et de ceux dont la vente a été rescindée, résiliée, ou annullée par suite de déchéance;

2°. Des intérêts à cinq pour cent, dus par les adjudicataires, sur le premier sixième du prix du jour de la vente jusqu'au jour du paiement, pour autant que ces intérêts n'aient point été perçus par le gouvernement français;

3°. Des intérêts dus par la caisse des Monts-de-piété qui ont reçu des prix de vente.

4°. Des amendes encourues en cas de déchéance, si elles n'ont point été payées au gouvernement français;

5°. Des intérêts dus à raison de leur jouissance par les adjudicataires déchus, dans la même supposition.

Le prix de ferme des biens dont la vente est maintenue, mais dont les acquéreurs n'ont point encore été mis en possession à défaut de paiement du deuxième sixième, ne seront point compris dans les recettes, puisqu'ils doivent appartenir aux adjudicataires dès qu'ils auront effectué ce paiement. Au reste, ce cas ne peut guère se présenter, puisqu'il est à présumer que les maires auront tous fait les poursuites nécessaires pour le recouvrement des termes échus, ou pour faire prononcer la déchéance, en cas de non paiement dans la quinzaine de la contrainte lancée à leur diligence, le tout conformément à la loi du 14 floréal an 10.

Les contributions de guerre, les prestations

tendanten, in Gemäßheit des Rundschreibens vom 26sten April 1814, besonders bewilligt haben.

Man muß nicht vernachläßigen, den Betrag der Gemeinde-Güter vom Jahr 1814 unter den Einnahmen zu begreifen. Dieser Betrag besteht: 1°. aus dem Pachtpreis der nicht verkauften Güter, und derjenigen, deren Verkauf, in Folge eines Rechts-Verlusts, für ungültig erklärt, aufgehoben oder vernichtet worden ist;

2°. Aus den Interessen, fünf vom hundert, welche die Ansteigerer von dem ersten Sechstel des Preises, von dem Tag des Verkaufs an bis auf den Tag der Bezahlung schuldig sind, in so weit diese Interessen von der französischen Regierung nicht bezogen worden sind;

3°. Aus den Interessen, welche die Cassen der Leih-Häuser, in welche der Preis des Verkaufs versirt worden, schuldig sind;

4°. Aus den Strafgeldern, welche diejenigen schuldig sind, die ihres Kaufrechts verlustig erklärt worden, wenn dieselben der französischen Regierung nicht entrichtet worden sind;

5°. Von den Interessen, welche die verlustig erklärten Ansteigerer in Betreff ihres Genusses, in derselben Voraussetzung, schuldig sind.

Die Pachtpreise der Güter, deren Verkauf gehandhabt worden, aber deren Erwerber wegen Nicht-Bezahlung des zweiten Sechstels noch nicht in den Besitz derselben gesetzt worden sind, sollen nicht unter den Einnahmen begriffen werden, weil sie den Ansteigerern gehören, so bald sie diese Bezahlung gemacht haben. Uebrigens kann dieser Fall schwerlich vorkommen, weil zu vermuthen ist, daß die Mair's die nöthigen Verfolgungen werden gemacht haben, um die Bezahlung der verfallenen Termine zu erhalten, oder um die Ansteigerer ihres Kaufrechts verlustig erklären zu machen, im Fall sie innerhalb vierzehn Tagen, von dem Tage an gerechnet, an welchem auf ihr Betreiben der Zwangs-Befehl ausgefertigt worden ist, die Bezahlung nicht erhalten haben, alles dieses in Gemäßheit des Gesetzes vom 15 Floreal, 10 Jahr.

Die Kriegssteuern, die Militair-Leistungen aller

militaires de toute nature, ni les dépenses de casernement qui ont excédé les crédits alloués en 1813, pour l'entretien des bâtimens militaires et de leur mobilier, ainsi que pour l'achat de ce dernier, ne pourront être comprises à l'état de la situation financière; mais il en sera dressé un relevé séparé, ainsi qu'il est prescrit plus bas.

L'excédant des recettes portées à l'état de la situation financière, sur les dépenses, sera regardé comme excédant du budget de 1814.

A dater de la réception de la présente instruction, les intendans ne pourront plus autoriser aucune dépense extraordinaire de l'exercice courant, sans notre approbation spéciale, à moins que la dépense n'ait lieu dans une commune dont les revenus ne s'élèvent point à 10,000 fr.

Boni *d'économie de l'exercice pénultième.*

Le second article sera le *boni* d'économie de l'exercice pénultième, arrêté par le compte d'administration du maire, lor que ce compte établit un *boni*, c'est-à-dire un excédant de recette sur celles qui ont été portées au budget de l'année pour laquelle le compte est rendu, ou une économie sur quelques-uns des articles de dépense alloués au même budget. Si une partie de ce *boni* a déjà été portée en recette au budget de l'année courante, on distraira cette partie de la somme à porter à l'art. 2.

Mais on ne portera plus au budget aucune économie de l'année courante. Cette marche ne me paraît propre qu'à introduire de la confusion, puisqu'à l'époque où l'on s'occupe de la formation du budjet, les économies ne peuvent être établies qu'hypothétiquement.

Art, die Kasernirungs-Kosten, welche die ihnen im Jahr 1813 bewilligten Credite übersteigen haben, die für den Unterhalt der Militair-Gebäude und ihrer nöthigen Mobilien, wie auch die für den Ankauf dieser letztern, können nicht in dem Verzeichnisse der Finanzlage begriffen werden; es soll aber eine besondere Nachweise davon angefertigt werden, so wie dieses weiter unten vorgeschrieben werden wird.

Der Ueberschuß der Einnahmen, welche in dem Verzeichniß der Finanzlage enthalten sind, soll als Ueberschuß des Budjets von 1814 angesehen werden.

Von dem Tag des Empfangs gegenwärtiger Instruktion an gerechnet, können die Intendanten, ohne Unsere besondere Genehmigung, keine außerordentliche Ausgabe des laufenden Jahrs authorisiren, oder sie müßte in einer Gemeinde Statt haben, deren Einkünfte sich nicht auf 10,000 Franken belaufen.

Erspartes Boni des vorletztern Rechnungs-Jahres.

Der zweite Artikel soll das im vorletztern Jahr ersparte Boni seyn, welches durch die Verwaltungs-Rechnung des Mair's festgesetzt worden, wenn diese Rechnung ein Boni darthut, das ist, wenn eine größere Summe eingenommen worden, als die beträgt, welche als Einnahme in das Budjet des Jahrs eingetragen worden ist, für welches die Rechnung abgelegt wird, oder wenn man in Betreff einiger in demselben Budjet bewilligten Ausgabe-Artikeln etwas erspart hat. Wenn ein Theil dieses Boni schon als Einnahme in das Budjet des laufenden Jahrs aufgenommen worden ist, so soll man diesen Theil von der, in den zweiten Artikel einzutragenden Summe abziehen.

Man soll aber in das Budjet kein anderes Ersparniß des laufenden Jahrs eintragen. Dieser Gang würde nur Verwirrung in dieses Geschäft bringen, weil zur Zeit, in welcher man sich mit der Verfassung des Budjets beschäftigt, die Ersparungen nur hypothetisch angegeben werden können.

On adoptera donc à l'avenir, en principe général, que le boni d'économie soit porté en entier et tel qu'il a été réglé par le compte d'administration, au budjet dressé dans la session pendant laquelle ce compte a été arrêté. Il en résultera à la vérité que quelques sommes resteront sans emploi pendant une année; mais cette première année passée, les *boni* de chaque exercice se succédant dans leur intégralité, on ne s'appercevra plus de cet inconvénient, et l'on sentira les avantages du système prescrit, sous les rapports de la clarté et de la régularité.

D'ailleurs, il pourra être indiqué un mode d'emploi des fonds excédant les besoins : ce mode, quelqu'il soit, ne tendra jamais à faire servir, même momentanément, les ressources des communes aux besoins de l'état, et il ne sera établi que dans l'intérêt des villes, et sous la surveillance de leurs magistrats.

Compte d'administration.

Le compte d'administration du maire n'ayant pu être réglé pour l'année précédente par le gouvernement, le *boni* d'économie ou le déficit sera porté tel qu'il a été arrêté par le conseil municipal.

Compte du receveur.

Il ne faut point confondre le compte d'administration du maire avec celui du receveur municipal. Le premier doit être joint au budjet par forme de renseignement; le second est la justification de la gestion du receveur et doit être accompagné de toutes les pièces comptables, pour être arrêté, après vérification, par l'intendant, par moi, ou par la cour des comptes, selon la quotité des revenus de la commune. Au reste, le compte du receveur, ainsi que

Man muß also in's künftige als allgemeinen Grundsatz annehmen, daß das ersparte Boni ganz, und so, wie es durch die Verwaltungs-Rechnung regulirt worden, in dem Budjet begriffen werden soll, welches in der Sitzung abgefaßt worden, während welcher diese Rechnung geschlossen worden ist. Es wird zwar daraus erhellen, daß einige Summen während einem Jahr keine Anwendung erhalten werden; wenn aber dieses erste Jahr verflossen ist, so wird man, da die Boni eines jeden Rechnungs-Jahrs vollständig auf einander folgen, diese Inkonvenienz nicht mehr gewahr werden, und man wird die Vortheile des vorgeschriebenen Systems in Betreff seiner Deutlichkeit und Regelmäßigkeit einsehen.

Uebrigens kann man die Weise bestimmen, wie die Summen, welche die Bedürfnisse übersteigen, verwendet werden können; diese Art, wie sie auch beschaffen seyn möge, wird nie dahin abzwecken, auch nur augenblicklich die Hilfsquellen der Gemeinden zu den allgemeinen Bedürfnissen des Staats zu bestimmen; sie soll nur in dem Interesse der Städte und unter der Aufsicht ihrer Magistrats-Personen festgesetzt werden.

Verwaltungs-Rechnung.

Da die Regierung in dem vorhergehenden Jahr die Verwaltungs-Rechnung der Mair's nicht reguliren konnte, so soll das ersparte Boni oder das Defizit, so wie es durch den Munizipalrath festgesetzt worden, eingetragen werden.

Rechnung des Empfängers.

Man muß die Verwaltungs-Rechnung des Mair's mit der des Munizipal-Empfängers nicht verwechseln. Die erste soll dem Budjet, um als Erläuterung zu dienen, beigefügt werden; die zweite ist die Rechtfertigung der Verwaltung des Empfängers, und soll mit allen Rechnungsschriften belegt seyn, um nach gemachter Verifikation von dem Intendanten, von mir, oder von der Rechnungs-Kammer, nach dem Betrag der Einkünfte der Gemeinde, geschlossen zu werden. Uebrigens müssen die Rechnungen des Empfängers und des

celui du maire, doivent également être soumis, avant tout, à l'examen du conseil municipal.

Produit des ventes de biens communaux.

Les sommes perçues en 1814, ou à percevoir dans le courant de l'année 1815, sur le prix de vente des biens communaux, doivent être portées en recettes extraordinaires, sauf à porter leur remploi en dépense; mais ces sommes ne peuvent être considérées comme des ressources applicables aux dépenses municipales ordinaires, et elles ne peuvent sortir de la caisse de la commune ou du Mont-de-piété que pour être employées sur l'autorisation du gouvernement, d'une manière propre à rendre aux communes les revenus dont la vente de leurs biens les a privées, ou à parvenir à l'amortissement de leur dette.

Rentrée des fonds déposés dans les caisses du gouvernement précédent.

A mesure que la rentrée d'une partie des fonds déposés, soit à la caisse de service, soit à celle d'amortissement, paraitra assurée, on en fera recette extraordinaire; mais comme la totalité de ces fonds est déjà comprise, soit dans l'excédant du budget de l'année courante, soit dans le *boni* de l'exercice pénultième, il est nécessaire, pour éviter un double emploi, et rapprocher autant que possible de la réalité la balance de recettes et dépenses que présente le budget, de déduire, ainsi que le modèle l'indique au bas de la page, des recettes portées au budget, toutes les sommes qui, ayant été déposées dans les caisses du gouvernement français, ne redeviendront disponibles que successivement, en vertu des dispositions du traité de Paris.

Mair's zuerst der Untersuchung des Munizipalraths unterworfen werden.

Betrag des Verkaufs der Gemeindegüter.

Die im Jahr 1814, in Ansehung des Verkauf-Preises der Gemeinde-Güter bezogenen, oder in dem Lauf des Jahrs 1815 zu beziehenden Summen, müßen als außerordentliche Einnahmen eingetragen werden; doch kann man ihre Wiederverwendung als Ausgabe in Anschlag bringen; die Summen können aber nicht als Hilfsquellen betrachtet werden, um zu den gewöhnlichen Munizipal-Ausgaben bestimmt zu werden; man kann sie nur aus der Casse der Gemeinde, oder des Leihhauses ziehen, um unter der Authorisation der Regierung, dazu verwendet zu werden, den Gemeinden die Einkünfte wieder zu verschaffen, welcher sie durch den Verkauf ihrer Güter beraubt worden sind, oder ihnen die Mittel zu erleichtern, ihre Schulden zu tilgen.

Einnahme der Fonds, die in die Cassen der vorhergehenden Regierung hinterlegt worden.

So wie die Einnahme eines Theils der Gelder, welche in die Dienst- oder Tilgungs-Casse hinterlegt worden, gewiß zu seyn scheinen wird, so soll man sie als außerordentliche Einnahme eintragen; da aber der ganze Betrag dieser Fonds schon in dem Ueberschuß des Budgets des laufenden Jahrs, oder in dem Boni des vorlezteren Rechnungs-Jahrs begriffen ist, so ist es nothwendig, um eine doppelte Angabe derselben Summen zu vermeiden, und so viel möglich die Bilanz der Einnahmen und und Ausgaben, die das Budjet darstellt, der Wirklichkeit zu nähern, von den im Budjet begriffenen Einnahmen, so wie dieses das Modell unten an der Seite anzeigt, alle Summen abzuziehen, von welchen man, da sie in den Cassen der französischen Regierung hinterlegt worden, kraft der Verfügungen des Traktats von Paris, nur nach und nach verfügen kann.

Boni *de l'exercice courant.*

D'après ce que nous avons dit plus haut, l'article *boni* de l'exercice courant ne peut plus exister. On doit cependant faire mention des *boni* certains, dans le cahier d'observations, afin que la situation financière de la ville soit bien connue.

Fonds mis en réserve.

L'usage de considérer comme effectivement dépensées les sommes allouées pour travaux ou dépenses extraordinaires, lorsque leur emploi n'avait pu avoir lieu dans l'année même, au budget de laquelle ces dépenses avaient été portées, était principalement fondé, sur la lenteur avec laquelle les budgets étaient approuvés, et sur le danger de remettre en question la nécessité d'une dépense dont l'allocation n'avait souvent été obtenue qu'après des instances réitérées, et des formalités sans nombre. Ces motifs n'existant plus, on suivra à l'égard de ces fonds, les règles générales que je vais indiquer.

Si la dépense a lieu à l'époque où le compte d'administration est réglé, quoiqu'après l'expiration de l'année pour laquelle elle a été accordée, elle sera portée en dépense à ce compte.

Si elle doit se faire pendant le reste de la même année, la même marche sera suivie, sauf régularisation.

Si elle ne peut avoir lieu que l'année d'après ou postérieurement, le fonds non employé fera partie du *boni* d'économie de l'exercice pénultième, et l'objet auquel il devait être appliqué, figurera de nouveau en dépense extraordinaire, si le conseil juge à propos de le proposer.

Au reste, on prendra soin de donner dans le cahier d'observations, tous les éclaircissemens nécessaires pour que l'administration supérieure

Boni des laufenden Rechnungs-Jahrs.

Nach dem, was wir oben gesagt haben, kann der Artikel **Boni** des laufenden Jahrs nicht mehr existiren. Doch soll man in dem Bemerkungsheft von den gewissen **Boni** Meldung thun, damit der Finanz-Zustand der Stadt genau bekannt seyn möge.

Fonds, die vorräthig gehalten worden sind.

Der Gebrauch, die für außerordentliche Arbeiten oder Ausgaben bewilligte Summen, als wirklich ausgegeben zu betrachten, wenn ihre Verwendung in dem Jahr selbst, in dessen Budjet diese Ausgaben begriffen worden sind, nicht hat Statt haben können, gründete sich vorzüglich auf die Langsamkeit, mit welcher die Budjets genehmigt worden, und auf die Gefahr, die Nothwendigkeit einer Ausgabe wieder in Frage zu bringen, deren Bewilligung man oft nur nach langem wiederholtem Bitten, und nach unzähligen Formalitäten erhalten hat. Da diese Beweggründe nicht mehr existiren, so soll man in Ansehung dieser Fonds die allgemeinen Regeln befolgen, welche ich jetzt anzeigen werde.

Wenn die Ausgabe in der Zeit Statt hat, in welcher die Verwaltungs-Rechnung regulirt wird, so soll sie in diese Rechnung als Ausgabe gebracht werden, wenn schon das Jahr verflossen ist, für welches dieselbe bewilligt worden.

Wenn sie während dem übrigen Theil desselben Jahrs Statt haben wird, soll der nemliche Gang, der Regularisation ohnbeschadet, befolgt werden.

Wenn sie nur das Jahr hernach, oder in den folgenden Jahren gemacht werden kann, so soll der nicht verwendete Fonds einen Theil des ersparten Boni des vorleztern Rechnungs-Jahrs ausmachen, und der Gegenstand, für welchen derselbe bestimmt war, soll auf das neue als außerordentliche Ausgabe figuriren, wenn der Rath für nöthig erachtet ihn vorzuschlagen.

Uebrigens muß man bemüht seyn, in dem Anmerkungsheft alle die Erläuterungen zu geben, welche nöthig sind, damit die obere Behörde genau

soit instruite, avec exactitude, des motifs qui ont engagé à ne pas employer les fonds alloués, de la quotité des sommes réservées, etc.

Ces éclaircissemens et la marche tracée plus haut, rendant inutile l'article *fonds mis en réserve*, je l'ai retranché des cadres que je vous envoie.

Fonds déposés dans les caisses du gouvernement français.

C'est ici que se fera la déduction dont il a été parlé plus haut. Il faut avoir soin de ne comprendre, dans la somme à déduire, que celles qui ont figuré aux budgets des années précédentes. Sans cette précaution, les ressources énoncées au budget seraient inférieures à celles qui sont réellement disponibles.

Déficit du compte d'administration.

Il peut se faire qu'au lieu d'un *boni*, le compte d'administration présente un déficit: ce déficit ne peut exister à raison de dépenses qui excèdent les allocations du budget, puisqu'il ne peut rien être dépensé au-delà de ces allocation; mais il peut avoir lieu, lorsque les recettes de l'exercice pénultième ont été plus faibles que celles portées au budget de cet exercice. Ce cas se présentera rarement, puis que le conseil municipal doit veiller à ce que les recettes soient évaluées avec exactitude, et plutot au-dessous qu'au-dessus de ce qu'elles doivent produire Néanmoins, lorque, malgré les soins apportés par le conseil dans cette évaluation, les recettes effectives ont été inférieures aux énoncés du budjet, et que cette diminution de produits n'a pas été compensée par une économie de dépense, ce déficit doit être déduit des recettes du budjet que le conseil municipal s'occupe à rédiger.

TITRE II.

Recettes ordinaires.

Centimes additionnels.

La somme portée à l'article des centimes

von den Beweggründen, wegen welcher die bewilligten Fonds nicht verwendet worden sind, wie auch von dem Betrag der reservirten Summen, u. s. w. in Kenntniß gesetzt werde.

Da diese Erklärungen und der oben bezeichnete Gang den Artikel: zurückgelegte Fonds, unnüz machen, so habe ich denselben in den Modellen, die ich Ihnen überschicke, ausgelassen.

Fonds, die in den Cassen der französischen Regierung hinterlegt sind.

Hier macht man den Abzug, wovon oben geredet worden. Man muß in der abzuziehenden Summe, nur diejenigen begreifen, welche in den Budjets der vorhergehenden Jahre figurirt haben. Ohne diese Vorsicht würde die im Budget angezeigten Hilfsquellen geringer seyn, als die, welche in der That disponibel sind.

Defizit der Verwaltungs-Rechnung.

Es kann geschehen, daß die Verwaltungs-Rechnung anstatt eines Boni ein Defizit darbietet. Dieses Defizit kann in Betreff der Ausgaben, welche im Budget bewilligt worden, nicht existiren, weil man nicht mehr ausgeben darf, als diese Bewilligungen enthalten, doch kann es alsdann Statt haben, wenn die Einnahmen des vorlezteren Jahrs geringer gewesen sind, als die, welche in dem Budget dieses Jahrs begriffen sind. Dieser Fall wird sich selten zutragen, weil der Munizipalrath wachen soll, damit die Einnahmen mit Genauigkeit, und lieber geringer als stärker berechnet werden. Doch wenn, ohnerachtet der Sorgfalt, welche der Rath auf diese Abschätzung verwendet, die wirklichen Einnahmen geringer sind, als die, welche im Budjet bezeichnet sind, und diese Verminderung des Betrags durch eine Ersparung in den Ausgaben nicht ersetzt worden ist, so soll dieses Defizit von den Einnahmen des Budjets, mit dessen Verfassung der Munizipalrath sich beschäftigt, abgezogen werden.

Zweiter Titel.

Gewöhnliche Einnahmen.

Zusätzliche Centim's.

Die in dem Artikel: zusätzliche Centim's

additionnels, devra être calculée exactement, d'après le principal des contributions foncière, personnelle et mobiliaire, perçues dans la commune, et le nombre de centimes communaux, fixé pour cette année à cinq.

Maisons, usines et biens ruraux.

On doit considérer comme produit des maisons, usines et biens ruraux, 1°. le prix de ferme de celles de ces propriétés qui n'ont point été vendues, ou dont la vente a été rescindée, ou résiliée, ou révoquée par suite de déchéance; 2°. les intérêts dus par la caisse des monts-de-piété, qui ont reçu des prix de vente, soit en vertu de l'arrêté du 27 mars dernier, soit en vertu de l'arrêté du 22 septembre 1814.

Je recommande particulièrement aux intendans, de veiller à ce que cette partie de recettes soit indiquée avec une grande exactitude.

Tous les baux devant être examinés en même temps que le compte du receveur, l'autorité municipale se compromettrait gravement, si elle négligeait de veiller à ce que ces actes soient revêtus de toutes les formalités requises pour la location des biens communaux.

Octrois.

L'influence des lois et réglemens qui fixaient les rapports de l'administration des droits réunis avec celle des octrois, a cessé en même temps que l'existence de ces derniers; mais il n'en est pas de même des principes établis pour l'assiette du droit, la perception, la poursuite des fraudes: ceux-ci sont maintenus jusqu'à ce qu'il y ait été expressément dérogé.

Si donc l'on avait apporté quelque changement, soit au tarif, soit au mode d'administration, soit au réglement, on ne pourrait le considérer que comme illégal. Quant au tarif, si l'administration municipale désire soumettre aux droits d'octroi d'autres objets que ceux qui y sont actuellement assujettis, augmenter ou

eingetragene Summe soll genau nach der Haupt-Summe der Grund- Personal- und Mobiliar-Steuern, die in der Gemeinde eingegangen sind, berechnet, und die Anzahl der Communal-Centim's dieses Jahr auf fünf festgesetzt werden.

Häuser, Mühlen und Feldgüter.

Man soll als Ertrag der Häuser, Mühlen und Feldgüter betrachten, 1°. den Pachtpreis derjenigen dieser Eigenthümmer, welche nicht verkauft, oder deren Verkauf, in Folge einer Rechtsverlusts-Erklärung für ungültig erklärt, aufgehoben oder vernichtet worden ist; 2°. die Interessen, welche die Cassen der Leihhäuser schuldig sind, die kraft des Beschlusses vom 27 März letzthin, oder des Beschlusses vom 22 September 1814, Verkaufs-Preise bezogen haben.

Ich empfehle vorzüglich den Intendanten, sorgfältig zu wachen, damit dieser Theil der Einnahmen mit einer großen Genauigkeit angezeigt werde.

Da alle Verpachtungen zu gleicher Zeit mit der Rechnung des Empfängers untersucht werden sollen, so würde sich die Munizipal-Behörde äußerst kompromittiren, wenn sie zu wachen vernachläßigte, damit diese Akten mit allen Formalitäten versehen werden, welche für die Vermiethung der Gemeindegüter erfordert werden.

Oktrois.

Der Einfluß der Gesetze und Reglement's, welche die Verhältnisse der Verwaltung der vereinigten Rechte mit der der Oktrois bestimmten, hat mit der Existenz dieser Verhältniße aufgehört; aber es hält sich nicht eben so mit den Grundsätzen, welche die Festsetzung und die Einnahme der Gebühr, und die Verfolgung der Betrügereien betreffen: diese sind so lange beibehalten, bis sie ausdrücklich widerrufen sind.

Wenn man also irgend eine Veränderung in dem Tarif, oder in der Verwaltungsart, oder in dem Reglement gemacht hätte, so muß sie als unrechtmäßig angesehen werden: Was den Tarif betrift, wenn die Munizipal-Verwaltung andere Gegenstände als die, welche darin begriffen sind, den Oktrois-Gebühren unterwerfen, den Betrag der-

diminuer la quotité du droit, établir une taxe nouvelle ou supprimer celle qui existe, la demande devra m'en être adressée avec le budjet. Cette demande sera une pièce distincte du cahier d'observations, qui néanmoins en fera mention: elle sera accompagnée, 1°. d'une délibération particulière du conseil, de l'avis du sous-intendant et de l'intendant; 2°. du tarif existant, et d'un tableau des produits de chacun des objets qui sont sujets aux droits; 3°. du nouveau tarif (si l'on en propose un) avec le tableau de ses produits présumés.

Les changemens proposés seront facilement admis toutes les fois qu'ils seront conformes aux intérêts bien entendus de la ville, et à ceux du commerce et de l'industrie en général. Sous ce dernier point de vue, on rejetera toute proposition tendante à faire payer un droit de transit aux denrées qui passent par la commune, à exclure les produits de l'industrie des villes voisines, ou à favoriser une profession aux dépens de la masse des habitans, qui a droit de réclamer la liberté du commerce intérieur. Il est d'autant plus nécessaire de la conserver qu'elle est la base d'un système de parfaite réciprocité entre toutes les communes.

Il faut aussi veiller à ce que les objets soumis aux impôts indirects ne soient point trop chargés par les droits d'octroi: ce sera là, sans doute, l'objet principal de l'attention de M. le conseiller-d'état, commissaire-général des finances, auquel l'article 3 de l'arrêté du 1re. novembre, me charge de donner communication de toutes les propositions tendantes à l'établissement d'une taxe quelconque, et qui doit même procéder à la révision des anciens tarifs, en vertu de l'article 5 de l'arrêté du 30 septembre.

selben vermehren oder vermindern, eine neue Taxe einführen, oder die existirende aufheben wollte, so muß mir das Begehren darüber mit dem Budjet vorgelegt werden. Dieses Begehren soll in einer besondern Schrift dem Anmerkungsheft, welches aber Meldung davon machen muß, beigefügt werden; es soll 1°. mit einer besondern Berathschlagung des Raths, mit dem Gutachten des Unter-Intendanten und des Intendanten; 2°. mit dem existirenden Tarif und mit einem Verzeichniß des Betrags eines jeden der Gegenstände, welche den Gebühren unterworfen sind; 3°. mit dem neuen Tarif, (wenn man einen vorschlägt), und mit dem Verzeichniß des vermuthlichen Betrags desselben, begleitet seyn.

Die vorgeschlagenen Veränderungen werden gern angenommen werden, wenn sie dem wohlverstandenen Interesse der Stadt und dem des Handels und der Industrie überhaupt gemäß sind. Unter diesem letzten Gesichtspunkt wird man jeden Vorschlag verwerfen, der dahin abzwecken würde, eine Transit-Gebühr für die Lebensmittel, welche durch die Stadt gehen, bezahlen zu machen, die Produkte der Industrie der benachbarten Städte auszuschließen, oder eine Handthierung auf Kosten der Masse der Bürger zu begünstigen, welche das Recht hat, die Freiheit des innern Handels zu begehren. Es ist desto nothwendiger, diese zu handhaben, da sie die Grundlage eines Systems ist, welches zwischen allen Gemeinden eine vollkommene Reciprozität festsetzt.

Man muß auch besorgt seyn, damit die den indirekten Abgaben unterworfenen Gegenstände nicht zu sehr durch die Oktrois-Gebühren belastet werden. Dieses wird, ohne Zweifel, der Haupt-Gegenstand der Aufmerksamkeit des Herrn Staats-Raths, General-Commissairs der Finanzen, seyn, welchem ich, zu Folge des 3 Artikels des Beschlusses vom 1 November, von allen Vorschlägen Kenntniß zu geben beauftragt bin, welche dahin zwecken, irgend eine Taxe einzuführen, und welcher sogar, in Gemäßheit des 5 Artikels des Beschlusses vom 30 September zu der Revision der alten Tarife schreiten soll.

Le mode d'administration de l'octroi ne peut être qu'indifférent au gouvernement, pourvu qu'il concilie les intérêts des villes avec le soin de prévenir les vexations. C'est au conseil municipal à décider si la ferme, la régie simple, ou la régie intéressée et même l'abonnement dans les communes ouvertes, est plus propre à atteindre ce but, à raison des circonstances locales. Mais aucun changement à ce qui est établi à cet égard, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du gouvernement.

Le mode de perception est susceptible, ce me semble, de changemens avantageux que les conseils municipaux pourraient solliciter : il serait sur-tout à désirer de le mettre autant que possible en harmonie avec le système établi pour la perception des droits indirects.

Le produit présumé sera porté au budjet en une seule ligne, tous frais déduits; mais on fera connaître à combien ces frais se montent. Il est bien entendu que la portion attribuée aux hospices ne doit pas être distraite du produit de l'octroi et qu'elle doit faire, s'il y a lieu, l'objet d'une allocation particulière au titre des dépenses ordinaires.

Amendes de police.

Il est dans les principes du gouvernement que la partie des amendes de police qui a été mise à la disposition des intendans, cesse de faire un fonds commun : elle doit être comprise parmi les recettes du chef-lieu de canton dans lequel la contravention, ou le délit qui donne lieu à l'amende, a été commis, ou parmi celles de toute autre commune où le dépôt de sûreté du canton se trouve placé et qui est, en conséquence, chargée de l'entretien de ce dépôt et d'autres dépenses accessoires.

Si le dépôt était placé sur une grande route et spécialement destiné à servir de gîte aux prisonniers de passage, la dépense étant alors à la charge du gouvernement, le produit des

Die Verwaltungsart der Oktrois ist der Regierung gleichgültig, in so fern sie das Interesse der Städte mit der Sorgfalt vereinbart, Bedrückungen zuvorzukommen. Es ist die Sache des Munizipal-Raths zu entscheiden, ob die Verpachtung, die einfache oder die interessirte Verwaltung, oder, in offenen Städten, ein Abonnement geeigneter ist, diesen Zweck nach den verschiedenen Lokal-Umständen, zu erreichen. Es kann aber keine Veränderung deßen, was wirklich eingeführt ist, ohne die Authorisation der Regierung Statt haben.

Die Art ihrer Einnahme ist, wie mich deucht, vortheilhafter Veränderungen empfänglich, welche die Munizipal-Räthe begehren könnten: es wäre vorzüglich zu wünschen, dieselbe, so viel möglich, mit dem für die Einnahme der indirekten Abgaben eingeführten System in Harmonie zu setzen.

Der vermuthliche Ertrag soll, nach Abzug aller Kosten, in das Budjet mit einer einzigen Linie eingetragen werden, doch muß man anzeigen, wie hoch diese Kosten sich belaufen. Es ist wohl verstanden, daß der den Hospizien zugeeignete Antheil von dem Ertrag des Oktroi nicht abgezogen werden, und daß derselbe, wenn der Fall ist, der Gegenstand einer besondern, in dem Titel der gewöhnlichen Ausgaben, zu begreifenden Anweisungseyn soll.

Polizei-Strafgelder.

Die Regierung hat den Grundsatz, daß der Theil der Polizei-Strafbußen, welcher den Intendanten zur Verfügung überlassen worden ist, aufhören soll, einen gemeinschaftlichen Fond zu bilden; derselbe soll unter den Einnahmen des Hauptorts des Kantons, in welchem die Uebertretung oder das Vergehen, welches die Geldbuße veranlaßt, begangen worden, — oder unter den Einnahmen jeder andern Gemeinde, wo das Sicherheits-Haus des Kantons sich befindet, und die deßwegen mit dem Unterhalt dieses Hauses und aller andern Nebenkosten beauftragt ist, begriffen werden.

Wenn dasselbe auf einer Landstraße errichtet, und besonders bestimmt wäre, den durchgehenden Gefangenen zum Nachtlager zu dienen, so kann in diesem Fall der Ertrag der Geldbuße,

amendes ne pourrait être attribué à la commune où le dépôt est situé, et il devrait appartenir à celle dans l'étendue de laquelle la contravention ou le délit a été commis.

Récapitulation.

Si les instructions que je viens d'avoir l'honneur de vous transmettre, sont suivies avec soin, la récapitulation des recettes présentera la situation exacte des ressources de la commune, sauf les dépenses irrégulières auxquelles la dernière guerre a donné lieu. Le montant de celles de ces dépenses qui ont été payées sur la caisse municipale, devra être indiqué dans le cahier d'observations, auquel on joindra un état détaillé des contributions, fournitures et prestations acquittées au moyen de ces avances. Il faudra aussi y avoir égard dans la fixation des dépenses de 1815, et ne proposer sur cette partie de l'encaisse que celles qui peuvent être différées sans inconvénient.

TITRE III.

Des deux premières cathégories.

Division des dépenses.

On a pris pour règle dans la division des dépenses, la classification établie par l'article 4 de l'arrêté du 1er. novembre. Celles des deux premières cathégories se composent de la plupart des dépenses ordinaires des anciens modèles. Si des dépenses extraordinaires étaient nécessaires pour quelques-uns des objets qui appartiennent aux deux premières cathégories, ces dépenses seraient proposées à la suite des chapitres avec lesquels elles ont le plus de rapport.

Frais d'administration.

Quoique le *maximum* des frais d'administration demeure fixé à 50 centimes par habitant, les conseils municipaux ont la facilité de voter

weil die Kosten derselben der Regierung zur Last fallen, der Gemeinden nicht zugeeignet werden, wo das Sicherheits-Haus liegt; derselbe sollte derjenigen Gemeinde gehören, in deren Bezirk die Uebertretung oder das Verbrechen begangen worden ist.

Rekapitulation.

Wenn die Instruktionen, welche ich Ihnen zu überschicken die Ehre habe, genau befolgt werden, so wird die Rekapitulation der Einnahmen die genaue Lage der Hilfsquellen der Gemeinde darstellen, mit Ausnahme jedoch der unregelmäßigen Ausgaben, zu welchen der letzte Krieg Anlaß gegeben hat. Der Betrag dieser letztern Ausgaben, welche aus der Munizipal-Casse bezahlt worden sind, soll in dem Bemerkungs-Heft angezeigt werden, welchem man ein umständliches Verzeichniß der Steuern, Lieferungen und Leistungen, welche vermittelst dieser Vorschüsse entrichtet worden, beifügen soll. Man muß auch darauf bei der Festsetzung der Ausgaben für das Jahr 1815 Rücksicht nehmen, und auf diesen Theil der Gelder, die in der Casse sich befinden sollen, nur solche Ausgaben anweisen, welche ohne Inkonveniens aufgeschoben werden können.

Dritter Titel.

Ausgaben der zwei ersten Classen.

Eintheilung der Ausgaben.

Man hat für die Eintheilung der Ausgaben die, durch den 4 Artikel des Beschlusses vom 1 November, festgesetzte Classifikation zur Regel angenommen. Die der beiden ersten Classen bestehen aus den meisten gewöhnlichen Ausgaben der alten Modelle. Wenn für einige Gegenstände, die zu den beiden ersten Classen gehören, außerordentliche Ausgaben erfordert würden, so sollen diese nach den Capiteln, mit welchen sie am meisten in Verbindung stehen, vorgeschlagen werden.

Verwaltungs-Kosten.

Obschon das Maximum der Verwaltungskosten auf 50 Centim's für jeden Einwohner festgesetzt bleibt, so haben doch die Munizipal-Räthe das

une somme inférieure : il est même à présumer que, dans quelques communes, les frais d'administration seront réduits, puisque d'un côté les maires sont déchargés de tout le travail relatif à la conscription et à la garde nationale, et que de l'autre les embarras occasionnés par les événemens de la guerre ont cessé d'être à craindre. Dans tous les cas, l'opinion du conseil sera motivée et appuyée des pièces justificatives nécessaires.

Gardes-champêtres.

La dépense des gardes-champêtres ne sera pas comprise dans les frais d'administration et pourra, s'il y a lieu, faire l'objet d'une allocation particulière.

En cas d'insuffisance des revenus communaux, il peut être pourvu à cette dépense au moyen d'un rôle de répartition sur les propriétés foncières. Mais le produit de ce rôle, ou l'allocation faite sur les fonds communaux, ne doit être employé qu'à la dépense occasionnée par les gardes-champêtres de la commune même. La création d'un fonds commun destiné à payer la solde et l'habillement de tous les gardes-champêtres d'un département, n'a jamais été autorisée par aucune loi ou réglement : elle a donné lieu à beaucoup d'abus, à beaucoup de réclamations, dans les départemens où elle a eu lieu. Ces fonds communs sont supprimés pour l'année 1815, et la masse qui pourra être en caisse à cette époque, sera distribuée aux communes au marc le franc de la part que chacune d'elles a fournie.

Dix pour cent du produit net de l'octroi, etc.

Ce prélèvement est supprimé par suite de l'article 1er. de l'arrêté du 30 septembre : il en est de même des cinq pour cent des revenus ordinaires pour la compagnie de réserve, des

Recht, eine geringere Summe vorzuschlagen: es ist sogar zu vermuthen, daß in einigen Gemeinden die Verwaltungskosten werden reduzirt werden, weil einer Seits die Mair's von allen Arbeiten, welche die Conscription und die National-Garde betreffen, entladen sind, und von der andern Seite, die durch die Kriegsbegebenheiten verursachten Verwirrungen nicht mehr zu fürchten sind. In allen Fällen muß die Meinung des Raths mit Gründen belegt und mit den nöthigen Beweisschriften versehen seyn.

Feldhüter.

Die Ausgabe für die Feldhüter soll nicht unter den Verwaltungs-Kosten begriffen werden; sie kann, wenn der Fall ist, der Gegenstand einer besondern Anweisung seyn.

Im Fall der Unzulänglichkeit der Gemeinde-Einkünfte, kann diese Ausgabe, vermittelst einer auf die Grundgüter zu machenden Vertheilungs-Rolle bestritten werden. Aber der Ertrag dieser Rolle, oder der auf die Communal-Fonds gemachten Anweisung kann nur zu den Kosten verwendet werden, welche die Feldhüter der Gemeinde selbst veranlassen.

Die Errichtung eines gemeinschaftlichen Fonds, welcher bestimmt ist, den Sold und die Kleidung aller Feldhüter eines Departements zu bezahlen, ist nie durch irgend ein Gesetz oder Reglement authorisirt worden; sie hat in den Departementen, wo sie Statt gehabt hat, zu vielen Mißbräuchen und Reklamationen Anlaß gegeben. Diese gemeinschaftlichen Fonds sind für das Jahr 1815 abgeschaft, und die Masse, welche sich in dieser Zeit in der Casse befinden könnte, soll unter die Gemeinden im Verhältniß des Antheils, welchen jede derselben dazu geschossen hat, vertheilt werden.

Zehn vom hundert von dem reinen Ertrag des Oktroi, rc.

Dieser Abzug hat, zu Folge des 1 Artikels des Beschlusses vom 30 September, nicht mehr Statt; eben so verhält es sich mit den fünf vom hundert von den gewöhnlichen Einkünften, welche für die

dix pour cent du produit des biens communaux fonciers pour le culte, et du centième des revenus ordinaires pour les invalides. Ce bienfait du gouvernement sera d'un grand secours aux communes pour l'acquittement de leurs dépenses.

Dix pour cent du droit de pesage.

Le dixième du produit du droit de pesage étant destiné à pourvoir au traitement des employés supérieurs de la vérification des poids et mesures, ce prélèvement a été maintenu : en abandonnant aux villes le produit des droits de pesage et mesurage, le gouvernement a droit d'exiger qu'elles pourvoient à toutes les dépenses relatives à cet objet.

Commissaires de police.

Les fonctions des commissaires de police étant devenues moins délicates, et les affaires dont ils sont chargés moins multipliées, il y aurait plutôt lieu de réduire leur traitement que d'en élever le taux.

Les frais de bureau des commissaires de police seront réglés conformément aux dispositions du gouvernement qui les leur ont accordés, à moins que le conseil municipal ne juge nécessaire de présenter des observations sur ces fixations.

Pompes à incendie.

Cet article comprendra la dépense relative à l'entretien des pompes, seaux et agrès.

Pompiers.

Cet article comprendra toutes les dépenses annuelles relatives à la solde et à l'habillement des pompiers.

On fera connaitre si le gouvernement à approuvé le réglement d'organisation du corps; et au cas contraire, on s'occupera d'en dresser

Reserve-Compagnie; mit den zehn vom hundert der Grund-Güter der Gemeinden, welche für den Cult, und mit dem hundertsten Theil der gewöhnlichen Einkünfte, die für die Invaliden bestimmt waren. Diese Wohlthat der Regierung wird eine große Stütze für die Gemeinden seyn, um ihre Ausgaben bestreiten zu können.

Zehn vom hundert von der Wage-Gebühr.

Da der zehnte Theil von dem Ertrag der Wage-Gebühr zur Entrichtung des Gehalts der obern Angestellten bei der Verifikation der Maaße und Gewichte bestimmt ist, so wird dieser Abzug beibehalten; da die Regierung den Städten den Ertrag der Wage- und Meß-Gebühren überläßt, so hat sie das Recht, zu fordern, daß sie alle diesen Gegenstand betreffende Ausgaben bestreiten.

Polizei-Commissarien.

Da die Verrichtungen der Polizei-Commissarien nicht mehr so delikat sind, und die Geschäfte, welche ihnen aufgetragen sind, vereinfacht worden sind, so wäre vielmehr der Fall, ihren Gehalt zu vermindern, als zu erhöhen.

Die Bureau-Kosten der Polizei-Commissarien sollen in Gemäßheit der Verfügungen der Regierung, welche sie ihnen bewilligt hat, regulirt werden, wenn der Munizipal-Rath nicht für nöthig erachtet, Bemerkungen über diese Bestimmungen einzugeben.

Feuer-Spritzen.

Dieser Artikel soll die Ausgaben, welche den Unterhalt der Feuer-Spritzen, der Feuer-Eimer und ähnliche Gegenstände betreffen, begreifen.

Pumpenwärter.

Dieser Artikel soll alle jährlichen Ausgaben begreifen, welche den Sold und die Kleidung der Pumpenwärter betreffen.

Man muß anzeigen, ob die Regierung das Reglement über die Organisation dieses Corps genehmigt hat; und in dem entgegengesetzten Fall,

un que l'on joindra au budget, ou que l'on m'adressera postérieurement, pour ne point retarder l'envoi de ce dernier.

Si les pompiers ne forment point un corps, mais que leurs fonctions ne soient exercées que par quelques individus en petit nombre et qui ne sont appelés qu'au besoin, on se bornera à me donner, à ce sujet, des renseignemens positifs.

Dépôt de sûreté.

D'après une décision du ministre de l'intérieur de France, les loyers, l'entretien et les menues dépenses des dépôts de sûreté établis près les justices de paix, qui ne sont point spécialement destinés à servir de gite pour les condamnés en route, ainsi que les frais de séjour que font les condamnés pour de légers délits, dans les mêmes dépôts, ont été jusqu'ici à la charge des villes, bourgs et villages dans lesquels ces dépôts ont été placés, et non à celle de toutes les communes du canton.

Ce mode présente de grands avantages, sous le rapport de la comptabilité; mais, d'un autre côté, il blesse les intérêts de la commune où le dépôt est placé, car il est évident que les dépenses dont cette commune est chargée, appartiennent en effet, à tout le canton. Il m'a donc paru qu'il convenait de maintenir le système établi, mais en donnant, en même temps, une juste indemnité à la commune dans laquelle le dépôt est placé; c'est dans cette vue que je lui ai attribué la portion qui revient aux communes dans les amendes de police, auxquelles des contraventions ou délits commis dans le canton, peuvent donner lieu.

Bâtimens militaires.

Il n'est aucun objet qui exige plus d'attention et de prudence que les dépenses relatives au casernement des troupes. Si l'on se laissait guider uniquement par le désir d'épargner aux ha-

soll man sich mit der Entwerfung desselben beschäftigen und es dem Budjet beifügen, oder mir es nachher zuschicken, um die Uebersendung dieses letztern nicht aufzuhalten.

Wenn die Pumpenwärter kein Corps bilden, sondern ihre Funktionen nur von einigen wenigen Individuen verrichtet und sie nur im Nothfall berufen werden, so soll man sich darauf einschränken, mir in dieser Rücksicht bestimmte Erkundigungen mitzutheilen.

Sicherheits-Haus.

Nach einer Entscheidung des französischen Ministers des Innern, fallen der Miethzins, der Unterhalt und die andern kleinen Ausgaben, welche die bei den Friedensgerichten errichteten, und nicht besonders zum Nachtlager der durchziehenden Verurtheilten bestimmten Sicherheits-Häuser veranlassen, wie auch die Aufenthalts-Kosten, welche die wegen geringen Vergehen Verurtheilten in denselben Häusern verursachen, den Städten, Flecken und Dörfern, in welchen die Sicherheits-Häuser gelegen sind, und nicht allen Gemeinden des Kantons, zur Last.

Diese Verfügung bietet große Vortheile in Betreff der Comptabilität dar; aber von einer andern Seite verletzt sie das Interesse der Gemeinde, in welcher das Sicherheits-Haus liegt; denn es ist klar, daß die Ausgaben, womit diese Gemeinde belastet ist, in der That den ganzen Kanton angehen. Es schien mir also nützlich zu seyn, das eingeführte System beizubehalten, aber zu gleicher Zeit der Gemeinde, in welcher das Haus sich befindet, eine gerechte Entschädigung zu verschaffen; in dieser Absicht habe ich ihr den Antheil angewiesen, welcher den Gemeinden an den Polizei-Strafgeldern, zu welchen die im Kanton begangenen Uebertretungen oder Vergehen Anlaß geben können, zukömmt.

Militair-Gebände.

Es giebt keinen Gegenstand, welcher mehr Aufmerksamkeit und Klugheit erfordert, als die, die Kasernirung der Truppen betreffenden Ausgaben. Wenn man sich allein von dem Verlangen leiten

bitans les embarras des logemens militaires, on s'exposerait à charger les villes d'une dépense hors de proportion avec leurs ressources, et par suite à les mettre hors d'état de subvenir aux besoins du service de l'administration municipale, à les empêcher de satisfaire à des engagemens sacrés et à recourir à des taxes ruineuses, ou à d'autres expédiens aussi désastreux. Les instructions que je vous ai déjà adressées au sujet du casernement, et celles que je vous transmets par la présente, ont pour but d'éviter ces inconvéniens.

Lorsque le logement est fourni en nature par les habitans, ou à leur décharge par des logeurs de profession, il ne peut donner lieu à aucune dépense municipale, et il doit être considéré comme une charge individuelle.

Lorsque les troupes sont casernées, les dépenses qui en résultent sont susceptibles de la division suivante: celles relatives au couchage des militaires et celles qui ont rapport aux bâtimens militaires. Les premières étant l'objet d'une indemnité allouée par le gouvernement, ne peuvent être considérées comme municipales. Quant à celles qui ont rapport aux bâtimens militaires, elles sont à la charge des villes, lorsque celles-ci ont des ressources suffisantes; dans le cas contraire, elles ne doivent point avoir lieu, à moins que les habitans n'y contribuent volontairement, pour se libérer de la charge des logemens.

On ne pourra porter à l'article: entretien des casernes et bâtimens militaires cédés à la ville, que les dépenses de simple entretien des bâtimens spécialement affectés au service militaire, avec l'assentiment du gouvernement. Les grosses réparations de ces bâtimens et l'achat du mobilier nécessaire, autre que lits et fournitu-

lassen wollte, die Bewohner von den Unannehmlichkeiten der Militair-Einquartierungen zu befreien, so würde man die Städte einer Ausgabe unterziehen, die mit ihren Hilfsquellen in keinem Verhältniß stehen würde, sie deßhalb außer Stand setzen, die Kosten des Dienstes, welche die Munizipal-Verwaltung erfordert, bestreiten zu können, sie hindern, heiligen Verbindlichkeiten Genüge zu leisten und sie zwingen, zu verderblichen Taxen oder zu noch unglücklichern Mitteln ihre Zuflucht zu nehmen. Die Instruktionen, welche ich Ihnen schon in Betreff der Kasernirung zugeschickt habe, und die, welche ich Ihnen durch Gegenwärtiges mittheile, haben zum Zweck, diese Inkonvenienzen zu vermeiden.

Wenn die Einwohner in Natura die Einquartierung liefern, oder wenn diese von Vermiethern von Profession zu ihrer Entladung übernommen wird, so kann sie keine Munizipal-Ausgabe verursachen, und sie soll als eine individuelle Last betrachtet werden.

Wenn die Truppen kasernirt werden, sind die daher entspringenden Ausgaben folgender Eintheilung empfänglich, nemlich: die, welche das Bettlager der Militair-Personen betreffen, und die, welche sich auf die Militair-Gebäude beziehen. Da die ersten der Gegenstand einer Entschädigung sind, welche von der Regierung bewilligt ist, so können sie nicht als Munizipal-Ausgaben betrachtet werden. Was diejenigen betrift, welche auf die Militair-Gebäude Bezug haben, so fallen sie den Städten zur Last, wenn diese hinlängliche Hilfsquellen haben; in dem entgegengesetzten Fall sollen sie nicht Statt haben, oder die Einwohner müßten freiwillig dazu beitragen, um sich von der Last der Einquartierung zu befreien.

Man kann in dem Artikel: Kasernen und Militair-Gebäude, die der Stadt abgetreten sind, nur die Kosten des einfachen Unterhalts der Gebäude begreifen, welche mit Genehmigung der Regierung dem Militair-Dienst gewidmet sind. Die großen Reparationen dieser Gebäude und der Ankauf der nöthigen Mobilien,

res de lits, pourront être portés au budget, à la suite du même chapitre, pourvu toutefois que les ressources de la ville soient suffisantes.

Quant aux constructions de casernes, achats ou loyers de bâtimens pour cet usage et ameublemens de ces casernes et bâtimens, les dépenses n'en peuvent être portées que parmi celles de la 5e. cathégorie.

Je m'en réfère à ma circulaire du 24 octobre, n°. 787, en ce qui concerne l'emploi des indemnités allouées par le gouvernement, au cas qu'elles surpassent les dépenses nécessaires pour l'entretien ou le loyer des lits et fournitures de lits.

Conformément à la même circulaire, toutes les dépenses de casernement qui n'ont pas lieu sur les fonds communaux, mais au moyen de l'indemnité allouée par le gouvernement, ou d'une contribution volontaire des habitans, doivent former une comptabilité distincte. Le maire et le receveur municipal rendront des comptes séparés de l'emploi de ces sommes: ces comptes seront arrêtés par le conseil municipal, et me seront adressés en même temps que le budget, avec les pièces justificatives.

Achats de biens fonds.

L'article 5 de l'arrêté du 22 septembre, ordonne que les revenus et prix des biens des communes dont la vente est maintenue, soient versés dans les caisses des Monts-de-piété, qui en paieront un intérêt à cinq pour cent, sauf aux conseils municipaux à délibérer sur un mode de placement plus avantageux.

Quant aux revenus, il n'est point douteux qu'ils ne doivent être réintégrés dans les caisses communales, pour être compris parmi les recettes disponibles pour les besoins ordinaires. Il n'en est pas de même des prix de ventes :

mit Ausnahme der Better und der Zubehörde, können nach demselben Kapitel in das Budjet aufgenommen werden, im Fall die Hilfsquellen der Stadt hinreichend sind.

Was die Erbauung von Kasernen, den Ankauf oder den Miethzins der für diesen Gebrauch bestimmten Gebäude, und die Anschaffung des Geräths für diese Kasernen und Gebäude betrift, so können diese Ausgaben nur unter denjenigen der 5ten Klasse figuriren.

Ich beziehe mich auf mein Rundschreiben vom 24 Oktober, N°. 787, was die Verwendung der von der Regierung bewilligten Entschädigungen betrift, im Fall sie die, für den Unterhalt oder den Miethzins der Better, und die Lieferung derselben nöthigen Kosten übersteigen.

In Gemäßheit desselben Rundschreibens sollen alle Kasernirungs-Ausgaben, welche nicht aus den Communal-Fonds genommen, sondern vermittelst der von der Regierung bewilligten Entschädigung, oder einer freiwilligen Steuer von Seiten der Einwohner bestritten werden, der Gegenstand einer besondern Comptabilität seyn. Der Mair und der Munizipal-Empfänger sollen besondere Rechnungen über die Verwendung dieser Summen ablegen; diese Rechnungen müssen von dem Munizipal-Rath geschlossen, und mir mit dem Budjet und den Belegen zugeschickt werden.

Ankauf von Grundgütern.

Der 5 Artikel des Beschlusses vom 22 September verordnet, daß die Einkünfte und der Preis der Gemeindegüter, deren Verkauf gehandhabt worden, in die Cassen der Leihhäuser versirt werden sollen, welche fünf vom hundert bezahlen müssen, ohnbeschadet des Rechts, welches die Munizipalräthe haben, über die Art, wie diese Summen auf eine vortheilhaftere Art angelegt werden können, zu berathschlagen.

Was die Einkünfte betrift, so ist es keinem Zweifel unterworfen, daß sie wieder in die Communal-Cassen versirt werden sollen, um unter den, für die gewöhnlichen Bedürfnisse disponibeln Einnahmen begriffen zu werden. Es verhält sich

j'ai déjà dit qu'ils ne peuvent être considérés comme des ressources applicables aux dépenses municipales, et qu'ils ne peuvent sortir de la caisse de la commune ou du Mont-de-piété, que pour être employés d'une manière propre à rendre aux communes les revenus dont la vente de leurs biens les a privés, ou à parvenir à l'amortissement de leurs dettes. Le placement dans les caisses des Monts-de-piété, qui ne peut jamais être considéré que comme temporaire, est d'ailleurs sujet à beaucoup d'inconvéniens, et souvent il devient impossible. En effet, ou bien le Mont-de-piété n'a pas encore établi le niveau entre ses recettes et ses dépenses, et alors les fonds déposés ne pourraient être retirés sans danger pour l'établissement, lorsque les intérêts de la commune peuvent en réclamer la restitution; ou bien ce niveau est atteint, et alors les fonds versés sont onéreux au Mont-de-piété, par l'intérêt qu'ils entraînent. D'un autre côté, il n'existe point de Mont-de-piété dans plusieurs départemens, et en ordonnant le versement dans la caisse du Mont-de-piété d'un département voisin, on ne ferait que multiplier les embarras. Le parti le plus sage serait donc d'employer le produit des ventes à l'amortissement des dettes, ou en acquisition de biens fonds, à mesure que les fonds rentrent. Il est bien entendu que ces acquisitions doivent être spécialement autorisées par le gouvernement.

nicht eben so mit dem Preis des Verkaufs derselben. Ich habe schon gesagt, daß er nicht als eine Hilfsquelle zur Bestreitung der Munizipal-Ausgaben angesehen, und aus der Casse der Gemeinde oder der Leihhäuser nur alsdann herausgenommen werden kann, wenn er auf eine Art verwendet wird, welche den Gemeinden die Einkünfte ihrer Güter wieder verschaft, deren sie durch den Verkauf derselben beraubt worden sind, oder die ihnen die Mittel erleichtert, ihre Schulden tilgen zu können. Die Anlegung in den Cassen der Leihhäuser, welche nur als für eine Zeitlang dauernd betrachtet werden kann, ist überdieß vielen Inkonvenienzen unterworfen, und oft ist sie unmöglich. In der That hat entweder das Leihhaus noch nicht das Gleichgewicht zwischen seinen Einnahmen und Ausgaben festgestellt, und in diesem Fall können die hinterlegten Gelder nicht ohne Gefahr für diese Anstalt zurückgenommen werden, da doch das Interesse der Gemeinde die Zurückgabe derselben erfordern kann; oder das Gleichgewicht ist hergestellt, und alsdann sind die versirten Fonds, wegen dem Zins, den sie tragen sollen, dem Leihhaus lästig. Auf einer andern Seite, giebt es in mehrern Departementen kein Leihhaus, und wenn man die Versirung in die Casse eines Leihhauses in einem benachbarten Departement verordnete, so würden sich die Schwierigkeiten nur vermehren. Es wäre also am klügsten, den Ertrag des Verkaufs zur Tilgung der Schulden, oder zur Erwerbung von Grundgütern zu verwenden, so wie die Fonds eingehen. Es versteht sich, daß diese Erwerbungen besonders von der Regierung authorisirt werden müssen.

Sommes dues aux acquéreurs par suite de transactions.

Les transactions qui peuvent être intervenues entre les communes et les acquéreurs de leurs biens, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du 2 mai dernier, ayant été confirmées par l'arrêté du 22 septembre, et celui-ci accordant également aux communes la faculté de transiger, sauf à obtenir préalablement l'autorisation du

Summen, welche den Ankäufern in Folge von Verträgen schuldig sind.

Da die Verträge, welche kraft des 6 Artikels des Beschlußes vom 2 May letzthin zwischen den Gemeinden und den Erwerbern ihrer Güter mögen geschlossen worden seyn, durch den Beschluß vom 22 September bestätigt worden sind, und da dieser den Gemeinden ebenfalls das Recht giebt, Vergleiche zu treffen, unter der Bedingung, vorher die

gouvernement, des arrangemens semblables auront eu lieu probablement, ou se présenteront à l'avenir. Comme ils auront, en général, pour résultat, de remettre les communes en possession de quelques-uns de leurs biens aliénés, moyennant d'indemniser les acquéreurs de tout ou partie des sommes par eux payées, et des autres frais de leurs acquisitions, il sera nécessaire, dans ce cas, de porter ces indemnités en dépense, et il pourrait y être pourvu, tant sur les ressources ordinaires, que sur le produit des ventes maintenues.

Fonds accordés aux hospices.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, l'allocation aux hospices doit être calculée d'après les besoins indispensables et ordinaires du service courant. Les hospices devront fournir, à l'appui de toute demande d'allocation, un budget détaillée de leurs recettes et dépenses.

Bureaux de charité.

Les mêmes précautions doivent être prises à l'égard des allocations à la bienfaisance. Les secours doivent être en raison des besoins les plus urgens. Outre qu'il est nécessaire d'apporter beaucoup d'économie dans la fixation des dépenses, si l'on veut se réserver les moyens de payer les rentes et les dettes exigibles des villes, il ne faut pas croire qu'il y ait de l'avantage à porter les secours accordés aux indigens, à une élévation exagérée. Il en est une que l'humanité commande d'atteindre : passé ce terme, ce ne sont plus que des encouragemens au vice et à la fainéantise.

Dépôts de mendicité.

En vertu des décrets qui ont établi et doté les dépôts de mendicité, leur dépense est jusqu'à présent à la charge du gouvernement,

Authorisation der Regierung dazu zu erhalten, so werden wahrscheinlich dergleichen Verträge Statt gehabt haben, oder in Zukunft noch Statt haben. Da sie überhaupt zum Resultat haben werden, die Gemeinden wieder in den Besitz einiger von ihren veräußerten Gütern zu setzen, vermittelst daß sie die Erwerber derselben wegen den von ihnen ganz oder zum Theil bezahlten Summen, und wegen den andern Kosten, die ihre Erwerbungen verursachten, entschädigen, so wird es, in diesem Fall, nothwendig seyn, diese Entschädigungen als Ausgabe einzutragen. Dieselben können sowohl aus den ordentlichen Hilfsquellen, als aus dem Ertrag der gehandhabten Verkäufe bezahlt werden.

Fonds, die den Hospizien bewilligt sind.

So wie wir oben gesagt haben, soll die zum Nuzen der Hospizien gemachte Anweisung nach den unumgänglich nöthigen und gewöhnlichen Bedürfnißen des laufenden Diensts berechnet werden. Die Hospizien müßen zur Unterstüzung jedes Anweisung-Begehrens, ein umständliches Budjet von ihren Einnahmen und Ausgaben vorlegen.

Wohlthätigkeits-Bureaux.

Die nemliche Vorsicht soll in Ansehung der Anweisungen zu Gunsten der Wohlthätigkeits-Anstalten genommen werden. Die Hilfsgelder sollen nach Verhältniß der dringendsten Bedürfnisse bestimmt werden. Außerdem, daß es nothwendig ist mit der größten Sparsamkeit die Ausgaben festzusezen, wenn man sich die Mittel vorbehalten will, die Renten und die zahlbaren Schulden der Städte entrichten zu können, so muß man nicht glauben, daß es vortheilhaft sey, die den Dürftigen bewilligte Hilfsgelder auf eine übertriebene Weise zu erhöhen. Es giebt ein Grad der Höhe, welchen die Menschlichkeit zu erreichen besiehlt; übersteigt man denselben, so sind die Hilfsgelder nur Aufmunterungen zum Laster und zum Müßiggang.

Bettelhäuser.

Kraft der Dekrete, welche Bettel-Häuser errichtet und mit Einkünften versehen haben, sind bisher die Regierung, die Städte und die Gemeinden, oder ihr

des villes et des communes, ou de leur octroi, des hospices ou de la bienfaisance, suivant de certaines proportions fixées par lesdits décrets. Cet ordre de choses a donné lieu à beaucoup de réclamations, et il a paru également injuste qu'une commune dont aucun habitant n'était entretenu au dépôt, fût néanmoins obligée de contribuer à ses dépenses, et que les ressources des hospices ou de la bienfaisance, fussent appliquées à un usage étranger à ces établissemens et aux intentions des personnes charitables qui ont contribué à les doter par des fondations.

Il m'a paru qu'il serait préférable de ne faire payer les communes qu'à proportion du nombre d'individus nés ou domiciliés avant leur arrestation dans ces communes, qui sont entretenus au dépôt. Dans ce système, le gouvernement se chargerait des dépenses d'administration de ces établissemens et de toutes celles qui sont fixes par leur nature: les communes payeraient pour leur pauvres à raison d'un prix de journée à déterminer. Le montant annuel de cette dépense serait supporté par la caisse municipale. Je vous ferai connaitre incessamment les dispositions que le gouvernement aura prises en cette matière.

Enfans trouvés.

J'ai lieu de croire que le gouvernement prendra de nouveau à sa charge toute la dépense des enfans trouvés.

Dot de la Rosière.

Cet article est supprimé: l'expérience a démontré le peu d'avantage qui résultait de ce genre de dépense, même pour ceux en faveur desquels elle se faisait.

Indemnité aux vicaires et desservans.

J'ai lieu de croire que les traitemens des mi-

Oktroi, die Hospizien oder Wohlthätigkeits-Anstalten, mit den Ausgaben derselben belastet, und dieses nach gewißen Verhältnissen, die durch die besagten Dekrete bestimmt worden sind. Diese Ordnung der Dinge hat zu vielen Reklamationen Anlaß gegeben, und es schien ebenfalls unbillig zu seyn, daß eine Gemeinde, aus welcher kein Bewohner in dem Bettel-Haus unterhalten wurde, doch gezwungen wäre, zu seinen Kosten beizutragen, und daß die Hilfsquellen der Hospizien, oder der Wohlthätigkeits-Bureaux zu einem Gebrauch verwendet würden, der diesen Anstalten, und den Absichten der mildthätigen Personen, welche sie durch Fundationen ausgesteuert haben, fremd ist.

Es schien mir, daß es vorzuziehen wäre, wenn die Gemeinden nur nach Verhältniß der in diesen Gemeinden gebornen, oder vor ihrer Arrestation in denselben wohnhaften Individuen, die in dem Sicherheits-Haus unterhalten werden, bezahlen müßten. Nach diesem System würde die Regierung die Verwaltungs-Ausgaben dieser Anstalten und alle übrigen, die ihrer Natur nach bestimmt festgesetzt sind, übernehmen: die Gemeinden würden für ihre Armen nach Verhältniß des zu bestimmenden Preises für den Tag bezahlen. Der jährliche Betrag dieser Ausgabe würde von der Munizipal-Casse bestritten werden. Ich werde Ihnen unverzüglich von den Verfügungen Kenntniß geben, welche die Regierung über diesen Gegenstand treffen wird.

Findelkinder.

Ich habe Ursache zu glauben, daß die Regierung von neuem sich mit allen Ausgaben der Findelkinder belasten wird.

Ausstattung des Rosenmädchens.

Dieser Artikel ist unterdrückt: die Erfahrung hat den geringen Vortheil bewiesen, der von dieser Ausgabe, sogar für diejenigen Personen, zu deren Gunsten sie Statt hatte, entspringt.

Entschädigung der Vikarien und Religionsdiener.

Ich habe Ursache zu glauben, daß der Staat

nistres du culte seront tous à la charge de l'état, à l'exception de ceux des ecclésiastiques qui ne sont point indispensables au service de la paroisse, mais qui sont appelés par les habitans à y remplir les fonctions de leur ministère pour l'avantage et la commodité de ceux-ci; néanmoins l'on portera au budget les anciennes allocations pour les desservans et vicaires, jusqu'à ce que le gouvernement ait pris une décision à cet égard.

Logement des curés.

Il n'est rien innové à l'égard de cet article de dépense.

Grosses réparations, loyer des églises.

Ces dépenses ne peuvent être en partie à la charge des communes, qu'en cas d'insuffisance des ressources des fabriques. Il faut donc que cette insuffisance soit bien constatée par le budget desdites fabriques. Les personnes chargées de la rédaction de ces budgets, étant peu familiarisées avec les principes de la comptabilité, il en résulte souvent que ni les recettes ni les dépenses ne sont établies avec exactitude, et que par suite les demandes sont fort exagérées. Les conseils municipaux veilleront, sans doute, à ce que ces abus ne se représentent plus.

Les allocations aux fabriques devront être calculées comme les secours accordés aux hospices, à raison des besoins ordinaires les plus urgens. La dette exigible ou constituée des fabriques ne pourrait y être prise en considération, et devrait être renvoyée aux premiers chapitres du titre III du budget de la commune.

Les dépenses extraordinaires qui ne sont point de première nécessité, ne pourront être portées qu'au dernier chapitre du même budget.

Lycée

Les villes dans lesquelles il existe encore un

sich mit allen Gehalten der Religionsdiener belasten wird, doch mit Ausnahme derjenigen Geistlichen, welche für den Dienst einer Pfarrei nicht unumgänglich nothwendig, aber von den Einwohnern berufen sind, zum Nutzen und zur Bequemlichkeit derselben die Funktionen ihres Amts darin zu versehen; doch soll man in das Budjet die für die Religionsdiener und Vikarien zuerkannten Bewilligungen so lange eintragen, bis die Regierung eine Entscheidung über diesen Gegenstand genommen haben wird.

Wohnung der Pfarrer.

Es ist nichts in Betreff dieses Ausgabe-Artikels geändert.

Große Reparationen, Miethzins der Kirchen.

Diese Ausgaben können nur, im Fall der Unzulänglichkeit der Hilfsquellen der Fabriken, den Gemeinden zum Theil zur Last fallen. Es ist also nothwendig, daß diese Unzulänglichkeit durch das Budjet der besagten Fabriken recht dargethan werde. Da die mit der Verfassung dieser Budjets beauftragten Personen, wenig mit den Grundsäzen der Comptabilität bekannt sind, so geschieht es sehr oft, daß weder die Einkünften nach die Ausgaben mit Genauigkeit angegeben, und daß folglich die Begehren sehr übertrieben sind. Die Munizipalräthe werden ohne Zweifel wachen, damit diese Misbräuche sich nicht mehr ereignen.

Die zu Gunsten der Fabriken gemachten Anweisungen sollen, wie die den Hospizien bewilligten Hilfsgelder, nach Verhältniß der gewöhnlichen und dringendsten Bedürfniße berechnet werden. Die zahlbare oder konstituirte Schuld der Fabriken kann dabei nicht in Betracht gezogen werden; sie ist in die ersten Capitel des III Titels des Budjets der Gemeinde zu verweisen.

Die außerordentlichen Ausgaben, welche nicht von der ersten Nothwendigkeit sind, können nur in das lezte Capitel desselben Budjets eingetragen werden.

Lycäum.

Die Städte, in welchen noch ein Lycäum existirt,

V^e. Supplément du N°. 54 du Journal officiel.

lycée, et qui ont été chargées jusqu'ici de l'entretien des bâtimens où il est établi, continueront à pourvoir à cette dépense.

Bourses dans les lycées.

La destination à donner aux bourses est subordonné à l'approbation de l'autorité supérieure : on fera connaitre, dans le cahier d'observations, celles dont il a été disposé, à quel lycée elles se paient, et d'après quelle autorisation du gouvernement.

Collège.

Il ne peut être question de proposition de dépense en faveur d'un collège, que lorsque le gouvernement en a autorisé l'établissement

Autres établissemens.

Il existe, dans plusieurs grandes villes, d'autres établissemens qui ont un rapport direct ou indirect avec l'instruction publique, et dont les dépenses sont à la charge de la caisse municipale : tels sont les académies de dessin, les bibliothèques, les collections de tableaux, etc. Il est important de leur conserver les secours nécessaires à leur existence : les fonds indispensables pour cet objet seront demandés à la suite des divers articles de dépenses relatives aux établissemens d'éducation. On aura soin de donner, dans le cahier d'observations, tous les éclaircissemens qui peuvent mettre à même de juger de l'utilité des institutions dont il s'agit.

Dépenses imprévues.

Comme il peut arriver qu'à l'époque de la rédaction du budget, quelques-unes des dépenses des deux premières cathégories échappent à l'attention du conseil municipal, il est nécessaire qu'un fonds de dépenses imprévues soit alloué pour réparer ces omissions.

Ce fonds ne pourra être employé à payer en tout ou en partie :

1°. Des dépenses étrangères aux deux premières cathégories;

2°. Des dépenses même imprévues qui auraient été faites pendant un autre exercice que celui pour lequel le fonds est alloué;

und die bisher mit dem Unterhalt der Gebäude, worin es seinen Siz hat, beauftragt worden sind, sollen fernerhin diese Ausgabe übernehmen.

Bursen in den Lycäen.

Die den Bursen zu gebende Bestimmung ist der Genehmigung der obern Behörde untergeordnet; man soll in dem Bemerkungsheft diejenigen anzeigen, von welchen verfügt worden ist, wie auch das Lycäum, welchem sie bezahlt werden und kraft welcher Authorisation der Regierung.

Collegium.

Man kann erst alsdann einen Vorschlag von einer Ausgabe zu Gunsten eines Collegiums machen, nachdem die Regierung die Errichtung desselben authorisirt hat.

Andere Anstalten.

Es existiren in mehrern großen Städten andere Anstalten, welche mit dem öffentlichen Unterricht eine unmittelbare oder mittelbare Verbindung haben, und mit deren Ausgaben die Munizipal-Casse belastet ist; z. B. Zeichnungsschulen, Bibliotheken, Gemälde-Sammlungen, &c. Es ist daran gelegen, daß sie die für ihre Existenz nothwendige Unterstützung behalten; die für diesen Gegenstand unumgänglich nothwendigen Fonds sollen nach den verschiedenen, die Erziehungs-Anstalten betreffenden Ausgabe-Artikeln begehrt werden. Man wird Sorge tragen, in dem Bemerkungsheft alle die Erläuterungen zu geben, welche in den Stand setzen können, die Nützlichkeit der Institute, von welchen die Rede ist, zu beurtheilen.

Unvorhergesehene Ausgaben.

Da es geschehen kann, daß bei der Verfassung des Budjets einige Ausgaben der beiden ersten Classen der Aufmerksamkeit des Munizipal-Raths entgehen, so ist es nothwendig, daß ein Fond von unvorhergesehenen Ausgaben angewiesen werde, um die Auslassungen zu ersetzen.

Dieser Fond kann weder ganz, noch zum Theil zu folgenden Gegenständen verwendet werden:

1°. Zu Ausgaben, die nicht zu den beiden ersten Classen gehören;

2°. Zu Ausgaben, welche, ob sie schon unvorhergesehen sind, in einem andern Jahr Statt gehabt haben, als dasjenige ist, für welches der Fond angewiesen worden;

3°. Aucune dépense proposée au budget et non allouée.

Tout secours, indemnité, gratification, ou autre dépense de ce genre, dont l'acquittement serait proposé sur ce fonds, ne pourrait être payé que par suite d'une approbation spéciale de l'autorité qui arrête le budget.

Rappel.

Lorsqu'au moment de la confection du budget, on reconnait qu'une dépense de l'exercice courant a été omise au budget dudit exercice, ou que le crédit alloué sera insuffisant, l'on a recours à un rappel au budget de l'année suivante. Cette faculté dont les conseils municipaux ne doivent user qu'avec beaucoup de ménagement, ne pourra être réclamée cette année, puisque l'état de situation financière qui remplace le budget de 1813, comprendra toutes les dépenses régulières, connues à l'époque de la rédaction de celui de 1815 Cette observation ne sera plus applicable lorsqu'on s'occupera de la formation de celui de 1816 Si, à cette époque, le système de comptabilité qui fait la base de la présente instruction subsiste encore, le rappel pourra se faire au même chapitre que la proposition relative aux dépenses imprévues.

Observation générale

Vous avez remarqué, messieurs, que plusieurs des dépenses ordinaires, indiquées dans les anciens modèles, ne figurent point au titre 2 de ceux que j'ai l'honneur de vous adresser. Les uns sont supprimés, par suite des dispositions bienfaisantes du gouvernement; d'autres sont rapportées au titre suivant, d'après la classification établie par l'arrêté du premier novembre.

Récapitulation

La récapitulation qui termine le second titre, ne peut jamais présenter un déficit, puisque les dépenses doivent toujours être calculées d'après les ressources. L'excédant qui peut exister doit être employé, de préférence, au payement des intérêts de la dette constituée, ensuite à l'acquittement de la dette exigible, et ce n'est que

3°. Zu keiner im Budjet vorgeschlagenen Ausgabe, welche nicht genehmigt worden ist.

Jede Unterstützung, Entschädigung, Gratifikation oder andere Ausgabe dieser Art, deren Bezahlung auf diesen Fond vorgeschlagen wird, kann nur nach einer besondern Genehmigung der Behörde, welche das Budjet festgestellt hat, bezahlt werden.

Rückerinnerung.

Wenn man bei der Verfassung des Budjets anerkennt, daß eine Ausgabe des laufenden Jahrs in dem Budjet dieses Jahrs ausgelassen worden oder daß der angewiesene Credit unzulänglich ist, so nimmt man seine Zuflucht zu einer Rückerinnerung dieses Gegenstandes in dem Budjet des folgenden Jahrs. Diese Befugniß, von welcher die Munizipal-Räthe nur mit sehr vieler Mäßigung Gebrauch machen sollen, kann in diesem Jahr nicht begehrt werden, weil das Verzeichniß der Finanzlage, welches das Budjet von 1813 ersetzt, alle regelmäßigen Ausgaben bezeichnen soll, welche zur Zeit der Verfassung des Budjets von 1815 bekannt sind. Diese Bemerkung wird nicht mehr anwendbar seyn, wenn man sich mit der Bildung des Budjets von 1816 beschäftigen wird. Wenn in dieser Zeit das Comptabilitäts-System, welches die Grundlage der gegenwärtigen Instruktion ausmacht, noch beibehalten ist, so kann die Rückerinnerung in demselben Kapitel, welches den, die unvorhergesehenen Ausgaben betreffenden Vorschlag enthält, Statt haben.

Allgemeine Bemerkung.

Sie werden bemerkt haben, meine Herren, daß mehrere der gewöhnlichen Ausgaben, die in den alten Modellen angezeigt sind, nicht mehr in dem 2 Titel derjenigen figuriren, welche ich Ihnen zu überschicken die Ehre habe. Einige sind, zu Folge der wohlthätigen Verfügungen der Regierung unterdrückt; andere sind, in Gemäßheit der, durch den Beschluß vom 1 November festgesetzten Classifikation, in den folgenden Titel übergetragen worden.

Rekapitulation.

Die Rekapitulation, welche den zweiten Titel endet, kann niemals ein Defizit aufstellen, weil die Ausgaben allzeit nach den Hilfsquellen berechnet werden sollen. Der Ueberschuß, der existiren kann, soll vorzugsweise zur Bezahlung der Interessen der konstituirten Schuld, hernach zur Entrichtung der zahlbaren Schuld verwendet werden,

si ces deux objets n'absorbent point les ressources, qu'il peut y avoir lieu de s'occuper des dépenses de la cinquième cathégorie. Il ne faut point perdre de vue que la partie du produit des ventes de biens communaux dont on n'a point proposé l'emploi, ne peut cependant être considérée comme disponible, et que les sommes avancées pour prestations militaires ne seront applicables à d'autres dépenses qu'éventuellement.

TITRE III.

Dépenses des trois dernieres cathégories.

Dette constituée.

Aucune somme ne peut être allouée pour le payement des dettes qu'après qu'elles ont été liquidées. Cette opération est le seul moyen de distinguer celles qui sont fondées sur des titres légitimes, d'avec les prétentions exagérées ou entièrement gratuites. La liquidation terminée, le conseil municipal propose, d'après les ressources de la commune, le taux auquel les dettes peuvent être payées. Il serait à désirer que ce taux fut fixé invariablement et de concert avec les créanciers. Il doit toujours être réglé d'après les recettes annuelles, et non d'après des recettes éventuelles qui ne se reproduisant pas les années suivantes, laisseraient les villes sans moyens de continuer les payemens.

Si la liquidation n'était point terminée à l'époque de l'envoi du budget, on ne pourrait y porter que pour mémoire les sommes destinées à être réparties entre les créanciers, et il faudrait ensuite une autorisation spéciale pour en disposer.

Pensions.

Parmi les dettes constituées, les pensions accordées à d'anciens employés méritent, sans contredit, de passer avant les autres ; car elles sont à la fois le prix des services rendus et la subsistance d'individus qui n'ont plus d'autre ressource.

Rentes viageres.

Les rentes viagères seront quelquefois dans le même cas : c'est au conseil municipal à juger

und erst alsdann, wenn diese zwei Gegenstände die Hilfsquellen nicht erschöpfen, kann man sich mit den Ausgaben der fünften Classe beschäftigen. Man muß nicht aus dem Gesichtspunkt verlieren, daß der Theil des Betrags des Verkaufs der Gemeindegüter, dessen Verwendung man nicht vorgeschlagen hat, doch nicht als disponibel betrachtet werden kann, und daß die, für Militair-Leistungen, vorgeschossenen Summen nur zufällig auf andere Abgaben anwendbar sind.

Dritter Titel.

Ausgaben der drei letzten Classen.

Konstituirte Schuld.

Keine Summe kann für die Bezahlung der Schulden angewiesen werden, wenn sie nicht liquidirt worden sind. Diese Operation ist das einzige Mittel, die Schulden, welche auf rechtmäßige Urkunden gegründet sind, von übertriebenen oder ganz ungegründeten Ansprüchen zu unterscheiden. Wenn die Liquidation geendigt ist, schlägt der Munizipal-Rath, nach den Hilfsquellen der Gemeinde, den Fuß vor, nach welchem die Schulden bezahlt werden können. Es wäre zu wünschen, daß dieser Fuß unwiderruflich und in Gemeinschaft mit den Schuldglaubigern bestimmt würde. Er muß immer nach den jährlichen, und nicht nach den zufälligen Einkünften, (welche, da sie in den folgenden Jahren nicht wieder Statt haben, den Städten die Mittel nicht verschaffen würden, die Bezahlung fortzusetzen), regulirt werden.

Wenn in der Zeit, da das Budjet überschickt wird, die Liquidation nicht geendigt ist, so kann man nur zur Erinnerung die Summen, welche bestimmt sind, unter die Schuldglaubiger vertheilt zu werden, in dasselbe eintragen; man muß alsdann eine besondere Authorisation erhalten, um davon verfügen zu können.

Pensionen.

Unter den konstituirten Schulden verdienen ohne Widerspruch die, alten Angestellten, bewilligte Pensionen, den Vorzug vor den andern: denn sie sind zugleich der Preis der geleisteten Dienste und der Nahrungszweig von Individuen, die keine andere Hilfsquelle mehr haben.

Lebtägige Renten.

Es verhält sich bisweilen eben so mit den lebtägigen Renten: es liegt dem Munizipal-Rath ob, zu untersuchen, ob die der Gemeinden sich

si celles de la commune se rapprochent plus ou moins de la nature des pensions alimentaires.

Rentes foncières ou héréditaires.

S'il y avait des distinctions à faire parmi les créanciers des rentes perpétuelles, elle ne pourraient être admises qu'en faveur des porteurs d'actions qui ne s'élèvent pas jusqu'à une certaine somme à déterminer par le conseil.

Rentes dues par les hospices.

Les intérêts des rentes des hospices n'étant point pris en considération dans l'évaluation de leur dépense courante, il parait juste d'assimiler les créanciers de ces rentes à ceux des rentes dues par les villes, lorsque les hospices n'ont point eux-mêmes des ressources suffisantes pour le payement de leur dette constituée.

Rentes dues par les fabriques.

La même observation s'applique aux rentes des fabriques. Elles ne pourront être payées par les villes, non plus que celles des hospices, qu'après liquidation préalable et en cas d'insuffisance des revenus.

Dette exigible.

Aucune allocation ne peut avoir lieu pour cet objet qu'après liquidation préalable. Toutes les observations que je viens de vous rappeler au sujet de la dette constituée, sont également applicables à la dette exigible. Mais le conseil municipal pourra proposer le payement de celle-ci sur d'autres fonds que sur les recettes annuelles : l'arrêté du premier novembre, lui laisse la faculté de demander, à cet effet, la création de ressources extraordinaires, pourvu qu'elles ne soient point en opposition avec l'intérêt des habitans et les principes généraux de la législation.

La possibilité de créer de semblables ressources et l'étendue de celles qui n'ont point été absorbées par les dépenses des trois premières cathégories, seront les seules limites dans lesquelles les propositions du conseil municipal devront se renfermer. D'après cette considération et le plus ou moins de faveur dont les diffé-

mehr oder weniger der Natur der Kost-Gelder nähern.

Grund- oder Erbzinse.

Wenn man einen Unterschied zwischen den Schuldglaubigern von immerwährenden Renten machen müßte, so könnte er nur zu Gunsten derjenigen Statt haben, welche Träger von Aktien sind, die sich nicht auf eine gewisse von dem Rath zu bestimmende Summe belaufen.

Renten, welche die Hospizien schuldig sind.

Da die Interessen der Renten der Hospizien bei der Abschätzung ihrer laufenden Ausgaben nicht in Betracht gezogen werden, so scheint es billig zu seyn, die Glaubiger dieser Renten den Glaubigern von Renten, welche die Städte schuldig sind, gleich zu stellen, wenn den Hospizien selbst die nöthigen Hilfsquellen fehlen, um ihre konstituirte Schuld bezahlen zu können.

Renten, welche die Fabriken schuldig sind.

Dieselbe Bemerkung ist auf die Renten der Fabriken anwendbar. Sie können, so wie die Renten der Hospizien, nur nach vorheriger Liquidation, und im Fall der Unzulänglichkeit der Einkünfte, von den Städten bezahlt werden.

Zahlbare Schuld.

Die Anweisungen für diesen Gegenstand können nur nach vorhergehender Liquidation Statt haben. Alle so eben in Betreff der konstituirten Schuld in Erinnerung gebrachten Bemerkungen, sind ebenfalls auf die zahlbare Schuld anwendbar. Doch kann der Munizipal-Rath die Bezahlung dieser letztern andern Fonds, als den der jährlichen Einnahmen anweisen. Der Beschluß vom 1 November giebt ihm in dieser Absicht die Befugniß, die Erschaffung von außerordentlichen Hilfsquellen zu begehren, doch dürfen sie nicht im Widerspruch mit dem Interesse der Bewohner und mit den allgemeinen Grundsätzen der Gesetzgebung seyn.

Die Möglichkeit, dergleichen Hilfsquellen zu erschaffen, und die Ausdehnung derjenigen, welche durch die Ausgaben der drei ersten Classen nicht erschöpft werden sind, sollen die einzigen Grenzen seyn, auf welche die Verschläge des Munizipal-Raths sich einschränken müssen. Nach dieser Betrachtung, und nach der größern oder mindern Begünstigung, deren die verschiedenen Arten von Schulden ihm empfänglich scheinen werden, soll

rentes natures de dettes lui paraîtront susceptibles, il proposera le payement intégral ou partiel, soit en une année, soit par termes égaux, pendant un espace de plusieurs années, soit enfin en payant un intérêt pour les sommes dues. Dans ce dernier cas, la dette exigible pourra être convertie en dette constituée. Il serait à désirer que ces arrangemens eussent lieu, de concert avec les créanciers.

Ce n'est qu'après avoir pourvu, d'une manière équitable, à leurs intérêts, qu'il peut y avoir lieu de proposer des dépenses de simple agrément, des travaux extraordinaires d'embellissement, ou d'une utilité secondaire. Ces dépenses se composeront, en grande partie, de celles qui ont été rejetées des cathégories précédentes. Les principales sont indiquées au nouveau modèle : elles sont susceptibles de peu d'observations.

Lits et fournitures.

Dans l'état de prospérité ou l'on suppose les finances des communes qui proposent des dépenses de la cinquième cathégorie, le gouvernement ne s'opposerait pas à ce qu'elles fissent l'acquisition de lits et de fournitures de lits militaires : dans ce cas, l'indemnité allouée par le gouvernement deviendrait une recette municipale qui devrait être portée au budget.

Fêtes publiques.

Les véritables fêtes publiques sont celles dont le bonheur du peuple est le motif, et dont sa joie et sa reconnaissance font tous les frais. Le gouvernement ne peut qu'être peu sensible à des démonstrations commandées par l'autorité, et doit regretter des frais qui ne servent ni à la bonne administration des villes, ni à remplir leurs engagemens. Ce n'est donc que dans le cas ou la richesse des villes permet de ne point discuter leurs dépenses avec une scrupuleuse attention, que l'on peut admettre celle-ci.

Supplément aux fabriques.

Dans la même supposition, il peut paraître convenable d'allouer des fonds aux fabriques pour des dépenses qui, sans être d'une nécessité

er die ganze oder theilweise Bezahlung vorschlagen, die entweder in einem Jahr oder in gleichen Terminen, während einem Zeitraum von mehrern Jahren Statt haben soll, oder indem Interessen von den schuldigen Summen bezahlt werden. In diesem letztern Fall kann die zahlbare Schuld in eine konstituirte verwandelt werden. Es wäre zu wünschen, daß diese Anordnungen in Gemeinschaft mit den Glaubigern Statt haben möchten.

Erst nachdem man auf eine billige Art, das Interesse dieser letztern sicher gestellt hat, kann man Ausgaben, welche bloß zur Annehmlichkeit oder außerordentliche Arbeiten, die zur Verschönerung dienen, oder die nur einen Neben-Vortheil gewähren, vorschlagen. Diese Ausgaben bestehen gröſtentheils aus denjenigen, welche aus den vorhergehenden Classen verworfen worden sind. Die vorzüglichsten sind in dem neuen Modell angezeigt; sie sind weniger Bemerkungen fähig.

Better nebst Zubehörde.

Da man voraussetzt, daß die Finanzen der Gemeinden, welche Ausgaben von der fünften Classe vorschlagen, sich in einem bluhenden Zustand befinden, so würde die Regierung leicht erlauben, daß diese Gemeinde sich Militair-Bette nebst Zubehörde anschaffe. In diesem Fall würde die von der Regierung bewilligte Entschädigung eine Munizipal-Einnahme werden, welche in das Budjet eingetragen werden müßte.

Oeffentliche Feste.

Die wahren öffentlichen Feste sind diejenigen, von welchen das Glück des Volkes der Beweggrund ist und von welchen seine Freude und seine Dankbarkeit die Kosten ausmachen. Die Regierung kann nur wenig Gewicht auf Freudebezeugungen setzen, die von der Behörde befohlen werden, und muß Unkosten bedauern, welche weder zur guten Verwaltung der Städte, noch dazu dienen, ihre Verbindlichkeiten zu erfüllen. Nur im Falle der Reichthum der Städte erlaubt, ihre Ausgaben nicht mit einer allzugenauen Aufmerksamkeit zu berechnen, kann besagte Ausgabe Statt haben.

Supplement, das den Fabriken bewilligt werden kann.

In der nemlichen Voraussetzung kann es schicklich scheinen, den Fabriken für Ausgaben, welche zwar nicht unumgänglich nothwendig, aber geeig-

absolue, sont propres à contribuer à la majesté du culte.

Supplément aux frais d'administration.

Les motifs que j'ai exposés à l'article des frais d'administration, me font présumer que la somme allouée pour cet objet, à raison de cinquante centimes par habitant, sera plus que suffisante, et que les conseils municipaux proposeront de la réduire plutôt que de l'augmenter : aucun supplément ne sera donc admis que dans les cas rares où les revenus ordinaires des villes présenteraient un excédant sur leurs dépenses, et où l'on demanderait à faire servir une partie de cet excédant à procurer à l'administration municipale plus de moyens de s'acquitter avec facilité des fonctions qui lui sont confiées.

Vérification des caisses

Avant de terminer cette instruction, je crois devoir vous faire observer, Messieurs, qu'en attendant qu'il ait été adopté un système général, pour ce qui regarde la tenue des écritures et la vérification des caisses des receveurs municipaux, il est nécessaire que vous donniez tous vos soins à la surveillance de cette partie du service : toute négligence, à cet égard, compromettrait votre responsabilité.

Conclusion.

Je me flatte que les détails dans lesquels je viens d'entrer, faciliteront aux conseils municipaux le travail dont ils sont chargés, et que les budgets pourront être arrêtés avant la fin de cette année. Si néanmoins j'étais trompé dans mon attente, le maire pourroit mandater chaque mois avant le retour du budget, jusqu'à concurrence du douzième des sommes allouées au budget de 1813, pour celles des dépenses ordinaires qui sont comprises dans les deux premières cathégories. Toute autre dépense resteroit à la charge du comptable qui l'aurait acquittée.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le commissaire-général de l'intérieur,

Signé le duc D'URSEL.

Pour copie conforme :

Le secrétaire-général du commissariat-général,

J. J. D'OMALIUS.

net sind, zur Majestät der Gottesverehrung beizutragen, Fonds zu bewilligen.

Supplement zu den Verwaltungs-Kosten.

Die Beweggründe, welche ich bei dem Artikel der Verwaltungskosten dargestellt habe, lassen mich voraussetzen, daß die für diesen Gegenstand bewilligte Summe, (auf den Fuß von 50 Centim's für den Kopf), mehr als hinlänglich seyn wird, und daß die Munizipal-Räthe eher eine Verminderung als eine Erhöhung vorschlagen werden. Ein Supplement wird also nur in den seltenen Fällen anerkannt werden, wenn nemlich die gewöhnlichen Einkünfte der Städte ihre Ausgaben übersteigen, und man begehren würde, einen Theil dieses Ueberschusses dazu anzuwenden, um der Munizipal-Verwaltung mehr Mittel zu verschaffen, mit Leichtigkeit die ihr anvertrauten Funktionen zu versehen.

Verifikation der Cassen.

Ehe ich diese Instruktion endige, glaube ich Ihnen, meine Herren, bemerken zu müssen, daß, bis ein allgemeines System in Betreff der Buchhaltung und der Verifikation der Cassen der Munizipal-Empfänger angenommen seyn wird, es nothwendig ist, daß Sie alle Ihre Sorgfalt auf die Aufsicht dieses Theils des Dienstes verwenden; jede Nachläßigkeit in dieser Sache würde ihre Verantwortlichkeit kompromittiren.

Beschluß.

Ich schmeichle mir, daß diese verschiedenen Erläuterungen den Munizipal-Räthen die ihnen aufgetragenen Arbeiten erleichtern werden, und daß die Budjets vor dem Ende dieses Jahres werden geschlossen werden können. Sollte ich jedoch in meiner Erwartung getäuscht werden, so kann der Mair jeden Monat vor der Zurücksendung des Budjets, bis auf den zwölften Theil der im Budjet von 1813 bewilligten Summen, für die, in den beiden ersten Classen begriffenen Ausgaben Mandate ausstellen. Jede andere Ausgabe würde dem Rechnungsbeamten, der sie bezahlt hätte, zur Last fallen.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Der General-Commissair des Innern,

Unterzeichnet, Herzog von Ursel.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats,

J. J. D'Omalius.

(N°. 224.)

LETTRE

de S. E. le commissaire-général de l'intenieur, à MM. les intendans et commissaires delégués, concernant les budgets des communes.

Bruxelles, le 7 mars 1815.

Messieurs, je n'ai encore reçu aucun des budgets des communes de votre département pour l'exercice courant. Il importe que vous accéleriez la confection de ceux qui doivent être arrêtés par S. A. R., ou par moi, conformément à l'arrêté du 1er. novembre dernier. Déjà nous touchons au moment où les conseils municipaux auront à dresser les budgets de l'année 1816, et il est facile d'appercevoir que ce travail éprouvera les plus grandes difficultés, si, à cette époque, le gouvernement n'a point encore prononcé sur les budgets présentés pour 1815.

Il parait que dans certaines localités, les autorités chargées de la rédaction et de l'examen préalable des budgets, n'ont pas bien saisi le sens des instructions que je vous ai transmises dans ma circulaire du 25 novembre dernier, au sujet d'un état de situation financière destiné à remplacer les budgets de 1814, dans les communes où il n'a point été arrêté par le gouvernement. Je vais chercher à lever tous les doutes qui peuvent exister sur la manière dont cet état doit être dressé.

La circulaire du 26 avril 1814, a établi que les budgets présentés par les communes pour l'exercice 1814, ne seraient pas arrêtés par le gouvernement, et que les crédits alloués en 1813, pour les dépenses ordinaires, ainsi que les autorisations spéciales des intendans données d'après l'avis des conseils municipaux, serviraient de base à la comptabilité de 1814. C'est la réunion de ces crédits de 1813, et de ces allocations spéciales qui forme avec le relevé des recettes, l'état de situation réclamé.

(N°. 224.)

Schreiben

S. E. des Herrn General-Commissairs des Innern, an die Herrn Intendanten und delegirten Commissarien, in Betreff der Budgets der Gemeinden.

Brüssel, den 7ten März 1815.

Meine Herren,

Ich habe noch keines der Budgets der Gemeinden Ihres Departements für das laufende Jahr erhalten. Es ist äußerst nothwendig, daß Sie die Abfaßung derjenigen, welche von Ihrer K. H. oder von mir, in Gemäßheit des Beschlusses vom 1sten verflossenen November, geschloßen werden sollen, beschleunigen. Der Augenblik ist schon nahe, wo die Munizipalräthe die Budgets des Jahrs 1816, anfertigen sollen, und es ist leicht gewahr zu werden, daß diese Arbeit die größten Schwierigkeiten erleiden wird, wenn in dieser Zeit die Regierung noch nicht in Betreff der ihr, für das Jahr 1815, vorgelegten Budgets entschieden hat.

Es scheint, daß in gewißen Orten die mit der Verfassung und der vorläufigen Untersuchung der Budgets beauftragten Behörden, nicht recht den Zwek und den Sinn der Instruktionen begriffen haben, welche ich ihnen in meinem Rundschreiben vom 25sten November lezthin, in Betreff eines, zur Ersezung des Budjets vom Jahr 1815 bestimmten Verzeichnisses der Finanzlage in den Gemeinden, für welche es von der Regierung noch nicht geschloßen worden ist, übermacht habe. Ich will suchen, alle Zweifel, welche über die Art der Abfaßung dieses Verzeichnisses Statt haben können, zu heben.

Das Rundschreiben vom 26sten April 1814 hat bestimmt, daß die von den Gemeinden für das Jahr 1814 eingereichten Budgets nicht geschloßen werden würden, und daß die im Jahr 1813 für die gewöhnlichen Ausgaben angewiesenen Credite, so wie die besonderen Anweisungen der Intendanten, welche nach dem Gutachten der Munizipalräthe ertheilt worden sind, der Comptabilität von 1814 zur Grundlage dienen sollen. Die Vereinigung dieser Credite von 1813 und der besonderen Anweisungen bildet, nebst der Nachweise der Einnahmen, das verlangte Verzeichniß der Finanzlage.

Cet état n'est ni un compte de caisse, ni un compte d'administration, ainsi il doit indiquer non seulement les recettes déjà effectuées, mais celles qui restent à faire, et qui appartiennent à l'exercice 1814. De même il peut présenter des dépenses supérieures aux dépenses effectives, puisque les crédits peuvent n'avoir point encore été épuisés, et qu'ils restent ouverts jusqu'à la reddition du compte qui n'a lieu qu'au mois de mai.

La forme de cet état est prescrite par l'instruction du 25 novembre, il doit être dressé dans la même forme que l'aurait été le budget dont il doit tenir lieu sous tous les rapports.

Quant aux dépenses irrégulières, dont la même instruction prescrit de former un relevé séparé, comme il n'a pas été décidé jusqu'à ce jour, si elles resteront en totalité à la charge des communes, elles ne peuvent encore être admises ni rejettées définitivement. Lorsqu'il aura été pris une décision à leur égard, celles qui seront déclarées communales, devront être régularisées, au moyen d'un rappel à l'un des budgets subséquens.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération,

Le commissaire-général de l'intérieur,
Signé le duc D'URSEL.

Pour ampliation :

Le secrétaire-général du commissariat-général de l'intérieur,
Signé GERMAIN.

Pour copie conforme,
Le secrétaire-général du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,
J. J. D'OMALIUS.

Dieses Verzeichniß ist weder eine Cassen- noch eine Verwaltungs-Rechnung; deßwegen soll es nicht allein die schon Statt gehabten Einnahmen, sondern auch diejenigen anzeigen, welche noch zu machen sind, und die zu dem Jahr 1814 gehören. So kann es auch Ausgaben, die größer als die wirklichen sind, darstellen, weil die Credite vielleicht nicht erschöpft worden sind, und bis zur Ablegung der Rechnung, welche erst im Monat May Statt hat, offen bleiben.

Die Form dieses Verzeichnisses ist durch die Instruktion vom 25sten November bestimmt; dasselbe soll in derselben Form, wie die Budgets, die es in jeder Rüksicht vertreten soll, verfertigt werden.

Was die unregelmäßigen Ausgaben betrift, von welchen, in Gemäßheit derselben Instruktion eine besondere Nachweise angefertigt werden soll, da bisher nicht entschieden worden ist, ob die Gemeinden ganz damit belastet bleiben sollen, so können sie noch nicht definitiv anerkannt noch verworfen werden. Wenn darüber eine Entscheidung genommen seyn wird, so werden diejenigen, welche als kommunal werden erklärt werden, vermittelst einer Rückerinnerung in einem der folgenden Budjets, regularisirt werden müssen.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Der General-Commissair des Innern,
Unterz., der Herzog von Ursel.

Als gleichförmige Abschrift,
Der General-Sekretair des General-Commissariats des Innern,
Unterzeichnet, Germain.

Als gleichförmige Abschrift,
Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,
Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

(N°. 225.)

LETTRE

de S. E. le commissaire-général de l'intérieur, à MM. les intendans et com-

(N°. 225.)

Schreiben

S. E. des General-Commissär's des Innern, an die Herren Intendanten und

VI°. Supplément du N°. 54 du Journal officiel.

missaires délégués, concernant les états de situation financière des communes.

Bruxelles, le 13 juillet 1815.

Messieurs, j'ai remarqué que dans la plupart des états de situation financière, pendant l'exercice 1814, des communes dont le budget doit être arrêté par S. M. ou par le département de l'intérieur, les deux premiers articles des recettes extraordinaires, savoir: le reste par apperçu de l'année précédente, et le *boni* de l'exercice pénultième n'étaient point exactement calculés. Il en résulte que je suis souvent obligé de rectifier ces deux articles, mais n'ayant pas sous les yeux le compte d'administration de 1812, ni le büdget de 1813, je ne puis procéder à ces rectifications qu'avec beaucoup de peine. Je vous invite donc à me transmettre ces deux pièces à l'appui de tous les budgets que vous m'adresserez à l'avenir, et de ceux que vous m'avez transmis précédemment, et qui n'ont pas encore été arrêtés. Le budget devra être accompagné du décret qui l'a réglé, et le compte, de la lettre du directeur-général de la comptabilité, qui le concerne.

Veuillez donner suite à la présente le plus promptement possible.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération,

Signé le duc D'URSEL.

Pour copie conforme :

Le secrétaire du commissariat-général de l'intérieur, *Signé* GERMAIN.

Pour copie conforme,

Le secrétaire du commissariat général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,

J. J. D'OMALIUS.

delegirte Commissarien, in Betreff der Nachweisen über die Finanzlage der Gemeinden.

Brüssel, den 13 July 1815.

Meine Herren!

Ich habe bemerkt, daß in den meisten Nachweisen über die, das Jahr 1814 betreffenden Finanzlagen der Gemeinden, deren Budjet von S. M. oder von dem Departement des Innern geschlossen werden soll, die beiden ersten Artikel der außerordentlichen Einnahmen, nemlich: der ohngefähre Rest des vorhergehenden und das Boni des vorletztern Jahres, nicht genau berechnet waren. Ich bin deßwegen öfters gezwungen, diese beiden Artikel zu rektifiziren; da ich aber weder die Verwaltungs-Rechnung von 1812, noch das Budjet von 1813 vor Augen habe, so kann ich nur mit großer Mühe zu diesen Rektifikationen schreiten. Ich lade Sie deßwegen ein, mir diese beiden Stücke zur Unterstützung aller Budjets, welche Sie mir in's künftige zuschicken werden, wie auch derjenigen, welche Sie mir vorher schon vorgelegt haben, und die noch nicht geschlossen worden sind, einzusenden. Das Budjet soll mit dem Dekret, welches es regulirt hat, und die Rechnung, mit dem dieselbe betreffenden Schreiben des General-Direktors der Comptabilität begleitet werden.

Belieben Sie gegenwärtigem die schnelleste Folge zu geben.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Unterzeichnet, der Herzog von Ursel.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair des General-Commissariats des Innern,

Unterzeichnet, Germain.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats, zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

Modèle A.

GRAND-DUCHÉ

ARRONDISSEMENT de

ÉTAT DES RECETTES DES COMMUNES *dont les Revenus*

NOMS des COMMUNES.	RECETTES EXTRAORDINAIRES.					A DÉDUIRE.			DIFFÉRENCE.	
	Excédant du budjet de l'année courante.	Boni d'économie de l'exercice pénultième.			TOTAL.	Fonds déposés dans les caisses du gouvernement français	Déficit du compte d'administration.	TOTAL.	Excédant.	Déficit.

Modell A.

Groß-Herzogthum

Bezirk von

Verzeichniß der Einnahmen der Gemeinden, deren

Namen der Gemeinden.	Ausserordentliche Einnahme.					Abzuziehen.			Unterschied.	
	Ueberschuß des Budget des laufenden Jahrs.	Oekonomie-Boni des vorlezten Jahrs.			Total.	Fonds, die in die Cassen der französisch. Regier. hinterlegt sind.	Defizit der Verwaltungs-Rechnung.	Total.	Ueberschuß	Defizit.

DE LUXEMBOURG.

COMMUNE de

ne s'élèvent pas au-dessus de dix mille francs.

RECETTES ORDINAIRES.					Excédant ou déficit des recettes extraordinaires.	TOTAL général des RECETTES.	OBSERVATIONS.
Centimes additionnels.	Patentes.			TOTAL.			
							NOTA. On pourra augmenter ou diminuer le nombre des colonnes, selon le besoin.

Lützemburg.

Gemeinde von

Einkünften zehn tausend Franken nicht übersteigen.

Gewöhnliche Einnahmen.					Ueberschuß oder Defizit der ausserordentlichen Einnahmen.	Total-Betrag aller Einnahmen.	Anmerkungen.
Zusätzliche Centims	Patenten.			Total.			
							Nota. Man kann die Anzahl der Columnen, so wie es nöthig ist, vermehren oder vermindern.

Modèle B.

GRAND-DUCHÉ

ARRONDISSEMENT de

ÉTAT des Dépenses des Communes dont les Revenus

NOMS des commun.	Popula- tion.	DÉPEN									
		DE LA 1re. CATHÉGORIE.					DE LA 2e. CATHÉGORIE.				
		Frais d'admi- nistra- tion.	Gardes- champê- tres.	Contri- butions des biens commu- naux.			Secours aux hospices	Dépôt de mendi- cité.	Loge- ment des curés.		

Modell B.

Groß-Herzogthum

Bezirk von

Verzeichniß der Ausgaben der Gemeinden, deren

Namen der Gemeind.	Bevölkerung.	Ausg									
		Von der ersten Classe.					Von der zweiten Classe.				
		Verwal- tungs- Kosten.	Feldhü- ter.	Abgaben von den Gemein- de- Gütern.			Hilfs- gelder für die Hospizie.	Bettel- haus.	Woh- nung des Pfarrers.		

DE LUXEMBOURG.

COMMUNE d

ne s'élèvent pas au-dessus de dix mille francs.

SES.							
DE LA 3e. CATH.		DE LA 4e. CATH.		DE LA 5e. CATHÉGORIE.		TOTAL.	*OBSERVATIONS.*
Pensions à d'anciens employés.		Arrérages de rentes.					
							NOTA. On pourra augmenter ou diminuer le nombre des colonnes, selon le besoin.

Lützemburg.

Gemeinde von

Einkünften sich nicht auf zehn tausend Franken belaufen.

aben.							
von der dritten Classe		von der vierten Classe		von der fünften Classe.		Total.	Bemerkungen.
Pensionen für alte Angestellt.		Rückständige Renten.					
							Nota. Man kann die Anzahl der Columnen, so wie es nöthig ist, vermehren, oder vermindern.

Modèle C.

GRAND-DUCHÉ

ARRONDISSEMENT de

ÉTAT des sommes qui reviennent aux Communes sur le prix

N°. d'ordre.	NATURE et contenance des biens	Situation.	DATE des ventes.	DATE des transactions qui ont eu lieu sur le prix de vente en vertu de l'art. 6 de l'arrêté du 5 mai 1814.	MONTANT des prix de ventes.	MONTANT des sommes dues par les acquéreurs en vertu de transactions.	SOMMES perçues par le gouvernement français, sur les prix de ventes.

Modell C.

Groß-Herzogthum

Bezirk von

Verzeichniß der Summen, welche den Gemeinden von dem Preis der, in Gemäßheit

Ordnungs-Nummer.	Natur und Inhalt der Güter.	Lage.	Datum der Verkäufe.	Datum der Verträge, die wegen den Verkaufs-Preisen kraft des 6 Art. des Beschlusses vom 5 Mai 1814 geschlossen worden.	Betrag der Preise der Verkäufe.	Betrag der Summen, welche die Ankäufer kraft der Verträge schuldig sind.	Die von der Französischen Regierung von den Verkaufs-Preisen bezogenen Summen.

DE LUXEMBOURG.

'es biens communaux vendus en exécution de la loi du 20 mars 1813.

Sommes payées sur les prix de ventes, ou à raison de transactions qui se trouvent actuellement					TOTAL	RESTE A PERCEVOIR		OBSERVATIONS.
entre les mains du gouvernement prussien.	au trésor de la Belgique.	dans les caisses du domaine.	dans celles des Monts-de-Piété.	dans celles des commun.	des 5 colonnes précédent.	sur les termes échus.	sur les termes à écheoir.	

Lützemburg.

Gemeinde von

des Gesetzes vom 20sten März 1813, verkauften Gemeinde-Güter zukommen.

Summen, die von den Verkauf-Preisen, oder kraft der Verträge bezahlt worden, und die sich gegenw. befinden					Total	Bleibt zu empfangen übrig		Anmerkungen.
in den Händen der Preussisch. Regierung.	im Schatz von Belgien.	in den Cassen der Domänen.	in den der Leih-Häuser.	in den der Gemeinde.	der fünf vorhergehenden Columnen.	von den verfallenen Terminen.	von den noch nicht verfallenen Terminen.	

(N°. 226.)

AVIS.

Relatif aux pensionnaires Ecclésiastiques.

Commissariat des finances à Liége.

Messieurs les pensionnaires ecclésiastiques des arrondissemens de Liége, Dinant, Marche, Luxembourg, Neuf-Château et Diekirch, (rive droite de la Meuse). nouvellement réunis à la monarchie des Pays-Bas, sont prévenus qu'ils peuvent se présenter dans le courant d'un mois, à compter de ce jour, aux caisses particulières de leurs arrondissemens respectifs, pour y toucher le montant de leurs pensions échu depuis le 12 mai jusqu'inclus le 30 juin dernier, à charge par eux de produire un certificat de vie dans la forme anciennement usitée, et un autre certificat délivré par M le maire du lieu, constatant qu'ils avaient leur domicile réel dans lesdites provinces, trois mois avant leur réunion aux états de S. M. le Roi des Pays-Bas, etc. etc.

Les sommes qui n'auraient pas été payées dans le délai ci-dessus à messieurs les pensionnaires qui y ont droit, seront cumulées dans les états de paiement du second semestre.

Liége, le 21 août 1815.

Le commissaire chargé de l'administration des finances,

Signé J. Gericke.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

Arrête, que le présent avis sera porté à la connaissance de MM. les pensionnaires ecclésiastiques par la voie du journal officiel. MM. les maires sont expressément chargés de lui donner la plus grande publicité dans leur ressort.

WILLMAR.

(N°. 226)

Nachricht

an die geistlichen Pensionnär's.

Finanz-Commissariat zu Lüttich.

Die geistlichen Herren Pensionisten der Bezirke von Lüttich, Dinant, Marche, Lützemburg, Neufchateau und Diekirch, (auf dem rechten Ufer der Maas) welche neuerdings mit der Monarchie der Niederlande vereinigt worden, werden benachrichtigt, daß sie sich in dem Laufe eines Monats, von diesem Tage an gerechnet, bei den besondern Cassen ihrer respektiven Bezirke darstellen können, um daselbst den Betrag ihrer Pensionen, der seit dem 12 May bis auf den 30 Juny letzthin inklusive verfallen ist, unter der Bedingung zu beziehen, daß sie ein, in der ehemals gebräuchlichen Form ausgefertigtes Lebens-Attest, und ein anderes Certifikat vorlegen, welches der Mair des Orts ausstellen und das darthun muß, daß sie ihren wirklichen Wohnsitz in den besagten Provinzen drei Monate vor ihrer Vereinigung mit den Staaten Seiner Majestät des Königs der Niederlande rc. rc. rc. hatten.

Die Summen, welche in der oben festgesetzten Zeitfrist den Herren Pensionisten, welche Recht dazu haben, nicht bezahlt worden wären, werden in den Bezahlungsverzeichnissen, welche die zweite Hälfte dieses Jahrs betreffen, begriffen werden.

Lüttich, den 21sten August 1815.

Der mit der Verwaltung der Finanzen beauftragte Commissair,

J. Gericke.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath beschließt, daß die gegenwärtige Nachricht durch das offizielle Journal zur Kenntniß der geistlichen Herren Pensionisten gebracht werden soll. Die Herren Mair's sind ausdrücklich beauftragt, demselben die größte Publizität in ihrem Bezirke zu geben.

Willmar.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 55.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 31 août 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 31sten August 1815.

(N°. 227.)

CIRCULAIRE

de S. E. le commissaire-général de S. M. le Roi, grand-duc, résidant à Liége, à MM. les sous-intendans, maires et adjoints du commissariat-général, relative à l'ouverture de la chasse.

Liége, le 4 août 1815.

Messieurs, vous trouverez, à la suite de cette circulaire, l'arrêté qui fixe, cette année, au 15 septembre prochain, l'ouverture de la chasse dans toute l'étendue du commissariat-général, dont l'administration m'est confiée. Le retard des récoltes, causé par les pluies continuelles, ne permettait pas de fixer cette ouverture à une époque plus rapprochée.

Les dispositions de cet arrêté n'ayant donc pour objet que la conservation des récoltes et des droits du cultivateur, vous concevez, sans doute, combien il importe à vos administrés, et à la société en général, que vous teniez ri-

(N°. 227.)

Rundschreiben

S. E. des Herrn General-Commissärs S. M. des Königs, Groß-Herzogs, zu Lüttich, an die Herren Unter-Intendanten, Mär's und Adjunkten des General-Commissariats, in Betreff der Eröffnung der Jagd.

Lüttich, den 4ten August 1815.

Sie werden, meine Herren, nach gegenwärtigem Rundschreiben den Beschluß finden, welcher für dieses Jahr die Eröffnung der Jagd, in der ganzen Ausdehnung des General-Commissariats, dessen Verwaltung mir anvertraut ist, auf den 15 nächstkünftigen September festsetzt. Die Verzögerung der Erndte, welche in diesem Jahr das beständige Regenwetter verursacht, erlaubte nicht, diese Eröffnung auf einen nähern Zeitpunkt festzusetzen.

Da also die Verfügungen dieses Beschlusses nur die Erhaltung der Erndte und der Rechte des Landmanns zum Gegenstand haben, so werden Sie ohne Zweifel einsehen, wie viel Ihren Administrirten und der Gesellschaft überhaupt daran

goureusement la main à son exécution, que vous veilliez à ce qu'il soit exactement dressé procès-verbal de chaque contravention qui aura été reconnue, et que la répression en soit assurée, par le prompt envoi qui en sera fait au procureur civil près le tribunal de l'arrondissement, dans le ressort duquel le délit aura été commis.

Je vous recommande expressément, messieurs, d'apporter, chacun en ce qui vous concerne, la surveillance la plus sévère, afin que personne, avant l'ouverture de la chasse, et conséquemment l'entier enlèvement des moissons, ne chasse dans les champs ou terres non closes. Vous ne perdrez pas surtout de vue, que lorsqu'il s'agit de l'exécution d'une disposition d'un intérêt si majeur, toutes considérations particulières doivent disparaitre.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le commissaire-général de S. M. à Liége,

En son absence, le secrétaire-général délégué,

Signé J. J. d'Omalius.

(N°. 228.)

ARRÊTÉ

relatif à l'ouverture de la chasse.

Nous commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc., à la résidence de Liége;

Vu l'article premier de la loi du 30 avril 1790 sur la chasse;

L'article 8 de l'arrêté du gouvernement-général du Bas-et Moyen-Rhin, du premier août 1814, concernant l'exercice de la chasse;

Les instructions contenues dans la dépêche de S. E. le commissaire-général de l'intérieur, en date du 31 juillet 1815;

gelegen ist, daß Sie strenge seine Vollziehung handhaben und wachen, damit über jede anerkannte Uebertretung mit Genauigkeit ein Protokoll errichtet werde, welches unverzüglich dem Civil-Prokurator bei dem Tribunal des Bezirks, in welchem das Verbrechen begangen worden ist, zugeschickt werden soll, um dessen Bestrafung zu sichern.

Ich empfehle Ihnen ausdrücklich, meine Herren, die strengste Wachsamkeit, in so weit es jeden betrift, auszuüben, damit niemand vor der Eröffnung der Jagd, und folglich vor der gänzlichen Wegnahme der Erndten auf dem Felde, oder in den nicht verschlossenen Ländereien jage. Sie werden vorzüglich nicht aus dem Gesichtspunkte verlieren, daß, wenn von der Vollziehung einer Verfügung von einem so wichtigen Interesse die Rede ist, alle besondern Rücksichten verschwinden sollen.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Der General-Commissair S. M. zu Lüttich,
In seiner Abwesenheit,
Der delegirte General-Sekretair,
Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

(N°. 228.)

Beschluß,

in Betreff der Eröffnung der Jagd.

Wir General-Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von Lützemburg, 2c. 2c., 2c., zu Lüttich residirend;

Nach Einsicht des 1sten Artikels des Gesetzes vom 30 April 1790, über die Jagd;

Des 8ten Artikels des Beschlusses des General-Gouvernements des Nieder- und Mittel-Rheins vom 18 August 1814, in Betreff der Ausübung der Jagd;

Der in dem Schreiben S. E. des General-Commissairs des Innern vom 31 July 1815 enthaltenen Instruktionen;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. La chasse, à cause du retard des récoltes, sera ouverte, cette année, dans toute l'étendue du commissariat-général, le 15 septembre prochain, sur les terres non clôses, qui seront entièrement récoltées; elle ne sera ouverte sur celles qui ne seront pas récoltées, qu'après l'enlèvement entier des fruits, (gros grains et menus grains ou marsages).

2. La chasse n'est permise qu'à ceux qui sont munis d'un port d'armes de chasse.

3. MM. les sous-intendans, les maires, adjoints, commissaires de police, gardes-champêtres et forestiers, sont spécialement chargés de tenir la main à l'exécution du présent arrêté, et MM. les commandans de la maréchaussée royale, sont invités à donner des ordres pour qu'il leur soit prêté main-forte en cas de besoin, par les brigades du commissariat-général.

Donné à Liége, le 4 août 1815.

Le commissaire-général de S. M. à Liége,
En son absence, le secrétaire-général délégué,
Signé J. J. d'Omalius.

Pour expédition conforme,
Le secrétaire-général,
J. J. d'Omalius.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

Arrête :

Que l'arrêté et la circulaire qui précèdent, seront insérés au journal officiel du grand-duché, pour être exécutés selon leur forme et teneur, sous la surveillance spéciale de MM. les Sous-intendans qui nous rendront compte de leurs diligences et des suites qu'elles auront eues.

Luxembourg, le 10 août 1815.

WILLMAR.

Haben beschlossen und beschließen:

Art 1. Die Jagd soll dieses Jahr, wegen der Verzögerung der Erndten, in der ganzen Ausdehnung des General-Commissariats auf den nicht verschlossenen Ländereien, die ganz eingeärndtet seyn werden, den 15 nächstkünftigen Monat September eröffnet werden. Auf denjenigen, von welchen die Erndte noch nicht eingegangen ist, kann sie erst nach der völligen Wegnahme der Früchten, (sowohl der Winter- als der Sommer-Getreide), eröffnet werden.

2. Die Jagd ist nur denjenigen erlaubt, welche mit einem Jagd-Waffenschein versehen sind.

3. Die Herren Unter-Intendanten, Mair's, Adjunkten, Polizei-Commissarien, Feld- und Waldhüter sind besonders beauftragt, auf die Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses zu wachen, und die Herren Commandanten der Königl. Marechaussee sind eingeladen, Befehle zu ertheilen, um denselben im Nothfalle von den Brigaden des General-Commissariats gewaffneten Beistand leisten zu lassen.

Gegeben zu Lüttich, den 4 August 1815.

Der General-Commissair S. M. zu Lüttich,
In seiner Abwesenheit,
Der delegirte General-Sekretair,
J. J. D'Omalius.

Als gleichförmige Abschrift,
Der Staats-Sekretair,
J. J. D'Omalius.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß der vorstehende Beschluß und das Rundschreiben in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerückt werden sollen, um nach ihrer Form und ihrem Inhalt unter der besondern Aufsicht der Herrn Unter-Intendanten, welche uns von ihrem Betreiben und von den Folgen desselben Rechnung abzustatten haben, vollzogen zu werden.

Lützemburg, den 10ten August 1815.

Willmar.

(N°. 229.)

LETTRE

de S. E. le commissaire-général de S. M. le Roi, Grand-Duc, à MM. les Sous-intendans et Maires du commissariat-général, concernant la dépossession de propriétés.

Liége, le 1er. août 1815.

Messieurs, vous trouverez, à la suite de la présente, une ampliation de l'arrêté de Sa Majesté, du 20 de ce mois, par laquelle elle a daigné rendre les dispositions de son arrêté du 23 janvier 1815, n°. 1024, dont une ampliation est aussi à la suite de cette lettre, applicables, dans tous leurs détails, aux habitans de ses pays d'Outre-Meuse.

Je vous invite, messieurs, à faire donner à cet acte toute la publicité convenable, dans l'étendue des arrondissemens et des communes dont l'administration est confiée à vos soins, et à prendre de promptes mesures pour son exécution.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération,

Le commissaire-général de Sa Majesté à Liége,

En son absence, le secretaire-général délégué,

J. J. d'Omalius.

(N°. 230.)

ARRÊTÉ

qui déclare applicable aux habitans des pays d'Outre-Meuse l'arrêté ci-dessus mentionné du 23 janvier 1815.

Nous Guillaume, par la grâce de-Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

(N°. 229.)

Schreiben

S. E. des Herrn General-Commissärs S. M. des Königs, Groß-Herzogs, zu Lüttich, an die Herren Unter-Intendanten und Mär's des General-Commissariats, in Betreff der Entsetzung des Besitzes von Eigenthums-Rechten.

Lüttich, den 1 August 1815.

Meine Herren!

Sie werden nach gegenwärtigem eine Abschrift des Beschlusses S. M. vom 20 letztverflossenen Monat July finden, durch welchen Sie gütigst die Verfügungen Ihres Beschlusses vom 23 Januar 1815, N°. 1024, wovon ebenfalls eine Abschrift diesem Brief beigefügt ist, in allen ihren Punkten auf die Bewohner Ihrer Lände rjenseits der Maas anwendbar gemacht haben.

Ich lade Sie ein, meine Herren, diesem Akt in der ganzen Ausdehnung der Bezirke und Gemeinden, deren Verwaltung Ihrer Sorgfalt anvertraut ist, die gehörige Publizität zu geben und schnelle Maasregeln zu seiner Vollziehung zu treffen.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

In der Abwesenheit des General-Commissairs S. M. zu Lüttich,

Der delegirte General-Sekretair,

J. J. D'Omalius.

(N°. 230.)

Beschluß,

welcher den vom 23 Januar 1815 auf die Einwohner der Länder jenseits der Maas anwendbar erklärt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, ꝛc. ꝛc. ꝛc.

Sur le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. Les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1815, n°. 1024, sont applicables, dans tous leurs détails, aux habitans de Nos pays d'Outre-Meuse.

2. Les réclamations qu'ils auront à faire, seront adressées à Notre commissaire-général de l'intérieur, avant le 1er. octobre 1815; après ce terme, leurs titres ne seront plus pris en considération.

3. Notre commissaire-général de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Donné à La Haye, le 20 juillet de l'an 1815, de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Pour le secrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,

signé P. DE CROMBRUGGHE.

Pour ampliation :

Le secrétaire de la secrétairerie d'état en Belgique,

Signé L. Van Gobbelschroy.

Pour ampliation :

Le commissaire général de l'intérieur,

Signé le duc D'URSEL.

Pour copie conforme :

Le secrétaire du commissariat-général à Liége

J. J. D'OMALIUS.

(N° 231.)

ARRÊTÉ

relatif à la dépossession de divers droits de propriété.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Verfügungen des Beschlußes vom 23 Januar 1815, N°. 1024, sind in allen ihren Punkten auf die Einwohner der Länder jenseits der Maas anwendbar erklärt.

2. Die Reklamationen, welche sie zu machen hätten, sollen vor dem 1 Oktober 1815 an Unsern General-Commissair des Innern geschickt werden; nach dieser Zeit werden ihre Titel nicht mehr in Betracht gezogen werden.

3. Unser General-Commissair des Innern ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Gegeben zu Haag, den 20 July des Jahres 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

Als Abschrift,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats,

Unterschrieben, L. Van Gobbelschroy.

Als Abschrift,

Der General-Commissair des Innern,

Unterzeichnet, der Herzog von Ursel.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats, zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

(N°. 231.)

Beschluß,

in Betreff der Entsetzung des Besitzes von verschiedenen Eigenthums-Rechten.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souveräner Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

Sur le rapport de Notre commissaire-général de l'intérieur,

Notre conseil-d'état entendu,

Avons arrêté et arrêtons:

Art 1er. Les corps, sociétés, villes ou particuliers qui, pendant le régime français, par suite de la loi du 6 frimaire an 7, ou autrement, de fait sont dépossédés sans indemnité, de leurs droits à des routes, passages d'eau, ponts, canaux, digues, dunes, ouvrages ou objets quelconques d'utilité ou d'usage publics, adresseront leurs réclamations, appuyées de titres, avant le 1er. mai 1815, pour tout délai, à Notre commissaire-général de l'intérieur.

2. Nous nous réservons de statuer sur ces réclamations, comme Nous trouverons convenir, après que Notre dit commissaire-général Nous y aura présenté des rapports individuels.

3. Jusqu'à la mise en possession légale des réclamans, l'administration des routes et travaux conservera, sur tous les ouvrages quelconques, ses droits, tels qu'ils sont établis par les lois et réglemens maintenus en vigueur. Tout acte contraire à cette disposition sera poursuivi et réprimé, conformément aux lois existantes à cet égard.

4. Notre commissaire-général de l'intérieur est chargé de pourvoir à l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à La Haye, le 23 janvier 1815.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale:

Pour le sécrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,

Signé P. DE CROMBRUGGHE.

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern, und nach Anhörung Unseres Staats-Raths,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Corps, Gesellschaften, Städte oder Partikularen, welche während der französischen Regierung, in Folge des Gesetzes vom 6 Frimair, 7 Jahr, oder sonst den Besitz von ihren Rechten auf öffentliche Wege, Wasserleitungen, Brücken, Kanäle, Dämme, Dünen, oder jede andere Gegenstände, die von öffentlichem Nutzen oder Gebrauch sind, verloren haben, ohne eine Entschädigung erhalten zu haben, sollen ihre, mit den Beweisschriften unterstützte Reklamationen, vor dem 1 May 1815, spätestens, Unserm General-Commissair des Innern zuschicken.

2. Wir behalten Uns vor, über diese Reklamationen, wie Wir für gut erachten werden, zu verfügen, nachdem Unser besagte General-Commissair Uns einzelne Berichte darüber vorgelegt haben wird.

3. Bis die Reklamanten in gesezmäßigen Besiz werden gesezt werden, soll die Verwaltung der Straßen und Arbeiten, auf alle Werke, von welcher Art sie auch seyn mögen, ihre Rechte behalten, so wie sie durch die noch in Kraft stehenden Geseze und Reglements festgesezt sind. Jeder Akt, der dieser Verfügung zuwieder ist, soll nach den diesen Gegenstand betreffenden Gesezen verfolgt und bestraft werden.

4. Unser General-Commissair des Innern ist beauftragt, die gehörigen Maaßregeln zur Vollziehung gegenwärtigen Beschlußes zu nehmen, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 23 Januar 1815.

Unterz., Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair, der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

Pour ampliation :

Le secrétaire de la secrétairerie-d'état,
Signé Van Gobbelschroy.

Pour ampliation :

Le commissaire-général de l'intérieur,
Signé le duc d'Ursel.

Pour copie conforme :

Le secrétaire-général du commissariat-général à Liége,
J. J. d'Omalius.

Als Abschrift,
Der Sekretair des Staats-Sekretariats in Belgien,
Unterz., L. Van Gobbelschroy.

Als Abschrift,
Der General-Commissair des Innern,
Unterz., der Herzog von Ursel.

Als gleichförmige Abschrift,
Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,
J. J. D'Omalius.

(N°. 232.)

Nouvelle circulaire de S. E. le commissaire-général de S. M. le Roi, Grand Duc, résidant à Liége à MM. les maires des communes du commissariat-général, relative à la redevance sur les mines, pour l'exercice 1815.

(*Voyez N°. 48 du journal officiel*).

Liége, le 3 août 1815.

Messieurs, je suis informé, par M. le commissaire des finances, que les exploitans de mines n'adressent par régulièrement à l'autorité, les déclarations destinées à la confection des rôles de 1815, d'après lesquels les percepteurs doivent poursuivre le recouvrement des redevances fixes et proportionnelles pour ledit exercice. Cependant les lois, décrets et arrêtés, rendus sur cette matière, sont maintenus jusqu'à ce que S. M. en ait modifié les dispositions, et ils doivent recevoir leur exécution jusqu'à ce qu'il émane, à cet égard, de nouvelles mesures pour l'ensemble du royaume.

Dans le nombre de ces dispositions, se remarquent, principalement les décrets des 6 mai 1811, et 3 janvier 1813, insérés dans les n^{os}.

(N°. 232.)

Neues Schreiben

S. E. des Herrn General-Commissairs S. M. des Königs, Groß-Herzogs, der zu Lüttich residirt, an die Herren Mair's der Gemeinden des General-Commissariats, in Betreff der von den Minen für das Jahr 1815 zu entrichtenden Abgabe.

(Siehe N°. 48 des offiziellen Journals).

Lüttich, den 3 August 1815.

Meine Herren!

Der Herr Finanz-Commissair hat mich berichtet, daß die Anbauer von Minen die, zur Verfertigung der Rollen von 1815, bestimmten Deklarationen, nach welchen die Einnehmer die fixen und verhältnißmäßigen Abgaben für das besagte Jahr eintreiben sollen, der Behörde nicht regelmäßig zuschicken. Jedoch sind die über diesen Gegenstand erlassenen Gesetze, Dekrete und Beschlüsse beibehalten, bis I. M. die Verfügungen derselben modifizirt haben werden; und sie sollen vollzogen werden, bis neue Maaßregeln in dieser Rücksicht für das ganze Königreich werden genommen werden.

Unter der Anzahl dieser Verfügungen bemerkt man vorzüglich die Dekrete vom 6 May 1811 und vom 3 Januar 1813, die in den N°. 369 und

369 et 467 du bulletin des lois, et les arrêtés et instructions du préfet de l'Ourte, des 9, 19, 31 juillet et 30 octobre 1811, et 3 juin 1812, insérés dans les nos. 584, 585, 587, 604 et 634 du Mémorial administratif.

Je vous invite, en conséquence, messieurs, à vous bien pénétrer des dispositious de ces actes, et à rappeller aux exploitans de mines ou propriétaires d'usines les obligations qu'ils leur imposent.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération,

Le commissaire général délégué.
En son absence,
Le secrétaire général du commissariat-général,
J. J. d'Omalius.

467 des Gesetz-Bulletins eingerückt sind, und die Beschlüsse und Instruktionen des Präfekts der Ourte, welche sich in den Nr. 584, 585, 587, 604 und 634 des Verwaltungs-Memorials befinden.

Ich lade Sie deßwegen ein, meine Herren, sich von den Verfügungen dieser Akten zu durchdringen, und den Anbauern der Minen oder den Eigenthümmern der Hüttenwerke die Verpflichtungen in Erinnerung zu bringen, die sie ihnen auferlegen.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Der delegirte General-Commissair,
In seiner Abwesenheit,
Der General-Sekretair des Commissariats,
J. J. D'Omalius.

(No. 233)

ARRÊTÉ

Qui ordonne la publication de la circulaire de S. E. le Commissaire-général de S. M. le Roi, Grand-Duc, résidant à Liége, du 8 juin 1815, relative aux déserteurs de la landwehr du Grand-Duché du Bas-Rhin.

Le conseiller directorial chargé provisoirement de l'administration du Grand-Duché de Luxembourg;

Vu la dépêche de S.E. M. le Commissaire-général de S. M. le Roi, Grand-Duc, résidant à Liége, du 12 du présent mois, par laquelle approuvant un arrêté du conseiller directorial du 8 de ce dit mois, relatif à l'arrestation et à la remise aux autorités prussiennes, des déserteurs du 3e. bataillon du 3e. régiment de la landwehr du Grand-Duché du Bas-Rhin, elle transmet copie d'une circulaire qu'elle a écrite sur le même objet, à MM. les maires de son commissariat général;

(Nr. 233.)

Beschluß,

welcher die Bekanntmachung des Rundschreibens S. E. des Herrn General-Commissairs S. M. des Königs, Groß-Herzogs, zu Lüttich residirend, vom 8 Juny 1815, in Betreff der Ueberläufer aus der Landwehr des Großherzogthums Nieder-Rhein verordnet.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath;

Nach Einsicht des Schreibens S. E. des General-Commissairs S. M. des Königs, Groß-Herzogs, der zu Lüttich residirt, vom 12 des gegenwärtigen Monats, durch welches Sie einen Beschluß des Direktorial-Raths vom 8 dieses, welcher die Verhaftnehmung und die Ueberlieferung der Ueberläufer des 3 Bataillons des 3 Regiments der Landwehr des Groß-Herzogthums Nieder-Rhein an die Preußischen Behörden verordnet, genehmigen und demselben eine Abschrift des Rundschreibens beifügen, welches Sie über denselben Gegenstand den Herrn Mair's Ihres General-Commissariats zugeschickt haben;

Supplément du N°. 55 du Journal officiel.

Attendu qu'il est de l'intérêt du public d'être instruit des mesures générales prescrites par ladite circulaire et de le prévenir que par une juste réciprocité, il en est pris de semblables dans les états prussiens, contre les déserteurs belges s'il pouvait y en avoir;

Arrête:

La lettre circulaire mentionnée ci-dessus sera insérée dans le journal officiel du Grand-Duché, à la suite du présent.

Fait à Luxembourg, à l'hôtel de l'intendance le 16 août 1815.

WILLMAR.

In Betracht gezogen, daß es dem Publikum daran gelegen ist, die allgemeinen Maaßregeln zu kennen, welche durch besagtes Rundschreiben vorgeschrieben sind, und dasselbe zu benachrichtigen, daß, nach den Regeln einer gerechten Reziprozität, in den Preußischen Staaten ähnliche Maaßregeln gegen die Belgischen Ueberläufer, wenn es deren geben sollte, getroffen worden sind;

Beschließt:

Das obengemeldte Rundschreiben soll nach gegenwärtigem in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerückt werden.

Geschehen zu Lützemburg, in der Intendantur, den 16 August 1815.

Willmar.

(N°. 134.)

CIRCULAIRE

De S. E. le Commissaire-général, de S. M. le Roi, Grand-Duc, résidant à Liége, etc. à MM. les maires du commissariat-général.

Liége le 8 juin 1815.

Messieurs,

Il a été rendu compte à votre auguste souverain que des individus sujets du gouvernement général du Bas-Rhin et Rhin-Moyen, se réfugient sur le territoire du royaume des Pays-Bas pour se soustraire aux levées de la landwehr ordonnées par le gouvernement prussien. Conformément aux intentions de S. M., je m'empresse de vous faire connaitre que le séjour de semblables individus ne doit être toléré dans aucune des communes du royaume ou du Grand-Duché. En conséquence, je vous charge ainsi que vos adjoints, sous votre responsabilité personnelle, d'apporter la surveillance la plus sévère pour qu'aucun sujet du gouvernement du Bas-Rhin et Rhin-Moyen, qui par son âge, ap-

(N°. 234.)

Rundschreiben

S. E. des Herrn General-Commissärs zu Lüttich, an die Herren Mär's des General-Commissariats.

Lüttich, den 8ten Juny 1815.

Meine Herren!

Unser Erlauchte Monarch ist berichtet worden, daß Unterthanen des General-Gouvernements des Nieder- und Mittel-Rheins sich auf das Gebiet des Königreichs der Niederlande flüchteten, um sich der, durch die Preußische Regierung verordneten Aushebungen der Landwehr zu entziehen. Ich beeile mich, Ihnen, den Absichten S. M. gemäß, Kenntniß zu geben, daß der Aufenhalt von solchen Individuen in keiner Gemeinde des Königreichs oder des Groß-Herzogthums geduldet werden soll. Zu Folge dessen trage ich Ihnen, wie auch Ihren Beigeordneten unter Ihrer persönlichen Verantwortlichkeit auf, die strengste Aufsicht auszuüben, damit kein Unterthan des Gouvernements des Nieder- und Mittel-Rheins, welcher, seinem Alter nach, zu den Aushebungen der Landwehr

partiendrait aux levées de la landwehr, et ne serait pas muni d'un passe-port ou d'une autorisation spéciale de son gouvernement, ne trouve moyen de se réfugier dans vos communes, et d'ordonner indistinctement, à l'égard de tous ceux qui seraient dans cette position, et y seraient déjà réfugiés, qu'ils soient sur le champ recherchés, arrêtés et remis par la gendarmerie à la disposition de l'administration de l'arrondissement le plus voisin du gouvernement général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen.

Je vous invite à m'informer et à me tenir au courant, par l'intermédiaire de MM. vos sous-intendans respectifs, de l'exécution et du résultat de cette mesure.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération,

Signé, J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Pour copie conforme,

Le secrétaire-général du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,

Signé D'OMALIUS.

gehöret, und nicht mit einem Passe oder mit einer besondern Authorisation seiner Regierung versehen seyn würde, Mittel finde, sich in Ihre Gemeinden zu flüchten, und in Betreff aller derjenigen, welche sich in dieser Lage befinden würden, oder sich schon dahin geflüchtet hätten, ohne Unterschied zu verordnen, daß sie auf der Stelle aufgesucht, festgehalten, und der Gendarmerie zur Verfügung der Verwaltung des nächsten Bezirks des General-Gouvernements des Nieder- und Mittel-Rheins übergeben werden sollen.

Ich lade Sie ein, mich vermittelst Ihrer respektiven Unter-Intendanten regelmäßig von der Vollziehung und dem Resultat dieser Maaßregel in Kenntniß zu setzen.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Unterzeichnet: J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,

Unterzeichnet, D'Omalius.

(N°. 235.)

ACTES DU COMMISSARIAT DES FINANCES.

INSTRUCTION sur le mode de comptabilité de la contribution de deux millions et de l'emprunt extraordinaire de six millions, donnée en exécution de l'arrêté de S. M., en date du 11 juin 1815, et de l'arrêté de S. E. le commissaire-général, en date du 24 juillet suivant.

L'arrêté que Sa Majesté, notre auguste souverain, a pris, en date du 11 juin dernier, touchant la contribution de deux millions, et l'emprunt extraordinaire de six millions, n'a pu être considéré que comme un bienfait pour toutes les classes des habitans de ces provinces, puisque toutes les sommes qui restaient à recouvrer, au moment de la prise de possession, sur l'emprunt, et dont le montant intégral sera remboursé à tous les cotisés, avec les produits des impositions indirectes, sont destinées à payer les communes qui ont versé ou qui ont à verser les fournitures requises par le gouvernement prussien pour le besoin de ses armées.

Quelques parties de ces fournitures n'ayant pu être livrées aux agens de ce gouvernement, par suite de l'occupation de ces provinces au nom de S. M. le Roi des Pays-Bas, et faute d'avoir reçu une dernière main à cette époque, S. M. dans sa sollicitude, a décidé qu'il en serait fait livraison dans les magasins à ce désignés, et que le montant en serait acquitté de la même manière que les fournitures faites au gouvernement prussien, dont le payement a été spécialement affecté sur le produit de l'emprunt.

Jusqu'à présent, les intentions bienfaisantes

de S. M. n'ont pu se réaliser ; ce retard, que je ne puis attribuer qu'aux difficultés que MM. les sous-intendans auront rencontrées, en cherchant à rassembler toutes les pièces relatives à ces fournitures, pour n'en faire qu'un seul envoi, et aux opérations de la milice, qui ont demandé un temps considérable, porte cependant un préjudice réel à ceux des fournisseurs ou des communes qui ont effectué des remises de cette espèce, conformément à l'article 4 de l'arrêté précité ; c'est pour éviter les plaintes auxquelles la prolongation de ce retard donnerait inévitablement lieu, que je rappelle, dans la présente, à MM les sous-intendans, les obligations qui leur sont imposées, et que je les invite à presser la rentrée des pièces et à m'en faire immédiatement l'envoi.

L'arrêté que S. E., Mr. le commissaire-général, à Liége, a pris, en date du 24 courant, pour désigner le lieu où sera établi le magasin destiné à recevoir le complément des fournitures imposées, ainsi que la nomination des personnes, qui, en conséquence de l'art. 10 de l'arrêté de S. M. précité, doivent remplacer les députés provinciaux dans la direction des opérations relatives à la vérification de l'emprunt, et la nomination des agens, chargés du service de ce magasin, imposent à tous l'obligation de ne rien négliger pour activer l'apurement de ces deux contributions. J'aime donc à croire que l'on s'empressera de répondre au vœu du gouvernement, et à me seconder dans cette liquidation, qu'il importe de terminer le plus promptement possible, et qu'enfin ce travail sera l'objet des soins assidus de tous les fonctionnaires qui sont appelés à y concourir.

Je profiterai de cette occasion pour faire connaitre aux fonctionnaires chargés de concourir à cette besogne, les changemens que le nouvel état des choses a introduit dans les instructions données par le gouvernement-général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen. Ces changemens ont particulièrement pour objet la tenue des écritures comptables et le mode de compter des recouvremens qui restent à opérer. Chacun, en ce qui le concerne, devra strictement s'y conformer et remplir, avec la plus scrupuleuse exactitude, les différens modèles des états qui leur seront envoyés. Ainsi, toutes les dispositions arrêtées par l'ancien gouvernement, touchant la comptabilité de la contribution de 2 millions et de l'emprunt, cesseront de recevoir leur exécution, pour autant qu'il y est dérogé par la présente.

Receveurs particuliers.

Les receveurs particuliers d'arrondissement continueront à tenir une comptabilité distincte et séparée pour chacune des contributions de deux et six millions.

La balance qu'ils ont dû faire de ces divers registres, ensuite de ma circulaire du 12 mai, leur ayant fait connaitre l'encaisse existant chez eux, le 11 du même mois au soir, tant sur la contribution de deux millions, que sur l'emprunt extraordinaire de six millions et autres produits, les dispense d'ouvrir de nouveaux registres pour la suite de ces perceptions. Ils inscriront donc, dans ceux déjà ouverts sous le gouvernement précédent, comme par le passé, les recouvremens qu'ils opéreront ; mais pour régulariser cette partie de leur gestion, et rétablir l'harmonie entre les recettes et les versemens, ils rassembleront de suite toutes les pièces de dépenses relatives à la comptabilité de ces impositions extraordinaires qui pourront se trouver entre leurs mains, et m'en feront l'envoi le 11 août au plus tard. Ces pièces, que je ferai vérifier dans mes bureaux, leur seront immédiatement retournées, après avoir été revêtues de mon approbation, si elles sont régulières, et elles devront être versées à la caisse générale, qui, seule, demeurera dépositaire de ces dépenses. MM. les receveurs particuliers passeront écritures des versemens qu'ils en feront de la manière accoutumée.

Au moyen de cet envoi et du versement en

numéraire, qu'ils effectueront à la même époque, leurs registres relatifs aux impositions extraordinaires de deux et de six millions, se balanceront tant en recette qu'en dépense.

Ces dispositions étant applicables à tous les percepteurs, les receveurs particuliers exigeront d'eux la remise de toutes les pièces de dépenses qu'ils auront acquittées par délégation, et dont le payement était affecté sur l'une ou l'autre de ces contributions : ils leur en délivreront un récépissé dans la forme ordinaire et en effectueront le versement à la caisse générale, après les avoir soumises à mon approbation. Il leur est recommandé d'apporter dans cette partie la plus grande diligence et de faire en sorte que, le 15 août, au plus tard, MM. les receveurs particuliers n'aient plus à compter à la caisse générale que de leurs recettes en numéraire.

La marche à suivre pour le restant à recouvrer sur la contribution de deux millions et l'emprunt extraordinaire, demeure la même que celle usitée jusqu'à présent ; les receveurs particuliers auront soin seulement d'activer les rentrées par tous les moyens qu'ils ont à leur disposition, en les conciliant toutefois avec les ménagemens que l'on doit aux cotisés des communes qui ont le plus souffert du passage ou du séjour des troupes alliées.

Dans les communes où les moyens de douceur et le langage de la persuasion ne produiraient pas les effets qu'on a droit d'en attendre, le payement des sommes arriérées sera poursuivi par la voie de contraintes. On ne pourra, dans aucun cas, recourir à la voie des exécutions militaires, sans m'avoir préalablement référé des motifs qui provoqueraient l'emploi de cette mesure.

Les receveurs particuliers d'arrondissement, m'adresseront, ainsi que M. le receveur-général provisoire à Liége, l'état de la situation des recouvremens opérés au 10 août inclus.

Cet état, qui devra être conforme au modèle n°. 1er., qui sera envoyé séparément, embrassera la généralité des recettes opérées, à commencer du 12 mai et y compris l'encaisse provenant de l'emprunt existant chez ces comptables au 11 mai au soir. Il pourra comprendre en dépense les versemens faits à la caisse de l'emprunt de guerre à Aix-la-Chapelle, postérieurement au 11 mai, si ce cas existe ; mais ces versemens doivent être indiqués en détail et avec leur date.

Il sera dressé des états de cette espéce pour chacune des contributions de deux et six millions. Ils continueront comme par le passé, à me faire l'envoi des états décadaires sur le modèle qui leur a été adressé par ma circulaire du 27 mai dernier, timbrée 5me bureau, comptabilité générale, n°. 251 ; mais ils transmettront pour cette fois seulement une copie de ces états à MM. les sous-intendans, dans laquelle ils comprendront tous les recouvremens opérés depuis la prise de possession jusqu'au 10 août inclus, afin que ces fonctionnaires puissent en porter le montant à leurs registres de contrôles de versemens, si par suite du changement de domination, ils avaient cru pouvoir se dispenser d'en continuer la tenue.

MM. les receveurs particuliers ne devant acquitter aucune dépense que sur la représentation d'une ordonnance signée par moi, il en résulte que leurs versemens à la caisse générale devront toujours balancer le montant des recouvremens, et qu'ils ne peuvent réserver sous aucun prétexte des sommes en caisse.

Receveur-général.

Le receveur-général provisoire à Liége étant pourvu, conformément à ce qui est prescrit par l'article 3 de l'arrêté de S. M., des instructions et des modèles nécessaires pour la tenue de ses écritures, je me borne à lui recommander de tenir la main aux dispositions que j'ai arrêtées à cet égard, à me consulter sur les parties qui présenteraient des difficultés, et à ne pas perdre de vue qu'aux termes de l'article 12, les récépissés, relatifs aux versemens de l'emprunt

de six millions, doivent être soumis à mon *visa* et rédigés dans la forme prescrite.

Sous-intendans.

Messieurs les sous-intendans demeureront, comme par le passé, chargés de la vérification des registres et de la caisse des receveurs particuliers d'arrondissement. Ils m'en transmettront les résultats toutes les quinzaines; ils auront soin de distinguer dans leur procès-verbal, l'état de la caisse de l'emprunt, celui de la caisse de 2 millions, et enfin celui des autres produits publics. Ils se mettront en mesure de m'adresser, sans délai, avec un état récapitulatif, toutes les pièces relatives aux prétentions formées par les communes pour l'entretien des troupes, et qui sont affectés sur la contribution de 2 millions, et ils continueront les envois de cette espèce, de huit jours en huit jours, s'ils n'ont déjà rassemblé toutes les pièces qui restent à liquider.

Ils auront soin de mentionner, dans leurs lettres d'envoi, si ceux auxquels elles auront rapport, complètent la totalité des prétentions que les communes de leurs arrondissemens ou leurs traitans ont à faire valoir sur les produits des deux contributions, ou s'ils seront suivis d'autres envois.

Aux termes de l'article 6, ils m'adresseront de même, dans le délai de huit jours, et pour autant que cela n'a pas été fait jusqu'à présent, l'état des communes qui ont été frappées de réquisitions en nature. Ils se conformeront, à cet égard, au modèle n°. 2 ci-joint, dont ils devront remplir toutes les indications.

Les exemples fictifs dont j'ai rempli ce modèle, pour en faciliter l'intelligence, et la rédaction ayant à-peu-près rapport à toutes les réquisitions dont le gouvernement prussien avait frappé ces provinces, il est bien entendu qu'on ne devra rappeler, dans cet état, que les articles de fournitures qui les concernent, et qu'elles ont dû verser, en exécution des ordres de ce gouvernement, ou qu'elles doivent verser, ensuite de l'art. 2 de l'arrêté de S. M. sur le produit de l'emprunt.

MM. les sous-intendans voudront bien compléter ce travail, en me donnant, lorsque les communes auront passé des traités avec des fournisseurs, tous les renseignemens exigés par l'article 9 de l'arrêté du 11 juin, concernant leurs qualités, demeure et le lieu de leur établissement.

Ainsi qu'il a été ordonné dans l'instruction donnée par l'ancien gouvernement du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen, en date du premier avril 1815, MM. les sous-intendans continueront à tenir un registre des versemens opérés par les percepteurs aux caisses particulières d'arrondissement. Les récépissés que celles-ci délivreront aux premiers, devront être soumis au *visa* de MM. les sous-intendans, qui en inscriront le montant sur ce registre.

La forme de ce registre (modèle 3 de l'instruction précitée) ne devant éprouver aucun changement, MM. les sous-intendans continueront à l'employer.

Tous les dix jours ce registre sera arrêté, et il m'en sera adressé un relevé certifié, pour servir de contrôle aux enregistremens faits par les receveurs particuliers.

La comptabilité de 2 et de 6 millions devant être distincte, il sera nécessaire que MM. les sous-intendans continuent à tenir des registres séparés pour chacune de ces perceptions.

Lorsque, dans le courant de la dixaine, il n'aura été fait aucun recouvrement sur l'une ou l'autre de ces impositions, il sera suppléé à l'envoi du relevé décadaire par un certificat négatif.

Il est expressément recommandé à MM. les sous-intendans de s'assurer, lors de la vérification de caisse des receveurs, que ces comptables ne conservent aucun encaisse, et que leurs versemens à la caisse générale soient toujours en rapport avec le montant de leurs recettes.

Dépenses.—Réception des objets qui restent à livrer et mode d'en compter.

Il ne sera ordonnancé aucun paiement sur la contribution de 2 millions, avant que toutes les pièces qui restent à liquider ne m'aient été transmises, pour que je puisse reconnaitre, si le paiement pourra en être fait intégralement, ou s'il faudra provoquer une décision souveraine, pour arrêter la répartition de ces dépenses au marc le franc, d'après les sommes qui restent à recouvrer. Ces dispositions sont conformes à l'article 4, deuxième *alinéa* de l'arrêté de S. M. Il est donc de l'intérêt des communes et des entrepreneurs, avec lesquels elles auront été dans le cas de traiter pour fournir aux besoins des armées prussiennes, d'effectuer, sans retard, la remise de leurs pièces, pour, le montant général en étant bien connu, déterminer la base des paiemens, et les faire au fur et à mesure des rentrées. J'invite donc MM. les sous-intendans, à ne négliger aucun moyen pour rassembler les dépenses imputables sur ce produit, et à en provoquer même la remise, par un avertissement dans les feuilles publiques, en accordant un délai de quinze jours aux personnes que cet avis pourrait intéresser, passé lequel, aucune pièce ne pourrait plus entrer dans le compte de la liquidation à faire.

Il ne sera pas nécessaire de fixer de délai pour la remise des pièces qui ont rapport aux fournitures payables sur le produit de l'emprunt. Les sommes qui restent à recouvrer pouvant, selon toute apparence, couvrir toutes les dépenses, et les paiemens n'en ayant lieu que dans la proportion des recouvremens, on multiplierait, sans nécessité, les demandes en remboursement. Il a été donné d'ailleurs toute la publicité convenable aux arrêtés relatifs à cet objet, par l'insertion qui en a été faite aux numéros 29 et 33 du Mémorial administratif.

Mr. de Closset, garde-magasin spécial, nommé par S. Exc. M. le commissaire-général, continuera, comme sous le gouvernement prussien, à délivrer des récépissés partiels aux communes qui livreront à compte des fournitures qui leur ont été imposées.

Ces récépissés seront soumis au *visa* de M. le sous-inspecteur aux revues Clarens.

Lorsque les communes ou leurs représentans compléteront la livraison des fournitures requises, ou qu'il constera, du rapport de Mr. le sous-intendant, conformément à l'article 3 de l'arrêté de S. Exc. M le commissaire-général, qu'elles ont été dispensées d'en fournir une partie, Mr. le garde-magasin arrêtera leur compte, et leur délivrera un bon général des quantités fournies, d'après le modèle ci-joint, n°. 3.

Les maires ou les entrepreneurs, chargés des fournitures pour compte des communes, feront immédiatement l'envoi du bon général dont ils seront porteurs, savoir, ceux du département de Meuse-et-Ourte, à S. E. le commissaire-général, et ceux du grand-duché de Luxembourg, à Mr. *Willmar*, conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration, afin qu'on opère le calcul en argent du montant des fournitures d'après les prix fixés.

Lorsque ces bons généraux auront été arrêtés par S. E. le commissaire-général, j'en ordonnancerai le paiement sur le receveur-général provisoire à Liége, au nom duquel les ordonnances seront toujours délivrées, quoiqu'elles soient payables par les caisses particulières d'arrondissement toutes les fois que le receveur-général n'aura pas la certitude que la commune intéressée a déjà soldé sa cote dans l'emprunt. Lorsque les receveurs acquitteront ainsi les ordonnances, ils s'assureront, avant d'opérer aucun paiement, du restant dû par les communes sur l'emprunt, afin d'en faire déduction de la somme portée aux ordonnances de

paiement, et ils remettront aux personnes, au profit desquelles elles auront été passées, un récépissé, constatant que le contingent en numéraire, pour lequel la commune est portée dans les états du montant des rôles, dressés ensuite de l'arrêté qui ordonne la levée de l'emprunt, a été déduit du montant à payer pour les fournitures faites; ils suivront pour cet objet le modèle ci-annexé, n°. 4.

Cette pièce que les communes ou leurs fournisseurs verseront aux percepteurs chargés des recouvremens, les libérera du montant de leur cotisation, et il en sera donné quittance conformément à la formule ci-jointe, n°. 5.

Les personnes chargées de la remise des modèles n°. 3, 4 et 5 et dont il est ici parlé, en seront incessamment pourvues; les états n°. 1 et 2 seront faits à la main par MM. les sous-intendans et receveurs particuliers d'arrondissement, auxquels ils ont envoyé des modèles.

Il est spécialement recommandé aux maires d'adresser, par l'intermédiaire de MM. les sous-intendans, à MM. les fondés de pouvoir qui représentent les députés provinciaux, les quittances données aux communes par les percepteurs des contributions, pour que ces fonctionnaires leur expédient des certificats attestant leur cotisation à l'emprunt, après les avoir fait revêtir des formalités préscrites par l'art. 11 de l'arrêté de S. M., en date du 11 juin. Ces certificats assurant aux communes le remboursement du montant de leur cotisation dans l'emprunt, MM. les maires s'empresseront sans doute de profiter des intentions bienfaisantes de Sa Majesté.

Aucune commune ne pourra solliciter l'expédition de certificat, que lorsqu'il constera, de la dernière quittance du percepteur, que la totalité du contingent assigné dans la répartition de l'emprunt a été acquittée, et au moment de la délivrance du certificat de cotisation, toutes les quittances partielles délivrées par les percepteurs, seront annullées dans mes bureaux.

Au moyen des dispositions que renferme la présente, j'aime à croire que la marche de la comptabilité de la contribution de deux millions et de l'emprunt extraordinaire n'éprouvera aucune difficulté; au surplus, si quelques fonctionnaires avaient besoin de renseignemens ultérieurs, je me ferai un plaisir de déférer à la demande qu'ils m'en feront.

Liége, le 30 juillet 1815.

Le commissaire, chargé de l'administration des finances dans le département de Meuse-et-Ourte, et le grand-duché de Luxembourg,

GERICKE.

NOTA. Les modèles numéros 1 & 2 dont il est parlé, ne devant être remplis que par MM. les sous-intendans & les receveurs d'arrondissement, il leur en sera fait un envoi particulier.

MODÈLE N°. 3.

Département de

Arrondissement de

Canton de

Commune de

Nota. Si la commune avait une partie des fournitures dans les magasins prussiens, le garde-magasin en fera mention, détaillera les objets fournis, ainsi que les quantités, et rappelera, au présent, les noms des autorités qui auront délivré des acquits de payement, ou des certificats d'arrivée dans les magasins prussiens.

ROYAUME DES PAYS-BAS.

Bon général.

Le soussigné, garde-magasin spécial, certifie que la commune de a complétement versé, au magasin royal, établi à Liége, le contingent qui lui était assigné dans l'imposition, frappée par arrêté du gouverneur-géneral du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen, en date du 25 mars 1815, ledit contingent se composant comme suit :

desquelles fournitures la présente quittance générale a été délivrée à la prédite commune, sous annullation des récépissés partiels qui leur ont été remis sous les numéros *A Liége, le* 1800 et

Le garde-magasin,

Désignation des fournitures.

Vu par nous, sous-inspecteur aux revues, chargé de la surveillance, et porté au registre, sous le n°. *Liége, le* 1800 et

Le sous-inspecteur aux revues,

Compte en numéraire du bon général qui précède.

(Les objets fournis doivent être payés comme suit) :

N°s. d'ordre d'inscription.			MONTANT dû.
	TOTAL. . .		

Vu, vérifié et arrêté par nous, à le présent décompte montant à la somme de

Liége, le 1800 et

Suite du supplément

Suite du supplément du N°. 55 du Journal officiel.

Ordonnance de paiement.

D'après le compte ci-dessus, il revient à la commune de la somme de

La caisse générale provisoire à Liége payera, en conséquence ladite somme, à la commune de après déduction de ce qu'elle reste redevable de sa cote à l'emprunt; et dans le cas où le restant dû fût inférieur au montant du présent, la caisse générale soldera l'excédant en numéraire à la susdite commune, moyennant la quittance à mettre au bas du présent.

La caisse lui délivrera, contre quittance, d'après la forme prescrite, des à comptes qu'aura payé la commune sur l'emprunt.

A Liége, le *1800* et

Le commissaire, chargé de l'administration des finances dans le département de Meuse-et-Ourte et le grand-duché de Luxembourg,

		f.	c.
Payable par la caisse particulière de l'arrondissement de laquelle versera, pour comptant, le présent mandat quittancé, à la caisse générale provisoire à Liége.	Quittance de.		
	A. Numéraire.		
	B. Récépissé de la caisse particulière de l'arrondissement de pour payement admis sur l'emprunt.		
	TOTAL. . .		

MODÈLE n°. 4.

Département de

Arrondissement de

Canton de

Commune de

Folio N°. du registre d'inscription.

ROYAUME DES PAYS-BAS.

Quittance.

La présente sert en acquit de la somme de f. c.

ci . . . .

Montant qui a été reçu de la commune de sur le restant de sa cotisation à l'emprunt de six millions, frappé par arrêté du gouvernement-général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen, du 25 mars 1815, après décompte fait du mandat délivré par M. le commissaire, chargé de l'administration des finances, le 1800 et sous le n°. de la somme de pour différentes fournitures faites, tant dans les magasins des armées prussiennes, que dans le magasin de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc. établi à Liége.

Le percepteur recevra la présente quittance pour comptant, en annotera le montant en déduction de la cote de ladite commune de dans l'emprunt et délivrera à celle-ci la contre quittance, d'après la formule prescrite.

A le 1800 et

Le receveur particulier de l'arrondissement de

MODÈLE N°. 5.

Département de

Arrondissement de

Canton de

Commune de

Porter la somme en toutes lettres au total.

Folio N°. du journal des recettes.

ROYAUME DES PAYS-BAS.

Récépissé.

La commune de a payé cejourd'hui, sur le contingent qui lui a été assigné dans l'emprunt de six millions, frappé par arrêté du gouvernement-général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen, du 25 mars 1815,

Savoir :	fr.	c.
(A.) En numéraire, ...		
(B.) En récépissé de la caisse particulière de l'arrondissement de du sous le n°. pour compensation sur l'emprunt, ...		
TOTAL.		

ci . . . .

Dont quittance.

A le 1800 et

Le Percepteur,

MERCURIALES

du Grand-Duché de Luxembourg, pour le mois de juillet 1815.

Première moitié de ce mois.

Nature des denrées.	Poids et mesures.	Prix. fr.	c.
Froment	hectolitre	15	87
Méteil	idem	13	62
Seigle	idem	12	08
Orge	idem	10	89
Avoine	idem	6	82
Haricots	idem	00	00
Pois	idem	15	25
Lentilles	idem	00	00
Farine de froment	idem	30	00
Pain de froment tamisé	Kilogramme	00	30
Pain de froment non-tamisé	idem	00	14
Pain de seigle pur	idem	00	17
Pommes de terres	Hectolitre	3	66
Viande de bœuf	Kilogramme	00	81
Viande de vache	idem	00	71
Viande de veau	idem	00	50
Viande de mouton	idem	00	75
Viande de cochon	idem	1	33
Foin	Quintal métr.	6	40
Paille	idem	3	60
Bois de chêne	Le stère	4	00
Bois de hêtre	idem	5	20
Bois blanc	idem	3	56
Charbons de bois	Hectolitre	1	75
Charbons de fossile	Les 500 kilogr.	30	00

Seconde moitié dudit mois.

Froment	Hectolitre	15	79
Méteil	idem	14	15
Seigle	idem	13	17
Orge	idem	11	46
Sarrasin	idem	9	86
Avoine	idem	6	07

Merkurialen

des Groß-Herzogthums Lützemburg, für den Monat July 1815.

Erste Hälfte dieses Monats.

Natur der Lebensmittel.	Maas und Gewicht.	Preis. Fr.	Cent.
Weizen	Hektoliter	15	87
Mangkorn	Idem	13	62
Korn	Idem	12	08
Gerste	Idem	10	89
Haber	Idem	6	82
Bohnen	Idem	00	00
Erbsen	Idem	15	25
Linsen	Idem	00	00
Weizenmehl	Idem	30	00
Brod von gebeuteltem Weizenmehl	Kilogramm	00	30
Brod von ungebeuteltem Weizenmehl	Idem	00	14
Rein Kornbrod	Idem	00	17
Erdäpfel	Hektoliter	3	66
Rindfleisch	Kilogramm	0	81
Kuhfleisch	Idem	0	71
Kalbfleisch	Idem	0	50
Hammelfleisch	Idem	0	75
Schweinensfleisch	Idem	1	33
Heu	Metr. Centn.	6	40
Stroh	Idem	3	60
Eichenholz	Stere	4	00
Buchenholz	Idem	5	20
Leicht Holz	Idem	3	56
Holzkohlen	Hektoliter	1	75
Steinkohlen	500 Kilogr.	30	00

Zweite Hälfte besagten Monats.

Weizen	Hektoliter	15	79
Mangkorn	Idem	14	15
Korn	Idem	13	17
Gerste	Idem	11	46
Buchweizen	Idem	9	86
Haber	Idem	6	07

Nature des denrées.	Poids et mesures.	Prix. fr.	c.
Haricots	idem.	00	00
Pois.	idem.	14	71
Lentilles	idem.	00	00
Farine de froment.	idem.	36	66
Pain de froment tamisé.	Kilogramme	00	33
Pain de froment non tamisé.	idem.	00	22
Pain de seigle pur.	idem.	00	22
Pommes de terre.	Hectolitre	4	92
Viande de bœuf.	Kilogramme	00	93
Viande de vache.	idem.	00	84
Viande de veau.	idem.	00	60
Viande de mouton.	idem.	00	81
Viande de cochon.	idem.	2	00
Foin.	Quintal métr.	6	09
Paille.	idem.	3	89
Bois de chêne.	Le stère.	4	51
Bois de hêtre.	idem.	5	91
Bois blanc.	idem.	3	81
Charbons de bois.	Hectolitre.	1	75
Charbons de fossile.	500 kilogram.	30	00

Luxembourg, le 10 août 1815.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Natur der Lebensmittel.	Maas und Gewicht.	Preis. Fr.	Cent.
Bohnen.	Idem	00	00
Erbsen.	Idem	14	71
Linsen.	Idem	00	00
Weizenmehl.	Idem	36	66
Brod von gebeuteltem Weizenmehl.	Kilogramm	00	33
Brod von ungebeuteltem Weizenmehl.	Idem	00	22
Rein Roggenbrod	Idem	00	22
Erdäpfel.	Hektoliter.	4	92
Rindfleisch.	Kilogramm	0	93
Kuhfleisch.	Idem	0	84
Kalbfleisch.	Idem	0	60
Hammelfleisch	Idem	0	81
Schweinenfleisch.	Idem	2	00
Heu.	Metr. Centn.	6	09
Stroh.	Idem	3	89
Eichenholz.	Stere.	4	51
Buchenholz	Idem	5	91
Leicht Holz	Idem	3	81
Holzkohlen.	Hektoliter.	1	75
Steinkohlen.	500 Kilogr.	30	00

Lützemburg, den 10ten August 1815.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Directorial-Rath,

Willmar.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 56.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 5 septembre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 5ten September 1815.

(N°. 236.)

PROCLAMATION

De S. M. le Roi, grand-duc, concernant l'acceptation de la constitution.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

A tous ceux qui les présentes verront, salut!

Du moment ou Nous avons été revêtus de la dignité royale, le premier de nos vœux a été de réunir par les mêmes institutions sociales tous les habitans du nouveau Royaume et d'écarter ainsi tout motif de jalousie ou de discorde.

A cet effet la loi fondamentale, déjà obligatoire pour une partie de nos sujets, devant être modifiée dans l'intérêt de tous et conformément aux vues des puissances dont la politique avait, sous la direction de la divine providence, établi le nouvel ordre de choses.

La commission, que j'ai chargée de cette tâche importante, a été composée d'hommes

(N°. 236.)

Proklamation

S. M. des Königs, Groß-Herzogs, in Betreff der Annahme der Constitution.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Allen denjenigen, welche Gegenwärtiges sehen werden, Unsern Gruß!

In dem Augenblicke, da Wir mit der königlichen Würde bekleidet worden sind, war es der erste Unserer Wünsche, alle Bewohner des neuen Königreichs durch dieselben gesellschaftlichen Institutionen miteinander zu vereinigen, und auf diese Art jeden Grund von Eifersucht und von Zwietracht zu entfernen.

In dieser Rücksicht sollte das Grund-Gesetz, welches für einen Theil Unserer Unterthanen schon verbindlich war, in dem Interesse Aller, und in Gemäßheit der Absichten der Mächte, deren Politik die neue Ordnung der Dinge, unter der Leitung der göttlichen Vorsehung, festgesetzt hatte, modifizirt werden.

Die Commission, welche Wir mit diesem wichtigen Werk beauftragt haben, ist aus Männern

qui par leurs lumières et leur patriotisme s'étaient acquis l'estime de leurs concitoyens. Mais malgré l'entière confiance qu'ils nous avaient inspirée, nous devions, dans une circonstance aussi décisive pour le salut de la patrie, nous appliquer à connaitre l'opinion générale sur le projet qui avait été le fruit de leurs délibérations.

Dans les provinces septentrionales, la constitution montrait la route qu'il fallait suivre et les états généraux furent convoqués en nombre double.

Dans les provinces méridionales, à défaut d'une assemblée qu'il fût permis de considérer comme représentant légalement la nation, il parut naturel d'adopter la marche qui avait été suivie, il n'y avait gueres plus d'un an, dans les Pays-Bas Unis et qui n'y avait excité aucune réclamation. Indépendamment de cet exemple, la question fut soumise à un examen formel et d'après l'avis de la commission de révision, Nous résolumes de réunir dans chaque arrondissement un certain nombre de notables proportionné à la population.

Nous n'avons pu apprendre sans un vif regret que nos intentions à cet égard ont été méconnues, ou mal interprétées et que, par des motifs qui doivent affliger tout belge ami de son pays, la mesure ordonnée n'a pas eu les résultats que Nous devions en attendre.

Un sixième environ des personnes convoquées n'a pas assisté aux réunions des notables et, quoique leur absence puisse être envisagée comme une preuve de leur adhésion au projet de loi fondamentale, il eut été plus satisfaisant pour Nous qu'aucun d'eux n'eût négligé l'occasion d'émettre franchement son vœu sur des intérêts aussi graves.

Des *sept cent quatre-vingt seize* notables, qui

zusammengesetzt worden, welche sich durch ihre Einsichten und ihren Patriotismus die Achtung ihrer Mitbürger erworben hatten. Ohnerachtet sie Uns aber ein völliges Zutrauen einflößten, so sollten Wir bei einem, für das Wohl des Vaterlandes so entscheidenden Umstand, Unsere Sorgfalt darauf verwenden, die allgemeine Meinung über den Vorschlag kennen zu lernen, welcher die Frucht ihrer Berathschlagungen gewesen war.

In den nördlichen Provinzen zeigte die Constitution den Weg, den man einschlagen mußte, und die General-Staaten wurden in doppelter Anzahl zusammenberufen.

In den mittäglichen Provinzen schien es, da keine Versammlung existirte, welche man, als gesetzlich die Nation repräsentirend, betrachten konnte, natürlich zu seyn, den Gang anzunehmen, welcher ungefähr vor einem Jahr in den vereinigten Niederlanden befolgt worden war, und der daselbst keine Reklamation veranlaßt hatte. Außer diesem Beispiel wurde die Frage einer förmlichen Untersuchung unterworfen, und Wir beschlossen, nach dem Gutachten der Revisions-Commission, in jedem Bezirk eine gewisse, mit der Bevölkerung im Verhältniß stehende Anzahl von Notabeln zu vereinigen.

Wir haben mit großem Bedauern erfahren, daß Unsere Absichten in dieser Rücksicht verkannt oder übel ausgelegt worden sind, und daß die verordnete Maaßregel, wegen Beweggründen, die jeden Belgier, der Freund seines Landes ist, betrüben müßen, die Resultate nicht hervorgebracht hat, die Wir Uns davon versprachen.

Ungefähr ein Sechstel der zusammenberufenen Personen hat den Versammlungen der Notabel's nicht beigewohnt, und obschon die Abwesenheit als ein Beweis ihrer Zustimmung für den Vorschlag des Fundamental-Gesetzes betrachtet werden kann, so wäre es befriedigender für Uns gewesen, wenn keiner unter ihnen die Gelegenheit vernachläßigt hätte, freimüthig seine Meinung über so wichtige Interessen zu äußern.

Unter den s i e b e n h u n d e r t sechs und neun-

ont désapprouvé le projet, *cent vingt six* ont formellement déclaré que leur vote était motivé par les articles relatifs au culte; articles, qui conformes à une législation depuis longtems existante, fondés sur les traités et en harmonie avec les principes que les souverains les plus religieux ont introduits dans le système européen, ne pouvaient être omis dans la constitution des Pays-Bas, sans remettre en problème l'existence de la monarchie et sans affaiblir la garantie des droits de ceux-là même que ces stipulations ont le plus allarmés.

Si cette vérité n'eût été obscurcie par quelques hommes de qui le corps social devait, au contraire, attendre l'exemple de la charité et de la tolérance évangéliques, les susdits votes se seraient joints à ceux des *cinq cent vingt sept* notables qui ont approuvé le projet. 527

Les états-généraux nous ont aussi communiqué leur approbation, d'autant plus remarquable que, donnée à l'unanimité, dans une assemblée très nombreuse, elle doit être regardée comme l'opinion clairement exprimée de tous les habitans des provinces septentrionales.

Et comme d'après cette énumération et comparaison des votes respectivement émis, il ne peut y avoir aucun doute sur les sentimens et les vœux de la grande majorité de tous nos sujets et qu'il conste évidemment de l'assentiment de cette majorité, nous n'hésitons point à remplir notre obligation en sanctionnant d'une manière formelle le projet qui a été remis de notre part aux états-généraux et aux notables; et en déclarant, comme Nous déclarons par ces présentes, que les dispositions y contenues forment, dès à présent, la loi fondamentale du royaume des Pays-Bas.

Nous procéderons sans délai aux mesures

zig Notabeln, welche den Vorschlag mißbilligt, haben hundert sechs und zwanzig förmlich erklärt, daß ihre Stimme sich auf die, den Cult betreffende Artikel bezöge; Artikel, welche, da sie einer schon lange existirenden Gesetzgebung gemäß, auf die Traktate gegründet und mit den Grundsätzen in Harmonie sind, welche die religiösesten Souveraine in dem europäischen System eingeführt haben, in der Constitution der Niederlande nicht ausgelassen werden konnten, ohne die Existenz der Monarchie wieder in Frage zu setzen, und ohne die Gewährschaft der Rechte, sogar derjenigen zu schwächen, welche diese Stipulationen am meisten beunruhigt haben.

Wenn diese Wahrheit nicht durch einige Menschen verdunkelt worden wäre, von welchen der gesellschaftliche Körper vielmehr das Beispiel der evangelischen Liebe und Toleranz erwarten sollte, so würden die obengemeldten Stimmen denjenigen der fünf hundert sieben und zwanzig Notabels, welche den Vorschlag genehmigt haben, zugetheilt worden seyn.

Die General-Staaten haben Uns auch ihre Genehmigung mitgetheilt; sie ist desto merkwürdiger, daß, da sie in einer sehr zahlreichen Versammlung einmüthig gegeben worden, dieselbe als die deutlich ausgedrückte Meinung aller Bewohner der nördlichen Provinzen angesehen werden muß.

Und da nach dieser Aufzählung und der Vergleichung der respektive gegebenen Stimmen kein Zweifel über die Gesinnungen und die Wünsche der großen Majorität Unserer Unterthanen Statt haben kann, und der Beifall dieser Majorität klar vor Augen liegt, so nehmen Wir keinen Anstand Unsere Verpflichtungen zu erfüllen, indem Wir auf eine förmliche Art den Vorschlag, welcher auf Unseren Befehl den General-Staaten und den Notabeln übergeben worden ist, bestätigen, und erklären, so wie Wir durch gegenwärtiges erklären, daß die darin enthaltenen Verfügungen von diesem Augenblick an das Grundgesetz des Königreichs der Niederlande bilden.

Wir werden ohne Verzug zu den Maasregeln

nécessaires pour exécuter ces dispositions, et nous voulons sur-tout, par une prompte convocation des deux chambres, mettre les états-généraux à même d'exercer concurremment avec nous le pouvoir législatif. Le serment que nous prononcerons au milieu d'eux est depuis longtems gravé dans notre cœur. Jamais nous n'avons eu, jamais nous ne pouvons avoir d'autres vues, que d'augmenter la prospérité générale et de protéger la liberté publique et individuelle et les droits de tous et chacun de nos sujets. Disposés à respecter les institutions qui doivent garantir ces précieux gages, nous attendons et exigeons le même respect de tous les habitans de ces pays, et celui qui dorénavant se permettrait de troubler ou d'ébranler, par des actions ou des écrits, les sentimens de soumission, d'attachement et de fidélité que tout citoyen doit à la constitution, devra s'imputer à lui-même le mal qui résultera pour lui de la sévère application des lois établies pour de pareils délits.

Mais loin de Nous la pensée que l'application de ces lois puisse jamais être nécessaire! Ce jour, qui fait cesser toute incertitude, doit aussi mettre un terme à toute agitation, à toute dissention. Les Belges ne méconnaitront point les bienfaits que leur offre la Providence. Bientôt la voix des passions se taira devant le jugement calme qui est propre à ce peuple, et tous partageront la conviction que le bonheur national, dont les bases viennent d'être posées, ne peut se compléter et s'affermir, que par une bienveillance mutuelle et par une entière confiance dans le Souverain auquel ils sont tous également chers, et qui veut consacrer sa vie à leur prospérité et à leur gloire.

Mandons et ordonnons que les présentes

schreiten, welche nothwendig sind, um diese Verfügungen in Vollzug zu setzen, und Wir wollen vorzüglich, durch eine schnelle Zusammenberufung der beiden Kammern, den General-Staaten die Mittel verschaffen, in Gemeinschaft mit Uns die gesetzgebende Gewalt auszuüben. Der Eid, welchen Wir mitten unter ihnen aussprechen werden, ist schon lange in Unser Herz eingegraben. Niemals haben Wir eine andere Absicht gehabt, niemals können Wir eine andere Absicht haben, als den allgemeinen Wohlstand zu vermehren, und die öffentliche und die individuelle Freiheit und die Rechte aller und eines jeden Unserer Unterthanen zu beschützen. Da Wir geneigt sind, die Institutionen, welche diese kostbaren Unterpfänder verbürgen sollen, zu respektiren, so erwarten und fordern Wir dieselbe Ehrfurcht von allen Bewohnern dieser Länder; und derjenige, welcher in die Zukunft sich erlauben würde, durch Handlungen oder Schriften, die Gefühle der Unterwürfigkeit, der Anhänglichkeit und der Treue, welche jeder Bürger der Konstitution schuldig ist, zu verwirren, oder zu erschüttern, wird sich allein die übeln Folgen zuzuschreiben haben, welche die strenge Anwendung der Gesetze, die für dergleichen Verbrechen eingeführt sind, für ihn haben wird.

Aber weit seye von Uns der Gedanke, daß die Anwendung dieser Gesetze jemals nothwendig seyn könne! dieser Tag, welcher jede Ungewißheit hebet, soll auch jeder Unruhe, jeder Uneinigkeit ein Ende machen. Die Belgier werden die Wohlthaten nicht verkennen, welche ihnen die Vorsehung darbietet. Bald wird die Stimme der Leidenschaften vor dem ruhigen Urtheil, welches diesem Volk eigen ist, schweigen, und alle werden die Ueberzeugung theilen, daß das National-Glück, von welchem die Grundlagen so eben gesezt worden, nur durch ein gegenseitiges Wohlwollen, und durch ein völliges Zutrauen in den Souverän, welchem sie alle gleich theuer sind, und welcher sein Leben ihrem Wohlstand und ihrem Ruhm weihen will, ergänzt und befestigt werden kann.

Wir befehlen und verordnen, daß gegenwärtiges

soient partout publiées dans les formes ordinaires, insérées au bulletin des lois et au journal officiel, et enregistrées par les cours supérieures de justice à *La Haye*, *Bruxelles* et *Liége*.

Mandons et ordonnons que les autorités administratives et autres, tiendront la main à l'exécution d'icelles sans aucune connivence.

Donné à La Haye le vingt-quatre août de l'an mil huit cent quinze, de notre règne le second.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi.:

Signé A. R. FALCK.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, arrête que la présente proclamation relative à la loi fondamentale du royaume des Pays-Bas, sera insérée au journal officiel du grand-duché.

Luxembourg, le 30 août 1815.

WILLMAR.

an allen Orten in den gewöhnlichen Formen publizirt, in das Gesetz-Bulletin eingerückt und von den obern Justiz-Höfen von Haag, Brüssel und Lüttich einregistrirt werden soll.

Wir befehlen und verordnen, daß die Verwaltungs-Behörden und andere ohne die geringste Nachsicht die Vollziehung des Gegenwärtigen handhaben sollen.

Gegeben zu Haag, den 24sten August des Jahrs 1815, und des 2ten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König,

Unterzeichnet, A. R. Falk.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg, provisorisch beauftragte Direktorial-Rath beschließt, daß gegenwärtige, das Grundgesetz der Niederlande betreffende Proklamation in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerückt werden soll.

Lützemburg, den 30sten August 1815.

Willmar.

(N°. 237.)

CIRCULAIRE

de S. E. le commissaire-général de S. M. le Roi, Grand Duc, résidant à Liége, à MM. les sous-intendans et maires des départemens de Meuse-et-Ourte, au sujet de deux arrêtés relatifs à l'imprimerie et à la librairie.

Liége le 21 août 1815.

Messieurs,

Vous trouverez à la suite de cette circulaire, la copie d'un arrêté du Roi en date du 23 septembre 1814, concernant l'imprimerie et la librairie, que par un autre arrêté du 3 août 1815, inséré au journal officiel, S. M. a rendu applicable à mon commissariat-général.

(N°. 237.)

Rundschreiben

S. E. des Herrn General-Commissairs S. M. des Königs, Groß-Herzogs, der zu Lüttich residirt, an die Herren Unter-Intendanten und Maire's des Departements der Maas und Ourte, in Betreff zweier Beschlüsse über die Buchdruckerei und den Buchhandel.

Lüttich, den 21 August 1815.

Meine Herren!

Sie werden nach diesem Rundschreiben die Abschrift eines Beschlusses des Königs vom 23 September 1814, in Betreff der Buchdruckerei und des Buchhandels finden, welchen S. M. durch einen andern Beschluß vom 3 August 1815, der in das offizielle Journal eingerückt ist, auf mein General-Commissariat anwendbar erklärt hat.

Vous remarquerez, messieurs, pour ce qui concerne l'exécution de l'article 4 de cet arrêté, que les demandes qui, aux termes de cet article, seront faites par des rédacteurs d'ouvrages périodiques, devront me parvenir, par l'intermédiaire de messieurs les Sous-intendans, accompagnées de leur avis et des certificats exigés, pour être transmises par moi, dans la même forme, au gouvernement.

Je vous invite à donner la plus grande publicité à cet arrêté et à veiller chacun en ce qui vous concerne, à l'exécution des dispositions qu'il contient.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Signé J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Pour copie conforme,

Le secrétaire-général,

J. J. D'OMALIUS.

Sie werden, meine Herren, in Ansehung des 4 Artikels dieses Beschlußes bemerken, daß die Begehren, welche zu Folge dieses Artikels von den Verfassern periodischer Werke werden gemacht werden, mir vermittelst der Herren Unter-Intendanten, und mit ihrem Gutachten und den erforderlichen Attesten begleitet, zugeschickt werden sollen, um von mir in derselben Form der Regierung vorgelegt zu werden.

Ich lade Sie ein, diesem Beschluß die größte Publizität zu geben, und auf die Vollziehung der darin enthaltenen Verfügungen, in so weit es jeden von Ihnen betrift, zu wachen.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Unterz., J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats, zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

(N°. 238.)

ARRÊTÉ

relatif à l'imprimerie et à la librairie.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Considérant qu'en vertu des lois et réglemens actuellement en vigueur sur l'imprimerie et la librairie, la liberté de la presse a été soumise à une surveillance souvent arbitraire ;

Voulant de plus déterminer et garantir les droits que les auteurs peuvent exercer sur leurs productions ;

Sur le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur ;

Le conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. Les lois et réglemens émanés sous le gouvernement français sur l'imprimerie et la librairie, en y comprenant tout ce qui concerne

(N°. 238.)

Beschluß,

in Betreff der Buchdrukerei und des Buchhandels.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souveräner Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, &c. &c. &c.

In Erwägung, daß kraft der gegenwärtig über die Buchdrukerei und den Buchhandel bestehenden Geseze und Reglements, die Preß-Freiheit öfters einer willkührlichen Aufsicht unterworfen worden ist;

Da Wir überdieß die Rechte bestimmen und verbürgen wollen, welche die Schriftsteller über ihre Produkten ausüben können;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern, und nach Anhörung des geheimen Raths, beschloßen und beschließen:

Art. 1. Die von der französischen Regierung herrührenden, die Buchdrukerei und den Buchhandel betreffenden Geseze und Reglements, mit

les journaux, sont abrogés dans le gouvernement de la Belgique, à dater de la publication du présent arrêté.

Art. 2. Chacun est responsable de ce qu'il écrit et publie, de ce qu'il imprime, vend ou distribue; l'imprimeur seul est responsable si l'auteur n'est pas connu ou ne peut être désigné.

Art. 3. Tout imprimé qui parait sans le nom de l'auteur ou de l'imprimeur, et sans la désignation de l'année et de l'endroit de la publication, sera considéré comme libelle; l'éditeur ou le colporteur sera poursuivi comme s'il en était l'auteur.

Art. 4. Toute exposition ou distribution d'écrits, de figures ou images, tendant à avilir la religion, ou à corrompre les mœurs, sera punie conformément à l'article 287 du code pénal.

Art. 5. Tout auteur d'un ouvrage original a le droit exclusif de le faire imprimer et débiter dans le gouvernement de la Belgique, pendant sa vie; sa veuve et ses héritiers conserveront le même droit pendant la leur.

Art. 6. Dans le cas de la publication d'un ouvrage posthume, la propriété appartient à la veuve et aux héritiers de l'auteur, et ils en jouissent pendant leur vie.

Art. 7. Si le manuscrit d'un auteur se trouve dans les mains d'une personne étrangère à la famille, il ne pourra être publié ni pendant sa vie, ni pendant celle de ses héritiers, sans leur consentement; et le droit reconnu par l'article 5 devra être respecté.

Art. 8. Après l'extinction de la première génération des héritiers d'un auteur, tout droit de propriété vient à cesser, et tout ouvrage

Inbegriff alles deßen, was die Journale angeht, sind in dem Gouvernement von Belgien, von dem Tage der Kundmachung gegenwärtigen Beschlußes an gerechnet, abgeschaft.

2. Jeder ist wegen dem, was er schreibt und publizirt, drukt, verkauft oder austheilt, verantwortlich; der Buchdruker ist allein verantwortlich, wenn der Verfaßer nicht bekannt ist, oder nicht bezeichnet werden kann.

3. Jede gedrukte Schrift, welche ohne den Namen des Verfaßers oder des Buchdrukers erscheint, und ohne daß das Jahr und der Ort angegeben sind, wo sie publizirt ist, soll als eine Schmähschrift angesehen werden; der Herausgeber oder der Herumträger sollen verfolgt werden, als wenn sie die Verfaßer derselben wären.

4. Jede Ausstellung oder Austheilung von Schriften, Figuren, oder Bildern, welche dahin abzweken, die Religion herabzuwürdigen, oder die Sitten zu verderben, soll in Gemäßheit des 287 Art. des peinlichen Gesezbuches bestraft werden.

5. Jeder Verfaßer von einem Original-Werk hat, so lange er lebt, das ausschließliche Recht, dasselbe in dem Gouvernement von Belgien druken zu lassen und zu verkaufen; seine Wittwe und seine Erben behalten dasselbe Recht während ihrer Lebzeit.

6. Im Fall der Kundmachung eines Werks, das nach dem Tode des Verfaßers herauskommt, gehört das Eigenthum der Wittwe und den Erben der Verfaßers, welche während ihrem Leben den Genuß davon haben.

7. Wenn das Manuscript eines Verfaßers sich in den Händen einer, seiner Familie fremden Person befindet, so kann es, weder während dem Leben des Verfaßers, noch während dem seiner Erben ohne ihre Einwilligung publizirt werden; und das durch den 5ten Artikel anerkannte Recht soll respektirt werden.

8. Nach dem Aussterben der ersten Generation der Erben eines Verfassers, hört jedes Eigenthumsrecht auf, und jedes Werk tritt in die Classe

rentre dans la classe de ceux dont il sera parlé à l'article 13.

Art. 9. Il est défendu expressément de réimprimer ou de débiter, et au cas que la réimpression ait eu lieu en pays étranger, d'introduire, répandre ou vendre dans le gouvernement de la Belgique, tout ouvrage original sur lequel l'auteur peut exercer le droit de propriété en vertu de l'article 5, sous peine de confiscation de tous les exemplaires non débités de la contrefaçon, et de plus d'une amende de la valeur de trois cents exemplaires de l'ouvrage, à fixer d'après le prix de la vente; ladite confiscation et amende sont au profit de celui qui a le droit de propriété. Néanmoins celui qui n'aura introduit dans la Belgique qu'un seul exemplaire pour son usage, ne sera pas passible de l'amende, mais seulement de la confiscation.

Art. 10. La propriété de tout ouvrage original, imprimé antérieurement à la publication du présent arrêté, est garantie à son auteur, conformément à l'article 5.

Art. 11, La traduction d'un ouvrage ne donne de droit à son auteur, que sur l'édition qu'il publie: dans ce cas, le droit de propriété ne peut s'exercer que sur les notes ou commentaires joints à sa traduction.

Art. 12. Il est défendu sous les peines portées en l'article 9, de publier la traduction d'un ouvrage sur lequel l'auteur ou ses héritiers exercent encore leur droit de propriété, à moins qu'ils n'en donnent leur consentement par écrit, ou que l'ouvrage traduit ne soit parvenu à la seconde édition.

Art. 13. Sont exceptés des présentes dispositions, la bible, les livres d'église, ou d'école, les auteurs classiques, les ouvrages des sciences ou de littérature étrangères, les almanachs, et en un mot tous les ouvrages sur lesquels aucun habitant de ce gouvernement ne

derjenigen, wovon im 13ten Artikel die Rede seyn wird.

9. Es ist ausdrüklich verboten, irgend ein Original-Werk, über welches der Verfasser, Kraft des 5ten Art. das Eigenthumsrecht ausüben kann, abzudruken oder zu verkaufen, und im Fall der Abdruk im Ausland Staat gehabt hätte, dasselbe in das Gouvernement von Belgien einzuführen, darin zu verbreiten, oder zu verkaufen, und dieses unter der Strafe der Confiskation aller nichtverkauften Exemplaren des Nachdruks und über dieß, einer Geldbuße, welche dem Werth von drei hundert Exemplaren des Werks, der nach dem Verkaufpreis bestimmt werden soll, gleich ist; die besagte Confiskation und Geldbuße werden zu Gunsten dessen, der das Eigenthumsrecht hat, ausgesprochen. Doch soll derjenige, welcher nur ein einziges Exemplar zu seinem Gebrauch in Belgien eingebracht hat, von der Geldbuße befreit, und nur der Confiskation unterworfen seyn.

10. Das Eigenthum jeden Original-Werkes, welches vor der Publikation des gegenwärtigen Beschlußes gedrukt ist, wird in Gemäßheit des 5ten Artikels dem Verfasser verbürgt.

11. Die Uebersezung eines Werks giebt dem Verfasser nur auf die Auflage ein Recht, welche er publizirt; in diesem Fall kann das Eigenthumsrecht nur in Betreff der, seiner Uebersezung beigefügten Noten oder Commentarien ausgeübt werden.

12. Es ist unter den im 9ten Artikel festgesezten Strafen verboten, die Uebersezung eines Werks zu publiziren, über welches der Verfasser, oder seine Erben noch ihr Eigenthumsrecht, ausüben, es sey denn, daß diese schriftlich ihre Einwilligung dazu geben, oder daß das gedrukte Werk eine zweite Auflage erhalten hat.

13. Sind von gegenwärtigen Verfügungen ausgenommen die Bibel, die Kirchen- oder Schulbücher, die Classischen Schriftsteller, die wissenschaftlichen Werke oder literarische Schriften des Auslands, die Calender, und mit einem Wort, alle Werke, über welche kein Bewohner dieses

Ier. Supplément du N°. 56 du Journal officiel.

peut réclamer un droit de propriété, soit parce qu'ils sont de toutes les nations, soit parce que le terme fixé à l'article 5 s'est écoulé. La présente exception ne porte que sur le texte, et le droit de propriété peut toujours s'exercer sur les notes ou augmentations que l'éditeur pourrait ajouter.

Art. 14. Tous rédacteurs de journaux, annonces, ouvrages périodiques, sous quelque dénomination que ce soit, sont tenus, soit pour en établir de nouveaux, soit pour continuer à publier ceux actuellement en circulation, de se munir de notre autorisation, qui ne leur sera accordée que s'ils justifient d'une manière satisfaisante, qu'ils ont, au moins, trois cents souscripteurs. Ceux qui ne se seront pas mis en règle avant le premier octobre, cesseront toute publication. Ne sont point compris dans la présente disposition, quant au nombre des souscripteurs, ceux dont la feuille traitera uniquement d'objets relatifs à la littérature ou aux arts et aux sciences.

Art. 15. Il sera envoyé à notre commissariat de l'intérieur, avant leur distribution, trois exemplaires de tout ouvrage imprimé quelconque; ils devront être reliés, s'ils contiennent plus de cent feuillets.

Nous nous réservons de disposer ultérieurement sur leur emploi. Sont compris dans cette disposition tous les journaux et ouvrages périodiques, cartes et estampes.

Art 16. Nos commissaires-généraux de l'intérieur et de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 23 septembre 1814.

Signé GUILLAUME.

Gouvernements ein Eigenthumsrecht reklamiren kann, entweder weil dieselbe allen Nationen gehören, oder weil die durch den 5ten Art. festgesezte Zeitfrist verstrichen ist. Die gegenwärtige Ausnahme beziehet sich nur auf den Text, und das Eigenthumsrecht kann immer in Betreff der Noten oder Vermehrungen, welche der Herausgeber beifügen könnte, ausgeübt werden.

14. Alle Verfasser von Journalen, Ankündigungsblättern, periodischen Werken, was sie auch für einen Namen haben mögen, sind gehalten, um neue herausgeben, oder um fernerhin die wirklich im Umlauf sich befindenden publiziren zu können, sich mit Unserer Authorisation zu versehen, welche nur alsdann gegeben werden wird, wenn sie auf eine genugthuende Art beweisen, daß sie wenigstens drei hundert Subscribenten haben. Diejenigen, welche vor dem 1sten Oktober sich nicht in Regel gesezt haben, sollen ihre Publikation unterlassen. Diejenige sind in gegenwärtiger Verfügung, in Betreff der Anzahl der Subscribenten, nicht begriffen, deren Blätter einzig und allein die Litteratur, oder die Künste und Wissenschaften zum Gegenstand haben.

15. Von jedem gedrukten Werk, von was für einer Art es auch seyn möge, sollen an Unser Commissariat des Innern, drei Exemplarien und zwar, vor ihrer Austheilung, geschikt werden; sie müßen eingebunden seyn, wenn sie mehr als hundert Blätter enthalten. Wir behalten Uns vor, weiter über ihre Verwendung zu verfügen. Alle Journale und periodischen Werke, Land-Karten, Kupferstiche sind in dieser Verfügung begriffen.

16. Unsere General-Commissarien des Innern und der Gerechtigkeit sind, jeder in so weit es ihn betrift, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 23 September 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Par Son Altesse Royale :
Le secrétaire-d'état,
Signé Baron DE CAPELLEN.
Pour copie conforme :
Le secrétaire d'état,
signé Baron de CAPELLEN.
Pour ampliation :
Le commissaire-général de l'intérieur,
Signé le duc D'URSEL.
Pour copie conforme,
Le secrétaire du commissariat-général, de Liège,
Signé J. J. D'OMALIUS.

(N°. 239.)

ARRÊTÉ

Qui déclare applicable aux provinces du royaume situées sur la rive droite de la Meuse, celui du 23 septembre 1814.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Roi des Pays Bas, Prince d'Orange-Nassau Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur à Bruxelles,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Art. 1. L'arrêté porté par nous le 23 septembre 1814, concernant l'imprimerie et la librairie, sera publié dans les provinces méridionales de notre royaume, situées à la rive droite de la Meuse, et y sera exécuté selon sa forme et teneur.

2. Notre commissaire-général de l'intérieur à Bruxelles, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré dans le journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 3 août 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé, GUILLAUME.
Par le Roi :
Le secrétaire-d'état,
Signé Baron DE CAPELLEN.

Durch Ihre Königliche Hoheit,
Der Staats-Sekretair,
Unterzeichnet, Baron von Capellen.
Als gleichförmige Abschrift,
Der Staats-Sekretair,
Unterzeichnet, Baron von Capellen.
Als Abschrift,
Der General-Commissair des Innern,
Unterz., der Herzog von Ursel.
Als gleichförmige Abschrift,
Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,
J. J. D'Omalius.

(N°. 239.)

Beschluß,

welcher den obigen Beschluß vom 23 September 1814 auf die, an dem rechten Ufer der Maas gelegenen Provinzen des Königreichs anwendbar erklärt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern zu Brüssel,

Beschlossen und beschließen, was folgt:

Art. 1. Der von Uns den 23 September, in Betreff der Buchdruckerei und der Buchhandlung erlassene Beschluß soll in den mittäglichen, auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen Provinzen Unseres Königreichs publizirt, und darin nach seiner Form und seinem Inhalt vollzogen werden.

2. Unser General-Commissair des Innern, zu Brüssel, ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Gegeben zu Brüssel, den 3ten August des Jahres 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterschrieben, Wilhelm.
Durch den König, Der Staats-Sekretair,
Unterzeichnet, Baron von Capellen.

Pour ampliation :
Le secrétaire de la secrétairerie d'état à Bruxelles.
Signé L. VAN GOBBELSCHROY.

Pour ampliation :
Le commissaire-général de l'intérieur,
Signé le duc D'URSEL.

Pour copie conforme :
Le secrétaire du commissariat-général de S. M. à Liége,
J. J. D'OMALIUS.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

ARRÊTE :

Que les circulaire et arrêtés ci-dessus, relatifs à l'imprimerie et à la librairie, seront insérés dans le journal officiel du Grand-Duché, avec l'observation que les demandes, faites aux termes de l'article 14 de l'arrêté du 23 septembre 1814, devront lui être adressées par MM. les Sous-intendans du Grand-Duché, dans la forme préscrite, pour être transmises à S. E. le commissaire-général de S. M. le Roi, Grand-Duc, résidant à Liége.

Luxembourg, le 30 août 1815.

WILLMAR.

(N°. 240)

ARRÊTÉ,

Relatif aux fournitures de subsistances militaires faites par les communes et des entrepreneurs particuliers.

Vû par le Conseiller directorial chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, la circulaire de S. E. M. le Commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, à la résidence de Liége, à messieurs les Sous-intendans, Commissaires de canton et Maires du département de Meuse-et-Ourte, laquelle est ainsi conçue :

Liége, le 21 août 1815.

Als Abschrift,
Der Sekretair des Staats-Sekretariats,
Unterschrieben, L. Van Gobbelschroy.

Als Abschrift,
Der General-Commissair des Innern,
Unterzeichnet, der Herzog von Ursel.

Als gleichförmige Abschrift,
Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,
Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath beschließt, daß obige Rundschreiben und Beschlüsse, in Betreff der Buchdruckerei und der Buchhandlung in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums mit dem Bemerken eingerückt werden sollen, daß die zu Folge des 14 Artikels des Beschlusses vom 23 September 1814 gemachten Begehren, ihm von den Herren Unter-Intendanten in der vorgeschriebenen Form zugeschickt werden sollen, um S. E. dem General-Commissair S. M. des Königs, Großherzogs, zu Lüttich, übermacht zu werden.

Lützemburg, den 30sten August 1815.

Willmar.

(N°. 240.)

Beschluß,

in Betreff der von den Gemeinden und den besondern Unternehmern für den Unterhalt der Truppen gemachten Lieferungen.

Nachdem der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath von dem Rundschreiben S. E. des General-Commissairs S. M. des Königs der Niederlande, zu Lüttich, an die Herren Unter-Intendanten, Kantons-Commissarien und Mair's des Departements der Maas und Ourte, Einsicht genommen hat, welches also abgefaßt ist:

Lüttich, den 21 August 1815.

Messieurs, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître dans le temps, que, d'après un contrat passé entre le département de la guerre et les entrepreneurs-généraux Clæssen et Kupfer, ces derniers étaient, à compter du 15 juillet, chargés de pourvoir à la subsistance des troupes étrangères, qui traversaient ou séjournaient dans le royaume, sauf les droits de S. M. au remboursement de ces avances, mais différentes circonstances, et notamment le passage des troupes, dans des lieux éloignés de la route d'étape ordinaire, ont été cause que l'entreprise générale n'a point fourni toutes les portions et rations nécessaires, et des militaires ont dû être nourris, soit directement par les habitans, soit en vertu de marchés d'urgence passés par les autorités locales. J'ai porté cet état de choses à la connaissance de S. E. l'intendant général de l'administration de la guerre, qui, par sa dépêche, en date du 15 de ce mois, m'a fait savoir qu'il ferait liquider et payer, aux frais de l'entreprise générale, toutes les fournitures de ce genre, à compter du 15 juillet dernier.

D'après cette disposition, je charge MM. les maires, de dresser, dans les cinq premiers jours de chaque mois, des bordereaux en double, de toutes les fournitures faites directement, par les habitans de leurs communes, pour l'entretien des troupes pendant les mois précédens; ces bordereaux seront conformes au modèle ci-joint, n°. 1er. et seront appuyés des quittances délivrées par les militaires, et visées par les commissaires des guerres de la brigade, et à leur défaut, par MM. les commissaires de canton. Ces fonctionnaires auront soin, avant de viser les quittances, de s'assurer qu'elles sont régulières, et que la troupe a réellement été logée dans la commune.

Les fournisseurs qui auront effectué des fournitures en vertu de marchés d'urgence, dresse-

Meine Herren!

»Ich habe die Ehre gehabt, Ihnen in der Zeit Kenntniß zu geben, daß nach einem zwischen dem Kriegs-Departement und den General-Unternehmern Claessen und Kupfer geschlossenen Contrakt, diese letztern, vom 15 July an, beauftragt waren, für den Unterhalt der fremden Truppen, welche durch das Königreich zögen oder sich darin aufhielten, (ohnbeschadet der Rechte S. M. auf die Rückbezahlung dieser Vorschüsse), zu sorgen, aber verschiedene Umstände, und namentlich der Durchgang der Truppen durch Oerter, welche von der gewöhnlichen Etappen-Straße entfernt sind, haben verursacht, daß die General-Unternehmung nicht alle nöthigen Portionen und Rationen geliefert hat, und daß Militair-Personen, entweder direkt von den Einwohnern, oder vermittelst dringender Contrakte, welche die Lokal-Behörden gemacht haben, ernährt worden sind. Ich habe diese Lage der Dinge zur Kenntniß S. E. des General-Intendanten der Kriegs-Verwaltung gebracht, welche durch Ihr Schreiben vom 15 dieses Monats mich benachrichtiget haben, daß Sie alle Lieferungen dieser Art, vom 15 letzverflossenen July an gerechnet, auf Kosten der General-Unternehmung liquidiren und bezahlen lassen würden.

Nach dieser Verfügung beauftrage ich die Herren Mair's, in den fünf ersten Tagen jedes Monats doppelte Nachweisen von allen, von den Bewohnern ihrer Gemeinden für den Unterhalt der Truppen während den vorhergehenden Monaten gemachten Lieferungen anzufertigen; diese Nachweisen sollen dem unter dem N°. 1 beigefügten Modell gemäß seyn, und mit den, von den Militairen ausgestellten und von den Kriegs-Commissarien der Brigade, und in ihrem Ermanglungsfalle, von den Cantons-Commissarien visirten Quittungen begleitet seyn. Diese Beamten sollen, ehe sie die Quittungen visiren, sorgfältig sich versichern, daß sie regelmäßig sind, und daß die Truppe wirklich in der Gemeinde logirt hat.

Die Lieferanten, welche kraft dringender Contrakte Lieferungen gemacht haben, sollen ebenfalls

ront également, dans les cinq premiers jours du mois, des bordereaux en triple de leurs fournitures; ils les appuyeront des quittances visées, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, et opéreront, au bas du bordereau, le décompte des sommes qui leur reviennent, d'après le marché dont ils devront joindre une copie authentique. MM. les sous-intendans donneront reçu des pièces qui leur seront remises, au bas d'un double des bordereaux qui sera rendu aux parties; les maires ou fournisseurs qui n'auront pas remis leurs bordereaux à la sous-intendance avant le 6 de chaque mois, ne seront plus admis à réclamer la liquidation de leurs fournitures.

in den fünf ersten Tagen des Monats, dreifache Nachweisen von ihren Lieferungen verfertigen; sie werden dieselben mit den visirten Quittungen, so wie es oben vorgeschrieben ist, unterstützen, und, unten an der Nachweise, die Abrechnung der Summen, welche ihnen nach dem Contrakt, wovon sie eine authentische Abschrift beifügen sollen, zukommen, bewerkstelligen. Die Herren Unter-Intendanten sollen unten an einem Duplum der Nachweisen, welches den Partheien zurückgegeben werden wird, den Empfang der ihnen eingehändigten Schriften bescheinigen; die Mair's oder Lieferanten, welche vor dem 6 jeden Monats ihre Nachweisen in der Unter-Intendanz nicht eingegeben haben würden, können nicht mehr zur Liquidation ihrer Lieferungen angenommen werden.

Messieurs les sous-intendans vérifieront et examineront toutes les quittances qui leur seront remises. Ils rédigeront, dans les quinze premiers jours de chaque mois, des bordereaux généraux, conformes au n°. 3, de toutes les fournitures faites par les communes de leur arrondissement; ils vérifieront et arrêteront également les bordereaux des fournisseurs; ils émettront en même temps leur avis, sur le taux auquel les marchés ont été conclus, et le 15 de chaque mois, ils m'enverront tous les bordereaux de leur arrondissement, en double expédition, avec un état récapitulatif.

Die Herren Unter-Intendanten sollen alle Quittungen, die ihnen eingehändigt werden, verifiziren und untersuchen. Sie sollen in den fünfzehn ersten Tagen jedes Monats General-Nachweisen von allen, von den Gemeinden ihres Bezirks gemachten Lieferungen, die dem N°. 3 gemäß seyn müssen, anfertigen; sie sollen ebenfalls die Nachweisen der Lieferanten verifiziren und schließen; sie sollen zu gleicher Zeit ihr Gutachten über den Preis geben, für welchen die dringenden Contrakte geschlossen worden sind, und den 15 jeden Monats sollen sie mir alle Nachweisen ihres Bezirks in doppelter Abschrift mit einem alle Gegenstände derselben begreifenden Verzeichniß zuschicken.

Je me réserve ensuite de faire de nouveau vérifier tous ces états, de les communiquer aux agens de l'entreprise générale, pour entendre leurs observations, et de les transmettre à S. E. l'intendant général de l'administration de la guerre, qui en opérera la liquidation définitive.

Ich behalte mir hernach vor, von neuem alle diese Verzeichnisse verifiziren zu lassen, sie den Agenten der General-Unternehmung zur Anhörung ihrer Bemerkungen mitzutheilen, und sie S. E. dem General-Intendanten der Kriegs-Verwaltung zuzusenden, welche die allgemeine Liquidation derselben bewerkstelligen werden.

Vous observerez que les bordereaux relatifs au mois de juillet, ne doivent comprendre que ce qui a été fourni du 15 au 31, et que le terme des cinq premiers jours de chaque mois, s'en-

Sie werden bemerken, daß die, den Monat July betreffenden Nachweisen nur das begreifen sollen, was von dem 15 bis auf den 31 geliefert worden ist, und daß die Zeitfrist der fünf ersten Tage jeden Monats, für diese Periode, von den

tend pour cette période, des cinq jours de la réception de la présente.

Au surplus, messieurs, les avantages qui résulteront pour vos administrés de l'exécution des dispositions énoncées ci-dessus, me persuadent que vous apporterez toute l'attention et toute l'activité possibles pour remplir, dans les époques déterminées, les obligations qui vous sont imposées.

Je vous renouvelle, messieurs, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, résidant à Liége, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire désigné près S. M. l'Empereur de toutes les Russies,

J. G. Verztotk de Soelen.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

Arrête:

Que la circulaire ci-dessus, sera insérée au journal officiel du grand-duché, pour être exécutée par MM. les sous-intendans, commissaires de canton et maires du ressort, en observant les modifications suivantes:

1°. Le contrat relatif aux subsistances militaires dans le grand-duché de Luxembourg, ayant été passé avec l'entrepreneur Rothschild, et l'effet de ce contrat remontant au 12 juin dernier, c'est pour le compte du sieur Rothschild et à partir dudit jour 12 juin, que les communes et entrepreneurs particuliers seront remboursés du prix des subsistances militaires qu'ils auront fournies aux lieu et place de l'entrepreneur-général.

2°. Messieurs les sous-intendans du grand-duché, étant immédiatement subordonnés au conseiller directorial, c'est à lui qu'ils adresseront les bordereaux généraux, avis et états récapitulatifs, mentionnés en ladite circulaire, pour être transmis ensuite à S. E. M. le commissaire-général.

Luxembourg, le 30 août 1815.

WILLMAR.

fünf ersten Tagen von dem Empfang des gegenwärtigen Schreibens an verstanden wird.

Uebrigens geben mir, meine Herren, die Vortheile, welche für Ihre Administrirten aus der Vollziehung der obigen Verfügungen entspringen, die Ueberzeugung, daß Sie alle Ihre Aufmerksamkeit und allen möglichen Eifer anwenden werden, damit die Ihnen auferlegten Verpflichtungen in den bestimmten Zeitfristen erfüllt werden.«

Ich erneuere Ihnen, meine Herren, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Der General-Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, zu Lüttich residirend, Ihr außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister bei S. M. dem Kaiser aller Reußen;

Unterz., J. G. Verstolk von Soelen.

Beschließt der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath, daß obiges Rundschreiben in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerückt werden soll, um von den Herren Unter-Intendanten, Kantons-Commissarien und Mairen des Groß-Herzogthums unter folgenden Modifikationen vollzogen zu werden:

1°. Da der, den Unterhalt der Truppen in dem Groß-Herzogthum Lützemburg betreffende Contrakt mit dem Unternehmer Rothschild geschlossen worden ist, und dieser Contrakt von dem 12 letztverflossenen Monat Juny anfängt, so werden die Gemeinden und besondern Unternehmer die Rückbezahlung des Preises des für den General-Unternehmer gelieferten Militair-Unterhalts auf Rechnung des Herrn Rothschild, und vom besagten 12 Juny an gerechnet, erhalten.

2°. Da die Herren Unter-Intendanten des Groß-Herzogthums unmittelbar dem Direktorial-Rath untergeordnet sind, so müssen sie ihm die, in dem besagten Rundschreiben gemeldten General-Nachweisen, Gutachten und rekapitulirenden Verzeichnisse zuschicken, um hernach an S. E. den General-Commissair übermacht zu werden.

Lützemburg, den 30 August 1815.

Willmar.

MODÈLE N°. 1

Bordereau des fournitures en vivres, faites par la commune de pour la subsistance des troupes qui ont logé dans ladite commune, pendant le mois de

Numéros des quittances	Date des quittances	Nombre de portions		Observations
		d'officiers.	de soldats.	

Fait à le

Le maire de la commune

Nota. Si les portions n'avaient pas été fournies complètement, on aura soin de subdiviser les colonnes en autant de parties que les portions comprennent d'articles séparés, tels que pain, viande, eaux-de-vie, sel et légumes, et on remplirait seulement les colonnes relatives aux articles qui ont été fournis, conformément aux quittances. On fera des bordereaux semblables, mais séparés, pour les fournitures en fourrages.

Modell N°. 1.

Verzeichniß der Lieferungen an Lebensmitteln, welche die Gemeinde von für den Unterhalt der Truppen, welche in der besagten Gemeinde einquartirt waren, während dem Monat gemacht hat.

N°. der Quittung.	Datum der Quittung.	Anzahl der Portionen		Bemerkungen.
		der Offiziere.	der Soldaten.	

Geschehen zu den

Der Mär der Gemeinde von

Nota. Sollten die Portionen nicht komplet geliefert worden seyn, so wird man Sorge haben, die Columnen in so viele Theile zu theilen, als die Portionen besondere Artikel enthalten, wie Brod, Fleisch, Branntwein, Salz und Gemüße, und man wird bloß die Columnen ausfüllen, welche die Artikel betreffen, die den Quittungen gemäß geliefert worden sind. Man wird ähnliche, aber besondere Nachweisen, für gelieferte Fourrage verfertigen.

MODÈLE N°. 2.

BORDEREAU des fournitures en fourrages, faites par le sieur entrepreneur, en vertu d'un marché d'urgence, passé par et dont la copie est ci-jointe.

Numéro des quittances.	Date des quittances.	Nombre de rations de Avoine.	Foin.	Paille.	Observations.

Décompte du présent bordereau.

Rations d'avoine à cent., l'une font » »
Rations de foin à » »

En total. . . . .

Fait à le

Note. On suivra la même forme pour les fournitures en vivres.

Si les marchés sont conclus en mesures ou poids, et que les quittances militaires soient en portions et rations, on énoncera dans le décompte autant de rations de faisant autant de livres (ou de setiers) à portent, etc.

Modell N°. 2.

Verzeichniß der Lieferungen von Fourrage, welche von dem Herrn Unternehmer, kraft eines dringenden vom geschlossenen Contrakts, wovon die Abschrift beigefügt ist, gemacht worden sind.

N°. der Quittungen.	Datum der Quittungen.	Anzahl der Rationen von Hafer.	Heu.	Stroh.	Bemerkungen.

Abrechnung des gegenwärtigen Verzeichnisses.

Rationen Hafer zu Cent. eine, machen » »
Rationen Heu zu » »

Total. . . .

Geschehen zu den

Nota. Man soll dieselbe Form für die Lieferungen von Lebensmitteln befolgen.

Wenn die Contracte in Maaßen oder Gewichten geschlossen sind, und die Militair-Quittungen Portionen und Rationen enthalten, so soll man in die Abrechnung setzen: so viel Rationen von welche so viel Pfund (oder Sester) ausmachen, zu betragen, u. s. w.

IIe. Supplément du N°. 56 du Journal officiel.

MODÈLE N°. 3.

Bordereau des fournitures en vivres, faites pendant le mois de aux troupes par les communes de l'arrondissement de à défaut de l'entreprise générale.

Noms des communes.	Numéro des quittances.	Nombre des portions.		Montant à payer à chaque commune.	Observations.
		d'offici.	de sold.		
Angleur	1	3	115		
	2	3	115		
	3	6	300		
	4	4	212		
		16	742		
Grivegnée..	5	8	420		
	6	8	420		
		16	840		
Total géné.		32	1582		

Certifié le présent bordereau, montant à la quantité de *trente-deux portions d'officiers*, *et quinze cent quatre vingt deux portions de soldats*, par nous, sous-intendant de l'arrondissement de

Fait à le

Not. On ne doit pas remplir la colonne du montant à payer.

S'il y a des communes où les portions n'ont point été fournies complètement par les habitans, on subdivisera chaque colonne en autant de parties que la portion est composée d'articles.

On fera des bordereaux séparés pour les vivres et pour les fourrages; on ne comprendra aussi dans un même bordereau, que ce qui concerne les troupes d'une même puissance.

Modell N°. 3.

Nachweise der Lieferungen an Lebensmitteln, welche während dem Monat den Truppen durch die Gemeinden des Bezirks wegen Abgang des Diensts der General-Unternehmung gemacht worden sind.

Namen der Gemeinden.	N°. der Quittungen.	Anzahl der Portionen		Betrag der Summen, die jeder Gemeinde zu bezahlen ist.	Bemerkungen.
		der Offizie.	der Soldat.		
Angleur....	1	3	115		
	2	3	115		
	3	6	300		
	4	4	212		
		16	742		
Grivegnée.	5	8	420		
	6	8	420		
		16	840		
Total.....		32	1582		

Gegenwärtiges Verzeichniß, welches die Quantität von zwei und dreißig Portionen für Offiziere und fünfzehn hundert zwei und achtzig Portionen für Soldaten beträgt, wird von uns Unter-Intendant des Bezirks von bekräftigt.

Geschehen zu den

Nota. Man soll die Columne des zu bezahlenden Betrags nicht ausfüllen.

Wenn es Gemeinden giebt, in welchen die Portionen nicht komplett von den Einwohnern geliefert worden sind, so muß man jede Columne in so viel Theile theilen, als die Portion Artikel enthält.

Man soll für die Lebensmittel und für die Fourrage besondere Verzeichnisse anfertigen; man soll auch in dem nemlichen Verzeichniß nur Gegenstände begreifen, welche die Truppen einer einzigen Macht betreffen.

(N°. 241.)

AVERTISSEMENT

Relatif au remboursement des frais d'entretien des troupes.

Le commissaire chargé de l'administration des finances dans le département de Meuse et Ourte et le grand-duché de Luxembourg, rappelle à messieurs les maires et autres personnes qui ont à réclamer le remboursement des frais d'entretien des troupes dont le paiement a été spécialement affecté sur le produit de la *contribution de guerre de deux millions*, qu'ils sont tenus, aux termes de l'article 4 de l'arrêté de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, en date du 11 juin 1815, d'effectuer la remise de leurs titres en mains de messieurs les sous-intendans de leurs arrondissemens.

En conséquence messieurs les maires en particulier qui n'ont pas encore satisfait à cette obligation, sont itérativement invités à presser l'envoi de ces pièces, et de ne pas outre-passer le délai de quinze jours qui leur est accordé à partir de la présente publication. Ce terme étant de rigueur, ils sont prévenus qu'il sera procédé à la liquidation de ces dépenses, et qu'ils auront à imputer à leur insouciance l'omission qui sera faite de leurs créances dans la répartition des sommes qui restaient à recouvrer sur la contribution de deux millions, au 12 mai 1815.

Fait à l'hôtel du commissariat des finances établi à Liége, le 4 septembre 1814.

GERICKE.

(N°. 242.)

INSTRUCTION

De S. E. le commissaire-général de S. M. le Roi, grand-duc résidant à Liége, à MM. les Sous-intendans et

(N°. 241.)

Nachricht

in Betreff der Rükbezahlung der Unterhaltungs-Kosten der Truppen.

Der mit der Verwaltung der Finanzen in dem Departement der Maas und Ourte, und dem Groß-Herzogthum Luxemburg beauftragte Commissair, bringt den Herren Mair's und anderen Personen, welche die Rükbezahlung der Unterhaltungs-Kosten der Truppen zu reklamiren haben, die besonders auf den Ertrag der **Kriegssteuer von zwei Millionen** angewiesen ist, in Erinnerung, daß sie zu Folge des 4ten Art. des Beschlußes S. Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Luxemburg, verbunden sind, den Herren Unter-Intendanten ihrer Bezirke ihre Titel einzuhändigen.

Deßwegen sind die Herren Mair's oder Partikularen, welche dieser Verpflichtung noch keine Genüge geleistet haben, neuerdings eingeladen, diese Schriften schleunigst einzusenden, und die Zeitfrist von vierzehn Tagen, welche ihnen von dem Tage der Publikation gegenwärtiger Nachricht an bewilligt ist, nicht vorübergehen zu laßen. Da dieser Termin strenge festgesezt ist, so sind sie benachrichtiget, daß zur Liquidation dieser Kosten geschritten werden wird, und daß sie ihrer Nachläßigkeit werden zuzuschreiben haben, wenn ihre Forderungen in der Vertheilung der Summen, welche den 12ten May 1815 von der Steuer von zwei Millionen noch einzutreiben waren, nicht begriffen werden.

Geschehen im Hause des Finanz-Commissariats zu Lüttich, den 4ten September 1815.

Gericke.

(N°. 242.)

Instruktion

S. E. des General-Commissairs S. M. des Königs, Groß-Herzogs, zu Lüttich, an die Herren Unter-Intendanten und

maires du département de Meuse-et-Ourte, relative aux formalités à remplir pour pouvoir obtenir un passe-port pour l'étranger.

Liége, le 24 août 1815.

Je remarque, messieurs, que les certificats qui me sont remis par les personnes qui demandent des passe-ports à l'étranger, présentent souvent des irrégularités telles qu'on est obligé de renvoyer ces personnes devant leurs municipalités, d'où résultent des retards qui peuvent quelque fois être très-préjudiciables aux intérêts des voyageurs. Je crois, en conséquence, devoir vous rappeler, les régles prescrites pour cet objet.

Toute personne qui désire obtenir un passeport à l'étranger, doit se présenter à la mairie de son domicile, pour y demander un certificat indiquant ses noms, prénoms, profession, lieu de naissance, âge et signalement; le maire énoncera, en outre, si le requérant est de bonne vie et mœurs, si rien ne s'oppose à ce qu'on délivre le passe-port et pour quelle destination le passeport est demandé. Si le maire connaît personnellement le réquerant, il terminera le certificat de la manière suivante: *délivré le présent d'après la connaissance personnelle que nous avons du sieur. . . . ou de la dame. . . . . . . qui a signé le présent avec nous*, (*ou déclaré ne savoir écrire.*) Si le maire ne connait pas le requérant, ce dernier devra être accompagné de deux témoins, connus du mairé, et le certificat sera terminé ainsi qu'il suit: *délivré le présent sur l'attestation des sieurs* (noms, prénoms, profession, etc. des témoins) *à nous bien connus, qui nous ont déclaré servir de répondans pour le requérant, et ont signé ainsi que le sieur*, (*ou la*

Mär's des Departements der Maas und Ourte, in Betreff der zu befolgenden Formalitäten, um einen Paß in's Ausland erhalten zu können.

Lüttich, den 24ten August 1815.

Ich bemerke, meine Herren, daß die Atteste, welche mir von Personen, die Pässe in's Ausland begehren, eingehändigt werden, öfters Unregelmäßigkeiten darbieten, so daß man gezwungen ist, diese Personen vor ihre Munizipalitäten wieder zurückzuschicken, woraus Verzögerungen herrühren, die bisweilen dem Interesse der Reisenden sehr nachtheilig sind. Ich glaube deßwegen Ihnen, meine Herren, die für diesen Gegenstand vorgeschriebenen Regeln in Erinnerung bringen zu müssen.

Jede Person, welche einen Paß in's Ausland zu erhalten wünscht, soll sich der Mairie seines Wohnorts darstellen, um ein Attest zu begehren, welches ihre Namen, Vornamen, Profession, Geburtsort, Alter und Signalement anzeige; der Mair soll überdieß bemerken, ob der Bittsteller von guter Aufführung ist, ob nichts der Ausfertigung des Passes entgegen ist, und für welche Bestimmung der Paß verlangt wird. Wenn der Mair den Bittsteller persönlich kennt, so soll er das Attest auf folgende Art schließen: Gegenwärtiges ist nach der persönlichen Kenntniß, die wir von dem Herrn ... oder der Dame ... haben, ausgefertigt, welcher oder welche gegenwärtiges mit uns unterschrieben haben, (oder erklärt haben, daß sie nicht schreiben können.) Sollte der Mair den Bittsteller nicht kennen, so soll dieser letztere von zwei Zeugen, die der Mair kennt, begleitet seyn, und das Attest soll also geschlossen werden: Gegenwärtiges ist auf das Zeugniß der Herren ... (Namen, Vornamen, Profession ꝛc. der Zeugen), welche uns gut bekannt sind, ausgefertigt, und die uns erklärt haben, daß sie für den Bittsteller verantwortlich seyn wollen, und haben gegenwärtiges mit dem

dame). . . . Si l'un de ces individus ne sait pas écrire, il en sera fait mention.

Les personnes qui désirent un passe-port, et qui ne peuvent se rendre à leur domicile pour y demander le certificat de leur maire, pourront aussi obtenir un certificat de la commune où ils se trouvent, pourvu qu'elles soient accompagnées des deux répondans mentionnés ci-dessus, qu'elles représentent un ancien passe-port, et qu'elles apportent des motifs plausibles sur les causes qui ne leur permettent pas de chercher les certificats des maires de leur domicile.

Tous les certificats des maires devront être nécessairement légalisés par les sous-intendans, qui énonceront en même temps leur opinion, si rien ne s'oppose à la délivrance des passe-ports.

Vous observerez aussi, messieurs, que *le certificat mentionné ci-dessus*, devant demeurer à l'appui du registre aux passe-ports, est indépendant *du certificat d'indigence* mentionné dans l'article 5 de l'arrêté du 31 août 1814, (N°. 50 du journal officiel,) *destiné au receveur du timbre extraordinaire*, et qu'en conséquence, dans les cas où l'indigence est reconnue, il faut faire un certificat séparé.

Je vous renouvelle, messieurs, l'assurance de ma considération distinguée,

Signé J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, arrête que l'instruction précitée sera insérée dans le journal officiel, pour recevoir sa stricte exécution de la part de MM. les sous-intendans et maires. Les personnes qui voudront obtenir un passe-port pour l'étranger et qui sont munies de certificats en règle, pourront se présenter chaque jour dans les bureaux de l'administration du grand-duché.

Luxembourg, le 30 août 1815.

WILLMAR.

Herrn (oder der Dame) unterschrieben. Wenn eines der Individuen nicht schreiben kann, so soll Meldung davon gemacht werden.

Die Personen, welche einen Paß begehren und sich nicht an ihren Wohnort begeben können, um von ihrem Mair das Attest zu begehren, können ebenfalls von dem Mair der Gemeinde, in welcher sie sich befinden, ein Attest erhalten, wenn sie mit den zwei obengemeldten Zeugen begleitet sind, die für sie repondiren, — einen alten Paß vorweisen und gültige Beweggründe über die Ursachen angeben, welche ihnen nicht erlauben, in ihrem Wohnort die von dem Mair desselben auszufertigenden Atteste zu holen.

Alle Atteste der Mair's müssen nothwendig von den Unter-Intendanten legalisirt werden; diese sollen zu gleicher Zeit ihr Gutachten äußern, ob nichts der Ausfertigung der Päße entgegen ist.

Sie werden auch bemerken, meine Herren, daß, da das obengemeldte Attest als Beweisschrift dem Paß-Register beigelegt bleiben muß, dasselbe von dem Dürftigkeits-Attest, von welchem der 5 Artikel des Beschlusses vom 31 August 1814, (N°. 50 des offiziellen Journals), und das für den Empfänger des außerordentlichen Stempels bestimmt ist, unabhängig ist, und daß man also in den Fällen, wo die Dürftigkeit anerkannt ist, ein besonderes Attest ausfertigen muß.

Ich erneuere Ihnen, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Unterz., Verstolk von Soelen.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß obige Instruktion in das offizielle Journal eingerückt werden soll, um von den Herren Unter-Intendanten und Mair's genau befolgt zu werden. Die Personen, welche einen Paß in's Ausland zu erhalten wünschen, und mit dem erforderlichen Attest versehen sind, können sich täglich in dem betreffenden Bureau der Verwaltung des Groß-Herzogthums melden.

Lützemburg, den 30sten August 1815.

Willmar.

(N°. 243.)

AVIS relatif aux bureaux de transit.

Messieurs les négocians, fabricans et commissionnaires sont prévenus, que par suite de la translation qui s'opère de la ligne des douanes sur la nouvelle frontière des états de S. M., les bureaux de transit ayant existé jusqu'à présent sur les bords de la Meuse, ont été supprimés et remplacés, suivant un arrêté de S. E. monsieur le commissaire général des finances, daté de La Haye le 25 août 1815, par les bureaux de la nouvelle ligne dont les noms suivent :

1. Dinant. (Les marchandises destinées à transiter par terre, seront dirigées par Anseremme, et escortées *gratis* de la frontière jusqu'à Dinant, et *vice versâ* Le bureau de Dinant est aussi autorisé à délivrer et décharger les acquits de transit par eau sur la Meuse.)
2. Paliseul.
3. Aubange.
4. Remich. (Le bureau est seulement autorisé au transit par eau sur la Moselle.)
5. Wasserbillig. (Pour le transit par terre et par eau sur la Moselle.)
6. Echternach.
7. Bocholtz ou Behault.
8. Petit-Hier.
9. Stavelot.
10. Francorchamps.
12. Gemereth.
12. Henri-Chapelle.
13. Moresnet.
14. Heerlen.
15. Susteren.
16. Ruremonde.
17 Reuver.
18. Venlo (Pour le transit par terre, et par eau sur la Meuse.)

(N°. 243.)

Nachricht in Betreff der Transit-Bureaux.

Die Herren Handelsleute, Fabrikanten und Commissionair's sind benachrichtiget, daß in Folge der Versetzung der Zölle, auf die neue Grenze der Staaten Seiner Majestät, die Transit-Bureaux, welche bisher an den Ufern der Maas bestanden haben, abgeschaft, und in Gemäßheit eines Beschlusses S. E. des Herrn General-Commissairs der Finanzen, welcher von Haag den 25 August 1815 datirt ist, durch folgende Bureaux der neuen Linie ersetzt sind.

1. Dinant. (Die Waaren, welche bestimmt sind, zu Land zu transitiren, sollen durch Anseremme geleitet und unentgeldlich von der Grenze bis nach Dinant und umgekehrt begleitet werden.

   Das Bureau von Dinant ist auch befugt, die Transit-Scheine zu Wasser auf der Maas auszufertigen, und eine Entladung davon zu ertheilen.)
2. Paliseul.
3. Ibingen.
4. Remich. (Dieses Bureau ist nur zum Transit zu Wasser auf der Mosel authorisirt.)
5. Wasserbillig. (Für den Transit zu Land und zu Wasser auf der Mosel.)
6. Echternach.
7. Bocholz oder Behault.
8. Petit-hier.
9. Stavelot.
10. Francorchamps.
11. Gemereth.
12. Heinrichs-Capelle.
13. Moresnet.
14. Heerlen.
15. Susteren.
16. Ruremonde.
17. Reuver.
18. Venlo. (Für den Transit zu Land und zu Wasser auf der Maas.)

19. Wel. (Idem.)

Les navires venant des provinces septentrionales du royaume pour passer à Venlo, pourront être plombés aux écoutilles au bureau de Wel, et convoyés jusqu'à leur destination, afin d'éviter la visite et vérification en détail, ainsi que l'acquittement des droits à ce dernier bureau.

Liége, le 28 août 1815.

Le commissaire chargé de l'administration des finances,

GERIKE.

(N°. 244)

AVIS

relatif à la partie du duché de Bouillon, réunie au grand-duché de Luxemboerg.

Par suite de la réunion du canton de Bouillon au grand-duché de Luxembourg, il a été résolu par monsieur le commissaire chargé de l'administration des finances de comprendre provisoirement ce canton dans la circonscription du bureau de l'administration de l'enregistrement et des domaines établi à Cugnon; en conséquence le directeur par interim de la dite administration, prévient tant MM. les fonctionnaires et officiers publics, que les habitans de ce canton que c'est à ce bureau qu'ils devront s'adresser pour remplir les formalités prescrites par les lois sur le timbre et l'enregistrement, et y acquitter les droits, ainsi que les termes échus et à écheoir des propriétés domaniales situées dans ce canton.

Tous payemens qui seront faits ailleurs, seront considérés comme non avenus, et ne libéreront pas valablement les débiteurs.

Fait à Luxembourg, le 31 août 1815.

MERSCH.

19. Wel. (*Idem.*)

Die Schiffe, die aus den nördlichen Provinzen des Königreichs kommen, um nach Venlo zu fahren, können in dem Bureau von Wel an den Lücken plombirt und bis zu ihrer Bestimmung hin begleitet werden, um die Untersuchung und theilweise Verifikation, wie auch die Bezahlung der Gebühren in diesem letzten Bureau zu vermeiden.

Lüttich, den 28 August 1815.

Der mit der Verwaltung der Finanzen beauftragte Commissair,

Gericke.

(N°. 244.)

Nachricht

an das Publikum, in Betreff des mit dem Groß-Herzogthums Lützemburg vereinigten Kantons von Bouillon.

In Folge der Vereinigung des Kantons Bouillon mit dem Groß-Herzogthum Lützemburg hat der mit der Verwaltung der Finanzen beauftragte Herr Commissair beschlossen, diesen Kanton provisorisch in dem Bezirk der Verwaltung des Einregistrirungs- und Domainen-Bureau's, welches zu Cugnon errichtet ist, zu begreifen.)

Deßhalb benachrichtiget der interimistische Direktor der besagten Verwaltung sowohl die Herren Beamten und öffentlichen Offizianten, als auch die Bewohner dieses Kantons, daß sie sich an dieses Bureau zu wenden haben, um die, durch die Gesetze über den Stempel und die Einregistrirung vorgeschriebenen Formalitäten zu erfüllen, und daselbst die Gebühren, wie auch die Termine zu bezahlen, die in Betreff der in diesem Kanton gelegenen Domainen-Güter verfallen sind, oder verfallen seyn werden.

Alle Bezahlungen, die anderswo gemacht werden, sollen als nicht geschehen betrachtet werden, und die Schuldner nicht gültig entladen.

Geschehen zu Lützemburg, den 31 August 1815.

Mersch.

(N°. 245.)

AVIS

relatif à la circulation de fausses pièces de dix centimes.

L'intendant départemental de la Dyle, fait connaître à ses administrés, qu'il circule dans les provinces méridionales du royaume des Pays-Bas, de petites pièces fausses de dix centimes, lesquelles se distinguent des bonnes de la même espèce par les caractères suivans:

L'épaisseur en est moindre, et la circonférence, qui d'ailleurs forme un cercle imparfait, est tant soit peu plus grande.

Le poids en est moindre de trois décigrammes, ou de 3/10 de gramme; les jambages de l'N couronné, qui en forme le type, sont plus éloignés les uns des autres et plus effacés. La barre du milieu, ou le trait d'union sur-tout, a beaucoup moins d'épaisseur.

Toutes les pièces fauses portent le millésime de 1808 et ont généralement un aspect beaucoup plus neuf et plus argenté que les bonnes de la même année; pour peu cependant qu'elles soient frottées, la surface en devient entièrement cuivrée.

Bruxelles, le 4 août 1815.

Signé Baron d'ANETHAN.

Vû l'avis ci-dessus, le conseiller directorial chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, arrête qu'il en sera donné connaissance au public par la voie du journal officiel du grand-duché.

Fait à Luxembourg, le 10 août 1815.

WILLMAR.

Événemens de police.

Signalement d'un cadavre trouvé le 21 juillet 1815 dans l'étang de la forge du Prince, territoire de la commune de Habay-la-Neuve;

Cet homme qu'on suppose s'être noyé, est

(N°. 245.)

Nachricht

in Betreff von falschen zehn Centim-Stücken, die im Umlauf sind.

Der Intendant des Departements der Dyle macht seinen Administrirten bekannt, daß in den mittäglichen Provinzen des Königreichs der Niederlande falsche kleine Münzen von zehn Centim's im Umlauf sind, welche sich von den guten derselben Gattung durch folgende Kennzeichen unterscheiden:

Die Dicke ist geringer, und der Umkreis, welcher übrigens einen unvollkommenen Zirkel bildet, ist ein wenig größer.

Das Gewicht derselben ist geringer als 3 Decigramme, oder 3/10 von einem Gramme; die Beine des gekrönten N, welches den Typ derselben bildet, sind mehr von einander entfernt und mehr verwischt. Der mittlere Strich oder die Verbindungslinie desselben hat weit weniger Dicke.

Alle falschen Stücke tragen die Jahrzahl 1808, und haben überhaupt ein frischeres und silberfarbigeres Aussehen, als die guten desselben Jahrs; wenn man sie aber nur ein wenig reibt, so wird das Aeußere derselben ganz kupferfarbig.

Brüssel, den 4 August 1815.

Unterzeichnet, Baron von Anethan.

Nach Einsicht der obigen Nachricht, verordnet der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums, provisorisch beauftragte Direktorial-Rath, daß dem Publikum durch das offizielle Journal Kenntniß davon gegeben werden soll.

Geschehen zu Luxemburg, den 10ten August 1815.

Willmar.

Polizei-Begebenheiten.

Signalement eines todten Körpers, welcher den 21 July 1815 in dem Weiher der Prinzen-Eisenhütte, in dem Gebiet der Gemeinde Neu-Habich gefunden worden ist.

Dieser Mensch, von welchem man vermuthet,

d'une taille d'environ 5 pieds 1 pouce, âgé d'environ 50 ans, cheveux bruns, sourcils roux, yeux bleus, front chauve, nez gros, bouche grande, menton rond, visage idem, denture mauvaise, la machoire inférieure mal placée, cicatrice à la joue droite de la longueur d'environ trois pouces; ses vêtemens sont, un habit mauvais, bleu de ciel, fait à l'ancienne mode, une veste de même, une vieille culotte grise, avec deux pièces rouges; une mauvaise paire de bas gris, une paire de souliers dechirés, une chemise marquée d'un F, un vieux mouchoir de col, et un petit bonnet de toile rayée bleue.

Messieurs les maires de l'arrondissement sont invités à donner toute la publicité à la présente, et à me faire connaître le nom de cet individu, s'il parvient à leur connaissance.

Neuf-Château, le 7 août 1815.

L'inspecteur de la police de l'arrondissement de Neuf-Château.

DE NEUNHEUSER,
chef de bataillon de la milice.

daß er sich ersäuft habe, ist ungefähr 5 Fuß 1 Zoll groß, ungefähr 50 Jahre alt, hat braune Haare, rothe Augenbraunen, blaue Augen, kahle Stirne, große Nase, großen Mund, rundes Kinn und Gesicht, schlechte Zähne, die untere Kinnlade in einer übeln Lage, eine Narbe am rechten Backen, ungefehr 3 Zoll lang; seine Bekleidung war ein hellblauer altmodischer alter Rock, eine ähnliche Weste, alte graue Hosen mit zwei rothen Stücken, ein Paar alte graue Strümpfe, zerrissene Schuhe, ein Hemd mit einem F bezeichnet, ein altes Halstuch, eine kleine Kappe von Leinwand mit blauen Streifen.

Die Herren Mair's des Bezirks sind eingeladen, gegenwärtigem die größte Publizität zu geben, und mir die Nachrichten mitzutheilen, die sie von dem Namen dieses Individuums darüber erhalten könnten.

Neufchateau, den 7 August 1815.

Der Polizei-Inspektor des Bezirks von Neufchateau und Bataillons-Chef der Miliz.
Von Neunheuser.

Signalement d'un cheval volé.

Une jument, âgée de deux ans, taille de 4 pieds 4 pouces environ, poil bai-brun, crin noir, lisée en tête assez fortement entre les deux yeux; une petite cicatrice dessous le jarret à la jambe gauche de devant, ferrée nouvellement des deux pieds, sur le sabot gauche de devant le maréchal y a fait une petite croix avec la lime, n'a pas encore été ferrée des pieds de derrière.

MM. les Maires ou autres de l'arrondissement sont invités à donner à la présente toute la publicité, et à me faire connaître les renseignemens que l'on pourrait en avoir.

Neuf-Château, le 7 août 1815.

L'inspecteur de la police de l'arrondissement de Neuf-Château,

DE NEUNHEUSER,
chef de bataillon de la milice.

Signalement eines im Bezirk Neufchateau gestohlenen Pferdes.

Eine Stute, zwei Jahre alt, ungefähr 4 Fuß, 4 Zoll hoch, braunrothe Haare, schwarze Mähnen, mit einem weißen Streif zwischen den beiden Augen, eine kleine Wunde am linken vordern Fuß unter der Kniekehle, an beiden Füssen neu beschlagen; auf der linken vordern Hufe hat der Schmied mit der Feile ein kleines Kreuz gemacht, ist an den hintern Füssen noch nicht beschlagen worden.

Die Herrn Mai's des Bezirks rc. sind eingeladen, gegenwärtigem die größte Publizität zu geben, und mir die Nachrichten einzutheilen, die sie in Betreff dieses Pferds erhalten könnten.

Neufchateau, den 7 August 1815.

Der Polizei-Inspektor des Bezirks von Neufchateau und Bataillons-Chef der Miliz,
Von Neunheuser.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 57.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 11 septembre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 11ten September 1815.

(N°. 246.)

ARRÊTÉS

Relatifs à l'organisation d'une ligne de douanes sur la frontière du royaume, à la rive droite de la Meuse.

Nous commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc., à la résidence de Liége;

Vu l'arrêté de S. M., en date du 8 de ce mois, relatif à l'organisation d'une ligne de douanes sur l'extrême frontière du royaume, à la rive droite de la Meuse,

Avons arrêté et arrêtons :

L'arrêté ci-dessus rappelé sera réimprimé à la suite du présent, publié et affiché dans toutes les communes de notre commissariat-général, à la diligence de messieurs les maires.

Donné à Liége, le 18 août 1815,

Signé, J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Pour expédition conforme,

Le secrétaire-général, J. J. D'OMALIUS.

(N°. 246.)

Beschlüsse,

in Betreff der Organisation der Zoll-Linie an der auf dem rechten Maas-Ufer gelegenen Grenze des Königreichs.

Wir General-Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von Lützemburg, &c. &c., &c., zu Lüttich residirend;

Nach Einsicht des Beschlusses S. M. vom 8ten dieses Monats, in Betreff der Organisation einer Zoll-Linie an der äußersten, auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen Grenze des Königreichs,

Haben beschlossen und beschließen:

Obiger Beschluß soll nach gegenwärtigem abgedrukt, publizirt und in allen Gemeinden unseres General-Commissariats, auf das Betreiben der Herren Mair's angeschlagen werden.

Geschehen zu Lüttich, den 18ten August 1815.

J. G. Verstolk von Soelen.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair,

Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu,

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes,

Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau grand-duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Notre conseiller-d'état, commissaire-général des finances, nous ayant, au désir de notre arrêté du onze juin, présenté un plan d'organisation pour établir sur l'extrême frontière de notre royaume, la ligne de la douane, en remplacement de celle actuellement existante sur les bords de la Meuse;

Nous ayant en même tems soumis ses propositions, tendantes à étendre la police du commerce dans notre grand-duché de Luxembourg, d'après la législation adoptée dans les provinces méridionales pour le maintien de l'industrie de nos peuples,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Art. 1er. A dater de l'époque où les bureaux et postes de notre douane seront organisés à l'extrême frontière, ceux actuellement existans depuis St. Médard, vis-à-vis Dinant, en suivant le cours de la Meuse jusqu'à Barlo, dans le département de la Meuse-inférieure, seront supprimés, et dès cet instant, toute perception et surveillance de la douane cesseront, pour autant qu'elles n'y sont maintenues par l'article 2 suivant.

Le bureaux à l'extrême frontière de notre royaume qui seront créés par le présent, y seront établis le 31 de ce mois, et ils seront ouverts le premier septembre suivant.

2 Le cordon de notre douane supprimé par l'article précédent, sera remplacé à l'époque susdite par celui qui commencera, en prenant la direction du poste de Freyr, (à la rive gauche de la Meuse) vers Dinant, suivra les frontières du département de Sambre-et-Meuse et des Forêts, vers la France, remontera la Moselle en suivant la nouvelle frontière qui sépare notre royaume du grand-duché du Bas-Rhin jusqu'au village de Euen, traversera delà la Meuse et longera la frontière du canton de Horst, vers les provinces septentrionales jusqu'à ce qu'il joindra le poste de Meyel, dépendant

König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Da Uns Unser Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen, in Gemäßheit Unseres Beschlußes vom 11ten Juny, einen Organisationsplan vorgelegt hat, um die Zoll-Linie, an die Stelle der gegenwärtig an den Ufern der Maas existirenden, auf die äußerste Grenze Unseres Königreichs zu verlegen;

Da er Uns zu gleicher Zeit seine Vorschläge unterworfen hat, welche dahin abzwecken, die Handels-Polizei, nach der in den mittäglichen Provinzen zur Handhabung der Industrie Unserer Völker angenommenen Gesetzgebung, auf das Groß-Herzogthum Lützemburg auszudehnen;

Haben beschlossen und beschließen, was folgt:

Art. 1. Von dem Tage an gerechnet, an welchem die Bureaux und Posten Unserer Douane an der äußersten Grenze organisirt seyn werden, sollen die, welche gegenwärtig von St. Medard an, Dinant gegenüber, längst der Maas bis Barlo in dem Departement der untern Maas existiren, aufgehoben seyn, und von diesem Augenblick an wird jede Einnahme und Aufsicht aufhören, in so weit sie nicht durch den folgenden 2 Artikel gehandhabt sind.

Die durch Gegenwärtiges an der äußersten Grenze Unseres Königreichs festgesetzten Bureaux sollen den 31 dieses Monats daselbst errichtet und den folgenden 1 September eröfnet werden.

2. Der durch den vorhergehenden Artikel unterdrückte Zoll-Cordon, soll in der obengemeldten Zeit durch den ersetzt werden, welcher, indem er seine Richtung von dem Posten von Freyr an, (an dem linken Ufer der Maas) gegen Dinant zu nimmt, die Grenzen der Departemente der Sambre und Maas und der Wälder gegen Frankreich zu befolgt, die Mosel aufwärts sich zieht, und indem er die neue Grenze befolgt, welche Unser Königreich von dem Groß-Herzogthum Nieder-Rhein bis auf das Dorf Euen trennt, von da über die Maas gehet und sich längst der Grenze des Kantons Horst gegen die nördlichen Provin-

de la principalité actuelle de Maseyck, où il se réunira au service de la douane déjà existant.

La lisière de territoire le long de la Meuse depuis Euen jusqu'à Mook, ne sera pas soumise au régime des douanes de nos provinces méridionales.

3. Les réglemens, arrêtés, tarifs et décisions donnés dans les provinces méridionales de notre royaume, pour nos douanes, seront applicables et exécutoires dans les départemens à la rive droite de la Meuse et du grand-duché de Luxembourg, au tems déterminé par l'art. 1 du présent arrêté.

4. Nous accordons à la ville de Venloo, la faveur de la jouissance d'un entrepôt de commerce, sous la surveillance des employés de l'administration des douanes, à charge par ladite ville de se conformer aux réglemens existans pour ces établissemens et, entr'autres, de fournir un batiment propre au service de l'entrepôt.

5. La ligne des douanes, créée par l'art. 2 du présent, sera divisée en six principalités, dont les chef-lieux seront à Dinant, Florenville, Luxembourg, Vianden, Henri-Chapelle et Ruremonde.

6. La principalité de Dinant comprendra, outre les bureaux qui lui seront attribués par l'article suivant, tous ceux ayant dépendu jusqu'à présent de celle de Namur, depuis Gerpinnes jusqu'à Hastier.

La principalité de Ruremonde prendra, outre les bureaux qui lui seront attribués par l'article suivant, sous sa surveillance, ceux qui ont dépendu jusqu'à présent de celle de Maseyck, depuis la fin de la principalité de Turnhout jusqu'à Miel.

7. Nous créons des bureaux d'entrée et de sortie aux endroits suivans:

zen hin zieht, bis er den Posten von Meyel erreicht, welcher von der gegenwärtigen Prinzipalität von Maseyck abhängt, wo er sich mit dem wirklich existirenden Zoll-Dienst vereinigt.

Die Grenze des Gebiets längst der Maas von Euen an bis Mook soll der Zoll-Verwaltung Unserer mittäglichen Provinzen nicht unterworfen werden.

3. Die Reglements, Beschlüsse, Tarife und Entscheidungen, die für die mittäglichen Provinzen Unseres Königreichs in Betreff Unserer Douanen gegeben worden, sollen auf die, an dem rechten Ufer der Maas gelegenen Departemente und auf das Groß-Herzogthum Lützemburg, in der durch den 1 Artikel des gegenwärtigen Beschlusses festgesetzten Zeit, anwendbar seyn und darin vollzogen werden.

4. Wir bewilligen der Stadt Venloo die Begünstigung, unter der Aufsicht der Angestellten der Zoll-Verwaltung, eine Handels-Niederlage zu genießen, doch unter der Bedingung, daß sich die besagte Stadt nach den, für diese Anstalten existirenden Reglements richte, und daß sie, unter andern, ein zum Dienst der Niederlage geeignetes Gebäude liefere.

5. Die durch den 2 Artikel des gegenwärtigen Beschlusses errichtete Zoll-Linie wird in sechs Prinzipalitäten getheilt werden, deren Hauptorte Dinant, Florenville, Lützemburg, Vianden, Heinrichs-Kapelle und Ruremonde seyn sollen.

6. Die Prinzipalität von Dinant soll, außer den Bureaux, welche ihr durch den folgenden Artikel zugeeignet werden, alle diejenigen begreifen, welche bisher von der von Namur, von Gerpinnes an bis Hastier abgehängt haben.

Die Prinzipalität von Ruremonde soll, außer den Bureaux, welche ihr durch den folgenden Artikel werden zugeeignet werden, diejenigen unter ihre Aufsicht nehmen, welche bisher von der von Maseyck, von dem Ende der Prinzipalität Turnhout an bis Miel, abgehängt haben.

7. Wir errichten an den folgenden Orten Eingangs- und Ausgangs-Bureaux:

A. *Principalité de Dinant.*

Dinant, Custinnes, Ciergnon, Villers sur Lesse, Lavaux Ste.-Anne, Honnay, Sohier, Haut-Fays.

B. *Principalité de Florenville.*

Porcheresse, Palizeul, Fays-les-Veneurs, Cugnon, Muno, Florenville, Villers-devant-Orval, Gérouville, Virton, Signeulx, Musson.

C. *Principalité de Luxembourg.*

Aubange, Esch sur l'Alzette, Frisange, Remich, Wormeldange-auf dem berg, Grevenmacher, Wasserbillig.

D. *Principalité de Vianden.*

Gywenich, Echternach, Rendorf, Vianden, Hosingen, Weiswampach, Bochholtz ou Behault, Petitthier.

E. *Principalité de Henri-Chapelle.*

Stavelot, Francorchamps, Membach, Gemereth, (hameau de Baelen) Henri-Chapelle, Moresnet, Gemenich, Vaels, Niesweiler, Bockholz, Heerlen, Rolduc, Schinveld.

F. *Principalité de Ruremonde.*

Sittard, Susteren, Posterhold, Odilienberg, Ruremonde, Swalmen, Renver, Steil (hameau de Tegelen), Venloo, Aarsenwel, Oosteren, Horst.

8. Notre conseiller d'état, commissaire-général des finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré dans le journal officiel, publié et affiché partout où besoin sera.

Donné à La Haye, le 8 août de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi :

Pour le secrétaire d'état absent, le secrétaire du cabinet,

Signé CROMBRUGGHE.

Pour ampliation :

Le secrétaire de la secrétairerie-d'état, à Bruxelles,

Signé VAN GOBBELSCHROY.

A. Prinzipalität von Dinant.

Dinant, Custinnes, Ciergnon, Villers an der Lesse, Lavaux St. Anna, Honnay, Sohier, Ober-Fays.

B. Prinzipalität von Florenville.

Porcheresse, Palizeul, Fays-les-Veneurs, Cugnon, Muno, Florenville, Villers vor Orval, Gerouville, Virton, Signeulx, Musson.

C. Prinzipalität von Lützemburg.

Ibingen, Esch an der Alzei, Frisingen, Remich, Wormeldingen auf dem Berg, Grevenmacher, Wasserbillig.

D. Prinzipalität von Vianden.

Gywenich, Echternach, Rendorf, Vianden, Hosingen, Weißwampach, Bochholz oder Behault, Petitthier.

E. Prinzipalität von Heinrichs-Capelle.

Stavelot, Francorchamps, Membach, Gemereth, (Weiler Bälen), Heinrichs-Capelle, Moresnet, Gemenich, Vaels, Niesweiler, Bockholz, Heerlen, Rolduc, Schinveld.

F. Prinzipalität von Ruremonde.

Sittard, Susteren, Posterhold, Odilienberg, Ruremonde, Swalmen, Renver, Steil (Weiler Tegelen), Venloo, Aarsenwel, Oosteren, Horst.

8. Unser Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen, ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt, publizirt und an allen Orten, wo es nöthig seyn wird, angeschlagen werden soll.

Gegeben zu Haag, den 8 August des Jahres 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

Als Abschrift,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats in Belgien,

Unterz., L. Van Gobbelschroy.

Pour copie conforme :

Le conseiller d'état, commissaire-général des finances,

Signé Appelius.

Pour copie conforme :

Le secrétaire-général du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,

J. J. d'Omalius.

(N°. 247.)

ARRÊTÉ

relatif à l'établissement d'impositions indirectes dans les provinces nouvellement réunies.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Considérant que les provinces situées sur les rives de la Meuse et notre grand-duché de Luxembourg, nouvellement passés sous notre domination, doivent être régies de la même manière que les autres parties de notre royaume;

Considérant qu'il convient d'assurer l'exécution de notre arrêté du 11 juin dernier, concernant le remboursement de l'emprunt de six millions;

Considérant que les arrêtés émanés sur les impositions indirectes établies dans nos provinces méridionales n'atteignent point toutes les productions imposables dans nos nouvelles provinces, que les localités et les genres de commerce donnent également lieu à des difficultés qu'il est essentiel de lever, et voulant pourvoir à la mise à exécution desdites impositions indirectes;

Sur le rapport de notre conseiller-d'état commissaire-général des finances,

Notre conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Introduction des impositions indirectes.

Art. 1er. Les impositions indirectes établies

Als gleichförmige Abschrift,

Der Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen,

Unterzeichnet, Appelius.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats, zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

(N°. 247.)

Beschluß,

in Betreff der Einführung der indirekten Auflagen in den neuvereinigten Provinzen.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, 2c. 2c. 2c.

In Erwägung, daß die an den Ufern der Maas gelegenen Provinzen und das Groß-Herzogthum Lützemburg, die neuerdings unter Unsere Herrschaft gefallen sind, auf dieselbe Art, wie die andern Theile Unseres Königreichs, regiert werden sollen;

In Erwägung, daß es dienlich ist, die Vollziehung Unseres Beschlusses vom 11 Juny letzthin, in Betreff der Rückbezahlung des Anleihens von 6,000,000 zu sichern;

In Erwägung, daß die, in Betreff der indirekten, in Unsern mittäglichen Provinzen eingeführten Abgaben, genommenen Beschlüsse nicht alle auflegbaren Produkte treffen, daß die Lokalitäten und die Gattungen des Handels ebenfalls zu Schwierigkeiten Anlaß geben, welche nothwendig gehoben werden müssen, und da Wir die Vollziehung der besagten indirekten Abgaben erleichtern wollen;

Haben, auf den Bericht Unseres Staats-Raths, General-Commissairs der Finanzen, und nach Anhörung Unseres geheimen Raths,

Beschlossen und beschließen, was folgt:

Einführung der indirekten Auflagen.

Art. 1. Die in den mittäglichen Departementen

dans les départemens méridionaux de notre royaume seront introduites dans toutes les provinces nouvellement soumises à notre domination, à partier du premier septembre prochain.

2. Les arrêtés des 27 octobre 1814, et 10 janvier 1815, ainsi que les articles 6 à 20 inclus de notre arrêté du 30 octobre 1814, faisant suite à celui du 27 même mois, cité plus haut, sont rendus exécutoires dans lesdites provinces.

3. Les brasseurs et distillateurs dénommés aux articles 4 et 16 de notre arrêté du 27 octobre 1814, seront tenus de faire les déclarations voulues par ces articles, avant le 1 septembre prochain, au bureau duquel ils dépendront.

4. Tous les brassins qui ne seront pas entièrement terminés le 31 août prochain, à minuit, sont passibles du droit, et les brasseurs tenus aux obligations voulues par l'article 5 de l'arrêté du 27 octobre 1814.

5. Les matières fermentées et non employées chez les distillateurs, au 31 août prochain, à minuit, seront passibles du droit pour la contenance des cuves, dans lesquelles elles sont contenues, et les distillateurs tenus de faire, pour les cuves, la déclaration voulue par l'art. 17 dudit arrêté. Pour autant qu'ils voudraient continuer la distillation immédiatement après la dernière rectification, ils devront faire une nouvelle déclaration, et l'article 18 de l'arrêté précité leur sera applicable.

6. Dans les trois premiers jours de septembre, tout marchand de boissons étrangères, désigné en l'art. 45 de l'arrêté du 27 octobre 1814, et l'art. 5 de l'arrêté du 10 janvier, et connu comme tel, soit par compte ouvert, soit par les rôles des patentes, sera tenu de déclarer au bureau dont

Unseres Königreichs Statt habenden indirekten Auflagen sollen, von dem ersten nächstkünftigen September an, in allen, neuerdings Unserer Herrschaft unterworfenen Provinzen, eingeführt werden.

2. Die Beschlüsse vom 27 Oktober 1814 und vom 10 Jänner 1815, wie auch die Artikel 6 bis 20 einschließlich Unseres Beschlusses vom 30 Oktober 1814, welcher zur Folge des oben angeführten Beschlusses vom 27 desselben Monats dient, werden in den besagten Provinzen exekutorisch erklärt.

3. Die in den 4 und 16 Artikeln Unseres Beschlusses vom 27 Oktober 1814 genannten Biersieder und Destilirer sollen gehalten seyn, die durch diese Artikel vorgeschriebenen Deklarationen vor dem 1 nächstkünftigen Monat September in dem Bureau, von welchem sie abhangen werden, zu machen.

4. Alle Gebräuden, welche den nächsten 31sten August um Mitternacht nicht ganz geendigt seyn werden, sind der Gebühr unterworfen, und die Biersieder gehalten, die vorgeschriebenen Verpflichtungen des 5 Artikels des Beschlusses vom 27 Oktober 1814 zu erfüllen.

5. Die den nächsten ersten August um Mitternacht bei den Destillirern zur Gährung gebrachten und nicht gebrauchten Materien, sollen dem Inhalt der Bütten nach, in welchen sie enthalten sind, der Gebühr unterworfen, und die Destillirer verbunden seyn, in Betreff der Bütten, die durch den 17 Artikel des besagten Beschlusses vorgeschriebene Deklaration zu machen. In so fern sie unmittelbar nach der letzten Rektifikation das Destiliren fortsetzen wollten, so müßen sie eine neue Deklaration machen, und der 18 Artikel des vorgenannten Beschlusses soll auf sie anwendbar seyn.

6. In den drei ersten Tagen des Monats September, soll jeder Handelsmann von fremden Getränken, der in dem 45 Artikel des Beschlusses vom 27 Oktober 1814 und im 5 Artikel des Beschlusses vom 10 Januar bezeichnet, und als solcher entweder durch seine offene Rechnung, oder

il dépend, les quantités de vins, esprits, eaux-de-vie étrangères et liqueurs de toutes espèces, soit en bouteilles, ou autrement, qu'il a en possession chez lui ou ailleurs; sans attendre ces déclarations, les employés pourront aller reconnaître et inventorier les boissons existantes dans les magasins des individus désignés dans le présent.

7. Le délai accordé, par l'art. 2 de l'arrêté du 10 janvier dernier, aux marchands de boissons étrangères du 1 août, est fixé au 30 juin 1816, pour la vente des bouteilles déclarées ou inventoriées en exécution de l'art 4 du présent. Les autres dispositions de l'art. 2 cité, sont maintenues dans toutes leurs teneurs.

Vins du crû.

8. Les vins du crû de toutes qualités, récoltés dans nos provinces méridionales, seront soumis à un droit de consommation de 3 francs par hectolitre.

9. Les quantités passibles du droit seront reconnues par inventaire à domicile, que feront les employés des impositions indirectes ou autres personnes déléguées à cet effet, chez tous les vignerons et propriétaires pendant les temps de la récolte.

10. Tous particuliers possédant des vignes en propriété ou autrement seront tenus de déclarer chaque année, deux mois avant la récolte, et pour cette fois dans les 15 jours de la publication du présent, au bureau duquel il dépendra, son nom, sa demeure, la quantité de terres vignobles et le nombre de pieds de vignes; l'omission de cette formalité, et toute fausse déclaration, sera punie d'une amende de 200 francs.

11. Les dénommés en l'art. 10, seront tenus de déclarer au bureau duquel ils dépendent, le

durch die Patenten-Rollen bekannt ist, in dem Bureau, von welchem er abhängt, die Quantitäten von Weinen, Spiritus, fremden Branntweinen und gebrannten Wässern aller Arten, die er in seinem Hause oder anderswo, entweder in Fässern oder in Flaschen im Besitz hat, deklariren; ohne diese Deklarationen abzuwarten, können die Angestellten die, in den Magazinen der in gegenwärtigem bezeichneten Individuen, sich vorfindenden Getränke anerkennen und ein Verzeichniß darüber verfertigen.

7. Die durch den 2 Artikel des Beschlusses vom 10 Januar letzthin den Handelsleuten von fremden Getränken bewilligte Zeitfrist des 1 Augusts ist, was den Verkauf der, zu Folge des 4 Artikels des gegenwärtigen, deklarirten oder inventirten Flaschen betrift, auf den 30 Juny 1816 festgesetzt. Die übrigen Verfügungen des 2 angeführten Artikels sind in ihrem ganzen Inhalt beibehalten.

Land-Weine.

8. Die Land-Weine von allen Qualitäten, welche in Unsern mittäglichen Provinzen geherbstet werden, sollen einem Consumptions-Recht von 3 Franken von jedem Hektoliter unterworfen seyn.

9. Die dem Recht unterworfenen Quantitäten sollen durch ein, im Wohnhaus, von den, bei den indirekten Auflagen Angestellten oder von andern dazu delegirten Personen, bei allen Rebleuten und Eigenthümmern, während der Herbstzeit, errichtetes Inventarium anerkannt werden.

10. Jeder Partikular, welcher Weinreben eigenthümlich oder auf eine andere Art besitzet, ist gehalten, in jedem Jahr zwei Monate vor dem Herbst, und für diesesmal in den 15 Tagen der Publikation des gegenwärtigen, in dem Bureau, von welchem er abhängt, seinen Namen, seinen Wohnort, die Quantität seiner Wein-Aecker und die Anzahl der Weinstöcke zu deklariren; die Auslassung dieser Formalität und jede falsche Erklärung soll mit einer Geldbuße von 200 Franken bestraft werden.

11. Die in dem 10 Artikel Genannten sind verbunden, dem Bureau, von welchem sie abhängen,

commencement des opérations de la recolte, 48 heures avant; l'omission de cette formalité sera punie d'une amende de 200 francs.

den Anfang der Arbeiten der Weinerndte, 48 Stunden vorher, zu deklariren; die Auslassung dieser Formalität soll mit einer Geldbuße von 200 Franken bestraft werden.

12. Les dénommés en l'article 10 sont tenus en faisant la déclaration mentionnée audit art. qui précède, de déclarer s'ils entendent conserver le titre de particulier ou prendre celui de marchand de boissons, afin de déterminer les obligations qu'ils ont à remplir de ce chef.

12. Die im zehnten Artikel Genannten sind, wenn sie die im besagten vorhergehenden Artikel gemeldte Deklaration machen, gehalten zu erklären, ob ihre Meinung ist, den Titel eines Partikularen zu behalten, oder ob sie den eines Handelsmannes von Getränken nehmen wollen, damit man die Verbindlichkeiten bestimmen kann, welche sie in dieser Rücksicht zu erfüllen haben.

13. Les dénommés en l'article 10, quoique non reconnus comme marchands de boissons, sont tenus de permettre les exercices des employés et autres personnes à ce déléguées ou requises sans l'assistance d'officiers publics, pendant tout le temps de la recolte. Le refus d'exercice dont parle le présent article sera puni d'une amende de 1000 francs.

13. Die im zehnten Artikel Genannten, ob sie schon nicht als Handelsleute von Getränken anerkannt sind, müssen erlauben, daß die Angestellten, oder andere dazu delegirte oder aufgeforderte Personen, ohne Beistand der öffentlichen Beamten, während der ganzen Herbstzeit ihre Verrichtungen ausüben. Diejenigen, welche die Ausübung, von welcher im gegenwärtigen Artikel die Rede ist, verweigern, sollen zu einer Geldbuße von 1000 Franken verurtheilt werden.

14. Les quantités reconnues par l'inventaire chez les dénommés en l'article 10, seront soumises aux mêmes formalités pour l'avenir, que les vins arrivant de l'étranger et conséquemment prises en charge pour être payées au comptant par les particuliers, et en obligations par les marchands de 2me. classe.

14. Die durch das Inventarium, bei den im zehnten Artikel Genannten, anerkannten Quantitäten, sollen für die Zukunft denselben Formalitäten, wie die Weine, die aus dem Auslande kommen, unterworfen seyn und deßwegen zur Last geschrieben werden, um von den Partikularen baar, und von den Kaufleuten der 2 Classe in Obligationen bezahlt zu werden.

15. Les dénommés en l'article 10, ne pourront jamais être reconnus marchands de première classe.

15. Die in dem zehnten Artikel Genannten können nie als Kaufleute der ersten Classe anerkannt werden.

16. L'inventaire sera constaté par un acte en double expédition, signé par les employés et le redevable, s'il ne s'y refuse : l'une restera entre les mains de ce dernier et l'autre sera déposée à la sous-inspection, pour servir de titre à la prise en charge, au compte ouvert ou à l'inscription au registre n°. 8 *bis*.

16. Das Inventarium soll durch einen Akt in doppelter Abschrift dargethan und von den Angestellten und von dem Schuldner, wenn er sich nicht dazu weigert, unterschrieben werden. Die eine soll in den Händen des letztern bleiben, und die andere in der Unter-Inspektion hinterlegt werden, um der Belastung, der offenen Rechnung oder der Einschreibung in das Regißer Nr. 8 *bis* zum Beleg zu dienen.

Supplément du N°. 57 du Journal officiel.

17. Les travaux de la vendange devront être terminés dans les six semaines qui suivront la déclaration voulue par l'article 11.

18. La circulation des vins de la nouvelle récolte ne pourra avoir lieu pendant la vendange qu'au moyen de passavans, sous peine d'une amende de 20 francs par hectolitre, non compris les droits fraudés et les frais.

Brasseries.

19. Les brasseries ambulantes sont interdites. On entend par brasseries ambulantes, celles où les chaudières ne seraient point fixées en maçonnerie, et d'une contenance de 6 hectolitres au moins, et enfin où les cuves-matières ne seraient point emboitées et d'une contenance de moins de dix hectolitres.

20. Le feu dans aucun cas, ne pourra être mis sous les chaudières chez les dénommés en l'article 4 de l'arrêté du 27 octobre 1814 que pour brasser, sous peine de 1000 francs d'amende.

21. Le commencement des travaux dans la cuve matière, date du moment où on commence à mouiller les farines.

Distilleries.

22. Les distilleries ambulantes sont défendues; on entend par distillerie ambulante, celle, 1°. où la chaudière ou alambic ne seraient point fixés en maçonnerie, et auraient une contenance moindre de 100 litres;

2°. Où il n'y aurait pas quatre cuves de macération et dont la contenance de chacune serait moindre de deux hectolitres.

23. Toute matière farineuse et autre en macération ou en fermentation, et propres à être converties en eaux-de-vie, au moyen de la distillation, trouvées dans des vaisseaux non dé-

17. Die Arbeiten des Herbstes sollen in den sechs Wochen, welche auf die, im eilften Artikel vorgeschriebene Deklaration folgen, geendigt seyn.

18. Die Cirkulation der neugeerndteten Weine kann während dem Herbst nur vermittelst eines Passirzettels Statt haben, und dieses unter einer Geldbuße von 20 Franken von jedem Hektoliter, die hintergangenen Gebühren und die Kosten nicht mit einbegriffen.

Brauereien.

19. Die wandelbaren Brauereien sind verboten. Man versteht unter wandelbaren Brauereien solche, in welchen die Kessel nicht eingemauert sind und wenigstens 6 Hektoliter enthalten, und endlich, wenn die Bütten, welche die Stoffe enthalten, nicht eingefügt sind und weniger als zehn Hektolifer in sich fassen.

20. Das Feuer kann in keinem Fall bei den, im 4 Artikel des Beschlusses vom 27 Oktober 1814 genannten Personen, als nur zum Brauen unter die Kessel gelegt werden, und zwar unter der Strafe einer Geldbuße von 1000 Franken.

21. Der Anfang der Arbeiten in der Stoff-Bütte datirt von dem Augenblicke, wo man anfängt das Mehl anzufeuchten.

Destillerien.

22. Die wandelbaren Destillerien sind verboten; man versteht unter einer wandelbaren Destillerie eine solche, 1°. wo der Kessel oder der Brennkolbe nicht eingemauert ist und weniger als 100 Liter enthält;

2°. Worin sich nicht vier Einweichungs-Kessel befinden, und von welchen ein jeder weniger als zwei Hektoliter enthält.

23. Jede mehlartige oder andere in Einweichung oder Gährung sich befindende Materie, die fähig ist, durch das Destilliren in Branntwein verwandelt zu werden, wenn sie in nicht dekla-

clarés, soit dans l'usine ou toute autre partie de la maison des dénommés en l'art. 16 de l'arrêté du 27 octobre, sera passible du droit de fabrication établi sur les eaux-de-vie, et le propriétaire ou détenteur puni d'une amende de 1000 francs.

rirten Gefässen, entweder in der Fabrik-Stätte oder in irgend einem andern Theile des Hauses der im 16 Artikel des Beschlusses vom 27 Oktober genannten Personen gefunden wird, ist der auf die Branntweine festgesetzten Gebühr unterworfen, und der Eigenthümmer oder Inhaber soll zu einer Geldbuße von 1000 Franken verurtheilt werden.

24. Le feu ne pourra être mis sous les chaudières ou alambics des distillateurs que pour la fabrication de l'eau-de-vie, sous peine de 1000 francs d'amende.

24. Das Feuer kann unter die Kessel oder Brennkolben der Destillirer nur zur Fabrikation des Branntweins, und zwar unter der Strafe von 1000 Franken, gelegt werden.

Scellés.

25. Les scellés pourront être apposés sur les ustensiles des brasseries ou distilleries, non en activité, soit sur les cuves-matières ou cuves de macérations, soit sur les chaudières ou alambics, ou sur le fourneau; il sera dressé acte en double de cette opération signé par les employés et le redevable, s'il ne s'y refuse; une des expéditions restera entre les mains du brasseur ou distillateur, l'autre sera déposée à la sous-inspection.

Le bris de scellés sera puni d'une amende de 200 francs

Siegel.

25. Die Siegel können auf die Geräthschaften der Brauereien oder der Destillerien, die nicht im Gang sind, als auf die, zu den Stoffen bestimmten oder zur Einweichung dienenden Bütten, oder auf die Kessel oder die Brennkolben, oder auf den Ofen angelegt werden; es soll ein Protokoll in doppelter Abschrift von dieser Verhandlung errichtet werden, welches von den Angestellten und dem Schuldner, wenn er sich nicht dazu weigert, unterschrieben werden soll; eine der Abschriften soll in den Händen des Biersieders oder des Destillirers bleiben, und die andere in der Unter-Inspektion hinterlegt werden.

Die Erbrechung der Siegel soll mit einer Geldbuße von 200 Franken bestraft werden.

Brasseries et distilleries.

26. Notre commissaire-général des finances est autorisé à donner les délais qu'il jugera nécessaires aux brasseurs et distillateurs, pour porter leurs vaisseaux aux contenances prescrites par le présent arrêté.

Brauereien und Destillerien.

26. Unser General-Commissair der Finanzen ist authorisirt, den Biersiedern und den Destillirern die Zeitfrist zu gestatten, welche er für nothwendig erachten wird, um ihren Gefäßen den durch gegenwärtigen Beschluß vorgeschriebenen Inhalt zu geben.

Contentieux.

27. Les procès verbaux rédigés par un employé des impositions indirectes seulement, accompagné d'un officier public, seront valides et feront *foi en justice*.

Streitsache.

27. Die nur von einem in den indirekten Auflagen Angestellten, in Begleitung eines öffentlichen Beamten errichteten Protokolle sind gültig, und sollen vor Gericht Glauben haben.

28. Les contraintes à décerner pour recouvrement ou amendes, encourues conformément à l'art. 62 de l'arrêté du 27 octobre 1814, ne doivent être rendues exécutoires que par le juge de paix du canton, dans lequel se trouve la demeure du contraint.

29. En cas d'opposition à la contrainte, l'assignation voulue par l'art. 63 de l'arrêté du 27 octobre 1814, sera faite dans les trente jours qui suivront la date de l'opposition, sous peine de nullité.

Division du territoire et composition des directions.

30. Pour assurer l'exécution du présent arrêté, les portions de territoire situées à la rive droite de la Meuse, et qui dépendaient précédemment des départemens de Sambre-et-Meuse, de l'Ourte et de la Meuse-Inférieure, pour autant qu'ils ne font pas partie de notre grand-duché de Luxembourg, y seront réunies sous le rapport de l'administration des impositions indirectes.

La partie du ci-devant département de la Roër, qui nous est échue, dépendra du département de la Meuse-Inférieure.

En conséquence la direction établie à Namur, s'étendra sur les parties du département de Sambre-et-Meuse, situées à la rive droite de la Meuse, et qui ne sont pas jointes à Notre dit grand-duché, et celle établie à Mæstricht, s'étendra sur les parties du département de la Meuse-Inférieure, située à la droite de la Meuse, en y comprenant toutes les parties du département de la Roër y réunies; une nouvelle direction sera établie pour le département de l'Ourte, sur les deux rives de la Meuse, en exceptant le canton de Vielsalm, qui fera aussi partie de notre grand-duché, et une autre pour

28. Die für die Eintreibung oder die Geldbußen, in welche man, in Gemäßheit des 62 Artikels des Beschlusses vom 27 Oktober 1814, verfallen ist, auszufertigenden Zwangsbefehle, können nur durch den Friedensrichter des Kantons, in welchem die Person, die der Gegenstand derselben ist, wohnhaft ist, exekutorisch erklärt werden.

29. Im Fall man sich gegen den Zwangsbefehl opponirt, soll die, durch den 63 Artikel des Beschlusses vom 27 Oktober vorgeschriebene Vorladung innerhalb der dreißig Tage, welche auf das Datum der Opposition folgen, und zwar unter der Strafe der Nullität Statt haben.

Eintheilung des Gebiets und Zusammensetzung der Direktionen.

30. Um die Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses zu sichern, sollen die auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen Theile des Gebiets, welche vorher von den Departementen der Sambre und Maas, der Ourte und der niedern Maas abhiengen, in so weit sie keinen Theil des Groß-Herzogthums Lützemburg ausmachen, mit denselben in Ansehung der Verwaltung der indirekten Auflagen vereinigt werden.

Der Theil des ehemaligen Roer-Departements, welcher Uns zugefallen ist, soll von dem Departement der niedern Maas abhängen.

Deshalb soll die zu Namur errichtete Direktion sich auf die Theile des Departements der Sambre und Maas, welche auf dem rechten Ufer der Maas gelegen sind, und die keinen Theil Unseres besagten Groß-Herzogthums ausmachen, ausdehnen; und die zu Mastricht errichtete soll sich auf die Theile des Departements der niedern Maas, die auf dem rechten Ufer derselben liegen, mit Einbegriff aller damit vereinigten Theile des Roer-Departements erstrecken; eine neue Direktion soll für das Departement der Ourte an den beiden Ufern der Maas, mit Ausnahme des Kantons Alt-Salm, der auch einen Theil Unseres Groß-Herzogthums ausmachen wird, und eine andere

Notredit grand-duché de Luxembourg. Le chef-lieu de la première sera Liége, et celui de la seconde Luxembourg.

31. La sous-inspection actuellement établie à Herstal, sera, au moment de la mise en vigueur du présent, transférée à Huy; il y aura, en outre, pour la perception des impositions indirectes dans les provinces nouvellement réunies à notre royaume, six sous-inspections et vingt-six recettes principales, particulières, sédentaires ou ambulantes.

32. La direction de Meuse-Inférieure prendra sous sa surveillance,

1°. La sous-inspection de Ruremonde, comprenant:

La recette principale et particulière de Ruremonde;

La recette à cheval de Berghen;

Celle idem de Horst.

A cette sous-inspection seront réunies les recettes déjà créées dans les parties du ci-devant arrondissement de Ruremonde.

2°. La sous-inspection déjà établie à Maëstricht, à laquelle seront réunies la recette particulière sédentaire de Galoppe;

Celle idem, idem de Heerlen.

33. La direction de Liége sera composée,

1°. De la sous-inspection de Liége, comprenant la recette principale et particulière de Liége;

Celle particulière de Herve;

Celle idem à cheval de Tilff.

La recette particulière déjà établie à Herstal sera réunie à celle de Liége.

2°. De la sous-inspection de Limbourg, comprenant la recette principale et particulière de Limbourg;

für Unser besagtes Groß-Herzogthum errichtet werden. Der Hauptort der ersten soll Lüttich und der der zweiten Lützemburg seyn.

31. Die gegenwärtig zu Herstal errichtete Unter-Inspektion soll im Augenblick der Vollziehung des Gegenwärtigen nach Huy verlegt werden; es sollen überdieß in den neuerdings mit Unserm Königreich vereinigten Provinzen für den Empfang der indirekten Auflagen sechs Unter-Inspektionen und sechs und zwanzig Haupt-, besondere, seßhafte oder wandelbare Einnahmen existiren.

32. Die Direktion der untern Maas soll unter ihre Aufsicht nehmen:

1°. Die Unter-Inspektion von Ruremonde, welche begreift:

Die Haupt- und besondere Einnahme von Ruremonde;

Die Einnahme zu Pferd zu Berghen;

Dieselbe zu Horst.

Mit dieser Unter-Inspektion sollen die schon in den Theilen des ehemaligen Bezirks von Ruremonde errichteten Einnahmen vereinigt werden.

2°. Die schon zu Mastricht errichtete Unter-Inspektion, mit welcher die besondere seßhafte Einnahme von Galoppe, wie auch eine ähnliche zu Heerlen vereinigt werden sollen.

33. Die Direktion von Lüttich soll bestehen:

1°. Aus der Unter-Inspektion von Lüttich, welche die Haupt- und besondere Einnahme von Lüttich begreift;

Die besondere Einnahme von Herve;

Die besondere Einnahme zu Pferd von Tilff.

Die schon zu Herstal errichtete besondere Einnahme soll mit der von Lüttich vereinigt werden.

2°. Aus der Unter-Inspektion von Limburg, welche die Haupt- und besondere Einnahme von Limburg begreift;

Celle à cheval de Theux;

Celle idem de Stavelot.

3°. De la sous-inspection du Huy, comprenant la recette principale et particulière de Huy.

Les recettes déjà établies à Waremme et Héron dépendront de cette sous-inspection.

34. La direction de Namur se composera,

1°. De la sous-inspection de Marche, comprenant la recette principale et particulière de Marche;

Celle à cheval de Durbuy;

Celle idem de Dinant.

3°. De la sous- inspection déjà existante à Namur, à laquelle sera réunie,

La recette à cheval d'Andennes.

35. La direction de Luxembourg sera composée,

1°. De la sous-inspection de Neuf-Château, comprenant la recette principale et particulière de Neuf-Château;

Celle particulière d'Etalle;

Celle idem de St. Hubert;

Celle à cheval de Bastogne;

Celle idem d'Houffalize.

2°. De la sous-inspection de Luxembourg, comprenant la recette principale et particulière de Luxembourg.

Celle particulière sédentaire à Arlon;

Celle idem, idem à Betzdorff;

Celle idem, idem à Dickirch;

Celle à cheval de Wiltz.

36. Les places de receveur à cheval créées par le présent arrêté donnent aux titulaires, rang immédiatement après le vérificateur.

37. Le mode de comptabilité sera réglé con-

Die zu Pferd von Theux;
Eine ähnliche von Stavelot.

3°. Aus der Unter-Inspektion von Huy, welche die Haupt- und besondere Einnahme von Huy begreift;

Die schon zu Waremme und zu Heron errichteten Einnahmen sollen von dieser Unter-Inspektion abhängen.

34. Die Direktion von Namur soll bestehen:

1°. Aus der Unter-Inspektion von Marche, welche die Haupt- und besondere Einnahme von Marche begreift;

Die zu Pferd von Durbuy;

Dieselbe zu Dinant.

2°. Aus der schon zu Namur existirenden Unter-Inspektion, mit welcher die Einnahme zu Pferd von Andennes vereinigt werden soll.

35. Die Direktion von Lützemburg soll zusammengesetzt seyn:

1°. Aus der Unter-Inspektion von Neufchateau, welche die Haupt- und besondere Einnahme von Neufchateau begreift;

Aus der besondern von Etalle;

Aus der besondern von St. Hubert;

Aus der zu Pferd von Bastnach;

Aus der zu Pferd von Houffalize.

2°. Aus der Unter-Inspektion von Lützemburg, welche die Haupt- und besondere Einnahme von Lützemburg begreift;

Die besondere seßhafte zu Arlon;
— — — — Betzdorf;
— — — — Diekirch.

Die zu Pferd zu Wilz.

36. Die durch gegenwärtigen Beschluß errichtete Stellen von Empfängern zu Pferd geben den Titularen unmittelbar nach dem Verifikator den Rang.

37. Die Art der Comptabilität soll in Gemäß-

formément à celui introduit dans les départemens situés à la rive gauche de la Meuse ; les instructions administratives et les attributions de chaque emploi seront arrêtées par Notre commissaire-général des finances.

38. Notre conseiller d'état commissaire-général des finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui est déclaré également obligatoire pour les nouvelles provinces et pour les départemens méridionaux, et qui sera inséré au *journal officiel.*

Fait à La Haye, le 18 août 1815.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Pour le secrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,

signé P. DE CROMBRUGGHE.

Pour copie conforme:

Le secrétaire-général du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,

Signé D'OMALIUS.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, arrête que l'arrêté précité de S. M. le Roi, grand-duc, qui a déjà été envoyé à MM. les sous-intendans pour le faire publier et afficher dans les communes de leur arrondissement, sera insérée au journal officiel. Messieurs les sous-intendans et maires, sont invités à déférer aux demandes que les préposés à la surveillance et à la perception des impositions indirectes pourraient leur adresser, conformément aux lois et réglemens, pour les objets concernant leur service.

Luxembourg, le 4 septembre 1815.

WILLMAR.

heit derjenigen, welche in den auf dem linken Ufer der Maas gelegenen Departementen eingeführt ist, regulirt werden; die Verwaltungs-Instruktionen und die Attributionen jeder Stelle sollen durch Unsern General-Commissair der Finanzen festgesetzt werden.

38. Unser Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen, ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher ebenfalls für die neuen Provinzen und für die mittäglichen Departemente verbindlich erklärt wird und in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 18 August 1815.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair, der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

Als gleichförmige Abschrift,

Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorialrath verordnet, daß obiger Beschluß, welcher schon den Herren Unter-Intendanten, um ihn in den Gemeinden ihres Bezirks publiziren und anschlagen zu lassen, zugeschickt worden, in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerückt werden soll. Die Herren Unter-Intendanten und Mair's sind eingeladen, den Begehren, welche die Agenten, denen die Aufsicht und die Einnahme der indirekten Auflagen anvertraut ist, in Gemäßheit der Gesetze und Reglements, und in Ansehung der ihren Dienst betreffenden Gegenstände an sie machen könnten, Genüge zu leisten.

Lützemburg, den 4 September 1815.

Willmar.

(N°. 248.)

PUBLICATION

relative au tarif des monnaies étrangères qui ne sont pas frappées au taux décimal.

Il a été donné connaissance aux autorités et au public, dans le N°. 39 du journal officiel de la présente année, de l'arrêté de S. E. le commissaire-général de S. M. le Roi, Grand-Duc résidant à Liége, en date du 14 mai dernier, qui a été approuvé par Sa Majesté le 5 juin suivant, d'après lequel les monnaies étrangères, autres que celles frappées au taux décimal ne sont plus reçues dans les caisses publiques qu'au taux auquel elles étaient admissibles du tems du gouvernement français.

Le tarif de ces monnaies, tel qu'il a été fixé par le decret du 18 août 1810 a été réimprimé à la suite de cet arrêté.

Comme le decret subsequent du 30 novembre 1811 a déterminé encore le taux de quelques autres monnaies de la dite espèce, j'ai cru devoir de même porter ce dernier tarif à la connaissance du public.

Luxembourg, le 4 septembre 1815.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Tarif annexé au décret du 30 novembre 1811.

Monnaies de Brabant.

	Cours des monnaies. fr.	cent.
Pièce de 8 sols 9 deniers	0	75
Idem de 5 plaquettes	1	50

(N°. 248.)

Bekanntmachung,

in Betreff der fremden Münzen, die nicht nach dem Dezimalfuß geprägt sind.

Es ist den Behörden und dem Publikum in dem N°. 39 des offiziellen Journals des gegenwärtigen Jahrs Kenntniß von dem Beschluß S. E. des General-Commissairs S. M. des Königs, Groß-Herzogs zu Lüttich vom 14ten May lezthin, welcher von Seiner Majestät den 5 folgenden Juny genehmigt worden ist, Kenntniß gegeben worden, nach welchem die fremden Münzen, die nicht nach dem Dezimalfuß geprägt sind, in den öffentlichen Kassen nur nach der Preis-Bestimmung angenommen werden, nach welcher sie zur Zeit der französischen Regierung angenommen worden sind.

Der Tarif dieser Münzen, so wie er durch das Dekret vom 18ten August 1810 festgesezt worden, ist nach diesem Beschluße abgedrukt worden.

Da das nachherige Dekret vom 30sten November 1811 den Werth einiger anderen Münzen besagter Art bestimmt hat, so habe ich für dienlich erachtet, den Tarif derselben ebenfalls zur Kenntniß des Publikums zu bringen.

Lützemburg, den 4ten September 1815.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Willmar.

Der dem Dekret vom 30sten November 1811 beigefügte Tarif.

Brabantische Münzen.

	Curs der Münzen. Fr.	Cent.
Stück von 8 Sols 9 Deniers	0	75
» — » von 5 Plaquetten	1	50

Monnaies de Luxembourg.

Cours des monnaies.	fr.	cent.
Pièce de 12 sols.	0	85
Idem de 6 sols.	0	40

Monnaies d'Aix-la-Chapelle.

Double poqueux, ou double présent de 32 marcs, ou 24 sols	1	50
Poqueux de 16 marcs, ou de 12 sols.	0	70
Idem de 8 marcs, ou de 6 sols. .	0	35

Lützemburger Münzen.

Curs der Münzen.	Fr.	Cent.
Stück von 12 Sols	0	85
„ „ von 6 Sols.	0	40

Aachener Münzen.

Doppeltes Poqueur, oder Doppeltes Present von 32 Marken, oder 24 Sols.	1	50
Poqueur von 16 Marken, oder von 12 Sols.	0	70
Poqueur von 8 Marken, oder von 6 Sols.	0	35

(N°. 249.)

Nomination de fonctionnaires publics.

Par arrêté de S. M. le Roi, Grand-Duc, du 13 août dernier, le sieur J. B. J. Baltia a été nommé contrôleur des contributions directes à Luxembourg.

Par un autre arrêté de S. M., du 15 du même mois, le sieur Hyacinthe d'Aywaille a été nommé à la place de contrôleur du bureau de garantie des ouvrages d'or et d'argent établi à Luxembourg, et le sieur Pinhaze Godechaux à celle d'essayeur du même bureau.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

(N°. 249)

Ernennung von öffentlichen Beamten.

Durch einen Beschluß Seiner Majestät des Königs, Groß-Herzogs, vom 13 August letzthin, ist Herr J. B. J. Baltia, zum Controleur der direkten Steuern in Lützemburg ernannt worden.

Durch einen andern Beschluß S. M. vom 15 desselben Monats, ist der Herr Hyacinth von Aywaille zum Controleur des Gewährleistungs-Bureau der goldenen und silbernen Werke, und der Herr Pinhaze Godechaux, zum Wardein (Untersucher des Gehalts des Goldes und Silbers), ernannt worden.

Der provisorisch mit der Verwaltung des Großherzogthums Lützemburg beauftragte Landes-Directorial-Rath,

Willmar.

Bekanntmachung.

Von Seiten des Königl. Preuß. Proviant-Amts Lützemburg, soll Freitags den 15 September a. c., Nachmittags 3 Uhr, in der Amtsstube, eine Parthie von ein und zwanzig Centnern Schaafwolle öffentlich meistbietend, gegen gleich baare Bezahlung versteigert werden, welches den Kauf-Liebhabern hiermit bekannt gemacht wird.

Lützemburg, den 8ten September 1815.

Otto.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 58.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 16 septembre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 16ten September 1815.

(N°. 250.)

ARRÊTÉ

qui rend obligatoires pour les habitans des provinces nouvellement réunies au royaume des Pays Bas, les différens arrêtés y désignés.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Considérant que les provinces situées sur la rive droite de la Meuse nouvellement réunies à Notre territoire, sont appellées à être régies par les mêmes lois et réglemens qui régissent déjà les anciennes provinces de la Belgique;

Sur le rapport de Notre commissaire-général de la justice pour Nos provinces méridionales,

Avons arrêté et arrêtons:

Art. I. Seront publiés, s'ils ne le sont déjà, et rendus obligatoires dans nos provinces nouvellement réunies, les arrêtés dont l'indication

(N°. 250.)

Beschluß,

welcher verschiedene, darin bezeichnete Beschlüsse S. M. des Königs, Groß-Herzogs, für die Bewohner der neuerdings mit dem Königreich der Niederlande vereinigten Provinzen verbindlich erklärt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, 2c. 2c. 2c.

In Erwägung, daß die an dem rechten Ufer der Maas gelegenen, und neuerdings mit Unserm Gebiet vereinigten Provinzen berufen sind, durch dieselben Gesetze und Reglement's regiert zu werden, welche schon die alten Provinzen Belgiens beherrschen;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit für Unsere mittäglichen Provinzen,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Folgende, in das offizielle Journal von Belgien eingerückten Beschlüsse sollen, wenn sie es noch nicht sind, in Unsern neuerdings verei-

suit et qui se trouvent tous insérés dans le *journal officiel* de la Belgique ;

L'arrêté du 25 février 1814, portant création d'un *journal officiel ;*

L'arrêté du 27 février 1814, portant création d'un corps de maréchaussée ;

L'arrêté du 24 février 1814, sur les cautionnemens à fournir par les comptables ;

L'arrêté du 2 mars 1814, concernant la déclaration des cautionnemens fournis en numéraire sous l'ancien gouvernement français ;

La circulaire du 2 mars 1814, sur la mise en liberté des individus détenus par ordre du gouvernement français pour divers motifs ;

L'arrêté du 3 mars 1814, concernant le bulletin des lois ;

L'avis du 5 mars 1814, concernant le *journal officiel ;*

L'arrêté du 23 mars 1814, concernant la levée du séquestre sur les biens appartenant aux espagnols ;

L'arrêté du 1er. avril 1814, concernant les assignations à donner aux personnes établies chez l'étranger ;

L'arrêté du 5 avril 1814, concernant le cautionnement à fournir par les notaires, avoués, greffiers, etc. ;

L'arrêté du 16 avril 1814, concernant les biens séquestrés par le gouvernement français ;

Déclaration du 22 avril 1814, concernant l'acceptation des legs faits aux établissemens publics ;

L'arrêté du 21 mai 1814, concernant la main-levée du séquestre ;

L'arrêté du 18 juillet 1814, concernant la rédaction des actes notariés, en différentes langues ;

L'arrêté du 12 août 1814, concernant l'organisation du gouvernement provisoire dans la Belgique ;

L'arrêté du 30 août 1814, concernant la gra-

nigten Provinzen publizirt und für sie verbindlich gemacht werden:

Der Beschluß vom 25 Februar 1814, welcher die Errichtung eines offiziellen Journals verordnet;

Der Beschluß vom 27 Februar 1814, in Betreff der Errichtung eines Marechaussee-Corps;

Der Beschluß vom 24 Hornung 1814, über die, von den Rechnungspflichtigen zu liefernden Bürgschaften;

Der Beschluß vom 2 März 1814, in Betreff der Deklaration der unter der vorigen französischen Regierung in baarem Geld gelieferten Bürgschaften;

Das Rundschreiben vom 2 März 1814, über die in Freiheit-Setzung der Individuen, welche wegen verschiedener Ursachen auf Befehl der französischen Regierung verhaftet worden sind;

Der Beschluß vom 3 März 1814, in Betreff des Gesetz-Bulletins;

Das Gutachten vom 5 März 1814, in Betreff des offiziellen Journals;

Der Beschluß vom 23 März 1814, in Betreff der Aufhebung des auf die, den Spaniern gehörenden Güter gelegten Sequesters;

Der Beschluß vom 1 April 1814, in Betreff der gerichtlichen Vorladungen der Personen, die im Ausland sich niedergelassen haben;

Der Beschluß vom 5 April 1814, in Betreff der von den Notarien, avoués, Gerichtsschreibern rc. zu leistenden Bürgschaften;

Der Beschluß vom 16 April 1814, in Betreff der von der französischen Regierung sequestrirten Güter;

Die Deklaration vom 22 April 1814, in Betreff der Annahme der zu Gunsten der öffentlichen Anstalten gemachten Legaten;

Der Beschluß vom 21 May 1814, in Betreff der Aufhebung des Sequesters;

Der Beschluß vom 18 July 1814, in Betreff der Verfassung der Notariats-Akten in verschiedenen Sprachen;

Der Beschluß vom 12 August 1814, in Betreff der Organisation der provisorischen Regierung in Belgien;

Der Beschluß vom 30 August 1814, in Betreff

tification accordée à la maréchaussée pour l'arrestation des forçats évadés;

L'arrêté du 31 août 1814, concernant les cours spéciales;

L'arrêté du 3 septembre 1814, concernant l'extradition des individus prévenus, accusés ou condamnés;

L'arrêté du 6 septembre 1814, portant exemption des droits d'enregistrement en faveur des indigens;

L'arrêté du 6 septembre 1814, concernant les demandes en réglemens de juges en matière criminelle;

L'arrêté du 9 septembre 1814, portant extinction des procédures ayant pour objets des amendes pour contraventions relatives à la perception des droits réunis;

L'arrêté du 9 Septembre 1814, concernant les jugemens rendus et les contrats passés en France;

L'arrêté du 9 Septembre 1814, portant modification à la peine de réclusion;

L'arrêté du 18 septembre 1814, concernant les délits forestiers commis en janvier et février 1814;

L'arrêté du 14 septembre 1814, concernant les pensions des fonctionnaires publics;

L'arrêté du 1er. octobre 1814, concernant l'observance des dimanches et jours de fêtes;

L'arrêté du 30 septembre 1814, annullant les jugemens rendus ensuite des décrets du 6 avril 1809, 26 et 28 août 1811;

L'arrêté du 22 octobre 1814, qui attribue à la cour spéciale du département de la Dyle, la connaissance du crime de faux intéressant le trésor public;

L'arrêté du 22 septembre 1814, concernant la marche à suivre pour traduire devant les tribunaux les agens dépendans de l'administration générale des finances;

L'arrêté du 30 octobre 1814, portant établissement d'agens solliciteurs;

der, der Marechaussee wegen Verhaftung der entwichenen Baugefangenen, bewilligten Gratifikation;

Der Beschluß vom 31 August 1814, in Betreff der Spezial-Gerichtshöfe;

Der Beschluß vom 3 September 1814, in Betreff der Auslieferung der wegen eines Verbrechens belangten, angeklagten oder verurtheilten Individuen;

Der Beschluß vom 6 September 1814, welcher die Dürftigen von der Einregistrirungs-Gebühr befreit;

Der Beschluß vom 6 September 1814, in Betreff der Begehren um Anordnung der Richter in Criminal-Sachen;

Der Beschluß vom 9 September 1814, welcher die gerichtlichen Verhandlungen als vernichtet erklärt, welche Geldbußen wegen Uebertretungen in Betreff der Erhebung der vereinigten Rechte zum Gegenstand haben;

Der Beschluß vom 9 September 1814, in Betreff der in Frankreich ausgesprochenen Urtheile, und der darin geschlossenen Verträge;

Der Beschluß vom 9 September 1814, welcher die Einsperrungs-Strafe modifizirt;

Der Beschluß vom 18 September 1814, in Betreff der in den Monaten Januar und Februar 1814, begangenen Wald-Frevel;

Der Beschluß vom 14 September 1814, in Betreff der Pensionen der öffentlichen Beamten;

Der Beschluß vom 1 Oktober 1814, in Betreff der Beobachtung der Sonn- und Festtage;

Der Beschluß vom 30 September 1814, welcher die in Folge der Dekrete vom 6 April 1809, vom 26 und 28 August 1811 ergangenen Urtheile vernichtet;

Der Beschluß vom 22 Oktober 1814, welcher dem Spezial-Gerichtshof des Departements der Dyle die Kenntniß des Verbrechens der Verfälschung, die den öffentlichen Schatz betrift, zueignet;

Der Beschluß vom 22 September 1814, in Betreff des zu befolgenden Ganges, um die von der allgemeinen Verwaltung der Finanzen abhängenden Agenten vor die Gerichte zu ziehen;

Der Beschluß vom 30 Oktober 1814, welcher die

L'arrêté du 4 novembre 1814, concernant la forme du serment à prêter en justice;

L'arrêté du 22 novembre 1814, sur l'élaguage des arbres;

L'arrêté du 30 octobre 1814, portant remise générale des amendes prononcées sous le gouvernement français, en matière de conscription et de désertion;

L'arrêté du 30 octobre 1814, portant que l'extrait des registres des paroisses supplée l'acte de notoriété;

L'arrêté du 2 novembre 1814, portant défense de faire passer à l'étranger, en tout ou en partie, des établissemens de commerce, etc.;

L'arrêté du 25 novembre 1814, concernant les sursis à accorder aux débiteurs;

L'arrêté du 29 novembre 1814, interprétatif de l'arrêté du 9 septembre même année, concernant les jugemens rendus en France, etc.;

L'arrêté du 30 novembre 1814, concernant l'organisation de la chambre des comptes;

L'arrêté du 13 décembre 1814, sur les attributions de la chambre des comptes;

L'arrêté du 5 janvier 1815, interprétatif du 30 août 1814, concernant la gratification accordée à la maréchaussée pour l'arrestation des forçats évadés;

L'arrêté du 12 janvier 1815, relatif à la surveillance du *journal officiel*;

L'arrêté du 20 janvier 1815, portant commutation en certains cas de la peine des travaux forcés à temps en celle de la réclusion;

L'arrêté du 30 janvier 1815, portant la peine de mort envers les contrefacteurs de la monnaie décimale ou toute autre monnaie d'or et d'argent ayant cours légal en Belgique, etc.;

L'arrêté du 9 février 1815, portant la peine de réclusion contre les crimes d'embauchage;

Errichtung von Agenten, die die Geschäften betreiben sollen, verordnet;

Der Beschluß vom 4 November 1814, in Betreff der vor Gericht zu leistenden Eides-Formel;

Der Beschluß vom 22 November 1814, über das Beschneiden der Bäume;

Der Beschluß vom 30 Oktober 1814, der den allgemeinen Erlaß der, unter der französischen Regierung, in Betreff der Conscription und der Desertion, ausgesprochenen Geldbußen verordnet;

Der Beschluß vom 30 Oktober 1814, welcher verordnet, daß der Auszug aus den Pfarrei-Registern den Notorietäts-Akt ersezen soll;

Der Beschluß vom 2 November 1814, welcher verbietet, Handels-Anstalten rc. ganz, oder theilweise in's Ausland zu versezen;

Der Beschluß vom 25 November 1814, in Betreff der den Schuldnern zu bewilligenden Friste;

Der Beschluß vom 29 November 1814, welcher den Beschluß vom 9 September desselben Jahrs, in Betreff der in Frankreich rc. ergangenen Urtheile, auslegt;

Der Beschluß vom 30 November 1814, in Betreff der Organisation der Rechnungskammer;

Der Beschluß vom 13 Dezember 1814, über die Attributionen der Rechnungskammer;

Der Beschluß vom 5 Januar 1815, welcher den vom 30 August, in Betreff der, der Marechaussee für die Verhaftung der entloffenen Baugefangenen bewilligten Gratifikation, auslegt;

Der Beschluß vom 12 Januar 1815, in Betreff der Aufsicht über das offizielle Journal;

Der Beschluß vom 20 Januar 1815, welcher in gewissen Fällen die Strafe der gezwungenen Arbeiten in die der Einsperrung verwandelt;

Der Beschluß vom 30 Januar 1815, welcher die Todesstrafe gegen die Nachmacher der Dezimal-Münze oder jeder andern goldenen oder silbernen Münze, die in Belgien rc. gesetzlichen Curs hat, verordnet;

Der Beschluß vom 9 Hornung 1815, welcher die Einsperrungsstrafe gegen die Verbrechen des Anwerbens für fremde Mächte festsezt;

L'arrêté du 23 février 1815, concernant l'incarcération des gens de mauvaise conduite;

L'arrêté du 21 mars 1815, sur les peines et amendes prononcées par le code pénal, à l'égard de ceux qui sont restés en défaut de faire les déclarations de naissances;

L'arrêté du 21 mars 1815, sur le transport de de la poudre à tirer;

L'arrêté du 17 avril 1815, interprétatif de l'arrêté du 16 avril 1814, relatif aux séquestres apposés par le gouvernement français sur des biens particuliers;

L'arrêté du 23 mars 1815, portant défense d'exporter des armes, poudre à tirer, etc.;

L'arrêté du 26 avril 1815, concernant les armes et équipemens de militaires belges rentrés du service de France;

L'arrêté du 9 mai 1815, concernant la circulation des pièces étrangères, en cuivre, démonétisées;

L'arrêté du 20 juin 1815, concernant la rectification des actes de naissances des enfans d'indigens;

L'arrêté du 11 juillet 1815, interprétatif de celui du 22 octobre 1814, relatif au crime de faux intéressant le trésor public;

Les arrêtés du 6 novembre 1814 et 13 juillet 1815, concernant la suppression du tribunal et de la conservation des hypothèques à Eecloo;

L'arrêté du 24 février 1814, concernant les officiers de police;

L'arrêté du 1 octobre 1814, concernant l'usage de la langue flamande;

L'arrêté du 6 novembre 1814, portant abolition de l'institution du jury.

II. Notre commissaire-général de la justice pour nos provinces méridionales et Notre Commissaire-général à Liége, sont chargés de l'exé-

Der Beschluß vom 23 Hornung 1815, in Betreff der Verhaftung der Personen von einer schlechten Aufführung;

Der Beschluß vom 21 März 1815, über die durch das peinliche Gesetzbuch, in Betreff derjenigen, welche die Deklarationen von Geburten zu machen vernachläßigt haben, ausgesprochenen Strafen und Geldbußen;

Der Beschluß vom 21 März 1815, über den Transport des Schieß-Pulvers,

Der Beschluß vom 17 April 1815, welcher den Beschluß vom 16 April 1814, in Betreff der von der französischen Regierung auf Privat-Güter gelegten Sequester, auslegt;

Der Beschluß vom 23 März 1815, welcher verbietet, Waffen, Schieß-Pulver rc. auszuführen;

Der Beschluß vom 26 April 1815, in Betreff der Waffen und der Equipirung der Belgischen Militair-Personen, welche aus dem französischen Dienst zurückgekehrt sind;

Der Beschluß vom 9 May 1815, in Betreff des Umlaufs der fremden kupfernen Münzen, welche verrufen worden sind;

Der Beschluß vom 20 Juny 1815, in Betreff der Rektifikation der Geburts-Akten der Kinder von dürftigen Personen;

Der Beschluß vom 11 July 1815, welcher den vom 22 Oktober 1814, in Betreff des Verbrechens der Verfälschung, welche den öffentlichen Schatz interessiret, auslegt;

Die Beschlüsse vom 6 November 1814 und vom 13 July 1815, in Betreff der Aufhebung des Tribunals und der Hypotheken-Verwahrung zu Eecloo;

Der Beschluß vom 24 Februar 1814, in Betreff der Polizei-Offizianten;

Der Beschluß vom 1 Oktober 1814, in Betreff des Gebrauchs der flandrischen Sprache;

Der Beschluß vom 6 November 1814, welcher die Anordnung der Geschwornen abschaft.

2. Unser General-Commissair der Gerechtigkeit für Unsere mittäglichen Provinzen und Unser General-Commissair zu Lüttich, sind mit der Voll-

cution du présent arrêté, qui sera inséré au *journal officiel.*

Fait à Bruxelles, le 31 juillet de l'an 1815, de Notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Le Secrétaire d'état,

Signé le Baron DE CAPELLEN.

Pour ampliation :

Le secrétaire de la secrétairerie-d'état,

Signé L. VAN GOBBELSCHROY.

Pour copie conforme,

Le secrétaire du commissariat-général de S. M. à Liége,

J. J. D'OMALIUS.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

ARRÊTE :

que, conformément à la lettre de S. E. le commissaire-général à la résidence de Liége, en date du 31 août dernier, l'arrêté ci-dessus sera porté à la connaissance du public par la voie du journal officiel du grand-duché.

Luxembourg, le 5 septembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 251.)

ARRÊTÉ,

Qui ordonne la publication de trois arrêtés, relatifs à l'administration des établissemens de charité, et rendus exécutoires par S. M., dans les provinces méridionales situées au-delà de la Meuse.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau grand-duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Voulant que les mêmes lois et réglemens d'administration publique régissent toutes les provinces méridionales de notre royaume;

ziehung gegenwärtigen Beschlusses, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll, beauftragt.

Geschehen zu Brüssel, den 31 July des Jahres 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Seine Majestät,

Der Staats-Sekretair,

Unterzeichnet, Baron von Capellen.

Als Ausfertigung,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats,

Unterz., L. van Gobbelschroy.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,

J. J. D'Omalius.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß in Gemäßheit des Schreibens S. E. des General-Commissairs zu Lüttich, vom 31 August letzthin, der obige Beschluß durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums zur Kenntniß des Publikums gebracht werden soll.

Lützemburg, den 5ten September 1815.

Willmar.

(N°. 251.)

Beschluß,

welcher die Bekanntmachung von dreien, die Mildthätigkeits-Verwaltungen betreffenden Beschlüssen S. M., die in den, jenseits der Maas gelegenen mittäglichen Provinzen exekutorisch erklärt worden, verordnet.

Wir, Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Da Wir wollen, daß dieselben Gesetze und Reglement's der öffentlichen Verwaltung alle mittäglichen Provinzen Unseres Königreichs regieren;

Sur le rapport de Notre commissaire-général de l'intérieur pour les provinces méridionales;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. I. Seront publiés dans les provinces méridionales du royaume, situées au-delà de la Meuse, pour y être exécutés selon leur forme et leur teneur, nos arrêtés suivans relatifs à l'administration des établissemens de charité, savoir :

1°. L'arrêté du 11 novembre 1814, qui détermine la forme dans laquelle seront réglés les comptes;

2°. L'arrêté du 7 décembre 1814, qui régle les droits des notaires à l'égard des baux;

3°. L'arrêté du 7 décembre 1814, qui porte que les recettes et les dépenses, seront réglées annuellement par des budjets.

II. Notre commissaire-général de l'intérieur pour les provinces méridionales du royaume, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à La Haye, le 13 juillet de l'an 1815, de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi :

Pour le secrétaire d'état absent, le secrétaire du cabinet,

Signé P. de Crombrugghe.

Pour ampliation :

Le secrétaire de la secrétairerie-d'état, à Bruxelles,

Signé van Gobbelschroy.

Pour ampliation :

Le commissaire-général de l'intérieur,

Signé le duc d'Ursel.

Pour copie conforme :

Le secrétaire du commissariat-général, de Liège,

J. J. d'Omalius.

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern für die mittäglichen Provinzen,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Sollen in den, jenseits der Maas gelegenen, mittäglichen Provinzen Unseres Königreichs, Unsere hiernächst folgende Beschlüsse, in Betreff der Verwaltung der Wohlthätigkeits-Anstalten, publizirt werden, um nach ihrer Form und ihrem Inhalte vollzogen zu werden:

1°. Der Beschluß vom 11 November 1814, welcher die Form bestimmt, in welcher die Rechnungen regulirt werden sollen;

2°. Der Beschluß vom 7 Dezember 1814, welcher die Gebühren der Notarien, in Betreff der Verpachtungen, regulirt;

3°. Der Beschluß vom 7 Dezember 1814, welcher verordnet, daß jährlich die Einnahmen und Ausgaben durch Budjets regulirt werden sollen.

Art. 2. Unser General-Commissair des Innern für die mittäglichen Provinzen des Königreichs, ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 13 July des Jahres 1815, uud des zweiten Unserer Regierung.

Unterz., Wilhelm.

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

Als Abschrift,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats, zu Brüssel,

Unterschrieben, L. Van Gobbelschroy.

Als Abschrift,

Der General-Commissair des Innern,

Unterzeichnet, der Herzog von Ursel.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,

Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

(N°. 252)

ARRÊTÉ

Qui détermine les formes dans laquelle les comptes des receveurs et des administrateurs des établissemens de charité devront être rendus.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur en Belgique,

Voulant simplifier le mode prescrit par le décret du 7 floréal an 13, pour le réglement des comptes des établissemens de charité;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. I. Les comptes à rendre par les administrateurs des établissemens de charité de la Belgique, conformément au décret du 7 floréal an 13, seront désormais arrêtés définitivement par les intendans, sur l'avis des conseils municipaux et des sous-intendans.

II. En conséquence les conseils de révision qui ont été formés dans les arrondissemens, en exécution de l'art. 3 du décret précité, et les envois de comptes et d'arrêtés réglementaires qui doivent se faire au ministre de l'intérieur, conformément au même article, et à l'article 11, sont supprimés.

III. Toutes les dispositions du décret du 7 floréal an 13, qui ne sont pas contraires aux articles 1 et 2 du présent arrêté, continueront à recevoir leur exécution.

IV. Notre commissaire-général de l'intérieur est chargé de l'exécution des dispositions qui précèdent. Le présent arrêté sera inséré au journal officiel.

Fait à La Haye, le 11 novembre 1814.

Signé GUILLAUME.

(N°. 253.)

Beschluß,

welcher die Form bestimmt, in welcher die Rechnungen der Empfänger und der Verwalter der Mildthätigkeits-Anstalten abgelegt werden sollen.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

Da Wir die, durch das Dekret vom 7 Floreal, 13 Jahr, für die Regulierung der Rechnungen der Mildthätigkeits-Anstalten, vorgeschriebene Form vereinfachen wollen;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern in Belgien,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die von den Empfängern und den Verwaltern der Mildthätigkeits-Anstalten in Belgien, in Gemäßheit des Dekrets vom 7 Floreal, 13 Jahr, abzulegenden Rechnungen, sollen in's künftige von den Intendanten, auf das Gutachten der Munizipal-Räthe und der Unter-Intendanten definitif geschlossen werden.

Art. 2. Dem zu Folge sind die Revisions-Räthe, welche kraft des 3 Artikels des vorgenannten Dekrets, in den Bezirken gebildet worden, und die Uebersendungen der Rechnungen und der reglementarischen Beschlüsse, welche in Gemäßheit desselben, und des 13 Artikels, an den Minister des Innern Statt haben sollen, abgeschaft.

Art 3. Alle Verfügungen des Dekrets vom 7 Floreal, 13 Jahr, welche den 1 und 2 Artikeln des gegenwärtigen Beschlusses nicht entgegen sind, sollen fernerhin ihre Vollziehung erhalten.

Art. 4. Unser General-Commissair des Innern ist mit der Vollziehung der vorhergehenden Verfügungen beauftragt. Gegenwärtiger Beschluß soll in das offizielle Journal eingerückt werden.

Geschehen zu Haag, den 11 November 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Ier. Supplément du N°. 58 du Journal officiel.

Par Son Altesse Royale :
Pour le secrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,
signé P. DE CROMBRUGGHE.
Pour ampliation :
Le secrétaire de la secrétairerie d'état à Bruxelles.
Signé VAN GOBBELSCHROY.
Pour ampliation :
Le commissaire-général de l'intérieur,
Signé le duc D'URSEL.
Pour copie conforme,
Le secrétaire du commissariat-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, établi à Liége,
J. J. D'OMALIUS.

(N°. 253.)

ARRÊTÉ

Qui règle les droits des notaires, à l'égard des baux.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Sur le rapport de Notre commissaire-général de l'intérieur, conformément à l'article 6 du décret du 12 août 1807;

Notre conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. I. Les droits des notaires, pour les baux des établissemens de charité et d'instruction publique, sont fixées par chaque article formant une adjudication particulière, ainsi qu'il suit :

De 1 à 10 fr. de fermage annuel à		1 f.	50 c.
De 10 à 15	idem.	2	»
De 15 à 20	idem.	3	»
De 20 à 30	idem.	3	50
De 30 à 50	idem.	4	»

Durch Ihre Königl. Hoheit,
Für den abwesenden Staats-Sekretair,
Der Cabinets-Sekretair,
Unterz., P. von Crombrugghe.
Als Abschrift,
Der Sekretair des Staats-Sekretariats in Belgien,
Unterz., L. van Gobbelschroy.
Als Abschrift,
Der General-Commissair des Innern,
Unterzeichnet, der Herzog von Ursel.
Als gleichförmige Abschrift,
Der Sekretair des General-Commissariats, zu Lüttich,
J. J. D'Omalius.

(N°. 253.)

Beschluß,

welcher die Gebühren der Notarien in Ansehung der Verpachtungen regulirt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, ꝛc. ꝛc. ꝛc.

Haben, auf den Bericht unseres General-Commissairs des Innern, in Gemäßheit des 6 Artikels des Dekrets vom 12 August 1807, und nach Anhörung Unseres geheimen Raths,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Gebühren der Notarien sind, in Betreff der Verpachtungen der Mildthätigkeits-Anstalten und der des öffentlichen Unterrichts, für jeden Artikel, welcher der Gegenstand einer besondern Versteigerung ist, auf folgende Art festgesetzt:

Von 1 — 10 Franken des jährlichen Pachtzinses auf	1 *fr.*	50 *c.*
Von 10 — 15.	2	00
Von 15 — 20.	3	00
Von 20 — 30.	3	50
Von 30 — 50.	4	00

De 50 à 70 fr. de fermage annuel à		4 *fr.*	50 *c.*
De 70 à 100	idem.	5	»
De 100 à 150	idem.	6	»
De 150 à 300	idem.	8	»
De 300 à 500	idem.	10	»
De 500 à 800	idem.	12	»
De 800 à 1200	idem.	15	»
De 1200 à 2000	idem.	20	»
De 2000 et au dessus	idem.	25	»

II. Si d'après le tarif qui précède, un bail devait produire à un notaire, une somme moindre de 18 francs pour une vacation au lieu de son domicile, et moindre de 24 francs dans une autre commune, il lui sera alloué dans le premier cas, 18 francs, et dans le second, 24 francs.

III. Dans tous les cas, et sur-tout quand les droits selon le tarif, par la réunion des articles, excéderaient les 50 francs, les administrateurs des établissemens dont il s'agit, auront la faculté de traiter de gré à gré avec un notaire, dont ces établissemens auront le choix pour tous les actes qui requièrent son ministère.

IV. Dans les droits ci-dessus fixés est comprise la délivrance d'une grosse exécutoire contenant tous les articles de chaque bail que le notaire fournira, sans autre rétribution, au receveur de l'établissement.

V. Notre commissaire-général de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 7 décembre 1814.

Signé GUILLAUME.

Par son Altesse Royale,

Pour le secrétaire d'état absent,
Le secrétaire du cabinet,

Signé P. DE CROMBRUGGHE.

Von 50 — 70 Franken des jährlichen Pachtzinses auf. . . . . 4 *fr.* 50 *c.*

Von 70 — 100	5	00
Von 100 — 150	6	00
Von 150 — 300	8	00
Von 300 — 500	10	00
Von 500 — 800	12	00
Von 800 — 1200	15	00
Von 1200 — 2000	20	00
Von 2000 und darüber	25	00

Art. 2. Wenn nach dem vorhergehenden Tarif, eine Verpachtung dem Notar für eine Vakation in seinem Wohnort weniger als 18 Franken, und in einer andern Gemeinde, weniger als 24 Franken eintragen sollte, so soll ihm, im ersten Falle, 18 Franken, und in dem zweiten, 24 Franken bewilligt werden.

Art. 3. In allen Fällen, und besonders wenn durch die Vereinigung der Artikel die Gebühren, nach dem Tarif, 50 Franken übersteigen würden, sollen die Verwalter der besagten Anstalten das Recht haben, mit einem Notar, welchen diese Anstalten für alle Akten, welche sein Ministerium erfordern, auswählen können, vermittelst einer gegenseitigen freiwilligen Uebereinkunft unterhandeln.

Art. 4. In den oben bestimmten Gebühren ist die Ausfertigung einer exekutorischen Abschrift, welche alle Artikel jeder Verpachtung enthält, und die der Notar dem Empfänger der Anstalt ohne irgend eine andere Bezahlung liefern muß, begriffen.

Art. 5. Unser General-Commissair des Innern, ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 7 Dezember 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,
Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. van Crombrugghe.

Pour ampliation :

Le secrétaire de la secrétairerie d'état, en Belgique,

Signé, L. VAN GOBBELSCHROY.

Pour ampliation :

Le commissaire-général de l'intérieur,

Signé le duc D'URSEL.

Pour copie conforme :

Le secrétaire du commissariat-général à Liége,

J. J. D'OMALIUS.

(N°. 254.)

ARRÊTÉ

Qui porte que les recettes et dépenses des établissemens de charité, seront réglés par les budjets.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nasseau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc.

Sur le rapport de Notre commissaire-général de l'intérieur en Belgique,

Notre conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. I. Les recettes et les dépenses des établissemens de charité de la Belgique, seront annuellement réglées par des budjets comme le sont celles des communes.

II. Ces budjets seront arrêtés pour les communes de 5000 ames et au-dessus, par les intendans sur la proposition des commissions administratives et l'avis des conseils municipaux et des sous-intendans, et pour les autres, ils seront arrêtés par les sous-intendans.

III. Les propositions des commissions administratives devront être remises aux conseils municipaux, pour chaque année à venir, avant l'époque fixée pour l'ouverture de leur session ordinaire. Elles seront envoyées aux sous-inten-

Als Abschrift,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats in Belgien,

Unterz., L. van Gobbelschroy.

Als Abschrift,

Der General-Commissair des Innern,

Unterz., der Herzog von Ursel.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair des General-Commissariats,

J. J. D'Omalius.

(N°. 254.)

Beschluß,

welcher verordnet, daß die Einnahmen und Ausgaben der Mildthätigkeits-Anstalten jährlich durch Budjets regulirt werden sollen.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souveräner Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern in Belgien, und nach Anhörung Unseres geheimen Raths,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Einnahmen und Ausgaben der Mildthätigkeits-Anstalten in Belgien, sollen jährlich durch Budjets, wie die der Gemeinden, regulirt werden.

2. Diese Budjets sollen, in Ansehung der Gemeinden von 5,000 Seelen und darüber, von den Intendanten auf den Vorschlag der Mildthätigkeits-Commissionen, und das Gutachten der Munizipal-Räthe und der Unter-Intendanten, und in Ansehung der andern Gemeinden von den Unter-Intendanten geschlossen werden.

3. Die Vorschläge der Verwaltungs-Commissionen müssen in's künftige den Munizipal-Räthen, für jedes Jahr, vor dem Zeitpunkt, welcher für die Eröfnung ihrer gewöhnlichen Sitzung festgesetzt ist, eingehändigt werden. Sie sollen den Unter-

dans en même tems que les budjets des communes.

IV. La forme dans laquelle seront faites les propositions des commissions administratives, sera déterminée par Notre commissaire-général de l'intérieur.

V. Les conseils municipaux auront égard dans la discussion des budjets des communes, à la situation des établissemens de charité, et voteront en leur faveur telle subvention que de besoin sur les revenus communaux.

VI. Les commissions administratives ne pourront excéder les allocations du budjet, ni en changer la destination, à peine que les dépenses ainsi faites, seront rejettées du compte.

VII. Toute fois, si par des événemens, majeurs, ou fortuits, cela devenait nécessaire, la commission administrative, après avoir pris l'avis du conseil municipal, en référera à l'intendant ou sous-intendant qui aura arrêté le budjet, afin d'en obtenir l'autorisation spéciale

VIII. Notre commissaire-général de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 7 décembre 1814.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale :

Pour le secrétaire d'état absent, le secrétaire du cabinet,

Signé, P. de CROMBRUGGHE.

Pour ampliation,

Le secrétaire de la secrétairerie d'état,

Signé, VAN GOBBELSCHROY.

Pour ampliation,

Le commissaire-général de l'intérieur,

Signé, le Duc D'URSEL.

Intendanten zu gleicher Zeit mit den Budjets der Gemeinden zugeschickt werden.

4. Die Form, in welcher die Vorschläge der Verwaltungs-Commissionen gemacht werden sollen, wird von Unserm General-Commissair des Innern bestimmt werden.

5. Die Munizipal-Räthe sollen, bei der Erörterung der Budjets der Gemeinden, auf die Lage der Mildthätigkeits-Stiftungen Rücksicht nehmen, und zu ihren Gunsten die nöthige, aus den Gemeinde-Einkünften zahlbare Unterstützung vorschlagen.

6. Die Mildthätigkeits-Commissionen können die im Budjet bewilligten Summen nicht übersteigen, noch die Bestimmung derselben verändern, und dieses unter der Strafe, daß die auf diese Art Statt gehabten Ausgaben aus der Rechnung ausgestrichen werden sollen.

7. Wenn dieses jedoch wegen wichtiger oder zufälliger Ursachen nothwendig werden sollte, so muß die Verwaltungs-Commission, nachdem sie das Gutachten des Munizipal-Raths eingeholt hat, deswegen an den Intendanten oder Unter-Intendanten, der das Budjet geschlossen haben wird, berichten, um eine besondere Authorisation dazu zu erhalten.

8. Unser General-Commissair des Innern, ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 7 Dezember 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königliche Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

Als Abschrift,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats

Unterz., L. Van Gobbelschroy.

Als Abschrift,

Der General-Commissair des Innern,

Unterz., der Herzog von Ursel.

Pour copie conforme :
Le secrétaire du commissariat-général à Liège,
J. J. d'Omalius.

Le conseiller-directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

Arrête :

Que les quatre arrêtés précités des 11 novembre, 7 décembre 1814, et du 13 juillet, relatifs aux établissemens de charité, seront insérés dans le journal du grand-duché. Messieurs les sous-intendans et maires, sont invités à les faire publier dans leurs arrondissemens respectifs, à y fixer l'attention des administrations charitables, et à veiller à ce qu'elles s'y conforment ponctuellement.

Luxembourg, le 9 septembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 255.)

ARRÊTÉ

Qui rend applicables aux provinces méridionales situées sur la rive droite de la Meuse, deux arrêtés relatifs aux domaines révélés.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Voulant que les mêmes lois et réglemens d'administration publique régissent toutes les provinces méridionales du royaume ;

Sur le rapport de Nos commissaires-généraux des finances et de l'intérieur desdites provinces ;

Avons décrété et décrétons :

Art I. Seront publiés dans les provinces méridionales du royaume, situées au-delà de la Meuse, pour y être exécutés selon leur forme et teneur, Nos arrêtés suivans, savoir :

Als gleichförmige Abschrift,
Der General-Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,
Unterzeichnet, D'Omalius.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath, verordnet, daß obige vier Beschlüsse vom 11 November und 7 Dezember 1814, und vom 13 July letzthin, welche die Mildthätigkeits-Anstalten betreffen, in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerückt werden sollen. Die Herren Unter-Intendanten und Mair's sind eingeladen, dieselben in ihren respektiven Bezirken publiziren zu lassen, die Aufmerksamkeit der Mildthätigkeits-Verwaltungen darauf zu heften und zu wachen, daß sie sich pünktlich darnach richten.

Lützemburg, den 9 September 1815.

Willmar.

(N°. 255.)

Beschluß,

welcher zwei Beschlüsse, die entdeckten Domainen betreffend, auf die mittäglichen Provinzen an dem rechten Ufer der Maas anwendbar erklärt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Da Wir wollen, daß dieselben Gesetze und Reglements, welche die allgemeine Verwaltung betreffen, alle mittäglichen Provinzen des Königreichs beherrschen;

Haben, auf den Bericht Unserer General-Commissarien der Finanzen und des Innern der besagten Provinzen,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Folgende Beschlüsse sollen in den mittäglichen Provinzen des Königreichs, die jenseits der Maas gelegen sind, publizirt werden, um darin nach ihrer Form und ihrem Inhalte vollzogen zu werden, nemlich:

1°. Notre arrêté du 7 novembre 1814, concernant les domaines qui ont été révélés en faveur des établissemens des invalides, des Quinze-vingt et de l'université de France;

2°. Notre arrêté du 17 mars 1815, concernant les domaines récélés dont les établissemens de charité se sont mis en possession ou voudront obtenir l'envoi en possession dans la suite.

II. Nos commissaires-généraux des finances et de l'intérieur pour les provinces méridionales, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *journal officiel*.

Donné à La Haye, le 19 juillet de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Pour le secrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,

Signé, P. DE CROMBRUGGHE.

(N°. 256.)

ARRÊTÉ

Relatif au domaines revélés au profit des établissemens des invalides, etc. en France.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince Souverain des provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Considérant que depuis que la Belgique est détachée de la France, ses habitans ne peuvent plus participer aux avantages des invalides, des Quinze-vingt et de l'université du royaume de France;

Qu'il est naturel que les biens situés en Belgique, qui étaient affectés à ces établissemens, notamment par les décrets des 6 février 1810 et 3 janvier 1812, retournent au profit des établissemens de l'espèce qui pourraient être créés en Belgique;

1°. Unser Beschluß vom 7 November 1814, in Betreff der Domainen, welche zu Gunsten der Invaliden-Häuser, der Blinden-Anstalten und der Universität von Frankreich entdeckt worden sind;

2°. Unser Beschluß vom 17 März 1815, in Betreff der verhehlten Domainen, in deren Besitz die Wohlthätigkeits-Anstalten sich gesetzt haben oder in deren Besitz sie in Zukunft gesetzt zu werden begehren werden.

Art. 2. Unsere General-Commissarien der Finanzen und des Innern für die mittäglichen Provinzen, sind mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll, beauftragt.

Gegeben zu Haag, den 19ten July des Jahres 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterschrieben, Wilhelm.

Für den abwesenden Staats-Sekretair,
Der Cabinets-Sekretair,
Unterzeichnet, P. von Crombrugghe.

(№. 256.)

Beschluß,

in Betreff der zu Gunsten der Invaliden-Häuser rc. des Königreichs Frankreich entdeckten Domänen.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

In Erwägung, daß seit der Trennung Belgiens von Frankreich die Bewohner des erstern nicht mehr an den Vortheilen der Invaliden- und Blinden-Anstalten, und der Universität des Königreichs Frankreich Theil nehmen können;

Daß es natürlich ist, daß die in Belgien gelegenen Güter, welche namentlich durch die Dekrete vom 6 Februar 1810 und vom 3 Januar 1812 diesen Anstalten zugeeignet waren, zu Gunsten der Anstalten derselben Art, die in Belgien errichtet werden könnten, verwendet werden;

Sur le rapport de notre conseiller-d'état, commissaire-général des finances;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Art. 1er. Les acquéreurs des domaines révélés, en conséquence des décrets des 6 février 1810 et 3 janvier 1812, sont tenus de justifier, aux receveurs des domaines de leur domicile, à dater de la publication du présent arrêté, de leurs contrôles d'acquisition, et de produire et faire viser, sans frais, les quittances des termes payés.

2. Les cinquièmes échus et à échoir, qui étaient payables à la caisse d'amortissement, seront désormais payés à la caisse du receveur des domaines de Bruxelles; les sommes qui proviendront de ces prix de vente, seront versées au trésor, qui en tiendra compte jusqu'à l'emploi qui aura lieu au profit des établissemens de bienfaisance de la Belgique, et que nous nous réservons d'ordonner, d'après le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur.

3. Les acquéreurs de biens, dont s'agit, qui ne se conformeraient pas aux dispositions de l'article précédent, encourrront la peine de déchéance, qui s'opérera, de plein droit, sans aucune formalité; de manière que si l'administration des domaines parvient, dans la suite, à découvrir des biens de la nature dont il s'agit, elle pourra s'en mettre en possession, sans être tenue à aucun remboursement des cinquièmes déjà acquittés au gouvernement précédent.

4. Les acquéreurs et détenteurs qui satisferont aux obligations qui leur sont imposées par l'art. 1er., seront traités comme les autres acquéreurs des domaines nationaux.

5 Nos commissaires-généraux des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du

Haben, auf den Bericht Unseres Staats-Raths, des General-Commissairs der Finanzen,

Beschlossen und beschließen, was folgt:

Art. 1. Die Erwerber der in Folge der Dekrete vom 6 Februar 1810 und 3 Januar 1812 entdeckten Domainen sind gehalten, innerhalb zwei Monaten, von dem Datum der Kundmachung gegenwärtigen Beschlusses an gerechnet, durch Contrakte zu beweisen, daß sie dieselben an sich gebracht haben und die Quittungen der bezahlten Termine vorzulegen und ohne Kosten visiren zu lassen.

2. Die Fünftel, die verfallen sind oder verfallen seyn werden, und die an die Tilgungs-Casse bezahlt werden sollten, müssen in's künftige der Casse des Empfängers der Domainen in Brüssel entrichtet werden; die von diesen Verkauf-Preisen herrührenden Summen sollen in den Schatz versirt werden, welcher bis auf die Verwendung derselben, die zu Gunsten der Wohlthätigkeits-Anstalten in Belgien Statt haben soll, und die Wir, nach dem Bericht Unseres General-Commissairs des Innern zu bestimmen Uns vorbehalten, davon Rechnung ablegen wird.

3. Die Erwerber der besagten Güter, welche sich nicht nach den Verfügungen des vorhergehenden Artikels richten würden, werden ihres Rechts verlustig erklärt werden; diese Strafe soll, ohne irgend einer Formalität unterworfen zu seyn, von Rechtswegen eintreten, so daß, wenn die Domainen-Verwaltung in der Folge Güter von der besagten Natur entdecken würde, sie sich in den Besitz derselben setzen kann, ohne zu einer Rückbezahlung der Fünftel, welche der vorhergehenden Regierung schon bezahlt worden wären, verbunden zu seyn.

4. Die Erwerber und Inhaber, welche den, durch den 1 Artikel auferlegten Verbindlichkeiten Genüge leisten werden, sollen wie die übrigen Erwerber von National-Gütern behandelt werden.

5. Unsere General-Commissarien der Finanzen und des Innern, sind mit der Vollziehung ge-

présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à la Haye, le 7 novembre 1814

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale :

Pour le secrétaire d'état absent, le sécrétaire du cabinet,

Signé, P. de Crombrugghe.

Pour ampliation :

Le secrétaire de la secrétairerie d'état en Belgique,

Signé, L. Van Gobbelschroy.

Pour ampliation :

Le commissaire-général de l'intérieur,

Signé, *le duc* d'Ursel.

Le sécrétaire-général du commissariat-général de S. M. à Liége,

J. J. d'Omalius.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

Arrêtons :

Que conformément aux instructions de S. E. le commissaire-général à la résidence de Liége, les deux arrêtés ci-dessus seront portés à la connaissance du public, par la voie du journal officiel du grand-duché.

Luxembourg, le 5 septembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 257.)

ARRÊTÉ

Qui déclare applicable aux provinces méridionales, situées sur la rive droite de la Meuse, celui du 10 mai 1815, relatif à l'administration des bois des communes et de ceux des établissemens de charité.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Voulant que les mêmes lois et réglemens d'ad-

genwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 7 September 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair, der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

Als Abschrift,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats,

Unterz., L. van Gobbelschroy.

Als Abschrift,

Der General-Commissair des Innern,

Unterz., der Herzog von Ursel.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,

Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß, in Gemäßheit der Instruktionen S. E. des General-Commissairs zu Lüttich, die beiden obigen Beschlüße durch das offizielle Journal zur Kenntniß des Publikums gebracht werden sollen.

Lützemburg, den 5 September 1815.

Willmar.

(N°. 247.)

Beschluß,

welcher den vom 10 May 1815, in Betreff der Verwaltung der den Gemeinden und Mildthätigkeits-Anstalten gehörenden Waldungen, auf die, an dem rechten Ufer der Maas gelegenen mittäglichen Provinzen anwendbar erklärt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Da Wir wollen, daß dieselben Gesetze und

ministration publique régissent toutes les provinces méridionales du royaume;

Sur le rapport de Nos commissaires-généraux de l'intérieur et des finances pour lesdites provinces;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. I. Notre arrêté du 10 mai 1815, relatif à l'administration des bois des communes et des établissemens de charité, sera publié dans les provinces du royaume situées au-delà de la Meuse, pour y être exécuté selon sa forme et teneur.

II. Nos commissaires-généraux de l'intérieur et des finances, pour les provinces méridionales, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Donné à La Haye, le 19 juillet de l'an 1815, de Notre règne le deuxième.

Signé, GUILLAUME.

Par le Roi :

Pour le secrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,

Signé, P. DE CROMBRUGGHE.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

ARRÊTE :

Que conformément à la lettre de S. E le commissaire-général à la résidence de Liége, en date du 31 août dernier, l'arrêté ci-dessus sera porté à la connaissance du public, par la voie du journal officiel du grand-duché.

Luxembourg, le 5 septembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 258.)

AVIS

Relatif aux fournitures faites par les communes.

Messieurs les maires sont instamment invités

Reglements, welche die allgemeine Verwaltung betreffen, alle mittäglichen Provinzen des Königreichs beherrschen sollen;

Haben, auf den Bericht Unserer General-Commissarien des Innern und der Finanzen für die besagten Provinzen,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Unser Beschluß vom 10 May 1815, in Betreff der Verwaltung der Waldungen, die den Gemeinden, und Wohlthätigkeits-Anstalten gehören, soll in den, jenseits der Maas liegenden Provinzen publizirt werden, um seiner Form und seinem Inhalt nach vollzogen zu werden.

2. Unsere General-Commissarien des Innern und der Finanzen für die mittäglichen Provinzen, sind mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll, beauftragt.

Gegeben zu Haag, den 19 July des Jahres 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß in Gemäßheit des Schreibens S. E. des General-Commissairs zu Lüttich, vom 31 August letzthin, der obige Beschluß durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums zur Kenntniß des Publikums gebracht werden soll.

Lützemburg, den 5 September 1815.

Willmar.

(N°. 258.)

Nachricht

in Betreff der von den Gemeinden gemachten Lieferungen.

Die Herren Mair's sind dringend eingeladen,

à transmettre, sans délai, à MM. les sous-intendans de leurs arrondissemens respectifs, les bons originaux des fournitures imputables sur l'emprunt des six millions ; (arrêté de S. M. du 11 juin dernier, inséré dans le nº. 45 du journal officiel.) Ils doivent sentir que la liquidation des dépenses relatives à cet emprunt, ne peut avoir lieu qu'après la remise effective de ces bons, et que leur négligence, sous ce rapport, paralyse absolument la marche de la comptabibité, au grand préjudice des communes. J'espère en conséquence que MM. les maires se conformeront avec empressement au vœu exprimé dans le présent avertissement.

Luxembourg, le 12 septembre 1815.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

den Herren Unter-Intendanten ihrer respektiven Bezirke ohne Verzug die Original-Bons von den Lieferungen einzuhändigen, deren Bezahlung auf das Anleihen der sechs Millionen angewiesen ist. (Beschluß S. M. vom 11 Juny letzthin, welcher in dem 45 Nº. des offiziellen Journals eingerückt ist.) Sie sollen einsehen, daß die Liquidation der, dieses Anleihen betreffenden Ausgaben nur nach der wirklichen Einhändigung dieser Bons Statt haben kann, und daß ihre Nachläßigkeit in dieser Rücksicht den Gang der Comptabilität, zum großen Nachtheil der Gemeinden, völlig hemmt. Ich hoffe deßhalb, daß die Herren Mair's sich beeilen werden, dem, in gegenwärtiger Nachricht, ausgedrückten Verlangen zu entsprechen.

Lützemburg, den 12ten September 1815.

Der provisorisch mit der Verwaltung des Großherzogthums Lützemburg beauftragte Landes-Direktorial-Rath,

Willmar.

(Nº. 259.)

PROGRAMME

Des cours qui seront donnés à la faculté de droit de l'académie de Bruxelles, pendant l'année scolaire qui va commencer.

Année scolaire d'octobre 1815 à octobre 1816.

Les cours que donneront les professeurs de cette faculté, pendant cette année, s'ouvriront le mardi 3 octobre 1815.

Le même jour, avant l'ouverture, il sera chanté une messe du Saint-Esprit, dans l'église de St.-Jacques-sur-Caudenberg, à 10 heures, à laquelle assisteront MM. les professeurs.

Les leçons seront données ainsi qu'il suit:

(Nº. 259.)

Programm

der Curse, die während dem nächstkünftigen Schuljahr auf der Rechtsfakultät der Akademie von Brüssel Statt haben werden.

Schuljahr vom Monat Oktober 1815 bis auf den Oktober 1816.

Die Curse, welche die Professoren dieser Fakultät während diesem Jahr geben werden, sollen Dienstags den 3 Oktober 1815 eröfnet werden.

Denselben Tag wird vor der Eröfnung um 10 Uhr eine Messe des heiligen Geistes in der Jakobskirche auf dem Caudenberg gesungen werden, welcher die Herren Professoren beiwohnen werden.

Die Vorlesungen werden auf folgende Art gehalten werden:

M. Van Gobbelschroy, professeur du droit romain et doyen de la faculté, donnera leçon les mardi, vendredi et samedi, à sept heures et demie du matin en été, et à huit heures et demie en hiver.

Der Herr van Gobbelschroy, Professor des römischen Rechts und Dekanus der Fakultät, wird im Sommer jeden Dienstag, Freitag und Samstag um 7 1/2 Uhr des Morgens, und im Winter, um 8 1/2 Unterricht ertheilen.

M. Ernst, professeur de la première année du droit civil moderne, donnera ses leçons les lundi, mercredi et vendredi, à neuf heures du matin en été, et à dix heures en hiver.

Der Herr Ernst, Professor des ersten Jahrs des neuern Civil-Rechts, wird im Sommer am Montag, Mittwoch und Freitage um 9 Uhr des Morgens, und im Winter um 10 Uhr, Unterricht ertheilen.

M. van Hooghten, professeur de la deuxième année de droit civil moderne, donnera ses leçons les lundi, mercredi et jeudi, à sept heures du matin en été, et à huit heures et demie en hiver.

Der Herr van Hooghten, Professor des zweiten Jahrs des neueren Civil-Rechts, wird im Sommer am Montage, Mittwoch und Donnerstag, um 7 Uhr des Morgens, und im Winter um 8 1/2 Uhr, Unterricht ertheilen.

M. Tarte, professeur de la troisième année du droit civil moderne, donnera ses leçons les mardi, jeudi et samedi, à neuf heures du matin en été, et à dix heures en hiver.

Der Herr Tarte, Professor des dritten Jahrs des neuern Civil-Rechts, wird im Sommer am Dienstage, Donnerstage und Samstage, um 9 Uhr des Morgens, und im Winter um 10 Uhr, Unterricht geben.

M. Jacquelart, professeur de législation criminelle, et de la procédure civile et criminelle, donnera ses leçons les lundi, mercredi et vendredi, à dix heures en été, et à onze heures en hiver.

Der Herr Jacquelart, Professor der peinlichen Gesetzgebung und der Civil- und peinlichen Prozedur, wird im Sommer am Montage, Mittwoch und Freitage um 10 Uhr, und im Winter um 11 Uhr seine Vorlesungen halten.

Suppléans, MM. Heuschling et de Coster.

Suppleanten, die Herren Heuschling und von Coster.

Les inscriptions devront se prendre pendant les quinze premiers jours de chaque trimestre : ce terme est de rigueur. Le premier trimestre commence le 1 octobre, le deuxième le 15 décembre, le troisième le 1 mars et le quatrième le 15 mai. On ne peut s'inscrire avant l'âge de 16 ans accomplis. Les élèves, qui veulent prendre leur première inscription, doivent se présenter à M. le doyen de la faculté, munis de leur acte de naissance et d'une attestation de bonnes mœurs, et en outre d'un certificat constatant qu'ils ont suivi un cours de rhétorique dans un lycée, dans un collége ou dans toute autre école publique : ce certificat doit être

Die Einschreibungen müssen während den ersten vierzehn Tagen jedes Vierteljahrs Statt haben. Dieser Termin ist strenge festgesetzt. Das erste Viertel-Jahr fängt den ersten Oktober, das zweite den 15 Dezember, das dritte den ersten März und das vierte den 15 May an. Man kann sich nur alsdann einschreiben, wenn man sechszehn volle Jahre hat. Die Zöglinge, welche sich zum erstenmale einschreiben lassen, müssen sich bei dem Herrn Dekanus der Fakultät melden, mit ihrem Geburtsschein und einem Attest, das ihre gute Aufführung darthut, wie auch mit einem Schein versehen seyn, welcher beweißt, daß sie in einem Lycäum, in einem Collegium oder in einer jeden

délivré par le chef de l'établissement où l'élève aura fait ce cours. — Quant à ceux qui ne pourront produire un semblable certificat, ils ne seront admis à s'inscrire qu'après avoir subi, devant M. le doyen de la faculté, un examen sur la langue latine.

Ceux qui prennent inscription dans l'unique but d'obtenir un certificat de capacité, pour obtenir une place d'avoué, ne doivent produire que leur acte de naissance et un certificat de bonnes mœurs. — On s'inscrit au secrétariat de la faculté.

Les cours des facultés des sciences et des lettres s'ouvriront aussi au jour ci-dessus, par MM. les professeurs suivans :

Faculté des sciences.

M. Thiry, professeur de mathématiques pures.

M. Bachelier, professeur de mathématiques appliquées.

M. Sentelet, professeur des sciences physiques.

Faculté des lettres.

M. Lesbroussart, professeur de littérature latine.

M. Rouillé, professeur de littérature française.

M. van Leempœl, professeur de philosophie.

Le secrétaire-général de la faculté de droit et de l'académie,

LE MAYEUR.

andern öffentlichen Schule einen Curs in der Rhetorik befolgt haben; dieser Schein muß von dem Vorsteher der Lehranstalt, in welcher der Zögling diesen Curs befolgt hat, ausgefertigt seyn. Was die betrift, welche keinen solchen Schein vorweisen können, so können sie nur alsdann zur Einschreibung zugelassen werden, nachdem sie vor dem Dekanus der Fakultät ein Examen über die lateinische Sprache bestanden haben.

Diejenigen, welche nur deßwegen sich einschreiben lassen, um einen Fähigkeits-Schein zu erhalten, damit sie als avoués angestellt werden können, dürfen nur ihren Geburtsschein und ein Attest, das ihre gute Aufführung bezeugt, vorweisen. Man schreibt sich im Sekretariat der Fakultät ein.

Die Curse der Fakultäten der Wissenschaften und der Litteratur werden auch an dem obigen Tage von den folgenden Herren Professoren eröfnet werden:

Fakultät der Wissenschaften:

Herr Thiry, Professor der reinen Mathematik.

Herr Bachelier, Professor der angewandten Mathematik.

Herr Sentelet, Professor der physischen Wissenschaften.

Fakultät der Litteratur.

Herr Lesbroussart, Professor der lateinischen Litteratur.

Herr Rouille, Professor der französischen Litteratur.

Herr van Leempoel, Professor der Philosophie.

Der General-Sekretair der Rechts-Fakultät und der Akademie,

Le Mayeur.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 59.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 21 septembre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 21sten September 1815.

(N. 260.)

Le Conseiller-directorial, chargé provisoirement de l'administration du Grand-duché de Luxembourg,

Aux habitans du Grand-Duché.

Son Excellence le Commissaire-général des provinces de la rive droite de la Meuse se plaint de ce que le nombre des miliciens rétardataires est considérable dans le grand-duché de Luxembourg, et elle me charge de prendre des mesures pour faire rejoindre ceux qui ont pu méconnaitre leurs devoirs.

En conséquence, je les préviens que des officiers et des sous-officiers vont se rendre au chef-lieu de chaque arrondissement, pour les recevoir, et pour prendre le commandement des détachemens qui doivent être amenés à Liége et à Maestricht.

Il leur est formellement enjoint de se présenter, sans délai, devant le Sous-intendant de leur arrondissement, pour faire leur déclaration, et partir pour le lieu de leur destination.

Ceux qui manqueront à l'appel, seront rem-

(N°. 260.)

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

An die Bewohner des Groß-Herzogthums.

Seine Exzellenz der General-Commissair der auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen Provinzen beklagen sich über die beträchtliche Anzahl der Milizmänner des Groß-Herzogthums, welche vernachläßigen, sich an den Ort ihrer Bestimmung zu begeben, und Sie tragen mir auf, Maasregeln zu treffen, damit diejenigen, welche ihre Pflichten mißkannt haben, sich zu ihrem Korps verfügen.

Ich benachrichtige sie deßhalb, daß Offiziere und Unteroffiziere sich unverzüglich in den Hauptort jeden Bezirks begeben werden, um sie in Empfang zu nehmen, und das Commando der Detaschements, die nach Lüttich und Mastricht geführt werden sollen, zu übernehmen.

Es ist ihnen ausdrücklich befohlen, sich ohne Verzug dem Unter-Intendanten ihres Bezirks darzustellen, um ihre Deklaration zu machen, und nach dem Ort ihrer Bestimmung abzureisen.

Diejenigen, welche bei dem Aufruf nicht gegen-

placés sur-le-champ, par les communes auxquelles ils appartiennent; c'est ainsi que s'exécutera contre elles, l'article 12 de l'arrêté de Sa Majesté, du premier avril dernier, portant qu'elles sont responsables, pendant 18 mois, des hommes qu'elles ont fournis pour leur contingent dans la milice.

Il y a plus, ceux qui devront marcher en remplacement des rétardataires, pourront exiger des dommages-intérêts de ces derniers, d'eux ou de leurs parens; tel est le vœu de l'article 22 d'un autre arrêté de Sa Majesté, en date du 13 avril dernier.

Ainsi, parens des miliciens, habitans des communes, magistrats de toutes les classes, vous avez le plus grand intérêt à éclairer, à intimider la désobéissance et à la ramener au devoir. Vous devez donc veiller soigneusement à ce qu'elle ne trouve ni azile, ni aucun moyen d'échapper aux recherches qui seront dirigées contre elle.

Quant aux miliciens eux-mêmes, S. E. le Commissaire-général me charge de leur faire remarquer, 1°. que conformément aux articles 26 et 27 de l'arrêté de S. M. du 13 avril, ils sont soumis aux lois de la discipline militaire, à dater de leur remise à l'officier chargé de les diriger sur le corps auquel ils appartiennent; 2°. que les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 26, et 29 de la seconde partie, quatrième chapitre du réglement militaire de 1799, provisoirement maintenu par l'arrêté du 30 décembre 1813, et celui du 21 octobre 1814, leur sont applicables.

Finalement je dois prévenir tous les individus de l'âge de la milice; qu'ils n'obtiendront plus de passe-ports pour voyager, à moins de justifier qu'ils ont satisfait à la loi, et que le contingent assigné aux communes respectives se trouve en totalité sous les drapeaux.

Luxembourgeois! Les armées belges unies à leurs puissans Alliés, ont surmonté tous les obs-

wärtig seyn werden, sollen sogleich von den Gemeinden, zu welchen sie gehören, ersetzt werden. Auf diese Art wird gegen sie der zwölfte Artikel des Beschlusses S. M. vom ersten April letzthin in Vollzug gesetzt werden, welcher verordnet, daß sie während achtzehn Monaten für die Männer, die sie für ihr Contingent zur Miliz geliefert haben, verantwortlich sind.

Ich muß noch hinzusetzen, daß diejenigen, welche für die Widerspenstigen marschieren müssen, Schaden-Ersatz von diesen letztern, oder von ihren Aeltern fordern können; dieses ist die Verfügung des zwei und zwanzigsten Artikels eines andern Beschlusses Seiner Majestät vom 13ten April letzthin.

Aeltern der Miliz-Männer, Bewohner der Gemeinden, Magistrats-Personen aller Klassen! Ihr habt alle das größte Interesse, die Unwissenheit aufzuklären und den Ungehorsam in Furcht zu setzen. Ihr sollt also sorgfältig wachen, daß keiner unter denselben eine Zufluchts-Stätte oder Mittel finde, den gegen sie gerichteten Nachsuchungen zu entgehen.

Was die Miliz-Männer selbst betrift, so tragen mir S. E. der General-Commissair auf, ihnen bemerken zu lassen, 1°. daß sie, von dem Tage an, an welchem sie dem Offizier übergeben werden, welcher beauftragt ist, sie zu dem Corps, zu welchem sie gehören, zu führen, den Gesetzen der Militair-Disziplin unterworfen sind; 2°. daß die Artikel 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 26 und 29 des zweiten Theils, des 4 Kapitels des Militair-Reglements von 1799, welches provisorisch durch den Beschluß vom 30sten Dezember 1813 und durch den vom 21sten Oktober 1814, beibehalten ist, auf sie anwendbar sind.

Endlich muß ich alle Individuen, die das Miliz-Alter haben, benachrichtigen, daß sie keinen Paß mehr zum Reisen erhalten können, wenn sie nicht beweisen, daß sie dem Gesetz Genüge geleistet haben, und daß das den respektiven Gemeinden angewiesene Contingent sich ganz unter den Fahnen befinde.

Lützemburger! die mit ihren mächtigen Alliirten vereinigten Belgischen Armeen haben alle Hindernisse besiegt, haben alle Legionen ihres kolossalischen

tacles, ont terrassé toutes les légions de leur ennemi colossal! Refuseriez-vous de vous associer à leur gloire, lorsque vous partagez le fruit de leur triomphe? Hésiteriez-vous de vous consacrer au service d'un Roi, d'une Patrie qui ont fait l'objet de vos desirs les plus ardens?

A l'arrivée de la loi, tous les cœurs électrisés semblaient voler au-devant de ce devoir sacré. Ceux sur-tout dont le courage était déjà éprouvé par les combats, annonçaient à l'envi des dispositions qui promettaient presqu'autant de volontaires qu'il fallait de miliciens. Quels sont donc les meneurs perfides, qui ont tout-à-coup arrêté vos pas généreux, paralysé votre noble élan?

Luxembourgeois, n'en doutez pas, sous quelque voile qu'ils se cachent, de quelques couleurs qu'ils se parent, ce sont des ennemis de votre indépendance. Repoussez-les loin de votre antique et loyale fidélité; signalez-les à la sollicitude de vos magistrats: leur conduite sera profondément examinée.

Et vous, miliciens égarés par leurs instigations astucieuses, hâtez-vous de répondre à la voix du gouvernement paternel qui vous appelle, et persuadez-vous bien, que s'il est disposé à accueillir votre docilité par des égards, il saura châtier votre résistance par un grand exemple de sévérité. Mais, je dois le dire avec franchise, l'obligation où il sera de prendre une telle mesure, sera d'autant plus pénible, que jusqu'à ce moment il avait conçu l'idée la plus flatteuse de la milice de son Grand-duché.

Le Conseiller-directorial, chargé de l'administration du Grand-duché,

Arrête que l'adresse ci-dessus sera imprimée, publiée et affichée dans toutes les communes du Grand-duché, à la diligence de MM. les maires;

Feindes gestürzt! Solltet Ihr weigern, Euch ihres Ruhms theilhaftig zu machen, da Ihr die Früchte ihres Sieges theilet? Solltet Ihr Anstand nehmen, Euch dem Dienste eines Königs, eines Vaterlandes zu widmen, welche der Gegenstand Eurer heißesten Wünsche gewesen sind?

Bei der Ankunft des Gesetzes schienen alle Herzen mit heißer Theilnahme dieser heiligen Pflicht entgegen zu eilen. Die besonders, deren Muth schon durch den Kriegeskampf erprobt war, haben gewetteifert, Gesinnungen zu äußern, welche fast eben so viele Freiwillige versprachen, als man Miliz-Männer nöthig hatte. Welches sind also die treulosen Leiter, die Euere edeln Schritte aufgehalten, Euern großmüthigen Schwung gehemmt haben?

Lützemburger! unter was für einem Schleier sie sich auch verbergen, mit welchen Farben sie sich auch auszieren mögen, zweifelt nicht, daß es Feinde Eurer Ruhe, Eurer Einigkeit und Eurer Unabhängigkeit sind. Entfernt sie von Euch; sie haben nichts mit Eurer alten und aufrichtigen Treue gemein; zeiget sie der Sorgfalt Eurer Magistrats-Personen an; ihre Aufführung wird gründlich untersucht werden.

Und Ihr, durch ihre arglistigen Anreizungen, irregeführten Milizmänner, beeilet Euch, der Stimme der väterlichen Regierung, die Euch ruft, Gehör zu geben, und überzeuget Euch wohl, daß wenn diese geneigt ist, Euere Folgsamkeit mit Rücksicht gütig aufzunehmen, sie Eueren Widerstand durch ein großes Beispiel der Strenge zu züchtigen wissen wird. Aber ich muß mit Freimüthigkeit sagen, daß die Nothwendigkeit, eine solche Maaßregel nehmen zu müssen, desto schmerzhafter für dieselbe seyn wird, da sie sich bis auf diesen Augenblick den schmeichelhaftesten Begriff von der Miliz ihres Groß-Herzogthums gemacht hat.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums beauftragte Direktorial-Rath beschließt, daß obige Adresse gedruckt, publizirt und in allen Gemeinden des Groß-Herzogthums,

que MM. les Sous-intendans prendront toutes les mesures nécessaires, pour assurer la prompte exécution des dispositions qu'elle renferme, et qu'ils nous rendront compte tous les trois jours, du résultat de ces mesures.

Luxembourg, le 11 septembre 1815.

WILLMAR.

auf das Betreiben der Herren Mär's angeschlagen werden soll; daß die Herrn Unter-Intendanten alle nöthigen Maasregeln treffen sollen, um die schnelle Vollziehung der darin enthaltenen Verfügungen zu sichern, und Uns alle drei Tage von dem Resultat dieser Maasregeln Rechnung abstatten sollen.

Lützemburg, den 11ten September 1815.

Willmar.

(N°. 261.)

CIRCULAIRE

A messieurs les maires du Grand-duché, concernant la formation des budjets de 1816.

Luxembourg, le 16 septembre 1815.

Messieurs, un arrêté de S. M. du 8 juillet dernier, inséré dans le n°. 54 du journal officiel du Grand-duché de Luxembourg, lui rend applicables ceux des 30 septembre et 1 novembre 1814, concernant la comptabilité des communes. Ces arrêtés, ainsi que l'instruction y relative de S. E. le Commissaire-général de l'intérieur en Belgique du 25 novembre 1814, se trouvent à la suite du premier. Les budjets de 1816 n'ayant point encore été rédigés d'après le nouveau système, il importe de s'occuper de ce travail sans différer plus longtems

Je vous invite donc, messieurs, à réunir tous les élémens nécessaires, et à préparer la rédaction du budjet dans la forme du cadre que M. le Sous-intendant est chargé de vous transmettre.

Vous voudrez bien soumettre ensuite ces pièces, ainsi que les arrêtés et instructions précitées, à la délibération du conseil municipal, que je vous autorise à convoquer pour cet effet pour le 15 octobre prochain.

Vous remarquerez, Messieurs, que les budjets de première et deuxième classe doivent

(N°. 261.)

Rundschreiben

an die Herren Mair's des Groß-Herzogthums, in Betreff der Bildung der Budjets für das Jahr 1816.

Meine Herren!

Ein Beschluß Seiner Majestät vom 8 July letzthin, welcher in dem 54 N°. des offiziellen Journals des Groß-Herzogthums Lützemburg eingerückt ist, erklärt die von dem 30 September und 1 November 1814, in Betreff der Comptabilität der Gemeinden, auf dasselbe anwendbar. Diese Beschlüsse, nebst der sie betreffenden Instruktion S. E. des General-Commissairs des Innern in Belgien, vom 25 November 1814, sind dem ersten beigefügt. Da die Budjets von 1816 noch nicht nach dem neuen System abgefaßt sind, so ist es nothwendig, sich ohne weitern Aufschub mit dieser Arbeit zu beschäftigen.

Ich lade Sie deßwegen ein, meine Herren, alle nöthigen Elemente zu sammeln, und die Abfassung des Budjets in der Form des Modells, welches der Herr Unter-Intendant Ihnen zuzuschicken beauftragt ist, vorzubereiten.

Sie werden alsdann die Schriften, wie auch die obigen Beschlüsse und Instruktionen, der Berathschlagung des Munizipal-Raths unterwerfen, dessen Zusammenberufung, die den 15 nächstkünftigen Oktober Statt haben soll, ich in dieser Absicht authorisire.

Sie werden bemerken, meine Herren, daß die Budjets der ersten und zweiten Klasse sechsfach,

être dressés en six expéditions, et ceux de troisième classe seulement en cinq expéditions.

Vous aurez à transmettre ces expéditions au Sous-intendant de votre arrondissement, avant le 25 octobre prochain, avec les pièces qui doivent y être annexées. Je dois insister, messieurs, sur ce qu'on se pénètre bien des instructions données par S. E. le commissaire-général de l'intérieur. Les détails et les formes qu'elles exigent, sont de rigueur, et toute négligence ne pourrait qu'entrainer des lenteurs, et une augmentation de travail, puisque tout budjet irrégulier serait inévitablement renvoyé pour être régularisé.

Vous sentez donc toute l'importance des soins qu'on doit apporter dans ce travail. Ces soins sont d'autant plus impérieux, qu'il ne pourrait y avoir de véritable sûreté pour les finances des communes, et pour le service de leur administration, une fois que l'on se permettrait de s'écarter de l'ordre établi; en comptabilité, l'obscurité et le désordre naissent même des moindres négligences.

Je compte donc, messieurs, que, par votre zèle et celui des conseils municipaux, les budjets de 1816 qui me seront transmis, se trouveront parfaitement conformes aux instructions.

Je saisis cette occasion, pour fixer en même tems votre attention sur l'arrêté de S. M. du 7 décembre 1814, rendu applicable au Grand-duché de Luxembourg, par un autre arrêté du 13 juillet dernier, lequel porte que les recettes et les dépenses des établissemens de charité seront réglés annuellement par des budjets.

Comme aux termes de l'article 3 de cet arrêté, inséré dans le n°. 57 du journal officiel

und die der fünften Klasse fünffach ausgefertigt werden müssen.

Diese Ausfertigungen sollen dem Unter-Intendanten Ihres Bezirks vor dem 25 nächstkünftigen Monat Oktober, nebst den, denselben beizufügenden Schriften zugeschickt werden. Ich muß, meine Herren, Sie dringend einladen, sich mit dem Geiste der von S. E. dem General-Commissair des Innern erlassenen Instruktionen genau bekannt zu machen. Die verschiedenen Verfügungen und Formen, welche sie erfordern, müssen strenge beobachtet werden; jede Nachläßigkeit würde Verzögerungen nach sich ziehen und die Arbeit vermehren, weil jedes unregelmäßige Budjet unvermeidlich zurückgeschickt werden würde, um regularisirt zu werden.

Sie werden also die ganze Wichtigkeit der Sorgfalt, welche man dieser Arbeit widmen muß, einsehen. Diese Sorgfalt ist desto nothwendiger, da für die Finanzen der Gemeinden und für den Dienst ihrer Verwaltung keine wahre Sicherheit Statt haben kann, wenn man sich einmal erlauben würde, sich von der festgesetzten Ordnung zu entfernen; in Comptabilitäts-Sachen entstehen aus den geringsten Nachläßigkeiten Dunkelheit und Unordnung.

Ich zähle also darauf, meine Herren, daß durch Ihren Eifer und den der Munizipal-Räthe, die Budjets von 1816, welche man mir übermachen wird, den Instruktionen vollkommen gemäß seyn werden.

Ich benutze diese Gelegenheit, um zu gleicher Zeit Ihre Aufmerksamkeit auf den Beschluß S. M. vom 7 Dezember 1814, welcher durch einen andern Beschluß vom 13 July letzthin, auf das Groß-Herzogthum Lützemburg anwendbar erklärt worden ist, zu heften; dieser Beschluß verordnet, daß die Einnahmen und Ausgaben der Mildthätigkeits-Anstalten jährlich durch Budjets regulirt werden sollen.

Da zu Folge des 3 Artikels dieses Beschlusses, welcher in dem 57 N°. des offiziellen Journals des

du Grand-duché, les propositions des commissions administratives de ces établissemens doivent être remises aux conseils municipaux, chaque année, avant l'époque fixée pour l'ouverture de leur session ordinaire, messieurs les maires des chefs-lieux des cantons auront soin de convoquer, au reçu de la présente, les membres des administrations charitables qu'ils président, pour qu'ils dressent de leur côté le budjet des recettes et dépenses de l'établissement de charité confié à leur administration, lequel devra être soumis au conseil municipal le 15 octobre prochain, jour de sa réunion, pour voter, s'il y a lieu, en faveur de l'établissement, telle subvention que de besoin sur les revenus communaux.

Je recommande à messieurs les Sous-intendans de tenir la main à ce que la présente instruction reçoive sa stricte exécution; ils auront soin de m'adresser les budjets des communes de leur arrondissement, avec leurs observations le 1 novembre prochain. Monsieur le Sous-intendant de l'arrondissement de Luxembourg, y joindra ceux de la commission administrative des hospices civils et du bureau de bienfaisance de la ville de Luxembourg, en conformité de l'arrêté précité du 7 décembre 1814. Quant aux budjets des autres établissemens de charité, ils seront arrêtés directement par MM. les Sous-intendans.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération,

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Groß-Herzogthums eingerückt ist, die Vorschläge der Verwaltungs-Commissionen dieser Anstalten, jedes Jahr den Munizipal-Räthen vor dem Zeitpunkt, welcher für die Eröfnung ihrer gewöhnlichen Sitzung festgesetzt ist, übergeben werden sollen, so werden die Herren Mair's der Hauptorte der Kantone besorgt seyn, beim Empfang des Gegenwärtigen, die Mitglieder der Mildthätigkeits-Verwaltungen, welche sie präsidiren, zusammen zu berufen, um ihrer Seits das Budjet der Einnahmen und Ausgaben der ihrer Verwaltung anvertrauten Mildthätigkeits-Anstalt abzufassen, welches dem Munizipalrath am 15 nächstkünftigen Oktober, dem Tage seiner Vereinigung, vorgelegt werden soll, um, wenn der Fall ist, zu Gunsten der Anstalt, die nothwendig befundenen und aus den Gemeinde-Einkünften zu bezahlenden Hilfsgelder vorzuschlagen.

Ich empfehle den Herren Unter-Intendanten, die genaue Vollziehung gegenwärtiger Instruktion zu handhaben; Sie werden Sorge tragen, mir die Budjets der Gemeinden ihres Bezirks, mit ihren Bemerkungen begleitet, den 1 nächstkünftigen Monat November zuzuschicken. Der Herr Unter-Intendant des Bezirks von Lützemburg wird denselben die Budjets der Verwaltungs-Commission des Spitals und des Wohlthätigkeits-Bureau's der Stadt Lützemburg, in Gemäßheit des obengenannten Beschlusses vom 7 Dezember 1814, beifügen; was die Budjets der übrigen Mildthätigkeits-Anstalten betrift, so sollen sie direkt von den Herren Unter-Intendanten geschlossen werden.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Der provisorisch mit der Verwaltung des Großherzogthums Lützemburg beauftragte Landes-Direktorial-Rath,

Willmar.

(N°. 262.)

ARRÊTÉ

Qui détermine le prix des journées des porteurs de contraintes.

Nous conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

Vû l'article 27 de la loi du 16 thermidor an 8, qui détermine le prix des journées des porteurs de contraintes;

Vû les propositions qui nous ont été soumises à cet égard par MM. les sous-intendans;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. I. Le prix des journées des porteurs de contraintes est fixé, pour l'année courante, dans tous le grand-duché, à la somme de deux francs.

Art. II. Le présent arrêté sera imprimé et affiché; messieurs les sous-intendans restent chargés de son exécution.

Fait à l'hôtel de l'intendance, à Luxembourg, le 9 septembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 263.)

AVIS

Relatif à l'établissement d'un nouveau bureau de transit.

Messieurs les négocians, fabricans et commissionnaires sont prévenus que, par suite d'un arrêté pris par S. E. M. le conseiller-d'état, commissaire-général des finances, en date du 31 août 1815, le bureau de Frisange, (principalité de Luxembourg), est ajouté à ceux qui sont ouverts au transit.

Liége, le 9 septembre 1815.

Le commissaire chargé de l'administration des finances,

GERICKE.

(N°. 262.)

Beschluß,

welcher den Taglohn der Zwangs-Träger bestimmt.

Wir, mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragter Direktorial-Rath,

Nach Einsicht der 27-Artikel des Gesetzes vom 16 Thermidor, 8 Jahrs, welcher den Preis des Taglohnes, der den Zwangs-Trägern zukömmt, bestimmt;

Nach Einsicht der Uns von den Herren Unter-Intendanten vorgelegten Vorschläge;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Der Preis des Taglohnes der Zwangs-Träger ist für das laufende Jahr in dem ganzen Groß-Herzogthum auf zwei Franken festgesetzt.

2. Gegenwärtiger Beschluß soll gedruckt und angeschlagen werden. Die Herren Unter-Intendanten bleiben mit seiner Vollziehung beauftragt.

Geschehen in der Intendanz, zu Lützemburg, den 9 September 1815.

Willmar.

(N°. 263.)

Nachricht

in Betreff der Errichtung eines neuen Transit-Bureau's.

Die Herren Handelsleute, Fabrikanten und Commissionairs sind benachrichtiget, daß zu Folge eines, den 31 August 1815, von S. E. dem Herrn Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen, genommenen Beschlusses, das Bureau von Frisingen, (Prinzipalität von Lützemburg), ebenfalls für den Transit-Handel eröfnet worden ist.

Lüttich, den 9 September 1815.

Der mit der Verwaltung der Finanzen beauftragte Commissarius,

Gericke.

Evénement de police.

Les deux prisonniers de guerre français, ci-après désignés, ont trouvé moyen de s'évader du lieu de leur arrestation; comme il importe beaucoup de parvenir à leur découverte, je m'empresse d'en informer les hauts commandemens militaires, en les priant instamment de concourir de tous leurs moyens à leur arrestation, et d'en donner connaissance aux autorités de police et aux mairies situées dans leur ressort, pour qu'elles les fassent transférer ici, dans le cas où ils seraient saisis.

1. Corneille Altmeyer, âgé de 26 ans, natif de Rhoden, département de la Moselle, portant lors de son évasion une veste de drap bleu, et de pareils pantalons, ainsi qu'un bonnet de drap bleu et de vieux souliers.

2. André Meyer, âgé de 22 ans, natif de Sarrbruck, porte une veste de drap blanc, qu'il a cependant tournée, des culottes de la même couleur en lin, et un vieux schakos prussien.

Place de Juliers, le 25 août 1815.

Le major et commandant,

Signé BOYM.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

ARRÊTE:

Qu'il sera donné connaissance du présent avis aux autorités, par la voie du journal officiel, à l'effet de déférer à l'invitation qu'il renferme.

Luxembourg, le 18 septembre 1815.

WILLMAR.

Polizei-Begebenheit.

Die beiden unten näher bezeichneten französischen Kriegsgefangenen haben Gelegenheit gefunden, aus ihrem Arreste zu entspringen; da an der Wiederhabhaftwerdung derselben viel gelegen ist, so beeile ich mich, den betreffenden hochlöblichen Kommandanturen davon Anzeige zu machen, mit dem ergebensten Ersuchen, alles mögliche zu deren Ergreifung beizutragen, und die in ihrem Bezirk liegenden Polizei-Behörden und Bürgermeistereien davon in Kenntniß zu setzen, und wenn solche ergriffen werden sollten, selbe sofort wieder hieher transportiren zu lassen.

1. Cornelius Altmeyer, 26 Jahre alt, aus Rhoden, im Mosel-Departement geboren, trug bei seiner Entweichung eine blaue tuchene Jacke, dergleichen Pantalons, so wie eine blautuchene Mütze und alte Schuhe.

2. Andreas Meyer, 22 Jahre alt, zu Saarbrück geboren, trägt eine weißtuchene Jacke, welche er jedoch jetzt umgekehrt, weiße leinene Beinkleider und einen alten preußischen Schakos.

Festung Jülich, den 25 August 1815.

Major und Commandant,

Gezeichnet, Boym.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß gegenwärtige Nachricht durch das offizielle Journal zur Kenntniß der Behörden mit dem Ersuchen gebracht werden soll, der obigen Einladung Genüge zu leisten.

Lützemburg, den 18ten September 1815.

Willmar.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 30 septembre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 30sten September 1815.

(N°. 264.)

ARRÊTÉ

qui rend applicables au grand-duché de Luxembourg cinq arrêtés relatifs aux biens communaux, vendus en vertu de la loi du 20 mars 1813.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Considérant que par nos arrêtés des 22 septembre 1814 et 19 janvier 1815, relatifs aux biens communaux vendus en exécution de la loi du 20 mars 1813, nous avons concilié ce que nous dictait notre sollicitude envers les communes, notre justice envers les acquéreurs de leurs biens, et notre attachement aux principes généraux de législation ;

Considérant qu'il convient de faire participer nos sujets des provinces situées sur la rive droite de la Meuse, aux avantages que les arrêtés cités assurent aux habitans des autres provinces méridionales du royaume ;

(N°. 264.)

Beschluß,

welcher fünf andere, die in Gemäßheit des Gesetzes vom 20 März 1813 verkauften Gemeinde-Güter betreffende Beschlüsse, namentlich auf das Groß-Herzogthum Lützemburg anwendbar erklärt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

In Erwägung, daß Wir durch Unsere Beschlüsse vom 22 September 1814 und vom 19 Januar 1815, in Betreff der Gemeinde-Güter, welche Kraft des Gesetzes vom 20 März 1813 verkauft worden sind, das was Unsere Sorgfalt für die Gemeinden, Unsere Gerechtigkeit gegen die Erwerber ihrer Güter, und Unsere Anhänglichkeit an die allgemeinen Grundsätze der Gesetzgebung erheischen, vereinbart haben;

In Erwägung, daß es billig ist, Unsere Unterthanen in den an dem rechten Ufer der Maas gelegenen Provinzen an den Vortheilen Theil nehmen zu lassen, welche die besagten Beschlüsse den Bewohnern der andern mittäglichen Provinzen des Königreichs zusichern;

Considérant qu'une partie des dispositions des arrêtés du 27 mars, 7 avril et 2 mai 1814, est maintenue par notre arrêté du 22 septembre même année ;

Sur le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. Nos arrêtés des 22 septembre 1814, et 19 janvier 1815, relatifs aux biens communaux, vendus en exécution de la loi du 20 mars 1813, dans les provinces méridionales du royaume, sont déclarés applicables et seront exécutés selon leur forme et teneur dans les provinces situées sur la rive droite de la Meuse qui ont fait précédemment partie des gouvernemens du Bas-Rhin et Rhin-Moyen, y compris nommément notre grand-duché de Luxembourg.

II. Y seront également mis en vigueur les arrêtés des 27 mars, 7 avril et 2 mai, émanés du gouvernement-général de la Belgique, relativement au même objet, en tant qu'il n'y est point dérogé par nos arrêtés des 22 septembre 1814 et 19 janvier 1815.

III. Nos commissaires-généraux de l'intérieur, des finances et de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 31 août de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi :

Le secrétaire-d'état,

Signé le Baron DE CAPELLEN.

(N°. 265)

AVIS

Concernant la marche à suivre, pour obtenir la liquidation des créances dues par le Gouvernement français

In Erwägung, daß ein Theil der Verfügungen der Beschlüsse vom 27 März, 7 April und 2 May 1814 durch Unsern Beschluß vom 22 September desselben Jahrs gehandhabt worden;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Unsere Beschlüsse vom 22 September 1814 und vom 19 Januar 1815, in Betreff der Gemeinde-Güter, welche Kraft des Gesetzes vom 20 März 1813 in den mittäglichen Provinzen des Königreichs verkauft worden, sind auf die, an dem rechten Ufer der Maas gelegenen Provinzen, welche vorher einen Theil der Gouvernement's des Nieder- und Mittel-Rheins ausgemacht haben, Unser Groß-Herzogthum Lützemburg namentlich mit einbegriffen, anwendbar erklärt, und sollen nach ihrer Form und nach ihrem Inhalte darin vollzogen werden.

Art. 2. Sollen ebenfalls darin die Beschlüsse vom 27 März, 7 April und 2 May, welche in Betreff desselben Gegenstandes von dem General-Gouvernement Belgiens erlassen worden sind, in so weit darin in Vollzug gesetzt werden, als Unsere Beschlüsse vom 22 September 1814 und vom 19 Januar 1815 dieselben nicht modifizirt haben.

Art. 3. Unsere General-Commissarien des Innern, der Finanzen und der Gerechtigkeit sind, jeder in so weit es ihn betrift, mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 31 August des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König,

Der Staats-Sekretair,

Unterzeichnet, Baron von Capellen.

(N°. 265.)

Nachricht

in Betreff des zu befolgenden Ganges, um die Liquidation der Summen erhalten zu können, welche die französische

aux communes, corporations, fonctionnaires publics, pensionnaires quelconques, et autres habitans du Grand-Duché de Luxembourg.

En suite des ordres de Son Excellence, le Commissaire-général de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg, résidant à Liége, en date du 18 septembre courant;

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, a l'honneur de prévenir MM. les maires des communes, tant en cette qualité, qu'en celle de présidens des établissemens de charité et de bienfaisance, les fonctionnaires publics de l'ordre administratif et judiciaire, les pensionnaires civils, militaires ou ecclésiastiques, les rentiers, et en général tous les particuliers ou habitans du ressort de ce grand-duché, qui ont des prétentions, de telle nature qu'elles soient, à former à charge du gouvernement français, que Sa Majesté ayant, par arrêté du 14 décembre 1814, créé une commission qu'elle a chargée de faire le relevé des sommes dues par ledit gouvernement dans les provinces méridionales de son royaume, et attendu que cette commission a été à portée de soumettre à Sa Majesté le résultat de son travail, relativement auxdites provinces, il est en ce moment de la plus haute importance et du plus grand intérêt pour les habitans de ce grand-duché, qui se trouvent en ce cas, de déposer sans perte de tems, et sous récépissés, *les titres originaux* de leurs créances à la sous-intendance de leurs arrondissemens respectifs, et d'y joindre pour les diverses espèces de prétentions les pièces en appui, dont il est fait mention ci-après, sans lesquelles chacun peut être assuré qu'il ne lui serait accordé aucune liquidation par le gouvernement français.

Regierung den Gemeinden, den Corporationen, den öffentlichen Beamten, den Pensionisten aller Art, und andern Bewohnern des Groß-Herzogthums Lützemburg schuldig ist.

Zu Folge der Befehle Seiner Exzellenz des General-Commissairs Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Groß-Herzogs von Lützemburg, der zu Lüttich seinen Sitz hat, vom 18 des laufenden Monats September, hat der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath die Ehre, die Herren Mair's der Gemeinden, (sowohl in dieser ihrer Qualität, als in der als Präsidenten der Wohlthätigkeits-Anstalten), die öffentlichen Beamten des Verwaltungs- und des gerichtlichen Faches, die Civil-, Militair- oder geistlichen Pensionisten, die Rentierer und überhaupt alle Partikularen oder Bewohner, die von diesem Groß-Herzogthum abhängen, und Ansprüche, von welcher Natur sie auch seyn mögen, an die französische Regierung zu machen haben, zu benachrichtigen, daß, da Ihre Majestät durch einen Beschluß vom 14 Dezember 1814 eine Commission ernannt, welche Sie beauftragt haben, eine Nachweise von den Summen anzufertigen, welche die besagte Regierung in den mittäglichen Provinzen Ihres Königreichs schuldig ist, und da diese Commission Gelegenheit gehabt hat, Ihrer Majestät das Resultat ihrer Arbeiten, in Betreff der besagten Provinzen vorzulegen, es in diesem Augenblicke für die Bewohner dieses Groß-Herzogthums, welche sich in diesem Fall befinden, von der höchsten Wichtigkeit und von dem größten Interesse ist, ohne Zeitverlust und gegen Empfangscheine, die Original-Urkunden ihrer Aktiv-Schulden in der Unter-Intendanz ihrer respektiven Bezirke zu hinterlegen, und denselben, nach den verschiedenen Arten von Ansprüchen, die hiernächst bezeichneten Beweisschriften beizufügen, welche unumgänglich nothwendig sind, um von der französischen Regierung die Liquidation der besagten Schulden erhalten zu können.

Diverses natures de créances. Verschiedene Arten von Aktiv-Schulden.	*Pièces à fournir en appui des titres originaux.* Beweisschriften, die den Original-Urkunden beizufügen sind.
1. Fournitures de toute nature, constructions, éparations et entretien. 1. Lieferungen aller Art, Construktionen, Ausbesserungen und Unterhalt.	1. Les contrats ou procès-verbaux d'adjudication et ceux de réception, ou les certificats des ingénieurs des ponts et chaussées. 1. Die Contrakte oder Versteigerungs-Protokolle, und die der Aufnahme der Arbeiten, oder die von den Ingenieur's der Brücken und Straßen ausgefertigten Atteste.
2. Cautionnemens, versemens faits par des communes, corporations ou autres établissemens à la caisse de service ou à celle d'amortissement. 2. Bürgschaften; Summen, welche Gemeinden, Corporationen oder andere Anstalten in die Dienst- oder Tilgungs-Casse versirt haben.	2. Les récépissés originaux avec indication si la créance porte intérêt, et de la dernière échéance qui a été encaissée. 2. Die Original-Empfangscheine, mit der Anzeige, ob die Aktiv-Schuld Zins trägt, und welches der letzte verfallene Zahlungs-Termin ist, welcher bezahlt worden ist.
3. Dépôts et consignations judiciaires et autres. 3. Deposita und gerichtliche und andere hinterlegte Gelder.	3. Les récépissés d'inscription avec une note sur l'intérêt des arriérés, un certificat qui justifie qu'aucun sujet français n'a droit ou intérêt à la somme consignée ou en dépôt. 3. Die Empfangscheine ihrer Einschreibung mit einer Note über die rückständigen Interesse; ein Attest welches darthut, daß kein französischer Unterthan auf die hinterlegte Summe oder das Depositum Anspruch hat oder dabei interessirt ist.
4. Traitemens, émolumens et autres réclamations qui n'appartiennent à aucune des trois premières cathégories. 4. Gehalte, Gebühren und jede andern Ansprüche, welche zu keiner der drei obigen Klassen gehören.	4. Les états détaillés, dûment appuyés et visés par l'autorité compétente. 4. Ausführliche Verzeichnisse, die von der kompetenten Behörde gehörig unterstützt und visirt sind.

Diverses natures de créances. Verschiedene Akten von Aktiv-Schulden.	*Pièces à fournir en appui des titres originaux* Beweisschriften, die den Original-Urkunden beizufügen sind.
5. Paiemens antérieurs au 1er. janvier 1814 de pensionnaires militaires, ecclésiastiques, solde de retraite et traitement de réforme. 5. Zahlungen von Civil-, Militair- und geistlichen Pensionen, die vor dem 1 Jänner 1814 Statt gehabt haben, Gnaden- und Reform-Gehalte.	5. Chaque article détaillé de la réclamation comprendra : 1°. Les nom, prénoms et qualité du pensionnaire ; 2°. Le numéro et la date du brévet ou du contrôle de la guerre ; 3°. Le montant annuel de la pension ; 4°. Les trimestres arriérés ; 5°. Le montant de la somme demandée ; 6°. Le certificat de vie, constatant l'existence du pensionnaire au 31 décembre 1813. 5. Jeder umständliche Artikel der Reklamation muß enthalten : 1.) Die Namen, Vornamen und Qualität der Pensionisten ; 2.) Die Nummer und das Datum des Patents oder der Kriegs-Controlle ; 3.) Den jährlichen Betrag der Pension ; 4.) Die rückständigen Quartale ; 5.) Den Betrag der angesprochenen Summe ; 6.) Das Lebens-Attest, welches darthut, daß der Pensionist am 31 Dezember 1813 bei Leben war.

Le conseiller directorial a de même l'honneur de prévenir tous ceux qui ont des réclamations à faire, de l'une ou l'autre des cathégories ci-dessus indiquées, que MM. les sous-intendans sont expressément chargés de lui envoyer les titres originaux des réclamans, avec les pièces à l'appui, au fur et à mesure que les dépôts en auront été effectués dans leurs bureaux ; qu'il s'empressera de son côté d'en opérer les dépouillemens dans la forme tracée par S. Ex. le commissaire-général, et d'y joindre même les arrêtés ou actes constatant les droits des réclamans qui pourraient exister dans les archives de l'administration de ce grand-duché, pour être le tout transmis au plutôt à Sadite Exc. ;

Der Direktorial-Rath hat gleichfalls die Ehre, alle diejenigen, welche Ansprüche von der einen oder der andern der oben bezeichneten Arten zu machen haben, zu benachrichtigen, daß die Herren Unter-Intendanten ausdrücklich beauftragt sind, ihm die Original-Urkunden der Reklamanten, so wie dieselben nach und nach in ihren Bureaux hinterlegt worden sind, zuzuschicken; — daß er sich seiner Seits beeilen wird, einen Auszug derselben in der von S. E. dem General-Commissair vorgeschriebenen Form anzufertigen, und denselben sogar die Beschlüsse beizufügen, welche die Rechte der Reklamanten darthun und die in den Archiven dieses Groß-Herzogthums sich vorfinden könnten, und daß er alle diese Schriften in der kurzmöglichsten

qu'enfin tout titre original de créance qui ne serait pas accompagné des pièces en appui, énoncées au tableau qui précède, ne sera point admis.

Les personnes qui ont des créances pour des travaux d'utilité publique non encore terminés, ou qui ne l'auraient été que postérieurement au 31 décembre 1812 dans les parties de territoire détachées de la France par le traité de paix de Paris, du 30 mai 1814, sont aussi prévenues que les réclamations de cette cathégorie ne peuvent dépasser l'époque susdite du 31 décembre, puisqu'elles sont, d'après le même traité, à charge des gouvernemens qui possèdent aujourd'hui lesdites parties de territoire.

Le présent avis sera inséré au journal officiel de ce grand-duché; il sera en outre imprimé en placards, et adressé, par l'intermédiaire de MM. les sous-intendans à MM. les maires de toutes les communes, lesquels sont chargés et requis de le faire afficher le dimanche qui suivra sa réception, en lui donnant toute la publicité possible.

Fait à l'hôtel de l'intendance du grand-duché de Luxembourg, le 23 septembre 1815.

WILLMAR.

Zeitfrist an Seine Exzellenz gelangen lassen wird; daß endlich keine Original-Urkunde, welche eine Aktiv-Schuld betrift, und die nicht mit den oben bezeichneten Beweisschriften begleitet ist, angenommen werden wird.

Die Personen, welche wegen Arbeiten von öffentlichem Nutzen, die noch nicht geendigt sind, oder die erst nach dem 31 Dezember 1812 in den Gebiets-Theilen, die durch den Traktat von Paris, vom 30 May 1814, von Frankreich abgerissen worden sind, geendet worden, sind auch benachrichtigt, daß die Reklamationen dieser Art den besagten Zeitpunkt vom 31 Dezember nicht übergehen dürfen, indem sie, nach demselben Traktat, den Regierungen zur Last fallen, welche gegenwärtig im Besitz der besagten Gebiets-Theile sind.

Gegenwärtige Nachricht soll in das offizielle Journal dieses Groß-Herzogthums eingerückt werden; sie soll überdieß in der Form von Anschlagzetteln gedruckt, und vermittelst der Herren Unter-Intendanten den Herren Mair's aller Gemeinden zugeschickt werden, welche beauftragt und aufgefordert sind, sie den Sonntag nach ihrem Empfange anschlagen zu lassen, und ihr die größtmöglichste Publizität zu geben.

Geschehen in der Intendantur des Groß-Herzogthums Lützemburg, den 23 September 1815.

Willmar.

(N°. 266.)

CIRCULAIRE

A messieurs les sous intendans et maires du grand-duché, concernant le service des gardes champêtres dans l'année 1816.

Luxembourg, le 25 septembre 1815.

Messieurs, aux termes des instructions de mon prédécesseur, du 23 juin 1814, insérées dans le n°. 13 du journal officiel de cette année, le nombre des gardes-champêtres qui doivent remplir ces fonctions pendant la présente année,

(N°. 266.)

Rundschreiben

an die Herren Unter-Intendanten und Mair's des Groß-Herzogthums, in Betreff des Dienstes der Feldhüter für das Jahr 1816.

Meine Herren!

Die Anzahl der Feldhüter, welche während dem gegenwärtigen Jahr diese Funktionen verrichten sollen, wie auch der Gehalt, welchen jeder derselben beziehen soll, sind zu Folge der Instruktionen meines Vorgängers vom 23 Juny 1814,

ainsi que le traitement dont chacun d'eux devra jouir, ont été déterminés sur l'avis des conseils municipaux et de MM. les Sous-intendans.

Comme il importe de régulariser ce service pour l'année 1816, j'autorise la convocation extraordinaire des conseils municipaux, pour délibérer, s'il y a lieu de conserver le nombre des gardes-champêtres, actuellement établis dans leur mairie, et de modifier le traitement, qui leur a été alloué pour l'année 1815. Ils énonceront aussi leur avis, si ces gardes-champêtres sont dans le cas d'être maintenus dans leurs fonctions, et présenteront, s'il y a lieu, de nouveaux candidats.

Messieurs les maires transmettront ces délibérations à MM. les sous-intendans de leur arrondissement, au plus tard le 1 novembre prochain. Les gardes-champêtres actuels des communes, dont les conseils municipaux n'auraient pris aucune délibération sur cet objet, seront continués dans leurs fonctions, et jouiront du même traitement qui leur a été accordé pour l'année courante.

MM. les sous-intendans auront soin de me soumettre, au plus tard le 15 novembre, l'état général en double, des gardes-champêtres à établir pour l'année 1816 dans leur arrondissement, état qu'ils dresseront par canton et par mairie; il fera connaître:

1°. Le nombre des gardes-champêtres à établir dans chaque mairie;

2°. L'arrondissement qui devra être assigné à chacun d'eux;

3°. Le traitement dont ils devront jouir d'après l'avis des conseils municipaux;

4°. Les nom, prénoms, âge, qualité et domicile des candidats présentés pour remplir les fonctions de gardes-champêtres, ou des gardes-champêtres actuels, s'ils sont dans le cas d'être continués;

5°. L'avis de M. le sous-intendant sur le tout.

die in dem 13 N°. des offiziellen Journals dieses Jahrs eingerückt sind, auf das Gutachten der Munizipal-Räthe und der Herren Unter-Intendanten bestimmt worden.

Da es wichtig ist, diesen Dienst für das Jahr 1816 zu regularisiren, so authorisire ich die außerordentliche Zusammenberufung der Munizipalräthe, um zu berathschlagen, ob es dienlich ist, die gegenwärtig in jeder Mairie angestellten Feldhüter beizubehalten und den Gehalt zu modifiziren, welcher ihnen für das Jahr 1815 bewilligt worden. Sie werden zugleich ihr Gutachten äußern, ob diese Feldhüter im Fall sind, in ihren Funktionen beibehalten zu werden und, wenn Ursache dazu vorhanden ist, neue Kandidaten vorschlagen.

Die Herren Mair's sollen diese Berathschlagungen den Herren Unter-Intendanten ihres Bezirks spätestens den 1 nächstkünftigen Monat November zusenden. Die gegenwärtigen Feldhüter derjenigen Gemeinden, deren Munizipal-Räthe keine Berathschlagung über diesen Gegenstand genommen haben würden, sollen in ihren Funktionen fortgesetzt werden und denselben Gehalt beziehen, welcher ihnen für das laufende Jahr bewilligt worden ist.

Die Herren Unter-Intendanten werden mir spätestens den 15 November das allgemeine Verzeichniß der in ihrem Bezirk für das Jahr 1816 anzustellenden Feldhüter in doppelter Abschrift übermachen; dasselbe soll nach den Kantonen und Mairien angefertigt werden und enthalten:

1°. Die Anzahl der in jeder Mairie anzustellenden Feldhüter;

2°. Den Bezirk, welcher jedem derselben angewiesen werden soll;

3°. Den Gehalt, welchen sie nach dem Gutachten der Munizipal Räthe beziehen sollen;

4°. Die Namen, Vornamen, Alter, Qualität und Wohnorte der zu diesem Dienst vorgeschlagenen Candidaten, oder der gegenwärtig angestellten Feldhüter, wenn sie im Fall sind beibehalten zu werden;

5°. Das Gutachten der Herren Unter-Intendanten über das Ganze;

6°. Dans la colonne des observations on fera mention, si les conseils municipaux ont, ou non, proposé des changemens, relativement au nombre et au personnel des gardes-champêtres, ainsi qu'au traitement qui leur a été alloué pour 1815, et on y fera connaitre cette différence. On y désignera aussi les mairies qui auraient négligé de transmettre les délibérations dont question. Ces mairies seront censées vouloir conserver l'organisation actuelle du service de leurs gardes-champêtres.

Una colonne devra rester en blanc, pour y inscrire ma décision.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération,

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

(N°. 267.)

ARRÊTÉ

Relatif aux comptes de l'exercice de 1814.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

Revu la circulaire du 16 septembre courant, insérée au n°. 59 du journal officiel du grand-duché, qui fixe au 15 d'octobre prochain l'ouverture de la session des conseils municipaux;

Considérant que par l'effet des circonstances, la comptabilité des communes se trouve en ce moment arriérée, et que l'intérêt des administrés exige qu'elle soit mise au courant le plutôt qu'il sera possible, arrête :

I. Il est enjoint à tout percepteur des contributions directes de présenter au maire de

6°. In der Columne der Anmerkungen soll man Meldung thun, ob die Munizipal-Räthe in Betreff der Anzahl und des Personals der Feldhüter, wie auch des Gehalts, der denselben für das Jahr 1815 bewilligt worden, Veränderungen vorgeschlagen haben oder nicht, und diesen Unterschied bezeichnen. Man soll auch in dieser Columne die Mairien anzeigen, welche vernachläßigt haben werden, die besagten Berathschlagungen einzusenden. Diese Mairien sollen angesehen werden, als wünschten sie die gegenwärtige Organisation des Dienstes ihrer Feldhüter beizubehalten.

Eine Columne soll leer bleiben, um meine Entscheidung in dieselbe einzutragen.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Willmar.

(N°. 267.)

Beschluß,

in Betreff der Rechnungs-Ablegung vom Jahr 1814.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Nach neuer Einsicht seines Rundschreibens vom 16 des gegenwärtigen Monats September, welches in dem 59 N°. des offiziellen Journals des Groß-Herzogthums eingerückt ist, und das den 15 nächstkünftigen Oktober zur Eröffnung der Sitzungen der Munizipal-Räthe bestimmt;

In Erwägung, daß in Folge der Umstände die Comptabilität der Gemeinden sich in diesem Augenblick im Rückstande befindet, und daß das Interesse der Administrirten erfordert, daß sie so bald möglich regularisirt werde,

Beschließt:

Art. 1. Es ist allen Einnehmern der direkten Steuern befohlen, dem Mair jeder Gemeinde seines

Supplément du N°. 60 du Journal officiel.

chaque communes de sa perception avant le 15 d'octobre prochain, le compte en quadruple expédition, et accompagné des pièces justificatives, concernant les recettes et dépenses communales de l'exercice de 1814.

II. Le maire donnera au percepteur un double récépissé dudit compte et des pièces à l'appui, dont il indiquera le nombre.

III. Le percepteur aura à transmettre à M. le sous-intendant de son arrondissement avant le 20 octobre prochain l'un des doubles des récépissés mentionnés à l'article précédent : ce délai expiré, M. le sous-intendant est expressément chargé d'envoyer au percepteur qui n'aurait pas justifié de la manière ci-dessus préscrite, de la remise de son compte, un commissaire spécial pour le rédiger sur-le-champ aux frais dudit percepteur. Ce commissaire sera choisi de préférence parmi les maires ou percepteurs voisins du rétardataire.

IV. Hors le cas prévu ci-dessus, s'il se trouve après l'époque du 1er. novembre prochain, quelques maires en retard de transmettre à la sous-intendance de leur arrondissement, le compte sus-mentionné ou le budget de 1816, M. le sous-intendant enverra de même un commissaire spécial, pour faire le travail du conseil municipal, aux frais des membres qui le composent, si le retard de l'envoi provient de leur faute, ou du maire, si c'est à lui seul qu'il doit être imputé.

V. Dans tous les cas les états de vacations des commissaires-spéciaux, arrêtés par MM. les sous-intendans, nous seront adressés, avec leur avis, pour être rendus exécutoires, à charge de qui il appartiendra.

VI. MM. les sous-intendans sont invités à suivre rigoureusement l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au journal officiel.

Fait à l'hôtel de l'intendance, le 26 septembre 1815.

WILLMAR.

Einnahme-Bezirks, vor dem 15 nächstkünftigen Oktober, die mit den Beweisschriften belegte, die Communal-Einnahmen und Ausgaben des Jahrs 1814 betreffende Rechnung, in vierfacher Abschrift, vorzulegen.

Art. 2. Der Mair soll dem Einnehmer einen doppelten Empfangschein der besagten Rechnung und der Beweisschriften, deren Anzahl er darin anzeigen wird, einhändigen.

Art. 3. Der Einnehmer muß dem Herrn Unter-Intendanten seines Bezirks, vor dem 20 nächstkünftigen Oktober, das Duplum der im vorhergehenden Artikel gemeldten Empfangscheine übermachen. Nach Verfluß dieser Zeitfrist ist der Unter-Intendant ausdrücklich beauftragt, auf Kosten des Einnehmers, welcher nicht dargethan haben würde, daß er auf die oben vorgeschriebene Weise seine Rechnung übergeben hat, einen Spezial-Commissair zu schicken, um dieselbe unverzüglich anzufertigen. Dieser Commissair soll vorzugsweise unter den Mair's oder Einnehmern, die in der Nähe des Saumseligen residiren, gewählt werden.

Art. 4. Außer dem im obigen Artikel vorhergesehenen Fall, wenn sich nach dem 1 nächstkünftigen Monat November einige Mair's vorfinden sollten, die der Unter-Intendanz ihres Bezirks die obengemeldte Rechnung oder das Budjet von 1816 einzuschicken vernachläßigt hätten, so soll der Herr Unter-Intendant ebenfalls einen Spezial-Commissair absenden, um die Arbeit des Munizipal-Raths, auf Kosten der Mitglieder, aus welchen er besteht, im Fall sie an der Verzögerung der Uebersendung Schuld sind, anzufertigen, oder auf Kosten des Mair's, wenn die Ursache dieses Aufschubs diesem allein zugeschrieben werden kann.

Art. 5. In allen Fällen sollen uns die von den Herren Unter-Intendanten geschlossene Vakations-Verzeichnisse der Spezial-Commissarien, mit dem Gutachten der erstern begleitet, zugeschickt werden, um zur Last dessen, dem es gebührt, exekutorisch erklärt zu werden.

Art. 6. Die Herren Unter-Intendanten sind eingeladen, mit Strenge die Vollziehung des gegenwärtigen Beschlusses, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll, zu handhaben.

Geschehen in der Intendanz, zu Lützemburg, den 26 September 1815.

Willmar.

(N°. 268.)

ARRÊTÉ

qui proroge le délai, pendant lequel les héritiers ont à faire leur déclaration au Receveur de l'enregistrement.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

En suite de la connaissance qui nous est parvenue, que les habitaus du grand-duché de Luxembourg auraient été distraits, pour les circonstances de la guerre, du soin de se conformer à notre arrêté du 11 juin dernier, (*) en faisant dans le délai prescrit par l'article 6 dudit arrêté, la déclaration des biens leur échus par décès et que les mêmes obstacles ont empêché les héritiers en ligne collatérale, de se conformer à la loi sur l'enregistrement;

Voulant donner à nos sujets du grand-duché de Luxembourg un témoignage constant de notre bienveillance;

Sur le rapport de notre conseiller d'état, commissaire-général des finances,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Artr Ier. Le délai accordé par l'article 6 de notre arrêté du 14 juin 1814, est prorogé jusqu'au 1 novembre prochain pour les successions en ligne directe, ouvertes avant la prise de possession en notre nom, des pays situés à la rive droite de la Meuse.

II. Les dispositions de l'article précédent sont communes aux successions en ligne collatérale, ouvertes avant l'époque précitée.

III. Il est fait remise des peines et amendes encourues à défaut de déclarations dans le délai utile, des successions tant directes que collatérales précitées.

IV. Notre conseiller d'état, commissaire-

(*) Cet arrêté a été inséré dans le N°. 46 du journal oficiel du Grand-Duché.

(N°. 268.)

Beschluß,

welcher die Zeitfrist verlängert, während welcher die Erben bei dem Einregistrirungs-Empfänger ihre Deklaration zu machen haben.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, x. x. x.

Da Wir Kenntniß erhalten haben, daß die Bewohner des Groß-Herzogthums Lützemburg wegen den Kriegs-Umständen die Sorgfalt aus den Augen gesetzt haben, sich nach Unserm Beschluß vom 11 Juny letzthin, (*) zu richten, und in der, durch den 6 Artikel des besagten Beschlußes, vorgeschriebenen Zeitfrist die Deklaration von den Gütern zu machen, die ihnen durch Absterben zugefallen sind, und daß dieselben Hindernisse die Erben von Seiten-Linien abgehalten haben, sich nach dem Gesetz in Betreff der Einregistrirung zu richten;

Indem Wir Unsern Unterthanen des Groß-Herzogthums Lützemburg beständig Beweise Unserer Wohlgewogenheit geben wollen;

Haben, auf den Bericht Unseres Staats-Raths, des General-Commissairs der Finanzen,

Beschlossen und beschließen, was folgt:

Art. 1. Die durch den 6 Artikel Unseres Beschlußes vom 11 Juny 1815 bewilligte Zeitfrist ist, in Betreff der Erbschaften in direkter Linie, welche vor der in Unserm Namen Statt gehabten Besiznahme der auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen Länder eröfnet worden sind, bis auf den 1 nächstkünftigen Monat November verlängert.

Art. 2. Die Verfügungen des vorhergehenden Artikels sind auf die Erbschaften in Seiten-Linien, welche vor dem besagten Zeitpunkt eröfnet worden, anwendbar.

Art. 3. Die Strafen und Geldbußen, welchen diejenigen unterworfen sind, die vernachläßigt haben, in der festgesetzten Zeitfrist die Deklarationen von den obengemeldten direkten oder indirekten Erbschaften zu machen, sind erlassen.

Art. 4. Unser Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen, ist mit der Vollziehung des gegen-

(*) Dieser Beschluß ist in dem 46 N°. des offiziellen Journals des Groß-Herzogthums eingerükt.

général des finances, est chargé de l'exécution du présent, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 4 septembre 1815, de Notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Le Secrétaire d'état,

Signé le Baron DE CAPELLEN.

Pour ampliation :

Le secrétaire de la secrétairerie-d'état,

Signé L. VAN GOBBELSCHROY.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'état, commissaire-général des finances, *Signé* APPELIUS.

Pour ampliation :

Le commissaire chargé de l'administration des finances.

Signé GERICKE.

(N°. 269.)

AVIS

relatif au paiement de traitement des curés et desservans du grand-duché.

Le conseiller-directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, a l'honneur de prévenir MM. les curés et desservans que M. le commissaire des finances, résidant à Liége, a transmis le 19 du courant, aux receveurs particuliers du grand-duché, les ordonnances de paiement de leur traitement pour l'époque du 12 mai au 30 juin 1815 inclus, et que les paiemens auront lieu dans le terme d'un mois.

Luxembourg, le 26 septembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 270.)

CIRCULAIRE

à MM. les Maires des communes du Grand-Duché de Luxembourg, concernant le journal officiel de la Belgique.

Luxembourg, le 27 septembre 1815.

Monsieur le Maire,

S. E. le Commissaire-général résidant à Liége me donne avis, par sa lette du 18 de

wärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 4 September des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterz., Wilhelm.

Durch den König,

Unterzeichnet, Baron von Capellen.

Als Ausfertigung,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats, zu Brüssel, Unterschrieben, L. Van Gobbelschroy.

Als Ausfertigung,

Der Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen,

Unterzeichnet, Appelius.

Als Ausfertigung,

Der mit der Verwaltung der Finanzen beauftragte Commissarius,

Gericke.

(N°. 269.)

Nachricht,

in Betreff der Bezahlung des Gehalts der Pfarrer und Sukkursalisten des Groß-Herzogthums.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums provisorisch beauftragte Direktorial-Rath hat die Ehre, die Herren Pfarrer und Sukkursalisten zu benachrichtigen, daß der zu Lüttich residirende Herr Finanz-Commissair den 19 dieses, den besondern Empfängern des Groß-Herzogthums die Zahlungs-Ordonnanzen ihres Gehalts vom 12 May bis auf den 30 Juny 1815 einschließlich zugeschickt haben, und daß die Zahlungen während einem Monat Statt haben werden.

Lützemburg, den 26ten September 1815.

Willmar.

(N°. 270.)

Rundschreiben

an die Herren Mair's der Gemeinden des Groß-Herzogthums Lützemburg, in Betreff des offiziellen Journals von Belgien.

Lützemburg, den 27 September 1815.

Herr Mair!

Ihre Exzellenz, der zu Lüttich residirende General-Commissair benachrichtigen mich durch Ihr

ce mois, que chaque commune de ce Grand-Duché, recevra incessamment une collection complette du journal officiel de la Belgique, et que le prix qui en est fixé par arrêté de S. M., du 12 janvier dernier à raison de 18 fr. pour l'année, doit être acquitté le plutôt possible.

Vous voudrez donc bien delivrer au percepteur de votre commune un mandat de la somme de trente-trois francs sur le fond des dépenses imprevues, tant pour les dix derniers mois de 1814 que pour la totalité de l'exercice courant, et l'inviter à verser promptement ladite somme au receveur particulier de votre arrondissement.

Recevez, monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

WILLMAR.

Schreiben vom 18 dieses Monats, daß jede Gemeinde dieses Groß-Herzogthums unverzüglich eine vollständige Sammlung des offiziellen Journals von Belgien erhalten wird, und daß der Preis desselben, welcher durch den Beschluß S. M. vom 12 letztverflossenen Januar, auf 18 Franken für das Jahr festgesetzt ist, so bald möglich entrichtet werden soll.

Belieben Sie also, dem Einnehmer Ihrer Gemeinde auf den Fond der unvorhergesehenen Ausgaben, sowohl für die zehn letzten Monate des Jahrs 1814, als für das ganze laufende Jahr 1815, ein Mandat von drei und dreißig Franken auszustellen und denselben einzuladen, die besagte Summe unverzüglich in die Casse des besondern Empfängers Ihres Bezirks zu verfiren.

Empfangen Sie, Herr Mair, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Willmar.

(N°. 271.)

AVIS

Relatif aux bureaux de l'administration du grand-duché, et aux audiences du Conseiller directorial.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, prévient le public,

1°. Qu'à compter du premier octobre prochain, les heures de travail des bureaux de l'administration sont fixées depuis 9 heures du matin jusqu'à 4 heures après midi.

2°. Qu'à partir de la même époque, les audiences du Conseiller directorial auront lieu tous les mercredis et samedis, depuis onze heures du matin jusqu'à une heure de relevée, seuls jours et heures auxquels les administrés pourront également entrer dans les bureaux.

Fait à Luxembourg, le 25 septembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 271.)

Nachricht

in Betreff der Bureaux der Verwaltung des Groß-Herzogthums und der Audienzen des Direktorial-Raths.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath benachrichtiget das Publikum:

1°. Daß vom 1 nächstkünftigen Monat Oktober an gerechnet, die Arbeitsstunden der Bureaux der Verwaltung von neun Uhr des Morgens bis auf vier Uhr Nachmittags festgesetzt sind.

2°. Daß von demselben Zeitpunkt an die Audienzen des Direktorial-Raths jeden Mittwoch und Samstag von 11 Uhr des Morgens bis 1 Uhr Nachmittags Statt haben werden; an denselben Tagen und Stunden können ebenfalls nur die Administrirten in den Bureaux Eintritt haben.

Lützemburg, den 25 September 1815.

Willmar.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 61.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 5 octobre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 5en Oktober 1815.

(N°. 272.)

ARRÊTÉ

concernant l'établissement du droit de barrière dans le gouvernement Belgique.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince Souverain des provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Revu les arrêtés du 19 mars et 16 mai 1814, portant rétablissement des droits de barrière sur les routes, et les diverses dispositions de l'ancien gouvernement du pays sur le même objet;

Sur le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur;

Le conseil privé entendu;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. Ier. Le droit de barrière tel qu'il a été établi par l'arrêté du 19 mars susdit, continuera d'être provisoirement perçu sur toutes les routes pavées ou ferrées de la Belgique, uniformément, à des distances successives de 5000 mètres ou environ, d'après les localités, en prenant le centre de chaque ville pour point de

(N°. 272.)

Beschluß,

welcher in dem Belgischen Gouvernement das Wegegeld einführt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, 2c. 2c. 2c.

Nach neuer Einsicht der Beschlüsse vom 19ten März und 16ten May 1814, welche auf den Landstraßen das Wegegeld wieder einführen, und der verschiedenen Verfügungen der alten Regierung des Landes über denselben Gegenstand;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern, und nach Anhörung des geheimen Raths,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Das Wegegeld, so wie es durch den Beschluß vom 19ten März eingeführt worden ist, soll fernerhin auf allen gepflasterten und andern Landstraßen Belgiens auf eine einförmige Art, nach den Lokalitäten, in nacheinander folgenden Weiten von 5,000 Meter's oder ungefähr, indem man den Mittelpunkt jeder Stadt zum ersten Abstand annimmt, provisorisch bezogen werden;

départ, sauf qu'il y aura une barrière à une demie distance ou 2500 mètres du centre de chaque ville.

II. La taxe sera perçue, pour la distance à parcourir, au passage devant les bureaux de perception, et non ailleurs; toutes les habitations convenablement situées à moins de 250 mètres de part et l'autre des points de distance qui auront été assignés sur les routes, pourront concourir à l'établissement des bureaux, qui seront désignés par un poteau indicatif des distances uniformément élevé au bord des routes. Une lumière devra toujours y être entretenue dès le coucher du soleil.

III. La perception du droit sera mise en ferme pour le terme d'une année à dater du premier mars prochain, pour chaque bureau séparément, à la diligence des sous-intendans assistés d'un délégué de l'administration des routes.

IV. Les fermiers du droit fourniront caution préalable réelle ou personnelle pour le montant du prix de leur adjudication, qui sera versé par douzième et par mois dans la caisse du receveur particulier de leur arrondissement, lequel versera ces sommes dans la caisse du trésor avec retenue d'un demi centime au franc. Les receveurs et percepteurs du droit seront passibles de la contrainte et de la poursuite par voie administrative, comme pour la rentrée des contributions. Les fermiers verseront en outre, et de même dans les vingt-quatre heures de leur admission, une somme de vingt-cinq francs par bureau, pour frais d'établissement de service.

Il leur sera remis à la fin de leur bail, le tiers de toutes les amendes par eux dénoncées qui auront été prononcées pendant leur exercice, pour frais relatifs à leur perception.

doch soll ein Wegegelds-Bureau in einer halben Entfernung, oder 2,500 Meter's von dem Mittelpunkt jeder Stadt errichtet werden.

2. Die Taxe soll für die zu durchlaufende Weite bei dem Vorbeigang vor den Einnahme-Bureaux, und nicht anderswo entrichtet werden; alle Wohnungen, welche unter 250 Meter's von den auf den Landstraßen angewiesenen beiderseitigen Entfernungspunkten gut gelegen sind, können zu Wegegelds-Bureaux dienen, welche durch einen auf eine einförmige Art an dem Rand der Landstraße errichteten Pfahl, der die Entfernung anzeigt, bezeichnet werden sollen. Sobald die Sonne untergeht, soll Licht darin unterhalten werden.

3. Die Einnahme der Gebühr soll für ein Jahr, vom 1 nächstkünftigen März an gerechnet, und zwar für jedes Bureau besonders, auf Betreiben der Unter-Intendanten und unter dem Beistand eines von der Landstraßen-Verwaltung Delegirten verpachtet werden.

4. Die Pächter dieser Gebühr müssen vorläufig eine reelle oder persönliche Bürgschaft für den Betrag des Preises ihrer Ansteigerung leisten; ein Zwölftel dieses Betrags soll jeden Monat in die Casse des besondern Empfängers ihres Bezirks geschossen werden, welcher diese Summen in die Casse des Schatzes nach einem Abzug von einem halben Centim vom Franken, versiren wird. Die Empfänger und Einnehmer der Gebühr sollen den Zwangsmitteln und der Verfolgung durch den Verwaltungsweg, so wie für die Eintreibung der Steuern, unterworfen seyn. Die Pächter sollen überdieß, und zwar in den vier und zwanzig Stunden ihrer Annahme, von jedem Bureau eine Summe von fünf und zwanzig Franken für die Einrichtungs-Kosten dieses Diensts versiren.

Es wird ihnen am Ende ihres Pachtes, als Entschädigung für die, ihre Einnahme betreffenden Kosten, der dritte Theil aller Geldbußen, die sie angegeben haben und die während ihrer Dienstverrichtung ausgesprochen worden, eingehändigt werden.

V. Les fermiers des droits de barrière sont sous la sauve-garde spéciale des dépositaires de l'autorité publique, et expressément autorisés à requérir assistance et main-forte en toute occurrence.

Ils seront tenus de concourir à toutes les mesures que l'administration prescrira pour le maintien de la police ou la conservation des routes, d'exhiber à toute réquisition des agens publics ou des voyageurs les actes du gouvernement, ou ordres qui motiveront leurs faits, et de se conformer en tout et sous leur responsabilité aux dispositions du présent arrêté, du cahier des charges qu'ils auront souscrit, et des ordres spéciaux qu'ils auront reçus en conséquence, de l'administration des routes ou du sous-intendant de leur arrondissement, sans qu'ils puissent en aucun cas réclamer une indemnité quelconque du chef de ces dispositions.

VI. Il leur est interdit de rien recevoir ou exiger en sus de la taxe, de molester en aucune manière les voyageurs ou rouliers, ou d'entraver illégalement leur marche, soit en refusant d'accepter la consignation des sommes qui pourraient être contestées, conformément à l'article 7, soit de toute autre manière.

Leurs délits et contraventions seront constatés et réprimés, comme ceux des particuliers sur les routes, et donneront lieu à résiliation d'office de leur bail, et à tels dommages et intérêts que de droit envers l'administration des routes.

VII. Nul ne pourra, s'il n'est légalement exempté du droit, se dispenser de l'acquitter au passage devant les bureaux.

En cas de contestations ou de refus à cet égard, le percepteur exigera la consignation en ses mains, pour sûreté de la taxe et des frais,

5. Die Pächter der Wegegebühr sind unter dem besondern Schutz der Inhaber der öffentlichen Gewalt, und ausdrücklich authorisirt, bei allen vorfallenden Gelegenheiten Beistand zu begehren, und die gewaffnete Macht aufzufordern.

Sie sind verbunden, zu allen Maaßregeln beizutragen, welche die Verwaltung für die Handhabung der Polizei oder die Erhaltung der Landstraßen vorschreiben wird, bei jeder Aufforderung der öffentlichen Agenten oder der Reisenden die Akten der Regierung oder die Befehle vorzuweisen, welche ihre Handlungsart bestimmen, und sich in allem, unter ihrer Verantwortlichkeit, nach den Verfügungen des gegenwärtigen Beschlusses, des von ihnen unterschriebenen Beschwerden-Hefts und der besondern Befehle zu richten, welche sie in Gemäßheit derselben von der Verwaltung der Landstraßen oder von dem Unter-Intendanten ihres Bezirks erhalten werden, ohne daß sie in keinem Fall irgend eine Entschädigung wegen dieser Verfügungen begehren können.

6. Es ist ihnen verboten, etwas über die Taxe anzunehmen oder zu fordern, auf irgend eine Art die Reisenden oder Fuhrleute zu plagen, oder sie auf ihrer Reise auf eine gesetzwidrige Art aufzuhalten, indem sie sich weigern, die Hinterlegung der Summen, die bestritten werden könnten, in Gemäßheit des 7 Artikels, anzunehmen, 2c. 2c.

Ihre Vergehen und Uebertretungen sollen, wie die der Partikularen auf den Landstraßen, konstatirt und bestraft werden, — sie werden zur amtlichen Aufhebung ihres Pachtes, und zu jedem andern Schaden-Ersatz, welchen die Verwaltung der Landstraßen zu fordern berechtigt seyn könnte, Anlaß geben.

7. Niemand darf sich weigern, bei dem Vorbeigang vor den Bureaux die Gebühr zu entrichten, wenn er nicht durch das Gesetz davon befreit ist.

Im Fall Streitigkeiten deßwegen entstehen oder die Gebühr verweigert würde, soll der Einnehmer zur Sicherheit der Taxe und der Kosten, die

du double de la somme contestée ou refusée, et à défaut par le voyageur ou roulier de faire cette consignation, ses chevaux et attelages seront mis en fourrière à ses frais, et retenus jusqu'à décision de l'affaire par la voie établie en l'article 11.

Hinterlegung der zweifachen streitigen oder verweigerten Summe in seine Hände fordern, und im Fall der Reisende oder Fuhrmann diese Hinterlegung nicht machen wollte, sollen seine Pferde und sein Gespann auf seine Kosten in Beschlag genommen und bis die Sache auf dem im 11 Artikel festgesetzten Weg entschieden ist, zurückbehalten werden.

Le percepteur fera immédiatement rapport de ces faits sur son registre de service mentionné en l'article 9 en présence du contestant, qui y inscrira aussi telle observation ou plaintes qu'il jugera convenables.

Der Einnehmer soll unmittelbar darauf seinen Bericht über diese Thatsachen in sein Dienst-Register, wovon der 9 Artikel Meldung thut, in Gegenwart des Contestirenden einschreiben, welcher letztere in dasselbe ebenfalls alle die Bemerkungen oder Beschwerden, die er für dienlich erachten wird, eintragen kann.

VIII. Tout refus illégal, toute fraude de la taxe, totale ou partielle, commise soit par dételé de chevaux ou autrement, sera puni d'une amende égale à cinquante fois la somme fraudée ou refusée : en outre, toute dégradation aux bureaux, toute injure, violence ou autres faits semblables envers le percepteur du droit, sera punie d'une amende de 100 francs, sans préjudice des peines de droit, s'il y a lieu. Ces amendes seront versées comme le prix d'adjudication, conformément à l'article 4.

8. Jede gesetzwidrige Verweigerung, jede gänzliche oder theilweise Hintergehung der Taxe, die durch Ausspannung der Pferde oder auf eine andere Art, Statt hat, soll mit einer Geldbuße bestraft werden, die fünfzigmal dem Betrag der hintergangenen oder verweigerten Summe gleich kommt: überdieß soll jede Beschädigung in den Bureaux, jede Schimpfworte, Gewaltthätigkeit oder andere ähnliche Handlungen gegen den Einnehmer der Gebühr, mit einer Geldbuße von 100 Franken bestraft werden, ohnbeschadet der andern gesetzlichen Strafen, die Statt haben könnten. Diese Geldbußen sollen, wie der Ansteigerungspreis, in Gemäßheit des 4 Artikels versirt werden.

IX. Il sera déposé à chaque bureau de barrière un registre de service coté et paraphé sans frais par l'administration des routes ou par le sous-intendant, sur lequel le percepteur inscrira, et sera tenu de laisser inscrire par quiconque l'en requerra, le rapport de tous les délits, contestations, consignations ou autres faits intéressant l'ordre public ou la voierie, qu'ils pourront croire utile de dénoncer aux autorités publiques.

9. Es soll in jedem Wegegelds-Bureau ein, ohne Kosten von der Verwaltung der Landstraßen oder von den Unter-Intendanten gezeichnetes und paraphirtes Dienst-Register hinterlegt werden, in welches der Einnehmer die Berichte über alle Vergehen, Streitigkeiten, Consignationen oder andere Thatsachen, welche die öffentliche Ordnung oder die Wege betreffen, und die sie den öffentlichen Behörden anzuzeigen für dienlich erachten werden, selbst einschreiben, und durch jeden andern, der ihn dazu auffordern wird, einschreiben zu lassen, verbunden seyn soll.

X. Les maires des communes respectives, les délégués, et agens de l'administration des routes, la maréchaussée, et généralement tous préposés au maintien de l'ordre public, et à la répression des délits, seront tenus à toute réquisition de prendre extrait des registres des percepteurs, à l'effet de donner aux rapports qu'ils contiendront, telle suite que de droit, conformément aux lois et dispositions qui seront en vigueur pour la poursuite des délits et contraventions.

XI. Toute contestation quelconque relative à l'acquittement du droit, sera transmise par extrait du registre de service, au sous-intendant de l'arrondissement pour être arbitrée ou décidée par lui, en avis du délégué local de l'administration des routes, et ultérieurement, en cas d'appel, par le conseil d'intendance.

XII. Les maires des postes, les entrepreneurs de voitures publiques, messageries, transports, et autres voyageant habituellement, tous ceux qui parcourent fréquemment une partie de la route entre les distances assignées à un bureau, pourront traiter avec les percepteurs par abonnement à l'amiable.

Les discussions relatives à ces abonnemens seront jugées par voie d'arbitrage d'après le mode assigné en l'article 11.

XIII. Seront exempts de la taxe, les corps de troupes, les voitures, transports et convois pour le service militaire :

Les voitures et animaux circulant pour l'entretien de la route, la culture, l'exploitation des terres, des moulins et usines du voisinage, ou transportant uniquement des légumes et fourrages verds : les chevaux de poste revenant haut le pied ;

Les militaires en marche ou munis de feuilles de route, la maréchaussée, les délégués et agens de l'administration des routes en service ;

10. Die Mair's der betreffenden Gemeinden, die Delegirten und Agenten der Verwaltung der Wege, die Marechaussee und überhaupt alle die, welchen die Handhabung der öffentlichen Ordnung und die Bestrafung der Verbrechen anvertraut ist, sind verpflichtet, bei jeder Aufforderung einen Auszug aus den Registern der Einnehmer zu nehmen, um den Berichten, die sie enthalten, in Gemäßheit der in Betreff der Verfolgung der Vergehen und Uebertretungen bestehenden Gesetze und Verfügungen, die gehörige Folge zu geben.

11. Jede, die Entrichtung der Gebühr betreffende Streitigkeit soll, vermittelst eines Auszugs aus dem Dienst-Register, an den Unter-Intendanten des Bezirks verwiesen werden, um von ihm, nach Einholung des Gutachtens des Lokal-Delegirten der Verwaltung der Landstraßen oder, im Appellationsfalle, von dem Intendanz-Rath vermittelt oder entschieden zu werden.

12. Die Postmeister, die Unternehmer der öffentlichen Wägen, der Messagerien, Transporte und andere Personen, die beständig reisen, endlich alle die, welche oft einen Theil des Weges zwischen den, einem Bureau angewiesenen Zwischenräumen durchlaufen, können mit den Einnehmern auf eine gütliche Art unterhandeln, um ein Abonnement zu erhalten.

Die, diese Abonnement's betreffenden Streitigkeiten sollen, in Gemäßheit der im 11 Artikel vorgeschriebenen Form vermittelt werden.

13. Sind von der Taxe ausgenommen die Truppen-Corps, die Wägen, Transporte und Bedeckungen, die den Kriegs-Dienst betreffen; — die Wägen und Thiere, die für den Unterhalt der Straßen, den Ackerbau, die Benutzung der Ländereien, der Mühlen und Werkplätze zirkuliren, oder einzig und allein grünes Gemüse und Futter transportiren; — die Postpferde, die ledig zurückkommen; — die im Marsch sich befindenden oder mit einer Marsch-Route versehenen Militair-Personen, die Marechaussee, die im Dienst sich befindenden Delegirten und Agenten der Verwal-

et autres qui devront être mentionnés au cahier des charges, et sur lesquels il Nous sera au préalable fait une proposition par Notre commissaire-général de l'intérieur.

XIV. Les réglemens existans sur le roulage, notamment l'obligation aux voituriers d'avoir des roues à jantes larges et de porter sur leur voiture une marque distinctive de leurs noms et demeures, sont maintenus en vigueur. Il sera pourvu par des réglemens ultérieurs à d'autres détails de la police du roulage.

XV. En cas que les dispositions de l'article 1er. relatif à l'emplacement des bureaux des barrières présenteraient quelques difficultés, il en sera référé à Nous, pour chaque route séparément, par Notre commissaire-général de l'intérieur.

XVI. La taxe des barrières pour les couriers, et voitures conduites en poste, sera perçue par les maitres des postes en sus de l'indemnité qui leur est allouée pour les chevaux et guides; ils en tiendront compte aux fermiers des barrières comprises dans la distance de leurs relais.

XVII. Notre Commissaire-général de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à la Haye, le 13 février 1815.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale:

Pour le secrétaire d'état absent, le sécrétaire du cabinet,

Signé, P. DE CROMBRUGGHE.

TARIF
pour la perception des droits de barrière.

Il sera payé au passage devant chaque bureau, pour une distance à parcourir, savoir:

tung der Landstraßen und andere, von welchen im Beschwerdenheft Meldung gethan werden soll, und wegen deren Unser General-Commissair des Innern Uns zuerst einen Vorschlag machen soll.

14. Die über das Fuhrwesen bestehenden Reglement's, namentlich die Verpflichtung, die den Fuhrleuten auferlegt ist, Räder mit breiten Felgen und auf ihren Wägen ein Zeichen zu haben, welches ihre Namen und Wohnorte anzeigt, sollen in Kraft bleiben. Die Polizei über das Fuhrwesen soll noch durch andere Reglement's näher bestimmt werden.

15. Im Fall die Verfügungen des 1 Artikels, in Betreff der Errichtung der Wegegelds-Bureaux einige Schwierigkeiten darbieten würden, soll an Uns, für jede Landstraße besonders, von Unserm General-Commissair des Innern Bericht erstattet werden.

16. Das Wegegeld für die Courrier's und Postwägen soll von den Postmeistern außer der Entschädigung, die ihnen für die Pferde und Wegweiser bewilligt ist, bezogen werden; sie müssen aber diese Summen den Pächtern der Wegegelder-Bureaux, die in der Weite ihrer Vorspänne begriffen sind, verrechnen.

17. Unser General-Commissair des Innern, ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 13 Februar 1815.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. van Crombrugghe.

Tarif
für die Einnahme des Wegegelds.

Es sollen bei dem Vorbeigang vor jedem Bureau für eine zu durchlaufende Weite folgende Summen bezahlt werden, nemlich:

fr. c.

Pour chaque roue de chariot, voiture, ou charette 0,04

Pour chaque cheval, ou mulet, de selle, de bât, ou de main, ou attelé, jusqu'à la concurrence de quatre têtes 0,08

Pour une cinquième tête de pareil attelage 0,12

Pour une sixième 0,20

Pour une septième. 0,32

Pour une huitième. 0,40

Au-delà de ce nombre de chevaux ou mulets, la circulation est défendue, sauf pour le transport d'objets indivisibles, les cas fortuits, et les obstacles de localité qui seront désignés au cahier des charges.

Pour un bœuf, ou âne attelé . . . 0,02

Un bœuf, ou vache, attelé avec quatre chevaux ou davantage, sera taxé comme un cheval.

F. C.

Für jedes Rad an einem Wagen, einer Fuhre, oder einer Karre 0,04

Für jedes Reit-, Last- oder Hand- oder angespanntes Pferd, oder Maulesel, bis auf vier Köpfe. 0,08

Für einen fünften Kopf von einem ähnlichen Gespänne 0,12

Für einen sechsten 0,20

Für einen siebenten. 0,32

Für einen achten 0,40

Es ist verboten mit mehr als acht Pferden oder Mauleseln zu zirkuliren, mit Ausnahme der Transporte von untheilbaren Gegenständen, der unvorhergesehenen Fälle, und der Hindernisse, welche die Lokalitäten entgegensezen könnten, und die im Beschwerdenheft bezeichnet werden sollen.

Für einen angespannten Ochsen, oder Esel. 0,02

Ein Ochs oder eine Kuh, der (die) mit 4 oder mehr Pferden angespannt ist, soll wie ein Pferd taxirt werden.

TABLEAU

calculé d'après le Tarif ci-dessus pour une distance de 5000 mètres.

Tabelle, die nach dem obigen Tarif für eine Entferung von 5000 Meter's berechnet ist.

VOITURES, CHARIOTS OU CHARETTES. Fuhren, Wägen oder Karten.	ATTELAGES. Gespänne.							
	1 Cheval. 1 Pferd.	2 Chev. 2 Pferde.	3 Chev. 3 Pferde.	4 Chev. 4 Pferde.	5 Chev. 5 Pferde.	6 Chev. 6 Pferde.	7 Chev. 7 Pferde.	8 Chev. 8 Pferde.
A 2 roues. Mit 2 Rädern . .	0,16	0,24	0,32	0,40	0,52	0,72	1,04	1,44
A 3 roues. Mit 3 Rädern . .	0,20	0,28	0,36	0,44	0,56	0,76	1,08	1,48
A 4 roues. Mit 4 Rädern . .	0,24	0,32	0,40	0,48	0,60	0,80	1,12	1,52

(N°. 273.)

ARRÊTÉ

Relatif à l'exemption des droits de barrière.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau; Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Voulant donner suite à l'article 13 de Notre arrêté du 13 février 1815, portant maintenue provisoire de la taxe des barrières, et concilier les intérêts du service public avec les droits acquis par les fermiers de cette taxe, aux termes du cahier des charges de leur adjudication;

Sur le rapport de Notre Commissaire-général de l'intérieur;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. Ier. Les exemptions spéciales, mentionnées au §. III de l'art. 13 de Notre susdit arrêté, sont réglées et limitées ainsi qu'il suit:

II. Sont exempts de la taxe:

1°. Les chevaux et équipages immédiatement employés à Notre service, à celui de LL. AA. RR. les Princes et Princesses de Notre maison, ou à celui des personnes composant leur suite ou la Nôtre;

2°. Les chevaux ou voitures servant au transport personnel des évêques, des fonctionnaires ou agens publics voyageant pour le service de l'état et auxquels il n'est alloué de ce chef aucune indemnité de route, de déplacement, ou de tournée: et ceux servant au transport personnel des chefs et agens de l'administration des routes, et des employés et agens publics qui, par la nature de leur service doivent habi-

(N°. 273.)

Beschluß,

in Betreff der Befreiung von der Wegegelds-Gebühr.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

Da Wir dem 13 Artikel Unseres Beschlusses vom 13 Hornung 1815, welcher provisorisch die Wegegelds-Taxe beibehält, Folge geben, und das Interesse des öffentlichen Dienstes mit den Rechten vereinbaren wollen, welche die Pächter dieser Taxe, Kraft des Beschwerden-Hefts ihrer Ansteigerung, erworben haben;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs tes Innern,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die besondern Befreiungen, von welchen im 3 §. des 13 Artikels Unseres besagten Beschlusses die Rede ist, sind auf folgende Art regulirt und beschränkt:

Art. 2. Sind von der Taxe befreit:

1°. Die Pferde und Wägen, die unmittelbar zu Unserm Dienst, zu dem Ihrer Königl. Hoheiten, der Prinzen und Prinzessinnen Unseres Hauses oder zu dem der Personen verwendet werden, die zu Ihrem oder zu Unserm Gefolge gehören;

2°. Die Pferde und Wägen, welche zum persönlichen Transport der Bischöffe, der öffentlichen Beamten oder Agenten dienen, die für den Dienst des Staats reisen und welchen deßwegen keine Entschädigung für Wegegeld, Reise- oder Umreise-Kosten bewilligt ist: wie auch diejenigen, welche zum persönlichen Transport der Chefs und der Agenten der Verwaltung der Wege und der Angestellten und öffentlichen Agenten dienen, welche, der Natur ihres Dien-

Supplément

tuellement et fréquemment parcourir la même route:

3°. Enfin les chevaux et voitures des officiers et soldats de la maréchaussée; et des individus appartenant à Notre armée voyageant pour service, et munis de leur ordre ou feuille de route.

III. Tout individu exempté pourra faire jouir de la même faveur une seule personne à cheval qui l'accompagnerait; mais il ne pourra faire valoir son exemption, si plus de deux personnes voyagent avec lui dans la même voiture.

Les fonctionnaires, employés, ou agens publics qui auront justifié de leurs titres à l'exemption, conformément au §. 2 de l'article 2 ci-dessus, obtiendront, par l'entremise du chef de leur service, une *feuille d'exemption* qui sera délivrée par Notre Commissaire-général de l'intérieur sur un modèle uniforme, portant indication de leurs noms, résidence et fonctions, et de l'étendue et durée de leur exemption.

Lorsqu'il s'élévera des doutes sur la validité des titres à l'exemption, il Nous en sera référé par Notre Commissaire-général de l'intérieur.

V. Les percepteurs de la taxe pourront toujours requérir, des voyageurs mentionnés au §. 2 et 3 de l'article 2, au passage devant leur bureau, l'exhibition de leur feuille d'exemption, ordre, ou feuille de route, mais sans pouvoir exiger aucun autre retard ni formalité, sous peine de contravention.

En cas de doute sur l'identité de la personne exemptée, et en cas de fraude ou autrement, il en sera d'adord fait mention au *registre de service* de la barrière, pour être fait ensuite telle

stes nach, gewöhnlich und oft denselben Weg durchlaufen müssen;

3°. Endlich die Pferde und Wägen der Offizier's und Soldaten der Marechaussee, und die Individuen, die zu Unserer Armee gehören, in Dienst-Geschäften reisen, und mit ihrer Ordre oder Marsch-Route versehen sind.

Art. 3. Jedes befreite Individuum kann eine einzige Person zu Pferd, die es begleiten würde, der nemlichen Begünstigung theilhaftig machen; aber es kann ihre Befreiung nicht gelten machen, wenn mehr als zwei Personen mit ihm in demselben Wagen reisen.

Art. 4. Die Beamten, Angestellten oder öffentlichen Agenten, welche, in Gemäßheit des 2 §. des 2 obigen Artikels, ihre Befreiungs-Rechte darthun werden, sollen vermittelst des Chefs ihres Dienstes, ein Befreiungs-Blatt erhalten, welches von Unserm General-Commissair des Innern, nach einem einförmigen Modell, das ihre Namen, Residenz- und Funktionen, wie auch die Ausdehnung und Dauer ihrer Befreiung anzeigt, ausgefertigt werden wird.

Wenn Zweifel über die Gültigkeit der Befreiungs-Rechte sich erheben würden, so soll an Uns von Unserm General-Commissair des Innern berichtet werden.

Art. 5. Die Einnehmer der Taxe können zu jeder Zeit die in den 2 und 3 §§. des 2 Artikels gemeldten Reisenden bei ihrem Vorbeigang vor dem Bureau auffordern, ihr Befreiungs-Blatt, ihre Ordre oder Marsch-Route vorzuweisen, aber ohne irgend eine andere Verzögerung oder Formalität begehren zu können, und dieses unter der Strafe der Uebertretung.

Im Fall Zweifel über die Identität der befreiten Personen entstehen, oder Betrügereien oder sonst etwas ähnliches obwalten sollten, so soll sogleich in dem Dienst-Register des Wegegelds-

recherche et être prononcé telle peine que de droit, conformément à Notre arrêté du 13 février et aux lois et réglemens maintenus en vigueur.

VI. Toute exemption antérieure non mentionnée en l'arrêté du 13 février ou non réglée par le présent, est annullée.

VII. Notre Commissaire-général de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à La Haye, le 8 mars 1814.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale :

Pour le Secrétaire-d'état absent,

Le secrétaire du cabinet,

Signé P. DE CROMBRUGGHE.

Bureau davon Meldung gemacht werden, damit hernach diejenigen Nachsuchungen gemacht und diejenigen Strafen, die Rechtens sind, in Gemäßheit Unseres Beschlusses vom 13 Februar und der bestehenden Gesetze und Reglement's, ausgesprochen werden.

Art. 6. Jede vorherige Befreiung, von welcher der Beschluß vom 13 Februar keine Meldung thut, oder die durch den Gegenwärtigen nicht regulirt ist, ist vernichtet.

Art. 7. Unser General-Commissair des Innern ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 8 März 1815.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

(N°. 274.)

AVIS

relatif au tarif des huitièmes de ducaton.

Le conseiller directorial, chargé de l'administration provisoire du grand-duché de Luxembourg, en suite d'une dépêche de Son Excellence le commissaire-général pour les provinces de la rive droite de la Meuse, du 21 de ce mois, porte à la connaissance des habitans du grand-duché, que la monnaie comprise dans le tarif du 18 août 1810, sous le nom de huitième de ducaton, à la valeur de 78 centimes, est la même qui, dans le tarif du 30 novembre 1811, sous la dénomination de pièce de 8 sous 9 deniers, est fixée au cours de 75 centimes,

(N°. 274.)

Nachricht

in Betreff des Tarifs der Achtels-Dukatons.

Der mit der provisorischen Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg beauftragte Direktorial-Rath bringt, in Gemäßheit eines Schreibens S. E. des General-Commissairs für die auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen Provinzen, vom 21 dieses Monats, zur Kenntniß der Bewohner des Groß-Herzogthums, daß die, im Tarif vom 18 August 1810, unter dem Namen: Achtel eines Dukatons begriffene und einen Werth von 78 Centim's habende Münze, dieselbe ist, welche in dem Tarif vom 30 November 1811, unter der Benennung: Stück von 8 Sols, 9 Deniers, auf 75 Centim's festgesetzt ist, und daß sie in den öffentlichen Kassen nur nach diesem

et qu'elle ne peut être reçue dans les caisses publiques qu'à cette dernière valeur de 75 c.

Luxembourg, le 25 septembre 1815.

Le Conseiller directorial,

WILLMAR.

(N°. 275.)

AVIS

relatif aux droits de successions.

Les dispositions des décrets de Sa Majesté, en date des 11 juin et 4 septembre 1815, ont été portées à la connaissance du public dans les n°s. 46 et 60 de ce journal; il en resulte que le droit d'enregistrement sur les mutations de biens immeubles en propriété, opérées par décès en ligne directe, déjà supprimé dans l'étendue du gouvernement-général du Moyen-Rhin dont le département des Forêts faisait partie, par l'arrêté du 14 février 1814, reste et demeure aboli, mais qu'il a été dérogé à cet arrêté, en ce qui concerne les successions collatérales, dont les droits, tels qu'ils sont fixés par la loi du 27 frimaire an 7, sont rétablis et exigibles, pour autant qu'elles auront été ouvertes depuis le 12 mai dernier, époque de la prise de possession, au nom de S. M. le Roi des Pays-Bas, des pays situés à la rive droite de la Meuse.

Il s'ensuit également, que toutes les mutations quelconques, opérées par décès, quelle que soit la date de leur ouverture ou du décès, soit en ligne collatérale, soit en ligne directe, doivent être déclarées, si déja elles ne l'ont été, au bureau de la situation des immeubles ainsi transmis, savoir: celles ouvertes antérieurement à ladite prise de possession, avant le premier novembre prochain, et celles ouvertes depuis,

letztern Werth von 75 Centim's angenommen werden kann.

Lützemburg, den 25ten September 1815.

Willmar.

(N°. 275.)

Nachricht,

in Betreff der Erbschafts-Gebühren.

Die Verfügungen der Dekrete Seiner Majestät vom 11 Juny und 4 September 1815 sind in den 46 und 60 Nummern dieses Journals zur Kenntniß des Publikums gebracht worden; es erhellt aus denselben, daß die Einregistrirungs-Gebühr wegen Eigenthums-Veränderungen der liegenden Güter, die durch Absterben in direkter Linie Statt gehabt haben, Gebühr, die in dem ganzen General-Gouvernement des Mittel-Rheins, von welchem das Wälder-Departement einen Theil ausmachte, durch einen Beschluß vom 14 Februar 1814, schon aufgehoben worden war, abgeschaft bleibt, daß dieser Beschluß aber, in Ansehung der Erbschaften in Seiten-Linien modifizirt worden ist, deren Gebühren, so wie sie durch das Gesetz vom 22 September festgesetzt sind, wieder hergestellt sind und bezahlt werden müssen, in so fern sie seit dem 12 letztverflossenen May, Zeitpunkt, in welchem im Namen S. M. des Königs der Niederlande von den an dem rechten Ufer der Maas gelegenen Provinzen Besitz genommen worden ist, eröfnet worden sind.

Es folgt ferner aus denselben, daß alle durch Absterben erfolgte Veränderungen jeder Art, welches auch das Datum ihrer Eröffnung seyn möge, sowohl in der direkten, als in den Seiten-Linien, in dem Bureau, in dessen Bezirk die übertragenen Güter liegen, deklarirt werden müssen, wenn sie es noch nicht geworden sind, nemlich diejenigen, welche vor der besagten Besitznahme eröfnet worden sind, vor dem 1 nächstkünftigen Monat

dans les délais fixés par ladite loi du 22 frimaire an 7. Passé ces délais, les déclarations qui n'auront pas été faites, seront passibles, à titre d'amende, des droits et peines établis par ladite loi.

Le directeur de l'enregistrement et des domaines par intérim soussigné, aime à se persuader que les héritiers qui n'ont, jusqu'ici, pas fait de déclarations des biens qu'ils ont recueillis par décès, quelle que soit la date, s'empresseront de profiter de la prorogation de délai jusqu'au 1 novembre prochain qui leur est accordée par le décret du 4 septembre dernier.

Luxembourg, le 1 octobre 1815.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand duché de Luxembourg,

Arrête:

Que l'avis ci-dessus sera porté à la connaissance du public, par la voie du journal officiel du grand-duché. Il invite les administrés à s'y conformer ponctuellement; car si la remise des nombreuses amendes encourues par l'inexécution de l'arrêté du 11 juin, est un nouveau bienfait de S. M. qu'ils doivent savoir apprécier, elle deviendra aussi une raison de refuser toute indulgence ultérieure à ceux qui n'auront point rempli leurs obligations.

Luxembourg, le 2 octobre 1815.

WILLMAR.

November, und die seit der Besitznahme eröffneten, in den durch das besagte Gesetz vom 22 Frimair, 7 Jahr, festgesetzten Zeitfristen. Nach Verfluß derselben sind die nicht gemachten Deklarationen, als Geldbuße, den durch das besagte Gesetz verordneten Gebühren und Strafen unterworfen.

Der unterzeichnete interimistische Direktor der Einregistrirung und der Einregistrirung und der Domainen ist überzeugt, daß die Erben, welche bisher von den ihnen durch Absterben zugefallenen Gütern, welches auch der Zeitpunkt desselben gewesen seyn möge, die Deklaration noch nicht gemacht haben, sich beeilen werden, die auf den 1 nächstkünftigen Monat November verlängerte Zeitfrist zu benutzen, welche ihnen durch das Dekret vom 4 September dieses Jahrs bewilligt worden ist.

Lützemburg, den 1 Oktober 1815.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß obige Nachricht durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums zur Kenntniß des Publikums gebracht werden soll. Er ladet die Administrirten ein, sich pünktlich darnach zu richten; denn wenn der Erlaß der zahlreichen Geldstrafen, welche die Nachläßigen sich durch die Nichtvollziehung des Beschlusses vom 11 Juny haben zu Schulden kommen lassen, eine neue Wohlthat S. M. ist, dessen Werth sie zu schätzen wissen sollen, so wird er auch eine Ursache werden, jede fernere Nachsicht denjenigen zu verweigern, welche ihrer Verpflichtung kein Genüge geleistet haben.

Lützemburg, den 2ten Oktober 1815.

Willmar.

MERCURIALES

du Grand-Duché de Luxembourg, pour le mois d'août 1815.

Première moitié de ce mois.

Nature des denrées.	Poids et mesures.	Prix. fr.	c.
Froment	hectolitre	16	96
Méteil	idem	14	68
Seigle	idem	12	73
Orge	idem	9	99
Avoine	idem	6	28
Haricots	idem	00	00
Pois	idem	00	00
Lentilles	idem	00	00
Farine de froment	idem	17	10
Pain de froment tamisé	Kilogramme	00	40
Pain de froment non-tamisé	idem	00	28
Pain de seigle pur	idem	00	23
Pommes de terres	Hectolitre	3	92
Viande de bœuf	Kilogramme	00	94
Viande de vache	idem	00	84
Viande de veau	idem	00	61
Viande de mouton	idem	00	81
Viande de cochon	idem	2	00
Foin	Quintal métr.	6	06
Paille	idem	3	23
Bois de chêne	Le stère	4	69
Bois de hêtre	idem	5	90
Bois blanc	idem	4	01
Charbons de bois	Hectolitre	1	95
Charbons de fossile	Les 500 kilogr.	30	00

Seconde moitié dudit mois.

Froment	Hectolitre	18	22
Méteil	idem	15	59
Seigle	idem	13	37
Orge	idem	10	62
Sarrasin	idem	12	00
Avoine	idem	6	36
Haricots	idem	00	00
Pois	idem	00	00

Merkurialen

des Groß-Herzogthums Lützemburg, für den Monat August 1815.

Erste Hälfte dieses Monats.

Natur der Lebensmittel.	Maas und Gewicht.	Preis. Fr.	Cent.
Weizen	Hektoliter	16	96
Mangkorn	Idem	14	68
Korn	Idem	12	73
Gerste	Idem	9	99
Haber	Idem	6	28
Bohnen	Idem	00	00
Erbsen	Idem	00	00
Linsen	Idem	00	00
Weizenmehl	Idem	17	10
Brod von gebeuteltem Weizenmehl	Kilogramm	00	40
Brod von ungebeuteltem Weizenmehl	Idem	00	28
Rein Kornbrod	Idem	00	23
Erdäpfel	Hektoliter	3	92
Rindfleisch	Kilogramm	0	94
Kuhfleisch	Idem	0	84
Kalbfleisch	Idem	0	61
Hammelfleisch	Idem	0	81
Schweinensleisch	Idem	2	00
Heu	Metr. Centn.	6	06
Stroh	Idem	3	23
Eichenholz	Stere	4	69
Buchenholz	Idem	5	90
Leicht Holz	Idem	4	01
Holzkohlen	Hektoliter	1	95
Steinkohlen	500 Kilogr.	30	00

Zweite Hälfte besagten Monats.

Weizen	Hektoliter	18	22
Mangkorn	Idem	15	59
Korn	Idem	13	37
Gerste	Idem	10	62
Buchweizen	Idem	12	00
Haber	Idem	6	36
Bohnen	Idem	00	00
Erbsen	Idem	00	00

Nature des denrées.	Poids et mesures.	Prix. fr.	c.
Lentilles	idem.	00	00
Farine de froment. . .	idem.	26	15
Pain de froment tamisé.	Kilogramme .	00	39
Pain de froment non tamisé.	idem.	00	30
Pain de seigle pur. . . .	idem.	00	30
Pommes de terre. . . .	Hectolitre . .	3	06
Viande de bœuf. . . .	Kilogramme .	00	92
Viande de vache. . . .	idem.	00	81
Viande de veau.	idem.	00	60
Viande de mouton. . .	idem.	00	81
Viande de cochon. . .	idem.	1	77
Foin.	Quintal métr.	5	45
Paille.	idem.	3	04
Bois de chêne.	Le stère. . .	4	44
Bois de hêtre.	idem.	5	56
Bois blanc.	idem.	4	35
Charbons de bois. . . .	Hectolitre. . .	1	25
Charbons de fossile. .	500 kilogram.	30	00

Luxembourg, le 10 septembre 1815.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Evénement de police.

Signalement de Jean-Baptiste Damain, natif de Straimont, journalier, domicilié à Chiny, (arrondissement de Neuf-Château) prévenu de vol de chevaux, lequel s'est évadé le 2 du présent mois de la maison d'arrêt de Neuf-Château.

Signalement.

Agé de 47 ans, taille de 5 pieds 3 pouces, cheveux noirs, front bombé, sourcils bruns, yeux gris-bleus, nez ordinaire, bouche moyen-

Natur der Lebensmittel.	Maas und Gewicht.	Preis Fr.	Cent.
Linsen.	Idem	00	00
Weizenmehl.	Idem	26	15
Brod von gebeuteltem Weizenmehl.	Kilogramm. .	00	39
Brod von ungebeuteltem Weizenmehl.	Idem	00	30
Rein Roggenbrod	Idem	00	30
Erdäpfel.	Hektoliter. . .	3	06
Rindfleisch.	Kilogramm. .	0	92
Kuhfleisch.	Idem	0	81
Kalbfleisch.	Idem	0	60
Hammelfleisch	Idem	0	81
Schweinenfleisch.	Idem	1	77
Heu.	Metr. Centn.	5	45
Stroh.	Idem	3	04
Eichenholz.	Stere.	4	44
Buchenholz	Idem	5	56
Leicht Holz	Idem	4	35
Holzkohlen.	Hektoliter. . .	1	25
Steinkohlen.	500 Kilogr. .	30	00

Lützemburg, den 10ten September 1815.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Willmar.

Polizei-Begebenheit.

Signalement des Johann Baptista Damain, gebürtig aus Straimont, Taglöhner, zu Chiny, Bezirk von Neufchateau, welcher eines Pferd-Diebstahls angeklagt und aus dem Arrest-Haus von Neufchateau den 2 gegenwärtigen Monats entwichen ist.

Signalement.

Alter 47 Jahre, 5 Schuhe, 3 Zoll hoch, hat schwarze Haare, eine höckerichte Stirne, braune Augenbraunen, grau-blaue Augen, gewöhnliche Nase, mittelmäßigen Mund, braunen Bart, run-

ne, barbe brune, menton rond, visage oval, teint brun, marqué de la petite vérole.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg, invite toutes les autorités civiles et militaires de faire réintégrer ledit Damain dans la maison d'arrêt de Neuf-Château, dans le cas où elles parviendraient à le découvrir.

Luxembourg, le 24 septembre 1815.

WILLMAR.

des Kinn, ovales Gesicht, braune Gesichtsfarbe, ist pockennarbicht.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorialrath ladet alle Civil- und Militair-Behörden ein, den besagten Damain wieder in das Arrest-Haus von Neufchateau transportiren zu lassen, im Fall sie denselben entdecken würden.

Lützemburg, den 24ten September 1815.

Willmar.

AVIS

Le 12 octobre courant, à dix heures du matin, il sera procédé devant le sous-intendant de Luxembourg, à l'hôtel de la sous-intendance, par adjudication publique, et pour chaque bureau séparément, à la ferme des barrières de l'arrondissement de Luxembourg, ainsi que de la fourniture des poteaux qui devront être placés devant chaque bureau.

Les renseignemens ultérieurs se trouvent dans les annonces placardées aux bureaux de la sous-intendance.

Luxembourg, le 4 octobre 1815,

Le sous-intendant, MUNCHEN.

Nachricht.

Den 12 gegenwärtigen Monats Oktober, um zehn Uhr des Morgens, wird vor dem Unter-Intendanten von Lützemburg in der Unter-Intendantur, vermittelst einer öffentlichen Versteigerung, zur Verpachtung der Wegegelds-Bureaux des Bezirks von Lützemburg, und zwar für jedes Bureau besonders, wie auch zur Lieferung der Pfähle, die vor jedem Bureau errichtet werden sollen, geschritten werden.

Die nähern Anzeigen findet man in den, in den Bureaux der Unter-Intendanz angeschlagenen Ankündigungen.

Lützemburg, den 4 Oktober 1815.

Der Unter-Intendant, München.

AVIS

L'abonnement de ce journal expirant avec le 30 du présent mois de septembre, MM. les abonnés sont invités à le renouveller pour le 4e. trimestre de l'année courante, avec une somme de 2 francs, pour laquelle ils recevront 13 feuilles.

Comme pendant le 3e. trimestre ils ont reçu 36 feuilles, que par conséquent ils ont encore à

Nachricht.

Da das Abonnement dieses Journals mit dem 30 des gegenwärtigen Monats zu Ende geht, so sind die Herren Abonnenten eingeladen, dasselbe für das 4te Quartal des laufenden Jahrs mit 2 Franken, für welche sie 13 Bögen erhalten werden, zu erneuern.

Da sie während dem 3ten Quartal überhaupt 36 Bögen erhalten haben, und also 23 Bögen

payer l'excédant de 23 feuilles qui, à raison de 15 centimes la feuille, forme un total de 3 fr. 45 centimes.

La table des matières contenues dans les divers numéros qui ont paru pendant le premier sémestre de la présente année, laquelle a été envoyée à MM. les abonnés, n'est pas comprise parmi les 36 feuilles sus-dites.

Quant à MM. les maires et percepteurs du canton de Bouillon réuni à l'arrondissement de Neuf-Château, comme ils n'ont reçu le journal officiel que depuis le 1 août dernier, ils ont à payer pour le 3e. trimestre la somme de 3 fr. 70 cent. à raison de 24 et 1/2 feuilles qui leur ont été envoyées pendant les mois d'août et de septembre, somme indépendante des 2 fr. qu'ils ont à payer pour le prix d'abonnement du 4e. trimestre.

Luxembourg, le 30 septembre 1815.

nachzuzahlen haben, welche, der Bogen zu 15 Cent. gerechnet, 3 Fr., 45 Centim's betragen. Die alphabetische Tabelle der Materien, die in den, während der ersten Hälfte dieses Jahrs herausgekommenen Nummern dieses Journals enthalten sind, welche Tabelle den Herren Abonnenten zugeschickt worden, ist nicht unter den obigen 36 Bögen begriffen.

Was die Herren Mair's und Einnehmer des mit dem Bezirk Neuf-Chateau vereinigten Cantons Bouillon betrift, da sie das Journal erst seit dem 1sten leztverflossenen August erhalten haben, so haben sie für das 3te Quartal, während welchem ihnen 24½ Bögen zugeschikt worden, eine Summe von 3 Fr. 70 Cent. zu bezahlen, und dieses außer den 2 Fr., welche sie für den Abonnementspreis des 4ten Quartals zu entrichten haben.

Lützemburg, den 30 September 1815.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 62.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 9 octobre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 9ten Oktober 1815.

(N°. 276.)

ARRÊTÉ

relatif à l'administration des pays d'Outre-Meuse.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Roi des Pays Bas, Prince d'Orange-Nassau Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Vu Notre arrêté du 16 septembre dernier, relatif à la nomination de Nos commissaires dans les provinces, aux termes de l'article 137 de la loi fondamentale;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1. Le 9 de ce mois monsieur Verstolk van Soelen, Notre envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire désigné près la Cour de Russie, cessera de remplir les fonctions de commissaire-général dans les départemens d'Outre-Meuse.

Art. 2. A la sus-dite époque l'autorité supérieure qu'il exerce à présent sur les départemens d'Outre-Meuse, sur la ville de Liége et sur le canton de Horst, sera par lui transmise aux gouverneurs des provinces de *Limbourg*, *Liége*, et *Namur*, et au conseiller directorial, provisoirement chargé du gouvernement du Grand-Duché de *Luxembourg*.

(N°. 276.)

Beschluß,

in Betreff der Verwaltung der Länder jenseits der Maas.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Nach Einsicht Unseres Beschlusses vom 16 September letzthin, in Betreff der Ernennung Unserer Commissarien in den Provinzen, zu Folge des 137 Artikels des Grund-Gesetzes;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Den 9 dieses Monats soll Herr Verstolk van Soelen, Unser außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister bei dem Russischen Hofe, aufhören, die Funktionen eines General-Commissairs in den Departementen jenseits der Maas zu versehen.

Art. 2. Zu derselben Zeit soll von ihm die obere Gewalt, die er gegenwärtig über die Departemente jenseits der Maas, über die Stadt Lüttich und über den Kanton Horst ausübt, auf die Gouverneur's der Provinzen Limburg, Lüttich und Namur, und auf den mit dem Gouvernement des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragten Direktorial-Rath übertragen werden.

Art. 3. L'administration du canton de *Horst*, et des parties du département de la Roër, incorporées au royaume par le traité de Vienne, passera entre les mains du gouverneur de *Limbourg*.

Art. 4. L'administration de l'arrondissement de *Dinant*, sera remise au gouverneur de la province de *Namur*.

Art. 5. L'administration confiée au sieur *Willmar*, en qualité de gouverneur provisoire de Luxembourg, s'étendra sur les mêmes arrondissemens ou districts qu'il a administrés jusqu'à présent sous la direction de Notre commissaire-général *Verstolk van Soelen*.

Art. 6. L'autorité sur tout le reste du pays qui a été soumis au Commissaire-général d'Outre-Meuse, sera confiée au Gouverneur de la province de Liége.

Art. 7. Les sus-dits arrangemens sont purement administratifs et provisoires, et sans aucun préjudice de la délimitation des provinces, telle qu'elle devra être réglée conformément à la loi fondamentale.

Art. 8. Notre. . . .

Art. 9. Avant. . . .

Art. 10. Il n'est rien innové pour le moment à l'administration financière des pays d'Outre-Meuse, qui restera confiée au sieur *Gericke*, sur le pied qui a lieu aujourd'hui, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné

Art. 11. Le général-major *Dibbets* continuera également à exercer les fonctions, qui lui sont attribuées à présent, en qualité de commandant supérieur des départemens *d'Outre-Meuse*.

Art. 12. Les conseils de milice sont conservés, tels qu'ils ont été établis dans les divers arrondissemens.

Art. 13. La. . . .

Ampliation du présent sera adressée aux ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, au commissaire-général de l'intérieur à Bruxelles, à notre conseiller d'état, commissaire-

Art. 3. Die Verwaltung des Kantons Horst und der Theile des Departements der Roer, welche durch den Traktat von Wien mit dem Königreich vereinigt worden, soll an den Gouverneur von Limburg fallen.

Art. 4. Die Verwaltung des Bezirks von Dinant soll dem Gouverneur der Provinz von Namur übergeben werden.

Art. 5. Die dem Herrn Willmar, als provisorischem Gouverneur von Lützemburg anvertraute Verwaltung soll sich auf dieselben Bezirke oder Distrikte ausdehnen, welche er bisher unter der Leitung Unseres General-Commissairs Verstolk van Soelen verwaltet hat.

Art. 6. Die Gewalt über den ganzen übrigen Theil des Landes, welcher dem General-Commissair jenseits der Maas untergeordnet gewesen, soll dem Gouverneur der Provinz Lüttich übertragen werden.

Art. 7. Die besagten Anordnungen beziehen sich bloß auf die Verwaltung und sind provisorisch, und ohnbeschadet der Begrenzung der Provinzen, so wie sie in Gemäßheit des Grund-Gesetzes regulirt werden soll.

Art. 8. Unser. . . . .

Art. 9. Ehe. . . . .

Art. 10. Es ist gegenwärtig nichts in der Finanz-Verwaltung der Länder jenseits der Maas verändert, welche dem Herrn Gericke auf dem bisherigen Fuß anvertraut bleibt, und dieses bis auf weitern Befehl.

Art. 11. Der General-Major Dibbets soll ebenfalls die Funktionen fortsetzen, welche ihm gegenwärtig als Ober-Commandant der Departemente jenseits der Maas zugeeignet sind.

Art. 13. Die Miliz-Räthe sind beibehalten, so wie sie in den verschiedenen Bezirken angeordnet worden.

Art. 13. Die . . . . .

Eine Ausfertigung des Gegenwärtigen soll den Ministern der auswärtigen Angelegenheiten und des Innern, dem General-Commissair des Innern zu Brüssel, Unserm Staats-Rath, dem General-

général des finances et au commissaire-général de la guerre.

Bruxelles, le 2 octobre 1815.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi :

Signé A. R. FALCK.

Conforme à l'original, *Signé* A. R. FALCK.

Pour extrait conforme,

Le commissaire-général à Liége,

Signé J. G. VERSTOLK DE SOELEN.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, arrête que l'arrêté qui précède, sera porté à la connaissance des autorités et du public par la voie du journal officiel du grand-duché.

Fait à Luxembourg, le 8 octobre 1815.

WILLMAR.

Commissair der Finanzen und dem General-Commissair des Kriegs zugesandt werden.

Brüssel, den 2 Oktober 1815.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König,

Unterzeichnet, A. R. Falk.

Dem Original gleichförmig,

Unterzeichnet, A. R. Falk.

Als gleichförmiger Auszug,

Der General-Commissair zu Lüttich,

Unterz., J. G. Verstolk von Soelen.

Der mit dem Gouvernement des Groß-Herzogthums provisorisch beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß obiger Beschluß durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums zur Kenntniß der Behörden und des Publikums gebrachtwerden soll.

Lützemburg, den 8ten Oktober 1815.

Willmar.

(N. 277.)

ARRÊTÉ.

Relatif à la rectification des actes de naissance des enfans indigens.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre commissaire-général de la justice, en date du 1er. juin 1815;

Considérant que, parmi la classe indigente, plusieurs parens ont négligé de faire, en tems utile, aux officiers de l'état civil, les déclarations de naissances de leurs enfans, et que d'autres ne les ont faites qu'inexactement ou imparfaitement;

Que de là résulte la nécessité de provoquer un jugement d'autorisation ou de rectification avec les formalités, dont les frais surpassent leurs moyens;

Inclinés à venir à leur secours, autant que le permet l'importance que nous attachons à l'accomplissement des règles pour la conservation de l'état civil de nos sujets;

Avons statué et statuons :

Art. I. Les indigens, dont l'indigence se trou-

(Nº. 277.)

Beschluß,

in Betreff der Berichtigung der Geburts-Scheine der dürftigen Kinder.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

In Betracht gezogen, daß mehrere Eltern von der ärmern Klasse vernachläßigt haben, den Beamten des Civil-Standes in der vorgeschriebenen Zeit die Deklarationen von der Geburt ihrer Kinder zu machen, und daß andere dieselben unvollkommen und nicht mit Genauigkeit gemacht haben;

Daß daraus die Nothwendigkeit entsteht, ein Autorisations- oder Berichtigungs-Urtheil zu provoziren, und Formalitäten zu erfüllen, deren Kosten ihre Kräften übersteigen;

Indem Wir geneigt sind, so weit es die Wichtigkeit erlaubt, die Wir auf die Vollziehung der für die Erhaltung des Civil-Standes Unserer Unterthanen festgesetzten Regeln setzen, jenen zu Hilfe zu kommen;

Haben beschlossen und beschliessen:

Art. 1. Die Dürftigen, deren Armuth in Ge-

vera constatée aux termes de l'arrêté du 6 septembre dernier, et ceux qui sont inscrits sur la liste des indigens de leur paroisse, pourront obtenir, s'il y a lieu, la rectification de l'acte de naissance de leurs enfans, sans être astreints au paiement des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe ou d'expédition; et le tribunal nommera l'avoué ou l'huissier pour occuper et exploiter gratuitement.

II. La même faveur est accordée aux indigens qui, avant la publication de notre arrêté du 21 mars dernier, auraient négligé de faire inscrire l'acte de naissance de leurs enfans dans les registres de l'état civil.

III. Pour faciliter la rectification, les tribunaux sont autorisés à s'aider de la production d'extraits des registres de la paroisse.

IV. Nos commissaires-généraux de la justice et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à La Haye, le 20 juin de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi:

Pour le Sécrétaire d'état absent,
Signé P. DE CROMBRUGGHE.

Le Conseiller directorial chargé provisoirement du gouvernement du grand-duché de Luxembourg arrête, que l'arrêté qui précède, du 20 juin dernier, et qui a été rendu obligatoire dans les provinces situées sur la rive droite de la Meuse, nouvellement réunies au territoire des états de S. M. le Roi des Pays-Bas, par celui du 31 juillet suivant, inséré dans le n°. 58 du journal officiel du grand-duché, sera porté à la connaissance des autorités et du public par la voie de ce journal.

Luxembourg, le 9 octobre 1815.

WILLMAR.

mäßheit des Beschlusses vom 6 September letzthin konstatirt ist, und diejenigen, welche auf die Liste der Dürftigen ihrer Pfarrei eingeschrieben sind, können, wenn der Fall ist, die Berichtigung des Geburts-Akts ihrer Kinder erhalten, ohne daß sie die Stempels-, Einregistrirungs-, Gerichtsschreiberei- oder Expeditions-Gebühren zu bezahlen verbunden sind; das Tribunal soll den Sachwalter und den Gerichtsvollzieher ernennen, welche unentgeldlich ihre respektiven Verrichtungen versehen sollen.

Art. 2. Die nemliche Begünstigung ist den Armen bewilligt, welche, vor der Publikation Unseres Beschlusses vom 21sten März letzthin, vernachläßigt haben, den Geburts-Akt ihrer Kinder in die Register des Civilstandes einschreiben zu lassen.

Art. 3. Um die Berichtigung zu erleichtern, sind die Tribunalien autorisirt, sich die Auszüge der Pfarrei-Register vorlegen zu lassen.

Art. 4. Unsere General-Commissarien der Gerechtigkeit und des Innern sind, jeder in so weit es ihn betrift, mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 20sten Juny des Jahres 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König:

Für den abwesenden Staats-Sekretair,
Der Cabinets-Sekretair,
Unterzeichnet, P. von Crombrugghe.

Der mit dem Gouvernement des Großherzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß der vorhergehende Beschluß vom 20 Juny letzthin, welcher durch den vom 31 July, der in dem N°. 58 des offiziellen Journals des Groß-Herzogthums eingerückt ist, auf die an dem rechten Ufer der Maas gelegenen und neuerdings mit dem Gebiete der Staaten S. M. des Königs der Niederlande vereinigten Provinzen anwendbar erklärt worden, durch dieses Journal zur Kenntniß der Behörden und des Publikums gebracht werden soll.

Lützemburg, den 9 Oktober 1815.

Willmar.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 63.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 14 octobre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 14ten Oktober 1815.

(N°. 278.)

ARRÊTÉ

concernant l'administration des biens des communes.

Nous, gouverneur-général de la Belgique,

Vu l'arrêté du 2 mars présent mois, qui maintient toutes les attributions et perceptions confiées à la ci-devant administration de l'enregistrement et des domaines ;

Considérant que les biens des communes ont fait partie de cette administration, en exécution de la loi du 20 mars 1813 ;

Qu'une partie de ces biens a été aliénée ;

Qu'une portion considérable des prix de ventes est encore due par les adjudicataires de ces ventes, et que le revenu de ces biens devait être représenté et bonifié aux communes par la caisse d'amortissement ;

Voulant, dans l'état provisoire de l'administration, et en attendant une décision définitive relativement auxdits biens communaux, ne rien changer à la condition des acquéreurs,

(N°. 278.)

Beschluß,

in Betreff der Verwaltung der Gemeinde-Güter.

Wir General-Gouverneur von Belgien,

Nach Einsicht des Beschlußes vom 2 gegenwärtigen Monat März, welcher alle Attributionen und Einnahmen, die der ehemaligen Verwaltung der Einregistrirung und der Domainen anvertraut worden, handhabt;

In Erwägung, daß die Gemeinde-Güter, Kraft des Gesezes vom 20 März 1813, einen Theil dieser Verwaltung ausgemacht haben;

Daß ein Theil dieser Güter veräußert worden ist;

Daß die Ansteigerer derselben noch einen beträchtlichen Theil des Verkauf-Preises derselben schuldig sind, und daß die Einkünfte dieser Güter den Gemeinden von der Tilgungs-Casse dargestellt und vergütet werden sollten;

Da Wir in dem provisorischen Zustand der Verwaltung und in der Erwartung einer endlichen Entscheidung in Betreff der besagten Gemeinde-Güter, in dem Zustand der Erwerber derselben nichts

maintenir les attributions de l'administration des domaines et assurer autant qu'il se peut les intérêts des communes;

Ordonnons:

Art Ier. Les adjudicataires des biens des communes aliénés sont tenus d'acquitter les termes échus et à échoir de leurs acquisitions, entre les mains des receveurs de l'enregistrement et des domaines des arrondissemens respectifs, dans les délais fixés par leurs actes d'adjudication, sauf les prolongations accordées par l'article VIII de l'arrêté du 2 mars, et par les articles I et II de l'arrêté du 12 mars présent mois.

II. Les sommes provenant de ces prix de ventes, seront par lesdits receveurs versées dans la caisse du mont de piété du chef-lieu du département, qui en paiera l'intérêt à raison de 5 pour cent l'an, au profit des communes, en réprésentant à cet égard les obligations de la caisse d'arrondissement.

III. Les biens des communes non vendus continueront d'être régis par l'administration de l'enregistrement et des domaines, et les revenus en seront perçus au profit desdites communes et versés, ainsi que les intérêts à provenir, au mont de piété, en vertu de l'article II du présent arrêté, dans la caisse du receveur particulier de chaque arrondissement, pour être remis aux communes sur notre ordonnance, d'après les propositions de l'intendant départemental, et au marc le franc des revenus primitifs de chacune.

IV. Ceux des acquéreurs des biens des communes qui voudront renoncer à leurs acquisitions, en auront la faculté, moyennant qu'ils en fassent la déclaration aux receveurs de l'enregistrement et des domaines des arrondissemens respectifs; ils ne pourront demander la

ändern, die Attributionen der Domainen-Verwaltung handhaben, und so viel möglich das Interesse der Gemeinden sichern wollen;

Verordnen:

Art. I. Die Ansteigerer der veräußerten Gemeinde-Güter sind gehalten, die Termine ihrer Erwerbungen, die verfallen sind, oder noch verfallen seyn werden, in die Hände der Einregistrirungs- und Domainen-Empfänger der respektiven Bezirke in den, durch ihren Ansteigerungs-Akt bestimmten Zeitfristen, zu bezahlen, ohnbeschadet der Verlängerungen derselben, die durch den 8ten Art. des Beschlußes vom 2 März, und durch die 1 und 2 Art. des Beschlußes vom 12 des gegenwärtigen Monats März bewilligt worden sind.

II. Die von diesen Verkauf-Preisen herrührenden Summen sollen von den besagten Empfängern in die Casse des Leihhauses des Hauptorts des Departements geschossen werden, welche zum Nuzen der Gemeinden die Interessen von 5 Prozent jährlich davon bezahlen soll, indem sie deßhalb die Obligationen der Bezirks-Casse vorlegt.

III. Die nicht veräußerten Gemeinden-Güter sollen fernerhin durch die Administration der Einregistrirung und der Domainen verwaltet, und die Einkünften derselben zum Nuzen der besagten Gemeinden bezogen und mit den davon herrührenden Interessen, durch die Casse des besonderen Empfängers jeden Bezirks, kraft des 2 Art. des gegenwärtigen Beschlußes, in die des Leihhauses versirt werden, um den Gemeinden, nach den Vorschlägen des Departemental-Intendanten, und nach Verhältniß der ursprünglichen Einkünften einer jeden derselben, auf Unsere Verordnung eingehändigt zu werden.

IV. Diejenigen Erwerber der Gemeinde-Güter, welche auf ihre Erwerbungen verzichten wollen, sollen das Recht dazu haben, doch unter der Bedingung, daß sie den Einregistrirungs- und Domainen-Empfänger der respektiven Bezirke ihre Deklaration davon machen; sie können die Rücker-

restitution d'aucune des sommes payées par eux au gouvernement français, soit pour prix de vente, soit pour autres frais.

V. MM. les intendans départementaux, directeurs et receveurs des domaines et de l'enregistrement et administrateurs des monts de piété, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré dans le journal officiel, publié et affiché.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 1814.

Signé le baron DE HORST.

(N°. 279.)

ARRÊTÉ

concernant la déclaration des biens communaux.

Nous, commissaire-général de la Belgique,

Voulant assurer l'exécution de l'arrêté du 27 mars dernier, concernant l'administration des biens communaux attribués à la caisse d'amortissement, et donner à MM. les intendans les moyens de satisfaire à la demande que nous leur avons adressée pas circulaire du 22 du mois passé, avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Art. I[er]. Les acquéreurs des biens communaux, vendus en exécution de la loi du 20 mars 1813, sont tenus de se présenter, dans les trois jours qui suivront la publication du présent arrêté, au bureau de la sous-intendance de leur arrondissement, pour y produire les procès-verbaux des adjudications qui leur ont été faites des biens communaux, ainsi que les quittances qui leur ont été délivrées sur le prix de leur adjudication.

II. MM. les sous-intendans y puiseront les élé-

stattung keiner der Summen verlangen, welche sie der französischen Regierung, entweder als Verkauf-Preis, oder für andere Kosten bezahlt hätten.

V. Die Departemental-Intendanten, die Direktoren, und die Empfänger der Domainen und der Einregistrirung, wie auch die Verwalter der Leihhäuser sind, jeder in so weit es ihn betrift, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt, publizirt und angeschlagen werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 27 März 1814.

Unterz., der Baron von Horst.

(N°. 279.)

Beschluß,

in Betreff der von den Gemeinde-Gütern zu machenden Deklaration.

Wir General-Commissair von Belgien,

Da Wir die Vollziehung des Beschlußes vom 27 März lezthin, in Betreff der Verwaltung der, der Tilgungs-Casse zugeeigneten Gemeinde-Güter sichern und den Herren Intendanten die Mittel verschaffen wollen, dem Begehren Genüge zu leisten, welches Wir durch Unser Rundschreiben vom 22 des verflossenen Monats an sie gemacht haben,

Haben beschlossen und beschließen, was folgt:

Art. I. Die Erwerber der in Gemäßheit des Gesezes vom 20 März 1813 verkauften Gemeinde-Güter sind gehalten, sich in den drei Tagen, welche auf die Verkündung des gegenwärtigen Beschlußes folgen, in dem Bureau der Unter-Intendanz ihres Bezirks darzustellen, um daselbst die zu ihren Günsten errichteten Versteigerungs-Protokolle der an sich gebrachten Gemeinde-Güter, wie auch die Quittungen vorzulegen, welche ihnen in Betreff des von ihnen bezahlten Preises ihrer Ansteigerung ausgefertigt worden sind.

II. Die Unter-Intendanten sollen darin die

mens nécessaires pour la formation de l'état qui leur a été demandé par la circulaire du 22 mars dernier, et les adresseront aussitôt après l'expiration du délai susdit, à M. l'intendant de leur département.

III. MM. les intendans compareront ces renseignemens avec ceux qui leur auront été transmis par les maires de leur département, et tâcheront d'apporter la plus grande exactitude à la confection de l'état général qu'ils sont chargés de composer, et qu'ils nous enverront le 20 de ce mois au plus tard.

Une deuxième expédition de cet étatsera par eux remise au directeur des domaines de leur département.

IV. Ceux des acquéreurs des biens communaux qui négligeraient de satisfaire à l'article Ier. ci-dessus, encourront la peine de déchéance, laquelle sera prononcée par un arrêté de l'intendant, par suite duquel l'administration des domaines se remettra en possession des biens vendus. La déchéance prononcée, les acquéreurs n'auront aucun droit à réclamer la portion du prix d'adjudication qu'ils pourront avoir payée au gouvernement précédent.

V. MM. les intendans sont chargés de donner à cette disposition la plus grande publicité, afin que personne ne puisse prétexter cause d'ignorance.

Les directeurs de l'enregistrement et des domaines coopéreront à l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 1814.

Signé Baron De Horst.

nöthigen Elemente schöpfen, um die Nachweise bilden zu können, welche von ihnen durch das Rundschreiben vom 22 März lezthin begehrt worden; sie sollen dieselbe, sogleich nach Verfluß der obengemeldten Zeitfrist dem Herrn Intendanten ihres Departements zuschicken.

III. Die Herren Intendanten sollen diese Nachrichten mit denjenigen vergleichen, welche die Mair's ihres Departements ihnen zugeschickt haben werden, und sich bemühen, mit der größten Genauigkeit die allgemeine Nachweisen anzufertigen, deren Bildung ihnen aufgetragen worden ist, und welche sie Uns den 20 dieses Monats spätestens zuschiken sollen.

Eine zweite Ausfertigung dieser Nachweise soll von ihnen dem Domainen-Direktor ihres Departements zugeschikt werden.

IV. Diejenigen Erwerber von Gemeinde-Gütern, welche vernachläßigen würden dem obigen 1 Art. Genüge zu leisten, sollen ihres Rechts verlustigt erklärt werden, welche Strafe durch einen Beschluß des Intendanten ausgesprochen werden wird, in Folge deßen die Domainen-Verwaltung sich in den Besiz der verkauften Güter sezen wird. Wenn die Rechtsverlusts-Erklärung ausgesprochen ist, haben die Erwerber kein Recht mehr, den Theil des Ansteigerungs-Preises zu begehren, welchen sie der vorigen Regierung bezahlt haben könnten.

V. Die Intendanten sind beauftragt, dieser Verfügung die größte Publizität zu geben, damit sich niemand mit der Unwissenheit entschuldigen könne.

Die Direktoren der Einregistrirung und der Domainen sollen zur Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes mitwirken, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll.

Gegeben zu Brüssel, den 7 April 1814.

Unterz., Baron von Horst.

(N°. 280.)

ARRÊTÉ

Qui remet les communes en possession de leurs biens donnés à la caisse d'amortissement.

Nous Gouverneur-général de la Belgique,

Considérant que le décret du gouvernement français du 20 mars 1813, concernant la vente des biens communaux, contient des dispositions très-arbitraires et dures, et dont il est instant d'arrêter l'effet, et d'autant plus que les obligations dont la caisse d'amortissement s'est chargée en paiement des biens communaux, ne pourront pas être remplies envers les provinces qui vont être séparées de la France :

Voulant nous conformer aux ordres qui nous ont été transmis à ce sujet de l'autorité supérieure :

Vu nos arrêtés du 27 mars et du 7 avril derniers, ainsique la circulaire adressée à Messieurs les intendans départementaux en date du 22 mars dernier :

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Art. 1er. A compter de la publication du présent arrêté, le décret du gouvernement français du 20 mars 1813, ordonnant la mise en vente des biens communaux au profit de la caisse d'amortissement, cessera d'avoir effet dans les départemens composant le gouvernement belgique.

II. En conséquence les directeurs des domaines s'abstiendront de toute espèce de régie ou d'aliénation desdits biens, et les remettront à la disposition des intendans, moyennant délivrance d'un état détaillé des biens ainsi remis, lequel comprendra également ceux déjà vendus avec indication des prix de ventes qui pourront être dus par les acquéreurs, pour

(N°. 280.)

Beschluß,

welcher die Gemeinden wieder in den Besitz ihrer, der Tilgungs-Casse überlassenen Güter setzt.

Wir General-Gouverneur von Belgien,

In Erwägung, daß das Dekret der französischen Regierung vom 20 März 1813, in Betreff des Verkaufs der Gemeinde-Güter, sehr willkührliche und harte Verfügungen enthält, deren Wirkung zu hemmen desto dringender ist, da die Verpflichtungen, welche die Tilgungs-Casse auf sich genommen hat, die Gemeinde-Güter zu bezahlen, gegen die Provinzen, welche auf dem Punkt sind, von Frankreich getrennt zu werden, nicht erfüllt werden können;

Da Wir Uns nach den Befehlen richten wollen, welche Uns deßhalb von der obern Behörde übermacht worden sind;

Nach Einsicht Unserer Beschlüsse vom 27 März und 7 April letzthin, wie auch des an die Herrn Departemental-Intendanten den 22 März letzthin, erlassenen Rundschreibens,

Haben beschlossen und beschließen, was folgt:

Art. 1. Von der Verkündigung gegenwärtigen Beschlusses an gerechnet, soll das Dekret der französischen Regierung vom 20 März 1813, welches den Verkauf der Gemeinde-Güter zum Nutzen der Tilgungs-Casse verordnet, keine Wirkung mehr in den, das Belgische Gouvernement bildenden Departementen haben.

2. Zu Folge dessen sollen sich die Direktoren der Domainen von jeder Art der Verwaltung oder Veräußerung der besagten Güter enthalten, und sie den Intendanten zur Verfügung überlassen, und dieses vermittelst eines ausführlich angefertigten Verzeichnisses der also übergebenen Güter, welches ebenfalls die schon verkauften begreifen soll, nebst der Anzeige der Verkauf-Preise, welche die

autant et à fur et à mesure que ces renseignemens leur seront donnés.

Erwerber schuldig seyn könnten, in so weit, und so wie sie diese Auskünften erhalten werden.

Ils y joindront l'état des revenus et prix de ventes recouvrés depuis la réorganisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines, jusqu'à la publication du présent arrêté, avec les récépissés ou quittances délivrés aux receveurs, en vertu de notre arrêté du 27 mars dernier, par les directeurs des monts de piété et par les receveurs d'arrondissemens.

Sie sollen demselben das Verzeichniß der Einkünfte und der, seit der neuen Organisation der Verwaltung der Einregistrirung und der Domainen, bis auf die Kundmachung des gegenwärtigen Beschlusses, eingezogenen Verkauf-Preise, wie auch die Empfangscheine oder Quittungen beifügen, welche den Empfängern, Kraft Unseres Beschlusses vom 27 März letzthin, von den Direktoren der Leihhäuser und von den Bezirks-Empfängern ausgefertigt worden sind.

Ils remettront aussi entre les mains des intendans tous les titres constatant les baux et les ventes concernant lesdits biens communaux, dont ils pourront être dépositaires en laissant toutes fois aux receveurs compétens les sommiers et registres y relatifs. Ces titres seront consignés dans un inventaire dont le double, ainsi que ceux des états susmentionnés seront remis aux directeurs des domaines, munis des certificats de réception des intendans pour leur servir de décharge.

Sie sollen auch den Intendanten alle Urkunden einhändigen, welche die Verpachtungen und Verkäufe in Ansehung der besagten Gemeinde-Güter konstatiren und die sie in Verwahrung haben könnten, doch indem sie den kompetenten Empfängern die sie betreffenden Sommier's und Register lassen. Diese Urkunden sollen in einem Inventarium bezeichnet werden, wovon das Duplum, wie auch die der obengemeldten, mit den Empfangscheinen der Intendanten, die ihnen zur Entladung dienen sollen, begleiteten Verzeichnisse den Direktoren der Domainen eingehändigt werden sollen.

III. Les directeurs des domaines sont tenus de communiquer aux intendans les extraits des sommiers et registres des receveurs, qu'ils leur demanderont, concernant les biens communaux.

3. Die Direktoren der Domainen sind gehalten, den Intendanten, auf ihr Begehren, Auszüge aus den Sommier's und Registern der Empfänger, in Betreff der Gemeinde-Güter mitzutheilen.

Les intendans donneront les ordres nécessaires pour faire rentrer les communes dans la régie et jouissance des biens vendus et non vendus qui leur ont été pris, surveilleront l'emploi des revenus en provenant, ainsi que des prix de ventes qui pourront être recouvrés sur les acquéreurs des biens vendus.

4. Die Intendanten sollen die nöthigen Befehle ertheilen, um den Gemeinden die Verwaltung und den Genuß der verkauften und der nicht verkauften Güter, die ihnen genommen worden, wieder zu verschaffen, auf die Verwendung der davon herrührenden Einkünfte, wie auch der Verkaufpreise, ein wachsames Auge haben, welche die Erwerber der verkauften Güter schuldig seyn und eingetrieben werden könnten.

Ils exerceront, sous ce rapport, le même pouvoir, et rempliront les mêmes obligations

Sie sollen in dieser Rücksicht dieselbe Gewalt ausüben und dieselben Verpflichtungen erfüllen,

qui étaient ci-devant de la compétence des préfets avant la publication du décret du 20 mars 1813.

V. Il est réservé aux communes, propriétaires des biens vendus, toutes les observations et actions, auxquelles elles pourront se croire autorisées à cause des procédés illégaux ou prodigues du gouvernement précédent.

VI. Les communes pourront faire recouvrer les prix de ventes arriérés, si elles ne trouvent à propos de s'arranger d'une autre manière avec les acquéreurs, ou de réquérir l'annullation des ventes devant l'autorité compétente.

VII. Toutefois aucune action ou instance ne peut être engagée, ni aucun arrangement avec les acquéreurs des biens communaux arrêté, sans l'approbation de l'intendant du département.

VIII. Les intendans départementaux sont chargés de dresser de suite et de nous envoyer, jusqu'au 20 de ce mois, l'état exact de tous les prix de ventes de biens communaux recouvrés au profit de l'ancien gouvernement et des intérêts qui pourront revenir de ce chef aux communes intéressées, afin que nous puissions en faire former un état général et soigner leurs intérêts auprès de l'autorité supérieure.

IX. Les intendans départementaux et les directeurs des domaines sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne.

Donné à Bruxelles, le 2 mai 1814.

Signé Baron DE HORST.

welche ehemals vor der Kundmachung des Dekrets vom 20 März 1813, von der Competenz der Präfekte waren.

5. Den Gemeinden, die Eigenthümmer der verkauften Güter sind, sind alle Bemerkungen und rechtlichen Klagen vorbehalten, zu welchen sie sich wegen der gesetzwidrigen oder verschwenderischen Verfahrungsart der vorigen Regierung befugt zu seyn glauben könnten.

6. Die Gemeinden können die rückständigen Verkaufpreise eintreiben lassen, wenn sie nicht für dienlich erachten, auf eine andere Art mit den Erwerbern sich zu vergleichen, oder die Vernichtung der Verkäufe vor der kompetenten Behörde zu requiriren.

7. Doch soll keine gerichtliche Klage noch Instanz angehoben, und kein Vergleich mit den Erwerbern der Gemeinde-Güter getroffen werden, ohne die Genehmigung des Intendanten des Departements dazu erhalten zu haben.

8. Die Departemental-Intendanten sind beauftragt, sogleich ein genaues Verzeichniß aller Verkaufpreise der Gemeinde-Güter, die zum Nutzen der alten Regierung eingezogen worden sind, wie auch der Interessen, welche deßhalb den betreffenden Gemeinden zukommen könnten, anzufertigen und Uns, bis auf den 20 dieses Monats, zuzuschicken, damit Wir daraus ein allgemeines Verzeichniß bilden, und ihre Interessen bei der obern Behörde besorgen können.

9. Die Departemental-Intendanten und Direktoren der Domainen sind, jeder in so weit es ihn betrift, mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 2 May 1814.

Unterz., Baron von Horst.

(N°. 281.)

ARRÊTÉ

Interprétatif de celui du 2 mai 1814, concernant les biens communaux vendus.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Vu le rapport du conseil administratif et celui de nos commissaires-généraux des finances et de la justice;

Voulant faire cesser toutes les difficultés résultant des interprétations diverses, données à l'arrêté du 2 mai dernier, et assurer définitivement son exécution;

Revu ledit arrêté, ainsi que ceux des 27 mars et 7 avril précédens,

Avons arrêté et arrêtons:

Art. Ier. Les ventes de biens communaux, faites en vertu de la loi française du 20 mars 1813, antérieurement à l'entrée des armées des puissances alliées dans la Belgique, sont maintenues.

II. Sont exceptées de la disposition ci-dessus, celles de ces ventes qui seraient entachées de nullité de forme, et celles dans lesquelles il y aurait lésion de sept douzièmes. Dans ces deux cas exclusivement, les communes pourront réquérir l'annullation des ventes si elles le jugent convenable, le tout en conformité de l'art. 1674 du code civil.

III. Si les communes trouvent à propos de ne pas requérir l'annullation des ventes rappellées à l'article précédent, elles pourront en faire recouvrer les prix arriérés par les voies de droit, ou s'arranger à cet égard avec les acquéreurs.

(N°. 281.)

Beschluß,

welcher den vom 2 May 1814, in Betreff der verkauften Gemeinde-Güter auslegt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

Nach Einsicht der Berichte des Verwaltungs-Raths und Unserer General-Commissarien der Finanzen und der Gerechtigkeit;

Da Wir alle Schwierigkeiten, welche aus den, dem Beschluß vom 2 May letzthin gegebenen Auslegungen herrühren, heben und seine Vollziehung auf eine bestimmte Art sichern wollen;

Nach neuer Einsicht des besagten Beschlusses, wie auch der vorhergehenden Beschlüsse vom 27 März und vom 7 April,

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Verkäufe von Gemeinde-Gütern, welche Kraft des französischen Gesetzes vom 20sten März 1813, vor dem Einzug der Armeen der alliirten Mächte Statt gehabt haben, sind gehandhabt.

2. Diejenigen Verkäufe sind von obiger Verfügung ausgenommen, bei welchen eine Nullität in der Form sich vorfinden, und diejenigen, wo eine Verletzung von sieben Zwölfteln Statt haben würde. In diesen beiden Fällen ausschließlich können die Gemeinden die Vernichtung der Verkäufe, in Gemäßheit des 1674 Artikels des Civil-Gesetzbuches, requiriren, wenn sie es für dienlich erachten.

3. Wenn die Gemeinden nicht für nützlich halten, die Vernichtung der in dem vorhergehenden Artikel in Erinnerung gebrachten Verkäufe zu requiriren, so können sie auf dem Weg, der Rechtens, die rückständigen Preise derselben eintreiben lassen, oder deßwegen mit den Erwerbern einen Vergleich treffen.

Supplément

Supplément du N°. 63 du Journal officiel.

IV. Les communes seront sans délai remises en jouissance, si fait n'a été, des sommes qui ont été perçues pour leur compte par l'administration de l'enregistrement, depuis sa réorganisation, soit que ces sommes proviennent des revenus de leurs biens, soit qu'elles proviennent de la vente de partie ou totalité desdits biens.

V. Les revenus et prix dont il est fait mention à l'art. IV, ainsi que ceux encore à percevoir, seront versés dans les caisses des monts de piété, qui en paieront un intérêt de cinq pour cent auxdites communes, sauf aux conseils municipaux à délibérer sur un mode de placement plus avantageux des sommes déjà versées et à verser dans lesdites caisses.

VI. Les arrangemens faits jusqu'ici entre les communes et les acquéreurs, sont confirmés.

VII. Nous nous réservons de statuer, dans les cas non prévus par le présent arrêté, sur les difficultés qu'a pu faire naître jusqu'ici l'exécution de celui du 2 mai dernier, et qui donneraient lieu à une interprétation générale, et ce sur le rapport que nous en fera notre commissaire-général de l'intérieur.

Les contestations particulières sont réservées à la connaissance des conseils d'intendance.

VIII. Aucune action ne pourra être intentée ou soutenue par les communes, que dans les formes adoptées pour le contentieux administratif.

Les arrangemens à prendre et transactions à passer, d'après les articles I, II et III, ne pourront sortir leur effet qu'ensuite de notre autorisation.

IX. Les autres dispositions des arrêtés des 27 mars, 7 avril et 2 mai seront exécutées, pour

4. Die Gemeinden sollen ohne Verzug, wenn sie es noch nicht sind, in den Genuß der Summen gesetzt werden, welche für ihre Rechnung von der Verwaltung der Einregistrirung, seit ihrer neuen Organisation, bezogen worden sind, diese Summen mögen von den Einkünften ihrer Güter, oder von dem Verkaufe eines Theils oder aller der besagten Güter herrühren.

5. Die in dem 4 Artikel gemeldten Einkünfte und Preise, wie auch diejenigen, welche noch zu beziehen sind, sollen in die Cassen der Leihhäuser geschossen werden, welche den Gemeinden fünf Prozent davon bezahlen werden, ohnbeschadet des Rechts, das die Munizipal-Räthe haben, über die Art zu berathschlagen, wie die, in die besagten Cassen schon versirten oder zu versirenden Summen auf eine vortheilhaftere Art angelegt werden könnten.

6. Die bisher zwischen den Gemeinden und den Erwerbern getroffenen Vergleiche sind bestätigt.

7. Wir behalten Uns vor, in den durch den gegenwärtigen Beschluß nicht vorhergesehenen Fällen über die Schwierigkeiten zu entscheiden, welche bisher die Vollziehung des Beschlusses vom 2 letztverflossenen May hat verursachen können, und die eine allgemeine Auslegung veranlassen würden, und zwar auf den Bericht, welchen Unser General-Commissair des Innern Uns über diesen Gegenstand abstatten wird.

8. Gerichtliche Klagen können durch die Gemeinden nur in den für die Verwaltungs-Streitigkeiten angenommenen Formen anhängig gemacht oder vertheidigt werden.

Die nach den 1, 2 und 3 Artikeln zu machenden Anordnnngen oder zu treffenden Vergleiche, können nur nach, von Uns, erhaltener Authorisation ihre Wirkung erhalten.

9. Die andern Verfügungen der Beschlüsse vom 27 März, 7 April nnd 2 May sollen in so weit

autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent arrêté.

X. Nos commissaires-généraux de l'intérieur, des finances et de la justice, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 22 septembre 1814.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale :

Le Secrétaire d'état,

Signé le Baron DE CAPELLEN.

(N°. 282.)

ARRÊTÉ

interprétatif de celui du 22 septembre précédent.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc.

Voulant prévenir quelques difficultés qui pourraient se rencontrer dans l'exécution de notre arrêté du 22 septembre dernier, relatif aux biens communaux, vendus par suite de la loi du 20 mars 1813;

Sur le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur en Belgique;

Notre conseil privé entendu;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. Ier. Le recouvrement des prix de vente des biens communaux, aura lieu conformément aux clauses et conditions desdites ventes.

Les poursuites à exercer à cet effet, seront faites à la diligence des maires, dans la forme usitée en matière de vente de domaines.

II. En conséquence, si les acquéreurs sont en retard de payer les termes échus, il sera lancé contre les retardataires, contrainte, portant

vollzogen werden, als sie durch gegenwärtigen Beschluß nicht modifizirt worden sind.

10. Unsere General-Commissarien des Innern, der Finanzen und der Gerechtigkeit, sind mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 22 September 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Der Staats-Sekretair,

Unterzeichnet, Baron von Capellen.

(N°. 290.)

Beschluß,

welcher den obigen, vom 22 September erklärt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

Da Wir einigen Schwierigkeiten zuvorkommen wollen, welche in der Vollziehung Unseres Beschlusses vom 22 September letzthin, in Betreff der, kraft des Gesetzes vom 20 März 1813, verkauften Gemeinde-Güter sich vorfinden könnten;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern in Belgien, und nach Anhörung Unseres geheimen Raths,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Eintreibung der Verkauf-Preise der Gemeinde-Güter soll, in Gemäßheit der Clauseln und Bedingungen der besagten Verkäufe, Statt haben. Die deßhalb zu machenden Verfolgungen sollen auf das Betreiben der Mair's, in der bei Domainen-Verkäufen üblichen Form geschehen.

2. Wenn deßwegen die Erwerber die verfallenen Termine nicht zu gehöriger Zeit entrichtet haben, so soll gegen die Nachläßigen ein Zwangs-

commandement de payer dans la quinzaine, à peine de déchéance.

Ladite contrainte sera dressée par le maire, signée par l'intendant, et signifiée par ministère d'huissier, avec les formalités réquises.

III. A défaut de paiement dans la quinzaine, l'intendant prendra un arrêté de déchéance, en vertu duquel la commune rentrera en possession des biens vendus, et aura droit aux amendes et dommages-intérêts, stipulés par les conditions des ventes et les lois et décrets rélatifs à la matière.

Les acquéreurs ne pourront être relevés de la déchéance, que par un arrêté rendu par Nous, sur le rapport de Notre commissaire-général de l'intérieur.

IV. Il est accordé aux acquéreurs des biens communaux, un délai d'un mois, à dater de la publication du présent arrêté, pour faire les déclarations prescrites par l'arrêté du 7 avril dernier, à moins qu'il n'ait été pris contre eux des arrêtés de déchéance sans réclamation de leur part.

A l'expiration du délai accordé par le présent article, les acquéreurs en retard de faire lesdites déclarations, seront déchus de plein droit, comme étant censés avoir renoncé à leur acquisition; mais cette déchéance n'entrainera d'autre peine que la perte des termes payés par eux au gouvernement français, et le paiement des interêts à cinq pour cent du prix d'adjudication, à dater de leur entrée en jouissance.

befehl ausgefertigt werden, welcher verordnet, innerhalb vierzehn Tagen, unter der Strafe seines Rechts verlustig erklärt zu werden, zu bezahlen.

Der besagte Zwangsbefehl soll von dem Mair ausgefertigt, von den Intendanten unterzeichnet und durch einen Gerichtsboten mit den erforderlichen Formalitäten signifizirt werden.

3. Wenn die Bezahlung innerhalb der 14 Tage nicht Statt hat, so soll der Intendant einen Beschluß nehmen, welcher die Rechts-Verlusterklärung ausspricht, und kraft dessen die Gemeinde wieder in den Besitz der verkauften Güter tritt und Anspruch auf die Strafgelder und den Schaden-Ersatz erhält, welche durch die Bedingungen der Verkäufe und die, diese Materie betreffenden Gesetze und Dekrete, bestimmt sind.

Die Erwerber können nur durch einen von Uns, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern, erlassenen Beschluß, ihres Rechtes wieder theilhaftig gemacht werden.

4. Es wird den Erwerbern der Gemeinde-Güter, eine Zeitfrist von einem Monat, von dem Tage der Kundmachung gegenwärtigen Beschlusses an gerechnet, bewilligt, um die durch den Beschluß vom 7 April letzthin, vorgeschriebenen Deklarationen zu machen, oder es müßten gegen sie Beschlüsse genommen worden seyn, welche sie ihres Rechts verlustig erklären, ohne daß sie dagegen eingekommen sind.

Nach Verfluß der durch gegenwärtigen Artikel bewilligten Zeitfrist sollen die Erwerber, welche die besagten Deklarationen zu machen vernachläßigen, von Rechtswegen verlustig erklärt seyn, und angesehen werden, als hätten sie auf ihre Erwerbung verzichtet; aber diese Rechtsverlust-Erklärung soll keine andere Strafe nach sich ziehen, als den Verlust der von ihnen an die französische Regierung bezahlten Terminen und die Bezahlung der Interessen von fünf Prozent des Ansteigerungs-Preises, von dem Tage an gerechnet, an welchem sie den Genuß derselben erhalten haben.

Si les déclarans ne peuvent produire aucune preuve de leur acquisition, et qu'il n'en existe point dans les bureaux de l'intendance, ou de la sous-intendance, à raison de l'enlèvement des papiers par le gouvernement précédent, la commune demeurera ou rentrera en possession, jusqu'à la restitution desdits papiers.

V. Les revenus des biens communaux dont la vente n'est point maintenue, ainsi que les amendes et intérêts dus par les acquéreurs ou par les caisses des monts de piété, seront versés directement dans les caisses communales, pour être employés aux dépenses ordinaires, conformément aux allocations des budjets.

VI. Les prix de ventes, dus par le domaine ou les acquéreurs, seront payés aux caisses des monts de piété, s'il en existe dans le département, et si elles peuvent les recevoir sans inconvénient. Au cas contraire, ils seront versés directement dans les caisses municipales.

VII. Les quittances des monts de piété, seront délivrées par duplicata; l'un des doubles restera entre les mains de l'acquéreur, l'autre sera remis par lui au receveur de la commune, qui lui délivrera certificat de cette remise.

VIII. D'après la connaissance que les intendans auront de l'état des caisses des monts de piété de leur département, ils feront connaître aux acquéreurs, par voie de publication et d'affiches, si les versemens doivent avoir lieu dans lesdites caisses ou dans celles des communes.

X. Notre commissaire-général de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à la Haye, le 19 janvier 1815.

Signé GUILLAUME.

Sollten die Deklaranten keinen Beweis ihrer Erwerbung vorlegen können und auch keiner in den Bureaux der Intendanz oder der Unter-Intendanz vorhanden seyn, weil die vorige Regierung dieselben weggenommen hätte, so soll die Gemeinde, bis zur Zurückgabe der besagten Papiere, in dem Besitz derselben bleiben, oder ihn wieder erhalten.

5. Die Einkünften der Gemeinde-Güter, deren Verkauf nicht gehandhabt worden ist, wie auch die, von den Erwerbern oder den Cassen der Leihhäuser schuldigen Geldbußen und Interessen, sollen direkt in die Gemeinde-Cassen versirt werden, um in Gemäßheit der in den Budjets enthaltenen Bewilligungen, zu den gewöhnlichen Ausgaben verwendet zu werden.

6. Die Verkaufpreise, welche die Domainen oder Erwerber schuldig sind, sollen den Cassen der Leihhäuser, wenn deren im Departement existiren, nnd wenn sie die Preise ohne Inkonvenienz annehmen können, bezahlt werden. Im entgegengesetzten Fall sollen sie direkt in die Munizipal-Cassen fließen.

7. Die Quittungen der Leihhäuser sollen in Duplo ausgefertigt werden; eine derselben soll in den Händen des Erwerbers bleiben; die andere soll von ihm dem Empfänger der Gemeinde, welcher ihm für diese Einhändigung einen Schein ausstellt, übergeben werden.

8. Die Intendanten sollen, nach der Kenntniß, die sie von dem Zustand der Cassen der Leihhäuser ihres Departements haben, den Erwerbern durch Kundmachung und Anschlagzettel bekannt machen, ob die Gelder in die besagten Cassen, oder in die der Gemeinden geschossen werden sollen.

9. Unser General-Commissair des Innern ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 19 Januar 1815.

Unterz., Wilhelm.

Par Son Altesse Royale :

Pour le secrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,

signé P. DE CROMBRUGGHE.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement du gouvernement du grand-duché de Luxembourg,

Vu l'arrêté du 31 août dernier, qui rend applicables au Grand-Duché, les arrêtés des 27 mars, 7 avril, 2 mai et 22 septembre 1814, et celui du 19 janvier 1815, relatifs aux biens communaux vendus en vertu de la loi du 20 mars 1813, arrêté inséré dans le nº. 60 du journal officiel du Grand-Duché;

Arrête, que ces cinq arrêtés seront portés à la connaissance des autorités et du public par la voie du journal officiel du Grand-Duché.

Fait à Luxembourg, le 10 octobre 1815.

WILLMAR.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. van Crombrugghe.

Der mit dem Gouvernement des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Nach Einsicht des Beschlusses vom 31 August letzthin, welcher die Beschlüsse vom 27 März, 7 April, 2 May und 22 September, und den vom 19 Januar 1815, in Betreff der, kraft des Gesetzes vom 20 März 1813, verkauften Gemeinde-Güter auf das Groß-Herzogthum Lützemburg anwendbar erklärt, Beschluß, welcher im 60 Nº. des offiziellen Journals eingerückt ist,

Verordnet, daß diese fünf Beschlüsse durch das offizielle Journal zur Kenntniß der Behörden und des Publikums gebracht werden sollen.

Geschehen zu Lützemburg, den 10 Oktober 1815.

Willmar.

(Nº. 283)

ARRÊTÉ

relatif à la milice nationale.

Nous commissaire-général de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg etc. etc. etc., à la résidence de Liége;

Vu le rapport de MM. les sous-intendans, touchant quelques difficultés qui se rencontrent dans les opérations de la levée de la milice nationale, par suite de la dissolution des conseils;

Vu l'art. 93 de l'instruction de S. E. le commissaire-général de l'intérieur, en date du 16 avril dernier, ensemble la lettre de S. E., du 27 septembre suivant, portant qu'il est nécessaire de convoquer de nouveau des conseils de milice et de ne les dissoudre que lorsque

(Nº. 291.)

Beschluß,

in Betreff der National-Miliz.

Wir General-Commissair Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog zu Lützemburg 2c. 2c. 2c., zu Lüttich residirend;

Nach Einsicht der Berichte der Herren Unter-Intendanten, in Betreff einiger Schwierigkeiten, welche sich in den Operationen der Aushebung der National-Miliz seit der Auflösung der Räthe zeigen;

Nach Einsicht des 93 Art. der Instruktion S. E. des General-Commissairs des Innern vom 16 April letzthin, wie auch des Schreibens S. E. vom 27 darauf folgenden September, welches enthält, daß es nothwendig ist, auf das neue die Miliz-Räthe zusammenzuberufen, und sie nur

la totalité des miliciens qui doivent être fournis par chaque arrondissement, aura été reçue sous les drapeaux;

Après nous être concerté avec M. le général Dibbets, commandant les troupes de S. M. dans les provinces d'Outre-Meuse, touchant l'exécution de la dépêche précitée de S. E. et considérant, d'une part que dans chaque arrondissement, un petit nombre de miliciens se trouve dans le cas de réclamer par-devant le conseil de milice, et d'autre part que M. le général commandant n'a pas à sa disposition un nombre suffisant d'officiers supérieurs pour être envoyés dans chacun des arrondissemens du département de Meuse-et-Ourte, et du Grand-Duché de Luxembourg;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. Ier. Les conseils de milice établis à Liége et à Luxembourg, suppléeront aux décisions qui restent à prendre sur toutes les réclamations des miliciens du département de Meuse-et-Ourte, ou du Grand-Duché de Luxembourg, qui pourront avoir lieu par suite des appels qui doivent compléter les contingens de chaque commune.

II. Le conseil de milice de l'arrondissement de Liége, prononcera sur les réclamations de toute espèce de miliciens des arrondissemens de Liége, Ruremonde, Verviers, Huy, Dinant et Marche, et le conseil de milice de Luxembourg, sur celles des miliciens des arrondissemens de Diekrich, Luxembourg et Neuf-Château.

III. Ces deux conseils seront en permanence et ne pourront se dissoudre que lorsque la totalité des miliciens qui doivent être fournis par chaque arrondissement, aura été reçue sous les drapeaux.

IV. Les réclamations des miliciens devront toujours être accompagnées d'une expédition de la décision portée antérieurement au présent

alsdann aufzulösen, nachdem die ganze Zahl der von jedem Bezirk zu liefernden Miliz-Männer unter die Fahnen aufgenommen worden ist;

Haben, nachdem Wir mit dem Herrn General Dibbets, Commandant der Truppen S. M. in den Provinzen jenseits der Maas, in Betreff der Vollziehung des obigen Schreibens S. E., Rücksprache genommen und, einer Seits, in Betracht gezogen haben, daß sich in jedem Bezirk eine kleine Anzahl von Miliz-Männern im Fall befindet, vor dem Miliz-Rath zu reklamiren, und auf der anderen Seite, daß der Herr General-Commandant keine hinlängliche Anzahl von Stabs-Offizieren zur Verfügung hat, um in ein jedes der Bezirke des Departements der Maas und Ourte und des Groß-Herzogthums Lützemburg geschikt zu werden;

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die zu Lüttich und zu Lützemburg, errichteten Miliz-Räthe sollen über alle Reklamationen der Miliz-Männer des Departements der Maas und Ourte, oder des Groß-Herzogthums Lützemburg, welche in Folge der Aufforderungen, die die Contingente jeder Gemeinde vollzählich machen sollen, Statt haben könnten, ergänzungsweise entscheiden.

2. Der Miliz-Rath des Bezirks von Lüttich soll über die Reklamationen aller Art der Miliz-Männer der Bezirke von Lüttich, Ruremonde, Verviers, Huy, Dinant und Marche, und der Miliz-Rath von Lützemburg, über die der Miliz-Männer der Bezirke von Diekirch, Lützemburg und Neufchateau sprechen.

3. Diese beiden Räthe sollen in Permanenz seyn, und können sich nur alsdann auflösen, nachdem die ganze Zahl der Miliz-Männer, welche von jedem Bezirk geliefert werden sollen, unter die Fahnen aufgenommen worden ist.

4. Die Reklamationen der Miliz-Männer müßen immer mit einer Ausfertigung der Entscheidung, welche der Miliz-Rath des Bezirks, zu welchem

arrêté, par le conseil de milice de l'arrondissement dont il fait partie, et de l'avis du Sous-intendant; cette formalité ne sera pas nécessaire pour les réclamations des individus domiciliés dans lers arrondissemens de Liége et de Luxembourg.

V. Les conseils de milice statueront sur les demandes en exemptions, substitutions et remplacemens dans les formes déterminées, tant par l'arrêté de S. M, que par l'instruction de S. E. le Commissaire-général de l'intérieur, en date du 16 avril dernier.

VI. Le présent arrêté sera adressé à monsieur Willmar, chargé de l'administration provisoire du Grand-Duché de Luxembourg, et à M. Renard, conseiller d'intendance, président du conseil de milice de l'arrondissement de Liége, pour en assurer l'exécution.

Il sera en outre adressé à MM. les Sous-intendans des arrondissemens de Ruremonde, Verviers, Huy, Dinant et Marche, pour leur information.

Donné à Liége, le 29 septembre 1815.

En l'absence de S. E. le secrétaire-général,
Signé D'OMALIUS.

Pour copie conforme,
Le secrétaire-général,
Signé D'OMALIUS.

Le conseiller-directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

Vu l'arrêté de S. E. M. le Commissaire-général de S. M. pour les pays d'Outre-Meuse, sous la date du 29 du mois passé, par lequel il est ordonné la réunion d'un conseil de milice permanent dans la ville de Luxembourg, pour achever dans toute l'étendue du Grand-Duché, les opérations de la levée de la milice nationale;

sie gehören, vor gegenwärtigem Beschluß genommen hat, wie auch mit dem Gutachten des Unter-Intendanten begleitet seyn; diese Formalität ist in Ansehung der Reklamationen der in den Bezirken Lüttich und Lützemburg wohnhaften Individuen nicht nothwendig.

5. Die Miliz-Räthe werden auf die Befreiungs-Begehren, die Substitutionen und Ersezungen in den, sowohl durch den Beschluß Seiner Majestät, als durch die Instruktionen S. E. des General-Commissairs des Innern vom 16 April lezthin, bestimmten Formen sprechen.

6. Der gegenwärtige Beschluß soll dem Herrn Willmar, der mit der provisorischen Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg beauftragt ist, und dem Herrn Renard, Intendanz-Rath und Präsident des Miliz-Raths des Bezirks von Lüttich zugeschikt werden, um seine Vollziehung zu sichern.

Er soll überdieß den Herren Unter-Intendanten der Bezirke von Ruremonde, Verviers, Huy, Dinant und Marche zur Nachricht zugesandt werden.

Gegeben zu Lüttich, den 29ten September 1815.

In Abwesenheit S. E. der General-Sekretair,
Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

Als gleichförmige Abschrift,
Der General-Sekretair,
Unterzeichnet, D'Omalius.

Der mit der Verwaltung des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Nach Einsicht des Beschlußes S. E. des General-Commissairs S. M. für die Länder jenseits der Maas vom 29 des verfloßenen Monats, durch welchen die Vereinigung eines permanenten Miliz-Raths in der Stadt Lützemburg verordnet ist, um in der ganzen Ausdehnung des Groß-Herzogthums die Operationen der Aushebung der National-Miliz zu enden;

Pour remplir le vœu de la dépêche de Sa dite Exc. du 30 du même mois, par laquelle elle nous charge d'en assurer en tout point l'exécution ;

Arrête :

L'arrêté précité sera porté à la connaissance des fonctionnaires et de tous les habitans, par la voie de l'insertion, dans les deux langues, au journal officiel; des expéditions en seront en outre immédiatement adressées à MM. les Sous-intendans, chargés de veiller à ce que MM. les maires, à qui ils voudront bien en donner communication directe, concourent de tous leurs moyens à en assurer l'exécution.

Fait à Luxembourg, le 4 octobre 1815,

WILLMAR.

Um dem Gegenstand des Schreibens Seiner Exzellenz vom 30 desselben Monats zu entsprechen, durch welches Sie Uns auftragen, in allen Punkten die Vollziehung desselben zu sichern ;

Beschließt :

Obiger Beschluß soll durch seine Einrükung in das offizielle Journal zur Kenntniß der Beamten und aller Bewohner des Groß-Herzogthums gebracht werden. Abschriften desselben sollen überdieß unmittelbar den Herren Unter-Intendanten zugesandt werden, die beauftragt sind zu wachen, daß die Herren Mair's, welchen sie denselben direkt mitzutheilen gebeten sind, aus allen ihren Kräften zu seiner Vollziehung beitragen.

Geschehen zu Lützemburg, den 4 Oktober 1815.

Willmar.

PUBLICATION.

Par ordre de S. A. S. le Prince de Hesse-Hombourg, gouverneur de la place, il sera procédé le 24 du présent mois d'octobre, le matin à 9 heures, et les jours suivans, dans la boucherie et dans l'hôpital Vauban, en faveur du plus offrant et contre paiement en argent comptant, à la vente publique des bêtes engraissées suivantes, qui ont été destinées à l'approvisionnement de cette place, savoir : de

335 Bœufs.
109 Vaches.
7 Taureaux, et
2918 Moutons.

Les amateurs sont invités à s'y présenter..

Luxembourg, le 26 septembre 1815.

La commission royale-prussienne de l'approvisionnement,

Bohne. Otto.

Bekanntmachung.

Auf Befehl des Gouverneurs der hiesigen Festung, Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht des Prinzen von Hessen-Homburg, sollen von dem zum Approvisionnement der Festung gehörigen Schlachtvieh :

335 Stück Ochsen,
109 « Kühe,
7 « Rinder, und
2918 « Schaafe,

An den Meistbietenden gegen gleich baare Zahlung auf den 24sten Oktober d. J., Vormittags 9 Uhr, und folgenden Tage, in der Schlächterey und im Lazareth Vauban öffentlich versteigert werden, wozu Kauflustige hierdurch eingeladen werden.

Lützemburg, den 26ten September 1815.

König. Preuß. Proviant-Amt.

Bohne. Otto.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 64.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 19 octobre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 19ten Oktober 1815.

(N°. 284.)

CIRCULAIRE

de S. E. le commissaire-général de S. M. le Roi, grand-duc, résidant à Liége, à MM. les Sous-intendans et maires du département de Meuse-et-Ourte, concernant les mesures à prendre pour la destruction des loups.

Liége le 4 octobre 1815.

Messieurs,

Il est à ma connaissance qu'un grand nombre de loups, qne les mouvemens militaires auront sans doute forcé de quitter les vastes forêts des Vosges et des Ardennes, a été apperçu sur différents points du Grand-Duché du Bas-Rhin. Les ravages qu'ils ont faits dans ces contrées, sont considérables, puisque déjà l'on y compte une trentaine de personnes dévorées ou blessées de la manière la plus cruelle, et parmi ces dernières, sept qui, mordues par des loups enragés, ont été des victimes de l'hydrophobie.

Des mesures générales ont été prises, des

(N°. 284.)

Rundschreiben.

S. E. des General-Commissärs S. M. des Königs, Groß-Herzogs, zu Lüttich An die Herren Unter-Intendanten und Mair's des Departement's der Maas und Ourte, in Betreff der zur Vertilgung der Wölfe zu nehmenden Maaßregeln.

Lüttich, den 4 Oktober 1815.

Meine Herren!

Ich habe erfahren, daß man eine sehr große Anzahl von Wölfen, welche die militairischen Bewegungen ohne Zweifel gezwungen haben, die weitläufigen Waldungen in den Vogesischen und den Ardennen-Gebürgen zu verlassen, auf verschiedenen Punkten des Groß-Herzogthums Nieder-Rhein erblickt hat. Die Verwüstungen, welche sie in diesen Gegenden angerichtet haben, sind beträchtlich, weil man schon dreißig Personen darin zählt, welche von ihnen aufgefressen oder auf die grausamste Art verwundet worden sind; unter den leztern befinden sich sieben, welche von wüthigen Wölfen gebissen, ein Opfer der Wasserscheu geworden sind.

Allgemeine Maaßregeln sind genommen werden;

grandes battues ont été ordonnées, et des fossés et des pièges établis pour la destruction de ces terribles animaux, mais il serait à craindre que poursuivis de toute part et chassés de leur nouveau repaire, ils ne vinssent à se répandre dans les bois et forêts des provinces dont l'administration m'est confiée, si les différentes autorités administratives ne s'empressaient, pour prévenir les suites funestes de leur apparition, d'employer à l'instant même, tous les moyens conservateurs que met à leur disposition l'arrêté du 8 décembre 1814, concernant la chasse aux loups, dont la publication et l'exécution ont été prescrites, par une circulaire du 23 du même mois que vous trouverez au n°. 10 du mémorial administratif du département de Meuse-et-Ourte.

Vous y remarquerez, messieurs, que les primes accordées par cet arrêté, sont :

Pour une louve pleine.	40 fr.
Pour une louve qui n'est pas pleine	30
Pour un loup	20
Pour un louveteau.	10

Et que les formalités à remplir pour obtenir la délivrance des mandats nécessaires pour toucher ces primes, sont prescrites par un autre arrêté du 12 octobre 1814, inséré au n°. 2 du même mémorial.

Je vous invite à relire attentivement les circulaires et arrêtés ci-dessus rappellés, et à ne pas perdre de vue, que les dispositions qu'ils renferment étant dans l'intérêt de l'agriculture et de la sureté de vos administrés, vous seriez responsables des résultats de leur inexécution, si vous aviez à cet égard la moindre négligence à vous reprocher.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération,

Le commissaire-général,

En son absence, le secretaire-général,

J. J. d'Omalius.

große Treibjagden verordnet, Gruben errichtet und Schlingen gelegt worden, um diese fürchterlichen Thiere auszurotten; es ist aber zu besorgen, daß, da sie von allen Seiten verfolgt und aus ihren neuen Schlupfwinkeln vertrieben werden, sie sich in den Waldungen der Provinzen verbreiten könnten, welche meiner Verwaltung anvertraut sind, wenn die verschiedenen Verwaltungs-Behörden sich nicht beeilen würden, um den gräulichen Folgen ihrer Erscheinung zuvorzukommen, sogleich alle Erhaltungsmittel anzuwenden, welche der Beschluß vom 8 Dezember 1814, in Betreff der Wolfs-Jagd, dessen Verkündung und Vollziehung durch ein Rundschreiben vom 23 desselben Monats, welches Sie in dem 10 N°. des Verwaltungs-Memorials des Departements der Maas und Ourte finden werden, verordnet worden sind.

Sie werden darin bemerken, meine Herren, daß die durch diesen Beschluß bewilligten Prämien

Für eine trächtige Wölfin	40 Fr.
Für eine nicht trächtige Wölfin . . .	30
Für einen Wolf	20
Für einen jungen Wolf	10

betragen; und daß die zu erfüllenden Formalitäten, um die Ausfertigung der Mandate erhalten und diese Prämien beziehen zu können, durch einen andern Beschluß vom 12 Oktober 1814, der in dem 2 N°. desselben Memorials eingerückt ist, vorgeschrieben sind.

Ich lade Sie ein, mit Aufmerksamkeit die obengemeldten Rundschreiben und Beschlüsse wieder durchzulesen, und nicht aus dem Gesichtspunkte zu verlieren, daß, da die darin enthaltenen Verfügungen in dem Interesse des Ackerbaues und der Sicherheit Ihrer Administrirten gegründet sind, Sie für die Resultate ihrer Nichtvollziehung verantwortlich seyn würden, wenn Sie sich die geringste Nachläßigkeit in dieser Rücksicht vorzuwerfen hätten.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

In Abwesenheit des General-Commissairs,

Der General-Sekretair,

Unterzeichnet, J. J. D'Omalius.

Pour copie conforme :
Le secrétaire-général ;
J. J. d'Omalius.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du grand-duché de Luxembourg,

Arrête :

1°. La circulaire qui précède, sera insérée au journal officiel du Grand-Duché, pour être exécutée selon sa forme et teneur, par MM. les Sous-intendans et maires du ressort.

2°. Conformément à l'arrêté du 8 décembre 1814, inséré au journal du Bas-Rhin et Rhin-Moyen, n°. 77, (et à celui du département, n°. 45 1814,) Messieurs les Sous-intendans se concerteront avec MM. les Inspecteurs forestiers, à l'effet de partager chaque arrondissement, en quatre ou six divisions principales, eû égard aux contrées boisées, et d'assigner à chaque division, les communes qui doivent en ressortir.

3°. Ils nous enverront un état de ces divisions, et nous rendront compte, mois par mois, du résultat des battues qui s'y feront.

Luxembourg, le 9 octobre 1815.

WILLMAR.

Als gleichförmige Abschrift,
Der General-Sekretair,
J. J. D'Omalius.

Der mit dem Gouvernement des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Beschließt :

1°. Das vorhergehende Rundschreiben soll in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerückt werden, um von den Herren Unter-Intendanten und Mair's der Bezirke seiner Form und seinem Inhalte nach vollzogen zu werden.

2°. Die Herren Unter-Intendanten sollen, in Gemäßheit des Beschlusses vom 8 Dezember 1814, der in dem 77 N°. des Journals des Nieder- und Mittel-Rheins, (und dem 45 N°. des Journals dieses Departements, Jahr 1814) eingerückt ist, mit den Herren Wald-Inspektoren Rücksprache nehmen, um jeden Bezirk mit Berücksichtigung auf die mit Waldungen versehenen Gegenden, in vier oder sechs Haupt-Eintheilungen zu theilen, und jeder Eintheilung die Gemeinden anzuweisen, welche von ihr abhängen sollen.

3°. Sie werden Uns ein Verzeichniß dieser Eintheilungen zuschicken, und Uns jeden Monat von dem Resultat der Treibjagden, die darin Statt haben werden, Rechnung abstatten.

Lützemburg, den 9 Oktober 1815.

Willmar.

(N. 285.)

ARRÊTÉ.

qui autorise le conseil de fabrique de l'église paroissiale de Virton, à accepter deux legs.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Vu les extraits des testamens de feu la dame Machet, veuve de Jean-Baptiste Bouriquet, en date du 10 décembre 1813, et de feu le sieur Laurent-Augustin Dupont, daté du 29 septem-

(N°. 285.)

Beschluß,

welcher den Fabrikrath der Pfarrkirche von Virton authorisirt, zwei Vermächtniße anzunehmen.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Nach Einsicht der Auszüge der Testamente der verstorbenen Dame Machet, Wittwe des Johann Baptista Bouriquet, vom 10 Dezember 1813, und des verstorbenen Herrn Lorenz Augustin Du-

bre 1814, contenant des fondations de services religieux dans l'église paroissiale de Virton, grand-duché de Luxembourg, pour lesquelles la première affecte une rente annuelle de 60 francs, et le second un capital de 3,720 fr;

Vu les délibérations du conseil de la fabrique de ladite église, tendantes à pouvoir accepter ces libéralités;

Vu l'avis favorable à cette demande du vicaire-général Neunheuser, chargé de l'administration de la partie du diocèse de Metz qui se trouve sous notre domination;

Sur le rapport de notre commissaire-général de l'intérieur pour les provinces méridionales du royaume;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1er. Le conseil de fabrique de l'église paroissiale de Virton est autorisé à accepter les libéralités contenues dans les testamens de feu la dame Machet, veuve Bouriquet, et de feu le sieur Laurent-Augustin Dupont, à la charge de se conformer aux intentions des fondateurs manifestées dans ces actes.

Art. 2. Il s'assurera que la rente léguée par la veuve Bouriquet a une hypothèque suffisante, et il veillera à ce que le placement à intérêt du capital de 3,720 francs, laissé par le sieur Dupont, présente pour la fabrique les garanties nécessaires.

Art. 3. Notre commissaire-général de l'intérieur pour les provinces méridionales du royaume, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

pont, vom 29 September 1814, welche Fundationen von religiösen Diensten, die in der Pfarrkirche von Virton, im Groß Herzogthum Lützemburg, gehalten werden sollen, enthalten, für welche die erste eine jährliche Rente von 60 Franken, und der zweite ein Kapital von 3,720 Franken bestimmt hat;

Nach Einsicht der Berathschlagungen des Fabrik Raths der besagten Kirche, welche dahin abzwecken, um authorisirt zu werden, diese Freigebigkeiten annehmen zu dürfen;

Nach Einsicht des, diesem Begehren günstigen Gutachtens des General-Vikars Neunheuser, welcher mit der Verwaltung des Theils des Kirchensprengels von Metz, welcher sich unter Unserer Herrschaft befindet, beauftragt ist;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs des Innern für die mittäglichen Provinzen des Königreichs,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Der Fabrik-Rath der Pfarrkirche von Virton ist authorisirt, die, in den Testamenten der verstorbenen Dame Machet, Wittwe Bouriquet, und des verstorbenen Herrn Lorenz Augustin Dupont, enthaltenen Freigebigkeiten unter der Bedingung anzunehmen, sich nach dem in diesen Akten geäußerten letzten Willen der Stifter zu richten.

Art. 2. Er soll sich versichern, daß die von der Wittwe Bouriquet vermachte Rente eine hinlängliche Hypothek hat, und wachen, daß die Anlegung auf Interesse des Kapitals von 3,720 Franken, welches der Herr Dupont hinterlassen hat, die für die Fabrik nöthigen Gewährleistungen darbiete.

Art. 3. Unser General-Commissair des Innern für die mittäglichen Provinzen des Königreichs, ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Geschehen zu Brüssel, den 14 September des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterz., Wilhelm.

Par le Roi :
Le secrétaire-général d'état,
Signé A. R. Falck.
Pour ampliation :
Le secrétaire de la secrétairerie d'état,
Signé, L. Van Gobbelschroy.
Pour ampliation :
Le commissaire-général de l'intérieur,
Signé, le Duc d'URSEL.
Pour copie conforme :
Le secrétaire du commissariat-général de Liége,
d'Omalius.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement du gouvernement du grand-duché de Luxembourg, Arrête, que l'arrêté ci-dessus, qui a déjà été communiqué au conseil de fabrique de l'église paroissiale de Virton, sera porté à la connaissance du public par la voie du journal officiel du grand-duché.

Fait à Luxembourg, le 14 octobre 1815.

WILLMAR.

Durch den König,
Der General-Staats-Sekretair,
Unterzeichnet, A. R. Falk.
Als Ausfertigung,
Der Sekretair des Staats-Sekretariats, zu Brüssel,
Unterschrieben, L. Van Gobbelschroy.
Der General-Commissair des Innern,
Unterzeichnet, der Herzog von Ursel.
Als gleichförmige Abschrift,
Der Sekretair des General-Commissariats zu Lüttich,
Unterzeichnet, D'Omalius.

Der mit dem Gouvernement des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath verordnet, daß gegenwärtiger Beschluß, welcher dem Fabrik-Rath der Pfarrkirche von Virton schon mitgetheilt worden ist, durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums zur Kenntniß des Publikums gebracht werden soll.

Lützemburg, den 14 Oktober 1815.

Willmar.

(N°. 286)

Avis au Public.

Le contrôleur du bureau de garantie des ouvrages d'or et d'argent, et de la surveillance de la fausse monnaie dans le grand-duché de Luxembourg, prévient MM. les orfèvres, jouailliers, fourbisseurs, couteliers, merciers, graveurs, et autres, faisant commerce d'ouvrages d'or et d'argent, ou travaillant ces métaux, qu'à partir de mardi 17 octobre 1815, son bureau sera ouvert au public depuis 9 heures du matin jusqu'à une de relevée, au local situé, rue de la Porte-neuve, n°. 6 à Luxembourg, afin d'y être procédé à l'essai et à la marque des ouvrages d'or et d'argent, ainsi qu'à la perception des droits, conformément à l'arrêté de S. M. le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc.

(N°. 286.)

Nachricht an das Publikum.

Der Controleur des Gewährleistungs-Bureau's der goldenen und silbernen Werke, welches auch zugleich mit der Aufsicht über die falschen Münzen in dem Groß-Herzogthum Lützemburg beauftragt ist, benachrichtigt die Herren Goldschmiede, Juweliren, Schwertfeger, Messerschmiede, Krämer, Kupferstecher und andere, die mit goldenen und silbernen Werken Handel treiben oder diese Metalle verarbeiten, daß vom Dienstag, den 17 Oktober 1815 an gerechnet, sein Bureau dem Publikum von 9 Uhr des Morgens, bis um 1 Uhr Nachmittags geöfnet ist; es befindet sich zu Lützemburg in der Neu-Port-Straße, N°. 6; es wird in demselben zur Prüfung und Stempelung der goldenen und silbernen Werke, wie auch zur Beziehung der Gebühren, in Gemäßheit des Beschlusses S. M. des Königs der Niederlande, Prinzen von Oranien-Nassau, Groß-Herzogs von

en date du 14 septembre 1814, inséré dans le n°. 93 du journal officiel du gouvernement de la Belgique.

Que pendant le délai de quinze jours, à dater de la susdite ouverture, il sera vaqué journellement (les dimanches et fêtes exceptés), aux opérations mentionnées, afin de procurer aux contribuables une plus grande facilité à présenter les ouvrages fabriqués pendant le chômage des bureaux de garantie de la Belgique, obligations qu'ils seront tenus de remplir strictement, et que passé ledit délai, les séances de son bureau seront définitivement fixées à deux jours de la semaine, qui seront le mercredi et vendredi.

Il invite en conséquence MM. les contribuables à se conformer strictement aux dispositions énoncées dans les lois dernièrement en vigueur et confirmées par S. M. dans l'arrêté du 14 septembre précité, ainsi que dans celles postérieurement publiées par la voie du journal officiel, ou à publier par la suite, et afin d'éviter les poursuites qui résulteraient inévitablement de toutes contraventions auxdites lois dont le maintien lui est attribué.

Luxembourg, ce 12 octobre 1815.

Le contrôleur, Daywaille.

Vu pour être inséré dans le journal officiel du grand-duché de Luxembourg.

Luxembourg, *le 13 octobre 1815.*

Le conseiller directorial, chargé provisoirement du gouvernement du grand-duché,

WILLMAR.

(N°. 287.)

PUBLICATION.

Relative à une adjudication publique de la fourniture des subsistances militaires.

Lundi 23 octobre 1815, à 10 heures du

Lützemburg, rc. rc. rc. vom 14 September 1814, (welcher in das 93 N°. des offiziellen Journals des Gouvernements von Belgien eingerückt ist), geschritten werden;

Daß man sich während 14 Tagen, von dem Datum der obgenannten Eröffnung an gerechnet, täglich, jedoch mit Ausnahme der Sonn- und Festtage, mit den gemeldten Operationen beschäftigen wird, um den Gebührpflichtigen eine größere Leichtigkeit zu verschaffen, die, während der Schließung der Gewährleistungs-Bureaux von Belgien, fabrizirten Werke darzustellen, Verpflichtungen, welche sie genau zu erfüllen gehalten sind, und daß nach Verfluß der besagten Zeitfrist die Sitzungen seines Bureau's definitif auf zwei Tage der Woche, nemlich auf den Mittwoch und Freitag festgesetzt sind.

Er ladet deßwegen alle Gebührpflichtigen ein, sich genau nach den, in den noch neulich bestehenden Gesetzen, die von S. M. durch Ihren Beschluß vom obgemeldten 14 September bestätigt worden, wie auch in den nachher durch das offizielle Journal publizirten, oder in der Folge zu publizirenden Gesetzen, enthaltenen Verfügungen zu richten, damit sie den Verfolgungen zuvorkommen, welche unvermeidlich jede Uebertretung der besagten Gesetze, deren Handhabung ihm anvertraut ist, nach sich ziehen würde.

Lützemburg, den 12ten Oktober 1815.

Der Controleur, Daywaille.

Gesehen, um in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums Lützemburg eingerückt zu werden.

Lützemburg, den 13 Oktober 1815.

Der provisorisch mit dem Gouvernement des Großherzogthums Lützemburg beauftragte Direktorial-Rath,

Willmar.

(N°. 287.)

Bekanntmachung,

in Betreff einer öffentlichen Versteigerung der Verpflegung der Truppen.

Am Montage, 23ten Oktober 1815, um 10 Uhr

matin, il sera procédé au commissariat-général de Luxembourg, à une nouvelle adjudication au rabais, de la fourniture des subsistances aux troupes des puissances alliées, passant, séjournant ou tenant garnison dans le grand-duché de Luxembourg.

La fourniture commencera au 1re. novembre prochain. La résiliation est réservée de part et d'autre, sous la notification qui en sera faite 15 jours d'avance.

On mettra à l'enchère et on adjugera séparément la fourniture des vivres et celle des fourrages. Elles pourront être cumulées ensuite dans une seule et même adjudication.

L'approbation sera donnée 24 heures après l'adjudication, mais s'il survenait des soumissions, dans ce cas il sera procédé conformément à l'arrêté du Commissaire-général, du 25 novembre 1814, nº. 39 du journal du département.

Les amateurs auront à présenter au secrétariat-général, des soumissions cachetées, au plus tard la veille de l'adjudication, avant 4 heures de relevée.

On pourra prendre connaissance au bureau militaire des conditions particulières.

Luxembourg, le 12 octobre 1815.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement du gouvernement du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

des Morgens, wird auf dem General-Commissariat zu Lützemburg, zu einer neuen öffentlichen Versteigerung der Verpflegung für alle in dem Groß-Herzogthum Lützemburg sich aufhaltende, durchziehende, oder garnisonierende Truppen der Hohen verbündeten Mächte, an den Wenigstnehmenden geschritten werden.

Die Lieferung nimmt mit dem ersten künftigen November ihren Anfang, unter fünfzehntägiger beiden Theilen freistehenden Auffündigung.

Die Lieferung der Rationen und die der Portionen wird jede ins besondere ausgeboten und zugeschlagen. Doch können beide Lieferungen wieder in eine zusammen gezogen werden.

Die Genehmigung erfolgt 24 Stunden nach der Versteigerung, wenn aber noch Soumissionen eingereicht werden, so wird man nach dem Beschlusse des General-Gouvernements-Commissairs vom 25sten November 1814, Nº. 39 des Departements-Journals verfahren.

Die Steigliebhaber haben, am spätesten den Tag vor der Versteigerung, vor 4 Uhr des Nachmittags versiegelte Soumissionen im Sekretariat des General-Commissariats einzureichen.

Die näheren Bedingnisse können auf dem Militair-Büreau eingesehen werden.

Lützemburg, den 12ten Oktober 1815.

Der mit dem Gouvernement des Groß-Herzogthums beauftragte Direktorial-Rath,

Willmar.

MERCURIALES

du Grand-Duché de Luxembourg, pour le mois de septembre 1815.

Première moitié de ce mois.

Nature des denrées.	Poids et mesures.	Prix. fr.	c.
Froment	hectolitre. . .	17	72
Méteil.	idem.	15	49½
Seigle	idem.	14	60
Orge.	idem.	10	35
Avoine	idem.	5	57½
Farine de froment . . .	idem.	28	06
Pain de froment tamisé.	Kilogramme .	00	42
Pain de froment non-tamisé	idem.	00	30

Merkurialen

des Groß-Herzogthums Lützemburg, für den Monat September 1815.

Erste Hälfte dieses Monats.

Natur der Lebensmittel.	Maas und Gewicht.	Preis. Fr.	Cent.
Weizen	Hektoliter. . .	17	72
Mangkorn.	Idem	15	49½
Korn	Idem	14	60
Gerste.	Idem	10	35
Haber.	Idem	5	57½
Weizenmehl.	Idem.	28	06
Brod von gebeuteltem Weizenmehl.	Kilogramm. .	00	42
Brod von ungebeuteltem Weizenmehl.	Idem	00	30

Nature des denrées.	Poids et mesures.	Prix. fr.	c.
Pain de seigle pur . . .	idem.	00	27
Pommes de terres . . .	Hectolitre. . .	2	55
Viande de bœuf	Kilogramme .	00	93
Viande de vache. . . .	idem.	00	81
Viande de veau	idem.	00	63
Viande de mouton. . .	idem.	00	75
Viande de cochon. . .	idem.	1	72
Foin.	Quintal métr.	6	09
Paille.	idem.	3	17
Bois de chêne.	Le stère. . . .	4	45
Bois de hêtre.	idem.	5	51
Bois blanc.	idem.	4	35
Charbons de bois. . . .	Hectolitre . .	1	50
Charbons de fossile. . .	Les 500 kilogr.	30	00

Seconde moitié dudit mois.

Froment	Hectolitre . .	18	36
Méteil	idem.	16	40
Seigle.	idem.	14	76
Orge	idem.	10	31
Sarrasin.	idem.	11	66
Avoine	idem.	4	95
Farine de froment. . .	idem.	28	27
Pain de froment tamisé.	Kilogramme .	00	37
Pain de froment non tamisé.	idem.	00	30½
Pain de seigle pur. . . .	idem.	00	28
Pommes de terre. . . .	Hectolitre . .	2	05
Viande de bœuf. . . .	Kilogramme .	00	91
Viande de vache. . . .	idem.	00	76
Viande de veau.	idem.	00	62
Viande de mouton. . .	idem.	00	70
Viande de cochon. . .	idem.	1	23
Foin.	Quintal métr.	6	10
Paille.	idem.	3	18
Bois de chêne.	Le stère. . .	4	50
Bois de hêtre.	idem.	5	47
Bois blanc.	idem.	4	20
Charbons de bois. . . .	Hectolitre. . .	1	50
Charbons de fossile. .	500 kilogram.	30	00

Luxembourg, le 10 octobre 1815.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement du gouvernement du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Natur der Lebensmittel.	Maas und Gewicht.	Preis. Fr.	Cent.
Rein Kornbrod.	Idem	00	27
Erdäpfel.	Hektoliter. . .	2	55
Rindfleisch.	Kilogramm. .	0	93
Kuhfleisch.	Idem	0	81
Kalbfleisch.	Idem	0	63
Hammelfleisch.	Idem	0	75
Schweinenfleisch.	Idem	1	72
Heu.	Metr. Centn.	6	09
Stroh.	Idem	3	17
Eichenholz.	Stere.	4	45
Buchenholz	Idem	5	51
Leicht Holz.	Idem	4	35
Holzkohlen.	Hektoliter . .	1	50
Steinkohlen.	500 Kilogr. .	30	00

Zweite Hälfte besagten Monats.

Weizen	Hektoliter. . .	18	36
Mangkorn.	Idem	16	40
Korn	Idem	14	76
Gerste.	Idem	10	31
Buchweizen.	Idem	11	66
Haber.	Idem	4	95
Weizenmehl.	Idem	28	27
Brod von gebeuteltem Weizenmehl.	Kilogramm . .	00	37
Brod von ungebeuteltem Weizenmehl.	Idem	00	30½
Rein Roggenbrod	Idem	00	28
Erdäpfel.	Hektoliter. . .	2	05
Rindfleisch.	Kilogramm . .	0	91
Kuhfleisch	Idem	0	76
Kalbfleisch.	Idem	0	62
Hammelfleisch	Idem	0	70
Schweinenfleisch.	Idem	1	23
Heu.	Metr. Centn.	6	10
Stroh.	Idem	3	18
Eichenholz.	Stere.	4	50
Buchenholz	Idem	5	47
Leicht Holz	Idem	4	20
Holzkohlen.	Hektoliter. . .	1	50
Steinkohlen.	500 Kilogr. .	30	00

Lützemburg, den 10ten Oktober 1815.

Der mit dem Gouvernement des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Willmar.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 65.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 26 octobre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 26ten Oktober 1815.

(N°. 288.)

ARRÊTÉ

relatif aux domaines découverts au profit des établissemens de charité.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre conseiller-d'état, commissaire-général des finances;

Le conseil privé entendu;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Art. Ier. Les intendans ne prendront à l'avenir aucun arrêté d'envoi en possession au profit des établissemens de charité ou de bienfaisance, en vertu de la loi du 4 ventôse an 9, ou celle du 27 frimaire an 11, avant d'avoir soumis à notre commissaire-général des finances tous les titres justificatifs, ainsi que l'avis du directeur des domaines et y être statué par nous.

II. Les commissions administratives de charité et de bienfaisance transmettront sans délai aux intendans, 1°. l'état de tous les biens dont elles ont été envoyées en possession, en vertu de décrets spéciaux dont elles joindront

(N°. 288.)

Beschluß,

in Betreff der zu Gunsten der Wohlthätigkeits-Anstalten entdeckten Domänen.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, ꝛc. ꝛc. ꝛc.

Haben, auf den Bericht Unseres Staats-Raths, des General-Commissairs der Finanzen, nach Anhörung Unseres geheimen Raths,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Intendanten sollen in's künftige keinen Beschluß nehmen, um Wohlthätigkeits-Anstalten, kraft des Gesetzes vom 4 Ventose, 9 Jahr, oder des vom 27 Frimair, 11 Jahr, in Besitz von Domainen zu setzen, ehe sie vorher Unserm General-Commissair der Finanzen alle Beweisschriften, wie auch das Gutachten des Domainen-Direktors vorgelegt, und Wir darüber werden verfügt haben.

Art. 2. Die Verwaltungs-Commissionen der Wohlthätigkeits-Anstalten sollen den Intendanten ohne Verschub, 1°. das Verzeichniß aller Güter, in deren Besitz sie, kraft besonderer Dekrete, von welchen sie eine Abschrift beifügen sollen, gesetzt

copie; 2°. l'état de tous ceux dont elles n'ont fait que prendre possession, en joignant cet acte de prise de possession.

Les intendans transmettront ces états aux Directeurs des domaines, pour fournir leur avis sur les biens dont l'envoi en possession n'a pas été décrété. Les intendans adresseront ces états dans le plus bref délai à notre commissaire-général des finances pour accorder définitivement la propriété à qui de droit.

III. Les intendans, sous-intendans et maires, l'administration des domaines et celle des contributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire rechercher les biens qui ont pu être concédés par suite de révélation ou dénonciation à des compagnies ou à des particuliers, et les directeurs des domaines sont tenus de faire liquider et payer ce qu'ils se trouveront redevoir à l'état.

IV. Les différens établissemens de charité et de bienfaisance sont tenus de faire inscrire sur les états de mutation de la contribution foncière, pendant les trois mois qui suivront la publication du présent arrêté, les propriétés dont ils ont été envoyés en possession par décrets spéciaux qui seront mentionnés sur lesdits états, et quant à celles dont ils n'ont pas été envoyés en possession, ils rempliront cette formalité à fur et à mesure de nos arrêtés spéciaux, et ce dans les trois mois qui suivront la communication qui leur aura été faite desdits arrêtés; à défaut d'avoir rempli la formalité prescrite par le présent article, les administrateurs desdits établissemens auront encouru une amende de cinquante francs pour chaque article non inscrit.

V. Nos commissaires-généraux des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du

worden; 2°. das Verzeichniß aller der Güter, von welchen sie bloß Besitz genommen haben, nebst dem über die Besitznahme abgefaßten Akt, zuschicken.

Die Intendanten sollen diese Verzeichnisse den Domainen-Direktoren zusenden, um ihr Gutachten über die Güter zu geben, deren Besitznahme durch ein Dekret nicht verordnet worden ist.

Die Intendanten werden diese Verzeichnisse in der kürzesten Zeitfrist Unserm General-Commissair der Finanzen übermachen, um definitif das Eigenthum dem, der Recht dazu hat, zu bewilligen.

Art. 3. Die Intendanten, Unter-Intendanten und Mair's, die Verwaltung der Domainen und und die der Steuern sind beauftragt, jeder in so weit es ihn betrift, die Güter aufsuchen zu lassen, welche in Folge einer Entdeckung oder Angabe, Gesellschaften oder Partikularen bewilligt worden sind, und die Domainen-Direktoren sind gehalten, das, was sie dem Staat schuldig seyn könnten, liquidiren und bezahlen zu lassen.

Art. 4. Die verschiedenen Mildthätigkeits-Anstalten sind verbunden, die Güter, in deren Besitz sie durch besondere Dekrete, von welchen die besagten Verzeichnisse Meldung thun sollen, gesetzt worden sind, während den drei Monaten, welche auf die Publikation des gegenwärtigen Beschlusses folgen, in die Veränderungs-Verzeichnisse der Grund-Steuer einschreiben zu lassen, und was diejenigen betrift, in deren Besitz sie nicht gesetzt worden, sollen sie diese Formalität, so wie sie Unsere besondern Beschlüsse über diese Güter erhalten werden, und zwar in den drei Monaten, welche auf die ihnen gemachte Mittheilung dieser Beschlüsse folgen werden, erfüllen; im Fall sie die durch gegenwärtigen Artikel vorgeschriebene Formalität nicht erfüllen würden, so sind die Verwalter der besagten Anstalten für jeden nicht eingeschriebenen Artikel in eine Geldbuße von fünfzig Franken verfallen.

Art. 5. Unsere General-Commissarien der Finanzen und des Innern sind mit der Vollziehung

présent arrêté qui sera inséré au journal officiel.

La Haye, le 17 mars de l'an 1815, de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par Sa Majesté :

Le secrétaire d'état absent,

Le secrétaire du cabinet,

Signé P. Crombrugghe.

Le Conseiller directorial, chargé provisoirement du gouvernement du grand-duché de Luxembourg,

Vu l'arrêté de S. M. du 19 juillet dernier, inséré dans le numéro 58 du journal officiel du grand-duché, lequel rend applicables aux provinces méridionales, situées au-delà de la Meuse, les deux arrêtés y désignés, des 7 novembre 1814, et 17 mars 1815, relatifs aux domaines récélés,

Arrête que l'arrêté précité du 17 mars 1815 sera porté à la connaissance des autorités et du public par la voie du journal officiel du grand-duché.

Fait à Luxembourg, le 16 octobre 1815.

WILLMAR.

(N°. 289.)

ARRÊTÉ.

relatif à l'administration des bois des communes et de ceux des établissemens de charité.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Vu les réclamations qui nous sont parvenues relativement à l'administration des bois des établissemens de charité et des communes;

gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 17 März des Jahres 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Majestät,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterzeichnet, P. von Crombrugghe.

Der mit dem Gouvernement des Groß-Herzogthums Lützemburg provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Nach Einsicht des im 58 N°. des offiziellen Journals des Groß-Herzogthums eingerückten Beschlusses S. M. vom 19 July letzthin, welcher die beiden darin bezeichneten Beschlüsse vom 7 November 1814 und vom 17 März 1815, in Betreff der verheimlichten Domainen auf die jenseits der Maas gelegenen mittäglichen Provinzen anwendbar erklärt,

Verordnet, daß der obgemeldte Beschluß vom 17 März 1815, durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums zur Kenntniß der Behörden und des Publikums gebracht werden soll.

Lützemburg, den 16 Oktober 1815.

Willmar.

(N°. 289.)

Beschluß,

in Betreff der den Gemeinden und den Mildthätigkeits-Anstalten gehörenden Waldungen.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Nach Einsicht der an Uns, in Betreff der Verwaltung der den Gemeinden und den Mildthätigkeits-Anstalten gehörenden Waldungen, eingekommenen Reklamationen;

Vu la loi du 29 septembre 1791 et l'arrêté du 19 ventôse an 10;

Considérant que le mode de régie établi par ces lois pour les bois desdits établissemens et des communes, et surtout les formes suivies par l'administration des forêts relativement à l'adjudication des coupes, ont produit une diminution considérable des produits de ces bois;

Voulant faire cesser cet inconvénient et accorder aux administrations des établissemens de charité et des communes, toutes les facilités compatibles avec la législation actuellement existante;

Sur le rapport de nos commissaires-généraux de l'intérieur et des finances à Bruxelles;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. Ier. Les arbres épars et les boquetaux d'une contenance de moins de cinq hectares et non contigus à d'autres bois, appartenant aux établissemens de charité et aux communes, ne seront plus soumis à la surveillance de l'administration générale des eaux et forêts. Les commissions administratives et les maires en reprendront l'administration exclusive, sous la surveillance des sous-intendans et l'autorité des intendans. Néanmoins l'administration forestière pourra dénoncer aux intendans les abus que ces agens pourraient découvrir à l'égard du régime des arbres épars et des boquetaux.

II. Les travaux à faire dans ces bois pour leur entretien, les coupes et les ventes ne pourront s'effectuer qu'avec l'autorisation des intendans, qui statueront sur toutes les demandes ou propositions qui leur seront faites à cet égard, d'après l'avis des sous-intendans.

Les commissions administratives et les maires devront prendre et exécuter avec soin les me-

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29 September 1791 und des Beschlusses vom 19 Ventose, 10 Jahr;

In Erwägung, daß die durch diese Gesetze in Ansehung der Waldungen besagter Anstalten und Gemeinden eingeführte Verwaltungs-Art, und besonders die von der Forst-Verwaltung in Betreff der Versteigerung der Holzschläge befolgten Formen eine beträchtliche Verminderung in dem Betrag dieser Waldungen hervorgebracht haben;

Indem Wir dieser Inkonvenienz ein Ende machen und den Verwaltungen der Mildthätigkeits-Anstalten und der Gemeinden alle die Leichtigkeiten bewilligen wollen, welche mit der gegenwärtig existirenden Gesetzgebung verträglich sind;

Haben, auf den Bericht Unserer General-Commissarien des Innern und der Finanzen zu Brüssel,

Verordnet und verordnen:

Art. 1. Die den Mildthätigkeits-Anstalten und den Gemeinden gehörigen zerstreuten Bäume, und Gebüsche, welche weniger als fünf Hektar's enthalten, und nicht an andere Waldungen stoßen, sollen der Aufsicht der allgemeinen Forst-Verwaltung nicht mehr unterworfen seyn. Die Verwaltungs-Commissionen und die Mair's sollen die ausschließliche Verwaltung derselben, unter der Aufsicht der Unter-Intendanten und der Autorität der Intendanten wieder übernehmen. Doch kann die Forst-Verwaltung den Intendanten die Mißbräuche anzeigen, welche ihre Agenten in Betreff der Verwaltungs-Art der zerstreuten Bäume und der Gebüsche entdecken könnten.

2. Die in diesen Waldungen zu ihrer Unterhaltung zu machenden Arbeiten, die Holzschläge und Holz-Verkäufe können nur mit Genehmigung der Intendanten bewerkstelligt werden; diese werden auf alle ihnen in dieser Rücksicht gemachten Begehren nach dem Gutachten der Unter-Intendanten verfügen.

Die Verwaltungs-Commissionen und die Mair's sollen mit Sorgfalt die zur Ersetzung der gefäll-

sures convenables pour le remplacement des arbres épars abattus, et pour le repeuplement des boquetaux dans lesquels une coupe aura eu lieu.

III. Les ventes se feront pardevant notaire, à l'intervention d'un des membres des commissions administratives, ou du maire de la commune propriétaire, et autant que faire se pourra, sur les lieux. Les cahiers des charges et les procès-verbaux d'adjudication seront soumis à l'approbation des intendans, par l'intermédiaire des sous-intendans. Les droits des notaires seront réglés conformément à notre arrêté du 7 décembre dernier, relatif aux baux des biens des établissemens de charité et d'instruction publique.

IV. Les sous-intendans proposeront aux intendans, et ceux-ci soumettront avec leur avis à notre commissaire-général de l'intérieur, qui statuera, les mesures à adopter pour la garde et la surveillance des arbres épars et boquetaux.

V. Tous les autres bois des établissemens de charité et des communes, continueront à être soumis à la surveillance de l'administration générale des eaux et forêts, sous les restrictions comprises aux articles suivans.

VI. Le conservateur pourra accorder ou refuser, sans devoir recourir à notre commissaire-général des finances, la délivrance en nature des coupes tant extraordinaires qu'ordinaires, sur l'avis des intendans. En cas de diversité d'opinions du conservateur et des intendans, il en sera fait rapport à notre commissaire-général de l'intérieur qui décidera.

VII. Les coupes tant ordinaires qu'extraordinaires qui n'auront pas été délivrées en nature, ne seront plus mises en vente que par simples hectares ou demi-hectares, suivant

ten, zerstreut liegenden Bäume, und zur Bepflanzung der Gebüsche, in welchen ein Holzschlag Statt haben wird, dienlichen Maaßregeln nehmen und vollziehen.

3. Die Verkäufe sollen, mit Dazwischenkunft eines der Mitglieder der Verwaltungs-Commissionen, oder des Mair's der Gemeinde, welcher sie eigenthümlich gehören, vor einem Notar, und so viel es möglich seyn wird, an Ort und Stelle Statt haben. Die Beschwerden-Hefte und die Versteigerungs-Protokolle sollen der Genehmigung der Intendanten, vermittelst der Unter-Intendanten, unterworfen werden. Die Gebühren der Notarien sollen, in Gemäßheit Unseres Beschlusses vom 7 Dezember letzthin, welcher die Verpachtung der den Mildthätigkeits- und Lehr-Anstalten gehörenden Güter betrift, regulirt werden.

4. Die Unter-Intendanten sollen den Intendanten die zur Bewachung und Aufsicht der zerstreut liegenden Bäume und der Gebüsche zu treffenden Maaßregeln vorschlagen; die Intendanten werden sie mit ihrem Gutachten begleitet Unserm General-Commissair des Innern zur Verfügung vorlegen.

5. Alle andern Waldungen der Mildthätigkeits-Anstalten und der Gemeinden sollen fernerhin der Aufsicht der allgemeinen Forst-Verwaltung unter den, in den folgenden Artikeln enthaltenen Einschränkungen unterworfen seyn.

6. Der Erhalter kann, auf das Gutachten der Intendanten, die Auslieferung in Natura sowohl der außerordentlichen, als der ordentlichen Holzschläge bewilligen oder verweigern, ohne sich an Unsern General-Commissair der Finanzen wenden zu müssen. Im Fall der Erhalter und die Intendanten verschiedener Meinnng wären, soll Unserm General-Commissair des Innern Bericht erstattet werden, welcher darüber entscheiden wird.

7. Die Holzschläge, sowohl die gewöhnlichen als die außerordentlichen, welche nicht in Natura ausgeliefert worden, sollen, nach ihrer Wichtigkeit, nur nach einzelnen oder halben Hektaren verkauft

leur importance. Après les opérations préalables d'assiette, de balivage et de martelage de l'administration forestière, il sera procédé aux ventes, à la requête des établissemens de charité et des communes, de la manière prescrite, pour les arbres épars et les boquetaux par l'article 3.

VIII. Les cahiers de charges de ces ventes détermineront si les frais d'impression, de timbre et d'enregistrement, des procès-verbaux d'assiette, de balivage, de martelage, d'affiche, d'adjudication et de recollement, ainsi que les frais d'arpentage, seront à la charge des adjudicataires, ou des établissemens propriétaires.

IX. Le décime pour franc des coupes, tant ordinaires qu'extraordinaires, dans les bois soumis à la surveillance de l'administration forestière, de même que les frais de vacation dus pour les coupes délivrées en nature, continueront d'être payés à la régie des domaines et de l'enregistrement, pour dédommager l'administration forestière des frais de garde et de surveillance, ainsi que des opérations d'assiette, balivage, martelage et recollement qui sont à sa charge.

A cet effet les intendans adresseront aux directeurs des domaines et de l'enregistrement, au fur et à mesure que les ventes ou délivrances auront été approuvées, des extraits des procès-verbaux y relatifs.

X. Notre commissaire général de l'intérieur veillera à ce que le produit des ventes des coupes extraordinaires soit placé aux Monts de piété ou de telle autre manière présentant les sûretés convenables. Il ne pourra en être disposé sans une autorisation spéciale de sa part.

XI. Nos commissaires généraux de l'intérieur et des finances à Bruxelles, sont chargés de

werden. Wenn die vorläufigen Operationen der Forst-Verwaltung in Betreff der Anweisung, der Zeichnung und der Abschätzung derselben geendigt sind, soll auf das Begehren der Mildthätigkeits-Anstalten und der Gemeinden, auf die, durch den 3 Artikel, für die zerstreut liegenden Bäume und die Gebüsche vorgeschriebene Art, zum Verkauf geschritten werden.

8. Die Beschwerden-Hefte dieser Verkäufe sollen bestimmen, ob die Druck-, Stempel- und Einregistrirungs-Kosten, die der Protokolle über die Anweisung, Zeichnung, Abschätzung, die Kosten der Anschlagzettel, der Versteigerung und der Holzaufzählung, wie auch die Ausmessungs-Kosten, zur Last der Ansteigerer oder der Anstalten sind, welchen sie eigenthümlich zugehören.

9. Der Dezim vom Franken der ordentlichen und der außerordentlichen Holzschläge in den, der Aufsicht der Forst-Verwaltung unterworfenen Waldungen, so wie auch die Vakations-Kosten, die für die in Natura ausgelieferten Holzschläge schuldig sind, sollen fernerhin der Domainen- und Einregistrirungs-Verwaltung bezahlt werden, um die Forst-Verwaltung wegen den Bewachungs- und Aufsichts-Kosten, so wie auch wegen den, die Anweisung, Zeichnung, Abschätzung und Aufzählung betreffenden Operationen, womit sie belastet ist, zu entschädigen.

In dieser Absicht sollen die Intendanten den Direktoren der Domainen und der Einregistrirung, so wie die Verkäufe und Auslieferungen genehmigt seyn werden, Auszüge aus den dieselbe betreffenden Protokollen zuschicken.

10. Unser General-Commissair des Innern soll wachen, damit der Ertrag der Verkäufe von außerordentlichen Holzschlägen auf Leihhäuser oder auf jede andere Art angelegt werde, welche die gehörige Sicherheit darbiete. Es kann ohne eine besondere von ihm gegebene Authorisation nicht darüber verfügt werden.

11. Unsere General-Commissarien des Innern und der Finanzen zu Brüssel, sind mit der Voll-

l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 10 mai de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi :

Le Sécrétaire d'état,

Signé le Baron DE CAPELLEN.

Le conseiller directorial, chargé provisoirement de l'administration du gouvernement du grand-duché de Luxembourg ;

Vu l'arrêté de S. M. du 19 juillet dernier, inséré dans le N°. 58 du journal officiel du grand-duché, lequel rend applicable aux provinces méridionales, situées sur la rive droite de la Meuse, celui du 10 mai 1815, relatif à l'administration des bois des communes et de ceux des établissemens de charité ;

ARRÊTE, que ce dernier arrêté sera porté à la connaissance des autorités et du public par la voie du journal officiel du grand-duché.

Fait à Luxembourg, le 16 octobre 1815.

WILLMAR.

(N°. 290.)

CIRCULAIRE

A MM. les Sous-intendans, Maires, et Commissions administratives des Etablissemens de charité du grand-duché, concernant les demandes en aliénation ou en échange.

Luxembourg, le 18 octobre 1815.

MM.

S. E. le commissaire général de l'intérieur a décidé dans son instruction du 16 mai dernier, que l'arrêté du 7 germinal, an IX, relatif aux baux à longues années, était applicable à toute autre espèce d'aliénation, de même qu'aux

ziehung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 10 May des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterz., Wilhelm.

Durch den König,

Der Staats-Sekretair,

Unterzeichnet, Baron von Capellen.

Der mit dem Gouvernement des Groß-Herzogthums provisorisch beauftragte Direktorial-Rath,

Nach Einsicht des im 58 N°. des offiziellen Journals des Groß-Herzogthums eingerückten Beschlusses S. M. vom 19 July letzthin, welcher den vom 10 May 1815, in Betreff der Verwaltung der den Gemeinden und den Mildthätigkeits-Anstalten gehörenden Waldungen auf die mittäglichen, an dem rechten Ufer der Maas gelegenen Provinzen anwendbar erklärt,

Beschließt:

Daß dieser letzte Beschluß durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums zur Kenntniß der Behörden und des Publikums gebracht werden soll.

Lützemburg, den 16ten Oktober 1815.

Willmar.

(N°. 290.)

Rundschreiben

an die Herren Unter-Intendanten, Mär's und an die Verwaltungs-Commissionen der Mildthätigkeits-Anstalten des Groß-Herzogthums, in Betreff der Veräußerungs- oder Austauschungs-Begehren.

Lützemburg, den 18 Oktober 1815.

Meine Herren!

S. E. der General-Commissair des Innern haben in Ihrer Instruktion vom 16 May letzthin entschieden, daß der Beschluß vom 7 Germinal, IX Jahr, in Betreff der vieljährigen Verpachtungen, auf jede andere Veräußerungs-Art, wie auch

échanges dont l'autorisation pourrait être demandée, soit par les communes, soit par les établissemens de charité, soit par des particuliers.

Si donc un établissement de charité formait une demande, à l'effet d'être autorisé à faire une aliénation, ou un échange, la délibération de la commission administrative devra désormais être accompagnée des pièces suivantes :

1.) Du procès-verbal d'estimation des biens à aliéner ou à échanger ;

2.) D'une information de commodo et incommodo ;

3.) De l'avis du conseil municipal ;

4.) De l'avis du sous-intendant qui devra être donné en forme d'arrêté.

Le procès-verbal d'estimation devra faire connaître avec exactitude la nature et la situation du terrain, ses tenans et aboutissans, son étendue d'après le nouveau système métrique, et enfin sa valeur.

Les commissaires spéciaux, chargés par MM. les sous-intendans de procéder à l'information de commodo et incommodo, devront la faire annoncer huit jours à l'avance pas affiches, et au son de trompe ou de tambour, en faisant connaître le lieu, le jour et l'heure auxquels ils recevront la déclaration de tous ceux qui voudraient se présenter; ils inscriront séparément le dire de chaque déclarant, le lui feront signer, ou annonceront, que ceux qui n'ont pas signé, sont illitérés, et le signeront ensuite eux-mêmes.

Lorsque la délibération sera relative à un échange ou à une aliénation sur demande en concession d'un particulier, elle devra de plus être accompagnée du consentement de la per-

auf die Austauschungen anwendbar wäre, deren Authorisation von den Gemeinden, von den Mildthätigkeits-Anstalten, oder von den Partikularen begehrt werden könnte.

Wenn also eine Mildthätigkeits-Anstalt um die Authorisation nachsuchen würde, zu einer Veräußerung oder zu einem Austausch zu schreiten, so muß in's künftige die Berathschlagung der Verwaltungs-Commission mit folgenden Schriften begleitet werden :

1°. Mit dem Abschäzungs-Protokoll der Güter, die veräußert oder ausgetauscht werden sollen;

2°. Mit einer Information de commodo et incommodo ;

3°. Mit dem Gutachten des Munizipal-Raths;

4°. Mit dem Gutachten des Unter-Intendanten, welches in der Form eines Beschlußes gegeben werden soll.

Das Abschäzungs-Protokoll soll mit Genauigkeit die Natur und die Lage des Grundstükes, die anstoßenden Ländereien, seine Ausdehnung nach dem neuen metrischen System und endlich seinen Werth bezeichnen.

Die Spezial-Commissarien, welche von den Herren Unter-Intendanten beauftragt werden, zur Information de commodo et incommodo zu schreiten, sollen sie acht Tage vorher durch Anschlagzettel, und unter Trompetenschall, oder Trommelschlag ankündigen lassen, indem sie von dem Ort, dem Tag, oder der Stunde Kenntniß geben, an welchen sie die Deklaration aller derjenigen aufnehmen werden, welche sich darstellen würden; sie sollen die Aussage jedes Deklaranten besonders einschreiben, und sie von ihm unterschreiben lassen, oder anzeigen, daß die, welche nicht unterschrieben haben, nicht schreiben können; sie sollen sie alsdann selbst unterzeichnen.

Wenn die Berathschlagung einen Austausch, oder eine Veräußerung betrift, welche von einem Partikularen begehrt wird, so soll sie über dieß mit der Einwilligung der Person begleitet seyn,

Supplément

sonne avec laquelle il s'agira de traiter; et dans ce cas, l'estimation des biens à échanger ou à aliéner devra se faire contradictoirement par deux experts qui, en cas de partage d'opinions, s'en adjoindront un troisième.

Les procès-verbaux et pièces devront être dressés en triple expédition, dont une restera déposée dans les archives de l'administration intéressée, et les deux autres me seront transmises.

Les autorités respectives sont invitées à remplir avec exactitude les formalités ci-dessus prescrites, le cas échéant, pour que ces demandes puissent être soumises au gouvernement, et qu'il puisse y être statué.

J'ai l'honneur de vous saluer avec une parfaite considération,

Le gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

mit welcher unterhandelt werden soll, und in diesem Fall soll die Abschäzung der auszutauschenden, oder zu veräußernden Güter kontradiktorisch durch zwei Experten gemacht werden, welche sich, im Fall sie nicht einig sind, einen dritten beifügen werden.

Die Protokolle und Schriften müßen dreifach ausgefertigt werden; eine Abschrift soll in den Archiven der interessirten Verwaltung hinterlegt bleiben; die beiden andern müßen mir zugeschikt werden.

Die betreffenden Behörden sind eingeladen, mit Genauigkeit die oben vorgeschriebenen Formalitäten, im ereignenden Fall, zu erfüllen, damit diese Begehren der Regierung vorgelegt werden und darüber entschieden werden könne.

Ich habe die Ehre, Sie mit einer vollkommenen Hochachtung zu grüßen.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

(N°. 291.)

CIRCULAIRE

à messieurs les Sous-intendans, Maires et Administrations charitables du Grand-Duché, concernant le remploi des capitaux remboursés aux établissemens de charité.

Luxembourg, le 18 octobre 1815.

Messieurs,

La plupart des établissemens de charité étant grévés de rentes constituées sur les biens qui forment leur dotation, il est de leur intérêt d'amortir cette espèce de dette et d'employer successivement à cette opération les capitaux qui leur seront remboursés.

En conséquence, chaque fois qu'un établisse-

(Nº. 291.)

Rundschreiben

an die Herrn Unter-Intendanten, Mär's und an die Mildthätigkeits-Verwaltungen des Groß-Herzogthums, in Betreff der Wiederanlegung der, den Mildthätigkeits-Anstalten zurückbezahlten Capitalien.

Lützemburg, den 18 Oktober 1815.

Meine Herren!

Da die Güter der meisten Mildthätigkeits-Anstalten mit konstituirten Renten beschwert sind, so ist es ihr Interesse, diese Art von Schuld zu tilgen und dazu nach und nach die Capitalien, welche ihnen zurükbezahlt werden, zu verwenden.

So oft also einer Mildthätigkeits-Anstalt ein Ca-

ment de charité aura reçu le remboursement d'un capital, il devra être fait de propositions d'arrangemens à ses crédirentiers pour le rachat de leurs rentes, et le résultat de ces arrangemens, s'il s'en fait, devra être porté à ma connaissance, en même tems qu'il me sera rendu compte du remboursement, conformément au décret du 16 juillet 1810.

La base des arrangemens doit être le *denier vingt*, c'est-à-dire, qu'avec un capital de mille francs, par exemple, les établissemens de charité doivent pouvoir en rembourser un, dont l'intérêt serait de 50 francs, quelqu'en soit le montant à raison de la modicité de l'intérêt, afin que dans aucun cas, il n'en résulte une diminution de revenus pour ces établissemens.

Pour être assuré que ces instructions, émanées de S. E. le Commissaire-général de l'intérieur, reçoivent leur stricte exécution, MM. les Sous-intendans sont invités à me faire parvenir dans la quinzaine, l'état détaillé des rentes constituées dont les biens des établissemens de charité de leur arrondissement sont grévés.

Aux termes de l'avis du Conseil-d'état du 22 novembre 1808, qui a été approuvé le 21 décembre même année, ceux qui veulent faire des remboursemens de capitaux dûs aux hospices, communes, fabriques et autres établissemens publics, peuvent toujours se libérer; mais ils doivent avertir les administrateurs, un mois d'avance, pour que ceux-ci avisent, pendant ce tems, aux moyens de placement et requièrent les autorisations nécessaires de l'autorité supérieure. C'est au moment de cet avertissement que les administrateurs des établissemens de charité devront s'occuper des arrangemens dont question ci-dessus, pour ne pas compromettre les intérêts de ces derniers; ces administrateurs pourront même d'avance se concerter avec les créanciers de ces rentes pour

pital abbezahlt wird, soll man den Schuldglaubigern der besagten Renten in Betreff des Wiederkaufs derselben Vorschläge zu Vergleichen machen, und das Resultat dieser Vergleiche, wenn sie Statt haben, soll zu derselben Zeit zu meiner Kenntniß gebracht werden, als man mir von der Rükbezahlung, in Gemäßheit des Dekrets vom 16 July 1810, Rechnung abstatten wird.

Die Grundlage dieser Vergleiche soll fünf von hundert seyn, das ist, daß die Mildthätigkeits-Anstalten, zum Beispiel, mit einem Capital von tausend Franken, ein anderes abbezahlen sollen, dessen Interesse 50 Franken betragen würde, welches auch der Betrag desselben in Ansehung der Geringheit der Interessen seyn möge, damit in keinem Fall diese Anstalten eine Verringerung in ihren Einkünften erleiden.

Damit ich versichert seyn möge, daß diese von S. E. dem General-Commissair des Innern herrührenden Instruktionen ihre genaue Vollziehung erhalten, so sind die Herren Unter-Intendanten eingeladen, mir innerhalb vierzehn Tagen, ein genaues Verzeichniß der konstituirten Renten zuzuschiken, womit die Güter der Mildthätigkeits-Anstalten ihres Bezirks beschwert sind.

Zu Folge des Gutachtens des Staats-Raths vom 22 November 1808, welches den 21 Dezember desselben Jahrs genehmigt worden ist, sollen diejenigen, welche den Hospizien, Gemeinden, Fabriken und anderen öffentlichen Anstalten Capitalien zurükbezahlen wollen, sich zu jeder Zeit von der Schuld frei machen können; aber sie müßen die Verwalter derselben einen Monat zum voraus davon benachrichtigen, damit sie während dieser Zeit auf die Mittel bedacht seyn können, dieselben anzulegen, und bei der oberen Behörde um die gehörige Authorisation nachzusuchen. In dem Augenblik, wo die Verwalter der Mildthätigkeits-Anstalten von solchen Rükbezahlungen Nachricht erhalten, sollen sie sich mit den obengemeldten Vergleichen beschäftigen, um das Interesse dieser Anstalten nicht zu kompromittiren; diese Verwalter können sogar zum voraus mit den Schuldglaubigern dieser

leur rachat, en cas de remboursement de capitaux.

Je recommande à MM. les Sous-intendans de veiller à ce que les présentes instructions reçoivent leur entière exécution.

J'ai l'honneur de vous saluer avec une parfaite considération.

Le Gouverneur provisoire du Grand-Duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Renten, in Betreff ihres Wiederkaufs, im Fall ihnen Capitalien zurükbezahlt werden würden, Rüksprache nehmen.

Ich empfehle den Herren Unter-Intendanten zu wachen, damit gegenwärtige Instruktionen ihre völlige Vollziehung erhalten.

Ich habe die Ehre, Sie mit einer vollkommenen Hochachtung zu grüßen.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

(N°. 292.)

CIRCULAIRE

A messieurs les Sous-intendans, Maires et administrations charitables du Grand-Duché, concernant les transactions.

Luxembourg, le 18 octobre 1815.

Messieurs,

Un arrêté du 21 frimaire an XII, porte ce qui suit :

« Art. 1. Dans tous les procès nés où à naître « qui auront lieu entre des communes et des « particuliers sur des droits *de propriété*, les « communes ne pourront transiger qu'après une « délibération du conseil municipal prise sur « la consultation de trois jurisconsultes, désignés par le préfet du département, et sur « l'autorisation de ce même préfet, donnée « d'après l'avis du conseil de préfecture.

« 2. Cette transaction pour être définitive« ment valable, devra être homologuée par un « arrêté du gouvernement, rendu dans la forme « prescrite pour les réglemens d'administration « publique ».

D'après les instructions de S. E. le Commissaire-général de l'intérieur du 1 juin dernier, ces dispositions qui, à cause de l'analogie qui existe entre les communes et les établissemens

(N°. 292.)

Rundschreiben

an die Herren Unter-Intendanten, Mär's und an die Mildthätigkeits-Verwaltungen, in Betreff der Verträge.

Lützemburg, den 18 Oktober 1815.

Meine Herren!

Ein Beschluß vom 21 Frimair, XII Jahr, enthält folgendes:

« Art. 1. In allen Prozessen, die zwischen Ge» meinden, und Partikularen über Eigenthums» rechte enstanden sind, oder entstehen könnten, » sollen die Gemeinden erst nach einer Berathschla» gung des Munizipalraths einen Vertrag einzuge» hen befugt seyn, als welche auf eine Consultirung » dreier vom Departements-Präfekten, bezeichneten » Rechtsgelehrten, und auf Genehmigung desselben » Präfekts, die nach Gutachten des Präfektur» Raths gegeben werden muß, abgefaßt werden » soll. »

« Art. 2. Die Vertragschließung, um definitif » giltig zu seyn, muß durch einen Beschluß der » Regierung, welcher in der für die Verordnun» gen der öffentlichen Verwaltung vorgeschriebenen » Form erlaßen wird, bekräftigt werden. »

Nach den Instruktionen S. E. des General-Commissairs des Innern vom 1 Juny lezthin, sollen diese Verfügungen, welche wegen der Gleichförmigkeit, die zwischen den Gemeinden und den

de charité, auraient dû être étendues à ceux-ci, devront à l'avenir leur être applicables, et ce d'autant plus qu'elles s'accordent parfaitement avec l'article 15 de l'arrêté du gouvernement du 7 messidor an IX, relatif aux contestations sur l'exécution de la loi du 4 ventôse an IX, et qu'elles sont en quelque sorte le développement de cet article.

Sous le mot de *propriété*, le gouvernement n'a pas entendu parler seulement des droits *immobiliers;* mais de tous droits de propriété indistinctement; ainsi le mode indiqué doit être appliqué aux actions mobiliaires, comme aux actions immobiliaires.

Pour l'exécution de l'article 1er., il faut que, conformément à la loi du 28 pluviôse an VIII, le conseil municipal émette son opinion sur les droits mobiliers ou immobiliers des réclamans, et son vœu sur le mode à suivre par l'établissement de charité dont il peut être question, pour défendre ses intérêts contre les demandeurs ou les defendeurs; s'il pense qu'il est utile de transiger, la délibération me sera adressée, accompagnée des titres de l'établissement de charité, et de tous les renseignemens qu'on a pu se procurer, même des titres de la partie adverse, si elle a consenti à la transaction.

Je désignerai ensuite trois jurisconsultes, auxquels j'adresserai la délibération et les titres. Les jurisconsultes ayant donné leur avis sur le fond de la difficulté et sur le moyen proposé pour le terminer, j'enverrai cet avis au conseil municipal et l'autoriserai à délibérer définitivement, soit sur le mode de défense, si les jurisconsultes n'ont pas adopté celui d'une transaction, soit sur les conditions de la transaction. Dans ce dernier cas, le conseil municipal doit débattre ces conditions avec la partie

Mildthätigkeits-Anstalten Statt haben soll, auch auf diese hätten ausgedehnt werden sollen, in's künftige auf sie anwendbar seyn, um desto mehr, da sie vollkommen mit dem 15 Artikel des Beschlußes der Regierung, vom 7 Messidor, IX Jahr, in Betreff der Streitigkeiten über die Vollziehung des Gesezes vom 4 Ventos, IX Jahr, übereinstimmen, und sie in gewisser Rüksicht diesen Artikel in ein helleres Licht stellen.

Unter dem Wort Eigenthum hat die Regierung nicht nur unbewegliche, sondern überhaupt alle Eigenthumsrechte ohne Unterschied verstanden; die angezeigte Verfahrungsart soll also auf alle gerichtliche Klagen, sie mögen bewegliche, oder unbewegliche Gegenstände betreffen, angewendet werden.

Um die Vollziehung des 1 Artikels zu sichern; muß der Munizipalrath, in Gemäßheit des Gesezes vom 28 Pluvios, VIII Jahr, seine Meinung über die beweglichen und unbeweglichen Rechte der Reklamirenden äußern, und seinen Wunsch über die von der Mildthätigkeits-Anstalt zu befolgende Verfahrungsart, von welcher die Rede seyn kann, zu erkennen geben, um ihr Interesse gegen die Kläger, oder die Beklagten zu vertheidigen; wenn er für nüzlich erachtet, sich in einen Vergleich einzulassen, so soll die Berathschlagung, welche mit den Urkunden der Mildthätigkeits-Anstalt und mit allen Erkundigungen, die man sich hat verschaffen können, wie auch mit den Urkunden der Gegenparthei, wenn sie in den Vergleich eingewilligt hat, begleitet seyn muß, mir zugeschikt werden.

Ich werde alsdann drei Rechtsgelehrte bezeichnen, welchen ich die Berathschlagung und die Urkunden mittheilen werde. Nachdem diese Rechtsgelehrten ihr Gutachten über den Grund der Schwierigkeit und über das zu ihrer Beendigung vorgeschlagene Mittel gegeben haben werden, werde ich dieses Gutachten dem Munizipalrath zusenden, und ihn authorisiren, entweder über die Vertheidigungsart, im Fall die Rechtsgelehrten sich nicht für den Vergleich erklärt hätten, oder über die Bedingungen des Vergleichs definitif zu berathschla-

adverse appelée à sa séance. La délibération et autres pièces me seront ensuite renvoyées, pour être soumises au conseil d'intendance.

Ce conseil ayant approuvé le mode et les conditions de l'arrangement, j'autoriserai la commission administrative à passer l'acte de transaction. Cet acte, et les pièces ci-dessus désignées me seront envoyés pour être soumis à S. E. le Ministre de l'intérieur, pour qu'elle provoque la décision du gouvernement.

Ce mode d'arrangement est applicable aux contestations, entre établissemens de charité.

Je dois encore observer, que ces actes devront m'être adressés en double expédition. Une troisième restera déposée dans les archives de l'administration intéressée.

Je vous invite à vous conformer aux présentes instructions, en ce qu'elles vous concernent, et à ne rien négliger pour l'exécution des dispositions y préscrites.

J'ai l'honneur de vous saluer avec une parfaite considération,

Le gouverneur provisoire du Grand-Duché de Luxembourg,

WILLMAR.

(N. 293.)

AVIS

Relatif aux fausses pièces de 20 fr.

Il circule en ce moment de fausses pièces de 20 francs, contre l'émission desquelles il importe de mettre le public en garde.

Elles sont à l'effigie de Louis XVIII, et por-

gen. In diesem lezteren Fall, soll der Munizipalrath diese Bedingungen gemeinschaftlich mit der Gegenparthei, die zur Sizung gerufen werden soll, in Richtigkeit bringen. Die Berathschlagung, nebst den anderen Schriften soll mir hernach zugeschikt werden, um dem Intendanzrath vorgelegt zu werden.

Nachdem dieser Rath die Art und die Bedingungen des Vergleichs genehmigt hat, werde ich die Verwaltungs-Commission authorisiren, einen Akt über den Vergleich zu errichten. Dieser Akt, und die oben bezeichneten Schriften sollen hernach an mich gesandt werden, um S. E. dem Minister des Innern vorgelegt zu werden, damit dieselbe bei der Regierung eine Entscheidung provoziren.

Diese Art einen Vergleich zu treffen ist auf die Streitigkeiten anwendbar, welche zwischen Mildthätigkeits-Anstalten Statt haben.

Ich muß Ihnen noch bemerken, daß diese Akten mir in doppelter Abschrift zugeschikt werden müßen. Eine dritte soll in den Archiven der interessirten Verwaltung hinterlegt bleiben.

Ich lade Sie ein, sich nach gegenwärtigen Instruktionen, in so weit sie Sie betreffen, zu richten und alles anzuwenden, um die Vollziehung der darin vorgeschriebenen Verfügungen zu sichern.

Ich habe die Ehre, Sie mit einer vollkommenen Hochachtung zu grüßen.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

(Nº. 293.)

Nachricht

in Betreff von falschen 20 Franken-Stücken.

Es sind gegenwärtig falsche 20 Franken-Stücke im Umlauf, gegen deren Verbreitung es nothwendig ist, das Publikum zu warnen.

Sie tragen das Bildniß Ludwigs des XVIII

tent le millésime de 1815, ayant d'un côté dudit millésime la fleur de lys, et de l'autre la lettre R. On les distingue des bonnes 1°., en ce que l'écusson et l'effigie du Roi sont dans la même direction, tandis que les bonnes portent l'écusson et la tête en sens inverse.

N. B. Il est cependant à remarquer que le fabricateur s'est apperçu sans doute de son erreur, car il se trouve actuellement des pièces qui sont aussi fausses que celles-là, et qui portent l'écusson en sens inverse de l'effigie.

2°. Le poids en est de beaucoup moins fort que celui des bonnes pièces.

3°. Dans le cordon des fausses, le mot *salvum* est écrit avec un *z* au lieu d'un *s*.

4°. Pour peu que l'on frotte les pièces fausses sur le coin, on apperçoit visiblement la couleur rouge du cuivre au travers de la dorure.

Luxembourg, le 19 octobre 1815.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

(N°. 294.)

ADJUDICATION

du bail de la ferme de Marienthal.

Pardevant Nous Gouverneur provisoire du Grand-Duché de Luxembourg, il sera procédé, le samedi 18 novembre 1815, à 11 heures du matin, dans la salle des séances publiques, à l'adjudication aux plus offrans et derniers enchérisseurs, et à l'extinction des feux, du bail de la ferme de Marienthal, provenant du dépôt de mendicité de cette province, et consistant dans les objets suivans, savoir:

I. Une maison, grange, écuries, cour et remise, 31 journaux environ de prairies, 81 journaux environ de terres labourables, un journal environ de jardin.

und sind von dem Jahr 1815, indem sie auf der einen Seite dieser Jahrszahl die Lilie, und auf der anderen Seite derselben den Buchstaben R enthalten. Man unterscheidet sie von den guten dadurch: 1°. daß der Wapenschild und das Bildniß des Königs sich in derselben Richtung befinden, während bei den guten dieselbe umgekehrt ist.

N. B. Doch muß man bemerken, daß der Falsch-Münzer ohne Zweifel seinen Irrthum wahrgenommen hat, denn es giebt jezt Stücke, die eben so falsch wie jene sind, obschon der Schild und das Bildniß sich in einer entgegengesezten Richtung befinden.

2°. Das Gewicht ist weit geringer, als das der guten Stücke.

3°. Das Wort Salvum ist an dem Rand der falschen mit einem z, anstatt eines s geschrieben.

4°. Wenn man die falschen Stücke nur ein wenig an ihrem Gepräge reibt, so erblikt man deutlich durch die Vergoldung die rothe Farbe des Kupfers.

Lützemburg, den 19 Oktober 1815.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

(N°. 294.)

Verpachtung des Marienthaler-Hofes.

Vor Uns, provisorischem Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg, wird Samstag den 18 November 1815, um 11 Uhr des Morgens, in dem Saale der öffentlichen Sitzungen zur Losschlagung, zu Gunsten der Meistbietenden und letzten Ansteigerer und vermittelst der Auslöschung der Lichter, zur Verpachtung des Marienthaler-Hofes geschritten werden, welcher zu dem Bettel-Hause dieser Provinz gehört, und aus folgenden Gegenständen besteht:

I. Aus einem Hause, Scheuer, Stallungen, Hof und Schopf, aus ungefehr 31 Morgen Wiesen, aus ungefehr 81 Morgen Ackerland und aus einem Garten, der ungefehr einen Morgen beträgt.

II. Un moulin avec ses meules et autres dépendances, 5 journaux environ de prairies, 12 journaux environ de terres labourables, un journal environ de jardin.

III. 13 journaux environ de prairies, 7 journaux environ de terres labourables, 5 journaux et demi environ de jardin.

IV. Les bâtimens composant le ci-devant corps de logis de Marienthal; consistant, 1°. En une halle, servant de remise et de couvert lors des foires, de la longueur de 14 toises, construite en pierres et bois, et surmontée d'un comble en ardoises; 2°. En un grand bâtiment avec deux avant-corps, une église, un logement de portier, différentes caves, caveaux et souterrains, vingt-huit grandes chambres et quarante-huit cellules; le tout surmonté de grands greniers et de combles en ardoises; 3°. En une maison de herdier ou berger, située près de l'église, renfermant deux chambres basses et deux chambres hautes, le tout surmonté de grenier et de comble en ardoises.

Conditions principales.

1°. Les trois premiers articles ci-dessus énoncés, formant actuellement un seul corps d'exploitation, seront adjugés pour 3, 6 ou 9 années, soit en un seul lot, comme ils le sont actuellement, soit en deux ou trois lots séparés.

2°. Les amateurs pourront présenter leurs soumissions et offres à cet égard, par lettres closes, adressées à M. le Gouverneur provisoire, avant le jour de l'adjudication.

3°. La jouissance du fermier ou des fermiers, commencera le premier janvier 1816, époque de l'expiration du bail actuel.

4°. Le quatrième article comprenant le bâtiment de l'ancienne abbaye, sera adjugé pour

II. Aus einer Mühle, mit ihren Mühlsteinen und andern Zubehörden, aus ungefehr 5 Morgen Wiesen, aus ungefehr 12 Morgen Ackerland, aus einem Garten von ungefehr einem Morgen.

III. Aus ungefehr 13 Morgen Wiesen, aus ungefehr 7 Morgen Ackerland, aus einem Garten von ungefehr 5 und einem halben Morgen.

IV. Aus den Gebäuden, welche das ehemalige Haupt-Gebäude von Marienthal ausmachen, und die bestehen:

1°. Aus einer Halle, die bei den Jahrmärkten zu einem Schopf und zur Bedeckung dient, und die 14 Klafter lang, mit Steinen und Holz gebaut und mit einem Schieferdach bedeckt ist; 2°. aus einem großen Gebäude mit zwei Vordergebäuden, aus einer Kirche, aus einer Pförtners-Wohnung, verschiedenen Kellern, kleinen Weinkellern und Kellergeschoßen, aus acht und zwanzig großen Zimmern, und acht und vierzig Zellen, auf welchen allen sich große Speicher befinden, die mit Schiefersteinen bedeckt sind; 3°. aus einem Hirten-Haus, welches nahe an der Kirche liegt und zwei niedrige und zwei hohe Zimmer enthält; das Ganze ist mit einem mit Schiefer bedeckten Speicher versehen.

Haupt-Bedingungen.

1°. Die drei ersten obenbezeichneten Artikel, welche gegenwärtig ein einziges Baugut bilden, werden für 3, 6 oder 9 Jahre, entweder in einem Loos, so wie sie es jetzt sind, oder in zwei oder drei besondern Loosen zugeschlagen werden.

2°. Die Liebhaber können deßhalb ihre Soumissionen und Anerbieten vor dem zur Versteigerung festgesetzten Tag durch verschloßene Briefe dem provisorischen Herrn Gouverneur eingeben.

3°. Der Genuß des Pächters, oder der Pächter fängt mit dem 1sten Jänner 1816 an, Zeitpunkt, an welchem der gegenwärtige Pacht ein Ende hat.

4°. Der vierte Artikel, welcher die Gebäude der alten Abtei begreift, wird für ein, zwei oder

une, deux ou trois années, qui prendront cours le jour de l'adjudication.

Fait à l'hôtel du Grand-Duché, le 21 octobre 1815.

Le Gouverneur provisoire,

WILLMAR.

(N°. 295.)

AVIS

A messieurs les Curés et Desservans du Grand-Duché de Luxembourg.

Messieurs les curés et desservans du Grand-Duché, sont prévenus, que M. le Commissaire des finances à Liége, a expédié aux différens receveurs, les états des traitemens qui leur sont dûs pour le troisième trimestre de 1815, et que les paiemens en sont ouverts pendant un mois.

Luxembourg, le 21 octobre 1815.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

(N°. 296.)

Nomination de fonctionnaires publics.

Par arrêté de M. le Commissaire, chargé de l'administration des finances, à Liége, du 9 du présent mois d'octobre, M. Gericke, l'aîné, a été nommé inspecteur de l'impôt sur la navigation dans l'étendue des gouvernemens de la rive droite de la Meuse; et M. Hoffmann, receveur des douanes à Remich, a été chargé de continuer provisoirement la recette du droit de navigation sur la Moselle.

drei Jahre, welche an dem Tag der Losschlagung ihren Anfang nehmen, versteigert werden.

Geschehen in dem Gouvernements-Haus des Groß-Herzogthums, den 21 Oktober 1815.

Der provisorische Gouverneur,

Willmar.

(N°. 295.)

Nachricht,

an die Herren Pfarrer und Sukkursalisten des Groß Herzogthums Lützemburg.

Die Herren Pfarrer und Sukkursalisten des Groß-Herzogthums werden durch Gegenwärtiges benachrichtiget, daß der Herr Finanz-Commissair zu Lüttich den betreffenden Bezirks-Empfängern die Verzeichnisse des Gehalts, welchen sie für das dritte Quartal des Jahres 1815 zu begehren haben, zugeschickt hat, und daß die Bezahlung desselben während einem Monat eröfnet ist.

Lützemburg, den 21 Oktober 1815.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

(N°. 296.)

Ernennung von öffentlichen Beamten.

Durch einen Beschluß des mit der Verwaltung der Finanzen beauftragten Herrn Commissairs zu Lüttich, vom 9ten des gegenwärtigen Monats Oktober, ist der Herr Gericke, der ältere, zum Inspektor der Schiffahrts-Gebühr in dem Umfange der auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen Gouvernement's ernannt, und der Herr Hoffmann, Zoll-Empfänger zu Remich, beauftragt worden, provisorisch die Einnahme der Schiffahrts-Gebühr auf der Mosel fortzusezen.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 66.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 4 novembre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 4ten November 1815.

(N°. 297.)

ARRÊTÉ

qui rend obligatoires dans les pays nouvellement réunis au territoire du royaume des Pays-Bas, et situés sur la rive droite de la Meuse, ceux du 22 septembre, 19 et 24 décembre 1814, relatifs aux lettres de naturalisation.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Revu nos arrêtés des 22 septembre, 19 et 24 décembre 1814, relatifs aux lettres de naturalisation qu'ont pu obtenir les employés nés Français, à l'effet de continuer l'exercice de leurs emplois dans la Belgique;

Considérant qu'il convient de rendre les dispositions desdits arrêtés communes aux pays nouvellement réunis à Notre territoire sur la rive droite de la Meuse, mais qu'elles ne peu-

(N°. 297.)

Beschluß,

welcher die vom 22 September, 19 und 24 Dezember 1814, in Betreff der Naturalisations-Briefe, auf die an dem rechten Ufer der Maas gelegenen und neuerdings mit dem Gebiet des Königreichs der Niederlande vereinigten Ländern anwendbar erklärt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, x. x. x.

Nach neuer Einsicht Unserer Beschlüße vom 22 September, 19 und 24 Dezember 1814, in Betreff der Naturalisations-Briefe, welche die Angestellten, die geborne Franzosen sind, haben erhalten können, damit sie ihre Stellen in Belgien fernerhin begleiten können;

In Erwägung, daß es dienlich ist, die in den besagten Beschlüßen enthaltenen Verfügungen auf die neuerdings mit Unserem Gebiet vereinigten, an dem rechten Ufer der Maas gelegenen Länder auszudehnen; daß dieses aber nur mit den Modi-

vent l'être qu'avec des modifications qu'exige la fixation des époques différentes;

Sur le rapport de Notre Commissaire-général de la justice, du 11 août 1815;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. Ier. Les Français qui auront obtenu des lettres de naturalisation pourront, à l'avenir, concourir avec nos sujets à l'obtention des emplois, sauf les fonctions que la loi réserve aux indigènes nés de parens domiciliés dans nos états.

II. Ne seront point considérés comme individus nés Français, ceux qui seraient nés en France de parens qui n'auraient pas perdu leur qualité de sujets de nos états.

III. Ceux qui occupent actuellement des emplois publics, seront réputés démissionnaires, si dans le mois de la publication du présent arrêté, ils n'ont pas demandé des lettres de naturalisation.

IV. Les lettres de naturalisation ne seront accordées que sur le rapport de Notre Commissaire-général de la justice, et pris égard à la moralité et aux relations plus ou moins immédiates que les supplians pourraient avoir contractées dans ces pays.

V. L'obtention des lettres de naturalisation n'est pas nécessaire aux individus français, qui sans occuper des fonctions publiques, voudraient continuer de résider dans notre territoire.

VI. Il leur sera loisible de solliciter, le cas échéant, des lettres de naturalisation.

VII. Les arrêtés par lesquels ensuite des présentes dispositions, Nous accordons des lettres de naturalisation, seront transmis en copies certifiées à Notre Commissaire-général de la justice, qui soumettra à Notre signature ces lettres de naturalisation, conformément à Notre arrêté du 24 décembre 1814, qui avec le présent arrêté

fikationen geschehen kann, welche die Festsezung der verschiedenen Epochen erfordert;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit vom 11 August 1815,

Verordnet und verordnen:

Art. I. Die Franzosen, welche Naturalisations-Briefe erhalten haben, können in's künftige mit Unseren Unterthanen zur Erlangung der Stellen konkurriren, jedoch mit Ausnahme der Aemter, welche das Gesez den Landeskindern, welche von Eltern geboren sind, die in Unsern Staaten wohnhaft sind, vorbehält.

II. Diejenigen Individuen sollen nicht als geborne Franzosen angesehen werden, welche zwar im Frankreich geboren sind, deren Aeltern aber ihr Recht als Unterthanen Unserer Staaten nicht verloren haben.

III. Diejenigen, welche gegenwärtig öffentliche Stellen begleiten, sollen angesehen werden, als hätten sie ihre Entlassung gegeben, wenn sie innerhalb des Monats der Verkündigung gegenwärtigen Beschlußes, nicht um Naturalisations-Briefe nachgesucht haben.

IV. Die Naturalisations-Briefe werden nur auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit und mit Berüksichtigung auf die Moralität und die mehr oder weniger unmittelbaren Verhältnisse, in welche die Bittsteller in diesen Ländern getreten seyn könnten, bewilligt werden.

V. Die Erlangung von Naturalisations-Briefen ist für diejenigen Franzosen nicht nothwendig, welche, ohne öffentliche Funktionen zu versehen, fernerhin in Unserem Gebiet residiren wollten.

VI. Es steht ihnen frei, im Ereignungsfalle, Naturalisations-Briefe zu begehren.

VII. Die Beschlüße, durch welche Wir, in Folge gegenwärtiger Verfügungen, Naturalisations-Briefe bewilligen, sollen in beglaubten Abschriften Unserem General-Commissair der Gerechtigkeit zugeschikt werden, welcher diese Naturalisations-Briefe Unserer Unterschrift, in Gemäßheit Unseres Beschlußes vom 24 Dezember 1814, welcher mit dem gegenwärtigen Beschluß publizirt, und in den

sera publié et rendu obligatoire dans les pays nouvellement réunis à Notre territoire.

VIII. Notre Commissaire-général de la justice pour nos provinces méridionales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à La Haye, le 13 août de l'an 1815 de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi :

Pour le secrétaire-d'état absent, le secrétaire du cabinet,

Signé, P. DE CROMBRUGGHE.

(N°. 298.)

ARRÊTÉ

relatif aux lettres de naturalisation.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc.

Sur le rapport de Nos Commissaires-généraux de la justice et des finances;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. Ier. Les arrêtés par lesquels en vertu de celui du 22 septembre dernier, Nous accorderons des lettres de naturalisation, seront transmis en copies certifiées et conformes aux minutes, à Notre Commissaire-général de la justice, qui soumettra à Notre signature les lettres de naturalisation résultantes desdits arrêtés.

II. Les lettres de naturalisation seront imprimées sur parchemin, et d'après un modèle uniforme que Notre Commissaire-général de la justice nous remettra; elles seront munies de Notre sceau et timbrées à l'extraordinaire suivant la dimension.

III. Les individus auxquels Nous accorderons des lettres de naturalisation, seront tenus d acquitter, outre le droit du timbre, unerétribution

neuerdings mit Unserem Gebiet vereinigten Ländern verbindlich erklärt werden soll, vorlegen wird.

VIII. Unser General-Commissair der Gerechtigkeit für Unsere mittäglichen Provinzen ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll.

Haag, den 13ten August des Jahres 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterzeichnet, P. von Crombrugghe.

(N°. 298.)

Beschluß,

in Betreff der Naturalisations-Briefe.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, 2c. 2c. 2c.

Haben, auf den Bericht Unserer General-Commissarien der Gerechtigkeit und der Finanzen,

Beschlossen und beschließen:

I. Art. Die Beschlüße, durch welche Wir, Kraft des Beschlußes vom 22 September lezthin, Naturalisations-Briefe bewilligen werden, sollen in beglaubten, und den Minuten gleichförmigen Abschriften Unserem General-Commissair der Gerechtigkeit zugeschikt werden, welcher die aus den besagten Beschlüßen herrührenden Naturalisations-Briefe Unserer Unterschrift vorlegen wird.

II. Die Naturalisations-Briefe sollen auf Pergament, und nach einem einförmigen Modell, welches Unser General-Commissair der Gerechtigkeit Uns zustellen wird, gedrukt werden; sie sollen mit Unserem Siegel versehen, und nach ihrer Dimension außerordentlich gestempelt werden.

III. Die Individuen, welchen Wir Naturalisations-Briefe ertheilen werden, sind verbunden, außer der Stempelgebühr, eine bestimmte Abgabe

fixe de douze cents francs, à titre d'enregistrement.

La rétribution susdite est réduite à celle de trois cents francs, sauf le timbre, pour des personnes qui voudraient s'établir dans la Belgique, en y important une fabrique ou autre établissement d'industrie, et obtenir la faveur d'y être naturalisées.

IV. Nous nous réservons de faire remise de tout ou partie des droits stipulés à l'art. précédent en faveur des individus qui par des circonstances particulières pourraient avoir des titres à cette faveur spéciale de Notre munificence.

V. Le Commissaire-général de la justice renverra les lettres de naturalisation au receveur de l'enregistrement des actes civils établi au chef-lieu du gouvernement, afin de le garder en dépôt et d'en faire la délivrance à la partie intéressée, dès qu'elle se présentera en acquittant les droits du timbre et de l'enregistrement.

Les droits du timbre seront versés par ledit receveur entre les mains de celui du timbre extraordinaire.

VI. Au moment du renvoi de la lettre de naturalisation au receveur de l'enregistrement, Notre Commissaire-général de la justice donnera connaissance de ce dépôt à la partie requérante avec invitation de retirer la lettre moyennant l'acquit des droits.

VII. Le receveur de l'enregistrement fera de son côté successivement connaître à Notre Commissaire-général de la justice, les personnes qui auront levé les expéditions.

VIII. Ceux qui après trois mois depuis la date de la notification prévue par l'art. 6, n'auront pas acquitté les droits et retiré leurs lettres de naturalisation, seront considérés comme ayant renoncé à cette faveur. Le receveur de l'enre-

von zwölfhundert Franken, als Einregistrirungs-Gebühr zu bezahlen.

Die besagte Abgabe wird für Personen, welche sich in Belgien niederlaßen, um daselbst eine Fabrik, oder einen andern Industrie-Zweig einzuführen, und die Begünstigung erhalten möchten, darin naturalisirt zu werden, auf dreihundert Franken, außer dem Stempel, reduzirt werden.

IV. Wir behalten Uns vor, den Erlaß aller, oder eines Theils der im vorhergehenden Artikel, festgesezten Gebühren zu Gunsten derjenigen Individuen zu bewilligen, welche wegen besonderer Umstände auf diesen besondern Beweiß Unserer Mildthätigkeit Anspruch machen könnten.

V. Der General-Commissair der Gerechtigkeit soll die Naturalisations-Briefe dem Einregistrirungs-Empfänger der Civil-Akten, welcher in dem Hauptort der Regierung seinen Siz hat, zusenden, um sie in Verwahrung zu nehmen, und sie der interessirten Parthei einzuhändigen, so bald sie sich darstellen wird, um die Stempel- und Einregistrirungs-Gebühren zu bezahlen.

Die Stempelgebühren sollen von dem besagten Empfänger in die Casse des Empfängers des außerordentlichen Stempels geschoßen werden.

VI. Im Augenblik der Absendung des Naturalisations-Briefs an den Einregistrirungs-Empfänger, soll Unser General-Commissair der Gerechtigkeit der requirirenden Parthei Kenntniß von dieser Niederlage geben und sie einladen, den Brief vermittelst der Entrichtung der Gebühren zurükzuziehen.

VII. Der Einregistrirungs-Empfänger soll seiner Seits nach und nach Unserem General-Commissair der Gerechtigkeit die Personen bezeichnen, welche die Ausfertigungen gehoben haben werden.

VIII. Diejenige, welche drei Monate hernach, von dem Datum der durch den 6 Artikel vorhergesehenen Notifikation an gerechnet, die Gebühren nicht entrichtet und ihre Naturalisations-Briefe nicht zurükgezogen haben würden, sollen angesehen werden, als hätten sie auf diese Begünstigung verzichtet. Der Einregistrirungs-Empfänger soll

gistrement renverra leurs expéditions au Commissaire-général de la justice.

IX. Les frais d'impressions et autres résultans de l'expédition des lettres de naturalisation seront supportés par la caisse de l'enregistrement, sur des états certifiés par Notre Commissaire-général de la justice et sur ordonnance de celui des finances.

Nos Commissaire-généraux de la justice et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au journal officiel.

Donné à Bruxelles, le 24 décembre 1814.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale,

Pour le secrétaire d'état absent,

Le secrétaire du cabinet,

Signé P. CROMBRUGGHE.

---

alsdann ihre Ausfertigungen dem General-Commissair der Gerechtigkeit wieder zurükschiken.

IX. Die Druk- und andere Kösten, die von der Ausfertigung der Naturalisations-Briefe herrühren, sollen vermittelst von Verzeichnissen, die von Unserem General-Commissair der Gerechtigkeit attestirt sind, und auf die Ordonnanz des General-Commissairs der Finanzen, von der Einregistrirungs Casse getragen werden.

Unsere General-Commissarien der Gerechtigkeit und der Finanzen sind, jeder in so weit es ihn betrift, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll.

Gegeben zu Brüssel, den 24 Dezember 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

(N°. 299.)

ARRÊTÉ

Relatif au paiement des prix des adjudications des coupes de bois de l'an 1815.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport de Notre Conseiller d'état, commissaire-général des finances,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Art. Ier. Les adjudicataires des coupes de bois de l'an 1815, dans nos pays situés à la rive droite de la Meuse, y compris le Grand-Duché de Luxembourg, seront bien et valablement libérés en versant entre les mains des receveurs des domaines, le prix de leurs adjudications; ce à quoi ils seront contraints, en cas de refus, non obstant le défaut de représentation des traites souscrites.

II. Notre Conseiller d'état, commissaire-gé-

(N°. 299.)

Beschluß,

in Betreff der Bezahlung der Ansteigerungs-Preise der Holzschläge für das Jahr 1815.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, &c. &c. &c.

Haben, auf den Bericht Unseres Staats-Raths, des General-Commissairs der Finanzen,

Beschlossen und beschließen:

Art 1. Die Ansteigerer der Holzschläge vom Jahr 1815, in Unseren auf den rechten Ufer der Maas gelegenen Ländern, mit Inbegriff des Groß-Herzogthums Lützemburg, sind gültig entladen, wenn sie den Preiß ihrer Ansteigerung in die Hände der Domainen-Empfänger versiren; wozu sie, im Weigerungs-Falle, werden gezwungen werden, ob man gleich keine von ihnen unterschriebene Obligationen vorweisen kann.

Art. 2. Unser Staats-Rath, General-Commis-

néral des finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 2 octobre de l'an 1815, et de Notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi :

Signé A. R. Falck.

Pour ampliation :

Le secrétaire de la secrétairerie d'état à Bruxelles,

Signé Van Gobbelschroy.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'état, commissaire-général des finances,

Signé Appelius.

Pour copie conforme,

Le commissaire des finances,

Signé GERICKE.

Pour ampliation :

Le directeur des domaines,

Signé, Mersch.

Vu par Nous gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg, pour être inséré au journal officiel du grand-duché.

Luxembourg, le 25 octobre 1815.

WILLMAR.

(N°. 300.)

ARRÊTÉ

Relatif aux miliciens déserteurs, etc.

Le gouverneur provisoire du Grand-Duché de Luxembourg,

Vû la dépêche de S. E. le ministre d'état, chargé de la surveillance générale dans les provinces méridionales du royaume, en date du 27 de ce mois, par laquelle, en transmettant les signalemens de plusieurs miliciens déserteurs, elle prescrit des mesures pour en hâter la recherche et l'arrestation ;

sair der Finanzen, ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlußes beauftragt.

Geschehen zu Brüssel, den 2 Oktober des Jahrs 1815, uud des zweiten Unserer Regierung.

Unterz., Wilhelm.

Durch den König,

Unterzeichnet, A. R. Falk.

Als Ausfertigung,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats, zu Brüssel,

Unterschrieben, L. Van Gobbelschroy.

Als Ausfertigung,

Der Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen,

Unterzeichnet, Appelius.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Commissair der Finanzen,

Unterz., Gericke.

Als Abschrift,

Der Domainen-Direktor,

Unterz., Mersch.

Eingesehen von Uns, provisorischem Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg, um in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerükt zu werden.

Lützemburg, den 25 Oktober 1815.

Willmar.

(N°. 300.)

Beschluß,

in Betreff der Miliz-Männer welche ihre Fahnen verlassen haben, rc.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Nach Einsicht des Schreibens Seiner Exzellenz des mit der allgemeinen Aufsicht in den mittäglichen Provinzen des Königreichs beauftragten Staats-Ministers, vom 27 dieses Monats, durch welches Sie, indem Sie die Signalements von mehreren Miliz-Männern, die ihre Fahnen verlassen haben, zuschicken, zugleich die Maaßregeln vorschreiben, um ihre Aufsuchung und Festhaltung zu beschleunigen;

Vû les arrêtés de S. M. des 1, 13, 16 avril et 5 juin derniers, sur la levée de la milice nationale, ensemble les instructions de S. E. le Commissaire-général de l'intérieur, en date des 4 et 16 dudit mois d'avril, sur l'exécution des arrêtés précités;

Attendu que les communes sont déclarées responsables pendant 18 mois des hommes qu'elles auront fournis, pour le cas de désertion seulement, et qu'elles devront les remplacer;

Attendu que ceux qui donnent asile aux déserteurs, se rendant complices de leur crime, s'exposent à la plus sévère animadversion des lois, et qu'il importe d'éclairer le public à cet égard;

Arrête :

Art. Ier. Les miliciens insoumis, rétardataires ou déserteurs du Grand-Duché, seront recherchés et poursuivis sans relâche, par tous les moyens que la loi autorise.

Tous les habitans du Grand-Duché sont appelés à y contribuer; les fonctionnaires publics saisiront cette occasion de donner de nouvelles preuves de zèle et de dévouement; la milice bourgeoise et la maréchaussée redoubleront d'efforts; elles seront secondées par les employés des douânes et par les gardes-forestiers et champêtres.

II. Les signalemens de déserteurs qui parviendront au gouverneur de la province, seront adressés par son ordre, aux Sous-intendans respectifs qui, après les avoir fait transcrire sur des registres qu'ils ouvriront à cette fin, les enverront aux maires du domicile ou de la résidence des déserteurs, immédiatement avant leur entrée au service.

III. Aussitôt après la réception des signalemens, les maires les feront notifier aux père, mère, tuteur ou curateur des déserteurs, et

Nach Einsicht der Beschlüsse Seiner Majestät vom 1, 13 und 16 April, und vom 5 Juny lezthin, in Betreff der Aushebung der National-Miliz, wie auch der Instruktion Seiner Exzellenz des General-Commissairs des Innern vom 4 und 16 des besagten Monats April über die Vollziehung der obgemeldten Beschlüsse;

In Erwägung, daß die Gemeinden im Desertions-Falle, während achtzehn Monaten für die Männer, die sie geliefert haben, verantwortlich erklärt sind, und daß sie dieselben ersetzen müssen;

In Erwägung, daß diejenigen, welche den Durchläufern Aufenthalt geben, indem sie sich dadurch ihres Verbrechens theilhaftig machen, sich der strengsten Ahndung der Gesetze aussezen, und es daran gelegen ist, das Publikum in dieser Rücksicht aufzuklären;

Beschließt:

I. Die widerspenstigen Miliz-Männer, die, welche vernachläßigen sich zu ihren Fahnen zu begeben, oder die Durchläufer des Groß-Herzogthums, sollen aufgesucht, und ohne Aufhören durch alle Mittel, welche das Gesetz authorisirt, verfolgt werden. Alle Bewohner des Groß-Herzogthums sind aufgefordert, dazu beizutragen; die öffentlichen Beamten werden diese Gelegenheit benutzen, um neue Beweise ihres Eifers und ihrer Ergebenheit zu geben; die Bürger-Miliz und die Marechaussee sollen ihre Anstrengungen verdoppeln; sie werden von den bei den Zöllen Angestellten und von den Wald-Förstern und den Feldhütern unterstüzt werden.

II. Die Signalements der Durchläufer, welche der Gouverneur der Provinz erhalten wird, werden, auf seine Befehle, den betreffenden Unter-Intendanten zugeschickt werden, welche sie, nachdem sie dieselben in Register, die für diesen Gegenstand eröfnet werden sollen, haben einschreiben lassen, den Mair's der Gemeinden zusenden werden, in welchen die Durchläufer unmittelbar vor ihrer Dienstnehmung wohnhaft waren, oder residirten.

III. Die Mair's sollen die Signalements, sogleich nach ihrem Empfang, den Aeltern, dem Vormund oder Curator der Durchläufer notifiziren, und in

publier et afficher dans les communes; la publication contiendra l'avertissement de l'obligation de remplacer les déserteurs, s'ils ne sont pas ramenés sous les drapeaux, dans le mois de la désertion; elle désignera les deux miliciens qui par leurs numéros sont les premiers appelés à ce remplacement, et elle signalera le danger de la complicité, résultant de la retraite donnée aux déserteurs.

IV. Les miliciens non exemptés qui ne sont pas mis en activité de service, se muniront du certificat de leur position, conformément à l'article 24 de l'arrêté de Sa Majesté, du 13 avril dernier.

V. Toute personne qui donne le logement à un homme de l'âge de la milice, d'une commune étrangère, réquerra la production soit d'un acte d'exemption du service de la milice, soit du certificat de position dont il est fait mention dans l'article précédent; elle présentera ces papiers au maire de sa commune, qui les visera, s'il les trouve en règle, sinon il ordonnera telle mesure que les circonstances pourront réclamer: à défaut de ces précautions, elle s'exposera à toute responsabilité du chef des miliciens qu'elle aura reçus chez elle.

VI Le présent sera expédié à MM. les maires et Sous-intendans, commandant de la maréchaussée et agens supérieurs du service des eaux et forêts et des douanes dans le Grand-Duché, qui sont tous invités à concourir à son exécution.

Il sera en outre inséré dans le journal officiel, imprimé dans les deux langues, publié et affiché dans toutes les communes du Grand-Duché.

Fait à l'hôtel du gouvernement, à Luxembourg, le 30 octobre 1815.

WILLMAR.

der Gemeinde publiziren und anschlagen laßen; die Publikation soll von der Verbindlichkeit Nachricht geben, die Durchläufer zu ersezen, wenn sie nicht innerhalb des Monats ihrer Desertion zu ihren Fahnen wieder zurükgebracht werden; sie soll die zwei Miliz-Männer bezeichnen, welche durch ihre Nummern zuerst zu dieser Ersezung berufen sind; und sie soll die Gefahr als Mitschuldiger angesehen zu werden, zu erkennen geben, welche für diejenigen entsteht, die den Durchläufern einen Zufluchtsort gewähren.

IV. Die nicht befreiten Miliz-Männer, welche nicht in Dienst-Thätigkeit gesetzt sind, sollen sich in Gemäßheit des 24 Art. des Beschlußes Seiner Majestät vom 13 April lezthin, mit dem Attest ihrer Lage versehen.

V. Jede Person, die einem Mann, der das Miliz-Alter hat, und der aus einer anderen Gemeinde ist, Quartier giebt, soll sich entweder den Akt, der die Befreiung von dem Miliz-Dienst darthut, oder das Attest über die Lage, wovon in dem vorhergehenden Artikel die Rede ist, vorzeigen lassen; sie soll diese Papiere dem Mair ihrer Gemeinde vorlegen, um sie zu visiren, wenn er sie regelmäßig findet, oder, wenn sie es nicht sind, die Maaßregeln, welche die Umstände erheischen könnten, zu verordnen. Im Fall diese Vorsichts-Maaßregeln vernachläßigt würden, werden sich jene Personen in Betreff der Miliz-Männer, die sie aufgenommen haben würden, aller Verantwortlichkeit aussetzen.

VI. Gegenwärtiger Beschluß soll den Herren Mair's und Unter-Intendanten, dem Herrn Commandant der Marechaussee, und den obern Agenten der Forst- und Zoll-Verwaltung des Groß-Herzogthums zugeschikt werden, welche alle eingeladen sind, zu seiner Vollziehung mitzuwirken.

Derselbe soll überdieß in das offizielle Journal eingerükt, in beiden Sprachen gedrukt, publizirt und in allen Gemeinden des Groß-Herzogthums angeschlagen werden.

Geschehen im Gouvernements-Haus, zu Luxemburg, den 30 Oktober 1815. Willmar.

Supplément du N°. 66 du Journal officiel.

(N°. 301.)

ARRÊTÉ

sur le mode de versement des différentes espèces de contributions dans les caisses d'arrondissement.

Nous gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

Considérant 1°., que l'ordre de la comptabilité et l'intérêt du trésor exigent une scrupuleuse régularité dans l'imputation des versemens à opérer par les percepteurs sur les différentes espèces de contributions;

2°. Que toute confusion, sous ce rapport, peut entrainer des inconvéniens graves, tant pour ces comptables que pour le recouvrement des revenus du trésor;

3°. Qu'il importe de prévenir, par une mesure générale, toute opération qui tendrait à donner aux fonds une autre destination que celle de la contribution pour laquelle ils ont été perçus;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1. Toutes les fois qu'un percepteur fera un versement à la caisse du receveur particulier de son arrondissement, ce versement sera accompagné, outre le bordereau d'espèce, d'un autre bordereau portant imputation des fonds sur les différentes contributions à solder.

Art. 2. Ce bordereau d'imputation sera rédigé et certifié, en double, par le percepteur et présenté au maire de sa résidence qui le visera, conservera l'un des doubles dans ses bureaux, et fera remise de l'autre au percepteur.

Art. 3. Le double du bordereau d'imputation remis au percepteur, sera présenté au receveur particulier au moment du versement, avec

(N°. 301.)

Beschluß,

über die Art, wie die verschiedenen Arten von Steuern in die Bezirks-Cassen versirt werden sollen.

Wir provisorischer Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg;

In Erwägung 1°., daß die Ordnung der Comptabilität, und das Interesse des öffentlichen Schazes erfordern, daß die Einnehmer die verschiedenen Arten von Steuern mit der strengsten Regelmäßigkeit versiren;

2°. Daß jede Unordnung in dieser Rüksicht große Inkonvenienzen sowohl für diese Rechnungspflichtigen, als für die Erhebung der Einkünfte des Schazes nach sich ziehen kann;

3°. Daß es wichtig ist, durch eine allgemeine Maaßregel, jeder Operation zuvorzukommen, welche dahin abzweken würde, den Fonds eine andere Bestimmung zu geben, als die der Steuer ist, für welche sie bezogen worden sind;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. So oft ein Einnehmer in die Casse des besonderen Empfängers seines Bezirks Fonds zu versiren hat, soll diese Operation, außer der, die Gattung derselben bezeichnenden Nachweise, noch mit einem anderen Verzeichniß begleitet seyn, welches die Anweisung der Fonds auf die verschiedenen zu bezahlenden Steuern enthält.

Art. 2. Das Anweisungs-Verzeichniß soll in doppelter Abschrift von dem Einnehmer abgefaßt und bescheinigt, und dem Mair seiner Residenz zum Visa vorgelegt werden; dieser soll das Duplum desselben in seinen Bureaux behalten, und das andere dem Einnehmer wieder einhändigen.

Art. 3. Das Duplum des dem Einnehmer zugestellten Anweisungs-Verzeichnisses soll dem besonderen Empfänger im Augenblik der Versirung

invitation d'apposer au bas sa déclaration ainsi qu'il suit . . . . . . Vu et imputé comme ci-dessus . . . . . à . . . . . . le . . . .

Signé . . . . . .

Ce bordereau sera représenté au maire qui transcrira sur le double conservé par lui, la déclaration du receveur particulier.

Art. 4. L'exécution des dispositions ci-dessus est recommandée à MM. les sous-intendans, qui les porteront à la connaissance des autorités et fonctionnaires qu'elles concernent; et sera, en outre, le présent arrêté inséré au journal officiel du grand-duché.

Donné à Luxembourg, en l'hôtel du gouvernement, le 24 octobre 1815.

WILLMAR.

(N°. 302.)

CIRCULAIRE

à MM. les sous-intendans, etc. etc. du grand-duché, concernant les dépenses faites par les communes pour travaux publics.

Luxembourg, le 26 octobre 1815.

Messieurs,

Par les instructions que l'ancienne administion du département a adressées à votre prédécesseur le 22 décembre 1812 et 30 juillet 1813, et que vous voudrez bien vous faire représenter, MM. les sous-préfets ont été chargés de faire parvenir à l'administration, dans le courant du mois de janvier de chaque année, conformément au modèle y-joint, et en exécution des instructions du ministre de l'intérieur du 19 novembre 1812, le tableau général des dépenses faites par les communes de leurs arrondissemens respectifs dans l'année précédente pour des travaux publics à leur charge.

mit der Einladung vorgelegt werden, demselben unten die folgende Deklaration beizufügen . . . .

Eingesehen und angerechnet, wie oben . . . .

Zu . . . . . . den . . . .

Unterzeichnet . . . . . .

Dieses Verzeichniß muß dem Mair mitgetheilt werden, welcher auf das von ihm beibehaltene Duplum die Erklärung des besonderen Empfängers abschreibt.

Art. 4. Die Vollziehung obiger Verfügungen ist den Herrn Unter-Intendanten empfohlen, welche sie zur Kenntniß der betreffenden Behörden und Beamten bringen sollen. Der gegenwärtige Beschluß soll über dieß in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerükt werden.

Geschehen zu Lützemburg im Gouvernements-Haus, den 24 Oktober 1815.

Willmar.

(N°. 302.)

Rundschreiben

an die Herren Unter-Intendanten ꝛc. des Groß Herzogthums, in Betreff der von den Gemeinden für öffentliche Arbeiten gemachten Ausgaben.

Lützemburg, den 26 Oktober 1815.

Meine Herren!

Durch die Instruktionen, welche die ehemalige Verwaltung des Departements Ihren Vorgängern den 22 Dezember 1812 und den 30 July 1813 zugeschikt hat, und die Sie sich belieben vorlegen zu lassen, sind die Herren Unter-Intendanten beauftragt worden, der Verwaltung in dem Lauf des Monats Jänners jeden Jahrs, in Gemäßheit des denselben beigefügten Modells, und Kraft der Instruktionen des Ministers des Innern vom 19 November 1812, das allgemeine Verzeichniß der Ausgaben zuzusenden, welche die Gemeinden ihrer respektifen Bezirke für öffentliche Arbeiten, womit sie belastet waren, während dem vorhergehenden Jahr, gehabt hatten.

Les instructions de l'ancien gouvernement qui n'ont pas été rapportées, ni modifiées, devant provisoirement rester en vigueur, vous aurez soin de me transmettre, dans le courant du mois de janvier prochain, le tableau général des dépenses dont question, et qui auront été faites pendant la présente année.

Cet état ne comprendra pas seulement les réparations et constructions de bâtimens qui font l'objet du décret du 10 brumaire an XIV, rendu applicable aux communes par celui du 18 juillet 18.8, mais aussi celles faites aux ponts, fontaines publiques, pavés, etc. ainsi que les travaux que les communes ont fait effectuer aux presbytères, églises et cimetières, en vertu du décret du 30 décembre 1809. Vous n'y consignerez cependant que celles des dépenses qui ont été dûment autorisées et qui ont été légalement soldées par les percepteurs, après que les adjudicataires auront justifié par le procès-verbal de réception des travaux, (dont une expédition devra m'être régulièrement adressée, pour que je puisse autoriser le paiement de ces sortes de dépenses,) qu'ils ont entièrement satisfait aux clauses et conditions qui leur ont été imposées par le cahier des charges.

Pour que le tableau demandé soit dressé d'une manière uniforme, il devra contenir les colonnes suivantes :

La 1re. désignera la mairie ;

La 2e. la commune dans laquelle les travaux ont été effectués ;

La 3e. l'édifice ou la nature des travaux ;

La 4e. le montant de la dépense ;

La 5e. l'autorité qui l'a approuvée ;

La 6e. la date de cette approbation ;

La 7e. la date du procès-verbal de réception des travaux ;

Da die Instruktionen der alten Regierung, welche nicht zurükgenommen, noch modifizirt worden sind, provisorisch bestehen sollen, so werden Sie Sorge tragen, mir in dem Lauf des nächstkünftigen Monats Januar, das allgemeine Verzeichniß der gemeldten Ausgaben, die während dem gegenwärtigen Jahr Statt gehabt haben, zuzuschiken.

Dasselbe soll nicht allein die Ausbesserungen und Erbauungen von Gebäuden begreifen, welche der Gegenstand des Dekrets vom 10 Brumair, XIV, sind, das durch das Dekret vom 18 July 1808 auf die Gemeinden anwendbar erklärt worden ist, sondern auf diejenigen, welche die Brüken, die öffentlichen Brunnen, das Straßenpflaster rc. betreffen, wie auch die Arbeiten, welche die Gemeinden an den Pfarrhäusern, Kirchen und Begräbnißorten, in Folge des Dekrets vom 30 Dezember 1809, haben machen lassen. Doch sollen Sie nur diejenigen Ausgaben in das besagte Verzeichniß aufnehmen, welche gehörig authorisirt, und von den Einnehmern gesezmäßig bezahlt worden sind, nachdem die Ansteigerer durch das über die Annahme der Arbeiten errichtete Protokoll, (welches mir regelmäßig in Abschrift zugeschikt werden soll, damit ich die Bezahlung dieser Art von Ausgaben authorisiren kann), dargethan haben, daß sie den ihnen durch das Beschwerdenheft auferlegten Clauseln und Bedingungen vollkommen Genüge geleistet haben.

Damit das verlangte Verzeichniß auf eine einförmige Art angefertigt werde, soll es folgende Columnen enthalten:

Die 1te soll die Mairie bezeichnen;

Die 2te, die Gemeinde, in welcher die Arbeiten Statt gehabt haben;

Die 3te, das Gebäude, oder die Natur der Arbeiten;

Die 4te, den Betrag der Ausgabe;

Die 5te, die Behörde, die sie genehmigt hat;

Die 6te, den Tag dieser Genehmigung;

Die 7te, den Tag, an welchem das Protokoll über die Annahme der Arbeiten errichtet worden;

La 8e. celle où le paiement de la dépense a été autorisé; et

La 9e. colonne sera destinée aux observations.

Lorsqu'une commune aura été autorisée à faire effectuer les travaux par économie, le tableau en fera mention expresse; quant aux travaux faits sans autorisation, ou sans que les formalités prescrites aient été remplies, il est défendu aux percepteurs de la manière la plus expresse et sous leur responsabilité personnelle, d'en payer le montant qui doit être à la charge de ceux qui les ont ordonnés, sauf à ces derniers d'en réclamer le remboursement, dans le cas où ces travaux auraient été effectués dans l'intérêt de la commune, et qu'ils pourraient justifier de leur urgence. Le remboursement ne sera autorisé qu'après que l'état et la valeur des travaux auront été exactement constatés. Les frais d'expertise et autres seront à la charge de ceux qui y ont donné lieu.

Ce tableau étant destiné à être mis sous les yeux de S. E. le ministre de l'intérieur, j'aime à espérer qu'il sera dressé par vous avec la plus grande exactitude, et que je le recevrai dans le délai ci-dessus prescrit.

J'ai l'honneur de vous saluer avec une parfaite considération.

Le gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Die 8te, den Tag, an welchem die Bezahlung der Ausgabe authorisirt worden; und

Die 9te Columne soll zu Anmerkungen bestimmt werden.

Wenn eine Gemeinde authorisirt worden ist, die Arbeiten ökonomisch bewerkstelligen zu lassen, so soll das Verzeichniß ausdrükliche Meldung davon thun; was die ohne Authorisation gemachten Arbeiten betrift, oder die unternommen worden wären, ohne daß die vorgeschriebenen Formalitäten erfüllt worden sind, so ist es den Einnehmern auf das ausdrüklichste, und unter ihrer persönlichen Verantwortlichkeit verboten, den Betrag derselben zu bezahlen, welcher denjenigen zur Last fallen soll, welche sie verordnet haben; doch sollen diese leztere das Recht haben, die Rükbezahlung derselben zu begehren, im Fall diese Arbeiten in dem Interesse der Gemeinden unternommen worden wären, und sie die Dringlichkeit derselben beweisen könnten. Die Rükbezahlung wird aber nur alsdann authorisirt werden, nachdem der Zustand und der Werth der Arbeiten mit Genauigkeit bestimmt worden ist. Mit den Abschäzungs- und andern Kosten werden aber diejenigen belastet werden, welche dieselben veranlaßt haben.

Da dieses Verzeichniß bestimmt ist, S. E. dem Minister des Innern vorgelegt zu werden, so hoffe ich, daß Sie die größte Sorgfalt auf die genaue Verfertigung desselben verwenden werden, und daß ich es in der oben vorgeschriebenen Zeitfrist erhalten werde.

Ich habe die Ehre, Sie mit einer vollkommenen Hochachtung zu grüßen.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

(N°. 303.)

AVIS

aux acquéreurs de rentes domaniales.

Sous le gouvernement français il a été né-

(N°. 303.)

Nachricht

an die Erwerber von Domanial-Renten.

Unter der französischen Regierung ist in diesem

gocié, dans ce département, au profit de la caisse d'amortissement, un grand nombre de rentes domaniales.

Pour faciliter ces négociations et engager les débiteurs ou des tiers, à rembourser ou à acquérir, il a été accordé aux uns un délai de 20 mois pour se libérer entièrement et en un seul paiement, et aux autres la faculté de souscrire des cédules payables à diverses époques.

Il résulte de cet état des choses, que depuis l'occupation de ce pays par les Hautes Puissances alliées, plusieurs termes de paiement sont échus, et sont maintenant susceptibles d'être versés dans les caisses de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg.

En conséquence des ordres qui lui ont été transmis par M. le commissaire chargé de l'administration des finances pour les pays de la rive droite de la Meuse, le directeur de l'enregistrement et des domaines par intérim, soussigné, invite toutes les personnes qui, pendant les années 1810, 1811, 1812, 1813 et 1814, ont acquis ou remboursé des capitaux de rentes dues à l'état, ou déléguées à la caisse d'amortissement, de faire, au bureau des domaines où les rentes étaient dues et payables, le dépôt d'une copie, sur papier libre, de l'acte de transfert qui leur a été consenti, d'y passer la déclaration justificative de ce qui a été payé et de ce qui reste à payer, et d'y acquitter en même tems les termes échus, sous la promesse solemnelle, au nom du gouvernement, de les garantir de tous troubles, et de prendre fait et cause pour eux contre les porteurs de cédules qui pourraient se présenter par la suite.

Departement eine große Anzahl von Domanial-Renten zum Nuzen der Tilgungs-Casse verhandelt worden.

Um diese Verhandlungen zu erleichtern, und die Schuldner, oder dritte Personen anzureizen, zurükzubezahlen, oder zu erwerben, hat man den einen, um sich gänzlich, und vermittelst einer einzigen Bezahlung von der Schuld zu befreien, eine Zeitfrist von 20 Monaten bewilligt, und den andern die Befugniß ertheilt, Obligationen zu unterschreiben, die in verschiedenen Zeitpunkten zahlbar waren.

Es erhellt aus diesem Zustand der Dinge, daß seit der Besetzung dieses Landes von den Hohen Alliirten Mächten, mehrere Zahlungs-Termine verfallen, und jezt im Fall sind in die Cassen Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Groß-Herzogs von Lützemburg, versirt zu werden.

In Gemäßheit der ihm von dem mit der Verwaltung der Finanzen für die Länder diesseits der Maas beauftragten Herrn Commissair ertheilten Befehle, ladet der unterzeichnete interimistische Direktor der Domainen alle Personen, welche während den Jahren 1810, 1811, 1812, 1813 und 1814 Capitalien von Renten, die man dem Staat schuldig ist, oder die der Tilgungs-Casse angewiesen worden sind, an sich gebracht oder zurükbezahlt haben, ein, in dem Domainen-Bureau, in welchem die Renten zahlbar waren, eine Abschrift, auf ungestempeltes Papier, von dem Uebertragungs-Akt, welcher ihnen bewilligt worden, zu hinterlegen, daselbst eine förmliche mit Beweisen belegte Deklaration von dem zu machen, was bezahlt worden ist, und was noch zu bezahlen übrig bleibt, und zu gleicher Zeit die verfallenen Termine zu entrichten, und dieses unter dem feierlichen, im Namen der Regierung gemachten Verspruch, sie vor jeder Beunruhigung zu sichern, und sich ihrer Sache gegen die Träger der Obligationen, welche sich in der Folge darstellen könnten, als ihrer eigenen anzunehmen.

Ces dépôts, déclarations et paiemens, devront être faits avant le 15 décembre prochain, passé lequel délai le paiement des termes échus et des cédules non acquittées sera poursuivi par voie de contrainte.

Luxembourg, le 24 octobre 1815.

Le directeur des domaines,
Signé Mersch.

Vu par nous gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg, pour être inséré au journal officiel du grand-duché.

Luxembourg, le 25 octobre 1815.

WILLMAR.

Diese Niederlagen, Deklarationen und Bezahlungen müßen vor dem 15 nächstkünftigen Monat Dezember Statt haben; nach Verfluß dieser Zeitfrist wird die Bezahlung der verfallenen Termine und der nicht entrichteten Obligationen durch Zwangs-Mittel verfolgt werden.

Lützemburg, den 24 Oktober 1815.

Der Domainen-Direktor,
Unterz., Mersch.

Eingesehen von Uns, provisorischem Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg, um in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums eingerükt zu werden.

Lützemburg, den 25 Oktober 1815.

Willmar.

(N°. 304.)

PUBLICATION, relative au service de la milice bourgeoise.

S. E. le commissaire-général à la résidence de Liége, a décidé le 29 septembre dernier, que la disposition prise par M. le gouverneur du Bas-Rhin et Rhin-Moyen, à l'égard des agens forestiers (journal départemental de 1815, n°. 10, page 99) peut être appliquée aux employés des douanes et de la navigation, attendu qu'ils sont chargés, comme les premiers, d'un service et d'une surveillance qui exigent leur présence continuelle sur les lieux de leurs fonctions.

Il suit delà que les employés des douanes et de la navigation peuvent être dispensés du service personnel de la milice bourgeoise, en payant la taxe d'exemption fixée d'après les §§ 4, 59 et 60 du réglement du 6 avril 1814.

MM. les sous-intendans, maires et chefs de bataillons de la milice bourgeoise sont invités

---

(N°. 304)

Bekanntmachung, in Betreff des Diensts der Bürger-Miliz.

S. E. der General-Commissair zu Lüttich, haben den 29 September lezthin entschieden, daß die von dem Herrn General-Gouverneur des Nieder- und Mittel-Rheins in Betreff der Forst-Agenten genommene Verfügung, (Siehe das Departemental-Journal N°. 10, Seite 99), auf die bei den Zöllen und der Schiffahrt Angestellten anwendbar seyn kann, weil sie, wie die ersten, mit einem Dienst und einer Aufsicht beauftragt sind, welche ihre beständige Gegenwart an dem Ort, wo sie ihre Funktionen ausüben, erfordern.

Es folgt daraus, daß die bei den Zöllen und der Schiffahrt Angestellten von dem persönlichen Dienst der Bürger-Miliz befreit werden können, wenn sie die, durch die 4, 59 und 60 §§. des Reglements vom 6 April 1814 festgesezten Befreiungs-Taxe bezahlen.

Die Herren Unter-Intendanten, Mair's und Bataillons-Chefs der Bürger-Miliz sind eingela

à se conformer à ces dispositions, chacun en ce qui le concerne.

Luxembourg, le 21 octobre 1815.

Le gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,
WILLMAR.

(N°. 305)

AVIS

relatif à l'exploitation des coupes des bois communaux pour l'ordinaire de 1816.

Le gouverneur provisoire du Grand-Duché, sur la demande de M. l'inspecteur forestier de l'arrondissement de Luxembourg, prévient MM. les maires dudit arrondissement, que le bureau de M. l'inspecteur sera ouvert depuis le 10 jusqu'au 30 de ce mois, pour délivrance du permis d'exploiter les coupes des bois communaux de l'ordinaire de 1816. Il les invite en conséquence à faire les diligences nécessaires pour obtenir le permis dont il s'agit, dans l'intervalle précité.

Il leur rappelle à ce sujet, qu'aux termes de l'ordonnance de 1669, art. 11 titre 25, ils doivent proposer un entrepreneur entendu dans la partie, choisi aux frais de la commune, et capable de répondre de la mauvaise exploitation.

Les maires qui ne présenteront pas personnellement leurs entrepreneurs, devront remettre des lettres de créance à ceux-ci à l'adresse de M l'inspecteur.

Luxembourg, le 3 novembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 306.)

AVIS

aux habitans du grand-duché, concernant le commerce.

Les habitans du grand-duché sont prévenus

ben, sich nach diesen Verfügungen, so weit es jeden betrift, zu richten.

Lützemburg, den 21 Oktober 1815.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,
Willmar.

(N°. 305.)

Nachricht,

in Betreff der Benuzung der gewöhnlichen Holzschläge der Gemeinde-Waldungen für das Jahr 1816.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums benachrichtigt die Herrn Mair's des Bezirks von Lützemburg, auf das Begehren des Herrn Forst-Inspektors des besagten Bezirks, daß das Bureau des Herrn Inspektors vom 10 bis auf den 30 dieses Monats eröfnet ist, um die Erlaubnißscheine für die Benuzung der gewöhnlichen Holzschläge der Gemeinde-Waldungen für das Jahr 1816 auszufertigen. Er ladet sie deßwegen ein, die nöthigen Schritte zu thun, damit sie innerhalb der obengemeldten Zeitfrist, die Erlaubnißscheine, wovon die Rede ist, erhalten.

Er bringt ihnen deßhalb in Erinnerung, daß sie, in Gemäßheit der Ordonnanz von 1669, Art. 11, Titel 25, einen in diesem Fach erfahrenen Unternehmer, der auf Kosten der Gemeinde gewählt wird, und der im Stand ist für die schlechte Benüzung verantwortlich zu seyn, vorschlagen.

Die Mair's, welche ihre Unternehmer nicht persönlich vorstellen werden, sollen diesen Credit-Schreiben für den Herren Inspektor einhändigen.

Lützemburg, den 3ten November 1815.

Willmar.

(N°. 306.)

Nachricht,

an die Bewohner des Groß-Herzogthums, in Betreff des Handels.

Die Bewohner des Groß-Herzogthums sind

que, par décision de S. E. M. le conseiller d'état, commissaire-général des finances, en date du 14 de ce mois, les bouts de laine qui sont véritable matière première pour la fabrication des draps communs à l'usage des militaires et autres, ne seront désormais passibles, à l'entrée du royaume, que du droit de balance.

En portant à la connaissance des administrés une décision aussi importante pour la prospérité des manufactures de draps, j'espère qu'ils y verront une nouvelle preuve de l'intérêt que le gouvernement attache à l'activité du commerce et aux progrès de la fabrication.

Luxembourg, le 24 octobre 1815.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

benachrichtiget, daß durch eine Entscheidung S. E. des Herrn Staats-Raths, General-Commissairs der Finanzen, vom 14 dieses Monats, das Endengarn, welches für die Verfertigung der gemeinen, zum Gebrauch der Militair- und anderer Personen, bestimmten Tücher den wahren Urstoff ausmacht, in's künftige bei dem Eingange in das Königreich nur die Wagegebühr bezahlen soll.

Indem ich eine für den Flor der Tuch-Manufakturen so wichtige Entscheidung zur Kenntniß der Administrirten bringe, so hoffe ich, daß sie darin einen neuen Beweiß von dem Interesse sehen werden, welches die Regierung für die Thätigkeit des Handels und für die Fortschritte der Fabrikate hegt.

Lützemburg, den 24 Oktober 1815.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

(N°. 67.)

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 11 novembre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 11ten November 1815.

(N°. 307.)

ARRÊTÉ

portant exemption du droit d'enregistrement en faveur des indigens.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince Souverain des provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Sur le rapport qui Nous a été fait par notre commissaire-général de la justice, relativement à la demande formée par une personne qui désire contracter mariage et qui se trouve par son indigence dans l'impossibilité de payer les frais d'enregistrement d'un acte de notoriété dont la production est exigée à cet effet, et sollicite qu'il lui soit fait remise de ce droit;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. I. Seront exemptées du paiement des droits d'enregistrement à payer pour l'acte de notoriété requis par l'article 70 du code civil, toutes personnes dont l'indigence serait constatée par un certificat du maire, visé et approuvé par le sous-intendant.

II. Ledit certificat sera appuyé d'une déclaration du percepteur des contributions,

(N°. 307.)

Beschluß,

welcher die Dürftigen von einer Einregistrirungs-Gebühr befreit.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, ꝛc. ꝛc. ꝛc.

Haben, auf den an Uns von Unserem General-Commissair der Gerechtigkeit gemachten Bericht über das Begehren einer Person, welche sich zu verheurathen wünscht und wegen ihrer Dürftigkeit sich außer Stand befindet, die Einregistrirungs-Kosten für einen Notorietäts-Akt zu bezahlen, dessen Vorzeigung in dieser Absicht erfordert wird, und die um den Erlaß dieser Gebühr nachsucht;

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Personen, deren Dürftigkeit durch ein von dem Mair ausgestelltes und von dem Unter-Intendanten visirtes und genehmigtes Attest dargethan würde, sollen von der Bezahlung der für den Notorietäts-Akt zu entrichtenden Einregistrirungs-Gebühren, welcher Akt durch den 70 Artikel des Civil-Gesetzbuches erfordert wird, befreit seyn.

Art. 2. Das besagte Attest soll von einer Erklärung des Steuer-Einnehmers unterstützt seyn,

qui constate que lesdites personnes à marier ne paient aucune contribution directe, ou que le montant de leur imposition n'excède pas la somme de dix francs.

III. Notre commissaire-général de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 6 septembre 1814.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale,

Le secrétaire-d'état,

Signé, Baron de CAPELLEN.

welches beweißt, daß die besagten Personen, die sich verheurathen wollen, keine direkte Steuer bezahlen, oder daß der Betrag ihrer Abgabe die Summe von zehn Franken nicht übersteigt.

Art. 3. Unser General-Commissair der Gerechtigkeit ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 6 September 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Der Staats-Sekretair,

Unterzeichnet, Baron von Capellen.

(N°. 308.)

ARRÊTÉ

portant que l'extrait des régistres des paroisses supplée l'acte de notoriété.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Sur le rapport de Notre Commissaire-général de la justice;

Voulant augmenter encore la faveur accordée par notre arrêté du 6 septembre dernier, aux indigens qui désirent contracter mariage, se trouvant dans le cas prévû par l'article 70 du code civil;

Nous avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Art. I. Il sera permis de suppléer à l'acte de notoriété requis par l'article 70 susdit, au moyen de la production d'extrait des régistres des paroisses, énonçant tout ce que l'acte de notoriété devrait établir.

II. Cette faveur ne sera accordée qu'aux indigens dont l'état sera constaté dans les formes préscrites par Notre arrêté du 6 septembre dernier.

III. Notre commissaire-général de la justice

(N°. 308.)

Beschluß,

welcher enthält, daß der Auszug aus den Pfarr-Registern den Notorietäts-Akt ersetzt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souveräner Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

Da Wir die, den Dürftigen, die sich verheurathen wollen und sich in dem durch den 70 Artikel des Civil-Gesetzbuches vorhergesehenen Fall befinden, durch Unsern Beschluß vom 6 September letzthin, bewilligte Begünstigung noch erweitern wollen;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Es soll erlaubt seyn, den durch den 70 obengemeldten Artikel erforderlichen Notorietäts-Akt, vermittelst der Vorzeigung eines Auszugs aus den Pfarr-Registern, welcher alles enthalten muß, was der Notorietäts-Akt darthun sollte, zu ersetzen.

Art. 2. Diese Begünstigung ist nur den Dürftigen bewilligt, deren Zustand in den durch Unsern Beschluß vom 6 September letzthin vorgeschriebenen Formen dargethan seyn wird.

Art. 3. Unser General-Commissair der Gerech-

est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au journal officiel.

Fait à la Haye, le 30 octobre 1814.

Signé GUILLAUME.

Par son Altesse Royale,

Pour le secrétaire d'état absent,

Le secrétaire du cabinet,

Signé P. CROMBRUGGHE.

(N°. 309.)

ARRÊTÉ

relatif aux peines et amendes prononcées par le code pénal, à l'égard de ceux qui sont restés en défaut de faire les déclarations des naissances.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Attendu que différens individus de la Belgique entrainés par des insinuations erronées ont négligé de faire dans le tems voulu par la loi les déclarations des naissances, et que de ce chef, ils ont encouru les peines comminées par l'art. 346 du code pénal;

Voulant user d'indulgence pour le passé, et user de toute la rigueur des lois pour l'avenir, sans rien déroger à ce qui est statué à l'égard de la preuve de l'état civil;

Sur le rapport de notre commissaire-général de la justice;

Le conseil privé entendu;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. I. Les peines et amendes prononcées par l'art. 346 du code pénal qui pourraient avoir été encourues par les contrevenans, ne leur seront appliquées que pour autant que les contraventions prévues par ledit article, aient eû lieu postérieurement à la publication du présent arrêté.

tigkeit ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 30 Oktober 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

(N°. 309.)

Beschluß,

in Betreff der Strafen und Geldbußen, welche durch das peinliche Gesetzbuch gegen diejenigen ausgesprochen werden, die vernachläßigt haben, die Geburten zu deklariren.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, ꝛc. ꝛc. ꝛc.

Da verschiedene Individuen in Belgien, durch falsche Einflüsterungen irregeführt, vernachläßigt haben, in der durch das Gesetz vorgeschriebenen Zeitfrist die Deklarationen von den Geburten zu machen, und deßhalb in die Strafen verfallen sind, welche der 346te Artikel des peinlichen Gesetzbuches verordnet;

Da Wir für das Vergangene Nachsicht zeigen, für die Zukunft aber die ganze Strenge der Gesetze befolgt wissen wollen, ohne im geringsten dasjenige zu modifiziren, was in Betreff des Beweises des Civil-Standes verfügt worden ist;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit, und nach Anhörung des geheimen Raths,

Beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die durch den 346 Artikel des peinlichen Gesetzbuches ausgesprochenen Strafen und Geldbußen, in welche die Uebertreter verfallen seyn könnten, sollen nur alsdann auf sie angewendet werden, wenn die durch den besagten Artikel vorhergesehenen Uebertretungen nach der Verkündung des gegenwärtigen Beschlusses Statt gehabt haben.

II Nos Commissaires-généraux de la justice et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le corcerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à La Haye, le 21 mars 1815, de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par Sa Majesté,

Pour le secrétaire-d'état absent,

Le secrétaire du cabinet,

Signé, P. DE CROMBRUGGHE.

(N°. 310.)

ARRÊTÉ

concernant l'observance des dimanches et jours de fête.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Sur le rapport de Notre commissaire-général de la justice;

Considérant, que par un effet des principes révolutionnaires que la réunion de la Belgique avec la France y a propagés et au mépris des lois divines, ecclésiastiques et civiles, on y néglige l'observance des dimanches et fêtes d'une manière frappante;

Considérant qu'il importe au rétablissement de la morale et de l'ordre public, que les anciens réglemens locaux, en général en harmonie sur ce point avec les lois des autres états de la chrétienneté, soient rigoureusement suivis;

Et voulant établir, à cet égard, des règles uniformes pour toute la Belgique;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1er. Il est strictement défendu de se livrer à aucun travail soit dans les villes, bourgs, villages, rues, quais, places publiques, soit dans les champs, les jours de dimanches

Art. 2. Unsere General-Commissarien der Gerechtigkeit und des Innern sind, jeder in so weit es ihn betrift, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 21 März des Jahres 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Majestät,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterzeichnet, P. von Crombrugghe.

(N°. 310.)

Beschluß,

in Betreff der Haltung der Sonn- und Festtage.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, 2c. 2c. 2c.

In Erwägung, daß man in Folge der revolutionären Grundsätze, welche die Vereinigung Belgiens mit Frankreich darin verbreitet hat, daselbst mit Verachtung der göttlichen, der Kirchen- und der Civil-Gesetze die Beobachtung der Sonn- und Festtage auf eine in die Augen fallende Art vernachläßigt;

In Erwägung, daß die Wiederherstellung der Moral und der öffentlichen Ordnung erheischt, daß die alten Lokal-Reglement's, welche überhaupt genommen in diesem Punkt mit den Gesetzen der andern Staaten der Christenheit in Harmonie sind, strenge befolgt werden;

Und da Wir in dieser Rüksicht einförmige Regeln für ganz Belgien festsezen wollen;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit,

Verordnet und verordnen, was folgt:

Art. 1. Es ist ausdrücklich verboten, weder in den Städten, Flecken, Dörfern, Gaßen, Staaden, öffentlichen Plätzen, noch auf dem freien Feld, an den Sonn- und Festtagen irgend eine

et fêtes consacrés par l'église, sauf dans des cas de nécessité absolue; à quel effet il faudra être muni d'une permission par écrit du maire, laquelle sera immédiatement portée à la connaissance du curé de la paroisse.

II. Toutes ventes de légumes, volaille et autres denrées quelconques, sont prohibées dans les rues et autres lieux publics.

III. Il est défendu aux marchands d'étaler leurs marchandises ou de vendre à porte ouverte.

IV. Les portes des cabarets et autres lieux dans lesquels l'on débite des boissons, seront fermées pendant la durée des temps consacrés à l'office divin de la paroisse où lesdits cabarets se trouvent situés.

V. Les maires, commissaires et agens de police veilleront à empêcher toute espèce de bruit ou tumulte dans les maisons voisines des lieux où se célèbrent les offices divins, ainsi que dans les environs pendant la durée desdits offices.

VI. Aucun divertissement public ne pourra avoir lieu pendant la durée des offices paroissiales, comme il est dit art. 4, et la police prendra les mesures pour qu'il ne s'y passe rien de contraire au respect dû à la sainteté des jours consacrés au culte divin.

VII Les contraventions aux dispositions du présent arrêté, seront punies selon les circonstances, d'une amende depuis 6 francs jusqu'à 10 francs inclusivement, et même d'un emprisonnement, pour ceux qui ne pourraient payer ladite amende, qui ne pourra cependant excéder 3 jours.

VIII. En cas de récidive, l'amende sera doublée, les objets exposés ou étalés seront confisqués et les cabarets ou autres lieux publics fermés pour un mois.

Arbeit zu verrichten, jedoch die Fälle der dringenden Nothwendigkeit ausgenommen, bei welchen man sich mit einer schriftlichen Erlaubniß des Mair's versehen muß, die unmittelbar zur Kenntniß des Pastors der Pfarrei gebracht werden soll.

Art. 2. Jeder Verkauf von Gemüß, Geflügel und andern Lebensmitteln ist in den Gassen und andern öffentlichen Plätzen verboten.

Art. 3. Es ist den Kaufleuten verboten, ihre Waaren bei offener Thüre auszukramen oder zu verkaufen.

Art. 4. Die Thüren der Wirthshäuser und anderer Orte, in welchen man Getränke verkauft, sollen während der Dauer der Zeit, die dem Gottesdienst der Pfarrei, in welcher die Wirthshäuser gelegen sind, geschlossen werden.

Art. 5. Die Mair's und Polizei-Commissarien und Agenten sollen wachen, damit jede Art von Geräusch oder Tumult in den Häusern, die nahe bei den Orten, wo der Gottesdienst verrichtet wird, oder in der Nachbarschaft derselben liegen, während seiner Dauer verhindert werde.

Art. 6. Keine öffentliche Belustigung kann während der Dauer des in der Pfarrkirche gehältenen Gottesdienstes, Statt haben, so wie es im 4 Artikel gesagt ist; und die Polizei soll die nöthigen Maaßregeln nehmen, daß keine Handlung begangen werde, welche der Ehrerbietung zuwider wäre, die man der Heiligkeit der dem Gottesdienst gewidmeten Tage schuldig ist.

Art. 7. Die Uebertretungen der Verfügungen des gegenwärtigen Beschlusses sollen, nach den Umständen, mit einer Geldbuße von 6 bis 10 Franken einschließlich, und sogar in Ansehung derjenigen, welche die besagte Buße nicht bezahlen könnten, mit einer Einkerkerung bestraft werden, die aber 3 Tage nicht übersteigen kann.

Art. 8. Im Wiederbetretungsfalle, soll die Strafe verdoppelt, die ausgestellten oder ausgekramten Gegenstände konfiszirt, und die Wirthshäuser oder andere öffentliche Orte für einen Monat geschlossen werden.

IX. Notre commissaire-général de la justice, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au journal officiel, et publié par les maires, pour que personne ne puisse prétexter cause d'ignorance.

Fait à Bruxelles, le 1er. octobre 1814.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale :

Le Secrétaire d'état.

Signé Baron DE CAPELLEN.

(N. 311.)

ARRÊTÉ.

relatif à la circulation des pièces étrangères en cuivre démonétisées.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Considérant que des spéculateurs coupables ont depuis quelque tems, introduit et mis en circulation dans nos départemens méridionaux des pièces étrangères en cuivre démonétisées, et qu'ils les donnent en paiement dans notre royaume, comme pièces de deux liards;

Considérant que ces pièces, n'ayant aucun cours, même de confiance dans notre royaume, il arrive fréquemment que les personnes de la classe ouvrière ne peuvent s'en défaire pour se procurer le nécessaire;

Voulant obvier au mal existant et l'empêcher pour l'avenir;

Sur les rapports de Nos Commissaires-généraux de la justice et des finances;

Notre conseil privé entendu,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. I. L'entrée dans notre royaume des pièces de cuivre et de billon étrangères, autres que la monnaie décimale, est prohibée.

II. Déclarons que ces pièces n'ont aucune valeur légale ou monétaire dans ce pays, et

Art. 9. Unser General-Commissair der Gerechtigkeit ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerückt, und von den Mair's publizirt werden soll, damit niemand sich mit der Unwissenheit entschuldigen könne.

Geschehen zu Brüssel, den 1 Oktober 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Der Staats-Sekretair,

Unterzeichnet, Baron von Capellen.

(№. 311.)

Beschluß,

in Betreff des Umlaufs der fremden kupfernen Münzen, die verrufen worden sind.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, ꝛc. ꝛc. ꝛc.

In Erwägung, daß strafbare Individuen aus Gewinnsucht seit einiger Zeit fremde kupferne Münzen, die verrufen worden sind, in Unsere mittäglichen Provinzen eingeführt und in Umlauf gebracht haben; und daß sie dieselben in Unserem Königreich für zwei Heller-Stücke ausgeben;

In Erwägung, daß da diese Stücke in Unserem Königreich nicht einmal einen zutraulichen Curs haben, es sehr oft geschieht, daß Personen von der arbeitenden Classe dieselben nicht losbringen können, um sich das nothwendige zu verschaffen;

Da Wir dem existirenden Uebel begegnen und dasselbe für die Zukunft verhindern wollen;

Haben, auf die Berichte Unserer General-Commissarien der Gerechtigkeit und der Finanzen, und nach Anhörung Unseres geheimen Raths,

Beschlossen und beschließen:

Art. I. Es ist verboten, fremde kupferne und Scheide-Münzen, jedoch mit Ausnahme der Dezimal-Münzen, in Unser Königreich einzubringen.

II. Wir erklären, daß diese Stücke in diesem Land keinen gesezmäßigen, oder Münz-Werth

que personne ne peut être obligée de les recevoir en paiement ; au contraire, il est défendu très-expressément de les y faire circuler et de les employer comme telles, à peine contre les contrevenans, d'encourir une amende de trois cent fois la valeur de la somme pour laquelle ces pièces auront été données en paiement, ou d'un emprisonnement de trois mois jusqu'à deux années. Cet emprisonnement sera ordonné par Nos procureurs près les tribunaux, si d'après l'avis à eux donné par les officiers de l'enregistrement, les condamnés n'ont pas acquitté l'amende, dans les quinze jours après la signification du jugement, et sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités de l'expropriation. A cette fin, les tribunaux fixeront dans les jugemens le montant de l'amende, et alternativement la durée de l'emprisonnement.

haben, und daß niemand gezwungen werden kann, sie als Zahlung anzunehmen; es ist im Gegentheil auf das ausdrüklichste verboten, sie darin in Umlauf zu bringen, oder sich derselben als solcher zu bedienen, unter der Strafe, im Uebertretungsfalle, einer Geldbusse unterworfen zu seyn, die drei hundert mal den Werth der Summe beträgt, für welche diese Stücke als Bezahlung ausgegeben worden sind, oder einer Einkerkerung von drei Monaten bis auf zwei Jahre. Diese Einkerkerung soll von Unseren Prokuratoren bei den Tribunalien verordnet werden, wenn nach der ihnen von den Einregistrirungs-Beamten gegebenen Nachricht, die Verurtheilten innerhalb der fünfzehn Tage von der Signifikation des Urtheils an gerechnet, die Geldbuße nicht bezahlt haben, und ohne daß es nothwendig ist, zu den Formalitäten der Eigenthums-Entsezung seine Zuflucht zu nehmen. In dieser Absicht sollen die Tribunalien in den Urtheilen den Betrag der Geldbuße, und anderseitig die Dauer der Einkerkerung bestimmen.

III. Néanmoins, pour obvier aux pertes qui pourraient résulter du grand nombre des pièces de cuivre étrangères démonétisées, ayant eû cours et déjà mises en circulation pour la valeur de deux liards, et existantes dans les mains de la classe des journaliers et ouvriers ne travaillant pas pour leur propre compte, Nous accordons aux personnes de cette classe la faculté de porter les pièces qu'elles pourront avoir reçues en paiement, à la caisse des percepteurs de la commune ou du receveur particulier de l'arrondissement de leur domicile; ces pièces y seront échangées et reçues pour une valeur de deux liards, pourvû que lesdites personnes rapportent et déposent au bureau du percepteur ou receveur une déclaration du commissaire de police de leur domicile, visée par le maire ou son suppléant, constatant qu'elles appartiennent à la classe appelée à participer à cette faveur,

III. Jedoch um den Verlust zu verhindern, welcher aus der großen Anzahl der kupfernen fremden Münzen, entstehen könnte, die verrufen worden, welche aber Curs gehabt haben, schon für den Werth von zwei Hellern in Umlauf gesezt worden und sich in den Händen der Taglöhner und Arbeitsleute, die nicht für ihre eigene Rechnung arbeiten, befinden, so bewilligen Wir den Personen dieser Classe das Recht, die Stücke, die sie als Zahlung erhalten haben könnten, in die Casse der Einnehmer der Gemeinde, oder des besonderen Empfängers des Bezirks ihres Wohnorts zu versiren, um daselbst ausgetauscht und für einen Werth von zwei Hellern angenommen zu werden, wenn sie in dem Bureau des Einnehmers oder des Empfängers eine, vom dem Mair, oder seinem Stellvertreter visirte Deklaration des Polizei-Commissairs ihres Wohnorts beibringen und hinterlegen, welche beweißt, daß sie zu der Classe gehören, welcher die Theilnahme an dieser Begünstigung bewilligt ist.

La faculté d'échanger ainsi ces pièces, cessera au bout des huit jours qui suivront la publication du présent arrêté dans chaque municipalité. Les maires délivreront aux percepteurs et receveurs d'arrondissement un certificat du jour de ladite publication.

IV. Toute personne de la classe des journaliers et ouvriers, ne travaillant pas pour leur propre compte, qui sera convaincue de prêter son ministère à d'autres que celles de cette classe, pour faire l'échange dont s'agit, encourra la peine de l'emprisonnement pour trois mois.

V. Nos Commissaires-généraux de la justice et des finances, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel, imprimé et affiché dans tous les chefs-lieux des arrondissemens et mairies.

Fait à Bruxelles, le 9 mai de l'an 1815, de Notre règne le deuxième.

Signé, GUILLAUME.

Par le Roi :

Le Sécrétaire d'état,

Signé le Baron DE CAPELLEN.

Le gouverneur provisoire du Grand-Duché de Luxembourg,

Vu l'arrêté de Sa Majesté du 31 juillet dernier, inséré dans le N°. 58 du journal officiel du grand-duché, lequel rend obligatoires pour les habitans des provinces nouvellement réunies au royaume des Pays-Bas, les cinq arrêtés précités,

Arrête que ces arrêtés seront portés à la connaissance des autorités et du public par la voie du journal officiel du Grand-Duché.

Luxembourg, le 31 octobre 1815.

WILLMAR.

Das Recht diese Stücke also auszutauschen, hört am Ende der acht Tage, welche in jeder Munizipalität auf die Verkündung des gegenwärtigen Beschlußes folgen, auf. Die Mair's sollen den Einnehmern und Bezirks-Empfängern ein Attest von dem Tag ausstellen, an welchem die besagte Verkündung Statt gehabt hat.

IV. Die Personen von der Classe der Taglöhner und Arbeits-Leute, die nicht für ihre Rechnung arbeiten, und die überwiesen werden, ihren Namen anderen geliehen zu haben, die nicht zu dieser Classe gehören, um den besagten Austausch zu machen, sollen in eine Einkerkerung von drei Monaten verfallen seyn.

V. Unsere General-Commissarien der Gerechtigkeit und der Finanzen sind mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt, gedrukt und in allen Hauptorten der Bezirke und der Mairien angeschlagen werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 9ten May des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König,

Der Staats-Sekretair,

Unterzeichnet, Baron von Capellen.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Nach Einsicht des Beschlußes Seiner Majestät vom 31 July lezthin, welcher in dem 58 N°. des offiziellen Journals des Groß-Herzogthums eingerükt ist, und die fünf obigen Beschlüße für die Bewohner der neuerdings mit dem Königreich der Niederlande vereinigten Provinzen verbindlich erklärt,

Verordnet, daß diese Beschlüße durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums, zur Kenntniß der Behörden und des Publikums gebracht werden sollen.

Lützemburg, den 31 Oktober 1815.

Willmar.

Supplément du N°. 67 du Journal officiel.

(N°. 312.)

ARRÊTÉ

relatif à l'organisation de conseils de milice permanens dans les provinces méridionales du royaume des Pays-Bas.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. Il sera organisé dans la capitale de chacune des provinces méridionales de notre royaume, un conseil de milice permanent, composé du gouverneur provincial, d'un officier supérieur désigné par le département de la guerre, et d'un fonctionnaire public désigné par le département de l'intérieur.

II. Ce conseil prononcera sur toutes les questions qui étaient de la compétence des différens conseils de milice de la province.

Notre ministre de l'intérieur et notre commissaire-général de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à La Haye, le 17 octobre de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi :

A. R. Falck.

Le gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg arrête : que l'arrêté de S. M. qui précède sera inséré au journal officiel du grand-duché, avec les observations suivantes :

La création du nouveau conseil de milice n'a pas pour objet de faire revoir les opéra-

(N°. 312.)

Beschluß,

in Betreff der Organisation von permanenten Miliz-Räthen in den mittäglichen Provinzen des Königreichs der Niederlande.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, ꝛc. ꝛc. ꝛc.

Haben, auf den Bericht Unseres Ministers des Innern,

Beschlossen und beschließen:

I. Art. Es soll in dem Hauptorte einer jeden der mittäglichen Provinzen Unseres Königreichs ein permanenter Miliz-Rath organisirt werden, welcher aus dem Provinzial-Gouverneur, einem oberen von den Kriegs-Departement bezeichneten Offizier, und aus einem von dem Departement des Inneren ernannten öffentlichen Beamten bestehen wird.

II. Dieser Rath soll über alle Fragen entscheiden, welche von der Competenz der verschiedenen Miliz-Räthe der Provinz waren.

III. Unser Minister des Inneren und Unser General-Commissair des Kriegs sind, jeder in so weit es ihn betrift, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 17 Oktober, des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterz., Wilhelm.

Durch den König,

Unterzeichnet, A. R. Falk.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums, verordnet, daß der vorhergehende Beschluß S. M. in das offizielle Journal des Groß-Herzogthums mit den folgenden Bemerkungen eingerükt werden soll:

Die Errichtung des neuen Miliz-Raths hat nicht zum Gegenstand, die Operationen derjenigen,

tions de ceux qui ont existé précédemment dans les divers arrondissemens. Il est établi uniquement pour prononcer sur le sort des miliciens dont la position n'a pas été définitivement réglée avant la dissolution des anciens conseils, et qui sont dans le cas d'être examinés, ou de présenter des remplaçans. Ainsi les décisions *définitives* des conseils antérieurs ne regardent nullement le nouveau conseil.

Telle est l'interprétation donnée par S. E. le ministre de l'intérieur, dans sa lettre du 31 octobre dernier.

Fait à l'hôtel du gouvernement provincial, à Luxembourg le 10 novembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 313.)

ARRÊTÉ

relatif au remplacement des miliciens des provinces méridionales du royaume des Pays-Bas, déjà rendus sous les drapeaux.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur, du 14 octobre dernier, n°. 4001;

Après avoir entendu le rapport de notre commissaire-général de la guerre, du 21 de ce mois, n°. 8;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. Ier. Le délai accordé par notre arrêté du 9 juillet 1815, pour le remplacement des miliciens des provinces méridionales de notre royaume, déjà rendus sous les drapeaux, est prorogé jusqu'à l'expiration du mois qui suivra l'insertion du présent arrêté au journal officiel.

die in den verschiedenen Bezirken existirt haben, revidiren zu lassen. Er ist einzig und allein deßwegen instituirt, um über das Schiksal der Miliz-Männer zu sprechen, deren Lage vor der Auflösung der alten Räthe nicht definitif regulirt worden ist, und die im Fall sind, untersucht zu werden oder Stellvertreter darzustellen. Deßwegen sind die definitifen Entscheidungen der vorhergehenden Räthe nicht von der Competenz des neuen Raths.

Auf diese Art wird der Beschluß in dem Schreiben S. E. des Ministers des Inneren vom 31 Oktober lezthin ausgelegt.

Geschehen in dem Provinzial-Gouvernements-Haus, zu Lützemburg, den 10 November 1815.

Willmar.

(N°. 313.)

Beschluß,

in Betreff der Ersezung derjenigen Miliz-Männer der mittäglichen Provinzen des Königreichs der Niederlande, welche sich schon unter den Fahnen befinden.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, 2c. 2c. 2c.

Haben, auf den Bericht Unseres Ministers des Innern, vom 14 Oktober lezthin, N°. 4001, und nach Anhörung des Berichts Unseres General-Commissairs des Kriegs, vom 21 dieses Monats, N°. 8;

Beschlossen und beschließen:

I. Art. Die durch Unseren Beschluß vom 9ten July 1815, für die Ersezung der Miliz-Männer der mittäglichen Provinzen Unseres Königreichs, die sich schon unter den Fahnen befinden, bewilligte Zeitfrist, ist bis zum Verfluß des Monats, welcher auf die Einrükung des gegenwärtigen Beschlußes in das offizielle Journal folgen wird, verlängert.

II. La disposition du précédent article est rendue applicable aux miliciens des provinces de la rive droite de la Meuse, ainsi qu'à ceux de l'arrondissement de milice dont Maëstricht est le chef-lieu. En conséquence ils conserveront pendant le susdit intervalle la faculté de se faire remplacer.

III. Notre ministre de l'intérieur et notre commissaire-général de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à La Haye, le 23 octobre de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi:

A. R. Falck.

Le gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

Vu l'arrêté ci-dessus de S. M. le Roi, Grand-Duc, du 23 octobre dernier, inséré au journal officiel de Bruxelles, N°. 34, sous la date du 28 du même mois, lequel proroge pendant le mois qui suivra son insertion audit journal, le délai de trois mois, accordé par l'arrêté du 9 juillet précédent, aux miliciens présens aux corps, pour se faire remplacer;

Considérant que la prorogation du délai, accordée par le dernier arrêté aux miliciens en activité de service qui désirent jouir de la faculté de se faire remplacer, doit cesser à la fin du présent mois de novembre, et qu'il est instant de donner promptement connaissance au public des formalités à observer à cet égard;

Arrête:

I. Tout milicien qui est d'intention d'en remplacer un autre présent au corps et qui dé-

II. Die Verfügung des vorhergehenden Artikels ist auf die Miliz-Männer der auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen Provinzen, so wie auch auf die des Miliz-Bezirks, wovon Mastricht der Hauptort ist, anwendbar. Zu Folge dessen sollen sie, während dem besagten Zeitpunkt das Recht sich ersezen zu laßen, behalten.

III. Unser Minister des Inneren und Unser General-Commissair des Kriegs sind, jeder in so weit es ihn betrift, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 23 Oktober, des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König,

A. R. Falck.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg;

Nach Einsicht des obigen Beschlußes Seiner Majestät des Königs, Groß-Herzogs vom 23 Oktober lezthin, welcher in das 34 N°. des offiziellen Journals von Brüssel, das den 28 dessel-Monats erschienen, eingerükt worden ist, und welcher die, durch den Beschluß vom 9 vorhergehenden July, den bei ihren Corps gegenwärtigen Miliz-Männern bewilligte Zeitfrist, um sich ersezen zu lassen, während dem Monat, welcher auf seine Einrükung in das besagte Journal folgt, verlängert;

In Erwägung, daß die durch den besagten Beschluß den in Dienst stehenden Miliz-Männern, welche das Recht zu genießen wünschen sich ersezen zu lassen, bewilligte Zeitfrist am Ende des gegenwärtigen Monats November aufhören soll, und daß es bringend ist, dem Publikum von den in dieser Rüksicht zu erfüllenden Formalitäten auf's geschwindeste Kenntniß zu geben;

Beschließt:

1. Art, Jeder Miliz-Mann, welcher die Absicht hat, einen andern, der bei dem Corps sich be-

sire obtenir notre certificat, constatant qu'il n'est point appelé personnellement à marcher, peut se présenter à cet effet devant nous, muni de l'avis de M. le sous-intendant de son arrondissement, et des certificats du maire de sa commune, prescrits par l'article 85 de l'instruction de S. E. le commissaire-général du 16 avril dernier.

II. On le prévient d'avance qu'il ne faut pas qu'il réunisse moins de qualités que celui dont il veut prendre la place, et qu'il doit être rendu auprès du conseil d'administration du corps de ce dernier, pour y être accepté, s'il y a lieu, avant la fin du mois courant.

III. Si celui qui se propose de servir de remplaçant a été dispensé du service pour l'une des causes mentionnées aux numéros 7, 8, 9, 10 et 11 de l'article 13 de l'arrêté du 13 avril dernier, il devra, outre les pièces énoncées à l'article premier du présent, se munir encore d'un acte authentique, à l'effet de constater qu'il aura pourvu pour le tems de son absence, aux moyens d'existence de la personne en faveur de laquelle il a été exempté.

IV. Il est entendu que si le milicien présent au corps a procuré l'exemption provisoire à l'un de ses frères, elle viendra à cesser du moment auquel il se sera fait remplacer.

V. Le présent sera, à la suite de l'arrêté de Sa Majesté du 23 octobre, inséré au journal officiel de ce grand-duché.

Il sera en outre imprimé au nombre de 400 exemplaires, pour être publié, aussitôt sa réception, dans les communes, par les soins de MM. les maires, qui sont particulièrement in-

findet, zu ersezen und der Unser Attest zu erhalten wünscht, welches darthut, daß er nicht persönlich berufen ist zu marschiren, kann sich deßhalb vor Uns darstellen, mit dem Gutachten des Herrn Unter-Intendanten seines Bezirks, und mit den durch den 85 Artikel der Instruktion S. E. des General-Commissairs vom 16 April lezthin vorgeschriebenen, und von dem Mair seiner Gemeinde ausgefertigen Attesten versehen.

2. Art. Man benachrichtigt ihn zum voraus, daß er dieselben Eigenschaften vereinigen muß, wie der, dessen Plaz er einnehmen will, und daß er sich zu dem Verwaltungs-Rath des Corps dieses lezteren begeben muß, um, wenn der Fall ist, von ihm vor dem Ende des laufenden Monats angenommen zu werden.

3. Art. Wenn derjenige, welcher sich vornimmt als Stellvertreter zu dienen, von dem Dienst wegen einer von den, in den 7, 8, 9, 10 und 11 N^os. des 13 Artikels des Beschlußes vom 13 April lezthin gemeldten Ursachen befreit worden ist, so soll er, außer den im 1 Artikel des gegenwärtigen Beschlußes bezeichneten Schriften, sich noch mit einem authentischen Akt versehen, um darzuthun, daß er für die Zeit seiner Abwesenheit für die Unterhalts-Mittel der Person gesorgt hat, zu Gunsten deren er seine Befreiung erhalten.

4. Art. Es ist verstanden, daß wenn der bei dem Corps gegenwärtige Miliz-Mann einem seiner Brüder die provisorische Befreiung verschaft hat, dieselbe von dem Augenblik, an welchem er sich hat ersezen lassen, aufhören wird.

5. Art. Gegenwärtiger Beschluß soll nach dem Beschluß Seiner Majestät vom 23 Oktober, in das offizielle Journal dieses Groß-Herzogthums eingerükt werden; derselbe soll überdieß in vierhundert Exemplarien gedrukt, und in den Gemeinden, sogleich bei seinem Empfang auf das Betreiben der Herrn Mair's publizirt werden, welche besonders eingeladen sind, den Aeltern der

vités d'en donner connaissance aux parens des miliciens qu'il peut intéresser.

Fait à l'hôtel du gouvernement, à Luxembourg, le 11 novembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 314.)

ARRÊTÉ

qui supprime les bureaux des droits d'entrée et de sortie, établis à Fays-les-Veneurs et à Cugnon

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre conseiller-d'état, commissaire-général des finances ;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Art. Ier. Les bureaux des droits d'entrée et de sortie établis à *Fays-les-Veneurs* et à *Cugnon*, principalité de *Florenville*, ainsi que les postes de surveillance à *Aubry* et à *Nolleveaux*, sont supprimés.

II. En remplacement desdits bureaux seront établis, savoir : à *Bouillon* un bureau, qui sera fixé provisoirement dans le faubourg jusqu'à ce que la prise de possession de cette ville permette de le transporter en ville ; un bureau à *Vivy*, un poste de surveillance à *Corbion*, et un autre à *Rochelain*.

III. Les employés actuellement attachés au bureau de *Paliseul* passeront au bureau de *Bouillon* ; *Fays-les-Veneurs* à celui de *Paliseul* ; ceux du poste de surveillance à *Aubry*, passeront à *Corbion*, et ceux du poste de *Nolleveaux* à *Rochelain*.

IV. Notre conseiller d'état, commissaire-général des finances, est chargé de l'exécution

Miliz-Männer, welche er interessiren kann, davon Kenntniß zu geben.

Geschehen im Gouvernements-Haus, zu Lützemburg, den 11 November 1815.

Willmar.

(N°. 314.)

Beschluß,

welcher die zu Fays-les-Veneurs und zu Cugnon errichteten Bureaux der Ein- und Ausgangs-Gebühren aufhebt.

Wir, Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, x. x. x.

Haben, auf den Bericht Unseres Staats-Raths, General-Commissairs der Finanzen,

Beschlossen und beschließen:

I. Art. Die zu Fays-les-Veneurs und zu Cugnon errichteten Bureaux der Ein- und Ausgangs-Gebühren, welche von der Prinzipalität Florenville abhängen, wie auch die Aufsichts-Posten zu Aubry und Nolleveaux sind aufgehoben.

II. An die Stelle der besagten Bureaux, sollen errichtet werden: ein Bureau zu Bouillon, welches provisorisch in der Vorstadt seinen Siz hat, bis die Besiznahme dieser Stadt erlaubt, dasselbe in die Stadt selbst zu verlegen; ein anderes Bureau zu Vivy, ein Aufsichts-Posten zu Corbion, und ein anderer zu Rochelain.

III. Die gegenwärtig bei dem Bureau von Paliseul Angestellten werden das von Bouillon; und die bei dem Bureau von Fays-les-Veneurs das von Paliseul erhalten; die bei den Aufsichts-Posten zu Aubry Angestellten werden bei dem zu Corbion, und die bei dem Posten zu Nolleveaux werden zu Rochelain ihre Funktionen verrichten.

IV. Unser Staats-Rath, General-Commissair der Finanzen, ist mit der Vollziehung des gegen-

du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Donné à Bruxelles le 8 octobre de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,
Signé A. R. FALCK.

(N°. 315.)

AVIS

Relatif relatif aux notices des actes de décès.

Outre les actes de décès rédigés par les officiers de l'état civil, il a été ordonné de faire des notices de ces actes, et de les transcrire sur des registres particuliers. (Loi du 22 frimaire an 7, art. 55.) Ces registres doivent être tenus actuellement par les maires, leurs adjoints ou leurs secrétaires. (Loi du 27 ventôse an 9, article 6.)

Aux termes des mêmes lois et articles, ces fonctionnaires doivent fournir par trimestre au receveur de l'enregistrement du ressort, les relevés par eux certifiés des actes de décès. Ces relevés doivent être délivrés sur papier non timbré, et remis chaque année dans les mois de janvier, avril, juillet et octobre, à peine d'une amende de 30 francs pour chaque mois de retard.

Depuis le rétablissement de l'obligation de faire la déclaration des biens transmis par décès, les receveurs de l'enregistrement ont adressé aux maires de leurs arrondissemens respectifs, les tableaux nécessaires à la formation des relevés des actes de décès, en les invitant à les leur renvoyer, après les avoir remplis des renseignemens indiqués dans les diverse colonnes. C'est ce que m'annonce

wärtigen Beschlußes beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 8 Oktober, des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterschrieben, Wilhelm.

Durch den König,
Unterz., A. R. Falck.

(N°. 315.)

Nachricht,

in Betreff der Notizen der Sterbe-Akten.

Außer den Sterbe-Akten, welche von den Offizianten des Civil-Standes verfertigt werden, ist verordnet werden, daß Notizen von diesen Akten gemacht und in besondere Register eingeschrieben werden sollen. (Gesez vom 22 Frimair, 7 Jahr, Artikel 55.) Diese Register sollen gegenwärtig von den Mair's, ihren Adjunkten, oder ihren Sekretair's gehalten werden. (Gesez vom 27 Ventos, 9 Jahr, Artikel 6.)

In Gemäßheit derselben Geseze und Artikel sollen diese Beamten jedes Vierteljahr dem Einregistrirungs-Empfänger des Bezirks, die von ihnen beglaubten Verzeichnisse der Sterbe-Akten zuschiken. Diese Verzeichnisse sollen auf ungestempeltes Papier ausgefertigt, und jedes Jahr in den Monaten Januar, April, July und Oktober, unter der Strafe von 30 Franken für jeden Monat Verzögerung, eingehändigt werden.

Seitdem die Verbindlichkeit wieder hergestellt worden ist, die Deklaration von den durch Sterbefälle übertragenen Gütern zu machen, haben die Einregistrirungs-Empfänger den Mair's ihrer betreffenden Bezirke, die zur Bildung der Verzeichnisse der Sterbe-Akten nöthigen Tabellen mit der Einladung zugeschikt, sie ihnen wieder zurükzusenden, nachdem sie in die verschiedenen Columnen derselben die darin angezeigten Notizen eingetragen haben. Dieses hat mir der Herr Domainen-Direktor in seinem Schreiben vom 8ten

M. la directeur des domaines dans sa lettre du 8 novembre courant.

Mais en même tems que ce fonctionnaire se plaint de ce que plusieurs maires n'ont pas encore renvoyé aucun de ces tableaux, et de ce que d'autres ont négligé de les remplir exactement. Il observe que ces omissions de leur part, contraires aux intérêts de l'état, ne nuisent pas moins à ceux des particuliers, qui se trouvant frustrés des renseignemens qu'ils espèrent y trouver pour faire leur déclaration, font souvent des voyages inutiles et onéreux.

Pour remédier à ces inconvéniens, MM. les maires, adjoints et secrétaires des communes sont prévenus que s'ils ne fournissent pas incessamment les tableaux qui leur ont été demandés jusqu'à ce jour, remplis avec exactitude, ils seront poursuivis pour être condamnés à l'amende comminée contre eux, et qu'il en sera de même pour les retards qu'ils apporteraient à fournir les tableaux des trimestres à venir.

Fait en l'hôtel du gouvernement provincial à Luxembourg, le 10 novembre 1815.

Le gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

(N°. 316.)

AVIS

Relatif au visa des répertoires des mairies.

L'article 51 de la loi du 22 frimaire an 7, oblige les secrétaires des administrations de présenter à l'expiration de chaque trimestre, leurs répertoires au receveur de l'enregistre-

des laufenden Monats November angekündigt.

Zu gleicher Zeit beklagt sich aber dieser Beamte, daß mehrere Mair's ihm noch keine der besagten Tabellen zurükgeschikt, und daß andere vernachläßigt haben, dieselben mit Genauigkeit auszufüllen. Derselbe bemerkt auch, daß diese Auslaßungen, die sie sich zu Schulden kommen lassen, indem sie dem Interesse des Staats zuwieder sind, zugleich das der Partikularen kompromittiren, indem diese, da sie hoffen in den Tabellen die Notizen zu finden, welche nöthig sind, um ihre Deklaration machen zu können, die aber nicht darin enthalten sind, öfters unnüze und beschwerliche Reisen unternehmen müssen.

Um diesen Inkonvenienzen zu begegnen, werden die Herrn Mair's, Adjunkten und Sekretair's der Gemeinden benachrichtigt, daß wenn sie nicht unverzüglich, die von ihnen bis auf gegenwärtigen Tag verlangten, und mit Genauigkeit ausgefüllten Tabellen liefern, dieselben werden verfolgt werden, um zu der gegen sie verhängten Geldbuße verurtheilt zu werden; und daß dieses ebenfalls in Ansehung der Verzögerungen Statt haben wird, welche die Ueberlieferung der Tabellen für die kommenden Quartale erleiden wird.

Geschehen im Gouvernements-Haus der Provinz, zu Lützemburg, den 10 November 1815.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

(N°. 316.)

Nachricht,

in Betreff der Visa der Repertorien der Mair's.

Der 51 Artikel des Gesezes vom 22 Frimair, 7tes Jahr verpflichtet die Sekretair's der Verwaltungen, nach Verfluß jedes Quartals ihre Repertorien dem Einregistrirungs-Empfänger ihres Be-

ment de leur résidence, pour les faire viser, à peine d'une amende de dix francs pour chaque dixaine de jours de retard.

D'après l'article 6 de la loi du 27 ventôse an 9, ces dispositions sont applicables aux maires des communes et à leurs secrétaires, de sorte qu'il leur a été recommandé plusieurs fois de s'y conformer.

Néanmoins M. le directeur de l'enregistrement et des domaines se plaint de ce que plusieurs d'entre eux refusent de satisfaire aux invitations qui leur sont faites à cet égard.

En conséquence MM. les maires et secrétaires sont prévenus de nouveau qu'ils ne peuvent se dispenser d'exécuter les dispositions dont il s'agit; qu'ils doivent même les remplir spontanément dans les dix jours au plus tard de l'expiration de chaque trimestre, faute de quoi ils seront passibles des poursuites et condamnations prescrites par la loi.

Ils doivent encore avoir soin, d'inscrire exactement dans leurs repertoires tous les actes d'administration soumis à l'enregistrement, puisque chaque omission de cette formalité est également sujete à une amende de dix francs.

Fait en l'hôtel du gouvernement à Luxembourg, le 10 novembre 1815.

Le Gouverneur provisoire du Grand-Duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Nomination de fonctionnaire public.

Par arrêté de S. M. le Roi, en date du 21 octobre dernier, le sieur J. N. Marchand, vérificateur des impositions indirectes à Luxembourg, a été nommé receveur particulier de l'arrondissement de Diekirch.

WILLMAR.

zirks vorzulegen, um sie visiren zu lassen, und dieses unter der Strafe von 10 Franken für jede zehn Tage Verzögerung.

Nach dem 6ten Artikel des Gesezes vom 27sten Ventos, 9tes Jahr, sind diese Verfügungen auf die Mair's der Gemeinden und auf ihre Sekretair's anwendbar; weßwegen ihnen öfters empfohlen worden ist, sich darnach zu richten.

Nichts desto weniger beklagt sich der Herr Direktor der Einregistrirung und der Domainen, daß mehrere unter ihnen sich weigern, den an sie in dieser Rüksicht gemachten Einladungen Genüge zu leisten.

Deßwegen sind die Herren Mair's und Sekretair's auf das neue eingeladen, die besagten Verfügungen zu vollziehen; sie sollen spätestens in den zehn Tagen nach dem Verfluß jedes Quartals, sogar unaufgefordert, dieselben erfüllen; sonst sind sie den, durch das Gesez vorgeschriebenen Verfolgungen und Verurtheilungen unterworfen.

Sie sollen auch noch sorgfältig alle, der Einregistrirung unterworfene Verwaltungs-Akten genau in ihre Repertorien einschreiben, weil jede Auslaßung dieser Formalität ebenfalls eine Geldbuße von zehn Franken nach sich ziehet.

Geschehen im Gouvernements-Haus, zu Lützemburg, den 10 November 1815.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

Ernennung eines öffentlichen Beamten.

Durch einen Beschluß Seiner Majestät des Königs vom 21 Oktober lezthin, ist Herr J. N. Marchand, Verifikator der indirekten Steuern zu Lützemburg zum besondern Empfänger des Bezirks von Diekirch ernannt worden.

Willmar.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.

JOURNAL OFFICIEL
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, le 20 novembre 1815.

Offizielles Journal
des Groß-Herzogthums Lützemburg.

Lützemburg, den 20ten November 1815.

(N°. 317.)

ARRÊTÉ

qui rapporte les décrets des 6 avril, 26 et 28 août an XI, en tant qu'ils concernent les Belges.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Sur le rapport de notre commissaire général de la justice;

Voulant faire cesser les effets injustes des décrets des 6 avril 1809 et 26 août 1811, et empêcher l'abus que l'on pourrait faire encore de celui du 6 août susdit, quoique ses effets aient cessé de fait, par la cessation du gouvernement français dans la Belgique;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Art. Ier. Les décrets des 6 avril 1809 et 26 août 1811, et les jugemens qui auraient été rendus, en conséquence, en tant qu'ils pourraient concerner les Belges, sont comme non avenus.

II. Est également déclaré comme non ave-

(N°. 317.)

Beschluß,

welcher die Dekrete vom 6 April, 26 und 28 August 1811, in so weit sie die Belgier betreffen, aufhebt.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

Da Wir den ungerechten Wirkungen der Dekrete vom 6 April 1809 und vom 26 August 1811 ein Ende machen, und den Mißbrauch verhindern wollen, welchen man noch von dem obgemeldeten Dekret vom 26 August machen könnte, obgleich seine Wirkungen mit der französischen Regierung in Belgien in der That aufgehört haben;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit,

Beschlossen und beschließen, was folgt:

I. Art. Die Dekrete vom 6 April 1809 und vom 26 August 1811, und die Urtheile, die in Gemäßheit derselben ergangen sind, sollen, in so weit sie die Belgier betreffen könnten, als nicht existirend angesehen werden.

II. Das Dekret vom 28 August 1811, und

nu, le décret du 28 août 1811, et tout ce qui aurait pu être fait en conséquence relativement aux successions ouvertes depuis le 1er. janvier 1812, et auxquelles étaient appelés des Belges qui ne se sont pas conformés aux dispositions dudit décret.

III. Notre commissaire général de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 30 septembre 1814.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale:

Le secrétaire-d'état,

Le Baron DE CAPELLEN.

(N°. 318.)

ARRÊTÉ

portant établissement d'agens solliciteurs.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc.

Sur le rapport de notre commissaire général de la justice;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. Ier. Il y aura des agens solliciteurs près les départemens du gouvernement de la Belgique. Ces agens seront nommés par nous, sur la présentation de notre commissaire général de la justice.

II. Ils solliciteront et suivront, exclusivement à tous autres, les affaires que les particuliers pourraient avoir à poursuivre dans les commissariats généraux et à la secrétairerie d'état, sans préjudice au droit qu'a tout individu de faire ses affaires en personne.

III. Il leur sera alloué des honoraires qu'ils

alles das, was in Folge desselben in Betreff der seit dem 1 Januar 1812 eröfneten Erbschaften, zu welchen Belgier, die sich nicht nach den Verfügungen des besagten Dekrets gerichtet haben, berufen worden, ist ebenfalls als nicht existirend erklärt.

III. Unser General-Commmissair der Gerechtigkeit ist mit der Vollziehung gegenwärtigen Beschlußes beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll.

Geschehen zu Brüssel, den 30 September 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königliche Hoheit,

Der Staats-Sekretair,

Der Baron von Capellen.

(N°. 318.)

Beschluß,

welcher die Errichtung von Agenten, welche die Geschäften betreiben sollen, verordnet.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit,

Beschlossen und beschließen:

I. Art. Es sollen bei den Departementen des Gouvernements von Belgien Agenten angestellt werden, welche die Geschäften betreiben sollen. Diese Agenten werden, auf den Vorschlag Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit von Uns ernannt werden.

II. Sie sollen ausschließlich die Geschäften der Partikularen, welche in den General-Commissariaten und in dem Staats-Sekretariat anhängig sind, betreiben und befolgen, des Rechts unbeschadet, welches jedes Individuum hat, seine Geschäften persönlich zu besorgen.

III. Es sollen ihnen Honorarien bewilligt wer-

ne pourront excéder, à peine, outre la restitution des sommes perçues, de suspension pour la première fois, de destitution pour la seconde, et d'être même poursuivis conformément au code criminel, s'il y a lieu.

ben, welche sie nicht erhöhen dörfen, und dieses unter der Strafe, außer der Zurükgabe der bezogenen Summen, für das erste mal suspendirt und zum zweiten mal abgesezt und sogar, wenn der Fall ist, in Gemäßheit des peinlichen Gesezbuches verfolgt zu werden.

IV. Dans toutes affaires où il n'y aura d'autres devoirs que la confection de la requête, la sollicitation et la levée de l'expédition, telles que les demandes d'emploi, de grace, de dispense et autres de même cathégorie, les agens solliciteurs ne pourront exiger plus de 10 francs.

IV. Bei allen Geschäften, wo man nichts anders zu thun hat, als eine Bittschrift zu verfertigen, eine Ausfertigung zu begehren oder zu heben, als bei Bittschriften, in welchen man um eine Stelle, um Gnade, um Dispens anhält, oder die ähnliche Begehren zum Gegenstand haben, können die zur Betreibung angestellten Agenten nicht mehr als 10 Franken begehren.

V. Dans les autres affaires, il sera alloué à l'agent un droit de consultation de trois francs.

V. In den andern Geschäften soll dem Agenten eine Consultations-Gebühr von drei Franken bewilligt werden.

VI. Ils auront pour la confection de leurs requêtes et autres écrits, un droit d'un franc, sans plus, par rôle de vingt-cinq lignes à la page et de douze syllabes à la ligne, et quarante-cinq centimes par rôle pour les copies de même nombre de lignes et de syllabes.

VI. Sie sollen für die Verfertigung ihrer Bitt- und anderer Schriften von jeder Rolle, die fünf und zwanzig Zeilen auf der Seite, und wovon jede Zeile zwölf Sylben enthält, eine Gebühr von einem Franken, und nicht mehr erhalten, und fünf und vierzig Centim's von jeder Rolle für die Abschriften, welche dieselbe Anzahl von Linien und Sylben enthalten.

VII. Il leur est alloué, pour chaque lettre qu'ils écriront à leurs clients ou recevront d'eux, un franc vingt-cinq centimes, outre les déboursés des ports de lettres et paquets.

VII. Es ist ihnen für jeden Brief, den sie an ihre Clienten schreiben, oder von ihnen erhalten werden, ein Franken fünf und zwanzig Centim's, außer der Auslage für Brief- und Paket-Porto, bewilligt.

VIII. Pour chaque vacation qu'ils feront dans les bureaux, soit pour y remettre, soit pour y lever des pièces, ils auront droit aussi à un franc cinquante centimes.

VIII. Für jeden Gang, den sie in die Bureaux machen werden, entweder um Schriften in denselben zu hinterlegen oder deren zu erhalten, sollen sie auch ein Recht auf einen Franken fünfzig Centim's haben.

IX. En cas de difficultés entre les agens et leurs clients, elles seront réglées, sans frais, par nos commissaires généraux respectifs.

IX. Im Fall Schwierigkeiten zwischen den Agenten und ihren Clienten entstehen, sollen sie ohne Kosten, von Unseren respektifen General-Commissarien regulirt werden.

X. Tous nos commissaires généraux sont char-

X. Alle Unsere General-Commissarien sind mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes

gés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à La Haye, le 30 octoble 1814.

Signé GUILLAUME.

Par Son Altesse Royale,

Pour le secrétaire-d'état absent,

Le secrétaire du cabinet,

P. DE CROMBRUGGHE.

(N°. 319.)

ARRÊTÉ

concernant l'incarcération des gens de mauvaise conduite.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Prince d'Orange-Nassau, Prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas, etc. etc. etc.

Considérant que les lois en vigueur ne permettent, qu'en très-peu de cas, à des proches parens de faire enfermer pour un certain tems avec connaissance et autorisation du juge, les individus de leur famille qui seraient répréhensibles par une mauvaise conduite ou par des désordres graves : et voulant obvier aux inconvéniens qui en résultent pour le bon ordre ;

Sur le rapport de notre commissaire-général de la justice ;

Le conseil privé entendu ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. Ier. Les tribunaux de première instance pourront à la requête des proches parens, ou même sur la réquisition d'office de nos procureurs civils, et pour le maintien du bon ordre, et en vue d'empêcher qu'il soit porté atteinte à la morale publique, ou afin de prévenir des malheurs, faire renfermer dans une maison de correction, sans autre forme de procédure, les personnes qui, par perte d'esprit, dissipation grave ou par tout autre mauvais genre de conduite, ne peuvent être conservées dans la so-

beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 30 Oktober 1814.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königl. Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterz., P. von Crombrugghe.

(N°. 319.)

Beschluß,

in Betreff der Einkerkerung der Personen von einer schlechten Aufführung.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, Prinz von Oranien-Nassau, Souverainer Fürst der vereinigten Provinzen der Niederlande, rc. rc. rc.

In Erwägung, daß die bestehenden Geseze nur in sehr wenigen Fällen, den nächsten Blutsverwandten erlauben, für eine gewisse Zeit die Individuen ihrer Familie, welche wegen schlechter Aufführung, oder unordentlicher Lebensart strafbar sind, mit Kenntniß und Authorisation des Richters einkerkern zu lassen; und da Wir den Inkonvenienzen begegnen wollen, welche für die gute Ordnung daraus entstehen können;

Haben, auf den Bericht Unseres General-Commissairs der Gerechtigkeit, und nach Anhörung des geheimen Raths,

Beschlossen und beschließen:

I. Art. Die Tribunalien der ersten Instanz können, auf das Begehren der nächsten Blutsverwandten, oder sogar auf die amtliche Aufforderung Unserer Civil-Prokuratoren, und zur Handhabung der guten Ordnung, und um zu verhindern, daß die öffentliche Moral beeinträchtigt werde, oder endlich, um Unglüksfällen zuvorzukommen, diejenige Personen, welche wegen ihrer Vernunftlosigkeit, ihrer verschwenderischen, oder sonstigen schlechten Lebensart und Aufführung nicht länger in der Gesellschaft beibehalten werden können, oder sich

ciété, ou s'en sont rendues indignes, et ce pour aussi longtems qu'elles n'auront pas donné des preuves certaines d'amélioration.

II. Aucune détention de cette espèce ne pourra être ordonnée par le juge à la requête des proches parens, qu'après que le ministère public aura été entendu dans ses conclusions.

III. La détention ne pourra être prononcée pour plus d'un an, sauf à la prolonger le cas échéant, mais sans pouvoir en aucun cas outrepasser chaque fois ce terme, et sauf à entendre toujours le ministère public dans ses conclusions.

IV. Les jugemens rendus à cet égard par nos tribunaux de première instance pourront être portés par la voie d'appel à la connaissance de la cour supérieure compétente, laquelle statuera sans forme de procédure et après avoir entendu le ministère public.

L'appel ne sera néanmoins pas suspensif.

V. Notre commissaire-général de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au journal officiel.

Fait à La Haye, le 23 février 1815.

Signé GUILLAUME.

Par son Altesse Royale,

Pour le secrétaire d'état absent,

Le secrétaire du cabinet,

Signé P. Crombrugghe.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

Vu l'arrêté de S. M. du 31 juillet dernier, inséré dans le n°. 58 du journal officiel du grand-duché, lequel rend applicables aux provinces nouvellement réunies et situées sur la rive droite

derselben unwürdig gemacht haben, ohne weitere gerichtliche Form, so lange in ein Zuchthaus einsperren lassen, bis sie sichere Beweise ihrer Besserung werden gegeben haben.

II. Die Einkerkerung dieser Art kann nur alsdann von dem Richter auf das Begehren der nächsten Bluts-Verwandten verordnet werden, nachdem das öffentliche Ministerium in seinen Conclusionen angehört worden ist.

III. Die Einkerkerung kann nicht länger als für ein Jahr ausgesprochen werden, ohnbeschadet des Rechts, sie, wenn der Fall ist, zu verlängern; sie kann aber in keinem Fall jedesmal diesen Termin übersteigen; auch muß allzeit das öffentliche Ministerium in seinen Conclusionen angehört werden.

IV. Die über diesen Gegenstand von Unseren Tribunalien der ersten Instanz erlassenen Urtheile können auf dem Appellationswege zur Kenntniß des kompetenten oberen Gerichtshofes gebracht werden, welcher, ohne die gewöhnlichen gerichtlichen Formen zu beobachten, nach Anhörung des öffentlichen Ministeriums, darüber entscheidet.

Doch kann die Appellation die Wirkung des ersten Urtheils nicht suspendiren.

V. Unser General-Commissair der Gerechtigkeit ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes beauftragt, welcher in das offizielle Journal eingerükt werden soll.

Geschehen zu Haag, den 23 Hörnung 1815.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch Ihre Königliche Hoheit,

Für den abwesenden Staats-Sekretair,

Der Cabinets-Sekretair,

Unterzeichnet, P. von Crombrugghe.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Nach Einsicht des Beschlußes S. M. vom 31 July lezthin, welcher im 58 N°. dieses Journals eingerükt ist, und der die drei obigen Beschlüße vom 30 September, 30 Oktober 1814, und vom

de la meuse, les trois arrêtés précités, des 30 septembre et 30 octobre 1814, et du 13 février 1815;

Arrête que ces trois arrêtés seront, par la voie du journal officiel du grand-duché, portés à la connaissance des autorités et du public.

Luxembourg, le 13 novembre 1815.

WILLMAR.

(N. 320.)

ARRÊTÉ

de Sa Majesté qui autorise la fabrique de l'église de Junglinster à accepter une donation de huit prés qui lui a été faite par le sieur Pœlking, huissier près le tribunal civil de l'arrondissement de Luxembourg.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg.

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur;

En exécution de l'article 910 du code civil,

Avons arrêté et arrêtons,

Art. 1er. La donation faite à titre gratuit à la fabrique de l'église de Junglinster, grand-duché de Luxembourg, par le sieur Pœlking, suivant acte passé devant le notaire Flammant le 16 novembre 1813, sera acceptée par les administrateurs de cette fabrique.

2. Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Haye, le 26 octobre de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi:

A. R. FALCK.

23 Februar 1815, auf die neuerdings vereinigten, auf dem rechten Ufer der Maas gelegenen Provinzen anwendbar erklärt;

Verordnet, daß diese drei Beschlüsse durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums, zur Kenntniß der Behörden und des Publikums gebracht werden sollen.

Lützemburg, den 13 November 1815.

Willmar.

(Nº. 320.)

Beschluß,

Seiner Majestät, welcher die Kirchen-Fabrik von Junglinster authorisirt, eine ihr von dem Herrn Pölking, Gerichtsboten des Bezirks Lützemburg, gemachte, in acht Wiesen bestehende Schenkung anzunehmen.

Wir, Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Haben, auf den Bericht Unseres Ministers des Inneren,

In Folge des 910 Artikel des Civil-Gesezbuches,

Beschlossen und beschließen:

1. Art. Die der Kirchen-Fabrik von Junglinster, Groß-Herzogthum Lützemburg, von dem Herrn Pölking, nach dem vor dem Notar Flammant den 15 November 1813 passirten Akt, gemachte und von aller Last befreite Schenkung soll von den Verwaltern dieser Fabrik angenommen werden.

2. Art. Unser Minister des Inneren ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes beauftragt.

Geschehen zu Haag, den 26 Oktober, des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterz., Wilhelm.

Durch den König,

Unterzeichnet, A. R. Falk.

Pour ampliation,
Le secrétaire de la secrétairerie d'état,
Signé L. H. Elias Schovel.
Pour ampliation conforme,
Le secrétaire du ministre de l'intérieur,
Signé Wenckebach.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

Arrête : Que l'arrêté précité de Sa Majesté qui a déjà été notifié aux marguilliers de la fabrique de Junglinster, sera porté à la connaissance du public par la voie du journal officiel du grand-duché.

Fait à Luxembourg, le 13 novembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 321.)

ARRÊTÉ

relatif au paiement des indemnités pour le logement et la nourriture des troupes.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Voulant veiller à ce que les indemnités, qui ont été fixées par nos réglemens pour le logement et la nourriture des troupes en marches ou en cantonnemens, ainsi que pour les voitures de transports requises à leur usage, soient payées sans délai, pour que nos fidèles sujets trouvent dans cette mesure un plus grand soulagement contre la charge qu'ils ont à supporter pour le bien public par ces marches et cantonnemens ;

Vu la proposition de notre conseiller d'état, intendant-général de l'administration de la guerre, en date du 14 du courant, N°. 8, et spécialement requise par nous ;

Considérant les dispositions de nos décrets

Als dem Original gleichförmige Abschrift,
Der Sekretair des Staats-Sekretariats,
Unterz., L. H. Elias Schovel.
Als gleichförmige Abschrift,
Der Sekretair des Ministers des Innern,
Unterz., Wenckebach.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Verordnet, daß der obige Beschluß Seiner Majestät, welcher den Verwaltern der Fabrik von Junglinster schon notifizirt worden ist, durch das offizielle Journal des Groß-Herzogthums zur Kenntniß des Publikums gebracht werden soll.

Geschehen zu Lützemburg, den 13 November 1815.

Willmar.

(N°. 308)

Beschluß,

in Betreff der Bezahlung der für die Einquartirung und der Unterhalt der Truppen schuldigen Entschädigungen.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, ꝛc. ꝛc. ꝛc.

Da Wir ein wachsames Auge haben wollen, damit die durch Unsere Reglement's für die Einquartierung und den Unterhalt der Truppen, die auf dem Marsch, oder in den Cantonnirungen sich befinden, wie auch für die zu ihrem Gebrauch requirirten Transport-Fuhren festgesezten Entschädigungen ohne Verschub bezahlt werden, damit Unsere getreuen Unterthanen durch diese Maaßregel eine größere Erleichterung der Last, die sie durch diese Märsche und Cantonirungen für das öffentliche Wohl zu tragen haben, erhalten;

Nach Einsicht des Vorschlags Unseres Staats-Raths, des General-Intendanten der Kriegs-Verwaltung vom 14 des laufenden Monats, N°. 8, welchen Wir besonders gefordert haben;

In Erwägung der Verfügungen Unserer Dekrete

des 14 février 1814, N°. 71, 26 juin 1814, N°. 1, 3 août 1814, N°. 38, et 20 février 1815, N°. 21;

Notre conseil d'état entendu;

Avons arrêté et arrêtons par ampliation et altération de nos susdits décrets;

Art. Ier. Est maintenue l'obligation imposée à nos sujets de nourrir et de loger les corps et détachemens militaires des troupes de nos armées qui sont en marche ou en cantonnement dans les campagnes.

II. Le paiement de 7 sous d'Hollande, accordés par jour pour le logement et la nourriture qui se fait aujourd'hui sur des mandats par les sous-inspecteurs de l'administration dans les commandemens militaires, et qui est sujet à un examen, lequel souvent, par l'irrégularité des pièces, doit trainer en longueur, sera acquitté, à dater du 1er. novembre prochain, de la manière la plus prompte, savoir:

Pour les corps ou détachemens en marche, avant qu'ils se mettent en route; ceux qui commandent ces corps ou détachemens veilleront, sur leur responsabilité, que ce paiement se fasse, avant de se mettre en marche, au bourguemaître, maire ou tel autre qui se trouve à la tête de la commune; celui-ci en attendant pourra, et même sera tenu d'assister par voie d'avance de la caisse communale, les indigens et nécessiteux, pour qu'ils puissent recevoir les militaires conformément aux réglemens.

Pour les troupes en cantonnemens, tous les cinq jours, lorsque la paie s'effectue aux militaires.

III. De la même manière les sommes dues, conformément au tarif, pour les voitures qui sont requises pour le transport du bagage des troupes en marche, seront remises par l'offi-

vom 14 Februar 1814, N°. 71, vom 26 Juny 1814, N°. 1, vom 3 August 1814, N°. 38, und vom 20 Februar 1815, N°. 21;

Haben, nach Anhörung Unseres Staats-Raths, als Erweiterung und Modifikation Unserer besagten Dekrete,

Beschlossen und beschließen:

1. Art. Die Unseren Unterthanen auferlegte Verpflichtung, die Corps und Militair-Detaschement's der Truppen Unserer Armee, die auf dem Marsch sich befinden, oder auf dem Land kantonnirt sind, zu ernähren und einzuquartieren ist beibehalten.

2. Art. Die Bezahlung der für die Einquartierung und den Unterhalt jedes Tags bewilligten 7 Holländischen Sols, welche gegenwärtig auf Mandate, die von den Unter-Inspektoren der Verwaltung in den Militair-Commando's ausgefertigt werden, Statt hat, und die einer Untersuchung unterworfen ist, welche sich öfters, wegen der Unregelmäßigkeit der Schriften, in die Länge zieht, soll von dem 1sten nächstkünftigen Monat November an gerechnet auf die schnelleste Art und auf folgende Weise bewerkstelligt werden;

Für die auf dem Marsch sich befindenden Corps oder Detaschements, ehe sie abmarschiren; diejenigen, welche diese Corps oder Detaschement's kommandiren, sollen unter ihrer Verantwortlichkeit, wachen, daß diese Bezahlung vor dem Abmarsch in die Hände des Bürgermeisters, Mairs, oder jedes anderen, welcher der Gemeinde vorgesezt ist, Statt habe; dieser kann unterdessen und soll sogar verpflichtet seyn, den Dürftigen und Nothleidenden aus der Gemeinde-Casse mit einem Vorschuß beizustehen, damit sie die Militair's in Gemäßheit der Reglement's aufnehmen können.

Für die kantonnirten Truppen, alle fünf Tage, wann die Militair's ihren Sold erhalten.

3. Art. Auf dieselbe Weise sollen die, in Gemäßheit des Tarifs, für die Fuhren, welche für den Transport des Gepäks der auf dem Marsch sich befindenden Truppen, requirirt worden sind, schul-

Ier. Supplément du N°. 68 du Journal officiel.

cier commandant avant son départ, chez le magistrat, afin que les intéressés puissent obtenir le paiement tout de suite, après avoir effectué le service.

IV. Nous autorisons notre conseiller d'état, intendant-général de l'administration de la guerre, de tenir efficacement la main à la stricte exécution de notre volonté, et de donner en outre toutes les instructions administratives, tendantes à garantir les habitans et l'état contre tout dommage et perte.

V. Nous désirons également que notre conseiller d'état, intendant-général susdit, prenne spécialement en délibération, et nous fasse une proposition motivée pour que les fournitures à l'usage des troupes étrangères qui passent ou qui s'arrêtent, soient payées d'une façon régulière et prompte par les puissances intéressées.

VI. Notre conseiller d'état, intendant-général de l'administration de la guerre, et notre ministre de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont expéditions seront envoyées au conseil d'état, à notre commissaire-général de la guerre, et à la chambre générale des comptes pour leur information respective.

Fait à La Haye, le 25 octobre de l'année 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi :

Signé A. R. Falck.

Pour expédition conforme à l'original,

Le secrétaire du secrétariat,

Signé L. H. Schovel.

Pour copie conforme,

Le secrétaire du ministre de l'intérieur,

Signé Wenckebach.

bigen Summen von dem kommandirenden Offizier vor seiner Abreise der Magistrats-Person eingehändigt werden, damit die interessirten Individuen sogleich nach geleistetem Dienst die Bezahlung erhalten können.

4. Art. Wir authorisiren Unsern Staats-Rath, den General-Intendanten der Kriegs-Verwaltung, auf die genaue Vollziehung Unseres Willens kräftig zu halten, und außerdem alle die Verwaltungs-Instruktionen zu ertheilen, welche dahin abzwecken sollen, die Einwohner und den Staat gegen jeden Schaden und Verlust zu verwahren.

5. Art. Wir begehren ebenfalls, daß Unser Staats-Rath, der besagte General-Intendant, besonders in Berathschlagung nehme und Uns einen mit Gründen belegten Vorschlag mache, damit die für die fremden Truppen, welche marschiren, oder sich aufhalten, gemachten Lieferungen auf eine regelmäßige und schnelle Art von den interessirten Mächten bezahlt werden.

6. Art. Unser Staats-Rath, General-Intendant der Kriegs-Verwaltung und Unser Minister des Innern sind, jeder in so weit es ihn betrift, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Beschlußes beauftragt, von welchem dem Staats-Rath, Unserem General-Commissair des Kriegs und der allgemeinen Rechnungs-Kammer, zu ihrer respektiven Nachricht, Abschriften zugeschikt werden sollen.

Geschehen zu Haag, den 25 Oktober des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterzeichnet, Wilhelm.

Durch den König,

Unterz., A. R. Falck.

Als dem Original gleichförmige Ausfertigung,

Der Sekretair des Staats-Sekretariats,

Unterz., L. H. Schovel.

Als gleichförmige Abschrift,

Der Sekretair des Ministers des Innern,

Unterz., Wenckebach.

(N. 322.)

CIRCULAIRE

à MM. les maires du Grand-Duché, relative à l'exécution de l'arrêté précité de S. M. du 15 octobre dernier.

Luxembourg, le 17 novembre 1815.

Messieurs,

J'ai porté à votre connaissance, par l'intermédiaire de MM. les sous-intendans, les dispositions bienfaisantes de l'arrêté de Sa Majesté du 25 du mois passé, qui assurent le prompt paiement des subsistances et transports militaires que les habitans des communes sont dans le cas de fournir aux troupes en marche ou en cantonnement. Son Excellence le ministre de l'intérieur m'ayant transmis par sa dépêche du 6 de ce mois, des instructions sur la manière de procurer audit arrêté l'exécution la plus entière, je vais vous les communiquer dans toute leur étendue, persuadé que, si vous voulez me prêter un moment d'attention, vous connaitrez parfaitement les intentions de Son Excellence, et vous trouverez dans la facilité de les remplir, de nouveaux moyens d'être utiles à vos administrés.

La dépense de la troupe en marche est payée avant qu'elle ne quitte la commune; en cantonnement, elle est acquittée tous les cinq jours; l'habitant est, à la vérité, constitué en avance; mais pour si peu de tems, que raisonnablement il ne peut pas s'en plaindre. Si cependant la nécessité obligeait de loger chez des personnes dont la situation serait trop gênée, alors le chef de la commune est dans le cas de leur faire délivrer des secours de la caisse communale, afin de les mettre en état de faire au soldat le traitement prescrit par les réglemens.

(Nº. 322.)

Rundschreiben

an die Herren Mair's des Groß-Herzogthums, in Betreff der Vollziehung des obigen Beschlußes S. M. vom 25sten Oktober.

Lützemburg, den 17 November 1815.

Meine Herren!

Ich habe durch die Herren Unter-Intendanten die wohlthätigen Verfügungen des Beschlußes S. M., vom 25 Oktober lezthin, zu Ihrer Kenntniß gebracht, welche die schnelle Bezahlung des Unterhalts der Truppen und Militair-Transporte, den die Bewohner der Gemeinden den Truppen, wenn sie sich auf dem Marsch oder in Cantonnirungen befinden, zu liefern im Fall sind, zusichert. Da Seine Exzellenz der Minister des Innern mir durch Ihr Rescript vom 6 dieses Monats Instruktionen über die Art zugeschikt haben, dem besagten Beschluß seine völlige Vollziehung zu verschaffen, so will ich dieselbe Ihnen in ihrer ganzen Ausdehnung mittheilen, überzeugt, daß wenn sie mir einen Augenblik Ihre Aufmerksamkeit schenken wollen, Sie vollkommen die Absichten Seiner Exzellenz erkennen, und in der Leichtigkeit sie zu erfüllen, neue Mittel finden werden, Ihren Administrirten nüzlich zu seyn.

Die Kosten der auf dem Marsch sich befindenden Truppen werden bezahlt, ehe sie die Gemeinde verlassen; wenn sie kantonnirt sind, werden sie alle fünf Tage entrichtet. Der Einwohner muß zwar den Vorschuß machen, aber dieses nur für eine so kurze Zeit, daß er sich vernünftiger Weise nicht darüber beklagen kann. Doch wenn die Nothwendigkeit zwingen würde, sie bei Personen einzuquartieren, welche sich in einer drükenden Lage befinden, alsdann ist das Oberhaupt der Gemeinde im Fall, sie aus der Gemeinde-Casse zu unterstüzen, damit sie im Stand sind, dem Soldat die durch die Reglement's vorgeschriebene Bewirthung zu geben.

Le paiement est dû à chaque habitant pour les prestations qu'il a faites; mais l'on peut d'autant moins exiger du commandant de la troupe qu'il établisse des comptes avec chacun en particulier, que l'on ne peut pas même supposer qu'il connaisse ceux qui ont fourni. Aussi le décrêt porte-t-il que le paiement se fera au bourguemaitre, au maire, ou à tout autre chef de la commune.

Man ist jedem Einwohner die Bezahlung für die von ihm gemachten Lieferungen schuldig; man kann aber desto weniger von dem Commandant der Truppen fordern, daß er mit jedem derselben in's besondere abrechne, da man nicht einmal voraussezen kann, daß er diejenigen kenne, welche geliefert haben. Deßwegen verordnet das Dekret, daß der Burgermeister, der Mair, oder jedes andere Oberhaupt der Gemeinde die Bezahlung erhalten soll.

Les mairies du grand-duché étant composées la plupart de plusieurs sections, il convient que dans chacune il y ait un préposé: la nécessité en avait été sentie sous le gouvernement provisoire, et il avait été ordonné de créer un adjoint de maire dans chaque endroit ayant cent ames. Le nouveau réglement pour le logement militaire ne permet pas de différer l'exécution de cette mesure.

Da die Mairien des Groß-Herzogthums größtentheils aus mehrern Sektionen zusammengesezt sind, so ist es dienlich, daß sich ein Vorgesezter darin befinde. Man hat die Nothwendigkeit dieser Maaßregel unter der provisorischen Regierung gefühlt, welche verordnet hatte, daß in jeder Gemeinde von hundert Seelen ein Adjunkt ernannt werden sollte. Das neue, die Militair-Einquartierung betreffende Reglement erlaubt nicht, die Vollziehung dieser Maaßregel aufzuschieben.

MM. les maires sont les chefs naturels de la section dans laquelle ils ont leur domicile; ils peuvent toutefois y avoir un agent particulier pour le service du logement militaire; dans les autres sections, il est de leur devoir d'établir de tels agens. Ceux-ci doivent être munis d'une commission, afin de pouvoir justifier de leur qualité; elle doit être particulièrement annoncée à leurs concitoyens, pour leur faire connaître les rapports qu'elle établit entr'eux et l'agent qui en est revêtu.

Die Herren Mair's sind die natürlichen Oberhäupter der Sektion, in welcher sie ihren Wohnort haben; doch können sie darin einen besonderen, für den Dienst der Militair-Einquartierung bestimmten Agenten haben; es ist ihre Pflicht, in den andern Sektionen dergleichen Agenten zu ernennen. Diese müssen mit einer Vollmacht versehen seyn, damit sie ihre Qualität darthun können; dieselbe soll ihren Mitbürgern besonders angekündigt werden, damit sie die Verhältnisse kennen, welche sie zwischen ihnen und dem Agenten, der sie erhalten hat, festsezt.

C'est entre les mains de ce chef que seront versés les fonds destinés à l'acquittement des subsistances militaires et des moyens de transport fournis par les habitans de la commune: il est tenu d'en délivrer quittance dans les formes établies par le gouvernement, et dont les différens modèles se trouvent à la suite de la présente. Il lui reste après cela de faire la distribution des argens qu'il a perçus. L'assigna-

In die Hände dieses Agenten sollen die Fonds versirt werden, welche zur Bezahlung des von den Einwohnern der Gemeinde den Soldaten gelieferten Unterhalts, und zu der der Transport-Fuhren bestimmt sind; derselbe ist verbunden, in den durch die Regierung bestimmten Formen Quittung darüber auszustellen, deren verschiedene Modelle gegenwärtigem Schreiben beigefügt sind. Er soll alsdann die Austheilung der von ihm bezogenen Gelder

tion du logement est un rôle fait de la répartition du prix qui doit en être acquitté ; il est donc d'une grande importance qu'il soit dressé des listes exactes desdits logemens avec des colonnes destinées à recevoir l'indemnité relative, et la quittance de la partie prenante. Mais la nature de cette comptabilité est telle qu'elle ne peut pas rester longtems ouverte. Il est possible ; il est même probable, que plusieurs habitans aisés renonceront à leur indemnité, alors sur-tout, s'il est pris des mesures pour lui donner une destination utile ; la simple insouciance peut également la laisser souvent à la disposition de la commune. La conservation et l'emploi des sommes provenant de telles indemnités abandonnées, doivent fixer l'attention des administrateurs des communes. Dès l'arrivée des troupes, un acte de l'autorité qui sera publié et affiché, peut faire connaître l'agent qui percevra et distribuera l'indemnité du logement ; indiquer les jours auxquels la distribution commencera et cessera respectivement, et prévenir que le lendemain de la clôture des paiemens, les sommes qui n'auront pas été levées, seront déposées avec le rôle de répartition chez le percepteur de la commune, qui fera recette particulière desdites sommes et les tiendra à la disposition du maire pour l'usage auquel elles seront légalement affectées.

Il serait inutile de faire observer que, lorsque la caisse communale a fait des avances à des habitans peu fortunés, pour soutenir la charge du logement militaire, l'indemnité de celui-ci doit servir avant tout au remboursement des fonds prêtés par la commune. Cette portion des argens provenant de l'indemnité du logement militaire rentrera donc dans la

besorgen. Die Anweisung der Einquartierung ist die natürliche Vertheilungsrolle des Preises, welcher für sie bezahlt werden soll. Es ist deßwegen von der größten Wichtigkeit, genaue Listen von den besagten Einquartierungen anzufertigen, welche Columnen enthalten, die bestimmt sind, die jedem zukommende Entschädigung, wie auch die von der empfangenen Partei auszustellende Quittung aufzunehmen. Aber die Natur dieser Comptabilität ist von einer solchen Beschaffenheit, daß diese nicht lange offen bleiben kann. Es ist möglich, daß mehrere wohlhabende Einwohner besonders alsdann auf ihre Entschädigung verzichten werden, wenn man Maaßregeln trift, derselben eine nüzliche Bestimmung zu geben. Auch kann ebenfalls die bloße Sorglosigkeit sie öfters der Gemeinde zur Verfügung überlassen. Die Erhaltung und Verwendung der von solchen Entschädigungen herrührenden und im Stich gelassenen Summen sollen die ganze Aufmerksamkeit der Verwalter der Gemeinden auf sich ziehen. Gleich bei der Ankunft der Truppen, kann ein Akt der Behörde, welcher publizirt und angeschlagen werden soll, den Agenten bekannt machen, welcher die Entschädigung beziehen und austheilen soll, die Tage anzeigen, an welchen die Austheilung respektive anfangen und aufhören soll, und zugleich benachrichtigen, daß den Tag nach der Schließung der Zahlungen die nicht bezogenen Summen mit der Vertheilungsrolle bei dem Einnehmer der Gemeinde werden hinterlegt werden, welcher eine besondere Rechnung von den besagten Summen führen und sie zur Verfügung des Mair's für den Gebrauch, welchem sie gesezmäßig werden gewidmet werden, aufbehalten wird.

Es wäre überflüßig zu bemerken, daß, wenn die Communal-Casse bedürftigen Einwohnern Vorschüsse gemacht hat, um die Last der Militair-Einquartierung tragen zu können, die Entschädigung für dieselbe vor allem zur Wiedererstattung der von der Gemeinde geliehenen Fonds dienen soll. Dieser Theil der von der Entschädigung für die Militair-Einquartierung herrührenden Gelder

masse des revenus communaux, et ne fera pas partie de la recette particulière dont il vient d'être parlé, et qui ne peut s'exercer qu'à l'égard des fonds sur lesquels la commune n'avait aucun droit, et qui lui sont cédés ou abandonnés pour servir à une destination spéciale. Les produits de cette dernière recette pourraient devenir plus considérables à mesure que leur emploi inspirerait plus d'intérêt.

Dans des circonstances où par les prix élevés des denrées, l'indemnité de logement serait trop au-dessous de son objet, la classe aisée pourrait voir avec plaisir sa part dans ladite indemnité augmenter celle de la classe indigente.

Un vœu unanime pourrait réunir les diverses classes à en faire le sacrifice, pour une construction servant au logement militaire.

D'autres établissemens publics, sous l'agrément de Sa Majesté, pourraient également déterminer les particuliers à y contribuer de leurs parts dans l'indemnité des logemens militaires.

Sous ces différens rapports, les motifs peuvent varier d'après les localités, et c'est à vous, messieurs les maires, à tirer des circonstances dans lesquelles vous êtes placés, le parti le plus avantageux à vos communes et à vos administrés. Je recevrai avec intérêt les propositions que vous voudrez me faire; je vous engage vivement à vous en occuper, et persuadé qu'elles porteront toutes l'empreinte du bien public, je m'estimerai heureux de pouvoir contribuer à les faire accueillir.

La volonté de Son Excellence est fortement

soll also wieder in die Masse der Communal-Einkünfte fliessen, und keinen Theil von der besondern Einnahme machen, wovon so eben geredet worden ist, und welche nur diejenigen Fonds angeht, auf welche die Gemeinde kein Recht hatte, und die ihr abgetreten, oder im Stich gelassen worden sind, um zu einer besonderen Bestimmung zu dienen. Der Ertrag von dieser lezten Einnahme könnte beträchtlicher werden, je mehr seine Verwendung Interesse einflössen würde.

In Umständen, wo wegen dem hohen Preis der Lebensmittel, die Entschädigung für die Militair-Einquartierung in keinem Verhältniß mit jenem wäre, so würde ohne Zweifel die wohlhabende Classe mit Vergnügen sehen, wenn ihr Antheil an der besagten Entschädigung den der dürftigen Classe vergrößern würde.

Ein einstimmiger Wunsch könnte die verschiedenen Classen vereinigen, auf die Entschädigung unter der Bedingung zu verzichten, daß dieselbe zur Errichtung eines für die Militair-Einquartierung dienenden Gebäudes verwendet werde.

Andere öffentliche Anstalten könnten ebenfalls, unter Genehmigung S. M., die Partikularen bestimmen, zu denselben aus ihrem Antheil an der ihnen für die Militair Einquartierung zukommenden Entschädigung beizutragen.

Die Bestimmungsgründe können, nach diesen verschiedenen Rüksichten, und nach den Lokalitäten modifizirt werden. Es ist an Ihnen, meine Herren, von den Umständen, in welchen Sie sich befinden, den Nuzen zu ziehen, welchen Sie für Ihre Gemeinden und für Ihre Administrirten für den erspriesslichsten halten. Ich werde mit Interesse die Vorschläge aufnehmen, welche Sie mir machen werden; ich lade Sie dringend ein, sich damit zu beschäftigen, und da ich überzeugt bin, daß sie alle das Gepräge des allgemeinen Wohls tragen werden, so werde ich mich glüklich schäzen, etwas zu ihrer günstigen Aufnahme beizutragen.

Der Wille Seiner Exzellenz ist stark ausgespro-

prononcée, que l'arrêté de Sa Majesté, avec les instructions qui doivent en régler l'exécution, soient connus de toutes les personnes qui peuvent y être intéressées. Vous ne devrez donc pas vous borner, Messieurs, à la publicité que peut donner une simple lecture et l'affiche dudit arrêté et des instructions y relatives, que j'ai l'honneur de vous adresser par la présente; il importe que leur objet devienne en quelque sorte celui de l'entretien public, et si je puis m'exprimer ainsi, qu'il devienne familier à toutes les classes de la société. Peut-être trouverez-vous bon d'emprunter à cet effet le secours de MM. les curés et desservans; mais je vous laisse le choix des moyens; je désire seulement que vous me fassiez connaitre celui auquel vous aurez donné la préférence, et que vous me rassuriez sur l'usage que vous en aurez fait.

Agréez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

chen, daß alle interessirte Personen von dem Beschluß S. M., und von den Instruktionen, welche die Vollziehung desselben reguliren sollen, Kenntniß haben. Sie sollen nicht glauben, meine Herren, daß die Publizität, welche das blosse Lesen und das öffentliche Anschlagen des besagten Beschlusses und der ihn betreffenden Instruktionen, die ich Ihnen durch Gegenwärtiges mitzutheilen die Ehre habe, geben kann, hinlänglich sey; es ist daran gelegen, daß ihr Inhalt gewissermaßen der Gegenstand der öffentlichen Unterhaltung, und daß, wenn ich mich so ausdrüken kann, alle Classen der Gesellschaft damit vertraut werden. Vielleicht werden Sie für nüzlich erachten, sich von den Herren Pfarrern und Sukkursalisten unterstüzen zu lassen; doch überlasse ich Ihnen die Wahl der Mittel; nur verlange ich von Ihnen, daß Sie mir von demjenigen Kenntniß geben, welchem Sie den Vorzug geben werden, und daß Sie mich über den Gebrauch, welchen Sie von demselben machen werden, beruhigen.

Genehmigen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

LOGEMENT et NOURRITURE.

TROUPES EN CANTONNEMENT.

Einquartierung und Unterhalt.

Kantonnirte Truppen.

(A)

État de la force des troupes en cantonnement dans la commune de (B) depuis le (C) jusques y compris le (D) 181 et qui n'ont pas joui des vivres de campagne.

(A)

Verzeichniß der Stärke der Truppen, welche in der Gemeinde von (B) seit dem (C) bis und eingeschlossen den (D) 181 kantonnirt sind, und die die für die Feldzüge festgesezten Lebensmittel nicht erhalten haben.

DATES. Data.		FORCE. — Stärke. Sous-officiers et soldats. Unter-Offiziere und Soldaten.	FEMMES. Weiber.
Le	Den		
Le	Den		
Le	Den		
TOTAL...	Total...		

Certifié par moi commandant du (E) en cantonnement dans la commune de (B).

Le 181

Je soussigné (F) de la commune de (B) reconnais avoir reçu de Mr. l'officier commandant du (E) susdit la somme de (G) pour le logement et la nourriture de (H) hommes depuis le (C) jusques et y compris le (D).

Le

Bescheinigt durch mich Commandanten des (E) in Cantonnirung in der Gemeinde von (B).

Den 181

Ich Unterzeichneter (F) der Gemeinde von (B) erkenne, von dem Herrn Offizier, Commandanten des besagten (E) die Summe von (G) für die Einquartierung und die Nahrung von (H) Männern, seit dem (C) bis und einschließlich den (D) erhalten zu haben.

Den

(A) No. et arme du corps. (B) Nom de la commune. (C) Date depuis quand ou depuis le dernier payement. (D) Date jusqu'à quand le payement doit se faire. (E) Indication du régiment, bataillon ou détachement. (F) Bourguemaître, maire ou chef de la commune. (G) La somme écrite.

(A) No. und Truppen-Gattung. (B) Namen der Gemeinde. (C) Tag, seit wann oder seit der lezten Bezahlung. (D) Tag, bis auf welchen die Bezahlung Statt haben soll. (E) Anzeige des Regiments, Bataillons oder Detaschements. (F) Bürgermeister, Mär oder Ober-Haupt der Gemeinde. (G) Die geschriebene Summe.

QUITTANCE
pour indemnités de logement et de nourriture.

(a)

Logé et nourri le (b) à (c) (d) hommes, calculé à 7 sous d'hollande, montant pour (e) journées à la somme de (f) florins.

Je soussigné (g) de la (c) reconnais avoir reçu du (h) du (i) susdit, la somme de (k) pour logement et nourriture fourni à (l) sous-officiers et soldats depuis le (m) jusqu'au (n) 181

Le 181

Certificat de conduite des troupes donné par le (g)

Quittung
für die Entschädigungen wegen Einquartierung und Nahrung.

(a)

Einquartiert und genährt den (b) bis (c) (d) Mann, berechnet auf 7 Holländische Sols vom Mann, welches für (e) Tage, die Summe von (f) Gulden beträgt.

Ich Unterzeichneter (g) der (c) erkenne, vom (h) des besagten (i) die Summe von (k) für Einquartierung und Nahrung, welche (l) Unter-Offizier's und Soldaten, seit dem (m) bis auf den (n) 181 geliefert worden sind, erhalten zu haben.

Den 181

Attest, wie sich die Truppen betragen haben, ausgefertigt von dem (g)

(a) N°. et arme du corps.

(b) Date de la journée ou des journées de logement.

(c) Nom de la ville ou de la commune, où le logement a été fourni.

(d) Le nombre d'hommes en chiffres.

(e) Le nombre des journées.

(f) Le montant en chiffres.

(g) Le bourguemaitre, maire ou chef de la commune.

(h) Le nom de l'administrateur ou commandant.

(i) Régiment, bataillon ou détachement.

(k) Somme écrite en toutes lettres.

(l) Le nombre des hommes écrit en toutes lettres.

(m) Date de l'arrivée.

(n) Date du départ.

(a) N°. und Truppen-Gattung.

(b) Bezeichnung des Tags oder der Täge der Einquartierung.

(c) Namen der Stadt oder der Gemeinde, in welcher die Einquartierung Statt gehabt hat.

(d) Die Anzahl der Männer in Zahlen.

(e) Die Anzahl der Tage.

(f) Der Betrag in Zahlen.

(g) Der Bürgermeister, Mair, oder Chef der Gemeinde.

(h) Der Name des Verwalters oder Commandanten.

(i) Das Regiment, Bataillon oder Detaschement.

(k) Summe, die mit Buchstaben geschrieben seyn muß.

(l) Die Anzahl der Männer, mit Buchstaben geschrieben.

(m) Das Datum der Ankunft.

(n) Das Datum des Abmarsches.

II°. Supplément du N°. 68 du Journal officiel.

QUITTANCE
pour
FRAIS DE TRANSPORT.

Fourni par le (b) de la (c) (d) chariots à deux chevaux ou (d) voitures à un cheval pour une distance de (e) heures, montant à (h)

(A)

JE soussigné (b) de la (c) reconnais avoir reçu du (f) du (g) susdit la somme de (h) pour (i) à (k) cheval ou chevaux, pour le transport du bagage militaire du (g) à (l) ce qui fait une distance de (e) heures à par heure.

A le 181

(a) N°. et arme du corps.
(b) Bourguemaître, Maire ou chef de la commune.
(c) Nom de la ville ou commune.
(d) Le nombre de voitures en chiffres.
(e) Indiquer les heures.
(f) Le nom de l'administrateur ou officier commandant.
(g) Régiment, bataillon ou détachement.
(h) La somme en toutes lettres.
(i) Le nombre de voitures en toutes lettres.
(k) Le nombre de chevaux en toutes lettres.
(l) Le lieu de la destination.

Quittung
für die
Transport-Kosten.

Geliefert von dem (b) der (c) (d) Fuhren mit zwei Pferden, oder (d) Wägen mit einem Pferde, für eine Entfernung von (e) Stunden, welches (h) beträgt.

(A)

Ich Unterschriebener (b) der (c) erkenne, von dem (f) des besagten (g) die Summe von (h) für (i) mit (k) Pferd oder Pferden, für den Transport des Militär-Gepäcks des (g) bis auf (l) welches eine Entfernung von (e) Stunden, zu von der Stunde, erhalten zu haben.

Zu den 181

(a) N°. und Truppen-Gattung.
(b) Burgermeister, Mär oder Chef der Gemeinde.
(c) Namen der Stadt oder der Gemeinde.
(d) Anzahl der Wägen in Zahlen.
(e) Die Stunden anzeigen.
(f) Den Namen des Verwalters, oder kommandirenden Offiziers.
(g) Regiment, Bataillon, oder Detaschement.
(h) Die Summe in Buchstaben.
(i) Die Anzahl der Wägen in Buchstaben.
(k) Die Anzahl der Pferde in Buchstaben.
(l) Den Ort der Bestimmung.

(N°. 323.)

ARRÊTÉ

portant défense d'introduire des bêtes à cornes, etc.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport qui nous a été fait par le ministre de l'intérieur, que l'épizootie fait des ravages dans plusieurs départemens du royaume de France, et s'est déjà répandue jusques dans le voisinage des Pays-Bas;

Avons arrêté et arrêtons:

Que toute introduction de bêtes à cornes, de peaux de bœufs et de peaux de veaux de la France dans le royaume des Pays-Bas, sera rigoureusement prohibée sous peine de confiscation des objets introduits, ainsi qu'elle est prohibée par les présentes, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par nous.

Et afin que cette mesure parvienne à la connaissance de tous ceux qu'elle concerne, le présent arrêté sera imprimé au *staatsblad* et au journal officiel.

Fait à La Haye, le 15 novembre de l'an 1815, et de notre règne le deuxième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Signé A. R. FALCK.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

Arrête:

Que l'arrêté ci-dessus sera imprimé dans les deux langues, pour être publié et affiché dans toutes les communes du grand-duché.

Fait à Luxembourg, à l'hôtel du gouvernement provincial, le 21 novembre 1815.

WILLMAR.

(N°. 323.)

Beschluß,

welcher verbietet Hornvieh, rc., einzuführen.

Wir Wilhelm, durch die Gnade Gottes, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Groß-Herzog von Lützemburg, rc. rc. rc.

Haben, auf den an Uns von dem Minister des Inneren gemachten Bericht, daß die Viehseuche in mehreren Departementen des Königreichs, Frankreich Verheerungen anrichtet, und daß sie sich sogar schon bis in die Nähe der Niederlande verbreitet hat;

Verordnet und verordnen:

Daß jede Einführung von Hornvieh, Ochsen- und Kalbs-Fellen von Frankreich aus in das Königreich der Niederlande strenge, und unter der Strafe der Confiskation der eingebrachten Gegenstände verboten seyn soll, so wie sie durch Gegenwärtiges verboten ist, bis wir anders darüber werden verordnet haben.

Und damit diese Maaßregel zur Kenntniß aller derjenigen, welche sie betrift, gelangen möge, so soll der gegenwärtige Beschluß in das Staatsblatt und in das offizielle Journal eingerückt werden.

Geschehen zu Haag, den 15 November des Jahrs 1815, und des zweiten Unserer Regierung.

Unterz., Wilhelm.

Durch den König,

Unterzeichnet, A. R. Falk.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Verordnet:

Daß der obige Beschluß in beiden Sprachen gedruckt, und in allen Gemeinden des Groß-Herzogthums publizirt und angeschlagen werden soll.

Geschehen zu Lützemburg, im Provinzial-Gouvernements-Haus, den 21 November 1815.

Willmar.

(N°. 324.)

CIRCULAIRE

à MM. les maires du Grand-Duché, concernant la surveillance à exercer à l'égard des miliciens déserteurs et rétardataires.

Luxembourg, le 16 novembre 1815.

Messieurs,

S. E. le ministre de l'intérieur, par sa dépêche du 7 de ce mois, N°. 52, me charge de vous rappeler les devoirs que vos fonctions vous imposent à l'égard de la surveillance des miliciens insoumis et déserteurs.

Pour mieux fixer votre attention, je crois devoir mettre sous vos yeux le passage même dans lequel S. E. me fait part des motifs qui lui paraissent rendre nécessaire de vous faire sentir derechef combien surtout il vous importe dans cette circonstance de n'en pas perdre un seul instant la mémoire.

« Je suis informé, me marque Son Excellen-
» ce, que plusieurs miliciens des provinces mé-
» ridionales, qui sont désertés de leurs batail-
» lons, se montrent en public pendant des se-
» maines ou des mois entiers dans les commu-
» nes où ils avaient été domiciliés, sans que
» MM. les maires les fassent arrêter ou pren-
» nent quelques autres mesures, pour qu'ils
» s'acquittent de leurs devoirs. »

Je ne veux point soupçonner que ce soit la conduite d'aucun d'entre vous, messieurs, que S. E. avait eu en vue de me signaler, parce que je ne puis croire qu'aucun soit capable d'oublier à ce point non-seulement ce qu'il se doit à lui-même, et ce que son intérêt personnel lui commande, mais aussi ce qu'il doit à ses administrés, qu'il est de son devoir de

(N°. 324.)

Rundschreiben

an die Herren Mair's des Groß-Herzogthums, in Betreff der von ihnen über die widerspenstigen Miliz-Männer und die Durchläufer auszuübenden Aufsicht.

Lützemburg, den 16 November 1815.

Meine Herren!

S. E. der Minister des Innern tragen mir durch Ihr Schreiben vom 7 dieses Monats, N°. 52, auf, Ihnen die Pflichten in Erinnerung zu bringen, welche Ihre Funktionen, in Betreff der über die widerspenstigen Miliz-Männer und die Durchläufer auszuübenden Aufsicht, Ihnen auferlegen.

Um desto mehr Ihre Aufmerksamkeit auf diesen Gegenstand zu heften, so glaube ich Ihnen die Stelle selbst mittheilen zu müssen, in welcher S. E. mir von den Beweggründen Kenntniß geben, wegen welcher es Ihr nöthig scheint, Ihnen auf das neue fühlbar zu machen, wie wichtig es in diesen Umständen für Sie ist, nicht einen einzigen Augenblick das Andenken daran zu verlieren.

» Ich bin benachrichtiget, « schreiben mir Seine Exzellenz, » daß mehrere Miliz-Männer aus den
» mittäglichen Provinzen, welche ihre Bataillone
» verlassen haben, sich öffentlich während ganzen
» Wochen und Monaten in den Gemeinden zei-
» gen, wo sie wohnhaft gewesen waren, ohne daß
» die Herren Mair's sie festhalten lassen, noch
» irgend eine Maaßregel treffen, damit sie ihre
» Pflicht erfüllen. «

Ich will nicht den Argwohn fassen, daß S. E. die Absicht gehabt haben, dadurch das Betragen irgend eines unter Ihnen, meine Herren, zu bezeichnen, weil ich nicht glauben kann, daß einer unter Ihnen fähig sey, so weit nicht allein das, was er sich selbst schuldig ist, und was sein persönliches Interesse ihm befiehlt, sondern auch das, was er seinen Administrirten schuldig ist, aus den

préserver, fut-ce malgré eux, des dangers auxquels l'ignorance ou l'erreur pourraient les rendre inattentifs : mais je ne dois pas vous dissimuler cependant que déjà différentes fois il m'est parvenu des plaintes sur ce que quelques uns de vous, au lieu de déployer cette vigueur qui aurait comprimé le mal à sa naissance, n'agissaient qu'avec une tiédeur et une insouciance d'autant plus répréhensibles que si elles ne favorisent pas ouvertement la désobéissance, du moins elles l'encouragent en prolongeant l'espoir de l'impunité.

Je me flatte encore que ceux qui jusqu'ici ne se sont point appliqués avec toute l'ardeur dont ils seraient capables, à seconder les mesures que j'ai ordonnées pour arrêter le fléau de la désertion et de l'insoumission, reconnaîtront leurs torts, lorsqu'ils sauront que je me vois dans la nécessité de faire exercer sur eux une surveillance toute particulière, et peut-être qu'eux-mêmes en persistant plus long-tems à méconnaître leurs devoirs, me forceront à dénoncer au gouvernement leur mauvaise volonté, pour que si le peu de succès des recherches qu'ils rendent illusoires en attiraient de nouveau le blâme, il ne soit au moins pas commun au plus grand nombre des fonctionnaires du grand-duché qui rivalisent de zèle, et à qui je me plais de témoigner toute ma reconnaissance pour l'activité qu'ils mettent à assurer l'exécution des mesures auxquelles vous êtes tous appelés à concourir.

Et quelles considérations assez puissantes; s'il en était qui pussent étouffer la voix du devoir, pourraient soutenir le parallèle avec les maux qui seront la suite inévitable de la faveur que trouveraient les miliciens rétardataires ou déserteurs !

Est-il besoin de vous représenter le tableau de familles, de communes entières ruinées par

Augen zu setzen, welche er, seiner Pflicht nach, wäre es auch gegen ihren Willen, vor den Gefahren verwahren soll, die sie aus Unwissenheit oder Irrthum nicht gewahrnehmen könnten; doch kann ich Ihnen nicht verbergen, daß mir schon mehrere Male Klagen zugekommen sind, welche enthalten, daß einige unter Ihnen, anstatt die Thätigkeit zu entwickeln, welche das Uebel in seinem Entstehen unterdrückt hätte, mit einer desto sträflichern Gleichgültigkeit und Nachläßigkeit zu Werke gehen, da sie, wenn sie nicht offenbar den Ungehorsam begünstigen, zum wenigsten denselben nähren, indem sie die Hoffnung der Ungestraftheit verlängern.

Ich schmeichle mir noch, daß diejenigen, welche sich bisher nicht mit aller Wärme, deren sie fähig sind, bemüht haben, die von mir verordneten Maaßregeln zu unterstützen, um das Uebel der Desertion und des Ungehorsams zu entfernen, ihr Unrecht erkennen werden, wenn sie erfahren, daß ich mich in der Nothwendigkeit sehe, eine ganz besondere Aufsicht über sie auszuüben, und daß sie vielleicht selbst, im Falle sie länger ihre Pflicht mißkennen sollten, mich zwingen werden, der Regierung von ihrem bösen Willen Kenntniß zu geben, damit, wenn der geringe Erfolg der Nachsuchungen, den sie vereiteln, neue Vorwürfe zuziehen würde, diese doch nicht alle, oder den größten Theil der Beamten des Groß-Herzogthums betreffen mögen, welche miteinander in ihrem Dienst wetteifern, und denen ich für die Thätigkeit, mit welcher sie zur Vollziehung der Maaßregeln beitragen, wozu sie alle aufgefordert sind, alle meine Dankbarkeit mit Vergnügen bezeuge.

Und welche triftige Beweggründe, (sollte es deren geben, welche die Stimme der Pflicht ersticken könnten), könnten den Vergleich mit den Uebeln aushalten, welche die unvermeidliche Folge von der Begünstigung seyn würden, die die widerspenstigen Miliz-Männer oder die Durchläufer erhalten könnten! Ist es nöthig, Ihnen das Gemälde von Familien, von ganzen Gemeinden

les frais d'exécution militaire pour des individus qu'elles n'auront plus alors peut-être la possibilité de reproduire, parce que dans le moment où il leur aurait été facile de les atteindre, ils ont eu pour eux de funestes ménagemens, parce que les maires auront eu la faiblesse de sacrifier les véritables intérêts de leurs administrés aux intérêts mal entendus de quelques particuliers qui, courant en aveugles vers leur perte, y entraîneraient leurs parens, leurs amis, toute leur commune. Je serais coupable envers vous, messieurs, si je vous le laissais ignorer; mais la peine de la négligence dont quelques-uns d'entre vous se seraient rendus coupables, ne se borneront point à devoir se reprocher les malheurs qu'ils auraient attirés sur leurs concitoyens, en ne les prévenant pas, à devoir les partager même avec eux; mais si la certitude était acquise qu'ils n'eussent point arrêté des déserteurs ou retardataires, lorsqu'ils devaient au moins le tenter, ils seraient les premières victimes de la facilité qu'ils leur auraient ainsi procurée de se mettre à l'abri des poursuites; ce serait chez eux que les garnisaires seraient placés de préférence.

MM., c'est en redoublant de sévérité contre ceux qui pour se dérober aux obligations que leur qualité de citoyen leur impose, chercheraient un asyle dans votre commune, d'activité dans la recherche de ceux que quelques habitans aveuglés pourraient cacher ou favoriser, de surveillance à l'égard des étrangers de l'âge de la milice qui séjourneraient chez vous, que vous réussirez, et par votre conduite dont je me ferai un devoir de rendre compte au gouvernement, et par le succès qui ne man-

darzustellen, welche durch die Kosten der Militair-Exekution wegen Individuen ganz zu Grunde gerichtet worden sind, die sie alsdann vielleicht nicht einmal mehr verzeigen können, weil sie in dem Augenblick, wo es ihnen leicht gewesen wäre, sich ihrer habhaft zu machen, gegen sie eine Schonung gezeigt haben, die so gefährliche Folgen hat, weil die Mair's die Schwachheit gehabt haben, das wahre Interesse ihrer Administrirten dem übelverstandenen Interesse von Partikularen vorzuziehen, welche, indem sie wie Blinde ihrem Untergang entgegeneilten, ihre Aeltern, ihre Freunde, ihre ganze Gemeinde mit in den Abgrund hinunterzogen.

Ich würde in Ansehnng Ihrer strafbar seyn, meine Herren, wenn ich Ihnen alles dieses verschweigen würde; aber die Strafe der Nachläßigkeit, deren einige unter Ihnen sich schuldig gemacht hätten, würde sich nicht darauf einschränken, sich das Unglück vorwerfen zu müssen, das sie ihren Mitbürgern zugezogen hätten, indem sie dieselben nicht gewarnt haben, und es sogar mit ihnen zu theilen; sondern wenn die Gewißheit dargethan würde, daß sie die Durchläufer oder die widerspenstigen Miliz-Männer nicht festgehalten haben, da sie es zum wenigsten versuchen sollten, würden sie die ersten Opfer von der Leichtigkeit seyn, welche sie jenen verschaft hätten, sich gegen die Verfolgungen zu sichern, indem die Garnisair's vorzugsweise in die Häuser dieser Beamten verlegt werden würden.

Nur wenn Sie, meine Herren, gegen diejenigen, welche, um sich den Verpflichtungen zu entziehen, die ihre Eigenschaft als Bürger ihnen auferlegt, in ihrer Gemeinde einen Zufluchtsort suchen würden, die größte Strenge zeigen; wenn Sie in der Nachsuchung derjenigen, welche einige irregeführte Bewohner verbergen oder begünstigen wollten, Ihre Thätigkeit verdoppeln; wenn Sie endlich in Betreff der Fremden, welche das Miliz-Alter haben, und die sich bei Ihnen aufhalten könnten, die genaueste Aufsicht ausüben,

quera pas de couronner nos efforts réunis, à prémunir Son Excellence contre l'impression des rapports défavorables qui lui ont été faits, si peut-être ils atteignaient l'un ou l'autre d'entre vous.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

wird es ihnen gelingen, sowohl durch Ihr gutes Betragen, von welchem ich es mir zur Pflicht machen werde, der Regierung Rechnung abzustatten, und durch den glücklichen Erfolg, womit unsere vereinigten Anstrengungen gewiß werden gekrönt werden, Seine Exzellenz gegen den Eindruck der ungünstigen Berichte zu verwahren, die Ihr gemacht worden sind, im Fall sie den einen oder den andern unter Ihnen treffen sollten.

Empfangen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

(N°. 325.)

ARRÊTÉ

relatif au rétablissement des patrouilles de la milice bourgeoise.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

Vu la lettre de S. E. le ministre d'état, chargé de la surveillance générale, datée de La Haye, le 22 octobre dernier, portant ordre de rétablir les patrouilles de nuit dans les villes et dans les communes rurales;

Considérant que si les circonstances qui nous environnent et la saison des longues nuits, excitent de toutes parts la crainte des vagabonds, des malfaiteurs et des déserteurs de toutes les nations, il est reconnu par l'expérience que les excès auxquels cette espèce d'hommes se livre ordinairement, ne peuvent être écartés ou réprimés plus efficacement que par le rétablissement des patrouilles bourgeoises, dont l'active vigilance pendant la campagne dernière, a si bien contribué au maintien de l'ordre et de la tranquillité publics;

(N°. 325.)

Beschluß,

in Betreff der Wiederstellung der Nacht-Patrouillen der Bürger-Miliz.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Nach Einsicht des Briefs S. E. des mit der allgemeinen Aufsicht beauftragten Staats-Ministers, datirt aus Haag, vom 22 Oktober lezthin, welcher den Befehl ertheilt, die Nacht-Patrouillen in den Städten und den Land-Gemeinden wiederherzustellen;

In Erwägung, daß wenn die Umstände, welche uns umgeben, und die langen Nächte von allen Seiten die Furcht vor Landstreichern, Uebelthätern und Durchläufern aller Nationen erregen, es durch die Erfahrung anerkannt ist, daß die Ausschweifungen, welchen sich diese Art von Menschen gewöhnlich überläßt, nicht kräftiger entfernt, oder geahndet werden können, als vermittelst der Wiederstellung der Bürger-Patrouillen, deren thätige, während dem lezten Feldzug ausgeübte Wachsamkeit so viel zur Handhabung der Ordnung und der öffentlichen Ruhe beigetragen hat;

Considérant que l'organisation de la milice bourgeoise, telle qu'elle existe actuellement dans le grand-duché, offre une association légale et permanente d'hommes spécialement destinés à remplir le service dont il s'agit; mais que quelques-unes des dispositions émises à cet égard par le dernier gouvernement, ont besoin d'être coordonnées avec le nouvel état des choses;

Arrête:

Art. Ier. A la réception du présent arrêté, MM. les Sous-intendans convoqueront MM. les chefs de bataillons de la milice bourgeoise de chaque arrondissement, en assemblée générale, présidée par eux, et dont le lieu, le jour et l'heure seront indiqués dans les lettres de convocation.

II. En cas d'absence ou d'empêchement légitime d'un chef de bataillon, il sera remplacé par le premier capitaine, à défaut de celui-ci par le second, et ainsi de suite, d'après le rang d'ancienneté.

III. Chaque chef de bataillon ou capitaine de remplacement pourra être accompagné de l'adjudant du bataillon respectif.

IV. L'assemblée procédera d'abord à la désignation des gardes ou postes fixes des hommes de service; ensuite elle tracera les chemins, routes et passages que les patrouilles fournies par chaque poste devront parcourir.

Ce tracé déterminera les points aux environs desquels les patrouilles sorties des divers corps-de-garde devront se rencontrer et se communiquer réciproquement ce qu'elles auront fait ou remarqué dans leurs tournées.

—

Messieurs les Sous-intendans nous adresseront chacun un plan figuratif des postes et lignes de

In Erwägung, daß die Organisation der Bürger-Miliz, so wie sie gegenwärtig in dem Groß-Herzogthum existirt, eine gesezmäßige permanente Verbindung von Männern darbietet, welche bestimmt sind, den Dienst, wovon die Rede ist, zu verrichten; daß aber einige von dem lezten Gouvernement erlassene Verfügungen im Fall sind, mit dem neuen Zustand der Dinge in Zusammenhang gesezt zu werden;

Verordnet:

I. Art. Bei Empfang des gegenwärtigen Beschlußes sollen die Herren Unter-Intendanten die Herren Bataillons-Chefs der Bürger-Miliz jeden Bezirks zu einer allgemeinen Versammlung zusammenberufen, welche von ihnen präsidirt, und deren Ort, Tag und Stunde in den Zusammenberufungs-Schreiben angezeigt werden sollen.

II. Im Fall der Abwesenheit, oder der rechtmäßigen Verhinderung eines Bataillons-Chefs, soll derselbe durch den ersten Capitain, in Ermanglung dieses, durch den zweiten, und so weiter, mit Berüksichtigung des Ranges, den das Dienstalter giebt, ersezt werden.

III. Jeder Bataillons-Chef, oder Capitain, der ihn ersezt, kann von dem Adjudanten des respektifen Bataillons begleitet werden.

IV. Die Versammlung soll zuerst zu der Bestimmung der fixen Wachen oder Posten schreiten, welche die dienstfähigen Männer zu besezen haben; hernach soll sie die Wege, Strassen und Durchgänge bezeichnen, welche die von jedem Posten abgelieferten Patrouillen durchzulaufen haben.

Diese Bezeichnung soll die Punkten bestimmen, in der Nähe deren die aus den verschiedenen Wachthäusern ausgegangenen Patrouillen sich begegnen, und sich gegenseitig das mittheilen sollen, was sie in ihren Umgängen gemacht oder bemerkt haben.

Jeder der Herren Unter-Intendanten soll Uns einen Plan zuschiken, welcher die in Gemäßheit des gegenwärtigen Artikels, in seinem Bezirk

communication établis dans son arrondissement, en vertu du présent article.

V. Outre les corps-de-garde qu'il sera jugé nécessaire de former dans l'intérieur des cantons, il en sera essentiellement placé le long des frontières étrangères. Les uns et les autres seront disposés de manière à ce qu'ils puissent correspondre ensemble au moyen des patrouilles qu'ils se députeront mutuellement de voisin à voisin.

VI. Mais afin d'assurer l'exactitude de cette correspondance, il sera affiché dans chaque corps-de-garde une liste indicative des postes qui lui devront des visites; et à la descente de la garde, le commandant du poste informera l'officier de ronde soit verbalement soit par écrit, si tous les postes voisins lui ont envoyé leurs patrouilles, en désignant nominativement ceux qui ne l'auraient pas fait. Il lui rendra compte en même tems de ce qui se sera passé pendant la garde. L'officier de ronde en fera son rapport, dans la journée, au chef du bataillon, qui nous fera remettre, de quinzaine en quinzaine, un résumé de tous les rapports de cette espèce par l'intermédiaire du sous-intendant.

Dans le cas d'événemens extraordinaires, le chef de bataillon nous en instruira sur-le-champ, ainsi que le sous-intendant et les autres autorités qui sont dans le cas d'en connaitre.

VII. Les gardes et patrouilles veilleront essentiellement à la sûreté des personnes et des propriétés; elles dissiperont toutes émeutes populaires et attroupemens séditieux, et elles saisiront et livreront à la justice les coupables d'excès et de violences, pris en flagrant délit ou à la clameur publique.

festgesezten Posten und Verbindungs-Linien vorstellt.

V. Außer den Wachthäusern, deren Errichtung in dem inneren der Cantone für nöthig erachtet wird, müssen deren nothwendig längst der fremden Grenzen errichtet werden. Die einen und die anderen sollen also geordnet werden, daß sie sich miteinander vermittelst der Patrouillen, welche sie sich gegenseitig von Nachbar zu Nachbar zuschiken werden, in Verbindung sezen.

VI. Um aber die Genauigkeit dieser Correspondenz zu sichern, soll in jedem Wachthaus eine Liste angeschlagen werden, welche die Posten anzeigt, welche ihm Besuche schuldig sind; und bei dem Abzug der Wache, soll der Commandant des Postens den Rund-Offizier entweder mündlich oder schriftlich benachrichtigen, ob alle benachbarten Posten ihm ihre Patrouillen zugeschikt haben, und diejenigen namentlich bezeichnen, die es nicht gethan haben würden. Er wird ihm zu gleicher Zeit von dem, was sich während der Wache zugetragen hat, Rechnung abstatten. Der Rund-Offizier soll an demselben Tag dem Bataillons-Chef seinen Bericht darüber machen. Dieser soll Uns von 15 zu 15 Tagen vermittelst der Unter-Intendanten einen Auszug aus allen diesen Berichten einsenden.

Im Fall einer außerordentlichen Begebenheit, soll der Bataillons-Chef auf der Stelle Uns, wie auch dem Unter-Intendanten und den anderen betreffenden Behörden, von derselben Kenntniß geben.

VII. Die Wachen und Patrouillen sollen wesentlich für die Sicherheit der Personen und des Eigenthums besorgt seyn; sie werden jeden Volks-Aufstand und jede aufrührerische Zusammenrottirungen zerstreuen und diejenigen, welche sich Ausschweifungen und Gewaltthätigkeiten schuldig gemacht haben, und die auf frischer That ertappt, oder auf das öffentliche Geschrey hin festgehalten worden sind, ergreifen und der Gerechtigkeit überliefern.

IIIe. *Supplément du N°. 68 du Journal officiel.*

VIII. Les chefs des patrouilles auront l'œil ouvert sur les maisons publiques, telles que les auberges, estaminets et cabarets. Ils ne pourront pas s'y arrêter, mais ils leur sera permis d'y entrer un instant pour en faire sortir les étrangers qui s'y trouveraient après l'heure de la retraite bourgeoise, sans préjudice des peines de police qui pourront être prononcées contre les délinquans, sur le rapport des commandans des gardes.

IX. Le service des patrouilles dont la mise en activité a déja dû avoir lieu, en vertu de la lettre que nous avons adressée, le 31 octobre dernier, à MM. les Sous-intendans, durera jusqu'au premier mars prochain. Il se fera toutes les nuits, depuis huit heures du soir jusqu'à six heures du matin.

X. Dans les campagnes, les gardes et patrouilles, les fonctionnaires et officiers de ronde se reconnaitront entr'eux, au moyen d'un mot d'ordre renouvelé tous les jours par chaque chef de bataillon, et qui sera le même dans tout le grand-duché.

La liste des mots d'ordre à donner dans le cours d'un mois sera formée et distribuée par nous, à compter du premier décembre.

XI. A Luxembourg, où le service de la milice bourgeoise se borne à l'enceinte des fortifications, l'emploi des patrouilles sera concerté avec l'autorité militaire, à la diligence de M. le Sous-intendant, ou du chef de bataillon délégué par lui.

XII. Les patrouilles bourgeoises et les brigades de la maréchaussée royale, s'entr'aideront mutuellement pour assurer l'accomplissement des devoirs dont elles sont respectivement chargées.

VIII. Die Chefs der Patrouillen sollen ein wachsames Auge auf die öffentlichen Häuser, als Gast- Wein- und Bier-Häuser und Estaminets, haben. Sie können sich nicht darin aufhalten; es soll ihnen aber erlaubt seyn, einen Augenblik hineinzugehen, und die Fremden, welche sich nach der Stunde, die für den Abzug der Bürger festgesezt ist, darin befinden, heraus gehen zu machen, und dieses ohnbeschadet der Polizei-Strafen, welche auf den Bericht des Commandanten der Wachen gegen die Kontravenienten ausgesprochen werden können.

IX. Der Dienst der Patrouillen, der Kraft des von Uns den 13 Oktober lezthin an die Herrn Unter-Intendanten erlassenen Schreibens, schon in Thätigkeit hätte gesezt werden sollen, soll bis auf den 1 nächstkünftigen März dauern. Er soll alle Nächte von acht Uhr des Abends bis sechs Uhr des Morgens Statt haben.

X. Auf dem Land sollen die Wachen und Patrouillen, die Schildwachen und Rund-Offizier's einander vermittelst eines Losungs-Worts erkennen, welches jeden Tag von jedem Bataillons-Chef erneuert, und das dasselbe in dem ganzen Groß-Herzogthum seyn soll.

Die Liste der im Laufe eines Monats zu ertheilenden Losungs-Worte soll von Uns, von dem 1 Dezember an gerechnet, angefertigt und vertheilt werden.

XI. Zu Lützemburg, wo der Dienst der Bürger-Miliz sich auf das Innere der Festungswerke einschränkt, soll der Gebrauch der Patrouillen auf das Betreiben des Herren Unter-Intendanten, oder des von ihm delegirten Bataillons-Chefs mit der Militair-Behörde verabredet werden.

XII. Die Bürger-Patrouillen und die Brigaden der Königlichen Marechaussee sollen gegenseitig einander beistehen, um die Erfüllung der Pflichten zuzusichern, womit sie respektive beauftragt sind.

Monsieur le capitaine de la maréchaussée sera invité à donner des ordres en conséquence.

XIII. Les corps-de-garde seront chauffés et éclairés aux frais des communes. Les maires prélèveront le bois nécessaire au chauffage sur le produit des coupes communales, après avoir pris l'avis des conseils municipaux, lesquels sont autorisés à se réunir pour délibérer sur cet objet.

XIV. Des réglemens particuliers proposés par MM. les chefs de bataillons, et basés sur les dispositions du présent arrêté, détermineront, suivant les localités et le besoin du service, la force des gardes et patrouilles de chaque commune ou poste, ainsi que le roulement de l'office des gardes et rondes entre MM. les officiers du bataillon.

XV. Ces réglemens seront adressés à MM. les Sous-intendans qui les soumettront à notre approbation après les avoir examinés et fait rectifier, s'il y a lieu.

XVI. A l'égard de l'obligation de remplir le service des gardes et patrouilles, ainsi que d'en observer la police et la discipline, chaque membre de la milice, se conformera, selon ses grades et qualités, aux dispositions relatives à la matière, et nommément à celles du réglement général du 16 avril 1814, sur l'organisation de la milice bourgeoise, de l'instruction analogue du même jour, et des ordonnances des 17 novembre 1814 (journal départemental, n°. 37, première série), et 15 février et 23 juin 1815, (journal, n°s. 10 et 46 deuxième série).

XVII. Le présent arrêté sera imprimé dans les deux langues, pour être publié et affiché dans toutes les communes du grand-duché.

Der Herr Capitain der Marechaussee soll eingeladen werden, Befehle deßhalb zu ertheilen.

XIII. Die Wachthäuser sollen auf Kosten der Gemeinden geheizt und erleuchtet werden. Die Mair's werden das zur Heizung nöthige Holz aus dem Ertrag der Communal-Schläge zum voraus wegnehmen, nachdem sie das Gutachten der Munizipal-Räthe darüber vernommen haben, welche authorisirt sind, sich zu vereinigen, um über diesen Gegenstand zu berat schlagen.

XIV. Besondere, von den Herren Bataillons-Chefs vorgeschlagene, und auf die Verfügungen des gegenwärtigen Beschlusses sich gründende Reglement's, werden nach den Lokalitäten und nach dem Betarf des Dienstes, die Stärke der Wachen und der Patrouillen jeder Gemeinde oder jeden Postens, wie auch die Abwechslung der Commando's der Wachen und Ronden unter die Herren Offizier's des Bataillons bestimmen.

XV. Diese Reglement's sollen den Herren Unter-Intendanten zugeschickt werden, welche sie Unserer Genehmigung vorlegen werden, nachdem sie dieselben untersucht, und wenn der Fall ist, haben rektifiziren lassen.

XVI. In Rücksicht der Verbindlichkeit, den Dienst der Wachen und Patrouillen zu versehen, wie auch die Polizei und die Disziplin desselben zu beobachten, soll jedes Mitglied der Miliz, nach seinem Grad und seiner Qualität, sich nach den diese Materie betreffenden Verfügungen, und namentlich nach denjenigen des allgemeinen Reglement's vom 6 April 1814 über die Organisation der Bürger-Miliz, — der sie angehenden Instruktion von demselben Tag und der Verordnung vom 17 November 1814, (Departemental-Journal, N°. 37, 1814) und vom 15 Februar und 23 Juny 1815, (bes. Journal N°s. 10 und 46, 1815) richten.

XVII. Gegenwärtiger Beschluß soll in beiden Sprachen gedruckt, und in allen Gemeinden des Groß-Herzogthums publizirt und angeschlagen werden.

Des exemplaires en seront en outre distribués aux différentes autorités et fonctionnaires publics, ainsi qu'à MM. les chefs de bataillons, capitaines et adjudans de la milice bourgeoise.

Fait à l'hôtel du gouvernement provincial, à Luxembourg, le 15 novembre 1815.

Le gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Exemplarien desselben sollen überdieß den verschiedenen Behörden und öffentlichen Beamten, wie auch den Herren Bataillons-Chef's, Capitain's und Adjudanten der Bürger-Miliz ausgetheilt werden.

Geschehen im Provinzial-Gouvernements-Hause zu Lützemburg, den 15 November 1815.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

(N°. 326.)

ARRÊTÉ
relatif aux cotes irrécouvrables.

Nous Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

Vu 1°. l'arrêté de l'ancien préfet du département des Forêts, en date du 29 septembre 1809, relatif au mode de présentation de cotes irrécouvrables à fournir par les percepteurs, et indicatif de l'époque où la remise en doit être faite aux contrôleurs;

2. L'ordonnance du ci-devant commissaire-général, du 14 juillet 1814, insérée au journal officiel, numéro 13, qui maintient les dispositions du susdit arrêté, et leur fait subir quelques modifications;

3. L'article 12 de l'ordonnance de S. M. en date du 11 novembre dernier;

4. Le rapport de M. l'inspecteur en chef des contributions, du 23 novembre 1815;

Considérant que les états des cotes irrécouvrables de 1815 devront servir de base, lorsqu'il sera statué sur les non-valeurs et les cotes ir-

(N°. 326.)

Beschluß,
in Betreff der unbeibringlichen Quoten.

Wir, provisorischer Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Nach Einsicht 1°. des Beschlußes des ehemaligen Präfekts des Wälder-Departements vom 29 September 1809, in Betreff der Art, wie die von den Einnehmern zu liefernden unbeibringlichen Quoten vorgelegt, und welcher den Zeitpunkt anzeigt, an welchem dieselben den Controleur's eingehändigt werden sollen;

2°. Der Verordnung des ehemaligen General-Commissairs vom 14 July 1814, welche in das 13 N°. des offiziellen Journals eingerückt ist, und die die Verfügungen des besagten Beschlußes, jedoch mit einigen Modifikationen, handhabt;

3°. Des 12 Artikels der Verordnung S. M., vom 11 November lezthin;

4°. Des Berichts des Herrn Steuer-Inspektors, vom 23 November 1815;

In Erwägung, daß die Verzeichnisse der unbeibringlichen Quoten des Jahrs 1815 zur Grundlage dienen sollen, wenn über die non-valeurs und die unbeibringlichen Quoten der durch das Gesez

récouvrables de la contribution imposée par ladite loi du 11 novembre ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. Ier. Les percepteurs se conformeront aux mesures établies dans l'ordonnance ci-dessus rapportée au numéro 2, pour tout ce qui est relatif à la division de leurs états de cotes irrécouvrables par nature de contributions et à leur confection suivant les modèles y désignés.

II. La remise de ces états sera faite par eux à leurs contrôleurs respectifs, au 20 décembre prochain.

III. Le délai ci-dessus déterminé est de toute rigueur, et le montant des cotes qui seraient présentées après le 20 septembre, restera à la charge des percepteurs en retard.

IV. Le présent arrêté sera exécuté à la diligence de M. l'inspecteur en chef des contributions.

Il sera transmis en expédition audit inspecteur et à MM. les sous-intendans qui sont invités à lui donner la publicité convenable.

Donné à Luxembourg en l'hôtel du gouvernement, le 24 novembre 1815.

WILLMAR.

---

vom 11 November auferlegten Steuer verfügt werden wird;

Haben beschlossen und beschließen:

1. Art. Die Einnehmer sollen sich, nach den, in der oben unter dem 2°. N°. gemeldten Verordnung, vorgeschriebenen Maaßregeln, in allem, was die Eintheilung ihrer Verzeichnisse der unbeibringlichen Quoten nach der Natur der Steuern, und ihre Verfertigung nach den darin bezeichneten Mustern betrift, richten.

2. Art. Diese Verzeichnisse sollen von ihnen ihren betreffenden Controleur's, den 20 nächstkünftigen Dezember eingehändigt werden.

3. Art. Die oben bestimmte Zeitfrist muß strenge beobachtet werden, und der Betrag der Quoten, welche nach dem 20 Dezember vorgelegt werden würden, sollen den Einnehmern, welche die besagte Einhändigung verzögert hätten, zur Last fallen.

4. Art. Gegenwärtiger Beschluß soll auf das Betreiben des Herren Inspektors des Steuern vollzogen werden.

Derselbe soll abschriftlich dem besagten Inspektor, und den Herren Unter-Intendanten zugeschikt werden, welche eingeladen sind, demselben die gehörige Publizität zu geben.

Geschehen zu Lützemburg, im Gouvernements-Haus, den 24 November 1815.

Willmar.

(N°. 327.)

ORDONNANCE

qui fixe au 11 décembre l'ouverture de la cour d'assises du grand-du-

(N°. 327.)

Verordnung,

welche die Eröfnung des Assisen-Hofes des Groß-Herzogthums Lützemburg,

ché de Luxembourg pour le 4e. trimestre de 1815.

Nous, premier président de la cour supérieure de Liége,

En vertu des articles 16 et 20 de la loi du 20 avril 1810, et des articles 79 et 80 du décret du 6 juillet de la même année,

Ordonnons que les assises du grand-duché de Luxembourg, pour le quatrième trimestre de l'an mil huit cent quinze, s'ouvriront le onze décembre à Luxembourg.

Et attendu que Son Excellence le ministre de la justice n'a point usé, pour lesdites assises, du droit de nomination qui lui est conféré par la loi,

Nommons pour les présider, monsieur *Loop*, conseiller en la cour.

Ordonnons qu'à la diligence de monsieur le procureur général, notre présente ordonnance sera notifiée et publiée, ainsi qu'il est prescrit par les articles 88 et 89 dudit décret du six juillet 1810.

Fait et ordonné à Liége, le cinq octobre mil huit cent quinze.

Signé: DANDRIMONT, premier président.

Par le premier président,

Le greffier en chef de la cour supérieure de justice de Liége,

L. P. POSWICK.

für das vierte Quartal des Jahrs 1815, auf den eilften Dezember festsezt.

Wir, erster Präsident des oberen Justiz-Hofes zu Lüttich,

Verordnen, Kraft der 16ten und 20sten Artikel des Gesezes vom 20 April 1810, und der 79sten und 80sten Artikel des Dekrets vom 6 July desselben Jahres;

Daß die Assisen des Groß-Herzogthums Lützemburg, für das vierte Quartal des Jahrs 1815, zu Lützemburg den eilften Dezember eröfnet werden sollen.

Und da Seine Exzellenz der Minister der Gerechtigkeit das Ernennungsrecht, welches Ihr das Gesez in Betreff der besagten Assisen ertheilt, nicht ausgeübt haben,

So ernennen Wir, um sie zu präsidiren, den Herrn Loop, Rath bei dem besagten Hofe.

Verordnen, daß auf das Betreiben des Herren General-Prokurators, Unsere gegenwärtige Verordnung, so wie es durch die 88 und 89 Artikel des besagten Dekrets vom 6 July 1810 vorgeschrieben ist, notifizirt und verkündet werde.

Geschehen und verordnet zu Lüttich, den 5ten Oktober tausend acht hundert fünfzehn.

Unterz., Dandrimont, erster Präsident.

Durch den ersten Präsident,

Der erste Gerichtsschreiber bei dem oberen Justiz-Hofe zu Lüttich,

L. H. Poswick.

(No. 328.)

AVIS

relatif à la découverte d'une fausse pièce d'un franc.

On a dénoncé une fausse pièce d'un franc,

(Nr. 328.)

Nachricht,

in Betreff der Entdekung eines falschen Franken-Stüks.

Man hat die Anzeige von einem falschen Fran-

perçue par quelqu'un, sans y faire attention. Cette pièce dont la forme est grossièrement moulée, ne se compose que de zinc et d'étain. Elle porte d'un côté l'effigie de Napoléon, et de l'autre le millésime de 1808. La guirlande au milieu de laquelle se trouve le nombre I, est mal empreinte, et on y apperçoit à peine le mot *franc*. Enfin la mauvaise formation de la légende, l'absence d'aucun exergue, et surtout la couleur bleuâtre qu'elle offre au regard le moins prévenu, ne manquera pas de saisir les personnes à qui l'on voudrait donner des pièces semblables.

Luxembourg, en l'hôtel provincial, le 24 novembre 1815.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

ken-Stük gemacht, welches jemand eingenommen hat, ohne darauf zu achten. Dieses Stük, welches grob abgeformt ist, besteht nur aus Zink und Zinn. Auf der einen Seite trägt es das Bildniß Napoleons, und auf der andern die Jahreszahl 1808. Der Krantz, in dessen Mitte sich die Zahl I befindet, ist schlecht geprägt und kaum sieht man in demselben das Wort Franc. Die üble Bildung der Umschrift, der Mangel am Gepräge an dem äußeren Rand der Münze, und vorzüglich die blaulichte Farbe, werden jedermann, auch dem Unbefangensten auffallen, welchem man dergleichen Stücke anbieten wollte.

Lützemburg im Provinzial-Gouvernements-Haus, den 24 November 1815.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

(N°. 329.)

AVIS

relatif au paiement du traitement de MM. les curés et desservans du grand-duché.

MM. les curés et desservans sont prévenus que M. le commissaire, chargé de l'administration des finances de Sa Majesté à Liége, a transmis le 21 du courant à MM. les receveurs particuliers du grand-duché, les états pour le paiement du traitement qui leur est dû depuis le 1 janvier au 11 mai 1815.

Luxembourg, le 25 novembre 1815.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché,

WILLMAR.

(N°. 329.)

Nachricht

in Betreff der Bezahlung des Gehalts der Herrn Pfarrer und Sukkursalisten des Groß-Herzogthums.

Die Herrn Pfarrer und Sukkursalisten sind benachrichtiget, daß der mit der Verwaltung der Finanzen S. M. zu Lüttich beauftragte Herr Commissair den 21 des laufenden Monats den Herren besonderen Empfängern des Groß-Herzogthums die Verzeichnisse in Betreff der Bezahlung des ihnen seit dem 1 Januar bis auf dem 11 May 1815 schuldigen Gehalts zugeschikt hat.

Lützemburg, den 25 November 1815.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

MERCURIALES

du Grand-Duché de Luxembourg, pour le mois d'octobre 1815.

Première moitié de ce mois.

Nature des denrées.	Poids et mesures.	Prix. fr.	c.
Froment	hectolitre	18	45
Méteil	idem	16	49
Seigle	idem	14	70
Orge	idem	10	96
Sarrasin	idem	10	61
Avoine	idem	4	72
Haricots	idem	00	00
Pois	idem	12	50
Lentilles	idem	00	00
Farine de froment	idem	27	42
Pain de froment tamisé	Kilogramme	00	42
Pain de froment non-tamisé	idem	00	29
Pain de seigle pur	idem	00	22½
Pommes de terres	Hectolitre	2	97
Viande de bœuf	Kilogramme	00	86
Viande de vache	idem	00	75½
Viande de veau	idem	00	77½
Viande de mouton	idem	00	65
Viande de cochon	idem	1	81
Foin	Quintal métr.	6	72
Paille	idem	3	43
Bois de chêne	Le stère	4	65
Bois de hêtre	idem	5	83
Bois blanc	idem	4	55
Charbons de bois	Hectolitre	1	50
Charbons de fossile	Les 500 kilogr.	30	00

Seconde moitié dudit mois.

Nature des denrées.	Poids et mesures.	Prix. fr.	c.
Froment	Hectolitre	18	46
Méteil	idem	16	34
Seigle	idem	15	33
Orge	idem	11	39

Merkurialen

des Groß-Herzogthums Lützemburg, für den Monat Oktober 1815.

Erste Hälfte dieses Monats.

Natur der Lebensmittel	Maas und Gewicht.	Preis. Fr.	Cent.
Weizen	Hektoliter	18	45
Mangkorn	Idem	16	49
Korn	Idem	14	70
Gerste	Idem	10	96
Buchweizen	Idem	10	61
Haber	Idem	4	72
Bohnen	Idem	00	00
Erbsen	Idem	12	50
Linsen	Idem	00	00
Weizenmehl	Idem	27	42
Brod von gebeuteltem Weizenmehl	Kilogramm	00	42
Brod von ungebeuteltem Weizenmehl	Idem	00	29
Rein Kornbrod	Idem	00	22½
Erdäpfel	Hektoliter	2	97
Rindfleisch	Kilogramm	0	86
Kuhfleisch	Idem	0	75½
Kalbfleisch	Idem	0	77½
Hammelfleisch	Idem	0	65
Schweinenfleisch	Idem	1	81
Heu	Metr. Centn.	6	72
Stroh	Idem	3	43
Eichenholz	Stere	4	65
Buchenholz	Idem	5	83
Leicht Holz	Idem	4	55
Holzkohlen	Hektoliter	1	50
Steinkohlen	500 Kilogr.	30	00

Zweite Hälfte besagten Monats.

Natur der Lebensmittel	Maas und Gewicht.	Preis. Fr.	Cent.
Weizen	Hektoliter	18	46
Mangkorn	Idem	16	34
Korn	Idem	15	33
Gerste	Idem	11	39

Nature des denrées.	Poids et mesures.	Prix. fr.	c.
Sarrasin	idem	10	37½
Avoine	idem	4	82
Haricots	idem	00	00
Pois	idem	13	70
Lentilles	idem	00	00
Farine de froment	idem	33	6½
Pain de froment tamisé	Kilogramme	00	38
Pain de froment non tamisé	idem	00	29
Pain de seigle pur	idem	00	22½
Pommes de terre	Hectolitre	2	44
Viande de bœuf	Kilogramme	00	81
Viande de vache	idem	00	73
Viande de veau	idem	00	81
Viande de mouton	idem	00	59
Viande de cochon	idem	1	17
Foin	Quintal métr.	6	94
Paille	idem	3	58
Bois de chêne	Le stère	5	14½
Bois de hêtre	idem	6	31
Bois blanc	idem	5	07
Charbons de bois	Hectolitre	1	50
Charbons de fossile	500 kilogram.	30	00

Luxembourg, le 10 novembre 1815.

Le gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Evénement de police.

Deux chevaux dont les signalemens suivent ci-après, et appartenant au sieur Maurice Dupont, de Habay-la-Neuve, ont été mis en réquisition pour le transport et à l'usage des troupes hessoises, et attelés à un chariot à timon, avec deux autres chevaux qui s'y trouvaient

Natur der Lebensmittel.	Maas und Gewicht.	Preis. Fr.	Cent.
Buchweizen	Idem	10	37½
Haber	Idem	4	82
Bohnen	Idem	00	00
Erbsen	Idem	13	70
Linsen	Idem	00	00
Weizenmehl	Idem	33	6½
Brod von gebeuteltem Weizenmehl	Kilogramm	00	38
Brod von ungebeuteltem Weizenmehl	Idem	00	29
Rein Roggenbrod	Idem	00	22½
Erdäpfel	Hektoliter	2	44
Rindfleisch	Kilogramm	0	81
Kuhfleisch	Idem	0	73
Kalbfleisch	Idem	0	81
Hammelfleisch	Idem	0	59
Schweinenfleisch	Idem	1	17
Heu	Metr. Centn.	6	94
Stroh	Idem	3	58
Eichenholz	Stere	5	14½
Buchenholz	Idem	6	31
Leicht Holz	Idem	5	07
Holzkohlen	Hektoliter	1	50
Steinkohlen	500 Kilogr.	30	00

Lützemburg, den 10ten November 1815.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums Lützemburg,

Willmar.

Polizei-Begebenheit.

Zwei Pferde, die hiernächst bezeichnet werden und die dem Herrn Moriz Dupont, von Neu-Habich gehören, sind für den Transport und zum Gebrauch der Hessischen Truppen in Requisition gesetzt, und an einen mit einem Deichsel versehenen Wagen, nebst zwei anderen Pferden, welche

IVe. Supplément du N°. 68 du Journal officiel.

déjà, et dont le voiturier qui doit être des environs de la ville de Luxembourg, s'appelle Charles, (Carl). Le sieur Dupont s'étant mis à la poursuite de ses chevaux, les a rencontrés sur la route de Trêves, attelés audit chariot, avec les chevaux conduits par le voiturier dont le propriétaire lui est inconnu, et qu'il a suivis jusqu'à ladite ville de Trêves, où la voiture a été déchargée et les effets embarqués sur un vaisseau. Pendant que le sieur Dupont allait chercher son certificat de décharge, ledit voiturier qui avait promis d'attendre son retour, s'est sauvé avec la voiture et les deux chevaux du sieur Dupont. Cet événement a eu lieu le 14 du présent mois.

Toutes les autorités civiles et militaires sont par conséquent invitées à concourir de tous leurs moyens, à l'effet de parvenir à la découverte du voiturier et des chevaux du sieur Dupont, et de faire remettre ceux-ci à la disposition du propriétaire.

Luxembourg, le 20 novembre 1815.

Le Gouverneur provisoire du grand-duché de Luxembourg,

WILLMAR.

Signalement des chevaux du sieur Dupont.

1. Un cheval hongre à poils bruns-rous, âgé de 5 ans; la tête est marquée d'une raie blanche de la largeur d'une main, partant depuis le haut du front jusqu'aux narines; les deux pieds de devant, ainsi que l'un de derrière sont blancs.

2. Une jument à poils rouges, âgée d'environ 13 ans, ayant sur le front une étoile blanche; elle est un peu roide sur les jambes de derrière à raison des fatigues.

sich schon an demselben befanden, angespannt worden. Der Fuhrmann desselben heißt Carl und soll in der Nähe der Stadt Lützemburg zu Hauße seyn. Da der Herr Dupont seine Pferde aufgesucht, so hat er sie auf der Trierer-Strasse, an dem b sagten Wagen angespannt, nebst den von dem Fuhrmann Carl geleiteten Pferden, deren Eigenthümer ihm unbekannt ist, angetroffen; er ist dem Wagen bis in die Stadt Trier nachgefolgt, wo derselbe abgeladen, und die darauf sich befindenden Effekten eingeschifft worden sind. Während der Herr Dupont sein Entladungs-Attest hohlen wollte, ist der besagte Fuhrmann, welcher ihm versprochen hatte, seine Rükkunft abzuwarten, mit dem Wagen und den beiden Pferden des Herrn Dupont entwichen. Dieses trug sich den 14 des gegenwärtigen Monats November zu.

Alle Civil- und Militair-Behörden sind deßwegen eingeladen, alles, was von ihnen abhängt, anzuwenden, damit der Fuhrmann und die Pferde des Herrn Dupont entdekt, und diese ihrem Eigenthummer wiederzugestellt werden.

Lützemburg, den 20 November 1815.

Der provisorische Gouverneur des Groß-Herzogthums,

Willmar.

Signalement der Pferde des Herrn Dupont.

1. Ein Wallach, mit braun-rothen Haaren, 5 Jahre alt; der Kopf ist mit einem weißen Streifen, der eine Hand breit ist, und der oben an der Stirne bis an die Naslöcher läuft, bezeichnet; die beiden Vorder-Füße, wie auch einer der Hinter-Füße, sind weiß.

2. Eine Stute mit rothen Haaren, ohngefehr 13 Jahre alt, hat auf der Stirn einen weißen Stern; sie ist an den Hinter-Füßen wegen den Strapazen etwas steif.

Signalement des chevaux du nommé Charles, (Carl), voiturier.

1. Un cheval fort, gris-noir, et aveugle; il était attelé au limon.

2. Un cheval fort, poil brun, borgne, attelé sur le devant du chariot.

Signalement der Pferde des Fuhrmanns, Carl.

1. Ein starkes Pferd, schwarz-grau und blind; es war an der Deichsel angespannt.

2. Ein starkes Pferd, mit braunen Haaren, hat nur ein Auge; es war vornen am Wagen angespannt.

PUBLICATION.

D'après les ordres de S. A. S. le Prince de Hesse-Hombourg, gouverneur de la forteresse de Luxembourg, il sera procédé lundi 4 décembre prochain, à 9 heures du matin, dans le magasin dit Berlemont, à la vente publique et au profit du plus offrant, d'une quantité de beurre contre paiement en argent comptant, monnaie décimale.

Luxembourg, le 16 novembre 1815.

La commission d'approvisionnement établie par S. M. le Roi de Prusse,

BOHNÉ. OTTO.

Bekanntmachung.

Auf Befehl des Gouverneurs der hiesigen Festung, Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht des Prinzen von Hessen-Homburg, soll am 4ten des künftigen Monats, Montag früh neun Uhr, im Magazin Berlemont, eine Quantität Butter an den Meistbiethenden gegen gleich baare Bezahlung in Silber-Franken, versteigert werden.

Lützemburg, den 16 November 1815.

König. Preuß. Proviant-Amt,

Bohne. Otto.

AVIS

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, par son décret du 7 septembre 1814, dont S. E. le ministre de l'intérieur a donné communication, par extrait, le 4 du courant, à monsieur le gouverneur provisoire du grand-duché, ayant supprimé tous les recueils d'actes administratifs qui s'impriment par forme de journaux, MM. les fonctionnaires et autres qui jusqu'ici ont été abonnés au journal officiel du grand-duché, sont prévenus que ce journal cessera de paraitre avec le présent n°.

MM. les abonnés ayant reçu pendant le 4°. trimestre de cette année le nombre de 16 feuilles, ils ont encore à payer, indépendam-

Nachricht.

Da S. M. der König der Niederlande durch Ihr Dekret vom 7 September 1814, von welchem S. E. der Minister des Innern den 4 dieses dem provisorischen Herrn Gouverneur des Groß-Herzogthums einen Auszug mitgetheilt haben, alle Sammlungen von Verwaltungs-Akten, welche in Form von Journalen gedrukt werden, supprimirt haben, so werden die Herren Beamten und andere, welche sich bisher auf das offizielle Journal des Groß-Herzogthums abonnirt haben, benachrichtiget, daß die Publikation dieses Journals mit dem gegenwärtigen N°. aufhören wird.

Da die Herren Abonnenten während dem 4 Quartal dieses Jahrs 16 Bögen erhalten haben, so haben sie noch, außer der, im 61 N°. dieses

ment de la somme désignée dans l'avis inséré dans le N°. 61 de ce journal, page 811, la somme de 45 centimes, montant du prix des 3 feuilles qu'ils ont reçues en sus des 13, auxquelles ils avaient droit.

Ils sont pareillement informés qu'ils recevront gratis la table alphabétique des matières contenues dans les différens N°s. du journal qui ont paru pendant le 2e. sémestre de l'année courante, table qui paraîtra encore dans la présente année.

Journals, Seite 811, bezeichneten Summe, die von 45 Centim's nachzutragen, welche den Preis von den 3 Bögen ausmacht, die sie über die Zahl von 13 Bögen, zu welchen sie Recht hatten, erhalten haben.

Sie sind ebenfalls benachrichtiget, daß sie die alphabetische Tabelle der in den verschiedenen N°s. des Journals, welche während der zweiten Hälfte des laufenden Jahrs erschienen sind, enthaltenen Materien unentgeldlich erhalten werden, welche Tabelle noch im gegenwärtigen Jahr erscheinen wird.

A LUXEMBOURG, chez LAMORT fils, Imprimeur, maison Maximin.



